



GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

PAR UNE

SOCIÉTÉ D'ÉCRIVAINS MILITAIRES ET CIVILS

Ouvrage accompagné de 166 Cartes, Plans de villes et de batailles et d'un Atlas in-folio contenant 72 planches

---

TOME PREMIER

PARIS

ABEL PILON, ÉDITEUR

33, RUE DE FLEURUS, 33

1876

AVANT-PROPOS.

La guerre occasionnée par la révolution française n'a point d'exemple dans l'histoire du monde. Jamais grande nation attaquée dans son existence ne s'est défendue avec autant d'énergie, et n'a réagi si puissamment sur ses agresseurs. Cette guerre est une des plus justes de toutes celles que la France ait eu à soutenir; elle est aussi celle où le peuple français a déployé le plus de courage et de persévérance. Le but de ses efforts était d'autant plus difficile à atteindre, qu'il s'agissait de défendre l'intégrité du territoire et l'indépendance nationale contre les armées de l'Europe coalisée. Aussi ce fut dans cette guerre qu'il acquit le plus de gloire, parce que la vraie gloire ne s'acquiert qu'en raison des difficultés vaincues et de la justice de la cause. D'autres guerres postérieures à celle-ci ont pu frapper l'imagination du plus grand nombre par de prodigieux succès ou d'épouvantables désastres; mais la gloire d'être entré à Vienne, à Berlin, à Madrid, à Lisbonne et à Moscou, ne peut pas être mise au-dessus de celle d'avoir défendu l'indépendance de la patrie et résisté à l'Europe entière avec des armées levées à la hâte, commandées par des officiers et des généraux improvisés.

Le tableau de la guerre de la révolution jusqu'à la fin de 1795 forme une époque complète, conduisant au moment où les armées françaises, après avoir vaincu celles des puissances coalisées et conquis une grande étendue de pays, se trouvèrent

établies de toutes parts sur le territoire ennemi, c'est-à-dire dans les Provinces-Unies, sur le Rhin, au delà des Alpes et des Pyrénées. C'est surtout cette période qui mérite l'admiration, et qui prouve jusqu'où peut atteindre le courage uni à la constance, et l'amour, non pas de la gloire, qui nous est venu de l'intrépide armée d'Italie, mais l'amour de la patrie uni à la persévérance. Le premier cri de guerre de nos soldats patriotes fut : *Vive la nation!* ce fut celui de Kellermann à Valmy.

La campagne de 1792, commencée de la manière la plus propre à décourager une nation, se termine par les succès les plus brillants. Tandis que les coalisés envahissent nos frontières, s'emparent de Longwy et de Verdun, les Français font la conquête de la Savoie et du comté de Nice; les Prussiens sont battus à Valmy et forcés à la retraite. Spire, Worms, Mayence et Francfort tombent au pouvoir de Custine; un mois après, la Belgique est envahie; l'armée impériale est battue à Jemmapes, et les Français entrent victorieux à Mons, à Tournay, à Bruxelles; la prise de Tirlemont, de Liége, d'Anvers et de Namur termine glorieusement cette campagne commencée par des défaites, et les Autrichiens sont forcés de se retirer derrière la Roër. Du midi au nord, les armées françaises, couvertes de lauriers, se trouvaient établies au milieu des nations qu'elles avaient vaincues; les vieilles troupes de l'Europe venaient d'être battues par des hommes qui n'avaient aucune expérience de la guerre, mais qu'inspiraient au plus haut degré l'amour de la patrie et de l'indépendance nationale.

La campagne de 1793, qui s'ouvrit d'abord sous des auspices assez favorables, ne tarda pas à être signalée par des revers. Après la mort du roi, assassiné par une faction alors toute-puissante, d'affreuses divisions se forment à l'ouest et

au midi, et une guerre civile et religieuse, sourdement et habilement préparée, éclate comme un volcan au centre de la France. Des revers ou plutôt des désastres nous ravirent nos premières conquêtes. Alors l'Europe entière se déclare contre nous. L'Espagne, l'Angleterre, la Hollande, d'abord spectatrices tranquilles de nos troubles civils, réunissent leurs forces à celles de l'Autriche et de la Prusse. Jamais l'horizon de la France, naguère si brillant, ne fut plus triste et plus sombre. La bataille de Neerwinden fut aussi funeste à la république que celle de Jemmapes lui avait été favorable : elle ouvrit une seconde fois les portes de la France ; et tandis que, d'un côté, notre frontière du nord est envahie de nouveau, que Valenciennes et Condé tombent au pouvoir de l'ennemi ; de l'autre, la Vendée, plus redoutable que la guerre étrangère, étend ses progrès d'une manière effrayante, et menace de porter un coup mortel à la république. La consternation était dans le cœur de tous les amis de la patrie : la nation sembla un moment abattue et découragée ; ce fut alors que s'effectua la fameuse levée de trois cent mille hommes et la réquisition de tous les jeunes Français valides, de dix-huit à vingt-cinq ans, qui devaient arrêter dans ses progrès l'invasion étrangère. Déjà l'offensive est reprise sur quelques points, et les Autrichiens et les Anglais, battus à Hondschoote, sont forcés de lever le siége de Dunkerque ; la bataille de Wattignies amène le déblocus de Maubeuge, et, à la fin de l'année, les lignes de Weissembourg sont reprises sur les alliés, qui s'en étaient emparés deux mois auparavant.

Enfin l'année 1794 va s'écouler au milieu des succès et des triomphes les plus éclatants. La victoire de Turcoing, la prise d'Ypres, de Charleroi, la glorieuse journée de Fleurus, la prise de Mons, d'Ostende, de Nivelles, de Louvain, de Malines, de Landrecies, de Namur, de Nieuport, d'Anvers, de

Liége, de l'île de Cadzand, du Quesnoy, du fort l'Ecluse, de Valenciennes, de Condé, la victoire d'Aldenhoven, la prise de Juliers, du fort Crévecœur, de Venloo, de Maëstricht, de Nimègue, de l'île Bommel et du fort de Grave, complètent la seconde invasion de la Belgique et commencent la conquête de la Hollande, qui s'achève dans les premiers mois de 1795, par la prise d'Heusden, d'Utrecht, de Gorkum, d'Amsterdam, de Dordrecht, de Rotterdam, de la Haye, etc., et par la capitulation des provinces de Zeelande, de Gueldre, d'Utrecht, d'Over-Yssel, de Groningue et de Frise.

Tandis que l'armée du Nord poursuit ses exploits sur les bords glacés du Rhin, de la Meuse et du Zuyderzée, d'autres armées, celles des Pyrénées et des Alpes, battent, sur les rochers les plus inaccessibles de leurs montagnes, les Espagnols, les Piémontais et leurs alliés les Autrichiens, et s'emparent de leurs citadelles et de leurs ports.

Après la prise de Coblentz, de Rheinfels et de la tête de pont de Mannheim, les armées du Rhin et de la Moselle investissent Mayence sur la rive gauche du Rhin, pendant que l'armée de Sambre-et-Meuse s'empare de Dusseldorf, et passe ce fleuve pour compléter l'investissement sur la rive droite. Qu'elle fut grande et belle, cette armée de Sambre-et-Meuse, ce modèle le plus accompli des vertus guerrières et républicaines ! combien d'exploits fit naître son exemple !

Après quelques revers momentanés sur le Rhin, revers dus, d'une part, à la trahison, et de l'autre, à l'incurie d'un gouvernement faible et déconsidéré, et qui furent bien compensés par les brillantes victoires du général Bonaparte en Italie, l'Autriche, près d'être envahie, demanda la paix. Cette paix, d'une courte durée, fut bientôt suivie de nouveaux revers, aussi étonnants et aussi rapides que nos triomphes; mais le génie de Masséna sauve la France à Zurich. Sur ces entrefaites

Bonaparte arrive d'Égypte, s'empare du pouvoir, et la bataille de Marengo est suivie d'une nouvelle paix qui assure à la France la possession de la plus belle moitié de l'Italie.

Depuis ce moment, les guerres suscitées par des coalitions sans cesse renaissantes ne présentent plus que des combats de géants dont le récit effraye l'imagination. L'incroyable succès d'Austerlitz, qui amène la paix avec l'Autriche; les batailles d'Iéna et d'Auerstadt, où la Prusse est dévorée en un jour, sont accueillis avec allégresse par la France; mais Golymin, Pultusk, combats d'une couleur si sombre, et la terrible bataille d'Eylau, répandent de nouveau la consternation dans la patrie attristée par d'aussi affreux succès. La paix de Tilsit, qui suivit la célèbre bataille de Friedland, vint encore une fois consoler la patrie, fatiguée d'une lutte sanglante dont elle ne pouvait prévoir le terme. La nouvelle guerre avec l'Autriche, qui se termina par la glorieuse journée de Wagram, vit encore briller l'étoile des héros d'Austerlitz. Mais l'injuste guerre contre l'Espagne, la guerre de Russie et la dernière guerre d'Allemagne, finirent par des désastres qui précipitèrent la ruine de la France et celle de celui qui la dirigeait avec le pouvoir le plus absolu. Enfin, abandonnés sur le champ de bataille même, par des alliés qui tournèrent leurs armes contre nous, nous perdîmes la bataille de Leipzig. Poursuivis dans une retraite désordonnée par des armées victorieuses, les vainqueurs de l'Europe sont attaqués à leur tour dans leurs foyers, et obligés de défendre pied à pied le territoire de la patrie, où la victoire, encore fidèle à leurs drapeaux, les suit presque partout. Mais une fausse manœuvre ouvre enfin aux alliés le chemin de la capitale, qui est forcée de se soumettre, et le chef de l'armée française, accouru trop tard à son secours, dépose la couronne impériale que, depuis dix ans, il portait avec tant de gloire.

Il y eut encore Waterloo ou Mont-Saint-Jean, ce dernier et fatal épisode des guerres de l'empire, où les débris de l'ancienne armée française, numériquement trop faibles pour affronter leurs adversaires réunis, succombèrent en essayant de les vaincre encore une fois séparément, bien que, malgré cette séparation, ces adversaires fussent encore les plus nombreux. Un traité de la plus grande dureté, signé le 20 novembre 1815, imposa à la nation une contribution de 700 millions, et l'occupation d'une partie de son territoire par 150,000 soldats étrangers entretenus à ses frais dans 18 places fortes de nos frontières, qui furent restreintes à ce qu'elles étaient en 1790, d'où résulta la cession des places de Sarrelouis, Philippeville Marienbourg et Landau.

Tel fut le résultat désastreux de ces glorieux faits d'armes qui portèrent la gloire militaire de la France aussi haut que puisse jamais s'élever celle d'aucune autre nation. Quel sujet de réflexion pour les princes comme pour les peuples qui seraient tentés d'aspirer à la domination universelle et d'adopter des idées si manifestement repoussées par la civilisation actuelle de l'Europe!

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1792.

Origine de la guerre de la révolution. — Commencement des hostilités. — Combat de Quiévrain. — Prise de Porentruy. — Déroute de Marquain. — Combat sur la Glisuelle. — Prise et reddition de Courtray, d'Orchies. — Blocus de Landau. — Prise de Longwy, de Verdun. — Combat de Valmy. — Invasion en Savoie. — Prise de Spire, de Worms. — Siége de Lille. — Retraite des Prussiens. — Siége de Thionville. — Prise de Mayence. — Bataille de Jemmappes. — Prise de Mons. — Combat de Limbourg. — Prise de Bruxelles, de Tirlemont, de Liége, d'Anvers. — Combat de Bois-d'Asche. — Prise de Namur. — Combat de Francfort. — Prise de Verviers. — Combat de Wawren.

ORIGINE DE LA GUERRE.

Quand les lumières répandues chez un peuple ont avili ses anciennes institutions, une réforme dans les lois et dans le gouvernement devient nécessaire; une révolution est iné- 1787-1792.

1787-1792. vitable. Lutter contre cette révolution et vouloir la contenir, c'est irriter sa violence, qui finit toujours par renverser les obstacles que lui opposent l'intérêt ou l'ignorance.

Éclairée par ses droits, la France, en 1789, voulut se donner une constitution libérale, qui détruisit à jamais l'arbitraire, fondât l'égalité entre tous les citoyens, et mit sous la sauvegarde des lois, la liberté et les propriétés de chacun. C'était vers ce but que tendait la révolution, et si plus tard elle prit un caractère anarchique, on ne doit en attribuer la cause qu'à l'imprévoyance de ceux qui voulurent l'arrêter dans son cours : quand le temps est venu, il faut que les réformes s'opèrent. La nation française demandait l'abolition des abus qu'avaient signalés les règnes précédents, et qui tendaient à se perpétuer sous celui de l'infortuné Louis XVI. Ce vertueux monarque était fatalement destiné à subir la peine des torts de ses devanciers et de leurs ministres, bien qu'il fût occupé uniquement du bonheur du pays et du désir de le bien gouverner.

Dès le commencement de son règne l'esprit d'innovation, avant-coureur des grandes crises politiques, avait agité toutes les têtes, et les hommes sages prévoyaient déjà qu'une tempête violente allait s'élever sur la France, lorsque les disputes des parlements avec la cour vinrent tout à coup la faire éclater. Les parlements avaient refusé l'enregistrement de plusieurs édits bursaux; soutenus par la faveur populaire, ils apportaient aux volontés royales une résistance jusqu'alors inusitée; et Louis XVI, désespérant de ramener l'ordre par les voies ordinaires, résolut, sur l'avis de son ministre Calonne, de convoquer une assemblée des notables du royaume.

Cette assemblée se réunit le 22 février 1787 ; elle n'eut point le résultat que la cour en attendait. Le roi, pour assurer la tranquillité publique, et aviser aux moyens de diminuer les charges de l'État, ayant remplacé les notables par les états-généraux, ceux-ci furent convoqués le 5 juillet 1788, et tinrent leur première séance le 5 mai 1789. Le monarque, dans son discours d'ouverture, donna de nouvelles preuves de son amour pour la nation. La France, en suivant la noble impulsion donnée par son chef suprême, pouvait encore être sauvée ; mais de ridicules querelles de préséance entre les trois ordres composant les états-

généraux ne firent qu'augmenter le mal, et précipitèrent vers sa ruine la première et la plus ancienne monarchie de l'Europe. 1787-1792.

L'ordre de la noblesse et celui du clergé refusèrent de délibérer en commun avec le tiers-état. Celui-ci, dont la représentation (d'après les conseils donnés au roi par M. Necker, qui avait succédé à M. de Calonne dans le ministère des finances) égalait en nombre les deux autres, prit fièrement le parti de se passer de leur assentiment, et dans sa fameuse séance du Jeu de paume, tenue le 17 juin, il se constitua en assemblée nationale, en invitant les deux autres à se joindre à lui. Plusieurs membres de la noblesse et du clergé se rendirent d'eux-mêmes à cette invitation. Le 27 juin, le roi témoigna que les dissidents lui feraient plaisir en renonçant à toute scission : ceux-ci se hâtèrent de lui obéir, et la réunion devint complète.

Toutefois les ordres privilégiés, voyant que leurs prérogatives allaient être attaquées, et la cour elle-même, inquiète du mouvement révolutionnaire qui se préparait, se réunirent pour arrêter ce torrent à sa source. Trente mille hommes de troupes furent appelés autour de l'assemblée et de la capitale ; des bruits alarmants sur les intentions réciproques se répandirent. Le peuple de Paris, méconnaissant l'autorité royale, et confondant la cause du monarque avec celle des courtisans qui l'entouraient, se livra à une grande agitation. Le 11 juillet, la déclaration des droits fut proclamée dans l'assemblée. Le 13, le peuple força l'hôtel des Invalides, et s'empara des armes qui s'y trouvaient déposées. La journée du 14 vit la prise de la Bastille, la première et la plus redoutée des prisons d'État du royaume. Cent mille hommes armés, auxquels se joignirent une grande partie des gardes françaises et des soldats d'autres corps, s'en emparèrent presque sans résistance. Le 15, le roi se rendit sans escorte à l'assemblée. Le 17, il vint à Paris, où il fut reçu par deux cent mille hommes sous les ordres de Lafayette, nommé commandant général, et par Bailly, nommé maire de Paris. La garde nationale de la capitale fut créée, et trois millions de gardes nationaux furent organisés, à l'instar de ceux de Paris, sur la surface de la France. La force militaire elle-même, entraînée par le mouvement insurrectionnel, refusait son appui à l'infortuné Louis XVI, désormais trop faible pour lutter avec avantage

1787-1792. et retenir le pouvoir qu'il avait hérité de ses pères. Le roi, assailli le 5 octobre dans son palais à Versailles par une populace mutinée, après avoir, ainsi que sa famille et ses gardes, couru des dangers dont il fut sauvé par la garde nationale de Paris, qui s'y était portée dès la veille, fut amené dans la capitale, et forcé d'y fixer son séjour.

Des nobles et des officiers de l'armée avaient déjà donné le pernicieux exemple de l'émigration, qui augmenta prodigieusement après la proclamation *des droits de l'homme*. A la fin de la session de l'assemblée constituante, qui eut lieu le 30 septembre, le nombre des émigrés s'accrut encore. Parmi eux se trouvaient les frères du roi, le prince de Condé avec son fils et son petit-fils (les ducs de Bourbon et d'Enghien) et le maréchal de Broglie. Le 20 mars 1791, l'empereur Léopold s'aboucha avec le comte d'Artois, à Mantoue, où l'on prit des mesures qui décidèrent le départ de Louis XVI, dans la nuit du 20 au 21 juin. Le roi et sa famille devaient rejoindre le marquis de Bouillé dans un camp reconnu près de Montmédy, dès le mois de novembre 1790. Mais les mesures qui devaient assurer la fuite du monarque furent mal prises, et il fut arrêté à Varennes dans la nuit du 22 au 23 juin, ramené à Paris et emprisonné aux Tuileries par Lafayette.

Les princes de l'Europe ne virent point sans inquiétude un grand peuple détruire ses anciennes institutions, proclamer le mépris des trônes, et donner aux nations le funeste exemple de la révolte et de l'anarchie. Ils ne pouvaient envisager sans terreur le fanatisme révolutionnaire s'avançant vers leurs États et menaçant d'y produire les mêmes excès et d'y porter ces idées de liberté au nom desquelles l'antique monarchie des Français s'écroulait avec tant de fracas. Déjà ils sentaient la nécessité de s'unir entre eux pour s'y opposer; mais, de tous les intérêts humains, ceux des rois étant les plus difficiles à concilier, l'empereur d'Allemagne, Léopold, et Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, furent d'abord les seuls qui se liguèrent : cette première coalition contre la France fut arrêtée dans la forme suivante, entre ces deux souverains, à Pilnitz en Saxe, le 27 août 1791.

« S. M. l'empereur et S. M. le roi de Prusse, ayant entendu « les désirs et les représentations de Monsieur, frère du roi de

« France, et de M. le comte d'Artois, se déclarent conjointement 1787-1792.
« qu'elles regardent la situation où se trouve actuellement
« S. M. le roi de France comme un objet d'un intérêt commun à
« tous les souverains de l'Europe. Elles espèrent que cet inté-
« rêt ne peut manquer d'être reconnu par les puissances dont
« le secours est réclamé, et qu'en conséquence elles ne refuse-
« ront pas d'employer, conjointement avec leurs dites majestés,
« les moyens les plus efficaces, relativement à leurs forces, pour
« mettre le roi de France en état d'affermir, dans la plus par-
« faite liberté, les bases d'un gouvernement monarchique éga-
« lement convenable aux droits des souverains et au bien-être
« de la nation française. Alors, et dans ce cas, leurs dites ma-
« jestés l'empereur et le roi de Prusse sont résolues d'agir promp-
« tement, d'un mutuel accord, avec les forces nécessaires pour
« atteindre le but proposé et commun. En attendant elles don-
« neront à leurs troupes des ordres pour qu'elles soient à
« portée de se mettre en mouvement (1). »

Mais les effets de cette déclaration furent annulés par l'acceptation de la nouvelle constitution de la part du roi. Cette circonstance et la mort de Léopold, arrivée le 1er mars 1792, retardèrent le commencement des hostilités; l'assemblée nationale, sur la proposition du roi, que Dumouriez avait poussé à cette démarche, décréta, le 20 avril 1792, la guerre contre François II, roi de Bohême et de Hongrie, qui avait succédé à Léopold, et qui, loin de redresser les griefs dont l'assemblée se plaignait, augmentait le nombre de ses troupes sur les frontières, et menaçait la liberté et l'indépendance de la France; et dès le lendemain on fit publier cette courte proclamation : « De la part « du roi des Français, au nom de la nation, la guerre est décla- « rée au roi de Bohême et de Hongrie. » Alors fut resserrée, par de nouveaux nœuds, l'alliance entre la Prusse et l'Autriche (2); et dans le même moment ces deux puissances, qui avaient déjà mis sur pied leurs armées, les réunirent, les approchèrent de la frontière de la France, et se préparèrent à envahir ce royaume par trois points à la fois : la Flandre, l'Alsace et la Champagne.

1 Martens, Recueil des principaux traités, etc., vol. V, p. 35.

2 Traité d'alliance entre l'empereur et le roi de Prusse, conclu à Berlin le 7 février 1792 (Martens, vol. v. p. 77).

1787-1792. Cependant l'armée française ne montait pas à 150,000 hommes ; sa cavalerie était faible ; ses officiers avaient presque tous émigré, et aucun service n'était organisé. Le général Duportail, qui en novembre 1790 avait remplacé Latour-du-Pin au ministère de la guerre, avait fait rendre diverses ordonnances le 1er janvier 1791, d'après lesquelles l'armée devait être portée à 164,269 hommes.

Ces forces n'étaient complètes que sur le papier, parce que le recrutement était loin de compenser la désertion que le relâchement ou l'abrogation des anciennes lois avait jusqu'alors empêché de réprimer ou de punir.

Le même M. Duportail obtint, le 28 janvier 1791, de l'assemblée législative, un décret qui enjoignait de porter au complet de guerre (777 hommes par bataillon, et 178 par escadron, y compris les officiers) trente régiments d'infanterie et vingt de troupes à cheval. Le 22 avril suivant, l'assemblée nationale décréta encore, sur la proposition de son comité militaire, une conscription de 300,000 hommes de gardes nationales, pour être organisés sur-le-champ en compagnies qu'on assemblerait quand on en aurait besoin. Le 4 juin, un nouveau décret ordonna la répartition de 100,000 soldats auxiliaires sur tous les départements du royaume, pour remplacer les milices ou troupes provinciales abolies le 4 mars précédent. Sur ces 100,000, 25,000 étaient réservés pour le service de la marine, et les 75,000 restants, destinés à l'armée de terre, devaient être enrôlés pour trois ans, et formés sans délai, afin d'être prêts à marcher au premier ordre ; ce qui était plus facile à prescrire qu'à réaliser. Les 21 juin, 3 juillet et 4 août, l'assemblée rendit trois autres décrets sur l'augmentation des forces nationales. Deux de ces lois prescrivaient de mettre en activité des bataillons de volontaires, composés de 578 hommes de gardes nationales des départements de la frontière, au nombre de 26,000 hommes ; savoir, 8,000 sur la Somme, 10,000 pour la défense des frontières des Ardennes, de la Meuse et de la Moselle, et 8,000 pour celle du Rhin. Le décret du 3 juillet enjoignait aux régiments, même aux sept d'artillerie, qui n'avaient pas encore reçu l'ordre de se porter au complet de 750 hommes par bataillon et de 170 par escadron, non compris les officiers, de l'exécuter

sans délai. Enfin, le 22 juillet parut un nouveau décret pour 1787-1792.
mettre en activité, tant sur les frontières que sur les côtes, 71,000 hommes de gardes nationales, indépendamment des 26,000 dont la levée avait été ordonnée peu auparavant.

Le gouvernement voulait avoir dès lors sur pied 243,000 hommes, et 310,000 lorsque l'armée serait parvenue au complet; mais il était encore bien loin de compte, puisque au mois d'août de cette même année 1791 l'effectif ne s'élevait pas à plus de 146,000 hommes, lorsqu'il aurait dû être de 213,000, d'après les augmentations décrétées.

Au moment de la déclaration de guerre à l'Autriche et à la Prusse, on n'avait pu remplir les vides ordinaires, encore moins ceux que produisaient les désertions et les congés également nombreux.

Mais si les soldats manquaient, les généraux abondaient, et on en refusa un grand nombre, quand il fut question d'ajouter à ceux qui étaient déjà en activité quatre lieutenants généraux et douze maréchaux de camp. Le comte de Narbonne, qui succéda le 6 décembre 1791 au général Duportail, sollicita un décret en date du 24, qui autorisait le roi à élever au grade de maréchal de France les généraux Luckner et Rochambeau. Le premier devait commander sur le Rhin; Lafayette sur la Meuse, et Rochambeau en Flandre. Le lieutenant général Choisy fut destiné à commander dans le Midi les forces de cette partie, qui devaient, au besoin, être partagées en deux armées : l'une sur la frontière des Alpes, et l'autre sur celle des Pyrénées.

On ne pouvait faire encore aucune disposition certaine pour la guerre. Il y avait, à la vérité, depuis Dunkerque jusqu'à Besançon, 138,260 hommes; mais 83,000 seulement étaient disponibles, le reste étant indispensable au service des garnisons. En ajoutant à ces troupes les 50,000 hommes employés dans le Midi, on ne trouvait en totalité que 133,500 hommes sans compter l'artillerie, qui, au complet, n'était que d'environ 9,000 hommes.

Cependant, à cette époque, l'armée autrichienne disponible pour la défense des Pays-Bas, dont la fermentation était plutôt comprimée qu'éteinte, ne se composait que d'environ 30,000 hommes aux ordres du duc Albert de Saxe-Teschen. Elle comp-

1787-1792. tait vingt-cinq bataillons, vingt-six compagnies et trente-quatre escadrons. On ne connaît pas exactement les points que cette armée occupait; elle était, du reste, très-divisée; mais la cour de Vienne pouvait, en peu de temps, doubler et même tripler ces forces.

La France avait entre Dunkerque et Givet 25,243 hommes; entre Givet et Bitche 15,855 hommes; entre Bitche et Béfort 19,586, hommes. Cet effectif de 60,684 hommes, non compris les 26,000 hommes de gardes nationales, 15,000 hommes de réserve qu'on se proposait d'établir à Senlis, Compiègne et Soissons, et environ 60,000 hommes, tant infanterie que cavalerie, répartis dans les départements, aurait porté les forces réelles de la France à 161,684 hommes qui pouvaient être échelonnés entre Dunkerque et Béfort. Mais les liens de la discipline étaient rompus; les soldats se soulevaient contre leurs officiers, dont 2,000 au moins avaient déjà abandonné leur emploi à la fin de 1791, ce qui concourait à affaiblir l'armée.

Le 25 janvier 1792, le corps législatif, voulant encourager le recrutement, augmenta le prix des enrôlements volontaires et diminua le nombre d'années de service. Malgré cette mesure, la pénurie des troupes était encore telle au commencement de mars que, des brigandages et des soulèvements très-alarmants ayant éclaté à la fois dans plusieurs parties du royaume, on ne put donner des forces convenables aux généraux chargés de réprimer ces troubles.

Les départements les plus agités étaient alors ceux du Midi : quatre-vingt-dix-neuf bataillons et vingt-un escadrons, dispersés depuis Grenoble jusqu'à Bordeaux, indépendamment de quelques bataillons de volontaires nationaux, occupant divers postes, ne pouvaient maintenir efficacement la tranquillité publique dans cette immense étendue, où le général Choisy, accusé d'aristocratie, ne commandait plus. Il avait été remplacé le 21 mars par le général Wittgenstein, qui, en butte à la même accusation, fut déplacé le 22 avril, et eut pour successeur le général Montesquiou, auquel on fournit un renfort de dix bataillons tirés de l'armée du Rhin. C'est ici que commencent les premières hostilités.

COMMENCEMENT DES HOSTILITÉS.

Combat de Quiévrain. — Dumouriez, qui tenait le porte-feuille des affaires étrangères et avait puissamment contribué à faire prendre au roi l'initiative de la grande lutte qui se préparait, avait fait concevoir à l'assemblée nationale l'espérance de surprendre l'Autriche et de lui enlever ses provinces des Pays-Bas avant que cette puissance fût prête à paraître en force sur le théâtre de la guerre. L'armée du Nord, forte de 35,000 hommes, aux ordres du maréchal Rochambeau, était rassemblée aux environs de Valenciennes; l'armée du centre, composée de 28,000 hommes sous Lafayette, manœuvrait entre Sedan et Metz. Celle-ci était destinée à soutenir l'armée du Nord. Deux avis partageaient le conseil des ministres : Rochambeau, qui connaissait l'état de détresse dans lequel se trouvait la France, voulait que les armées se tinssent sur la défensive; mais Dumouriez, dont l'esprit actif et remuant se plaisait dans les entreprises extrêmes, parlait en faveur de l'offensive. Les efforts que les Belges venaient de faire recemment pour secouer le joug de la maison d'Autriche faisaient concevoir au ministre des affaires étrangères l'espérance que les Français seraient reçus comme des libérateurs par un peuple que tourmentait le besoin de rompre ses chaînes.

28 avril 1792. Belgique.

Le plan de campagne concerté sous le ministre Narbonne avait été que Lafayette entrerait en Belgique à la tête de quarante mille hommes, et serait soutenu par l'armée de Rochambeau. Lorsque le parti qu'on appelait *jacobin* parvint au ministère, Dumouriez en fut le chef, et changea le projet. Le 21 avril, le maréchal Rochambeau partit de Paris pour se mettre à la tête des troupes françaises rassemblées en Flandre. Le 24, il reçut l'ordre de faire exécuter un plan de Dumouriez, qui ne lui avait pas été communiqué. D'apres ce plan, Lafayette devait, avec 10,000 hommes, marcher de Givet sur Namur, qui n'avait qu'une faible garnison; Rochambeau, avec d'égales forces, devait se porter de Valenciennes sur Mons, tandis que de plus faibles détachements, partis de Lille et de Dunkerque, menaceraient Tournay et Furnes. Ces opérations

1792. Belgique. devaient commencer simultanément dans les derniers jours d'avril. En conséquence, le général Biron, qui commandait sous ses ordres le camp de Famars, s'avança le 27 avec six bataillons et six escadrons, environ 10,000 hommes, pour s'emparer de Quiévrain. Ce poste militaire, le premier qui se trouvât sur la frontière ennemie, était occupé par un faible détachement de l'armée autrichienne aux ordres du général autrichien Beaulieu, composé de 3,500 hommes, pour couvrir Mons. Biron n'eut point de peine à dissiper l'ennemi et à s'emparer de Quiévrain, où il campa le 29 avril. Le lendemain, il se mit en marche pour attaquer les avant-postes de Beaulieu, qui occupaient les hauteurs de Boussu, et défendaient les approches de Mons. Apres un combat où les Français repoussèrent les avant-postes autrichiens, Biron se porta sur Mons, dont Dumouriez croyait les habitants disposés à donner, les premiers, le signal de l'insurrection; mais, contre son attente, aucun mouvement n'ayant eu lieu à l'approche du général français, celui-ci, craignant d'être attaqué par des forces supérieures, donna ordre à ses troupes de rétrograder jusqu'à Boussu pour y passer la nuit. Tout était tranquille dans le camp, lorsque, vers dix heures du soir, les cinquième et sixième régiments de dragons montent à cheval, sans ordre, et se retirent au grand trot, en criant : « Nous sommes trahis. » Biron accourt : il est entouré par les mutins, qui voulaient l'entraîner avec eux; cependant, secondé par Dampierre, colonel du premier de ces corps, il réussit à en ramener la plus grande partie; le reste continue à fuir jusqu'à Valenciennes, en criant toujours qu'ils sont trahis, abandonnés par le général Biron, qu'ils accusent d'avoir déserté, et publient sur leur passage qu'un gros de cavalerie ennemie a pénétré dans leur camp. Biron, voyant alors qu'il ne peut plus compter sur ses troupes, ordonne la retraite pour le lendemain 30 à la pointe du jour. Elle commençait à s'effectuer quand le général Beaulieu, qui avait reçu pendant la nuit un renfort de 1500 hommes, se mit à la poursuite des Français avec la plus grande partie de ses forces, pendant que l'autre manœuvrait pour les tourner. Vivement inquiété par les troupes légères autrichiennes, Biron se replie précipitamment. Une retraite qu'il se proposait de faire dans

le plus grand ordre possible devient bientôt une déroute complète. Les troupes de Biron ne s'arrêtèrent qu'à Quiévrain. Les Autrichiens profitent de leur victoire; ils tombent sur les Français, qui, frappés encore de terreur, n'opposent qu'une faible résistance, et sont forcés à rétrograder jusqu'à leur camp de Famars. Deux cent cinquante Français restèrent morts sur le champ de bataille; cinq pièces de canon, un obusier et un grand nombre de prisonniers tombèrent au pouvoir des vainqueurs. La perte éprouvée par le général Biron dans cette première affaire eût été encore plus considérable si le maréchal Rochambeau, informé de ce désastre, ne se fût pas avancé au delà d'Huin, avec trois régiments arrivés la veille à Valenciennes, et n'eût pas placé sur les hauteurs de Sainte-Sauve huit pièces de canon, qui arrêtèrent les Autrichiens, et favorisèrent la retraite des Français. 1792. Belgique.

Prise de Porentrui. — Il était impossible de commencer une guerre sous des auspices plus malheureux. L'indiscipline était à son comble. On était parvenu à semer des alarmes parmi les troupes, à ébranler la confiance que le soldat doit avoir dans les généraux. Des régiments entiers, parmi lesquels on cite Royal-Allemand et les hussards de Saxe, émigraient ou passaient à l'ennemi. Si les coalisés eussent su profiter de cet état de désorganisation presque générale, ils auraient pu se promettre les plus prompts succès; mais ils agissaient avec une lenteur qui déjà annonçait le peu d'union qui régnait entre eux. 28 avril. Allemagne.

Cependant le maréchal Luckner, qui commandait un camp de 10 à 12,000 hommes, établi à l'extrémité de la Basse-Alsace, entre Lauterbourg, Landau et Weissembourg, charge le général Custine de pénétrer dans la province de Porentrui, qui appartenait à l'évêque de Bâle, et dont l'occupation lui paraissait nécessaire pour mettre cette portion de frontière à l'abri d'une invasion. Custine, à la tête de 2,000 hommes commandés par le général Ferrière, et suivi par trois bataillons d'infanterie, une compagnie d'artillerie et 300 dragons, entre dans la principauté, et somme Porentrui de se rendre. 400 Autrichiens étaient dans la place; mais le prince-évêque, ne voulant pas soutenir un siége, leur défend de résister, et se retire avec eux à Bienne en Suisse. Custine prend possession de Porentrui le 29 avril, et

1792. Allemagne fait élever des retranchements sur la montagne de Laumont, pour défendre les défilés de Fribourg, Bienne, Bâle et Soleure.

Pendant plusieurs mois, il n'y eut pas d'hostilités sur les frontières Est de la France. A cette époque, cette puissance, occupée aux Pays-Bas, y renforçait ses troupes et cherchait à les discipliner; et les alliés n'avaient pas pu encore réunir leurs principales forces sur le théâtre de la guerre.

29 avril. Belgique. *Déroute de Marquian.* — Tandis que le général Biron échouait dans son entreprise sur Quiévrain et Mons, le maréchal de camp Théobald Dillon faisait sur Tournai une tentative semblable, dont l'issue fut encore plus malheureuse. Sorti le 29 de Lille, où il commandait, avec dix escadrons, six bataillons et six pièces de canon, il rencontre le général-major autrichien, comte d'Happoncourt, campé avec 3,000 hommes sur les hauteurs de Marquain, et repousse ses avant-postes. En un moment les éclaireurs ennemis attaquèrent ceux des Français, et ce mouvement présageait que l'intention du général autrichien était d'en venir à un engagement général. Cependant Dillon avait ordre d'éviter toute espèce de combat. Dumouriez avait si bien persuadé qu'il suffirait aux Français de se montrer pour déterminer les Belges en leur faveur qu'aucune disposition n'avait été prise en cas d'attaque de la part des troupes autrichiennes. Dillon, voyant l'ennemi s'ébranler pour venir à sa rencontre, donne l'ordre de la retraite. Quelques signes d'insubordination, qui s'étaient manifestés parmi ses soldats depuis son départ de Lille, lui prouvant qu'il devait peu compter sur eux, rendaient cette mesure encore plus nécessaire. Au premier mouvement rétrograde que font les Français, l'ennemi tire au hasard quelques coups de canon, dont les boulets n'atteignent pas même les derniers rangs des troupes de Dillon. Cependant telle était alors la défiance du soldat français envers ses généraux que, de même qu'à Quiévrain, une terreur panique s'empare des escadrons qui couvraient la retraite. Au bruit du canon, qui tonnait vainement derrière eux, ils prennent l'épouvante, et se jettent sur l'infanterie, en criant : « Sauve qui peut ; nous sommes trahis. » Ce mouvement et ces cris répandent la confusion parmi les Français. Quatre canons, leurs caissons, les bagages sont abandonnés par les

charretiers, et l'armée entière se jette pêle-mêle sur la chaussée, fuyant vers Baisieu. En vain Dillon tente d'y rallier les fuyards avant que les ennemis les atteignent; des cris tumultueux, des apostrophes insultantes se font entendre autour de lui : il est même atteint d'un coup de pistolet, que lui tire un de ces furieux. En même temps les Autrichiens surviennent : l'alarme est générale, et cette cohue de troupes désorganisées traverse précipitamment Baisieu, continuant à fuir vers Lille. A peine sont-elles arrivées dans cette dernière ville qu'il se forme, en dedans de la porte de Fives, un rassemblement considérable de soldats des différens régiments composant la garnison. Le colonel du génie Berthois, qui avait accompagné le général Dillon, est arrêté par eux, pendu à l'un des créneaux de la place, et mis en pièces. Telle est la fureur aveugle qui les transporte qu'ils se jettent sur trois ou quatre prisonniers ennemis qu'on ramenait, et les égorgent. Cet excès d'atrocité ne peut encore assouvir la rage de ces lâches. Au moment où ils se couvraient de honte par cet abominable oubli des droits de la guerre, le malheureux Dillon, déjà blessé, rentrait, conduit dans une voiture : ils s'élancent sur lui, le massacrent à coups de fusil et de baïonnette, arrachent son cadavre de la voiture, le traînent dans les rues jusqu'à la grande place, où ils le jettent dans un feu allumé avec les enseignes de plusieurs auberges voisines. Arthur Dillon, frère de Théobald, vint en personne porter ses plaintes à l'assemblée. Les assassins furent punis, et la veuve de l'infortuné général obtint une pension pour élever ses enfants.

1792. Belgique.

Le général Carle avait occupé Furnes sans résistance, avec une partie des troupes rassemblées sous Dunkerque; mais, le but de l'entreprise n'ayant pu être atteint, il fut forcé d'évacuer cette ville.

Combat sur la Glisuelle. — Près de deux mois s'étaient écoulés en tâtonnements respectifs de la part des Français et des coalisés. Les échecs essuyés dans les deux premières tentatives d'invasion avaient fait renouveler la discussion sur le plan de campagne. Pendant ce temps, Lafayette avait reçu à son quartier général de Metz l'ordre de se porter à Givet, pour coopérer au mouvement de l'armée de Flandre. Il fit avec ses troupes et sa grosse artillerie une marche de cinquante-six lieues en cinq jours. Il arriva le 30 avril à Givet, avec une division de son ar- 13 juin.

1792. Belgique. mée, et le même jour il fit avancer la tête de son avant-garde jusqu'à Bouvines, que 3,000 hommes occupèrent le lendemain. La nouvelle des défaites essuyées près de Mons et de Tournay l'empêcha de former d'autres entreprises. Son avant-garde resta à Bouvines, le gros de son armée campa à Rancenne; la 2e division resta à Dun, à 8 lieues en arrière de Givet. Les troupes du camp de Valenciennes furent réparties dans des cantonnements, derrière la Ronelle, entre Valenciennes et le Quesnoy, et toutes opérations offensives furent interrompues sur toute la ligne dès les premiers jours de mai.

Les Autrichiens se bornèrent également à des entreprises de peu d'importance, ne pouvant avoir aucun résultat. Ainsi le 17 mai ils s'emparèrent par surprise de Bavay, que bientôt après ils abandonnèrent; le 23, ils repoussèrent une avant-garde que Lafayette avait portée jusqu'à Florenne; le 28, ils enlevèrent l'épée à la main un poste retranché près de Condé.

Rochambeau, Lafayette et Luckner furent appelés à Valenciennes pour être consultés. Dans une adresse, envoyée par eux au ministre de la guerre Servan, qui avait succédé à M. de Grave, ils disaient « qu'ils avaient unanimement reconnu que, s'il était préjudiciable à la patrie d'avoir déclaré la guerre dans un moment où les dépêches des généraux démontraient qu'aucune des armées n'avait été mise en état de la faire, la situation de la France avait été bien empirée par le projet d'attaque de la Belgique, qui, en faisant débuter les Français par des revers, avait en même temps désorganisé les moyens futurs de succès. » Cependant ils convinrent que le maréchal Luckner ferait une irruption en Belgique par la Flandre maritime, tandis que Lafayette se contenterait d'occuper le camp retranché de Maubeuge avec une partie de son armée. Car déjà le maréchal Rochambeau, indigné de la manière dont il avait été traité par le ministre, qui ne lui témoignait aucune confiance, avait donné sa démission de commandant de l'armée du Nord. Lafayette, qui souhaitait le retenir, avait offert de réunir les deux armées du Centre et du Nord sous les ordres de Rochambeau; mais l'envoi de Luckner à l'armée de Rochambeau, sous l'honorable prétexte d'y servir comme volontaire, parut à Rochambeau une insulte de plus, puisqu'elle était fondée sur la fausse supposi-

tion qu'il avait perdu la confiance des troupes. Luckner se rendit au camp de la Madeleine, près de Lille, dans le dessein de se porter sur Courtray. De son côté, Lafayette, après avoir quitté le camp de Givet, s'était porté sur Maubeuge, dont il occupa le camp retranché, plaçant son avant-garde à Glisuelle, en avant de Maubeuge. Il avait jeté des ponts pour tomber avec le corps d'armée sur le flanc de l'ennemi, s'il venait à attaquer son avant-garde. Le 10 juin, cette avant-garde, commandée par le général Gouvion, est attaquée par le général Clairfait, sorti de Mons pour la combattre. Un violent orage survint en ce moment; et Gouvion, surpris, est bientôt obligé de se défendre avec désavantage. Clairfait, profitant du désordre dans lequel il venait de jeter les Français, les force à la retraite. Gouvion est emporté d'un coup de canon. Lafayette, dès qu'il est averti du danger de son avant-garde, se porte rapidement à son secours avec tout son corps d'armée; le combat se rétablit un instant; mais les Autrichiens, se voyant près d'être entourés par des forces supérieures, se retirent à leur tour, et les Français reprennent leur position. 1792. Belgique.

Lafayette se borne, comme on en était convenu, à quelques mouvements pour inquiéter l'ennemi et empêcher que cette portion de leur armée n'allât troubler l'expédition de Luckner sur la Flandre maritime. C'est dans un de ces mouvements que le jeune colonel Victor Latour-Maubourg, si célèbre depuis comme officier général de cavalerie, attaqua un corps ennemi avec son régiment de chasseurs et quelque cavalerie légère, et leur fit une centaine de prisonniers. Ces petits combats aguerrissaient nos soldats, mais les liens de la discipline étaient toujours relâchés.

Prise et reddition de Courtray. — Lorsqu'au milieu du mois de juin la Flandre fut menacée d'une invasion, le duc Albert de Saxe-Teschen plaça près de Tournay la plus grande partie de ses troupes sous le général Latour; à Bury, en arrière de Tournay, le général Beaulieu, avec quatre bataillons et quatre escadrons formant des postes de communication; et il ne garda, dans sa position de Mons, que dix bataillons et quinze escadrons. 18 juin.

Apres être resté quelque temps dans son camp de la Madeleine, et y avoir pris les mesures nécessaires pour rétablir la dis-

1792 Belgique. cipline parmi ses troupes, le maréchal Luckner se disposa à reprendre l'offensive. Il réunit à cet effet la plus grande partie des troupes assemblées à Valenciennes, à Lille et à Dunkerque, environ 30,000 hommes, qui marchèrent le 17 juin à Werwick, et le 18 à Menin. Dès le 17, l'avant-garde avait atteint cette dernière ville, et repoussa le lendemain de Courtray 800 Autrichiens commandés par le colonel Mylius. Sagement répartie, cette faible garnison arrêta pendant une heure et demie les troupes françaises par une vive fusillade. Pendant ce combat Luckner, qui, malgré son grand âge, n'avait rien perdu de son ancienne valeur, prit part lui-même à l'action, et animait ses troupes par son exemple. Ses officiers, effrayés de l'audace avec laquelle il se portait aux premiers rangs, lui représentent que son devoir de général est de se conserver pour son armée : « Laissez, mes amis, leur dit Luckner, les balles respectent les braves. » Les Autrichiens, après un combat aussi inégal, furent obligés de céder ; les Français entrèrent en vainqueurs dans la place, qu'ils ne purent garder.

Le général Latour, laissant quatre bataillons et quatre escadrons à Tournay, marcha le 19 à Coeyghem, et Beaulieu s'avança à Vichte avec la majeure partie des troupes établies à Bury. Le colonel Mylius, renforcé d'un bataillon tiré de Bruxelles, repoussa, le 20, sur Courtray, les Français, qui avaient pénétré jusqu'à Haerlebeck.

Le maréchal avait compté en vain sur un soulèvement des Belges, dont un bataillon se trouvait à son avant-garde ; c'est du reste le motif qu'il allégua pour expliquer sa retraite, qu'après dix jours d'inaction il opéra le 30 juin. En se retirant, le général Jarry incendia, sans objet, le faubourg de Courtray.

Le 2 juillet, le général Carle, à la tête d'environ 6,000 hommes, se porta de Lille à Dunkerque. Le reste des troupes marcha le même jour, une partie derrière la Ronelle, au camp de Famars, une partie à Maubeuge.

L'armée du Nord était forte alors de 44,000 hommes, dont 6,000 se trouvaient au commencement de juillet dans le camp de Maubeuge, sous le général Lanoue, 5,000 dans le camp de Maulde, sous le général Dumouriez, 6,000 à Dunkerque, sous le général Carle ; le reste était au camp de Famars. Ces 44,000

hommes se composaient de dix-huit bataillons de troupes de ligne, quarante-deux escadrons, quatre bataillons d'artillerie, quarante-deux bataillons de garde nationale. Il y avait en outre dans les places fortes vingt-cinq bataillons, seize escadrons; en tout 15,375 hommes. 1792. Belgique.

Après la retraite de Luckner, le corps autrichien se trouvait distribué ainsi qu'il suit : vingt et un bataillons et vingt escadrons à Mons, neuf bataillons et six escadrons à Tournay; la divison du général Beaulieu, renforcée de plusieurs bataillons, était à Bury. Les troupes autrichiennes avaient reçu des renforts, et l'on voit, d'après la *Gazette de Vienne*, que plusieurs bataillons, destinés à passer de la Bohème dans le Brisgau, avaient reçu, en mai, l'ordre de marcher aux Pays-Bas, et que quatre bataillons et huit escadrons arrivèrent, à cette époque, dans le pays de Luxembourg, où ils s'arrêtèrent par ordre du duc de Saxe-Teschen.

Reddition d'Orchies. — Dumouriez, après avoir été nommé ministre de la guerre et avoir fait renouveler tout le reste du ministère, était tombé en défaveur auprès du roi au bout de quelques jours, et avait été rejoindre l'armée de Luckner. Ce dernier ne réussit pas dans l'opération offensive sur la Flandre maritime, dont il s'était chargé. Après son succès de Courtray, il crut voir plus de difficulté qu'il n'en avait prévu, et souhaita lui-même de revenir. Le nouveau ministre de la guerre, département que Dumouriez avait pris et gardé pour si peu de temps, consentit à ce que cette opération ne fût pas poursuivie; d'ailleurs on avait des nouvelles de la marche de la grande armée coalisée, qui, sous les ordres du duc de Brunswick, se portait vers le Rhin. Lorsque Luckner revint à Valenciennes, Lafayette, qui n'avait été chargé que de se maintenir à Maubeuge, proposa au maréchal une attaque combinée, partant de Valenciennes et de Maubeuge, et arrivant à la fois sur les positions autrichiennes, près de Mons, à peu près au point où s'est donnée quelque temps après la célèbre bataille de Jemmapes. Luckner s'y refusa obstinément. Ces détails et les lettres des deux généraux furent publiés peu de temps après, lorsque l'assemblée législative appela à sa barre l'officier du génie Bureau de Puzy. Le conseil du roi partagea alors la défense de la frontière en deux parties : 14 juillet. France.

1792. France. Lafayette commanda de Dunkerque jusqu'à Montmédy, Luckner depuis Longwy jusqu'au Rhin. Celui-ci marcha à Metz le 12 juillet avec les troupes du camp de Famars, et laissa à Dumouriez le commandement de ce camp avec six bataillons et cinq escadrons et l'ordre de le suivre le 20, lorsque le général Arthur Dillon y serait arrivé avec huit bataillons et six escadrons de l'armée de Lafayette. Rien ne fut changé aux camps de Maubeuge, de Maulde et de Dunkerque.

Les frontières françaises se trouvant dégarnies de troupes à cette époque, les Autrichiens ne tirèrent parti de cette circonstance que dans la nuit du 14 juillet par une attaque sur Orchies.

Le duc de Saxe-Teschen, campé près de Mons, avec environ vingt mille hommes, détache, dans la nuit du 13 au 14, cinq mille Autrichiens, commandés par le général major comte de Latour et le colonel Keim, et les envoie s'emparer d'Orchies. Ces troupes marchent toute la nuit; et, à deux heures du matin, elles paraissent à la vue de la ville. Orchies se trouva ainsi investie avant même que Desmarets, qui y commandait, s'en fût aperçu. Il n'avait que six cents hommes de troupes, dont un bataillon de la Somme faisait partie, et deux pièces de canon, pour tous moyens de défense. Attaqué à l'improviste dans une place qu'il n'avait pas encore eu le temps de fortifier, Desmarets oppose cependant une résistance opiniâtre aux assaillants. Les Autrichiens s'élancent avec fureur contre les portes de Lille et de Douai. Le bataillon de la Somme accourt pour leur résister, et se signale par sa belle défense. Le capitaine Dutay combat glorieusement à la tête de ce bataillon, et soutient longtemps les efforts de l'ennemi. L'obscurité de la nuit favorisait d'ailleurs les assiégés; elle était telle que deux bataillons autrichiens tirèrent l'un sur l'autre : mais à la pointe du jour, au moment où l'ennemi voyait à diriger ses coups, il fallut céder au nombre, et les Autrichiens entrèrent dans la place, qui, dès le lendemain, fut reprise par le général Marassé, accouru à la tête des troupes réunies des camps de Maulde, de Famars et de la garnison de Douai. La petite garnison d'Orchies avait eu le temps de se replier sur Saint-Amand.

Onze bataillons et douze escadrons de l'armée autrichienne,

portés jusqu'à Tainières, le 17, occupèrent Bavay, et se retirèrent sur Mons le 28. 1792. France.

Quelque temps après ces événements, les deux commandants en chef des troupes françaises sentirent qu'il était pressant de se porter avec des troupes du côté de Longwy et de Montmédy, et de prendre position sur le Chiers, en face de la trouée de Lardgnau, après avoir fait quelques légers changements pour conserver les régiments de leur armée les plus à portée d'eux, ce dont nous ne parlerions pas si ce mouvement insignifiant n'avait été l'objet de quelques récriminations fâcheuses. Les deux généraux arrivèrent sur la frontière longtemps avant l'ennemi; le maréchal Luckner se plaça derrière Longwy; Lafayette poussa une forte reconnaissanee du côté de Luxembourg, en avant d'Arlon et dans les Ardennes. Les ennemis, en se retirant, furent attaqués par la division du général Leveneur; les Français eurent à regretter la perte de l'adjudant-général Desmottes, officier distingué. Lafayette occupa la position de Mouzon et le camp retranché de Sedan. Pendant que les généraux faisaient les dispositions militaires les plus propres à recevoir l'armée de la coalition, les factions intérieures paralysaient en partie les efforts de nos guerriers. Lafayette avait cru devoir aux dangers intérieurs de son pays de dénoncer les entreprises des agitateurs par une lettre écrite à l'assemblée, de son camp de Maubeuge, le 16 juin 1792, où il signale les menées de la faction jacobine, qui jusqu'alors a causé tous les désordres; et lorsque, le 20 du même mois, le roi fut insulté dans son palais par une émeute qui avait jeté l'effroi dans la capitale, ce général se présenta seul à la barre de l'assemblée pour exprimer les sentiments de l'armée sur cet attentat, et en demander justice. On doit reconnaître que les troupes ne participaient point à l'esprit de trouble et d'anarchie qui agitait alors la capitale et prépara la catastrophe du 10 août. On voit, dans les mémoires les moins suspects de ce temps, que, dans le péril qui menaçait la vie du roi et de sa famille, Lafayette leur proposa de les accompagner à Compiègne, où quelques-unes de ses troupes veilleraient à leur sûreté, et où le roi pourrait, par une proclamation constitutionnelle, réfuter les calomnies, et dissiper toutes les inquiétudes répandues par la malveillance. On voit aussi, dans les mêmes mé-

1792. France. moires, qu'une lettre de Coblentz, écrite par le duc de Brunswick, détourna ce malheureux prince d'accepter cette proposition salutaire dans l'espoir où l'on était alors que les armées coalisées viendraient à Paris le délivrer sans le forcer à l'humiliation de devoir encore une fois son salut à des hommes de la révolution.

M. de Larochefoucauld-Liancourt, commandant une division en Normandie, fit dans le même temps une autre proposition de ce genre, ce qui montre combien l'on pouvait compter sur la disposition des troupes pour la sûreté du roi et pour le maintien des lois constitutionnelles de 1791, sentiment qui avait alors l'immense majorité de l'opinion nationale. Cette proposition fut refusée, comme l'avait été celle de Lafayette, d'après la lettre du duc de Brunswick dont nous venons de parler, et aussi parce que les serviteurs du roi, qui l'entouraient, craignaient qu'il ne fût obligé de se rejeter de plus en plus sous l'influence des amis de la nouvelle constitution.

Dumouriez, nommé provisoirement général en chef, crut reconnaître dans l'entreprise de l'ennemi sur Orchies le prélude à une entreprise plus considérable. C'est pourquoi il porta le 15 juillet les troupes du camp de Famars à celui de Maulde, où se trouvèrent alors réunis quinze bataillons et cinq escadrons. Plus tard il y fit arriver cinq bataillons et deux escadrons de Dunkerque. Le 20, huit bataillons de l'armée de Lafayette arrivèrent à Valenciennes. Le 22, Dillon y conduisit encore cinq bataillons, et prit le commandement en chef, Lafayette étant resté à Sedan. La position de la division autrichienne à Bavay, le détermina à laisser Dumouriez en arrière et à observer la plus stricte défensive. A cet effet il occupa, avec huit bataillons et cinq escadrons, un camp à Pont-sur-Sambre, et plaça douze bataillons et six escadrons près de Maubeuge, et vingt-trois bataillons et cinq escadrons à Maulde. Le général autrichien se crut d'autant plus obligé de s'abstenir d'aucune entreprise qu'il devait envoyer bientôt au général Clairfait treize bataillons, dix-huit compagnies et douze escadrons, pour l'armée qui pénétrait en Champagne. Au moment où les alliés s'approchèrent des frontières, 23,000 hommes de l'armée du Nord, sous Lafayette, occupaient Sedan; le maréchal Luckner, avec 25,000 hommes, était aux environs de Metz; Biron, avec le gros

de l'armée du Rhin, était à Weissembourg, et Kellermann, avec une forte partie de cette armée, était à Lauterbourg. La force de l'armée du Rhin était estimée, à cette époque, à 47,700 hommes, dont 25,000 occupaient les garnisons. 8,000 hommes de renfort étaient attendus, et on ne les croyait pas suffisants. 1792. France.

Dans la seconde quinzaine de juillet, quarante-sept bataillons, soixante-dix escadrons, en tout 42,000 hommes de troupes prussiennes s'assemblaient à Coblentz ; dix bataillons, onze escadrons (6,000 hommes) de Hesse-Cassel, à Rheinfels, environ 14,000 émigrés à Bingen, sous les ordres des frères du roi de France ; 20,000 Autrichiens, que le général Clairfait amenait des Pays-Bas, devaient se réunir à cette armée. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg était, à Schwetzingen avec quatorze bataillons et vingt escadrons autrichiens, dont on évaluait la force à 14,000 hommes. Le général comte Erbach était à Philippsbourg avec six bataillons et six escadrons (7,000 hommes). Ce dernier se retira le 4 août pour couvrir le grand magasin que les Autrichiens avaient à Spire, et y fut rejoint au commencement de septembre par 2,000 hommes de troupes mayençaises. Neuf bataillons et six escadrons (10,000 hommes) autrichiens, sous le prince Esterhazy, furent placés dans le Brisgau, pour couvrir le Haut-Rhin. Ils y furent joints par le corps d'émigrés du prince de Condé, fort de 5,000 hommes, qui, jusqu'au commencement du mois d'août, était resté à Creutznach et, quelque temps après, dans les environs de Landau.

Blocus de Landau. — Pendant que, sur la frontière, les Français hésitaient sur le parti qu'ils devaient prendre dans la grande lutte militaire qui se préparait, des événements bien plus importants par leurs suites désastreuses se passaient à Paris. Une désorganisation totale avait lieu dans le gouvernement, et l'infortuné Louis XVI, prisonnier au milieu de ses sujets, n'avait plus la force nécessaire pour s'opposer aux menées des factieux qui étaient parvenus à usurper son autorité. Enfin la conjuration tramée par les *jacobins* contre le gouvernement royal éclata. Les sections nommèrent une assemblée insurrectionelle, qui, sous le nom de *commune de Paris*, s'empara de tous les pouvoirs, ordonna, le 10 août, l'assaut des Tuileries, fit le monarque prisonnier avec sa famille et le relégua dans la tour du 12 août.

1792. France. Temple. Cette catastrophe ajouta pour un instant à l'incertitude des armées. C'est alors que les représentants du peuple parurent pour la première fois dans les camps ; la souveraineté venait de passer dans leurs mains ; ils se hâtèrent de flatter les soldats, qui pouvaient seuls les y maintenir, et les troupes les accueillirent partout comme les maîtres du royaume. La colère de ces proconsuls tomba sur un grand nombre de généraux qui avaient manifesté leur ressentiment contre les vainqueurs des Tuileries. Lafayette ne se borne pas à de vaines déclamations : il fait arrêter à Sedan les députés Antonelle, Kersaint et Peraldi, et essaye de faire marcher son armée sur Paris ; mais il n'est plus salué par les acclamations de ses troupes, qui réclament même les commissaires qu'il a mis dans les fers. Destitué, mis hors la loi et décrété d'arrestation, l'assemblée envoya à Sedan d'autres commissaires chargés de l'arrêter. Abandonné de ses troupes, il ne lui reste plus d'autre parti à prendre que de fuir à l'étranger avec quelques généraux et officiers qui partageaient son péril. Comptant trouver un refuge en Hollande ou en Angleterre, il s'échappa de Sedan dans la nuit du 19 au 20 août. Après avoir erré quelque temps pour éviter les avant-postes de l'ennemi, il tomba avec ses compagnons dans les mains du général autrichien d'Happoncourt ; et, livrés aux vengeances de l'émigration, ils furent plongés dans les cachots de l'Autriche. Là commença cette longue captivité à laquelle les éclatantes victoires de nos armées mirent un terme.

Dumouriez, entièrement dévoué à la révolution du 10 août, et qui, par ce motif, avait toute la confiance de la faction dominante, fut nommé général en chef à la place de Lafayette. Il chargea provisoirement Labourdonnaye du commandement des troupes sur la frontière du nord, et envoya Dillon à Sedan, où il se rendit lui-même le 26 août.

Obéissant au grand mouvement politique qui s'opérait, les troupes rassemblées sur les divers points du royaume pour le défendre s'occupaient bien plus des discussions de l'assemblée nationale que des intérêts majeurs qui leur étaient confiés. La nation elle-même, épouvantée du sanglant avenir qui se présentait devant elle, paraissait plongée dans la stupeur et l'abattement. Tout semblait favoriser l'entreprise des puissances coa-

lisées lorsqu'une imprudence de la part d'un de leurs généraux vint rendre aux troupes françaises leur énergie, et à la nation le sentiment de sa force en lui faisant entrevoir les dangers qu'elle allait courir.

1792. France.

La Prusse et l'Autriche avaient enfin terminé tous leurs préparatifs de guerre. Une armée de 100,000 combattants s'avançait lentement contre la France, sur toute la ligne de ses frontières, comprises depuis Dunkerque jusqu'à la Suisse. A cette masse imposante de troupes s'étaient joints 20,000 émigrés français, dont 6,000 de cavalerie. Les plus habiles parmi les émigrés avaient présenté la marche sur Paris à travers la Champagne comme l'opération la plus facile à entreprendre, et à laquelle les places fortes ne pouvaient mettre aucun obstacle. Ils comptaient qu'à l'approche d'une armée où se trouveraient les frères du roi les troupes de ligne et les généraux, si non tout le peuple, se déclareraient en faveur de ces princes et de leurs alliés.

D'après ces idées, la principale armée formée des troupes prussiennes et hessoises, des émigrés, sous les princes français, et du corps du général Clairfait, le tout sous les ordres immédiats du duc de Brunswick, nommé généralissime par les cours de Vienne et de Berlin, devait pénétrer en France en partant de Luxembourg et s'emparer d'abord, par un bombardement, de Longwy et de Verdun. La contenance des généraux français, des troupes et des populations prouveraient si, après la prise de ces points de dépôts, on pouvait hasarder de marcher sur Paris, ou si l'on devait employer le reste de la campagne à s'emparer des autres places fortes de la Meuse, s'assurer de bons quartiers d'hiver et s'établir sur une base solide d'opérations pour la campagne suivante. Pour faciliter ce plan de campagne par la division des forces ennemies, le duc de Saxe-Teschen fut chargé d'attaquer une place des frontières du nord. Pour couvrir cette opération, le prince de Hohenlohe-Kirchberg devait se porter en avant et chercher à s'emparer de Sarrelouis ou de Thionville. Le corps du comte Erbach resta pour protéger le grand magasin de Spire. Ceux des princes Esterhazy et des émigrés furent destinés à couvrir la rive droite du haut Rhin. Persuadés que les puissances coalisées n'agissaient que dans

1792. France. l'intérêt du roi, Monsieur, comte de Provence, et le comte d'Artois devaient commander ce corps de Français restés fidèles à leur cause, et avaient sous leurs ordres le prince de Condé et les maréchaux de Broglie et de Castries. Le duc régnant de Brunswick, l'illustre élève et compagnon du grand Frédéric, passait alors pour le premier général de l'Europe; mais quelle que fût la grandeur de ces moyens militaires, le principal motif sur lequel les alliés semblaient fonder leur espoir de succès était la croyance qu'à leur approche la grande majorité des Français, indignés des outrages faits à Louis XVI, se déclarerait en leur faveur. Leur but devait donc être de bien persuader à la nation qu'ils venaient comme des amis, et non comme des conquérants. Le duc de Brunswick suivit une marche toute contraire. Les deux manifestes qu'il publia à son quartier général de Coblentz, le 25 et le 27 juillet, contenaient des menaces quand il n'aurait dû parler que de concorde et de conciliation. Dans celui du 25 il dit « qu'il vient, les armes à la main, relever le trône, l'autel et détruire l'anarchie; que les alliés puniront comme rebelles tous les Français, sans distinction, qui combattront les armes étrangères; qu'ils seront individuellement responsables s'ils ne s'opposent pas aux attentats des révolutionnaires contre le roi et sa famille; que toutes les autorités constituées, tous les citoyens seront punis de mort, et que toutes les villes et les villages seront frappés d'exécution militaire et de pillage en cas de résistance et de désordre. » La déclaration du 27, qui n'est que le corollaire de la précédente, « rend la ville de Paris et ses habitants responsables de toute atteinte portée à la sûreté du roi et de sa famille sous les peines les plus terribles. Que si le roi, la reine ou toute autre personne de la famille royale étaient enlevés de Paris par les factieux, tous les lieux et villes quelconques qui ne se seraient pas opposés à leur passage subiraient le même sort que la ville de Paris. » Un cri unanime d'indignation s'éleva dans toute l'étendue de la France à la nouvelle de ces insolentes proclamations. Les révolutionnaires mirent à profit ce mouvement général, et il ne leur fut pas difficile de prouver que des hommes qui venaient avec des intentions aussi hostiles étaient peu capables de jouer le rôle de

conciliateurs. Les militaires français s'irritèrent d'entendre des étrangers s'énoncer ainsi en maîtres quand déjà les armes étaient dans leurs mains pour les arrêter. La nation entière applaudit à leur élan, et tout Français, humilié de ce ton despotique, crut qu'il était de son honneur de montrer au duc de Brunswick qu'autre chose était de la menacer ou de la vaincre. Bientôt le mot de guerre, celui bien plus puissant encore d'indépendance nationale, volèrent de bouche en bouche, et la France vit marcher vers les frontières des milliers de défenseurs, qui, sans l'imprudence du duc de Brunswick, seraient restés dans leurs foyers tranquilles spectateurs des événements. 1792. France.

En vain, après la publication de ce fatal manifeste, les princes français adressèrent eux-mêmes à la nation une déclaration pour lui rendre compte des raisons qui les avaient déterminés à faire flotter l'étendard des lis à côté de ceux de l'empereur et du roi de Prusse; en vain ils assuraient qu'ils ne voulaient faire la guerre ni au roi ni au peuple français, mais seulement aux factieux qui opprimaient l'un et l'autre, et qu'ils ne se proposaient que le bonheur de la France; que leur unique but était de délivrer le roi, la reine, la famille royale de leur captivité, et de procurer à Sa Majesté très-chrétienne la sûreté nécessaire pour s'occuper librement de la félicité de ses sujets, etc., etc.; en vain Louis XVI lui-même avait solennellement improuvé la proclamation du duc de Brunswick : il n'était plus possible de détruire la première impression qu'elle avait produite; et les principaux factieux, craignant d'ailleurs de voir échapper l'autorité de leurs mains, résolurent de se servir de l'ardeur belliqueuse inspirée à la nation pour renverser le trône et élever sur ses débris ce régime affreux de terreur et d'anarchie qui devait dépeupler la France, et faire craindre à l'Europe épouvantée la destruction entière de l'ordre social parmi les hommes.

Cependant les troupes coalisées opéraient leurs mouvements pour envahir la France. L'armée prussienne; à la tête de laquelle se trouvait le roi de Prusse, campait depuis le 19 juillet à Rübenach, et marcha le 30 sur Trèves, qu'elle atteignit le 5 août; mais le défaut de vivres l'arrêta pendant sept jours à Hetzeradt. L'avant-garde, composée de huit bataillons et quinze escadrons,

1792. France. sous le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, était partie de Polch en même temps que l'armée. Elle arriva le 1er août à Wittlich, passa le 5 la Moselle à Schweich, la Sarre à Conz, et prit position à Tavern. Le général Eben, qui, avec deux bataillons et dix escadrons, était à Hontheim, marcha le 31 juillet à Wittlich pour flanquer la droite de l'armée, et de là à Grevenmacheren, où il arriva le 4 août. Un détachement d'égale force, sous le général Köhler, atteignit également la Sarre en s'y portant par Castellaun et Rheinfeld.

L'armée fut renforcée le 8 août par le corps des émigrés, commandé par le comte d'Artois, qui arriva de Bingen par Simmern et Kirchberg. Après la jonction du corps des émigrés, une partie du détachement d'Eben se porta le 10 jusqu'à Remich, et son avant-garde, suivant à peu près à la même hauteur, arriva le 11 dans les environs de Sinz. Le même jour le prince de Hohenlohe attaqua la ville et le château de Sierck et fit quelques prisonniers. Le 12 l'avant-garde marcha par Remich à Neukirchen et le lendemain à Frisange, après avoir occupé Rodemackeren, petite ville avec un mauvais château, sur la rive gauche de la Moselle et sur la droite de Sierck. Le 12 l'armée s'était portée à Kierf, et avait campé le lendemain à Montfort. Le détachement du général Köhler s'était avancé le 12 à Tavern, et les émigrés avaient marché à Conz. Le 18 l'avant-garde se porta jusqu'à Kayl et l'armée jusqu'à Bettenbourg. Le lendemain la première s'avança entre Crune et Aumetz, menaçant à la fois Thionville et Longwy, et la seconde marcha jusqu'à Tiercelet. Le général Köhler s'était porté le 18, par Grevenmacheren à Bredimus, et le 19 à Remich, suivi par le corps des émigrés. Le même jour, le landgrave de Hesse-Cassel arriva à Tavern avec sa petite armée de 7,000 hommes, et le lendemain à Nieder-Douven. Mais, avant d'envahir le territoire des Evêchés pour pénétrer en Champagne, et après différentes marches et contre-marches, le duc de Brunswick s'était tout à coup rapproché de l'Alsace, dans l'intention de s'emparer de Landau. Deux colonnes de 15,000 hommes chacune, conduites par le prince de Hohenlohe-Kirchberg, passèrent le Rhin le 2 août à Mannheim, et menacèrent les avant-postes de l'armée française, rassemblée à Herxenheim. Biron, qui la commandait, et qui n'avait que très-peu de troupes disponi-

bles, prend position à Arzheim, sur la gauche de Landau, et détache 3,000 hommes avec ordre de se jeter dans cette place, et d'aller en reconnaissance du côté de Spire. Landau était dans le plus mauvais état de défense possible; son gouverneur, Martignac, venait d'émigrer; les fortifications étaient démantelées, au point que Custine, qui commandait le détachement, y entra à cheval par une des brèches des murailles tombées en ruine. Aussitôt, sans perdre de temps, il s'occupe de les relever, prend toutes les dispositions nécessaires pour mettre la garnison en état de faire résistance, et, d'après les instructions du général Biron, il se porte en avant pour reconnaître l'ennemi. Victor de Broglie conduisait sous lui les troupes composant le détachement et celles qu'il avait trouvées en garnison à Landau. Lui-même, après avoir divisé sa troupe, se met à la tête des dragons; son lieutenant se dirigeait vers le même but par un chemin différent. Tous deux devaient arriver en même temps au lieu du rendez-vous; mais Custine s'y trouve seul. Par un hasard assez singulier, les généraux ennemis venaient eux-mêmes en reconnaissance sur le même point, accompagnés de plusieurs escadrons de troupes légères. Broglie n'arrivant point, Custine ordonne aussitôt à ses dragons de se mettre en bataille, et, le sabre à la main, il charge lui-même, à leur tête, les Autrichiens. Telle est l'impétuosité du choc des Français que l'ennemi, étonné, plie d'abord, et prend la fuite; mais bientôt il revient en plus grand nombre, attaque à son tour, et culbute cette cavalerie. Custine, vaincu, rassemble ses fuyards, et fait sa retraite en bon ordre sur le petit camp d'Arzheim. Son arrivée y répand la terreur; des lâches s'écrient que l'armée ennemie tout entière est à leur poursuite. Les soldats prennent l'alarme, et s'enfuient précipitamment à Landau. Ils ferment les portes avant même que ceux qui avaient pris part à l'action fussent rentrés dans la place. Quelques officiers, moins effrayés, eurent beaucoup de peine à les faire ouvrir. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg s'était en effet mis en marche. Il arriva le lendemain du combat, investit la place, et la tint étroitement bloquée; mais, voyant que les Français s'obtinaient à la défendre, le prince partit avec la majeure partie de ses troupes pour aller investir Thionville, où il se rallia au corps des émigrés, qui, depuis le 30, campait

1792. France.

1792. France. à Hettange, à une petite lieue de cette place. Peu de temps après, il alla se réunir aux Prussiens qui envahissaient la Champagne.

19 août. *Combat de Fontoy*. — Le 19, Brunswick, ayant opéré sa jonction avec le général comte de Clairfait, qui amenait du Brabant 15,000 Autrichiens, fit attaquer le même jour le camp de Fontoy par 22,000 Autrichiens. Le dessein des coalisés était de pénétrer en France, entre Thionville et Longwy. Luckner, qui devine leur projet, quitte aussitôt sa position de Longeville, près de Metz, et marche avec 4,000 hommes sur Fontoy, village situé à la portée des deux places menacées. A peine avait-il fini de s'y retrancher que l'attaque commença. Il met aussitôt ses troupes en bataille. L'ennemi s'efforce en vain de passer par-dessus les retranchements. Repoussés de toutes parts, écrasés par le feu des batteries, les Autrichiens sont obligés de se retirer en désordre, laissant la terre couverte de leurs morts et de leurs blessés. Après le combat, Luckner se replia sous le canon de Metz.

22 août. Vendée *Insurrection des Vendéens; prise de Châtillon-sur-Sèvre*. — Déjà les frontières du royaume de France n'opposaient plus qu'une barrière impuissante aux irruptions de l'étranger. Le roi de Prusse, à la tête de ses troupes, s'approchait de Longwy, et les Autrichiens se préparaient à faire le siége de Lille et de Thionville. Tandis que les révolutionnaires attiraient ainsi sur le territoire les armées étrangères, les premiers symptômes de la guerre civile commençaient à se manifester. Plusieurs insurrections partielles avaient eu lieu dans la Vendée, cette contrée malheureuse et célèbre dans laquelle le sang français allait couler avec tant d'abondance. On a toujours regardé comme la première cause de ces insurrections la persécution qu'on faisait éprouver aux prêtres qui n'avaient point prêté le serment de fidélité à la constitution civile du clergé, décrétée le 27 novembre 1790. Les paysans de la Vendée, du Poitou, de l'Anjou, du Maine et d'une partie de la Bretagne, fidèles à leurs anciens usages et à la religion de leurs pères, se crurent appelés à la défendre. Dès l'année 1790, ils avaient pris les armes pour protéger l'évêque de Vannes, qu'on voulait contraindre à prêter le serment. Dissipés plusieurs fois, leurs attroupements tumultueux se renou-

velaient sans cesse ; mais quand ils eurent appris la conduite de quelques factieux à l'égard du roi ; quand la nouvelle des événements du 10 août fut parvenue jusqu'à eux, il devint bien plus difficile de retenir l'indignation des Vendéens. Chose étrange, et que les mœurs antiques de ce peuple rendent seules concevable ! au moment où tous les prolétaires de la France embrassaient avec une espèce de fureur les nouveaux principes, et comptaient sur un bonheur durable, parce qu'on venait de décréter l'égalité des droits et l'abolition des anciens priviléges de la féodalité, les paysans bretons s'irritent de ce qu'on voulait ainsi rompre les liens qui les tenaient attachés à leurs seigneurs, et les rendre indépendants. Autant la population de certains départements prenait part aux mouvements révolutionnaires, autant la Vendée se signalait par son attachement pour les anciennes institutions. Bientôt même l'exaspération des habitants de cette contrée, irrités des innovations qui détruisaient leurs anciennes habitudes, devint telle que d'un commun accord ils coururent aux armes, et se réunirent sous le double étendard de la religion et de la royauté, dans l'espérance de renverser les hommes qui voulaient détruire et la royauté et la religion.

1792. Vendée.

Le 22 août, 8,000 paysans du district de Châtillon, insurgés à la fois, forcent Gabriel Baudry d'Asson, gentilhomme distingué des environs, de se mettre à leur tête. Ils partent aussitôt, conduits par Delouche, maire de Châtillon, et vont attaquer la ville, armés de bâtons, de fourches, de faux, de broches et de fusils. Ils arrivent en récitant des prières. Ils cernent de toutes parts Châtillon, que les patriotes, en trop petit nombre, ne cherchent point à défendre. La ville reste en leur pouvoir ; ils la dévastent, et brûlent les papiers de l'administration.

Siége et prise de Longwy. — Le 19 août, l'armée coalisée se met en marche pour s'avancer du côté de Longwy. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick conduisaient l'avant-garde à Villers-la-Montagne ; l'armée suivait par lignes. La première ligne campa ayant sa droite derrière la ferme de Procourt, et sa gauche à Chénière ; elle avait la place de Longwy à dos, et couvrait ainsi l'investissement de la forteresse, comme corps d'observation. La seconde ligne campa sur les hauteurs faisant face

23 août. France.

1792. France. à la ville. Les dragons de Bayreuth et de Tschirsky étaient entre les deux lignes, du côté de Chénière; les dragons de Lothum, Normann et les cuirassiers de Weymar étaient à l'autre extrémité. La brigade du prince de Baden, composée de cinq bataillons, cinq escadrons, et les cuirassiers d'Ilow campèrent entre Mezy et Lorimont, à trois mille pas de Longwy. Le général Clairfait, qui s'était avancé le 16 à Arlon et le 19 à Mesency, prit position à Piermont, sur la droite du Chiers, son aile gauche à Cosne, et la droite au ravin qui s'étend depuis la place jusqu'à Grandville.

La forteresse de Longwy est un hexagone qui n'a que cinq demi-lunes; la sixième est remplacée par l'ouvrage à corne de Saint-Marc. La demi-lune du côté de la Colombe et celle de la porte de France sont couvertes par des lunettes. Les casemates y étaient dans le meilleur état; mais on avait négligé de fortifier le Mont-du-Chat, qui domine la place à la distance de deux mille pas du centre de cette dernière; position très-importante, et qui contribuait singulièrement à la défense de Longwy. Dix-huit cents hommes de garnison étaient renfermés dans ses murs; soixante-douze pièces de canon étaient distribuées sur les remparts. Les magasins étaient abondamment pourvus de tous les objets d'approvisionnement. De pareils moyens de défense mettaient le commandant Lavergne en état de faire une longue et honorable résistance; cependant il fut si mal secondé par les habitants que ces moyens lui devinrent tous inutiles.

Le jour même de l'investissement de la place, le général Clairfait, qui commandait les troupes de siége, fit sommer le gouverneur de se rendre. Il s'y refusa; et la même réponse ayant été faite à une seconde sommation, envoyée le lendemain 20, le colonel d'artillerie Tempelhof (l'auteur de l'histoire célèbre de la guerre de sept ans) fut chargé de bombarder la ville. Le 21, à l'entrée de la nuit, il fit établir une batterie de deux mortiers et quatre obusiers dans le ravin à gauche de Colombe; le bombardement dura depuis dix heures jusqu'à trois heures du matin. Les batteries de la place ripostèrent par un feu très-vif, mais si mal dirigé, vu le petit nombre et l'inexpérience des canonniers, que l'ennemi en souffrit très-peu. De leur côté, les Autrichiens ne causerent qu'un faible dommage dans la place; la grande obs-

curité de la nuit les empêchait de calculer les distances, et les pluies qui duraient depuis quelque temps apportaient à l'effet de leurs batteries un obstacle non moins insurmontable. Cependant le 22, à cinq heures du matin, le bombardement recommença; huit mortiers de 10 et deux obusiers également de 10 avaient été placés à 900 et 600 pas du chemin couvert au nord-ouest de la place, et, à huit heures, plus de trois cents bombes. lancées dans la place, tuèrent huit hommes et six femmes, incendièrent deux maisons et un magasin à fourrages. Les habitants, peu accoutumés aux désastres d'un siége, s'épouvantent à la vue de ces premiers ravages; ils s'attroupent tumultueusement, et demandent à grands cris qu'on ouvre les portes à l'ennemi. Menacés par eux, les magistrats qui faisaient partie du conseil défensif s'assemblent et forcent le commandant à capituler. Le 23 la garnison sort avec tous les honneurs de la guerre. Un seul des magistrats avait refusé de signer cet acte de pusillanimité; les habitants mettent le feu à sa maison. Quelques jours après le commandant prussien le condamne à être pendu. Au moment de l'exécution, le clou se détache, il tombe de cinquante marches, s'élance dans la rue, précipite sa course, et arrive aux avant-postes de l'armée française. Le général, pour récompenser son courage, le nomma lieutenant en présence des troupes réunies sous ses ordres.

1792. France.

La place fut prise au nom du roi de France et fut occupée par un bataillon autrichien et un bataillon prussien. La reddition de Longwy fut un deuil dans la capitale; on craignit que la lâcheté ou la trahison ne livrât les places les plus fortes. Les Prussiens, persuadés qu'ils ne trouveraient plus d'obstacles, en conçurent les plus hautes espérances.

Combat de Bressuire. — Les insurgés royalistes, au nombre de dix mille, assiégeaient Bressuire, faiblement défendu par quelques compagnies de chasseurs et de grenadiers; mais les gardes nationales de Parthenay, Thouars, Niort, Saint-Maixent, Chollet, Angers, Nantes, Saumur, Poitiers, Tours, etc., s'avançaient au secours de cette place. Elles arrivent le 24 août 1792, et le combat s'engage aussitôt. Les royalistes se forment en deux colonnes; leurs adversaires, faisant la même manœuvre, étendent leur front de droite et de gauche, et parviennent à

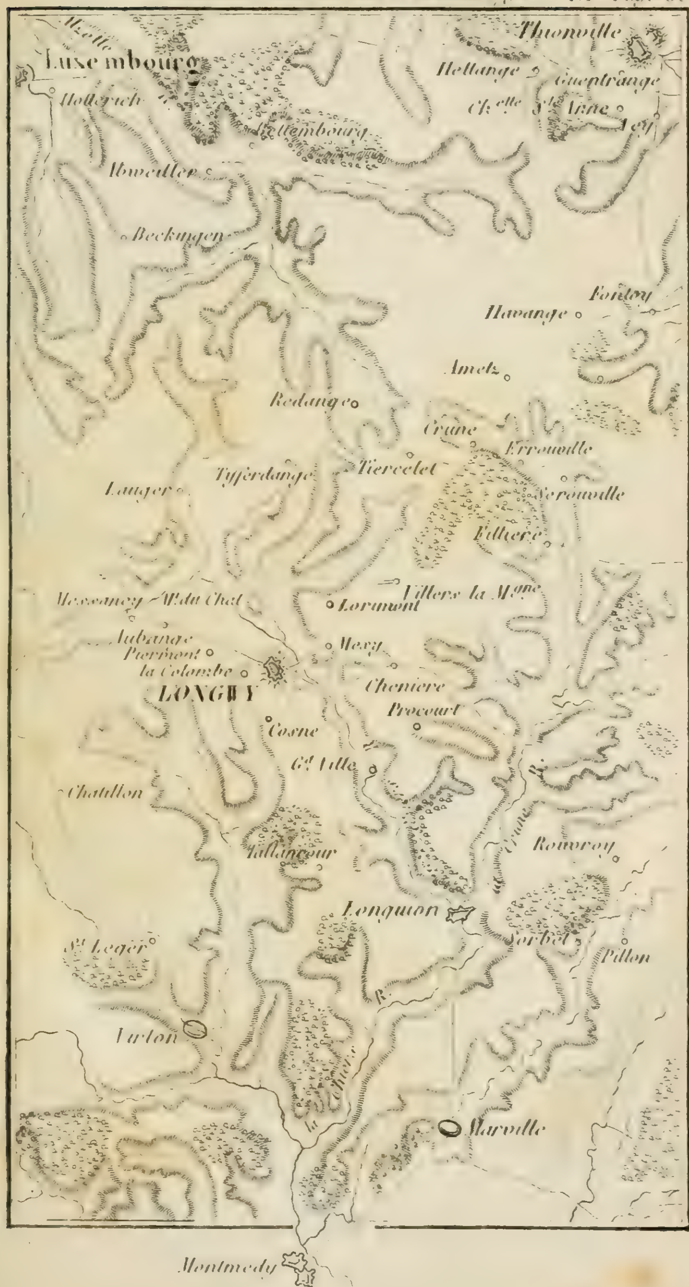
24 août 1792. Vendée.

1792. France. les cerner. Le combat fut terrible. Les royalistes, quoique mal armés, se défendaient avec vigueur; mais bientôt, enveloppés, ils se débandent, et les gardes nationales en font un grand carnage. On vit un nouvel exemple des excès qu'entraînent les guerres civiles. Des femmes, des enfants furent impitoyablement massacrés après le combat. Plusieurs prisonniers vendéens signalèrent leur courage et leur dévouement à la cause qu'ils avaient embrassée. On leur offrait leur grâce à la seule condition de crier *vive la nation! vive la liberté!* Ils préfèrent être fusillés. Delouche, qui commandait les royalistes de Bressuire, et Baudry, que les paysans insurgés avaient forcé de se mettre à leur tête, ne durent leur salut qu'à la fuite. Le premier fut arrêté à Nantes, et le second resta longtemps, avec son fils, caché dans un souterrain, pour se soustraire à la vengeance des vainqueurs.

2 septembre. France. *Siége et prise de Verdun.* — Le duc de Brunswick, maître de la place de Longwy, au lieu de profiter de ce premier succès pour se porter en avant, perdit plusieurs jours à attendre, dans le camp formé autour de cette place, des nouvelles du général autrichien prince de Hohenlohe-Kirchberg, qui devait marcher sur Thionville, pour en former le siége. Le 29 août, l'armée prussienne commença enfin à s'ébranler, et arriva à Longuyon, d'où elle s'avança le lendemain à Etain et à Pillon. Le jour suivant, 30 août, elle campa sur les hauteurs de la côte Saint-Michel, qui, situées à deux mille pas de Verdun, dominent entièrement la ville. Les deux lignes campèrent entre Fleury et Grand-Bras; le corps d'avant-garde, sous les ordres du prince de Hohenlohe-Ingelfingen, était à Bellevue. Clairfait se trouvait à Marville, reconnaissant Montmédy et Juvigny. Brunswick et le roi de Prusse avaient leur quartier général à Grand-Bras, sur la rive droite de la Meuse, au-dessous de la place. Le général comte Kalkreuth, avec sept bataillons et quinze escadrons, se porta le 31 jusqu'à Charny, sur la rive gauche de la Meuse, pour achever l'investissement de la place et observer les environs de Clermont.

Verdun avait dix bastions liés entre eux par des courtines mal couvertes, des fossés profonds et quelques ouvrages à cornes et à couronne, élevés sur les deux rives de la Meuse. La

SIÈGE DE LONGWY *en 1792* *T. Ier Page 30.*



citadelle, composée d'un pentagone irrégulier, était entourée d'une fausse braie. Les courtines était couvertes par des tenailles et des demi-lunes. Tous ces ouvrages étaient en mauvais état; cependant le colonel Beaurepaire, qui commandait la place, était dans l'intention d'opposer aux efforts des coalisés une défense vigoureuse; sa valeur et des actions d'éclat l'avaient fait parvenir au grade de capitaine des carabiniers avant la révolution. Sa garnison, forte de trois mille cinq cents hommes, était bien composée et pleine de bravoure; il comptait parmi les officiers sous ses ordres les chefs de bataillon Lemoine, Dufour et Marceau, dont les noms recevront une grande illustration dans les guerres qui vont suivre; mais l'esprit des habitants de Verdun était bien différent. La classe bourgeoise de cette ville, sincèrement royaliste, voyait avec plaisir s'approcher des armées qui promettaient de rétablir Louis XVI dans sa première autorité. La populace, soit par le même motif, soit par un sentiment de frayeur, s'était déjà prononcée contre le projet de soutenir un siége. Elle avait pillé les magasins des troupes dès le premier jour de l'investissement. 1792. France.

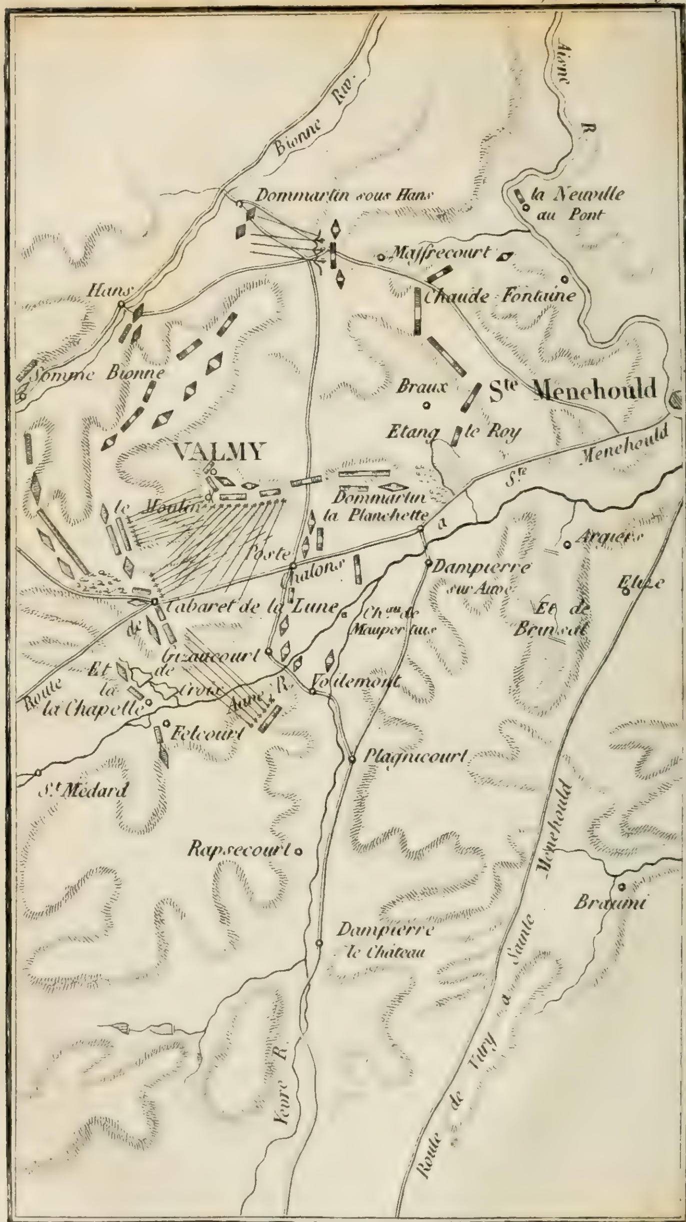
Le 31, les alliés jetèrent un pont sur la Meuse, que le général Kalkreuth passa avec la brigade Wittingoff, deux bataillons et quinze escadrons. A dix heures du matin, le roi de Prusse fit faire à la ville de Verdun la sommation de se rendre. La réponse ayant été négative, les assiégeants dressèrent trois batteries, une sur les hauteurs de Saint-Michel, la seconde au camp du prince de Hohenlohe, et la troisième au camp du général Kalkreuth. Le bombardement, commencé à six heures du soir, dura jusqu'à une heure du matin, et reprit ensuite, le 1er septembre, depuis trois heures jusqu'à sept. Quelques maisons réduites en cendre, les dommages causés à plusieurs autres firent craindre aux habitants d'être bientôt ensevelis sous des ruines. Un conseil civil et militaire était alors chargé d'apprécier l'état de défense des places fortes. Il s'assemble pour délibérer sur les mesures à prendre dans cette circonstance. Les bourgeois qui composent le conseil civil prétendent qu'il faut demander à capituler. Vainement Beaurepaire et ses officiers veulent s'opposer à cette humiliante détermination; vainement Marceau, dans un discours éloquent, démontre la necessité de se défendre, en

1792. France. indique les moyens, et répond du succès ; la terreur des bourgeois, menacés d'une escalade dans une dernière sommation, l'emporte. Beaurepaire, pour se soustraire à la honte d'une capitulation infamante, se brûle la cervelle au milieu du conseil. M. de Neyon, le plus ancien lieutenant-colonel, remplace le commandant, uniquement pour régler avec le général prussien comte de Kalkreuth les articles de la capitulation. Cependant le chef de bataillon Lemoine s'était jeté dans la citadelle avec un petit nombre de braves, résolu de s'y défendre avec eux jusqu'a la dernière extrémité. Mais, privé d'approvisionnements, il est lui-même obligé d'adhérer à la capitulation, qui fut conclue le 2 septembre. La garnison sortit avec tous les honneurs de la guerre, et à condition qu'on lui laisserait emporter ses armes, ses bagages, deux pièces de 4 avec leurs caissons et un fourgon pour emmener avec elle le corps de son brave commandant. Elle se rendit ainsi à Sainte-Menehould, où elle joignit le général Galbaud. Marceau avait perdu à ce siége ses équipages, ses chevaux, son argent. « Que voulez-vous que l'on vous rende ? lui dit un représentant du peuple. — Un sabre nouveau pour venger notre défaite, répond le bouillant jeune homme. » Le soir même de la reddition de la place, après avoir fait entrer dans Verdun une garnison de 1,000 hommes, sous les ordres du général prussien de Courbière, le roi de Prusse prit possession de cette ville au nom du roi de France.

La prise de Verdun frappa de stupeur les révolutionnaires. Déjà ils s'imaginaient voir arriver le duc de Brunswick, pour exécuter sur eux les terribles menaces contenues dans ses manifestes. Ils dissimulèrent leurs ressentiments et leur fureur ; mais peu de temps après, la victoire ayant ranimé leur audace, ils se vengèrent en faisant condamner à mort vingt jeunes demoiselles de Verdun qui, le jour de la reddition de la place, avaient été au-devant du roi de Prusse avec des corbeilles de fleurs.

20 septemb. *Combat de Valmy.* — Les succès remportés par les coalisés à Longwy et à Verdun avaient inspiré au roi de Prusse et au duc de Brunswick une confiance qui ne tarda pas à se dissiper. L'armée d'invasion reunie à Verdun était forte de 80,000 hommes. Pressé de recueillir une ample moisson de gloire, et se flattant interieurement d'obtenir le titre de restaurateur de la

COMBAT DE VALMY, *le 20 Sep^bre 1792*. T. Ier Page 35.



4 8 Kilomètres.

Signes qui seront employés dans tout le cours de l'Ouvrage

Infanterie Française.	Infanterie Ennemie.	Batteries de Campagne.
Cavalerie Française.	Cavalerie Ennemie.	Batterie de Siège Canons.
..... Leurs Lignes de Marches	- - - - Leurs Lignes de Marches	Batterie de Siège Mortiers.

monarchie française, le roi de Prusse donne, le 3 septembre, à son armée, l'ordre de s'avancer dans la France à travers les plaines de la Champagne, et de marcher droit à Paris, où il espérait, au bout de quelques jours, se voir à même d'opérer la contre-revolution. Les circonstances étaient en effet bien favorables. Les alliés étaient maîtres des deux seules places qui auraient pu les retenir; ils pouvaient se croire appelés par le vœu d'une grande partie de la nation; aucune ville en état de les arrêter ne se trouvait sur leur passage : mais la lenteur du duc de Brunswick et son hésitation quand il ne s'agissait que de brusquer les événements leur firent perdre ces avantages, et donnèrent aux Français le temps de se mettre en mesure pour défendre leur territoire. 1792. France

Les progrès des Prussiens et la prise de Verdun avaient inspiré à ceux qui venaient de s'emparer du gouvernement de la France le courage du désespoir, et les moyens les plus vigoureux avaient été employés pour augmenter les forces militaires destinées à marcher à la rencontre de l'ennemi. Dans un moment où la puissance de l'opinion dominait seule, les plus grands efforts avaient été mis en usage pour exalter les esprits et pour leur faire envisager la guerre comme une guerre nationale. Des proclamations avaient été répandues avec profusion; tous les journaux semblaient rivaliser entre eux, en multipliant les commentaires sur le manifeste du duc de Brunswick. Excité par tant de moyens, le peuple français s'agitait de toutes parts; les gardes nationales du royaume, appelées par un décret à concourir à la défense de la patrie, se rendaient en foule dans les camps indiqués pour les rassembler; et à mesure qu'elles étaient réunies en bataillons on les dirigeait sur Châlons, ou était le rendez-vous général. Le maréchal Luckner était devenu suspect à l'assemblée nationale, qui se souvenait du discours qu'il avait prononcé devant son armée à la nouvelle des événements du 10 août, dans lequel il disait qu'il ne reconnaissait que le roi comme chef suprême de l'armée, et que, s'il n'y avait plus de roi, le pouvoir qu'il tenait de lui devait cesser. Il déclarait qu'il ne prêterait point de nouveau serment; et que, si on l'exigeait, il abandonnerait son commandement. Il n'en fallait pas davantage pour provoquer sa destitution.

1792. France. Il fut remplacé par Kellermann. Cependant cet arrêt fut révoqué quelques jours après, et il fut envoyé à Châlons avec le vain titre de *généralissime*, pour procéder à l'organisation des volontaires qui arrivaient de toutes les parties de la France. En même temps Dumouriez, investi du commandement en chef de l'armée du Nord, faisait des efforts inouïs pour augmenter le nombre des soldats. Cependant, au 8 septembre, il n'avait encore sous ses ordres que 25,000 hommes.

Le premier soin de Dumouriez, en prenant le commandement en chef, fut de secourir Verdun, ou au moins d'en retarder la prise. Dès le 28 août, il y envoya le général Galbaud avec deux bataillons; mais celui-ci, ne pouvant pas arriver dans cette place, qui était déjà enveloppée, se porta de Dun à Sainte-Menehould, et occupa le défilé des grandes Islettes, où il attira la garnison de Verdun, qui se réunit à lui. Les troupes de Sedan abandonnées par Lafayette n'offraient à Dumouriez qu'un secours de 17,000 hommes, mais des meilleures troupes qui existaient alors. Elles avaient déjà commencé un mouvement rétrograde, lorsque ce général les fit rentrer dans leur position. Dans le conseil de guerre assemblé le 28, on émit l'avis unanime de se replier sur Reims et Châlons. C'était la règle : un cours d'eau était forcé, et l'on se repliait sur le cours d'eau suivant. Le général en chef recueillit les voix en silence, et congédia l'assemblée; il avait étudié le terrain que l'on proposait si facilement de céder à l'invasion : il savait que l'espace compris entre la Meuse et la Marne présente des positions où sa faible armée pouvait braver l'ennemi.

Pour passer de la vallée de la Meuse dans le bassin de la Marne, on traverse une chaîne de hauteurs dont le versant occidental, depuis Sedan jusqu'à Passavant, est fort accidenté; ce sont de vastes forêts coupées par deux rivières, l'Aire et l'Aisne; ce sont des fondrières, des collines, des étangs et des ruisseaux marécageux. L'Argonne, tel est le nom de cette contrée, est impénétrable hors des routes tracées partant de Sedan, Stenay, Dun et Verdun pour aboutir aux défilés du Chêne-Populeux, de la Croix-aux-Bois, de Grandpré et des Islettes, qui livrent l'entrée des plaines stériles de la Champagne.

En s'emparant des défilés de l'Argonne, Dumouriez concevait

l'espoir d'y prendre une position qu'il conserverait jusqu'à l'arrivée de l'armée de Kellermann ou jusqu'à ce que la saison déjà avancée mît un terme aux opérations. Doit-on l'idée de cette concentration des deux armées sur ce point à une inspiration de Dumouriez ou aux ordres du conseil exécutif? c'est ce qui n'a pu encore être prouvé. Quoi qu'il en soit, c'est cette résolution qui préserva la France de l'invasion qui la menaçait. 1792. France.

A la droite des coalisés, le prince Albert de Saxe-Teschen, à la tête de 25,000 hommes, s'approchait de la frontière du Nord. Négligeant avec raison l'attaque du prince de Saxe-Teschen sur la Flandre française, et laissant les frontières de Lille et de Valenciennes à la surveillance des généraux Moreton, Duhoux, Champmorin et Lamorlière. Dumouriez, appela à marches forcées de Maubeuge et de Maulde, Dubouquet et Beurnonville, qui devaient former sa gauche; lui-même fit ses dispositions pour se porter à droite, s'emparer des défilés et se mettre en communication avec Kellermann, dont il attendait l'arrivée. Mais Clairfait, qui avait empêché Dillon d'occuper Stenay, avait jeté en avant de cette ville une forte avant-garde au delà de la Meuse. Dumouriez résolut de l'intimider par une forte démonstration, en remontant hardiment le cours de la Meuse. Dillon, avec 6,000 hommes, tomba vigoureusement sur l'avant-garde autrichienne, se hâta de la replier et de prendre position sur la rive droite. L'armée française, profitant du moment, s'enfonça dans la forêt de Busancy, d'où Dillon gagna Clermont et les Islettes avec 7,000 hommes, laissant à Varennes la brigade de Miranda, composée de 3,000 hommes. Dumouriez, avec 12,000 hommes, avait marché le 1er septembre jusqu'à Yon, et le 2 à la Berlière, où il resta le lendemain pour laisser passer la colonne du général Chazot, qui, à la tête de 5,000 hommes et tous les équipages de l'armée, s'était porté par Tannay aux grandes Armoises. Arrivé de sa personne, le 4 septembre, au confluent de l'Aire et de l'Aisne, il assied son camp dans l'intervalle des deux rivières, sur un amphithéâtre de collines qui défendent la trouée de Grandpré, entre cette ville et le village de Marcq, l'Aire devant son front, sa ligne de retraite assurée par deux ponts de pierre sur l'Aisne. A droite, Dillon gardait avec environ 10,000 hommes, composés de sa division, de la garnison de Verdun et des deux bataillons

1792. France. de Galbaud, l'important défilé de la Chalade et celui des Grandes-Islettes, grande route de Clermont à Châlons. A gauche, deux bataillons et deux escadrons gardaient le défilé de la Croix-aux-Bois. Celui du Chêne-Populeux, route de Stenay à Reims, était occupé par un détachement de la garnison de Sedan, jusqu'à l'arrivée du général Duval. Ces deux positions furent garnies de retranchements. Ce fut ainsi que Dumouriez s'empara des défilés de l'Argonne, deux jours avant que le duc de Brunswick eût songé à les occuper.

Cependant Brunswick, qui ne s'aperçoit de sa négligence que lorsqu'il n'est plus temps de la réparer, prend la résolution d'attaquer de front les troupes postées dans l'Argonne. L'avant-garde de Dillon est chassée de Clermont; mais la division de ce général se maintient à la Chalade et aux Islettes; Miranda défend Varennes avec le même succès. Enfin le général en chef repousse de Grandpré les colonnes prussiennes. Brunswick, jugeant les positions françaises inexpugnables de front, laisse devant Clermont les Hessois et les émigrés, ordonne à Kalkreuth et à Clairfait de tourner l'extrême gauche de Dumouriez pour le forcer d'abandonner sa position de Grandpré. Ces deux généraux, après une marche pénible, opèrent leur jonction le 12 dans la forêt de Briquenai.

Pendant ce temps, Dumouriez attira dans la position de Grandpré le général Duval, qui le 7 était avec sa division au Chêne-Populeux, et réunit ainsi sous sa main un corps de 20,000 hommes. Il fit occuper ce défilé par quatre bataillons et deux escadrons sous le général Dubouquet. En même temps, il retira les troupes qui étaient à la Croix-au-Bois, où il ne laissa que 100 hommes qui devaient être renforcés par un bataillon de la garnison de Longwy; mais un détachement de l'avant-garde de Clairfait, s'étant présenté le 12 devant ce défilé, s'en empara presque sans résistance. Dumouriez y envoie sur-le-champ sept bataillons et cinq escadrons conduits par le général Chazot, auquel il ordonne de reprendre à tout prix ce poste important. Le 14 au matin Chazot commence l'attaque et gagne d'abord du terrain; mais après un vif combat trois bataillons et quatre escadrons autrichiens arrivent sur le champ de bataille, et Chazot, accablé par le nombre, est rejeté en désordre sur Vouziers. Le

prince Charles de Ligne périt dans cette nouvelle attaque. Dubouquet, coupé de Grandpré par l'armée prussienne, mais averti à temps de la déroute de Chazot, évacue le Chêne-Populeux dans la nuit du 14 au 15, se hâte de gagner Rethel et arrive le 16 à Châlons par un long détour.

Tourné ainsi par sa gauche, dont il est séparé, Dumouriez ne peut plus tenir dans sa position de Grandpré sans s'exposer à y être enveloppé; mais décidé à tenir bon et à rester dans l'Argonne, il évacue Grandpré dans la nuit du 14 au 15, et faisant un changement de front en arrière sur son aile droite, par une retraite habilement dirigée, il gagne, en remontant la rive droite de l'Aisne, les hauteurs de Sainte-Menehould, dont Dillon a constamment défendu les approches contre les Hessois et les émigrés. Il n'avait cédé que le poste avancé de Clermont; mais il était resté inébranlable dans les gorges des Islettes et de la Chalade; mais Miranda, forcé le 14 dans le poste de Varennes, avait livré les rives de l'Aire et s'était rejeté dans les bois. Si les ennemis se fussent montrés alors plus entreprenants, Dumouriez, déjà tourné par sa gauche, pouvait l'être aussi par sa droite et séparé d'Arthur Dillon; mais les troupes de Miranda, mollement poursuivies, eurent le temps de se rallier sur les masses de Dumouriez, dont les communications avec Dillon ne furent point interceptées.

Quand, le 15 au matin, l'avant-garde prussienne s'aperçut de la retraite de Dumouriez, le prince de Hohenlohe le suivit par Grandpré avec quatre bataillons et vingt escadrons, tomba sur la division Chazot, qui, partie de Vouziers, formait l'extrême gauche de l'armée française. Ces troupes, encore ébranlées par le combat de la veille, se débandèrent, entraînèrent l'armée avec elles, et bientôt tout s'enfuit en désordre dans les directions de Sainte-Menehould, de Châlons et de Reims. La résistance qu'opposa l'arrière-garde, bien qu'elle perdît quatre pièces de canon et 300 prisonniers, donna au général Miranda le temps de rétablir l'ordre. Dumouriez, qui s'était rendu à Dommartin pour choisir l'emplacement d'un camp, accourut de sa personne et parvint à rallier la majeure partie de l'armée près de Dommartin. Pendant la nuit, l'alarme se répandit de nouveau, et ce ne fut que le 16 au matin que l'ordre fut entièrement rétabli. Dumou-

1792. France. riez conduisit ensuite l'armée au delà de la Bionne, en avant de Sainte-Menehould. Beurnonville, qui arrivait à marches forcées des frontières de la Flandre, avait atteint Châlons le 16 au matin. Dans sa marche sur Sainte-Menehould, il aperçut l'armée de Dumouriez en mouvement de Dommartin vers Sainte-Menehould, la prit pour l'armée ennemie et retourna à Châlons. Revenu de son erreur, il s'ébranla de nouveau le 18, et se réunit à Dumouriez, dont il renforça l'aile gauche des 11,000 hommes qu'il amenait.

Un secours plus considérable arrivait à Dumouriez par la Lorraine; il était conduit par Kellermann, qui avait remplacé Luckner dans le commandement de l'armée du Rhin. Parti le 4 septembre de Metz avec à peu près 22,000 combattants, tirés des armées du Rhin et de la Moselle, que les Prussiens avaient dédaigné de poursuivre pour se porter sur Verdun, Kellermann, manœuvrant sur le flanc gauche de Brunswick, s'était considérablement détourné, en passant par Pont-à-Mousson, Toul, Void, Ligny, Saint-Dizier, Bar-le-Duc et Vitry, d'où il se trouva à portée d'opérer sa jonction avec Dumouriez, laquelle eut lieu le 18 à Dampierre-le-Château, et, passant l'Auve le 19, il se porta sur Braux, dans la position qui lui était indiquée par le général en chef.

Les alliés, déjà fatigués par des marches difficiles, forcés de séjourner dans les champs stériles de la Champagne, en proie aux horreurs de la faim et d'une contagion qui les décime, attendent vainement les convois du dehors. Les routes qu'ils s'étaient ouvertes sont inondées par des torrents de pluie qui les défoncent. Afin de sortir de cet état de crise, le duc de Brunswick ordonne une attaque générale, lorsque le roi de Prusse, qui ne veut point qu'on sacrifie ses troupes dans une nouvelle attaque de front, donne sur-le-champ, sans consulter Brunswick, l'ordre de changer le plan d'attaque, et de tourner l'armée française pour isoler Dumouriez du camp de Châlons et des renforts qu'on lui prépare. Ce mouvement s'exécute : les hauteurs de Sainte-Menehould sont tournées; l'armée française est une seconde fois débordée par sa gauche, et la route de Châlons est interceptée. La position de Dumouriez semble être des plus critiques; mais, sans compter les corps qui s'assemblent à Châlons

et à Reims, ce général se trouve déjà à la tête de 53,000 hommes. 1792. France.
Il se décide alors d'attendre de pied ferme l'ennemi dans sa position, ou de le suivre si celui-ci entreprend de marcher sur Paris. Son quartier général étant toujours à Sainte-Menehould, il avait fait couronner par ses troupes les hauteurs à environ une lieue en avant de cette ville. Sa droite était appuyée à l'Aisne, entre Chaude-Fontaine et la Neuville-au-Pont; son centre était en arrière du village de Maffrecourt; sa gauche se repliait en équerre vers le chemin de Châlons à Sainte-Menehould, et de manière à laisser le village de Braux à quelque distance du front. Un corps d'infanterie et de cavalerie occupait les hauteurs entre Maffrecourt et Dommartin-sous-Hans. L'artillerie était placée à la tête de la première ligne, dans tous les points d'où l'on pouvait battre et enfiler les vallons environnants. Un bataillon occupait, à la droite de l'Auve, le château de Saint-Thomas, bâti sur un escarpement. Trois autres bataillons, avec de la cavalerie, avaient été répartis à Vienne-le-Château, Moirmont et la Neuville, communiquant par des postes avec ceux de la Chalade et des Grandes-Illettes. Plusieurs détachemens avaient même été poussés jusqu'à Auve, afin d'entretenir autant que possible la communication avec Châlons. Enfin, par le moyen de son avant-garde, composée de 2 ou 3,000 hommes, commandée par le général Stengel, et postée derrière la petite rivière de Bionne, près de Valmy, il liait son armée avec celle de Kellermann, de manière à ce que les deux armées pussent se porter un mutuel secours.

En arrivant à Dampierre-le-Château, Kellermann y avait reçu une dépêche de Dumouriez, par laquelle celui-ci lui annonçait qu'il avait reconnu en arrière et sur la gauche du village de Braux une excellente position formant équerre avec la sienne; mais Kellermann, ayant fait passer le lendemain le ruisseau d'Auve à ses troupes, pour occuper le lieu indiqué, fut frappé des inconvénients que présentait cette position et des dangers qu'il courrait s'il la conservait : en effet la gauche, destinée à lui servir d'appui, était soumise aux hauteurs qui descendent du moulin à vent de Valmy; la droite touchait à un étang qui gênait la communication avec la gauche de Sainte-Menehould; le ruisseau d'Auve était trop rapproché des derrières du camp; c'é-

1792. France. tait cependant sa seule retraite, et en cas d'échec l'armée devait y être embourbée tout entière; il n'y avait qu'un seul pont fort etroit pour passer ce ruisseau et une digue fort mauvaise qui y conduisait. Si les deux armées étaient attaquées, elles devaient être battues par le désavantage seul du terrain; si l'ennemi se bornait à occuper les hauteurs de la Lune avec une partie de ses forces, et portait le reste à la droite de l'Auve, à Voilemont ou à Dampièrre, il coupait la route de Vitry, comme sa grande armée avait déjà coupé celle de Châlons; et dès lors les deux armées françaises étaient obligées de se disperser ou de capituler faute de subsistances. En conséquence, Kellermann prévint Dumouriez qu'il était décidé à repasser l'Auve le lendemain 20, à la pointe du jour; mais il n'eut pas le temps de mettre ce dessein à exécution : l'ennemi, instruit de son arrivée et de sa position difficile, marchait déjà pour l'attaquer.

Voici comment Kellermann, contre l'avis de Dumouriez, avait établi son armée : son quartier-général était à Dampierre-sur-Auve; sa droite s'étendait sur les hauteurs de Valmy, en s'appuyant sur son quartier général; sa gauche était à Voilemont, se répliant en équerre, de manière à laisser la ferme de Plagnicourt en avant du front. Son avant-garde, commandée par le général Després-Crassier, était à la droite de Valmy, en arrière du village de Hans, pour éclairer cette partie et couvrir la gauche de l'armée. C'est dans ce village que le combat commence. A six heures du matin, l'avant-garde prussienne, aux ordres du prince de Hohenlohe-Ingelfingen, après avoir dépassé le village de Somme-Bionne, attaque brusquement le corps de Després-Crassier. Ce corps prussien s'était porté directement sur Hans, entre la Bionne et la Tourbe, tandis que le gros de l'armée, remontant cette rivière, arrivait à Somme-Tourbe, et était suivi par Clairfait. Au premier choc, les Français, surpris, reculent; mais, animés par leur commandant, ils se rallient, et opposent à l'impétuosité de l'attaque une vigoureuse résistance. Trop inférieurs en nombre, ils sont obligés de céder, et se replient en bon ordre. Il n'était plus temps de songer à repasser l'Auve. Kellermann, averti, s'empresse de faire soutenir son avant-garde par sa réserve, commandée par le général Valence : elle était composée de carabiniers, de quelques escadrons de dragons, de

quatre bataillons de grenadiers et de deux compagnies d'artillerie légère. Valence se déploie sur les hauteurs, en avant du chemin de Gizaucourt à Valmy, étend son front sur une seule ligne, et s'y maintient, masquant ainsi toute la plaine en arrière où l'ennemi devait supposer des corps d'infanterie à l'appui. Cette contenance ferme intimide les Prussiens; ils n'osent point faire un mouvement qu'ils avaient médité pour tourner les Français par leur gauche. Kellermann se porte lui-même en avant à la tête de sa seconde ligne, appuie sa droite au village de Valmy sur les hauteurs, fait descendre sa gauche jusqu'au ruisseau de l'Auve, occupant le village de Gizaucourt et le château de Maupertuis. Après avoir fait établir une batterie de dix-huit pièces au moulin, il charge le général Stengel de couronner l'extrémité de la hauteur, de manière à couvrir le flanc ainsi que les derrières de l'aile droite et le poste de Valmy. Les Prussiens, venant de Somme-Tourbe sur trois colonnes, arrivaient sur les hauteurs de la Lune à l'instant où Kellermann achevait d'occuper celles de Valmy. En même temps son avant-garde filait entre cette hauteur et l'Auve, pour prendre, un peu en arrière de la maison de poste, une position qui formât, avec celle de l'armée, un angle rentrant. Partie de la cavalerie alla se former derrière la gauche du général Kellermann, le surplus resta à la maison de poste avec l'infanterie, dont la gauche fut couverte par deux bataillons placés auprès du château de Gizaucourt. On établit aussi alors une seconde batterie de dix-huit pièces de canon sur la hauteur de Valmy, vers le centre de la ligne.

1792. France.

Pendant qu'on prenait ces différentes positions sur la hauteur de Valmy et ses environs, le général Dumouriez envoyait ordre au général Dillon de détacher promptement le général Frégeville, avec toute la cavalerie qu'il commandait à Passavant, pour venir sur l'Auve renforcer le général Kellermann. Neuf bataillons et huit escadrons, conduits par le général Chazot, prenaient, entre Dampierre-sur-Auve et Gizaucourt, une position en arrière de la gauche des troupes établies près de la maison de poste. Le général Beurnonville, à la tête de sept bataillons, faisait un mouvement qui devait le mettre à même de soutenir ou l'aile gauche de l'armée du général Kellermann, ou la droite de son avant-garde et de sa réserve, ou le corps du gé-

1792. France.

néral Stengel. En même temps, Dumouriez avait ordonné au général Leveneur de marcher à la tête de douze bataillons et de huit escadrons, pour tenter, avec circonspection, de tourner, s'il était possible, la gauche des ennemis, en passant par la Bionne, pour se porter par Berzieux sur Virginy, et en observant surtout de se tenir à portée de réoccuper sa position dans le camp, si l'attaque devenait générale.

Les Français exécutaient ces différents mouvements, tandis que les Prussiens se déployaient sur les hauteurs de la Lune, en arrière du cabaret de ce nom, dans l'alignement de Felcourt à Somme-Bionne, et portaient sur leur front cinquante-huit bouches à feu, partagées en quatre batteries, dont trois de canons et une d'obusiers. Un brouillard épais empêcha d'abord les deux partis de bien apercevoir leurs dispositions réciproques. Mais à sept heures du matin le brouillard s'étant un peu dissipé, les deux armées, qui se trouvaient alors en présence, purent enfin apprécier leurs forces respectives et se préparer au combat. Il commença à sept heures et demie, de part et d'autre, par une vive canonnade qui fut soutenue des deux côtés, avec une égale activité, jusqu'à neuf heures. A ce moment, les Prussiens démasquent une nouvelle batterie vers leur centre, en avant de la droite de la maison de la Lune. Kellermann accourt lui-même, fait avancer sa seconde ligne et son artillerie, porte sur sa droite les corps détachés de l'armée de Dumouriez sous les ordres du général Stengel, et fait marcher en avant sur sa gauche le général Valence à la tête des grenadiers et des carabiniers. Le combat s'anime, et le feu des Français l'emportant sur celui des Prussiens, ils se flattaient déjà de remporter la victoire. Mais tandis que l'ennemi faisait de grands mouvements sur sa ligne pour rétablir son ordre de bataille, ses obusiers, changés tout à coup de position, faisaient beaucoup de ravage dans les rangs des Francais. Kellermann, accompagné des généraux d'Aboville et Sénarmont, étudiant les mouvements de l'ennemi, a un cheval tué sous lui d'un coup de canon. Lormier, lieutenant-colonel et aide de camp du général en chef, tombe mort à ses côtés. En même temps plusieurs obus prussiens crèvent au milieu des munitions des Français, font sauter deux caissons d'artillerie, dont l'explosion tue ou blesse beaucoup de monde. Le désordre

se met parmi les Français; la première ligne rétrograde, et les conducteurs de charrois, en s'enfuyant avec leurs caissons, augmentent la confusion, et sont cause que le feu se ralentit faute de munitions. L'avant-garde de Després-Crassier, les grenadiers de Valence, la cavalerie de Pully et du duc de Chartres reculent pêle-mêle et dans un affreux désordre : la bataille semble un instant perdue. Il était dix heures : Kellermann fait les plus grands efforts pour réparer cet échec. La réserve d'artillerie à cheval accourt par ses ordres, se place près du moulin, et rétablit le feu, en favorisant le retour des caissons et des munitions. La première ligne, animée par les exhortations de son chef, se rallie à sa voix et reprend sa position. Le duc de Brunswick, s'apercevant que l'ordre se rétablissait parmi les Français et que les troupes de Kellermann bravaient de nouveau ses batteries, redouble d'efforts, forme trois colonnes d'attaque, soutenues par de la cavalerie : les deux de gauche se dirigent sur le moulin de Valmy; celle de droite est refusée et se tient en mesure. Ces attaques en ordre oblique étaient la tactique familière des Prussiens; ceux-ci, malgré le feu de l'artillerie française, s'avançaient en bon ordre. Kellermann, qui avait formé son armée en colonnes par bataillons, lui fait cette courte harangue : « Camarades, le moment de la victoire est « arrivé; laissons avancer l'ennemi sans tirer un seul coup de « fusil, et chargeons-le à la baïonnette. » Et, mettant son chapeau au bout de son épée, il l'agite à la vue de l'armée, et s'écrie d'une voix forte : « Vive la nation! allons vaincre pour elle! » Ce cri, aussitôt répété d'un bout de la ligne à l'autre et prolongé à plusieurs reprises pendant un quart d'heure, électrise la troupe, et produit sur elle une révolution à la fois subite et extraordinaire, en faisant succéder à la morne inquiétude qui la tourmentait d'abord cette allégresse et cette confiance presque toujours le sûr garant d'un succès. Frappé de l'enthousiasme extraordinaire qu'il a communiqué à ses soldats à la vue de leurs chapeaux qu'à son imitation ils agitent fièrement sur la pointe de leurs baïonnettes, Kellermann dit à ceux qui l'entourent : « La victoire est à nous! » et à l'instant il fait redoubler le feu de l'artillerie sur la tête des colonnes prussiennes, étonnées de la nouvelle attitude des Français, et comme

1792. France.

1792. France. épouvantées des cris mille fois répétés de *Vive la nation!* Les Prussiens s'arrêtent, hésitent; déjà leur fluctuation annonce le désordre. Kellermann fait faire de nouvelles décharges qui bientôt les forcent à renoncer à cette attaque. Brunswick, certain que la victoire est désormais impossible, donne le signal de la retraite, et son armée rétrograde lentement et en bon ordre.

Pendant cet engagement, ou plutôt cette canonnade, le général Clairfait, après avoir passé la Bionne à Hans, avait montré à la fois des têtes de colonne vers Valmy et vers Maffrecourt, pour tenir les Français en échec, et menacer en même temps la tête du camp de Sainte-Menehould et le flanc ainsi que les derrières de la droite de Kellermann. Vainement ces troupes avaient-elles tenté à plusieurs reprises d'entamer l'extrémité de la droite de Kellermann, commandée par Stengel. Celui-ci, soutenu à propos par les 4,000 hommes commandés par Beurnonville, les avait toujours repoussées. Cette résistance avait préservé Kellermann d'être enveloppé, et, par conséquent, d'être défait.

Cependant les Prussiens faisaient beaucoup de mouvements sur toute leur ligne, afin de donner le change sur leurs véritables intentions; mais après avoir inutilement échangé des coups de canon jusqu'à quatre heures du soir, leurs colonnes, qui s'étaient promptement reformées, revinrent dans le même ordre que le matin pour tenter une nouvelle attaque : on les reçut de même avec un feu très-vif d'artillerie. Une première victoire avait redoublé l'ardeur des Français; les mêmes cris de joie, la même gaieté, la même contenance furent les précurseurs d'un second succès. Les Prussiens, étonnés de nouveau des acclamations des troupes de Kellermann, s'arrêtèrent encore plus loin que dans le premier combat, mais cependant toujours à la portée du canon. Vingt-quatre pièces de position, placées par le général français au moulin de Valmy, firent un feu si bien nourri sur les colonnes ennemies qu'elles se retirèrent avec plus de précipitation encore que le matin. Clairfait avait également renouvelé ses tentatives contre le général Stengel; elles n'avaient pas mieux réussi que les premières, et lui-même fut obligé d'imiter le mouvement rétrograde du duc de Brunswick. Le feu cessa vers les sept heures du soir, et les coalisés rentrè-

rent dans leurs premières positions. Le résultat de ces deux combats fut pour les Français de rester maîtres du champ de bataille. Ils eurent sept à huit cents hommes tués ou blessés; les Prussiens firent une perte qui paraît avoir été beaucoup plus considérable. 1792. France.

Mais le principal avantage que les Français retiraient de leurs victoires était de retrouver enfin cette confiance dans leurs propres forces et dans leurs généraux qui seule enfante l'héroïsme et prépare les succès. La victoire de Valmy fut donc comme le signal de toutes celles qui suivirent, et qui donnèrent pendant vingt ans à la France cette grande prépondérance militaire devenue depuis si fatale à son bonheur et à sa tranquillité. Kellermann, à qui les Français devaient ainsi la première victoire de la révolution, acquit dans cette circonstance une gloire dont le souvenir se perpétue dans sa famille par le titre de duc de Valmy, qu'il reçut longtemps après.

Le 21 septembre, lendemain du combat de Valmy, la convention nationale fut installée, la royauté abolie et la France déclarée en république.

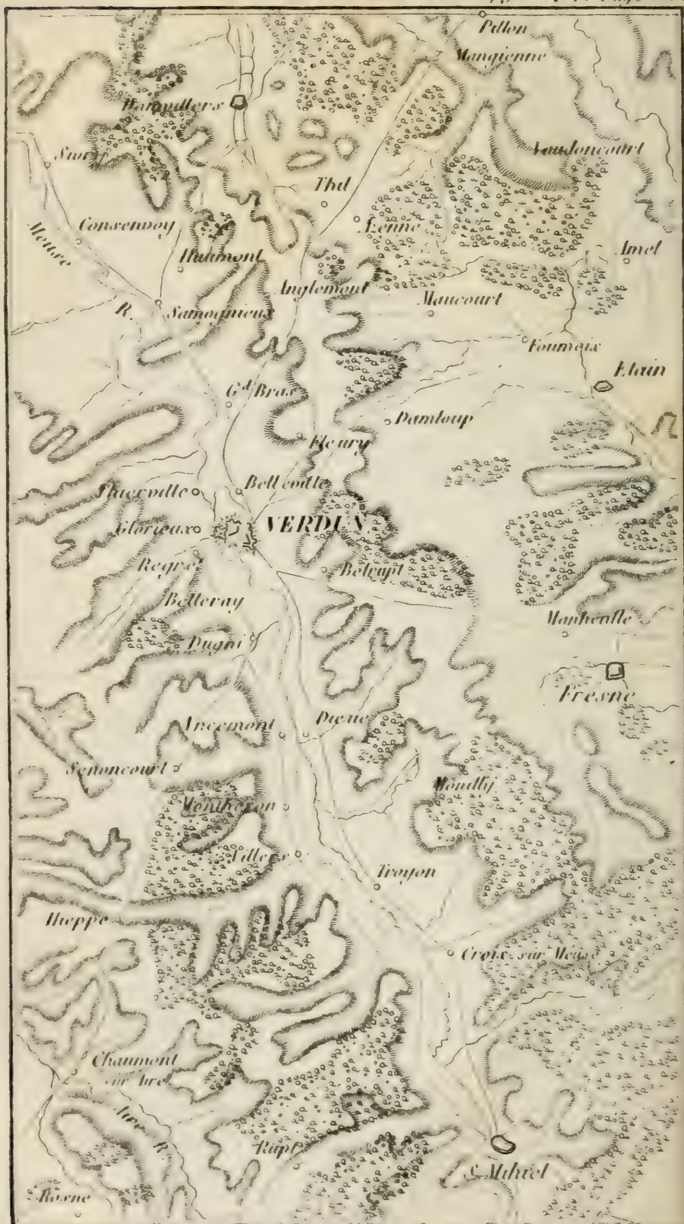
Invasion en Savoie; Prise de Chambéry. — Tandis que les Prussiens envahissaient la Champagne, et que les Autrichiens entraient eux-mêmes en France du côté de Lille et de Thionville, le roi de Sardaigne, après avoir longtemps hésité, venait enfin de se joindre a la coalition et de mettre ses troupes sur le pied de guerre. Le général Montesquiou avait été envoyé pour observer ses mouvements dans le Midi, et, désirant ardemment s'illustrer dans la guerre qui venait de commencer, il ne pouvait s'offrir d'occasion plus favorable que l'invasion de la Savoie. Il éprouva d'abord de grandes difficultés de la part du conseil exécutif: après avoir été successivement suspendu de ses fonctions de général et rendu à son commandement, il reçut enfin l'ordre positif de réaliser ses projets et de tenter la conquête de la Savoie. 25 septemb. Savoie.

Le général Montesquiou s'empressa de mettre à profit l'autorisation qu'il attendait pour agir offensivement contre le roi de Sardaigne, et transféra son camp, le 11 septembre, de Cessieux aux Abrets, pour se rapprocher du point d'attaque. Il ordonna en même temps au général Anselme, qui commandait sous lui un corps d'armée dans le département du Var, de faire

1792. Savoie. ses dispositions pour entrer, du 25 au 30, dans le comté de Nice, en combinant, si cela était possible, ses opérations avec celles de la flotte que l'amiral Truguet préparait dans le port de Toulon.

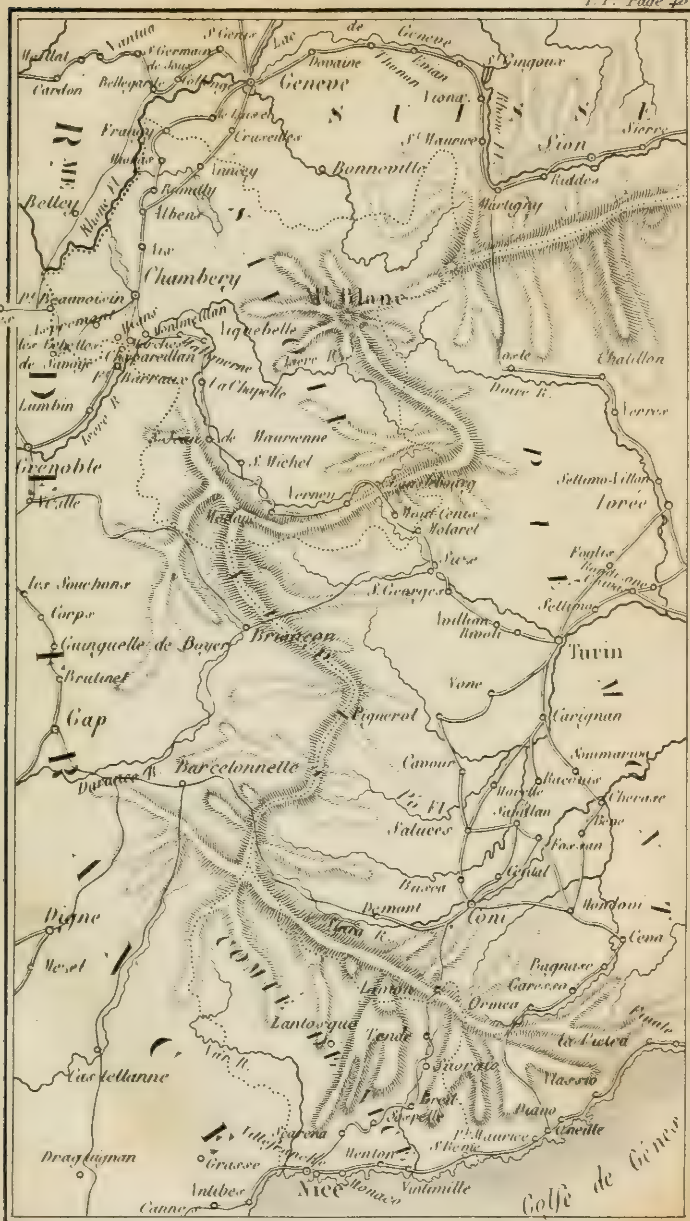
Le 16 septembre, Montesquiou porte ses troupes sur le fort Barraux. Dix jours suffisaient à peine pour réunir tous ses moyens : cependant il importait de commencer les hostilités ; car, à la nouvelle des préparatifs des Français, les Piémontais avaient hâté les travaux de trois redoutes élevées près de Champareillan, aux abîmes de Mians, pour fermer le passage par un feu croisé avec celui du château des Marches. Montesquiou les laissa tranquillement avancer leurs travaux ; mais, dès qu'il apprit qu'ils se disposaient à y conduire du canon, une colonne de grenadiers et de chasseurs, commandée par le maréchal de camp Laroque, eut ordre de les tourner. Ce mouvement fut effectué dans la nuit du 21 au 22. Les Piémontais, voyant cette manœuvre, se mirent à fuir sans même tirer un coup de fusil. Vaincus ainsi sans avoir combattu, ils évacuèrent dans la journée les postes des Marches, de Bellegarde, d'Aspremont et de Notre-Dame-de-Mians. Dès le même jour, Montesquiou fit avancer quelques troupes et vingt pieces de canon. Le lendemain, une brigade de cavalerie et deux d'infanterie coupèrent en deux l'armée piémontaise, dont une partie se porta sur Annecy, et l'autre sur Montmélian, qui ouvrit ses portes le 23. On avait craint que le général piémontais Lagari ne tentât d'arrêter les Français dans l'excellente position de Montmélian ; mais il passa l'Isère dans la nuit, et fit sauter le pont, dont les débris embarrassèrent la rivière et y produisirent une crue qui remplit la même nuit le pont de bateaux de Barraux. Les Piémontais, dispersés dans une multitude de cantonnements, se trouvèrent surpris par la rapidité de la marche des Français ; ils ne purent se rassembler, et furent réduits à l'impossibilité absolue d'opposer aucune résistance. L'esprit public du pays était d'ailleurs favorable aux Français ; et les habitants de la Savoie, séduits par les promesses et les proclamations de ceux-ci, les recevaient partout comme des libérateurs. La fuite des troupes piémontaises, qui se portèrent rapidement des bords du lac de Genève aux rives de l'Isère, laissa aux Savoyards la facilité d'envoyer des députations pour implorer l'assistance du général

SIÈGE DE VERDUN, en 1792   T. Ier Page 33.



2 4 8 12 Kilomètres.

DUCHÉ DE SAVOIE ET COMTÉ DE NICE



Montesquiou, dont la marche était comme une espèce de triomphe, le peuple des cités comme celui des campagnes accourant au-devant de lui avec la cocarde nationale française à leur chapeau. Le 23, les députés de Chambéry arrivèrent au quartier général de Montesquiou, au château des Marches, pour l'inviter à venir prendre possession de la ville; il s'y rendit le lendemain, avec une escorte de cent chevaux, huit compagnies de grenadiers et quatre pièces de canon. Le corps municipal, en habit de cérémonie, l'attendait à la porte pour lui en remettre les clefs. Les officiers et les soldats, invités à un grand repas, s'y trouvèrent mêlés avec les principaux habitants du pays; tous ensemble, et de la manière la plus franche, portèrent des santés à la nation française. Une conduite aussi loyale toucha tellement le général Montesquiou qu'il confia à la bourgeoisie la garde de l'hôtel-de-ville, et laissa un libre cours aux fonctions des magistrats et aux lois du pays. Ainsi, presque sans tirer un coup de fusil et dans l'espace de quelques jours, Montesquiou, par la seule habileté de ses manœuvres, était parvenu à conquérir la Savoie, qui, depuis réunie à la France sous le nom du département du Mont-Blanc, n'en a été détachée qu'en 1814, par suite du traité de Paris. 1792. Savoie.

Conquête du comté de Nice. — Le général Anselme ayant reçu de Montesquiou l'ordre positif de s'emparer du comté de Nice, tandis que ce dernier s'occupait de la conquête de la Savoie, ce général exécuta, avec toute la promptitude nécessaire en pareille circonstance, la plupart de ses dispositions. Cependant l'entreprise paraissait téméraire. Le roi de Sardaigne avait, dans le comté de Nice, environ 8,000 hommes de troupes réglées, dont quatre régiments suisses de deux bataillons, et 10 à 12,000 hommes de milices du pays; le tout aux ordres du général Saint-André. Deux cent quatorze pièces de canon garnissaient en outre Nice, Montalban, les côtes et la rive gauche du Var; les Piémontais étaient d'ailleurs bien approvisionnés en subsistances et en munitions de guerre de toute espèce. Pour surmonter des obstacles aussi nombreux, et vaincre les Piémontais, le général Anselme n'avait guère que 7 à 8,000 hommes dépourvus de vivres et de munitions, et dont la plupart étaient des volontaires ou des gardes nationaux 29 septemb. Nice.

1792. Nice. accourus de Marseille pour le seconder. Son état-major n'était pas même complet : il n'avait sous ses ordres que les généraux Barral et Brunet, avec un commissaire des guerres. Sa cavalerie consistait seulement en deux escadrons de dragons, et il fut obligé de faire venir à la hâte, de Toulon, tout le matériel de guerre indispensable pour tenter son entreprise.

Un tel dénûment de moyens ne ralentit point l'ardeur du général Anselme. Il s'approche hardiment du Var, fait faire a ses troupes des marches et des contre-marches, donne partout, sur son passage, des ordres pour le logement de 40,000 hommes, et cherche habilement à grossir, aux yeux de l'ennemi, le nombre des soldats qui sont à sa disposition. En même temps l'amiral Truguet, parti de Toulon avec une escadre de neuf vaisseaux de ligne, louvoyait devant la côte, et venait, le 28 septembre, établir sa croisière à demi-portée de canon de Nice. Truguet détache aussitôt du vaisseau *le Tonnant* une chaloupe parlementaire, pour réclamer avec hauteur le consul de France, qui avait cessé de remplir ses fonctions depuis le commencement des hostilités en Savoie.

Le général Saint-André, trompé d'un côté par les manœuvres d'Anselme, et de l'autre effrayé par Truguet, qui menace de foudroyer la ville, s'exagère en effet les dangers de sa position ; et déjà il croit voir toutes les forces des Français prêtes à le tourner et à le cerner par terre dans la ville de Nice, tandis que la flotte de Truguet peut diriger sur ses batteries, et détruire la ville. Il cède à la première impression, rend le consul de France, qui s'embarque aussitôt ; fait donner, par le canon de Sainte-Hélène, le signal d'alarme ; licencie sur-le-champ toutes les milices du pays, et se hâte lui-même d'évacuer Nice, pour se replier successivement sur Saorgio et Sospello, dans la direction de Coni.

L'épouvante se répand dans la ville, restée sans défense par cette brusque et imprudente évacuation. Des familles entières s'empressent d'en sortir, emportant leurs effets les plus précieux. On comptait à Nice, outre cinquante mille âmes de population, environ 5,000 émigrés français qui s'y étaient réfugiés. Indignés de la lâcheté du général Saint-André, ils veulent s'opposer à l'entrée de leurs compatriotes dans la ville qui leur sert

d'asile. Mais en vain ils exhortent les habitants à se défendre : 1792. Nice.
ceux-ci, que travaillait déjà l'esprit de révolution, refusent formellement, et préfèrent attendre avec calme et sans danger l'arrivée des Français. Réduits à leurs propres forces, les émigrés osent concevoir l'espoir de résister seuls ; ils s'emparent en conséquence des batteries qui défendent le passage du Var, et s'assemblent en armes sur la place des Victoires ; mais, sur 5,000, huit cents au plus se trouvent en état de marcher : contrariés d'ailleurs par le vœu des habitants, ils se jugent trop faibles pour n'être pas écrasés, et prennent, à regret, le parti de suivre les troupes piémontaises dans leur retraite.

A peine sont-ils sortis que les habitants envoient une députation au général Anselme pour l'inviter à faire son entrée dans Nice. Il arrive à cinq heures du soir, et trouve aux portes le baron de Jacobi, le secrétaire municipal Ferandi et plusieurs autres magistrats, qui le prient d'accepter les clefs de leur ville. Il entre et prend possession de Nice en déclarant aux habitants qu'il vient leur apporter la liberté, l'égalité, faire respecter les droits de l'homme et surtout les propriétés. Tel était, à cette époque, le protocole ordinaire des proclamations des généraux français, et elles étaient toutes-puissantes sur l'esprit des peuples, qui ne connaissaient point encore les suites terribles des révolutions politiques. Pendant que le général Anselme passait en revue une partie de sa faible armée sur la place des Victoires, le général Brunet défilait derrière les remparts pour aller sommer le fort de Montalban. Girard, commis dans les convois de l'armée, et Desbordes, lyonnais établi à Nice, se rendent auprès de Gachard, gouverneur du fort. Ils lui représentent avec tant d'énergie les dangers d'une escalade, qu'ils supposent devoir être tentée sur-le-champ, que Gachard, effrayé, capitule et sort de Montalban avec sa garnison, pour se retirer à la suite de l'armée piémontaise. Les grenadiers français lui succèdent aussitôt, et plantent l'étendard tricolore sur cette formidable forteresse, qui avait coûté tant de sang en 1744.

Pour que le général Anselme fût entièrement maître du comté de Nice, il ne lui restait plus à soumettre que la forteresse de Villefranche. Il s'y porte le 29 au matin, à la tête d'un détachement d'infanterie et de dragons. Instruit en chemin, par ses

1792. espions, que déjà l'ennemi se prépare à évacuer la place, il prend les devants au galop avec quatorze dragons, arrive au moment où la garnison allait sortir, menace d'une escalade, et intimide tellement le commandant que celui-ci se rend sans résistance et à discrétion avec dix-neuf officiers et trois cents hommes. Il y avait dans la place plus de cent pièces de canon, mortiers ou obusiers, dont partie en bronze, et une grande quantité de munitions de guerre et de bouche, cinq mille fusils, un million de cartouches à balles et beaucoup d'effets militaires. On trouva dans le port une frégate et une corvette armées de leurs canons : on s'en empara, de même que de l'arsenal de la marine, qui était très-bien fourni.

Ainsi, pendant que Montesquiou se rendait maître de la Savoie, dans le même espace de temps et avec la même rapidité, le général Anselme, également sans tirer un coup de fusil, faisait la conquête du comté de Nice. La Convention nationale le réunit à la France. Il composa le département des Alpes-Maritimes, lequel, sur le rapport de Carnot, fut bientôt augmenté du territoire de la principauté de Monaco.

30 septemb. Allemagne. *Prise de Spire.* — Des événements non moins remarquables se succédaient sur les frontières de la France.

Les Autrichiens ayant, au commencement de la campagne, établi sur le Rhin, pour le défendre, un cordon de troupes depuis Rheinfelden jusqu'à Philippsbourg, les Français avaient formé deux camps à la proximité des forces ennemies. 45,000 hommes se trouvaient ainsi rassemblés en Alsace, sous les ordres du général Biron, pour s'opposer aux tentatives que pouvaient faire les Autrichiens. Ceux-ci étaient commandés par le prince Esterhazy, qui avait 12,000 hommes dans le Brisgau, et par le comte d'Erbach, qui se trouvait, à la tête d'un camp de 13,000 hommes, entre Mayence et Spire. Le corps d'émigrés du prince de Condé, fort de 4,000 combattants, occupait le margraviat de Baden, et complétait ainsi toute cette ligne de défense. L'armée française, sous le nom d'armée du Rhin, était divisée en deux camps : l'un, aux ordres particuliers du général Biron, était à Strasbourg ; l'autre, commandé par le général Custine, se trouvait à Landau, et occupait les lignes de Weissembourg.

Lorsque le 11 septembre le comte d'Erbach partit de Spire pour se réunir aux troupes laissées devant Thionville par le prince de Hohenlohe-Kirchberg, il ne put disposer en se retirant que de 4,000 hommes pour défendre le riche magasin que les coalisés avaient à Spire. Custine, instruit de ce défaut de prévoyance, demande et obtient du ministre de la guerre et du général Biron, auquel il était subordonné, la permission de marcher en avant, de faire une tentative pour s'emparer de la ville de Spire et de son magasin, qu'on évaluait à cinq ou six millions. Il part en conséquence de Landau le 29 septembre, et pénètre dans le Palatinat à la tête de 18,000 hommes divisés en trois colonnes. La première, à droite, marche par Lingenfeld sur les hauteurs de Heiligenstein; la seconde se porte directement, par Weingarten et Schwagenheim, sur Spire; la troisième, commandée par Custine en personne, se dirige sur le même point par Germersheim.

1792. Allemagne.

Le 30, les trois colonnes paraissent à la vue de Spire à difrentes heures. Le colonel Winckelmann, qui commandait les 4,000 hommes laissés par le comte d'Erbach pour couvrir Spire, ayant commis la faute de ne point faire évacuer les magasins, se décide à les défendre vigoureusement. Il envoie seulement sur la rive droite du Rhin sa caisse militaire et la plus grande partie de ses équipages, et vient masquer les portes de la ville en se mettant en bataille, sa droite appuyée à un escarpement au-dessus de la porte qui conduit à Worms, sa gauche prolongée vers des jardins entourés de fortes haies, son front couvert en partie par des marais. Mais ces dispositions ne pouvaient empêcher Custine de l'envelopper. Le général Neuwinger, qui commandait une des colonnes françaises, apercevant les ennemis rangés en bataille, dirige sur leur ligne un grand feu d'artillerie, et fait marcher en même temps, sur leur droite, quatre bataillons destinés à s'emparer d'une hauteur qui la domine et lui donne la facilité de la tourner. Attaqués vivement, les Autrichiens se défendent de même; mais, écrasés par l'artillerie des Français et près d'être débordés par leurs colonnes, ils se hâtent de rentrer dans la ville, dont ils ont soin de fermer les portes. Custine et Neuwinger les suivent, et le canon ne produisant pas un effet assez prompt, ils font rompre

1792. Allemagne. les portes à coups de hache. Deux sont enfoncées, et les Français se précipitent dans les rues. L'arrière-garde autrichienne résiste, pour protéger la retraite de Winckelmann. Retranchée dans des maisons qui ont été crénelées, elle fait sur les Français un feu terrible. Mais voyant que rien ne peut les arrêter, elle songe elle-même à la retraite. Custine poursuit l'ennemi avec acharnement; et les bateliers ayant pris la fuite, Winckelmann est acculé au Rhin et forcé de mettre bas les armes. 2,900 Autrichiens sont prisonniers; 400 se noient dans le fleuve en voulant le passer à la nage; le reste échappe ou avait été tué en avant et dans les rues de Spire. Les beaux magasins autrichiens, des munitions de toute espèce, des canons, des obusiers, des drapeaux et la conquête de Spire sont pour les Français le fruit de cette brillante journée, qui ne coûte aux vainqueurs que 200 hommes, parmi lesquels on eut à regretter plusieurs officiers.

4 octobre. *Prise de Worms.* — Custine, instruit que le général comte d'Erbach accourt avec un corps de 12,000 hommes pour couvrir Worms et Mayence, s'empresse, avant son arrivée, de faire tomber la première de ces deux villes au pouvoir des Français. Il envoie aussitôt Neuwinger, avec un détachement de 4,600 hommes, qui, trouvant Worms sans défense, s'en empare sans coup férir. La prise de cette ville était surtout intéressante pour les Français à cause des immenses et riches magasins qu'elle renfermait, ainsi que Spire, et qui furent évalués à trois millions.

8 octobre. France. *Siége et bombardement de Lille.* — Pendant que les Prussiens s'avançaient en France à travers les plaines de la Champagne, les Autrichiens, commandés par le duc Albert de Saxe-Teschen, menaçaient la Flandre française et paraissaient méditer une entreprise importante. Dumouriez, en partant pour aller à la rencontre des Prussiens, avait singulièrement dégarni la frontière du nord, appelant à lui la presque totalité des forces disponibles; il n'avait laissé, pour couvrir les forteresses du nord, que 8 à 9,000 hommes aux ordres du général Moreton, qui remplaça Labourdonnaye, appelé à servir à l'intérieur.

La première expédition des Autrichiens fut préparée à Tournay, où ils avaient neuf bataillons et six escadrons sous le gé-

BOMBARDEMENT DE LILLE en 1792 *T. 1er Page 55.*

Citadelle

Esquermes

Faubourg Notre Dame

L I L L E

St Etienne

Faubg des Malades

Caserne de Fives

Faubg de la Madeleine

Pte de Fives

Pte St Maurice

Corne de la Noble Tour

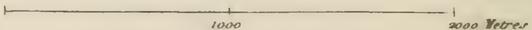
Faubg de Fives

Chaussée de Roubaix

Chaussée de Lannoy

Hellemmes

Chaussée de Tournay



néral Latour. Le 5 septembre, 3,000 hommes, infanterie et cavalerie, avec du canon, sortirent de cette place et repoussèrent les détachements français qui occupaient les postes de Warneton, Turcoing, Roubaix et Lannoy, en leur faisant éprouver une grande perte. Le 8, le même général, à la tête de 6,000 hommes, parut devant le camp de Maulde, à l'instant où les 5,000 hommes qui l'occupaient se retiraient à un quart de lieue dans la position de Breuille, entre l'Escaut et la Scarpe. Surprises par les Autrichiens au milieu de leur décampement, ces troupes se replièrent dans le plus grand désordre sur Saint-Amand, Condé, Valenciennes et même Bouchain. A la suite de cette affaire les Autrichiens s'emparèrent de Saint-Amand, où ils firent 2,000 prisonniers, et d'Orchies, que les Français avaient abandonné. Dégagée de tout obstacle et libre dans ses mouvements, l'armée autrichienne se déborda sur le territoire français, comme un torrent qui a rompu ses digues. Après avoir pris les postes de Lannoy, Roubaix, Turcoing, et s'être emparée de tous ceux qui avoisinent Douay, Valenciennes et Lille, elle resta quelque temps indécise, menaçant également l'une et l'autre de ces trois clefs de la France; ses généraux semblaient, par leurs tâtonnements et par leurs incursions partielles, essayer le terrain qu'ils voulaient envahir. Leurs proclamations n'étaient point faites au nom du roi de France. La cour de Vienne avait d'autres vues que le roi de Prusse; et tandis que celui-ci marchait franchement au secours de Louis XVI, le duc de Saxe-Teschen ne songeait qu'à soumettre nos places fortes pour en faire de nouveaux boulevards aux Pays-Bas, dont son épouse, Marie-Christine, était gouvernante. Ce général, placé à Mons avec quatorze bataillons et vingt-deux escadrons, transféra son quartier général à Tournay. Ayant rallié à lui les troupes qui menaçaient Valenciennes, Maubeuge et Philippeville, il partit de cette ville le 24 septembre à quatre heures du matin. Son armée s'élevait à 11,000 hommes d'infanterie et 1,840 hommes de cavalerie, force nullement proportionnée à l'objet qu'il se proposait : le siége de Lille. Cette petite armée vint camper le même jour à la vue de cette place. Le quartier général fut établi à Hélemmes.

L'investissement commença le lendemain, autant que le per-

1792. France.

1792. France. mettait le nombre des troupes destinées à former le siége d'une place telle que Lille. Les communications des assiégés furent interdites depuis la Magdeleine, sur la basse Deule, jusqu'à la hauteur de Hautbourdin, sur la haute Deule, par divers camps autrichiens établis à Mons-en-Bareuil, Flers, Hélemmes, Lezenne, Lesquin et Ennetières. Les communications avec Douay et Dunkerque restèrent parfaitement libres. Mais le projet du duc de Saxe-Teschen était seulement de faire éprouver à Lille un bombardement terrible. Il comptait sur les efforts des hommes contraires au parti de la révolution, et se flattait que les habitants, effrayés des horreurs d'un bombardement, ne tarderaient pas à forcer la garnison de demander à capituler.

Lille est une des plus belles villes de France, située dans une plaine et coupée par la Deule, qui en remplit les fossés. Les ouvrages, qui sont irréguliers, ont été réparés et rétablis sous la direction de Vauban. La citadelle passe pour le chef-d'œuvre de ce grand ingénieur; elle a cinq bastions réguliers, dont les courtines sont couvertes par des tenailles en terre; elle est entourée par un fossé profond, en avant duquel se trouvent un chemin couvert et un glacis : les angles rentrants de cet avant-fossé, du côté de la campagne, sont garnis de sept demi-lunes en terre. Ainsi Lille avait des fortifications respectables assez bien approvisionnées pour pouvoir soutenir un long siége; mais sa garnison n'était guère composée que de 7 ou 8,000 hommes, ce qui n'était que la moitié du nombre nécessaire dans le cas d'une attaque générale et dans les formes. Sur ces 7 ou 8,000 hommes, il n'y en avait que 3,000 de troupes régulières; le reste se composait de bataillons de volontaires nationaux, braves, il est vrai, mais sans expérience, la plupart sans instruction, ne sachant pas même charger leurs armes. 1,200 hommes de cavalerie n'avaient que 600 chevaux en état de servir. Cent trente deux canonniers seulement devaient pourvoir au service de l'artillerie nombreuse dont les remparts étaient armés. Ainsi ni les Français ni les Autrichiens n'étaient en mesure, les uns pour défendre, les autres pour assiéger dans les formes une aussi grande place.

Au moment où le duc Albert commença à investir Lille, le maréchal de camp Ruault était commandant de place, et il avait

pris, autant qu'il était en lui, tous les moyens qui pouvaient contribuer à mettre cette ville dans un bon état de défense. Il s'était surtout attaché à conserver libres les communications avec Béthune, Dunkerque et les autres places, dans la partie d'où il pouvait tirer des secours et des vivres qui arrivaient par la Lys et la Deule, petites rivières que l'ennemi n'osa point passer. Mais la conservation de Lille étant dans les circonstances présentes un objet de la plus haute importance, le lieutenant général Duhoux fut envoyé pour prendre le commandement supérieur de la place. Il avait sous ses ordres les maréchaux de camp Ruault, resté commandant d'armes, Lamorlière et Champmorin, le capitaine du génie Marescot, devenu depuis si célèbre dans l'art de défendre et d'attaquer les places. Le lieutenant-colonel Guiscard commandait l'artillerie, et Bryan, habitant de Lille, était à la tête de la garde nationale active.

1792. France.

Le duc de Saxe-Teschen, après avoir établi ses batteries dans la nuit du 25 au 26, commença l'attaque, en faisant chasser par des soldats tyroliens le bataillon belge qui gardait le faubourg de Fives. Après un combat assez vif dans les rues, cette dernière troupe fut obligée de se retirer, après avoir mis le feu au faubourg, qui aurait pu favoriser l'approche des Autrichiens, dont néanmoins l'attaque n'avait pas été sans objet. Pendant qu'on se battait pour la possession du faubourg, le duc de Saxe-Teschen faisait ouvrir la tranchée, et les travaux furent conduits avec tant d'activité pendant la nuit que le matin à six heures ils étaient presque entièrement achevés. Cette tranchée partait du village d'Hélemmes, sur la route de Tournay, environ à neuf cents toises de la place, et gagnait en quatre zigzags les derrières du village de Fives. La parallèle courait dans la rue de ce faubourg, qui est perpendiculaire à la chaussée, et ne sortait pas encore dans la campagne. Mais, continués les jours suivants, les travaux comprirent bientôt tout l'espace entre le faubourg de Fives et celui des Malades, jusqu'au prolongement de la branche gauche de l'ouvrage à corne de la Noble-Tour. Les batteries furent placées par échelons à deux cents pas de distance. La ligne des retranchements se trouvait ainsi comprendre les villages de Roubaix, Lannoy, Turcoing et leurs alentours.

Cependant le lieutenant général Duhoux fit faire dès le 26, une

1792. France. sortie, commandée par les lieutenants-colonels Valubert et Depierre. Les travailleurs sont d'abord repoussés ; mais, renforcés par de nouvelles troupes, ils forcent les Français à se réfugier dans la ville, et continuent à établir leurs batteries. Duhoux assemble le conseil de guerre et celui de la commune, déclare la place en état de siége, ordonne l'évacuation des magasins à poudre, dits de la vieille porte de Fives et de la Noble-Tour, situés sur le front d'attaque, et décide que les inondations dont Lille est susceptible seront tendues. Plusieurs autres sorties, exécutées pendant les journées des 27 et 28 septembre, eurent le même résultat que la première, et ne servirent qu'à aguerrir les soldats, et surtout les gardes nationales, qui rivalisaient de bravoure et de zèle avec les troupes régulières.

Malgré le feu très-vif de toute l'artillerie des forts de la place, mise en jeu pour les troubler, les Autrichiens avaient achevé leurs préparatifs, et reculé leur quartier général à Annappes. Ils avaient établi des batteries formidables de canons et de mortiers, avec des grils pour rougir les boulets. Le 29 septembre, à onze heures du matin, le major autrichien d'Aspes, précédé d'un trompette, se présente à la porte Saint-Maurice, est introduit, les yeux bandés, au conseil de guerre, et remet au commandant et à la municipalité de Lille deux sommations, dans lesquelles le duc de Saxe-Teschen promettait aux Lillois de les traiter avec douceur s'ils voulaient embrasser la cause de la coalition et livrer leur ville, et les menaçait au contraire d'incendier leurs maisons et de ruiner toutes leurs propriétés s'ils opposaient quelque résistance. Les assiégés répondent avec énergie. « La garnison que j'ai l'honneur de commander, et moi, disait Ruault, sommes résolus de nous ensevelir sous les ruines de cette place plutôt que de la rendre à nos ennemis; et les citoyens, fidèles à leurs serments de vivre libres ou de mourir, partagent nos sentiments, et nous seconderont de tous leurs efforts. » André, maire de Lille, fit cette réponse encore plus énergique par son laconisme : « Nous venons de renouveler notre serment d'être fidèles à la nation, de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir à notre poste. Nous ne sommes pas des parjures. » Ces deux réponses sont rendues publiques par la voie de l'impression. Elles raniment et électrisent le courage des habitants de Lille. Tous

jurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité plutôt que de subir le joug des étrangers. Ils reconduisent l'envoyé autrichien aux cris mille fois répétés de Vive la nation! Vive la liberté! et lui prouvent qu'il n'existe qu'un sentiment dans la ville, celui d'opposer une invincible résistance. 1792. France.

A trois heures après midi, vingt-quatre canons de gros calibre, chargés à boulets rouges, et douze mortiers tirent sur la ville avec une extrême violence. Cette décharge est suivie de plusieurs autres, qui se succèdent avec rapidité : au bout de quelques heures, la ville est couverte d'une grêle de bombes, d'obus et de boulets rouges. A ce signal, l'artillerie de la place redouble d'ardeur, et mêlant son fracas à celui de l'artillerie autrichienne, on n'entend plus, pendant le reste de la journée, qu'un feu roulant de canons, de mortiers, de bombes, qui se prolonge même pendant la nuit. Les habitants, effrayés, fuient de leurs maisons. Soudain les rues, les places publiques sont désertes. Les bombes et les boulets dispersent les groupes nombreux qu'une curiosité inquiète et la gravité des circonstances ont rassemblés çà et là. Bientôt le feu se manifeste aux casernes de Fives, à l'église de Saint-Etienne et dans différents quartiers de la ville. Des secours prompts et abondants, tantôt efficaces, tantôt inutiles, dirigés par les chefs militaires et les officiers municipaux, se portent sur tous les points avec rapidité. La mort vole sur cette cité populeuse. Une terreur muette est peinte sur tous les visages. La nuit vient encore augmenter l'horreur de cette situation. Le quartier de Saint-Sauveur, plus immédiatement exposé aux coups, devient le foyer de l'incendie le plus violent. Une grêle de bombes et de boulets le rend inaccessible aux secours les plus intrépides. Vainement deux magistrats et l'adjudant du génie Flayelle y pénètrent momentanément : ils n'y peuvent tenir que quelques instants; ils n'en sortent qu'à travers mille périls. Ne pouvant y éteindre les flammes, on se borne à mettre un terme à leurs progrès, et à les empêcher de franchir les rues qu'on leur laisse pour limites. Plusieurs familles, qui s'étaient réfugiées pêle-mêle dans les caves, se croyant en sûreté sous de faibles voûtes, y trouvent une mort cruelle. Étouffées par le feu ou la fumée, elles périssent écrasées par les bombes ou par les débris de leurs maisons embrasées. L'incen-

1792. France. die se déploie avec une telle activité, il s'élève à une si grande hauteur que dans les quartiers les plus éloignés de la citadelle on pouvait lire à la lueur des flammes, dont l'éclat semblait se répandre jusque dans les cieux. Pendant cinq jours, l'ennemi soutient ainsi la vivacité surprenante de son feu destructeur. Les batteries autrichiennes, établies à la gauche, à la droite et vers le centre de leurs parallèles, produisaient incessamment, dans cette malheureuse ville, les mêmes ravages et les mêmes dévastations. Ces trois batteries étaient placées de manière à prendre la ville dans le sens de sa longueur, et à la couvrir de trois longues gerbes de feu, qui ne laissaient aucun quartier exempt de périls. Les canonniers autrichiens tiraient quelquefois sur un angle si élevé que plusieurs de leurs boulets allèrent blesser des soldats dans l'intérieur de la citadelle, et tombèrent même au delà.

Aux alarmes, aux inquiétudes, au sentiment même de terreur qui durent maîtriser les Lillois le premier jour et la première nuit de ce terrible bombardement succéda le sentiment de leurs propres forces. Leur courage fut porté jusqu'à l'héroïsme; ils prirent la ferme résolution de résister à la fureur des Autrichiens, qui se flattaient de venir arborer leurs étendards sur les débris fumants de cette belle cité, dont les habitants se regardèrent dès lors comme enfants d'une seule et même famille, unis par des liens que le danger commun et les intérêts réciproques rendaient indissolubles. Un ordre parfait s'établit sur tous les points. Dans chaque rue, dans chaque quartier, les citoyens conviennent qu'un certain nombre d'entre eux resteront toujours sur pied, uniquement occupés à surveiller les endroits sur lesquels les bombes étaient dirigées. Des vases pleins d'eau furent placés à toutes les portes; les femmes, les enfants même se disputaient l'honneur d'arracher les mèches enflammées des obus. Un boulet rouge venait-il à pénétrer dans une maison, un cri indiquait la demeure en péril; à l'instant accouraient vingt citoyens; ils cherchaient avec soin le boulet destructeur, le saisissaient avec des tenailles ou de grandes cuillers de fer qu'ils avaient fait fabriquer, et le jetaient dans les ruisseaux. Cette manœuvre ingénieuse contribue plus que toute autre à diminuer considérablement le ravage des boulets rouges. Les Lillois se

disputent à qui montrera le plus d'intrépidité. Un canonnier bourgeois, servant une pièce sur les remparts, est averti que sa maison est la proie des flammes; il se retourne, voit en effet sa maison en feu, continue de charger, et répond : « Je suis ici à mon poste; rendons-leur feu pour feu. » Et il ne l'abandonna que quand il fut remplacé. Lorsqu'une maison était devenue inhabitable, on s'empressait d'offrir l'hospitalité aux victimes de la barbarie autrichienne. Alors toutes les subsistances étaient communes : « Buvez, mangez, leur disait-on, tant que ma provision durera; la Providence pourvoira à l'avenir. » 1792. France.

Cependant les Autrichiens, après avoir ralenti leur feu dans la journée du 3 octobre, l'avaient recommencé le lendemain avec la même vivacité. Ce redoublement de fureur, de la part d'un ennemi qui semblait en vouloir aux habitants plus encore qu'aux remparts de la ville, fut, dans le temps, attribué à l'arrivée de l'archiduchesse Marie-Christine, gouvernante des Pays-Bas, au camp autrichien.

Heureusement les munitions commençaient à manquer aux assiégeants. Dès le 5 octobre, leur feu devint moins vif, et ne fut bientôt plus entretenu que par un petit nombre de pièces qui tiraient à boulets rouges. Les bombes deviennent fort rares. A leur place on voit tomber dans la ville des barres de fer, des chaînes, des pierres, etc, derniers indices d'une fureur qui n'a plus d'aliment. En même temps les Lillois, dont les communications étaient toujours restées libres, recevaient des secours qui les mettaient à même de prolonger leur résistance au cas où l'ennemi se serait obstiné à les foudroyer encore. Béthune, Aire, Saint-Omer, Dunkerque et d'autres villes circonvoisines, touchées des malheurs de Lille et pleines d'admiration pour son héroïque dévouement, lui avaient envoyé leurs pompes et des vivres en abondance. Le général Lamorlière était parvenu à s'introduire dans la place avec dix bataillons de renfort; et les commissaires conventionnels Delmas, Duhem, Bellegarde, d'Aoust, Doulcet et Duquesnoy, entrés après lui dans Lille, venaient d'annoncer aux habitants que la Convention leur avançait un secours de deux millions, et que le général Labourdonnaye, à la tête de l'armée du Nord, accourait pour les délivrer.

Informé des succès des Français en Champagne et menacé de

1792. France. se voir bientôt attaqué par les deux armées réunies des généraux Dumouriez et Labourdonnaye, le duc de Saxe-Teschen, après avoir inutilement lancé dans Lille trente mille boulets rouges et des bombes et des obus en proportion, se décide enfin à lever le siége et à opérer sa retraite. Dès le 6 octobre il fit marcher sa grosse artillerie vers Tournay. Le lendemain, une partie de ses troupes avaient fait leur mouvement rétrograde à la droite de la rivière de Marcq, sur Tressin. Le 8, les retranchements des Autrichiens étaient entièrement évacués. Lille est libre, et ses habitants sortent en foule en poussant des cris de joie, et considèrent avec une curiosité mêlée d'indignation ces tranchées profondes d'où partaient naguère la dévastation et la mort. Dans plusieurs endroits ces tranchées avaient douze pieds, du sommet du parapet jusqu'au fond, et on y voyait jusqu'à huit banquettes. Abrités derrière ces retranchements, les Autrichiens bravaient avec sécurité tout le feu de l'artillerie française, qui, quoique servie avec activité et ayant brulé, du 26 septembre au 8 octobre, deux cent milliers de poudre, avait en effet occasionné très-peu de dommage à l'ennemi. A la vue de ces travaux immenses, les Lillois se jettent dessus avec fureur, les détruisent à l'envi les uns des autres, et font rapidement disparaître ces vestiges effrayants d'une cruauté inutile.

Ainsi Lille, par le courage de ses habitants, échappait à l'ambition de la maison d'Autriche, qui, à cette époque, paraissait vouloir en faire une place frontière des Pays-Bas. Mais l'avantage de rester à la France était acheté par de douloureux sacrifices : plus de 2,000 hommes, tant de la ville que de la garnison, avaient péri victimes du bombardement. Le faubourg de Fives était entièrement incendié et rasé ; plus de sept cents maisons de la ville avaient été la proie des flammes ; un grand nombre d'autres se trouvaient criblées de boulets ou de bombes, on en voyait à peine une qui ne portât les marques particulières du malheur général. Le quartier de Saint-Sauveur n'était plus qu'un amas de décombres, où l'œil découvrait à peine les formes des habitations et des rues. Enorgueillis des éloges qu'ils recevaient de la part de toute la France pour leur conduite valeureuse, les Lillois se firent des trophées des instruments mêmes de leur infortune. Un grand nombre d'entre eux firent sceller,

sur la façade de leurs maisons à moitié détruites les boulets qu'un malheureux hasard y avait envoyés. Longtemps après encore, ces boulets, peints en rouge, étaient montrés par eux avec fierté aux voyageurs. 1792. France

Retraite des Prussiens, et reddition faite par eux de la ville de Verdun. — Le général Kellermann, vainqueur à Valmy, était cependant resté dans une position fort embarrassante. Les Prussiens occupaient toujours leur même campement, et dès le lendemain ils pouvaient attaquer encore son armée, et il était possible que la chance tournât tout à coup en leur faveur. L'ennemi, d'ailleurs, pouvait le tourner par sa gauche et couper ses communications. Il sentait la nécessité de rétablir sans délai celle de Châlons, dont il se trouvait déjà séparé. Dès que la nuit fut venue, il marcha par sa gauche dans le plus grand silence, passa l'Auve, et établit son camp sur les hauteurs de Voilemont : de cette manière son front était couvert par l'Auve, sa gauche par le ruisseau de l'Yèvre, et sa droite se trouvait liée avec celle de Dumouriez. Il pouvait ainsi prévenir l'ennemi sur la route de Châlons, et communiquait sûrement par celle de Vitry. Le général Stengel resta sur les hauteurs de Valmy avec la cavalerie légère. 16 octobre.

Une partie de ce que Kellermann avait prévu arriva. Brunswick, qui ignorait que l'armée française eût décampé pendant la nuit, avait fait des dispositions pour une nouvelle attaque, et le lendemain 21 septembre, à six heures, les émigrés qui étaient arrivés de Somme-Tourbe, et qui composaient l'avant-garde prussienne, se portèrent en avant pour commencer le combat. Quelques volées de canon, prenant alors l'armée prussienne en écharpe, avertirent Brunswick de la manœuvre que Kellermann venait d'opérer. Le général prussien arrête le mouvement de ses troupes, considère les Français occupant une position qui lui paraît inexpugnable, délibère avec son conseil, et prend le parti de faire rentrer son armée dans ses retranchements. Il ne tarda pas à s'y voir lui-même dans une position très-critique. Devant lui les armées réunies de Kellermann pouvaient former un corps de 50 à 60,000 combattants, dont il venait d'éprouver la bravoure et l'intrépidité. Derrière lui se trouvait l'armée du général Dillon, en état de lui opposer 25 à 30,000 soldats.

1792. Belgique. De tous les points de la France accouraient à sa rencontre des milliers de gardes nationaux. Les habitants des campagnes quittaient leurs charrues ; ceux des villes abandonnaient les arts, les manufactures et leur commerce, et volaient en Champagne pour ôter à l'ennemi tout espoir de retraite. Ce n'est plus seulement une armée qu'il a à combattre, c'est la nation française tout entière indignée des odieux manifestes qu'il a osé publier contre elle. D'un autre côté, son armée était dans un état de désorganisation effrayant. Depuis son départ de Longwy, les pluies n'avaient pas discontinué ; les routes, établies sur une glaise tenace, étaient devenues impraticables. Les vivres venaient de Verdun, en faisant un long détour par Grandpré, et les distributions manquaient souvent. Les troupes vivaient d'eau de craie et d'une mauvaise décoction de farine. Cette nourriture avait contribué à étendre les ravages de la dyssenterie, qui régnait déjà parmi elles à leur départ de Verdun. Plusieurs régiments avaient perdu 400 hommes par cette affreuse maladie, et la moitié de ceux qui restaient sous les drapeaux étaient affaiblis d'une manière désespérante.

Le roi de Prusse, frappé de l'état affligeant de son armée, assemble un conseil de guerre le 27 : le duc de Brunswick ne dissimule plus aucun des dangers de la position ; il vient d'apprendre qu'une armée aux ordres de Biron et de Custine est prête à agir sur le Rhin, et que rien n'est préparé dans le Palatinat pour repousser une invasion ; que le siége de Thionville ne peut plus être continué, et que Dumouriez reçoit continuellement des renforts ; il conclut qu'il faut traiter avec ce général pour s'assurer une retraite. Le roi de Prusse, qui d'abord avait manifesté l'intention de pénétrer plus avant en France, se range enfin à cet avis, et sous le prétexte d'un échange de prisonniers, et par l'entremise de l'aide de camp général Manstein, il se met en communication avec Dumouriez. On jette même en avant quelques propositions de paix. Une espèce de trêve avait été convenue ; Dumouriez en profita pour rassembler et disposer les différents corps qui devaient être réunis à son armée. Il fit paisiblement et en silence tous les mouvements nécessaires pour tirer avantage de sa position et gêner l'ennemi dans la sienne. En même temps il instruit le conseil exécutif de cette conférence : le

roi de Prusse consentait à se retirer si le roi de France était rétabli dans ses droits ; c'est la seule condition qu'il prétendait imposer. Le conseil répondit que la république française ne pourait entendre à aucune proposition avant que les troupes prussiennes eussent entièrement évacué le territoire français. Cette fière réponse ne laissant aucun espoir d'accommodement, il ne fut plus question que de la retraite. Les conférences furent rompues. 1792. France.

Malgré cela, Brunswick lance un nouveau manifeste digne en tout des deux premiers et dans lequel il traite encore de rebelles les hommes qui viennent de le vaincre. Il insiste, au nom de l'empereur et du roi de Prusse, sur le rétablissement immédiat de la dignité royale dans la personne de Louis XVI et de ses successeurs ; et en cas de refus il menace de tirer une juste et éclatante vengeance de ceux qui ont osé déposer le roi après l'avoir emprisonné avec toute la famille royale. Cependant les conférences, rompues le 25 septembre, sont reprises le 29. Manstein veut expliquer au général français le dernier manifeste de l'insolent Brunswick ; il en affaiblit les expressions, il essaie d'en justifier l'inconséquence. Mais Dumouriez se croit assez fort pour ne plus l'écouter : il fait connaître à son armée cette proclamation injurieuse, il en demande vengeance ; et se refusant à des négociations nouvelles : « Les Français, dit-il à Manstein, ont proclamé la république : il faut la reconnaître ou la combattre. »

Il ne restait plus à Frédéric-Guillaume que le parti de la retraite. Brunswick lève son camp le 30 septembre, et se met en marche pour retourner sur ses pas. Accablés par les maladies, et sans cesse harcelés par les Français, qui les suivaient à la piste, les Prussiens mirent douze jours à regagner Verdun, et sur leur passage, à travers les défilés de l'Argonne, les routes étaient jonchées de cadavres d'hommes et de chevaux, de malades et de blessés abandonnés faute de pouvoir les transporter. Enfin cette armée prussienne qui était venue dans l'espoir de se rendre à Paris sans presque tirer un coup de fusil était diminuée de plus de moitié quand, le 12 octobre, elle arriva à Verdun. Déjà Kellermann était campé avec une armée de 40,000 hommes aux environs de cette ville ; Dumouriez était

1792. France.

derrière les troupes fugitives, avec une armée au moins égale en nombre et bien supérieure par l'esprit qui l'animait; mais il semblait plutôt les reconduire que les poursuivre. Des causes étrangères à notre sujet avaient, dit-on, empêché ce général de les pousser vivement et de couper le chemin de Verdun au roi de Prusse et au duc de Brunswick. On attribua généralement cette circonstance si favorable à l'armée prussienne à une convention secrete avec Dumouriez. La réalité de cette convention n'a jamais éte prouvée, et Dumouriez l'a désavouée dans ses mémoires. Quoi qu'il en soit, les Autrichiens ne furent pas consultés dans cette négociation. Dumouriez déclara même qu'il allait tourner toutes ses forces contre eux, et faire la conquête des Pays-Bas. Le roi de Prusse parut voir sans peine le sacrifice d'un allié qui l'avait excité à cette fatale expédition sans en partager également les dépenses et les dangers. Enfin les Prussiens avaient déjà dépassé Verdun et commencé à traverser la Meuse lorsque Dumouriez fit marcher le général Dillon sur cette ville en lui enjoignant d'atteindre, s'il le pouvait, la queue des ennemis, et d'occuper leurs postes. Ce général ordonne à ses troupes d'exécuter ce mouvement, et se porte lui-même en avant avec neuf escadrons, cinq bataillons, six pièces de 12 et quatre de 8. Arrivé au moment où les derniers Prussiens rentraient dans Verdun, il fait mettre son canon en batterie sur le mont Saint-Barthélemi, qui domine la citadelle. Mais avant de commencer il envoie sommer le commandant, à onze heures du matin, par un aide de camp et un trompette. Ce commandant fait demander une suspension d'hostilités, en attendant le consentement du roi de Prusse à la reddition de Verdun. Dillon l'accorde, et presque aussitôt un aide de camp apporte le consentement du roi de livrer le lendemain 13, aux Français, la porte de secours de la citadelle, à condition d'avoir trois jours pour achever d'évacuer la place et de faire transporter les malades sur des voitures du pays. Dillon obtempère à tout; et, le 14, il fait son entrée à la tête de ses troupes, et reprend possession de la ville de Verdun au nom de la république française.

Il est à remarquer que les émigrés furent ceux sur qui les plus grands maux retombèrent. Avant-garde des Prussiens dans

l'invasion, ils servirent, pendant la retraite, d'arrière-garde à leurs alliés vaincus. Dumouriez avait refusé de les comprendre dans le cartel d'échange des prisonniers; les puissances coalisées avaient accédé à ce refus; Brunswick ne mit même aucune insistance dans la réclamation qu'il avait faite en leur faveur, et cette circonstance encouragea la Convention à décréter la peine de mort contre ceux qui seraient pris les armes à la main ou sur le territoire français; aussi tous ceux qui tombaient aux mains des républicains étaient fusillés sur-le-champ. Les débris de ce faible corps, n'étant plus entretenus par le roi de Prusse, se disloquèrent entièrement à la fin de novembre. 1792. France.

Siége de Thionville. — Au moment où l'armée coalisée opérait son grand mouvement pour envahir la France, le duc de Brunswick avait décidé de commencer par le siége de Thionville. Aussi, dès le 23 août, une forte division autrichienne avait investi la ville; les émigrés qui en faisaient partie avaient reçu des princes français l'injonction formelle de détruire les bruits que l'on répandait sur leurs intentions de vengeance par la conduite la plus modérée et la plus analogue aux sentiments d'honneur qui doivent toujours guider des chevaliers français; mais subordonnés aux généraux autrichiens, les émigrés n'étaient pas toujours maîtres de suivre ces intentions généreuses. Les alliés se flattaient que quelques démonstrations hostiles suffiraient pour décider les habitants à se rendre. C'est dans cette persuasion qu'ils commencèrent à tirer sur la place le 24 août, des hauteurs de Guentrange et de Haute-Yutz. Sommé de se rendre, après trois jours de tranchée ouverte, le général Félix Wimpfen, commandant de la place, répond : « Vous pourrez brûler la ville; vous ne brûlerez pas du moins les remparts. » Cependant, il n'avait qu'une garnison de 5,000 hommes, et était très-mal approvisionné. Wimpfen fait passer le feu qui l'anime dans tous les cœurs, et tous ses soldats jurent de s'ensevelir sous les ruines de la place plutôt que de se rendre. Irrités de cette détermination, les Autrichiens forment une attaque générale; mais les assiégés, avertis à temps de leurs dispositions, se décident eux-mêmes à les prévenir. Le 7 septembre, ils font une sortie, tombent sur les travailleurs, les égorgent; et, protégés par l'artillerie des remparts, ils pénètrent dans le camp ennemi, 16 octobre.

1792. France. y font un grand carnage, et forcent les Autrichiens à renoncer, pour cette fois, à l'attaque qu'ils projetaient. Cette sortie, à laquelle ils étaient loin de s'attendre, leur coûta 450 hommes; et le prince de Waldeck, qui combattit avec un grand courage, eut un bras emporté par un boulet de canon.

De ce moment, les Autrichiens parurent changer leur plan. Brunswick avait rappelé à Verdun plusieurs corps de l'armée de siége et une partie des émigrés français. Ceux qui restaient convertirent le siége en blocus, et feignirent de vouloir prendre Thionville par famine. On a vu précédemment que le prince de Hohenlohe-Kirchberg avait abandonné le blocus de Landau pour aller investir Thionville, où il se rallia aux émigrés le 30 août. Il avait bombardé en vain cette place pendant quinze heures, du 5 au 6 septembre, lorsque le 7 il partit avec six bataillons et quinze escadrons pour se rendre à Verdun. Il laissa le commandement du blocus au général Wallis, qui plus tard fut joint par le corps du comte Erbach, laissé devant Spire pour protéger le magasin des Autrichiens. Le 17, les assiégés firent une seconde sortie, attaquèrent l'ennemi, retranché dans son camp de Richemont, et se jetèrent sur lui avec tant d'impétuosité que, persuadés qu'ils étaient assaillis par 10,000 hommes au moins, les Autrichiens coururent tous aux armes. Leur camp était en mouvement, et le désordre ne tarda point à s'y mettre. Pendant qu'ils cherchaient à prendre position, les Français, divisés en quatre colonnes, firent attaquer le flanc gauche de l'ennemi par des tirailleurs; et à l'aide d'une vive fusillade entretenue par eux ils s'emparèrent du magasin des Autrichiens, rentrèrent dans la ville emmenant avec eux cent trente-trois chariots et 500 prisonniers, avant même que l'ennemi fût revenu de sa surprise.

Le 21, nouvelle sortie. Les Français brisent le pont que les Autrichiens avaient établi sur la Moselle, près de Cathenom. Ayant ainsi ôté tout moyen de communication entre le camp de Richemont et celui de Gavisse, à trois lieues de la ville, ils courent attaquer ce dernier camp, où se trouvaient rassemblés 15,000 hommes, et parviennent, avec le même succès, à s'emparer encore de son magasin. Victorieux sur tous les points, ils firent un butin immense, tuèrent un grand nombre d'hommes

à l'ennemi, et emmenèrent beaucoup de prisonniers. Parmi les hommes de marque que les Autrichiens perdirent dans ces deux rencontres étaient le général Schmit, chef de l'artillerie, le baron de Liwenschrein, colonel d'un régiment de cavalerie légère, et Schwilger, major du corps de Wittgenstein. 1792. France.

Voyant tous leurs efforts inutiles, les Autrichiens veulent tenter s'ils ne réussiront pas mieux par la voie de la séduction. On offre au commandant un million s'il veut livrer Thionville : « Volontiers, répond en riant Wimpfen, pourvu qu'on con« sente à passer l'acte de donation par-devant notaire. » Cependant, menacé tous les jours davantage, le commandant veut solliciter du secours de Metz ; mais, les Autrichiens enveloppant la place, il n'était pas facile d'y parvenir. Il demande quelques soldats de bonne volonté, qui sachent s'ouvrir un passage. Trois hussards se présentent, et partent à bride abattue. Les sentinelles autrichiennes tirent et en tuent deux : le dernier se fait jour à travers plusieurs postes ennemis, tombe dans une embuscade, se dégage malgré les coups de sabre, et arrive à Metz couvert de gloire et de blessures, portant les dépêches de son commandant. Mais Wimpfen n'eut pas même besoin des secours qu'il demandait. Ses attaques multipliées avaient tellement épouvanté l'ennemi qu'il n'osait plus rien entreprendre, et que d'assiégeant il semblait être devenu assiégé. Bientôt le bruit de la retraite des Prussiens et de leurs échecs en France s'étant répandu dans le camp devant Thionville, les Autrichiens ne songèrent plus eux-mêmes qu'à se retirer, et levèrent le siége le 16 octobre.

Évacuation de Longwy. — Après la reddition de Verdun, 21 octobre.
Longwy était la seule place de France qui restât encore au pouvoir des coalisés. Kellermann vient prendre position, le 20 octobre, sur les hauteurs de Rouvroy et de Longuyon, à Cosne, à la vue de cette place, et la somme de se rendre. Deux bataillons prussiens qui l'occupaient encore en sortent le lendemain, et Kellermann y fait son entrée à la tête de ses troupes. Ainsi sortirent du territoire français les troupes étrangères, après y avoir séjourné pendant deux mois et demi de la manière la plus désastreuse pour elles. Les Français à leur tour se trouvaient en mesure pour envahir le pays ennemi.

21 octobre. *Prise de Mayence.* — Custine, après l'occupation de Spire et de Worms, était encore incertain s'il continuerait à marcher en avant dans le Palatinat, et s'il chercherait à s'emparer de Mannheim ou de Mayence. La possession de la première de ces deux villes offrait plus d'avantages aux Français, en ce qu'elle eût été pour eux une place importante sur le Rhin, un passage intermédiaire entre l'Alsace et Mayence, et le moyen le plus facile de se rendre maître du cours du fleuve depuis Huningue. Mais Custine était vivement appelé par les partisans que la révolution française avait à Mayence, et cette place offrant plus de chance de réussite que Mannheim et une conquête plus brillante pour ses armes, le général se décide à tenter l'entreprise. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, il détache du camp d'Edesheim des reconnaissances, auxquelles il donne l'ordre de s'avancer par Edesheim et Frankenthal et de se replier ensuite sur Mutterstatt. Une autre se dirigea le lendemain par Dürckheim et Alzey, poussa des détachements sur Creutznach et Kaiserslautern, afin de couvrir l'intervalle entre Worms et Creutznach, et par conséquent le flanc gauche de l'armée, qui allait se diriger sur Mayence. Certain qu'il n'existe aucun corps ennemi capable de le troubler dans son opération, Custine marche le 19, à la tête d'un fort détachement de cavalerie, sur Weissenau, au-dessus de Mayence. Il fut bientôt suivi par le reste de l'armée, qui compléta l'investissement sur la rive gauche du Rhin, en occupant Hechtsheim, Marienborn, Guntzenheim et Monbach. Custine, parcourant le front de sa position, ordonna plusieurs mouvements dont le but était d'en imposer à l'ennemi sur le nombre de ses troupes.

Les Autrichiens, qui avaient 50,000 hommes dans des positions inutiles, et cinquante régiments d'infanterie qui ne faisaient rien dans l'intérieur de leurs États, avaient laissé la défense de la forteresse la plus importante pour eux à une garnison peu nombreuse, composée en grande partie de Mayençais peu aguerris, et commandés par un général incapable. Cependant, telle était la force même de Mayence que si ce gouverneur eût eu plus de bravoure et d'intelligence il se serait encore défendu avec avantage contre les 24,000 hommes que Custine employait à le cerner. Mais le baron de Gimnich,

commandant de Mayence, était un vieux militaire, faible, qui se laissait effrayer par le nom seul de révolution française, et qu'entourait une foule de Mayençais, partisans de la liberté, qui, pour hâter l'entrée des Français, cherchaient tous à lui persuader que la place n'était pas tenable. 1792. Allemagne.

Instruit par eux que tout était préparé pour le succès de l'entreprise, Custine envoya le 20 le colonel Houchard sommer Gimnich de livrer Mayence. Le colonel lui remit une lettre pleine de menaces, qu'il soutint merveilleusement au moyen de son éloquence soldatesque. Néanmoins le baron de Gimnich, honteux de céder ainsi sans brûler une amorce, répondit qu'il était de son devoir de se défendre; et en même temps il fit une décharge générale des canons de la place sur les Français. Custine, effrayé par ces démonstrations hostiles, parlait déjà de se retirer, croyant l'entreprise avortée; mais il fut bientôt rassuré par les agents qu'il avait dans la ville, et sachant que le gouverneur ne cherchait qu'un motif plausible pour rendre la place, il lui envoya une seconde sommation, dans laquelle il le menaçait d'une escalade et de mettre la ville à feu et à sang dans le cas où elle se laisserait prendre de vive force. Gimnich demande vingt-quatre heures pour assembler le conseil de guerre et la bourgeoisie; Custine réplique par une troisième sommation qui mérite d'être rapportée comme un exemple du style d'alors : « Monsieur le gouverneur, disait ce général, mon désir de ménager le sang est tel que je céderais avec transport au vœu que vous témoignez d'obtenir jusqu'à demain pour me donner votre réponse; mais l'ardeur de mes grenadiers est telle que je ne puis plus la retenir. Ils ne voient que la gloire de combattre les ennemis de la liberté, et la riche proie qui doit être le prix de leur valeur: car, je vous en préviens, ce n'est point une attaque régulière, c'est une attaque de vive force à laquelle il faut vous attendre. Non-seulement elle est possible, mais même elle est sans dangers. Aussi bien que vous je connais votre place et l'espèce de troupes qui la défendent. Épargnez le sang de tant de victimes innocentes, de tant de milliers d'hommes. Notre vie, sans doute, n'est rien : accoutumés à la prodiguer dans les combats, nous savons la perdre tranquillement. Je dois à la gloire de ma république, qui jouit

1792. Allemagne. de l'impuissance des despotes qui voulaient l'opprimer, et qui les fait fuir devant les enseignes de la liberté, de ne pas enchaîner l'ardeur de mes braves soldats, et je le voudrais en vain. » Après deux conseils de guerre, le baron de Gimnich se décide à capituler, et, le 21 octobre, la garnison sort de la place avec les honneurs de la guerre et la promesse de ne pas servir pendant un an contre la France.

La prise de Mayence fut pour les Français un sujet de surprise et de joie. Elle produisit, en Allemagne, un sentiment général d'indignation. Cette place, dans l'état même où elle était, pouvait opposer une assez longue résistance, le corps d'armée qui l'attaquait étant dépourvu de tout l'attirail nécessaire pour faire un siége régulier.

25 octobre. *Prise de Franfort-sur-le-Mayn.* — Aussitôt que Custine se vit paisible possesseur de la ville de Mayence, il songea à pousser plus loin le succès de ses armes, en s'emparant de Francfort-sur-le-Mayn. Il était informé, par les patriotes allemands, que cette ville libre et impériale, l'une des plus intéressantes de cette contrée par l'étendue de son commerce, était presque entièrement dépourvue de troupes, et que sa conquête serait l'expédition militaire la plus facile. Custine ordonna en conséquence au general Neuwinger de marcher avec 1,500 hommes sur Oppenheim, d'y passer le Rhin sur un pont volant, d'y traverser le territoire du landgrave de Hesse-Cassel, et de venir se présenter par la rive gauche du Mayn, afin d'entrer dans la ville par le faubourg de Sachsenhausen. En même temps, le général Houchard, qui avait passé le Rhin à Mayence, avec 7 ou 800 hommes, devait, en remontant le Mayn sur la rive droite, se présenter aussi devant Francfort. Ce général arrive le premier au rendez-vous, et s'établit devant la porte de Bockenheim. Les magistrats, qui se croyaient à l'abri de toute insulte militaire par leur éloignement du théâtre de la guerre, envoient demander à Houchard quelles sont ses vues. Il répond sans se déconcerter qu'il attend une autre troupe, sollicite la permission d'acheter des rafraichissements, et l'obtient. La ville était dans une sécurité parfaite; mais à trois heures, Neuwinger arrive, et bientôt à cette sécurité vient succéder la crainte. Il demande impérieusement à être introduit dans Francfort,

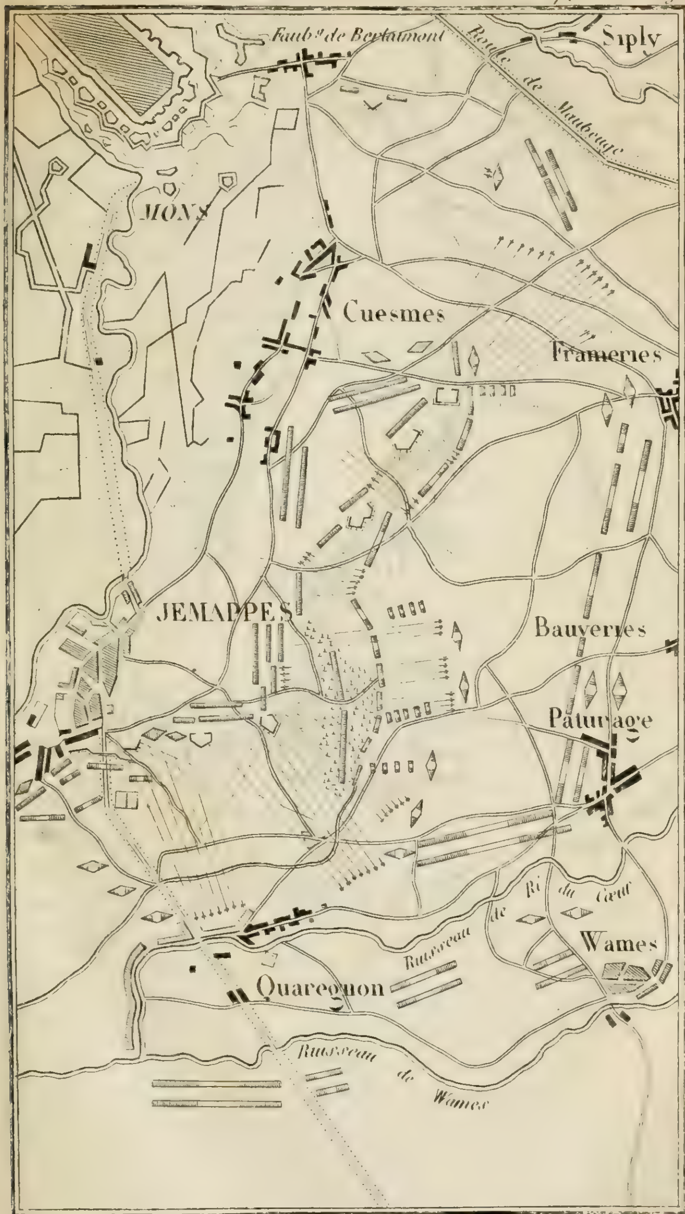
avec la troupe du général Houchard. Les magistrats hésitent, baissent les ponts-levis des portes, et feignent de vouloir se défendre; mais Neuwinger ayant fait braquer ses canons sur la porte de Sachsenhausen, et menaçant de l'enfoncer, les habitants s'empressent d'ouvrir leur portes. Les Français entrent en triomphe, et se rangent en bataille dans les rues, tandis que Neuwinger et Houchard vont à l'hôtel-de-ville frapper, au nom du général Custine, les habitants de Francfort d'une contribution de deux millions de florins, pour les punir de la généreuse hospitalité qu'ils avaient accordée aux émigrés français; mais Neuwinger, pour tranquilliser le peuple et la bourgeoisie, et les attacher à la révolution française, déclara que cette contribution ne serait supportée que par les nobles, les ecclésiastiques et les couvents de la ville et du territoire. La petite forteresse de Königstein, gardée par quelques invalides, se rendit peu de jours après. Houchard, qui faisait des courses lucratives sur le pays situé entre la rive droite du Rhin et la rive gauche de la Lahn, s'empara des riches salines de Nauheim, après une vive résistance de la faible garnison hessoise. On a reproché à Custine de n'avoir pas profité de l'éloignement des armées alliées pour s'emparer de Coblentz et y détruire leurs magasins, ce qui les eût mises dans l'impossibilité d'opérer sur la rive droite du Rhin, comme elles le firent peu de temps après l'occupation de Francfort; mais le général français, obligé de garder Mayence, ne pouvait tenter cette entreprise qu'avec 10,000 hommes tout au plus, sans qu'il lui fût possible de suivre la grande route de Coblentz, interceptée entièrement par la forteresse de Rheinfels, tandis que le chemin par Simmern, défoncé par les pluies, était impraticable pour un corps de troupe. 1792. Allemagne.

Invasion de la Belgique et bataille de Jemmapes. — Dumouriez, certain que le duc de Brunswick ne pensait plus qu'à évacuer la France, avait laissé au général Kellermann le soin de poursuivre les Prussiens jusqu'à la frontière, et s'était lui-même hâté de venir à Paris, pour concerter, avec le nouveau gouvernement français, les moyens de réaliser enfin son projet favori, l'invasion de la Belgique. Les circonstances étaient plus favorables que jamais, et il n'eut pas de peine à obtenir l'autorisation qu'il sollicitait de le mettre de suite à exécution. 6 novembr. Belgique.

1792. Belgique. Des forces considerables furent en conséquence remises entre ses mains, et dès la fin d'octobre 86,000 hommes se trouvèrent rassemblés sur la frontière, préparés à la franchir au premier signal. Dumouriez divisa cette armée en quatre corps. Le général Valence était à la tête du premier, composé de dix bataillons de ligne, quinze bataillons de volontaires et de douze escadrons (16,000 hommes). Ce premier corps, qui formait la droite de l'armée, prit position aux environs de Givet et de Namur, afin de s'opposer au retour de Clairfait, qui revenait de la Champagne. Le deuxième corps, commandé par le général Harville, fort de 12,000 hommes, fut placé en avant de Maubeuge; il était destiné à tenir en échec les Autrichiens campés du côté de Luxembourg. Dumouriez s'était réservé le commandement du troisième corps, qui formait le centre de l'armée. Environ 40,000 hommes le composaient, et sa destination était d'attaquer l'ennemi sous Mons, et de marcher droit à Bruxelles. Enfin le quatrième corps, aux ordres du général Labourdonnaye, formait la gauche, et comptait 18,000 combattants, qui devaient menacer Tournay, afin de forcer l'ennemi à étendre sa défense. Dès que le duc de Saxe-Teschen fut instruit de la marche de Dumouriez contre les Pays-Bas, il fit évacuer Orchies, Marchiennes et Saint-Amand dans la nuit du 21 au 22 octobre, et fit rétrograder à Mons le général Lilien, qui était à Bettignies. Il choisit près de Jemmapes une position qu'il fit retrancher, et disposa son armée de la manière suivante : le général Latour, à droite au camp de la Trinité, couvrant Tournay avec dix bataillons et deux escadrons formant environ 8,000 hommes ; le duc de Saxe-Teschen sous Mons, avec 20,000 hommes. Une division masquait Condé, dans la position de l'Hermitage. On avait placé un corps à Bury, pour communiquer avec elle. Un détachement moins fort était à Warneton, au confluent de la Lys et de la Marcq. De petits corps, placés à Turcoing, à Lannoy et à Roubaix, devaient inquieter Lille et contenir sa garnison.

L'empereur Joseph II avait fait démanteler la frontière de la Belgique; à défaut de forteresse, les généraux autrichiens s'étaient attachés à rendre Mons inabordable. Cette ville est située sur une hauteur au confluent de la Hayne et de la Trouille,

BATAILLE DE JEMAPPES, *6 Nov^bre 1792. T 1er Page 74*



petite rivière dont le bassin, du côté du midi, est encaissé par un plateau où s'élèvent, séparés par de courtes distances, le faubourg de Berthaumont, porte de Maubeuge, et les villages de Cuesmes et de Jemmapes. Cette position était devenue un camp retranché : quatorze redoutes, disposées en amphithéâtre, garnies de cent bouches à feu, en formaient l'enceinte et 25,000 hommes d'élite y étaient renfermés. La gauche du camp autrichien s'appuyait au village de Cuesmes, à un quart de lieue de Mons, dont les canons défendaient cet étroit passage; la droite, se repliant en équerre, environnait de ses retranchements la colline et le village de Jemmapes. Enfin des travaux, pratiqués dans chaque village jusqu'à la frontière, défendaient les approches de cette formidable position, que le duc Albert de Saxe croyait inexpugnable.

Dumouriez arriva à son armée le 24, la rassembla le 28, entre Quarouble et Quiévrain ; l'ordre de marcher en avant fut aussitôt donné, et l'avant-garde, conduite par le général Beurnonville, prit, le même jour, position à Quiévrain, pour couvrir les communications du général Berneron, qui devait, au même moment, s'avancer à la tête de 8,000 hommes, par Condé, sur le bois de Bernissart afin de menacer Ath et Leuze, au centre de la ligne de défense de l'ennemi, et d'affaiblir ainsi les deux points principaux de Mons et de Tournay. Labourdonnaye s'approchait en même temps de cette dernière ville, et tenait en échec le corps de Latour. Le général Harville vint camper, le 1er septembre, à Houe, près du bois de Sars, à la droite de l'armée.

Cependant le duc de Saxe-Teschen, témoin de tous ces mouvements hostiles, se confiait dans les retranchements dont il était couvert, et paraissait vouloir risquer le sort d'une bataille.

Les Autrichiens occupaient encore, le 3 novembre, plusieurs points de leur front dans une longue lisière de bois qui se prolonge depuis les villages de Frameries et de Bauveries jusqu'à ceux de Paturage et de Wames. Ils avaient même fortifié le village de Boussu, et l'avaient entouré de retranchements. Dumouriez fit attaquer ce poste par trois bataillons belges, détachés de l'avant-garde. Ces trois bataillons, avançant sans ordre, furent repoussés avec perte. Beurnonville, dans la crainte

1792. Belgique. d'un plus grand malheur, crut devoir rétrograder jusqu'à Quiévrain. Dumouriez, informé de l'événement, et sentant toute l'importance d'un tel début, ordonna aussitôt une nouvelle attaque. Le général Dampierre, qui en était chargé, avait avec lui un corps de Français aguerris et bien disciplinés. Après une vive résistance, le village de Boussu fut emporté à la baïonnette, ainsi que Thulin. Les Français s'emparèrent aussi du bois de Sars. Cette action, ou l'ennemi avait commencé à éprouver la valeur des troupes françaises, déconcerta tellement le duc Albert qu'il s'empressa de retirer ses postes avancés, afin de concentrer davantage ses moyens de défense. Dumouriez profita habilement de cette faute, et son avant-garde prit aussitôt position dans les villages de Frameries et de Wames, tandis que son corps d'armée se plaçait entre les villages d'Étouge et d'Haynin. Le général Harville resta en colonne près de Genly et Noirchin. Le 5, Dumouriez acheva ses dispositions pour un engagement général, en portant son avant-garde en avant de Frameries, vis-à-vis du chemin de Cuesmes. Il fit inquiéter le village de Quaregnon par trois bataillons de chasseurs, soutenus par les bataillons de l'aile gauche, qui devaient attaquer Jemmapes à revers.

Dumouriez, pour diriger plus facilement les mouvements généraux, demeura au centre, ayant pour commander sous lui le jeune duc de Chartres, qu'on appelait alors Égalité, comme son père. Ce centre était composé d'infanterie de ligne, du premier bataillon de volontaires de la Nièvre, et du sixième de chasseurs à cheval. Il formait un angle rentrant, dont un côté était en avant de Paturage, et l'autre appuyait sa droite à ce village. Le général Ferrand commandait la gauche, et Dampierre l'aile droite, que devait renforcer l'avant-garde de Beurnonville, en prenant poste entre Frameries et Paturage. Les hussards de Chamboran, de Berchiny et les chasseurs de Normandie devaient appuyer cette avant-garde en se portant sur sa droite. Le reste de la cavalerie était réparti entre chaque division, pour soutenir leurs mouvements. Le général Harville était en position à gauche du village de Siply, la droite près de la route qui conduit de Maubeuge à Mons. Les deux armées étaient rangées sur les hauteurs demi-circulaires, à

peu près également éloignées l'une de l'autre dans tous leurs points. Un espace d'environ mille toises les séparait ; la pente du terrain, d'abord rapide du côté des Français, devenait insensiblement plus douce en approchant au fond de ce vallon. Les positions de l'ennemi avaient l'avantage de commander celle des Français ; elles étaient retranchées, leurs redoutes étaient garnies de plus de cent bouches à feu ; mais les Français étaient supérieurs en nombre. Aussi les généraux ennemis mirent-ils en délibération s'ils n'opéreraient point leur retraite pendant la nuit, pour prendre une position encore plus avantageuse derrière la ville de Mons. Toutefois le duc Albert, impatient de combattre, et se souvenant que quelques mois auparavant les Français avaient fui honteusement de la Belgique, résolut de les attendre, et de saisir l'occasion de réparer l'échec qu'il avait reçu devant Lille. 1792. Belgique.

L'armée française passa la nuit sous les armes, en colonnes, le long de la lisière du bois, mais de manière à pouvoir se former à gauche en bataille sans déployer. Le lendemain 6 la canonnade commença à huit heures du matin par la droite. Dumouriez s'était rendu à la gauche, où était l'attaque décisive. Le général Ferrand emporta le poste de Quaregnon, défendu par une artillerie formidable. Devant ensuite, d'après ses instructions, se porter de front sur Jemmapes, tandis que le général Rozière l'attaquerait par le flanc avec quatre bataillons, Ferrand dépasse aussitôt le village dont il venait de se rendre maître ; mais il rencontre des prairies marécageuses, coupées de fossés, qui empêchent son artillerie de le suivre. Cependant, animé par les exhortations de Dumouriez, qui lui avait envoyé exprès son aide de camp Thouvenot, il laisse en arrière son artillerie, surmonte tous les obstacles, attaque le village de Jemmapes à la baïonnette, et l'emporte. Ce général, dont l'âge n'avait pas ralenti l'ardeur, s'expose lui-même aux plus grands dangers ; il a un cheval tué sous lui, et reçoit une forte contusion à la jambe. Il se place alors à pied, à la tête des grenadiers, et continue l'attaque avec un sang-froid et une bravoure inaltérables. A la droite l'attaque de Beurnonville était loin d'avoir le même succès. Ce général, s'étant imprudemment avancé, se voyait tout à coup débordé par six bataillons enne-

1792. Belgique.

mis, et exposé au feu terrible de cinq grosses redoutes établies près du village de Cuesmes. Il était difficile de se tirer de ce mauvais pas, et déjà Beurnonville songeait à la retraite lorsque le brave Dampierre prend tout à coup la résolution hardie de le sauver, en attaquant la gauche de l'ennemi. A la tête du régiment de Flandre et des bataillons volontaires de Paris, qu'il précède de cent pas, il se jette sur les six bataillons ennemis, les culbute, enlève les deux premières redoutes, où il entre le premier, tourne leurs canons contre les Autrichiens, rend à Beurnonville la liberté d'agir, et fait seize cents prisonniers. Frappés d'un dévouement aussi héroïque, les blessés, après la bataille, oubliaient un instant leurs souffrances pour se demander : Dampierre a-t-il survécu? Les soldats, souvent justes appréciateurs du vrai mérite, le nommèrent le premier dans les acclamations qui suivirent la victoire, et forcèrent Dumouriez de partager avec lui la couronne qui lui fut décernée à son entrée dans Mons. Dumouriez considéra sans doute ce partage comme une injustice; car, dans le rapport qu'il adressa à la Convention, après la bataille de Jemmapes, il ne fit aucune mention de la conduite de Dampierre. Ce dernier fut plus généreux envers un vétéran, dont il fit connaître et récompenser le courageux dévouement. Ce trait mérite de trouver place dans les annales de la gloire française. Jolibois apprend que son fils, volontaire du premier bataillon de Paris, a quitté ses drapeaux; il part aussitôt pour le remplacer, arrive le matin de la journée de Jemmapes, combat avec le bataillon de son fils, et s'écrie à chaque coup qu'il tire sur l'ennemi : « O mon fils! faut-il que le douloureux souvenir de ta fuite empoisonne un moment aussi glorieux. » Jolibois fut nommé officier sur le champ de bataille.

Cependant l'aile droite de l'ennemi se trouvait enlevée, son corps de bataille était tourné et pris à revers, quand, pour décider le succès, Dumouriez donne au centre l'ordre de marcher en avant. « Voilà les hauteurs de Jemmapes, dit-il à ses soldats, et voilà l'ennemi : l'arme blanche et la terrible baïonnette, voilà la tactique nouvelle à employer pour y parvenir et pour vaincre. » Lui-même s'avance au pas de charge en entonnant l'hymne militaire d'alors. Les troupes, conduites par le duc de

Chartres, les deux frères Frégéville, tous deux généraux, et les colonels Nordmann et Fournier, répondent à ces chants de guerre en criant, comme à Valmy, *Vive la nation!* Mais en traversant la plaine qui les séparait des Autrichiens plusieurs bataillons, emportés par leur ardeur, perdent leur alignement; en même temps quelques escadrons ennemis s'étant subitement présentés au centre de la position, dans l'endroit où le chemin qui conduit à Jemmapes forme une ouverture au milieu des bois, trois bataillons qui suivaient ce chemin sont écharpés par eux, tandis que dix-huit autres bataillons se trouvent également exposés, pendant plusieurs heures, à un feu très-violent d'artillerie et d'infanterie. Quelques colonnes hésitent; une brigade tout entière reste en arrière, rompt la ligne. Le désordre et la confusion allaient se mettre dans l'armée lorsqu'un jeune homme au service de Dumouriez, nommé Baptiste Renard, « inspiré, dit ce général, par un mouvement héroïque, » se porte au lieu du désordre, rallie l'infanterie, fait avancer sept escadrons et rétablit le combat. Cependant la confusion s'était déjà communiquée aux troupes les plus proches; des bataillons s'étaient arrêtés sous le feu terrible des redoutes. Exposés aux décharges meurtrières d'une mitraille à demi-portée, ils ne fuyaient pas encore, mais ils commençaient à se mêler et à tourbillonner sur eux-mêmes, indice certain d'une fuite prochaine. Déjà même la cavalerie ennemie, s'apercevant de ce mouvement d'hésitation, s'élançait pour déborder dans la plaine, et charger les colonnes par leur flanc. Le moment était critique, et les Français, qui jusque-là avaient sur tous les points remporté l'avantage, pouvaient tout à coup se voir ravir la victoire. Dumouriez, qui s'était porté sur la droite, aperçoit le danger. Il envoie le duc de Chartres pour rétablir l'ordre et s'opposer à la fuite. Celui-ci, par sa froide valeur, rallie ces troupes ébranlées et déjà éparses; il en forme une masse en colonne, lui donne le nom de *bataillon de Jemmapes,* marche en avant; malgré la résistance des Autrichiens, il pénètre dans les redoutes et les enlève à la baïonnette, tandis que le troisieme régiment de chasseurs et le sixième de hussards s'opposaient à la cavalerie ennemie, et l'empêchaient d'exécuter son mouvement.

1792. Belgique.

Nous avons dit que Dumouriez, après avoir ordonné l'attaque

1792. Belgique. du centre, s'était porté à la droite, ou Beurnonville, qui avait recouvré la liberté de ses mouvements par l'héroïque intrépidité du général Dampierre, recommençait son attaque. Les Autrichiens, protégés par leurs formidables retranchements, non-seulement rendaient nuls tous ses efforts, mais opposaient une résistance tellement meurtrière que Dumouriez, ignorant encore les succès du centre, eut un instant l'idée de renoncer à cette attaque. Cependant, ayant reconnu quelques-uns des bataillons de Paris et plusieurs escadrons qui avaient servi sous lui dans le commencement de la campagne, il excite leur ardeur par ce souvenir, et leur inspire le désir de vaincre. Une colonne de cavalerie s'ébranlait alors pour les charger; enthousiasmés par la présence de leur général, ils attendent de pied ferme cette colonne, et l'infanterie fait une décharge si heureuse qu'en un moment ils ont devant eux un rempart de cadavres d'hommes et de chevaux. Profitant de cet avantage, les escadrons français s'élancent alors sur les Autrichiens, les sabrent et les repoussent sur la route de Mons. Beurnonville appuie ce mouvement; les troupes qui venaient de repousser les Autrichiens marchent aux redoutes, et les attaquent avec vigueur. Ces retranchements, défendus par les grenadiers hongrois, deviennent enfin abordables pour les Français, qui s'élançent à travers les boulets, les obus et les balles. Bientôt ils peuvent croiser la baïonnette avec l'ennemi. Cette arme, qui devait faire remporter tant de victoires à la république, devient terrible entre leurs mains. Les grenadiers hongrois se défendent avec intrépidité. Un carnage horrible a lieu; le sang ruisselle de toutes parts, et les redoutes sont jonchées de morts ou de blessés. Enfin, obligés de céder à l'impétuosité française, les Hongrois, qui seuls combattaient sur la ligne, se mettent à fuir. La bataille est gagnée, et les généraux autrichiens, chassés de toutes leurs positions, donnent eux-mêmes le signal de la retraite ou plutôt de la fuite. Elle s'opéra sur Mons, dans le plus grand désordre. Les troupes étaient tellement fatiguées que Dumouriez leur accorda quelques heures de repos sur le champ de bataille. Elles reprirent les armes sur le soir, et s'ébranlèrent pour poursuivre l'armée fugitive; mais déjà elle avait dépassé Mons, et les Français s'arrêtèrent en avant de cette ville.

Cette sanglante bataille, qui désormais assurait aux Français la conquête de la Belgique, leur coûta beaucoup de monde en officiers et soldats. Les généraux Duhoux et Ferrand, le colonel Chaumont, l'adjudant-général Monjoy furent grièvement blessés. Dumouriez donna des preuves d'habileté et d'une grande bravoure; les généraux Dampierre, le duc de Chartres, les deux Frégeville, Beurnonville, le colonel Thouvenot, le jeune duc de Montpensier et une grand nombre d'officiers se distinguèrent, et les soldats combattirent avec une rare valeur, principalement ceux qui emportèrent les redoutes hongroises. L'ennemi perdit 5,000 hommes, tant tués que blessés, à peu près autant de prisonniers, et huit canons, dont cinq pris par l'avant-garde de Beurnonville, et trois par Dumouriez en personne, dans son attaque de gauche. Un bataillon du régiment de Bender, un de Würtzbourg, les chevau-légers de Cobourg et les fameux hussards de Blankenstein furent presque anéantis. Parmi leurs morts on compta le comte de Haddik et le baron de Kenne, colonel du régiment de Bender. 1792. Belgique.

Prise de Mons et de Tournay. — La victoire de Jemmapes devait amener la reddition de Mons. Les soldats, impatients d'entrer dans cette ville pour se refaire de leurs fatigues, demandaient tous à tenter l'escalade pour s'en emparer. Déjà Dumouriez, après avoir envoyé sommer la place de se rendre, s'occupait à établir ses batteries lorsque les habitants vinrent l'avertir que les Autrichiens avaient évacué la ville pendant la nuit. Dumouriez y entra le 7 novembre. Il trouva dans cette place cent trente pièces d'artillerie, sept canons en fer, trois mille bombes, trois cent mille boulets de tous calibres, deux mille trois cent soixante-cinq caisses de mitrailles, quatorze cent trente-sept fusils, etc., etc. Le lendemain, la ville de Tournay se soumit également aux armes françaises. 7 et 8 nov.

Combat de Limbourg. — Pendant que les Autrichiens se voyaient à la veille de perdre leurs possessions en Belgique, l'armée prussienne, qui s'était à peine échappée de France, accourait à grandes journées au secours du Palatinat, envahi par Custine. Après avoir mis Coblentz à couvert, en y laissant une forte division, Brunswick avait hâté sa marche pour s'opposer aux progrès des Français. Le landgrave de Hesse, dont les 9 novembr. Allemagne.

1792. Allemagne. États étaient menacés par l'invasion de Custine en Allemagne, avait rappelé ses troupes, qui, dès le 19 octobre, s'étaient mises en marche pour retourner dans leur pays. Après le départ des Hessois, le comte Kalkreuth avait envoyé de faibles detachements sur la rive droite du Rhin ; et lorsque l'approche de la première partie de l'armée eut fait cesser toute inquiétude à l'égard de Coblentz, il fit passer, le 7 et le 8 novembre, la Lahn à deux bataillons, qui, par Nieder-Lahnstein, Nassau et Dietz, allèrent occuper Limbourg. Houchard, à la tête de 4,500 hommes avec douze pièces de canon, attaqua, le 9, ces deux bataillons forts ensemble de 800 hommes, les repoussa de la ville, après une résistance opiniâtre, avec perte de trois officiers et cent soixante-onze hommes, et, n'occupant Limbourg que pendant quelques heures, se retira vers Francfort.

14 novemb. Belgique. *Prise de Bruxelles.* — Nous allons voir, sur tous les points occupés par nos armées, les événements se succéder avec une incroyable rapidité.

Dumouriez se présente, le 13 novembre, devant Bruxelles, avec son avant-garde, commandée par d'Harville, Stengel, Rosière et Thouvenot. Il trouve les Autrichiens placés sur les hauteurs d'Anderlecht. Leur armée, forte de 20,000 hommes sous les ordres du prince de Würtemberg, ne l'épouvante pas. Il donne aussitôt l'ordre de l'attaque ; et, après un combat opiniâtre qui dura six heures, et pendant lequel les deux partis perdirent également beaucoup de monde, les Autrichiens vaincus se retirent en désordre, laissant 400 hommes tués sur le terrain, des pieces d'artillerie et quelques centaines de prisonniers au pouvoir des Français. Dumouriez, vainqueur, bivouaque sur le champ de bataille pendant que les Autrichiens traversaient Bruxelles.

Le lendemain, les habitants, qui déjà préféraient la domination française à celle de l'empereur, vinrent en députation trouver Dumouriez. Ils lui annoncent que l'ennemi a évacué Bruxelles pendant la nuit et lui remettent les clefs de cette capitale des Pays-Bas.

17 novemb. *Combat de Bois-d'Asche .* — Après la victoire de Jemmapes, Valence, quoique blessé, s'était mis à la poursuite des Autrichiens du côté de Namur. Le 17 novembre il était à Mézy.

Beaulieu, à la tête d'une forte division autrichienne, occupait les Bois-d'Asche et s'y était retranché avec beaucoup de soin. En même temps, un autre corps ennemi, commandé par le général Schrœder, était posté de l'autre côté de la Meuse, pour défendre l'approche de Namur sur ce point. Valence, sûr de la bravoure de ses troupes, se décide aussitôt à attaquer Schrœder. Le 18, à sept heures du matin, il marche en avant pour emporter les retranchements des Autrichiens. Protégé par ses batteries, l'ennemi oppose à l'impétuosité française une longue résistance. Deux fois les assaillants sont repoussés, et deux fois ils reviennent à la charge avec une nouvelle ardeur. Enfin, après un combat meurtrier qui s'était soutenu toute la journée avec une valeur égale de la part des deux partis, les Autrichiens, prêts à être forcés dans leurs retranchements, se décident à les évacuer. Cet avantage, qui avait coûté beaucoup de monde aux Français, leur valut la dispersion des deux corps autrichiens destinés à couvrir la ville de Namur. Schrœder et Beaulieu, après avoir jeté quelques troupes dans la place, s'en éloignent, et laissent à Valence la facilité d'en former le siége.

1792. Belgique.

Combat et prise de Tirlemont. — Dumouriez, toujours à la tête de son avant-garde, composée de 5,000 hommes, trouve les Autrichiens qui l'attendaient, campés derrière la ville de Tirlemont ; et leur avant-garde de 3 à 4,000 hommes était retranchée sur les hauteurs de Cumptich, vis-à-vis de Pautersem. Il attaque cette troupe et la canonne longtemps sans pouvoir la forcer à quiter sa position. Renforcée sur le soir par 5,000 hommes détachés du corps d'armée, elle n'ose cependant rien entreprendre contre le général français. Celui-ci, trop faible pour l'attaquer avec son infanterie, bivouaque dans la plaine. L'ennemi se retire pendant la nuit, et Dumouriez entre le 21 dans Tirlemont, à huit heures du matin.

21 novemb.

Prise et sac d'Oneglia. — Les opérations de l'armée française dans le Piémont n'étaient pas moins actives.

24 novemb. Piémont.

Le général Anselme, après s'être emparé de la ville de Nice et des deux forteresses qui la couvrent, avait fait marcher ses troupes à la poursuite des Piémontais. Ceux-ci avaient pris position à Saorgio, et s'y étaient retranchés avec tant de soin qu'après les avoir attaqués inutilement Anselme avait jugé à

1792. Piémont. propos de les laisser dans cette position, qui d'ailleurs lui était inutile, et d'occuper seulement Sospello. Le général Brunet s'établit le 3 novembre dans cette ville, avec environ 2,000 hommes. Le mauvais temps ayant mis les Français dans l'impossibilité de tenir la campagne, ils avaient pris leurs quartiers d'hiver. Mais le général Anselme, sentant la nécessité d'agir activement, entreprend de s'emparer d'Oneglia, en attaquant cette ville par mer. Il fait, en conséquence, embarquer à Villefranche 900 soldats sur l'escadre de l'amiral Truguet; 2,000 hommes de troupes de ligne s'y trouvaient déjà sous les ordres du général Marchand de La Houllière, qui, au commencement de la campagne, avait quitté Perpignan pour se rendre à Monaco, où il était alors question d'opérer un débarquement. Truguet, après avoir reçu d'Anselme ses instructions, se présenta, le 23 novembre, devant Oneglia, et y déploya tout l'appareil de ses forces militaires, afin, sans doute, d'effrayer les habitants, et de les amener à se rendre par capitulation. Dans cette intention, il envoie, dans un canot parlementaire, son capitaine de pavillon du Chaila, et le charge de présenter aux magistrats de la ville une proclamation dans laquelle ils étaient invités à se réunir aux Français, s'ils voulaient éviter les horreurs de la guerre. Le canot part avec précaution. Les habitants d'Oneglia font des signaux comme pour l'engager à s'approcher sans crainte.

Trompé par ce dehors de bienveillance, du Chaila s'avance avec sécurité; mais à peine touche-t-il au rivage qu'une décharge de coups de fusil, tirés à bout pourtant, tue trois officiers, quatre matelots, et blesse six personnes, parmi lesquelles se trouve du Chaila lui-même. Ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés que le canot parvient à s'éloigner et à se rendre auprès de l'escadre. Tant qu'ils furent à portée, les habitants d'Oneglia les poursuivirent par une grêle de balles et de pierres. A la vue de l'indigne traitement que viennent d'essuyer leurs camarades, les Français n'ont plus qu'un désir, c'est celui de la vengeance. Truguet se détermine à regret à user de ce droit terrible des représailles que la guerre autorise, mais dont l'humanité gémit. On commença d'abord à foudroyer la ville à coups de canon, et l'on eut bientôt éteint le feu d'un petit fort

qui voulut riposter. Le lendemain, les troupes, renforcées de 1,000 hommes tirés de la garnison des vaisseaux, et de cent matelots armés de haches, sont distribuées dans les chaloupes de débarquement, avec quelques pièces de campagne. Au moment où elles s'éloignent, l'escadre fait une décharge générale. A la vue de ces préparatifs de vengeance, dont ils prévoyaient les épouvantables effets, les habitants s'étaient hâtés d'abandonner leurs maisons, et de fuir dans la campagne. D'autant plus irrités qu'ils trouvent moins de victimes, les Français se vengèrent par l'incendie, le pillage et la destruction de la perfidie de la ville. Plusieurs ecclésiastiques, trouvés dans les couvents, sont impitoyablement massacrés sur le soupçon d'avoir été les instigateurs de la conduite tenue la veille. Cependant une reconnaissance, faite le même jour, convainquit le général de La Houllière de l'impossibilité de se maintenir dans ce poste, et à neuf heures du soir les troupes, rembarquées, laissèrent aux habitants la liberté de revenir dans leurs murs dévastés.

1792. Piémont.

Combat et prise de Liége. — Mais reprenons le fil des mouvements militaires en Belgique.

27 novemb. Belgique.

L'arrière-garde de l'armée autrichienne, composée de 12,000 hommes, campée à une lieue en avant de Liége, et commandée par le général Sztarrey, est attaquée par Dumouriez. Fortifiés dans six villages, et derrière de nombreux retranchements, les Impériaux se croyaient invincibles. Cependant l'attaque fut si vive qu'après dix heures de combat et la résistance la plus vigoureuse ils sont obligés d'abandonner leurs retranchements et de fuir en désordre, avec une perte immense, devant les Français vainqueurs. Ils se hâtent de passer la Meuse, et sont assez heureux de finir cette opération avant l'arrivée des corps détachés de flanqueurs envoyés à leur poursuite. Cette victoire valut à Dumouriez la possession de Liége. L'évêque souverain avait fui, et, le lendemain, l'armée entra dans la ville, à neuf heures du matin.

Siége et prise d'Anvers. — Pendant les opérations militaires dans l'est de la Belgique, le corps commandé par le général Labourdonnaye avait reçu l'ordre de traverser la partie occidentale, pour aller former le siége d'Anvers. Labourdonnaye envoya d'abord en avant les généraux Lamorlière et Champmo-

29 novemb.

1792. Belgique.

rin, à la tête de l'avant-garde et de 3,000 gendarmes, dont la plupart étaient des ci-devant gardes françaises. Ces deux généraux arrivèrent le 28 novembre, à quelques heures de distance, le premier par la rive droite, et le second par la rive gauche de l'Escaut. Le général Lamorlière, qui se trouva le premier au rendez-vous, fit prévenir de suite les magistrats d'Anvers de la présence des Français devant leur ville. A cette époque la presque totalité des Belges, fatigués du joug autrichien, regardaient les Français comme des libérateurs, et les habitants d'Anvers le prouvèrent dans cette circonstance en ouvrant leurs portes au général Lamorlière, et le recevant avec empressement dans leur ville. Les Autrichiens s'étaient déjà renfermés dans la citadelle, et paraissaient décidés à opposer une forte résistance.

Le général Labourdonnaye arriva bientôt lui-même avec le reste de ses troupes, formant à peu près 12,000 hommes. Mais il fut bientôt remplacé dans son commandement par le général Miranda (ce dernier était Espagnol, et né au Pérou). Les travaux de siége devaient être dirigés par les officiers du génie Dejean et Marescot. L'artillerie était commandée par le capitaine Sénarmont, sous les ordres du général Guiscard. Après avoir tenu un conseil de guerre pour aviser aux moyens de faire promptement réussir les efforts des assiégeants, on somma le général autrichien de se rendre. Sur sa réponse qu'il voulait défendre en homme d'honneur la place qui lui était confiée, les travaux furent bientôt commencés, et les parallèles furent tirées depuis le bastion de Paniotte jusqu'à la porte Saint-Georges. Les travaux offraient de grandes difficultés. L'armée de siége n'était pas familiarisée avec ce genre d'exercice. La pénurie des ingénieurs était telle qu'on fut obligé de prendre des officiers d'infanterie pour diriger les travailleurs. Le sol, d'ailleurs, se refusait à ce qu'on donnât aux tranchées la profondeur nécessaire; on ne pouvait creuser à plus de deux pieds sans trouver l'eau, et on fut obligé de racheter sur la largeur le déblai destiné à former les parapets. Cependant l'ardeur des soldats français surmonta ces obstacles; les ouvrages se trouvèrent terminés le 28 novembre. Les batteries commencèrent aussitôt à tirer.

Par un hasard singulier, le premier boulet lancé emporta la table du gouverneur au moment où ce dernier allait s'y placer pour dîner. Les assiégés inquiétaient et troublaient les travailleurs par un feu continuel ; mais celui des Français fut si bien nourri et si bien dirigé qu'au bout de quelques heures il alluma un violent incendie dans la citadelle. Deux corps de casernes et la moitié de l'arsenal devinrent la proie des flammes. Le gouverneur de la place, effrayé de ces ravages, envoie le capitaine Devaux demander une capitulation. Elle fut conclue le lendemain 29; et, le même jour, la garnison, forte de 1,100 hommes, sortit de la place avec les honneurs de la guerre, et la permission de se retirer au quartier général du duc de Saxe-Teschen. Cent deux canons, soixante-sept obusiers, treize cents fusils et d'abondantes munitions de guerre de tout genre tombent entre les mains des Français. Un grand nombre de Belges qui composaient la garnison, ayant demandé à prendre parti dans l'armée française, furent admis dans les bataillons nationaux déjà organisés. 1792. Belgique.

Siége et prise de Namur. — Les deux généraux autrichiens Schrœder et Beaulieu s'étant retirés après le combat de Bois-d'Asche, Valence, dès le lendemain 19 novembre, s'approcha de Namur pour en former le siége. Quelques volées de canon suffirent pour engager les habitants à ouvrir leur portes. La garnison autrichienne, forte de 6,000 hommes, se jette dans la citadelle, décidée à s'y défendre courageusement. Cependant, le 20 novembre, Valence la fait sommer de se rendre; mais son commandant, Moitelle, répond qu'il connaît son devoir, et qu'il saura garder la forteresse qui lui est confiée. Valence n'avait point avec lui d'artillerie de siége. Il est obligé d'en faire venir. Elle n'arrive qu'à force de bras, à travers les montagnes. Les batteries sont dressées, et foudroient la place avec une infatigable activité. Secondé par la valeur des soldats qu'il commande, le général donne plusieurs assauts, et parvient à s'emparer des forts le Camus et la Cassotte. De leur côté, les Autrichiens faisaient un feu terrible; mais malgré les décharges multipliées de la redoutable artillerie qui garnissait les remparts, les travaux de siége furent poussés avec tant de vigueur que, le 29 novembre, la 2 décembre.

1792. Belgique. tranchée était ouverte, et déjà les boulets et les bombes écrasaient la citadelle. On savait que le fort Villate, qui défend le château, avait sous ses glacis des fourneaux préparés, en cas d'attaque de vive force, pour faire sauter les assiégeants. Le général Leveneur, qui commandait sous les ordres de Valence, conçoit le projet hardi de s'en emparer en surprenant la garnison, et tournant le fort par sa gorge. Entre cette gorge et la citadelle, il y avait une caponnière au chemin de communication, garnie de palissades et de parapets, à travers lesquels on arrive au fort par deux voûtes, dont une seule était gardée. A minuit, le 30 novembre, le général Leveneur sort de la tranchée à la tête de 1,200 hommes déterminés. Conduits par un déserteur autrichien, les Français franchissent les palissades dans le plus grand silence. Ils marchent à la première voûte, qui se trouve en effet déserte. A la seconde, les sentinelles crient et font feu. Au même instant, Leveneur, qui ne pouvait franchir la palissade, dit à un officier très-grand et très-fort qui se trouvait à côté de lui : « Jetez-moi par-dessus. » L'officier le lance en effet de l'autre côté de la barrière, et s'y précipite après lui. Plusieurs grenadiers s'empressent d'imiter leur général. Leveneur atteint le commandant du poste, qui cherchait à rassembler son monde : « Conduis-moi à tes mines, lui crie-t-il d'une voix terrible et en lui appuyant son épée sur la poitrine. » L'Autrichien hésite et balbutie quelques mots; Leveneur lui répète son ordre en le pressant davantage. L'officier, qu'agite la crainte d'une mort certaine, se décide à marcher. Le général arrache lui-même les mèches, les éteint, et s'empare du fort Villate.

Pendant cette action intrépide, le feu de la ligne assiégante redoublait. Vingt-quatre canons, placés en batterie, produisent un effet si meurtrier que le commandant Moitelle, désespérant de pouvoir se défendre plus longtemps, demande à se rendre; et le 2 décembre il conclut avec le général français une capitulation, par laquelle il est convenu que la garnison tout entière sortira avec les honneurs de la guerre, mais restera prisonnière, et sera dirigée dans l'intérieur de la France. Deux bataillons du superbe régiment autrichien de Kinski et un de celui de Vierzet en faisaient partie. Valence s'empressa d'envoyer

à la Convention les huit drapeaux déposés sur les glacis de Namur. Ils furent les premiers dont on fit hommage au gouvernement républicain. 1792. Belgique.

Combat et évacuation de Francfort. — Aussitôt que la retraite des armées coalisées fut décidée, le duc de Saxe-Teschen rappela aux Pays-Bas le corps de Clairfait. Ce général partit le 13 octobre de Stenay, se retira sur Mons par Namur; et le 24 toute l'armée prussienne fut réunie à Luxembourg, où elle arriva réduite de moitié. Le même jour, on reçut au quartier général des alliés la nouvelle de la prise de Mayence; cet événement fit concevoir des craintes pour Coblentz, qui renfermait les magasins de la coalition. Le corps hessois, qui à cette époque était à Trèves, pressa sa marche de manière qu'il atteignit le 28 Coblentz, qui fut couvert par quelques redoutes. L'armée prussienne suivit par Trèves, en six divisions, dont la première quitta Luxembourg le 25 octobre. La dernière passa le Rhin le 24 novembre. A mesure que les divisions de l'armée prussienne passaient le Rhin, elles cantonnèrent derrière la Lahn. Brunswick, après le combat livré à son avant-garde devant Limbourg, s'était retiré et fortifié dans Marbourg. Son armée tout entière ne tarda pas à venir le joindre. Le roi de Prusse lui-même l'accompagnait; et, pressé de reprendre sur les Français la ville de Francfort, et de repousser Custine sur le Rhin, il avait, le jour même de son arrivée, donné l'ordre d'occuper Limbourg, que les Français avaient abandonné. Obligé de céder à des forces supérieures, Custine, après avoir réuni ses troupes à Francfort, ne tarda pas à s'y voir suivi par l'armée du roi de Prusse. Deux mesures à prendre s'offraient également à Custine pour se maintenir sur le Rhin : l'une de livrer bataille sous les murs de Francfort, l'autre d'évacuer cette ville et de se retirer sur Mayence. Il ne fit ni l'un ni l'autre; il se contenta de laisser une garnison de 1,500 hommes dans Francfort, et ne songea à les faire appuyer par des forces supérieures que lorsqu'il ne fut plus temps d'agir. 2 décembr. Allemagne.

Le corps du comte Kalkreuth se porta à Herborn pour se rapprocher des 3,000 hommes de Hesse-Darmstadt qui occupaient Giessen. Le landgrave de Hesse-Cassel était à Marbourg avec ses troupes. Le général Courbière fut laissé à Coblentz

1792. Allemagne. avec neuf bataillons et dix escadrons. Le duc de Brunswick réunit seize bataillons et quinze escadrons à Montabaur, et une avant-garde de dix bataillons et dix-huit escadrons à Limbourg, sous le prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen, qui avait commandé l'arrière-garde pendant la retraite. Toutes dispositions d'attaque terminées le 25 novembre, le comte Kalkreuth, qui conduisait l'avant-garde, s'avança jusqu'à Bockenheim, et somma en vain Francfort d'ouvrir ses portes. Le 29 l'avant-garde et le gros de l'armée marchèrent à Hombourg. Les troupes de Hesse-Cassel restèrent à Bergen. Pendant ce temps Custine restait inactif à Höchst, et Houchard s'était retiré dans une position près d'Ober-Ursel, dont la gauche était couverte par quelques retranchements. Pour tourner par sa gauche la position d'Ober-Ursel, qui ne pouvait être attaquée de front, l'avant-garde marcha le 30 à Reifenberg.

Le roi de Prusse se décida enfin à attaquer Francfort, où commandait le général Van-Helden avec environ 1,500 hommes et deux pièces de 3. Cette ville était entourée encore à cette époque d'un rempart bastionné et d'un large fossé que Custine avait négligé de nettoyer. Van-Helden recevait de lui les ordres les plus contradictoires : tantôt Custine lui ordonnait d'évacuer la place, tantôt d'opposer la plus opiniâtre résistance.

Cependant Van-Helden n'avait rien de ce qui est nécessaire pour soutenir un siége. Francfort avait des fortifications ruinées, difficiles à mettre à l'abri d'un coup de main. Les fossés avaient à peine six pieds d'eau ; les portes étaient couvertes de ravelins en mauvais état; les glacis étaient transformés depuis longtemps en jardins sur lesquels on avait construit des pavillons de plaisance et des maisonnettes. Afin de pouvoir résister avec quelque avantage dans une place ainsi démantelée, il eût fallu une garnison plus nombreuse et beaucoup d'artillerie. Quand il voulut tirer de l'arsenal les canons qui y étaient, les Francfortois, déjà mal disposés par la contribution de deux millions de florins que Custine leur avait imposée, comme on l'a vu précédemment, s'y opposèrent. Le magistrat réclama son droit de neutralité, et rappela même la promesse du général Custine de ne point exposer la ville à un siége. Désespéré de ces contre-temps, le commandant de Francfort avait dépêché

courriers sur courriers au général en chef, qui était alors à Mayence, pour le prévenir des dangers dont il était menacé, et le prier d'envoyer au général Houchard des secours propres à le mettre dans le cas de résister aux forces réunies contre lui. Mais déjà il n'était plus temps, et le général Neuwinger, qui accourait avec 9,000 hommes, n'arriva qu'au moment où les Prussiens étaient maîtres de la ville.

1792. Allemagne.

Le 2 décembre, les divisions ennemies avaient attaqué les différents postes du général Houchard, et l'avaient forcé de se replier sur son quartier général de Höchst, et d'y prendre position. N'ayant plus en tête que les troupes de Van-Helden, et certains de la bonne volonté des Francfortois à leur égard, les Hessois s'étaient approchés des portes d'Essenheim, de Friedberg et de Hanau, tandis qu'une quatrième division se dirigeait sur le faubourg de Sachsenhausen, où était retranchée une partie de la garnison française. La sécurité des assaillants leur devint funeste. Persuadés qu'on ne pouvait leur opposer qu'une faible résistance, ils s'avançaient à découvert et sans précaution. Mais à peine furent-ils à portée que Van-Helden, démasquant tout à coup le peu d'artillerie qu'il avait pu rassembler, fit sur eux une décharge meurtrière. Les Prussiens, étonnés d'abord, se rassurent par leur grand nombre, continuent d'avancer, et soutiennent avec intrépidité la fusillade meurtrière des Français. Enfin, après une heure de combat, les portes sont enfoncées; les habitants eux-mêmes aident à baisser les ponts; les colonnes ennemies pénètrent rapidement dans la ville. Une nouvelle lutte s'engage dans les rues et dans les maisons. Les Français tuent un grand nombre de Prussiens, et Van-Helden ne songe à céder que lorsqu'il est convaincu de toute l'inutilité de la résistance. Les Français abandonnent enfin la ville, et laissent Van-Helden au pouvoir de l'ennemi. Ils sortent par la porte Neuve pour aller se joindre au quartier de Houchard, à Höchst. Poursuivis vivement par les vainqueurs, ils arrivent au moment où Neuwinger se réunissait à Houchard avec ses 9,000 hommes. Malgré cette réunion, l'avant-garde prussienne continue son attaque sur les troupes françaises, et s'efforce de leur faire abandonner leur position. Mais, pris à revers et de front par l'artillerie légère de Neuwinger, les Prussiens, ne pouvant se dévelop-

1792. Allemagne. per, sont contraints de se replier. Les Français profitaient de cet avantage pour opérer eux-mêmes leur retraite sur Mayence, lorsque les Prussiens, soutenus par le gros de leur armée, reparurent : mais le combat ne se rengagea point. Les deux armées passerent la nuit dans leurs positions respectives. Dès le matin, Neuwinger et Houchard ordonnent la retraite, et décampent avant que les Prussiens s'en soient aperçus.

Les Prussiens et les Hessois surtout éprouvèrent des pertes considérables dans ces différentes affaires, où, malgré la supériorité de leur nombre, ils eurent besoin de faire les plus grands efforts pour remporter la victoire. Le prince de Hesse-Philippstadt fut blessé à mort. Les Français perdirent mille prisonniers, deux cents blessés et cent tués. Ils avaient combattu avec une bravoure telle que les ennemis même n'avaient pu s'empêcher de les admirer. Le roi de Prusse lui-même remarqua un grenadier d'un bataillon de la Haute-Saône qui se défendit longtemps seul sur un pont. Déjà couvert de blessures et entouré des corps de ceux qu'il avait tués, il refusait quartier. Frappé de cette grandeur de courage, le roi fit retirer ceux qui attaquaient ce brave, ordonna de l'environner, de le prendre vivant, et de le lui amener; mais le grenadier ne rend ses armes que lorsque ses blessures ont anéanti ses forces.

6 décembre. *Combat de la Montagne-Verte et de Pellingen.* — Beurnonville venait de remplacer Kellermann dans le commandement supérieur de l'armée de la Moselle, forte de 30,000 hommes. Suivant le plan que le gouvernement républicain avait transmis, cette armée devait se porter sur Trèves et Coblentz, pour se joindre par la gauche à l'armée de Dumouriez, chargé de repousser l'ennemi au delà du Rhin, et par la droite au corps du général Custine, afin de pouvoir aider celui-ci dans ses opérations sur le Rhin. Le quartier général était, le 14 novembre, à Sarrelouis, et c'est alors que Beurnonville arriva pour la commander. Après s'être successivement avancé, et avoir manœuvré de manière à tenir toujours en échec l'armée ennemie, l'armée de la Moselle était, le 4 décembre, réunie entre Holtzberg et Wasweiler. La cavalerie chassa l'ennemi du bois de Lonwald, et poussa des partis sur Trarbach; l'avant-garde s'avança à Taumen, Cassel et Ruwer, d'où, à la faveur d'une

fusillade soutenue, elle reconnut la Montagne-Verte. Les Autrichiens s'y étaient retranchés, et paraissaient décidés a disputer vivement le passage aux Français. Plusieurs rangs de redoutes disposées en échelons les unes sur les autres rendaient leur camp presque inabordable. 1792. 15 décembr. Allemagne.

Cependant Beurnonville, ne consultant que la valeur de ses troupes, donne l'ordre d'attaquer. Le 5 décembre, une de ses colonnes s'empare de Sarrebourg. A onze heures, l'avant-garde, commandée par les généraux Labarolière et Delaage, et soutenue par la première ligne, s'avance contre la Montagne-Verte; malgré la vive résistance de l'ennemi et la vivacité de son feu, les Français se précipitaient au pas de charge, et gravissaient la montagne en chantant, pour s'animer, des airs républicains. Déjà l'artillerie française avait démonté la plupart des batteries autrichiennes, déjà les grenadiers tyroliens qui les défendaient commençaient à lâcher pied, et les assaillans se disposaient à profiter de ces avantages pour sauter dans les retranchements et s'en emparer, lorsque tout à coup Beurnonville voit se déployer dans la plaine des renforts qui arrivaient à l'ennemi, du camp de Luxembourg. Craignant de se voir tourner, et d'être attaqué en queue et en tête, il renonce à regret à l'espoir de la victoire, et donne le signal de la retraite. Les Français se replient; et, protégés dans ce mouvement rétrograde par le général Labarolière, qui faisait un feu très-vif sur les Autrichiens revenus au combat, ils reprennent leurs positions de la veille.

Le même jour, une premiere attaque, faite sur le village de Pellingen, n'ayant point reussi, le général Beurnonville la fit renouveler le 12 decembre. La colonne française fut d'abord repoussée; mais l'intrépidité du brave Poincarré, vieillard septuagénaire, commandant le quatrième bataillon des volontaires de la Meurthe, qui, avec 300 hommes, arrêta la marche de 1,600 Autrichiens, donna le temps au général Pully d'arriver avec des renforts. Pellingen fut attaqué une troisième fois, le 14, et emporté; mais les Français ne purent s'y maintenir, et Beurnonville se borna à occuper l'espace qui sépare la Sarre de la Moselle.

Retraite des Autrichiens derrière la Roër. — Pour compléter le succès de son invasion en Belgique, en maintenant

1792. Allemagne. l'occupation de ces belles contrées, Dumouriez avait résolu de faire assiéger vivement Maëstricht (cette ville appartenait à la Hollande), et de poursuivre l'armée autrichienne jusqu'au delà du Rhin. La neutralite de la Hollande et celle du duché de Juliers, faisant partie des États de l'électeur palatin, empêchèrent l'exécution de ce projet. Le conseil exécutif ordonna au général français, par l'organe du ministre des affaires étrangères Lebrun, de respecter le territoire de ces deux puissances. Dumouriez dut se borner alors à assurer les cantonnements de ses troupes. Après deux attaques successives, les Autrichiens évacuèrent Trèves et Aix-la-Chapelle, et se retirèrent derrière la rivière d'Erft.

Le 8 décembre, une partie de l'armée française occupa Aix-la-Chapelle, et prit ses quartiers d'hiver entre la Meuse et la Roër, sans autre événement remarquable que l'occupation de Verviers le 11 décembre.

Miranda avait envoyé le colonel Fournier pour s'emparer de cette ville. Cet officier trouva les Autrichiens postés en assez grand nombre dans le faubourg dit d'Espagne. Défendus par les difficultés naturelles du terrain, ils étaient inattaquables de front. Fournier les fait tourner par trois bataillons de grenadiers, sous les ordres du colonel Hahn, tandis que lui-même marche contre eux par la ville de Verviers. Cette manœuvre a tout le succès désiré. Attaqués de flanc, les Autrichiens sont obligés d'abandonner leur position malgré la plus vigoureuse résistance. Une partie de leur artillerie est prise par les grenadiers, et ils se retirent en désordre sur le village de Cheneux.

Le général Clairfait, après avoir fait rompre les ponts de Düren, Linnich et Juliers, sur la Roër, cantonna ses troupes entre cette dernière rivière et celle d'Erft.

15 décembr. Allemagne. *Combat de Wawren et de Hamm.* — Les 14 et 15 décembre, le général Beurnonville, qui voulait à toute force exécuter son expédition sur Trèves, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre du conseil exécutif, fit attaquer les hauteurs de Wawren et de Hamm. Il divise son armée en trois colonnes; la première, sous les ordres du général Delaage, devait se diriger par Bibelshausen; la deuxième, commandée par les généraux Pully et Landremont, devait se former en bataille sur la hauteur à la gauche

de Dœil, ayant Wawren en front; elle avait toute l'artillerie avec elle. Enfin la troisième, conduite par le général Humbert, devait surveiller les renforts qui pourraient arriver à l'ennemi, et soutenir au besoin les deux autres. 1792. Allemagne.

Les hauteurs que les Autrichiens occupaient étaient très-élevées, et couvertes de plus de trois pieds de neige. L'ennemi y était en forces, retranché et défendu par une artillerie formidable. Cependant, malgré tous ces obstacles, les Français s'élancent, foudroyés sans cesse par toute l'artillerie autrichienne. Il leur fallut plus d'une heure pour arriver aux premiers retranchements. Là commença un combat terrible à la baïonnette. Les Autrichiens, protégés par leurs retranchements, se défendaient avec avantage. Enfin, effrayés de l'impétueuse valeur des Français, ils lâchent pied, et fuient avec tant de précipitation que les grenadiers du lieutenant-colonel Laubardière, qui avaient sauté dans les retranchements, eurent le temps de se saisir de plusieurs pièces de canon.

De son côté, la deuxième colonne attaquait la cavalerie ennemie, campée sur la montagne de Hamm, non moins fortifiée que les hauteurs de Wawren. Le général Pully conduit ses soldats au pied de la montagne. Au moment où il allait commander le pas de charge, un Français, déserteur du camp des Autrichiens, arrive, se jette au cou du général, lui demande sa liberté, et surtout le conjure de ne pas attaquer une montagne aussi fortifiée, et défendue par des troupes d'élite au nombre de 3,000 hommes. Pully n'en avait que 1,200. Il donne la liberté au soldat déserteur : « Suis-moi, lui dit le général, si tu veux la mériter. » En même temps, Pully donne le signal. Ses troupes, animées par son exemple, gravissent la montagne au pas de charge. En un moment elle est franchie; les canonniers ennemis sont assommés sur leurs pièces, et les 3,000 Autrichiens cèdent la place aux 1,200 Français, qui restent maîtres de presque toute leur artillerie.

Ces succès brillants n'eurent pas le résultat qu'on devait en attendre. Le corps du prince de Hohenlohe-Kirchberg, soutenu et appuyé par celui du général Beaulieu, posté à Luxembourg, opposa une résistance vigoureuse aux efforts du général Beurnonville. Les représentants du peuple (on appelait ainsi les

1792. Allemagne. membres de la Convention), envoyés à l'armée de la Moselle, jugèrent par eux-mêmes que toutes tentatives ultérieures devenaient inutiles. La retraite sur Sarrelouis fut ordonnée, et elle fut couverte par les attaques réitérées que fit le général Labarolière pour distraire l'attention de l'ennemi. Ce général termina la campagne par une canonnade de sept heures sur Consarbrück et Grevenmacheren. Il obligea 3,000 hommes renfermés dans cette dernière ville d'en sortir, et favorisa par cette attaque les mouvements rétrogrades de l'armée, qui s'exécutèrent sans obstacles et presque sans perte par Sierck et Thionville, où elle prit des quartiers d'hiver.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1793.

Combat de Hochheim. — Siége de Cagliari. — Déroute d'Aix-la-Chapelle. — Bataille de Nerwinde. — Combat et prise de Thouars. — Combats de Rülsheim, du camp de Famars, d'Arlon. Bataille et prise de Saumur. — Siége de Nantes. — Combat de Luçon. — Siége et reddition de Condé, de Mayence, de Valenciennes. — Bataille de Luçon. — Toulon livré aux Anglais.

La campagne de 1792, commencée de la manière la plus propre à décourager une nation, s'était terminée avec les succès les plus brillants et les plus avantageux pour la France. Ce pays, qui naguère s'était vu exposé à toutes les horreurs des invasions, avait tout à coup reporté sur le territoire de ses ennemis les ravages de la guerre. Du midi au nord les armées françaises, couvertes de lauriers, se trouvaient établies au milieu des nations qu'elles avaient vaincues. Si dans ce moment la France, éclairée sur sa situation, eût su profiter de ses avantages pour fonder enfin une monarchie constitutionnelle, elle eût pu alors, avec un peu de sagesse de la part de ses gouvernants, conserver les importantes conquêtes qu'elle venait de faire, et s'assurer une longue suite d'années heureuses et prospères. Mais les hommes qui, au nom du peuple, qu'ils égaraient sur ses véritables intérêts, exerçaient à cette époque un pouvoir sans bornes, uniquement occupés du soin de faire réussir leurs sinistres projets, fondés sur une théorie impraticable, ne semblaient travailler que pour rétablir l'anarchie. Cependant aux ennemis qu'ils avaient déjà attirés sur la France allaient se joindre de nouveaux ennemis non moins formidables. L'Espagne, l'Angleterre et la Hollande, d'abord spectatrices tranquilles des troubles civils de la France, allaient elles-mêmes prendre parti contre elle, et réunir leurs forces à celles des puissances armées pour la 1793.

1793. combattre. L'Espagne, excitée par le désir de venger la mort d'un souverain que les liens du sang unissaient à son roi, entrait en lice la première. L'Angleterre, peut-être autant par intérêt et par vengeance que pour soutenir la royauté, avait surtout en vue l'affaiblissement de la France, cette éternelle rivale que de funestes préjugés lui font considérer comme son ennemie naturelle. Enfin, la Hollande prenait les armes parce que déjà les révolutionnaires français fomentaient des troubles dans ses provinces, et que le voisinage de l'armée de la Belgique lui faisait craindre une prochaine invasion.

La coalition, augmentée par le concours de ces trois puissances, allait donc devenir plus formidable que jamais. Une lutte beaucoup plus hasardeuse que la premiere allait s'engager. Toutes les chances de succès paraissaient être du côté des alliés; et cependant telles étaient à cette époque l'inhabileté et l'incurie des membres du gouvernement républicain que les armees destinées à soutenir les efforts des peuples ligués contre la France étaient dans le dénûment le plus absolu, et manquaient également de vivres, de munitions et d'habillements. Aussi la campagne de 1793, qui s'ouvrit d'abord sous des auspices assez favorables, ne tarda-t-elle pas à être signalée par des revers, et la France, un moment penchée vers sa ruine, eut besoin de toute l'énergie de ses défenseurs et de l'habileté de ses généraux pour se relever et réparer les pertes immenses que lui fit éprouver l'imprévoyance des hommes qui, en lui prèchant la liberté, appesantissaient sur elle le joug de la plus monstrueuse tyrannie.

1793. 6 janvier. Allemagne. *Combat de Hochheim.* — L'armée qui venait de subjuguer la Belgique et celles qui avaient conquis la Savoie et le comté de Nice étaient entrées dans leurs quartiers d'hiver. Custine seul, pressé par les Prussiens, tenait encore la campagne. Obligé d'évacuer Francfort devant des forces supérieures, il s'était retiré à Mayence, et n'avait pas tardé à se voir suivi par les ennemis : sans l'âpreté de la saison, il eût vu presque aussitôt le duc de Brunswick et le roi de Prusse en personne former le siége de cette place importante. Dès le 14 décembre, leur avant-garde s'était emparée du poste de Hochheim, et dès lors les Français se trouvèrent resserrés à la droite du Rhin, sur une

petite langue de terre très-étroite, de Kostheim à Bibrich. 1793. Allemagne.
Custine, appréhendant d'être bientôt assiégé dans Mayence, se hâta de mettre cette place en état de siége, et de faire travailler activement à l'amélioration de ses fortifications. Cependant son armée, forte de 30,000 hommes, occupait toujours les dehors de la ville, et les commissaires de la Convention Rewbell, Haussmann et Merlin de Thionville s'étant alors rendus à Mayence, le général français, qui croyait de son intérêt de leur prouver son dévouement, voulut leur donner le spectacle d'une opération militaire. Le 2 janvier, il envoya en conséquence huit bataillons avec douze pièces de canon, aux ordres des généraux Houchard et Sédillot, pour reprendre les postes de Hochheim et de Kostheim. Les Prussiens, qui se tenaient à peine sur leurs gardes, furent facilement repoussés, et les deux villages restèrent au pouvoir des Français. Mais, dans la nuit du 5 au 6, l'ennemi, qui ne voulait point abandonner la possession de ces deux postes, reparut en force pour les attaquer. Favorisé par une neige épaisse qui tombait en abondance, il s'avance et tombe sur les Français à l'improviste. Les premières gardes sont égorgées; les secondes se replient; l'alarme se répand aussitôt parmi les soldats. Pris à revers par une colonne, tandis que d'autres l'attaquent de front, Sédillot, qui occupait Hochheim, se trouve tout à coup enveloppé dans le village. Néanmoins, n'écoutant que son courage, il s'élance à la tête des troupes qu'il a ralliées, se fait jour à travers les bataillons ennemis, et se retire à Cassel, laissant sur le champ de bataille cinq cents hommes et les douze pièces de canon qu'il avait emmenées de Mayence. Houchard, qui n'avait point été attaqué, se retira également à Cassel. Tel fut le résultat de la courtoisie de Custine envers les représentants du peuple.

Combat de Sospello. — Anselme, dénoncé à la Convention 14 février. Piémont.
comme coupable de dilapidations exorbitantes commises dans le comté de Nice, avait été remplacé par le général Biron. L'armée que ce dernier commandait avait pris le nom d'armée d'Italie, et il avait sous ses ordres les généraux Brunet et Dagobert. Biron avait promptement fait quitter à cette armée ses cantonnements d'hiver, et l'avait conduite en avant. Il s'était arrêté à Lantosca après s'en être rendu maître, et se préparait

1793. Sardaigne. à suivre sa route, lorsqu'il est averti par ses espions que les Piémontais, qui avaient reçu des renforts, avaient l'intention de l'attaquer. Impatient de combattre, il se décide aussitôt à les prévenir en marchant contre eux. Les généraux Dagobert et Brunet partent pour cette expédition. Ils trouvent les Piémontais retranchés en avant de Sospello. Quoique inférieurs en nombre, les Français, bien commandés, attaquent l'ennemi, qui se défend d'abord vaillamment. Mais bientôt écrasé par l'artillerie française, et menacé par la terrible baïonnette, il fuit et laisse au pouvoir du vainqueur plus de trois cents prisonniers, parmi lesquels se trouve le major Strasoldo, parent du général autrichien du même nom. Les chefs de corps Lombart, Perrier, et les capitaines de grenadiers Despinois [1] et Rambault [2] se distinguèrent dans cette journée.

21 février. Piémont. *Siége de Cagliari.* — Pendant que Montesquiou et Anselme s'emparaient d'une partie des États du roi de Sardaigne sur la terre ferme, l'amiral Truguet était chargé par le gouvernement républicain de faire une descente en Sardaigne. Parti de Toulon à la fin de décembre avec vingt-deux vaisseaux de guerre, frégates ou galiotes à bombes, il se présente le 23 devant Cagliari, capitale de cette île. La place est sommée de se rendre; et les assiégés ayant renversé d'un coup de fusil le parlementaire chargé de porter la sommation, Truguet, furieux, donne, le 27, l'ordre de bombarder la ville. Mais les Sardes, dont l'artillerie était nombreuse et bien servie, opposent à cette attaque une vigoureuse résistance. Leur feu embrase un des vaisseaux français; un autre, s'étant trop approché de terre, échoue; plusieurs autres sont endommagés. Truguet cependant veut tenter la descente; mais ses troupes de débarquement, composées de nouvelles recrues, montrent de la mauvaise volonté; le désordre se met parmi elles, et Truguet retourne à Toulon pour réparer ses pertes, et prendre à bord des troupes mieux disciplinées et plus aguerries. Le 3 février, il reparaît devant Cagliari avec 7,000 hommes de plus sur sa flotte. Après plusieurs essais toujours rendus infructueux par la résis-

[1] Depuis lieutenant général, et mort en 1852.

[2] Mort en Syrie, au siége de Saint-Jean-d'Acre, dans le grade de général.

tance des Sardes, l'amiral parvient enfin, le 17, à débarquer 4,000 hommes. Leur commandant les divise en deux colonnes. La première reste sur le lieu même du débarquement : pendant qu'elle s'occupe à y former des retranchements, l'autre se dirige sur le fort Saint-Élie, dans l'intention de forcer la citadelle de Cagliari. Mais attaquée par de forts détachements de la garnison, à la chute du jour, cette colonne est battue, et contrainte de se retirer dans les retranchements. Trois jours après, une tempête horrible vint assaillir la flotte. Truguet voit un vaisseau de quatre-vingts canons sombrer sous voile; deux frégates sont obligées de couper leurs mâts pour éviter le même sort. Plusieurs bâtiments de transport échouent sur la côte, et tombent entre les mains des Sardes. Enfin, contrarié par les éléments, Truguet renonce à son entreprise. Il fait rembarquer ses 4,000 hommes, et le 21 il lève l'ancre et fait voile vers Toulon. 1793. Sardaigne.

Prise de Breda, de Klundert, etc. — Après avoir placé ses troupes en quartiers d'hiver, Dumouriez s'était rendu à Paris dans l'espérance d'y recevoir, par les acclamations de ses concitoyens, la récompense de ses succès dans la Belgique. Mais il fut accueilli avec indifférence et presque avec dédain. Quoique ses victoires eussent affermi le pouvoir de la Convention, ce général commençait à devenir suspect aux yeux de certains membres de cette assemblée, qui déjà pénétraient ses desseins ambitieux, malgré le voile du patriotisme exagéré dont il cherchait à se couvrir. Aussi ses plans pour la campagne qui allait s'ouvrir furent presque tous contrariés, et on parut prendre plaisir à lui refuser tout ce qu'il demandait pour mettre son armée à même de suivre le cours de ses exploits. Il ne trouva dans les jacobins et dans le ministère qu'une inflexible opiniâtreté. Il ne retira d'autre fruit de ses démarches que la haine terrible de la Montagne, et sortit de Paris le cœur dévoré de vengeance et la tête bouleversée par mille projets contraires. Il voit qu'on a juré sa perte, et jure à son tour la perte de ses ennemis. Il conçoit le hardi dessein d'anéantir les jacobins, de dissoudre la Convention, de délivrer le reste des prisonniers du Temple, et de rétablir la monarchie constitutionnelle. Trois moyens se présentent à son imagination exaltée : il peut battre la coalition, la chasser au delà du Rhin, et marcher sur Paris 25 février. Hollande.

1793. Hollande. à la tête de son armée victorieuse. En mettant les alliés dans le secret, il peut encore exécuter sa résolution à la faveur d'un armistice, ou les associer enfin à sa vengeance; il employa l'un après l'autre ces moyens; mais aucun ne lui réussit. Quand il vint reprendre le commandement de la Belgique, ses troupes étaient dans un état de délabrement effrayant. Les maladies et la désertion avaient considérablement diminué les corps. Leur dissolution paraissait plus vraisemblable que la réussite d'aucune mesure tendant à les compléter.

Dumouriez sentit que dans cet état de choses il devenait très-difficile de rien entreprendre de glorieux. Aussi, le gouvernement républicain ayant déclaré la guerre à la Hollande, ou plutôt au stathouder, qu'il supposait, non sans motif, devoir être l'ennemi des principes révolutionnaires, Dumouriez, qui connaissait l'état de décadence de l'armée hollandaise et qui regardait comme facile la conquête de ce pays, résolut de commencer par là les opérations de la campagne. Il avait d'ailleurs l'espoir d'y trouver les ressources qu'on lui refusait pour mettre son armée sur un pied respectable et en état de continuer ses succès. Il savait que le seul moyen de réussir dans son expédition était de profiter avec rapidité de la dissémination des troupes hollandaises, et de commencer son invasion avant qu'on pût la soupçonner. Il se rendit à Anvers dans les derniers jours de janvier, et prit toutes les mesures nécessaires pour y donner le change sur son séjour et sur le rassemblement de troupes qu'il y préparait. Son corps, partagé en quatre petites divisions, montait à peu près à 16,000 hommes, commandés par les généraux Berneron, Darçon et les colonels Leclerc et Tilly. Des détachements, laissés en arrière, devaient masquer Gertruydenberg, Breda, Klundert, Willemstadt, Steenbergen et Berg-op-Zoom. Pendant ce temps le général Miranda, à la tête de 15,000 hommes, devait assiéger Maëstricht; 10,000 hommes sous Harville et Neuilly, entre Laroche et Malmedy; 25,000 hommes sous Valence, le long de la Roër; 3,500 hommes sous Lamorlière, à Rœremonde, étaient destinés à protéger le siége. Le flanc gauche de ce corps d'observation devait être couvert par 6,000 hommes sous Champmorin, qui était chargé de s'emparer de Stephanswerth et de Venlo.

Ce plan d'invasion de la Hollande, conçu dans la supposition que l'armée autrichienne n'était pas encore en état de prendre l'offensive, doit faire croire que Dumouriez ignorait que cette armée venait d'être considérablement augmentée. Elle occupait alors des cantonnements derrière l'Erft et la Roër, et avait pour général en chef le prince de Saxe-Cobourg, célébrité militaire de l'époque, connu de toute l'Europe par ses campagnes contre les Turcs. Sous lui commandaient l'archiduc Charles, le prince de Würtemberg, les comtes de Latour et de Clerfait. Le flanc droit de cette armée était couvert par un corps prussien de 11,000 hommes sous le duc de Brunswick-Oels, qui, dès les premiers jours de février, s'était avancé de Wesel jusque sur la Niers. Le flanc gauche était protégé par les corps du général Beaulieu, à Arlon, et du prince de Hohenlohe, à Luxembourg et à Trèves, qui envoyaient des détachements jusqu'à Namur. 1793 Hollande.

Le corps de troupes rassemblé à Anvers entra le 17 février sur le territoire hollandais, et prit des cantonnements très-serrés, depuis Berg-op-Zoom jusqu'à une lieue de Breda. Dumouriez le joignit le 22, avec l'artillerie et les dernières troupes. Son dessein était de s'approcher du Moerdyk, de se rendre ensuite maître des places fortes qui entourent cette espèce de bras de mer, de le traverser avec les bateaux dont il se serait emparé, et de pénétrer ensuite au cœur de la Hollande, en prenant Dordrecht et marchant, par Rotterdam, La Haye, Leyde et Haarlem, sur Amsterdam.

Il porta le général Berneron en avant, pour assiéger Klundert et Willemstadt. La division de droite devait attaquer Breda, tandis que celle de gauche bloquerait Berg-op-Zoom et Steenbergen. Dumouriez se tint en réserve avec quelques bataillons et deux cents chevaux, pour soutenir au besoin ces deux divisions.

En examinant ces dispositions et le petit nombre de troupes qui devaient opérer, on doit supposer que Dumouriez comptait beaucoup sur l'insurrection des Bataves pour faciliter le succès de son entreprise sur la Hollande : quoi qu'il en soit, il réussit d'abord au delà de ses espérances. Breda se rendit au général Darçon, après vingt-quatre heures de bombardement sans tranchée ouverte et au moment où le défaut de muni-

1793. Hollande. tions allait faire abandonner l'entreprise. Cette reddition ne fit point honneur au comte de Byland, qui commandait la place, et qui céda, le 24, un peu trop facilement aux menaces de l'aide de camp Devaux, envoyé par le général Darçon pour faire la sommation d'usage. On trouva deux cent cinquante pièces de canon et une forteresse en bon état. La garnison, forte de 2,400 hommes, fut renvoyée sur parole. Le capitaine Kropf, commandant du petit fort de Klundert, se conduisit avec plus de bravoure et de résolution. Il n'avait pour garnison qu'un détachement de 150 hommes. Après un siége de deux jours, voyant qu'il ne pouvait plus tenir, par l'incendie allumé dans la place, il encloua ses canons, chercha à se faire jour pour gagner Willemstadt, et se fit tuer honorablement les armes à la main. On trouva sur lui les clefs de la place, et le détachement mit bas les armes. Les Français, en proclamant qu'ils respecteraient les propriétés particulières, confisquèrent tout ce qui appartenait, dans les deux places, au prince d'Orange. Apres la reddition de Klundert, le général Berneron entreprit le siége de Willemstadt avec trente-quatre pièces de canon et huit mortiers. Ce siége fut levé plus tard par le général de Flers.

1793. 3 mars. Belgique. *Retraite du corps d'armée posté au delà de la Meuse.* Pendant les opérations du corps d'armée en Hollande, Miranda avait fait bombarder Venlo; mais le secours donné par le prince de Brunswick-Oels déconcerta le projet de s'emparer de cette place. Maëstricht fut assiégé le 20 février. Le bombardement, poussé avec activité, mit le feu dans plusieurs quartiers de la ville; le prince de Hesse, qui y commandait, répondit avec vigueur au feu des assiégeants. Le corps du général Valence occupait une longue chaîne de cantonnements. Les brigades des généraux Dampierre, Stengel et Miaczinsky étaient postées à Aix-la-Chapelle, sur la Roër, et à Rolduc. Cette chaîne trop étendue fut traversée sans grande résistance par l'armée autrichienne, qui passa la Roër le 1er mars, près d'Aldenhoven, au nombre de 35,000 hommes. Le 3, l'archiduc Charles, avec la division sous ses ordres, avait déjà fait lever le blocus de Maëstricht, sur la rive droite de la Meuse. Le général Leveneur, qui commandait devant cette place, eut heureusement le temps de se retirer en emmenant son artillerie. Le prince de Würtem-

berg attaqua Aix-la-Chapelle : la déroute des troupes françaises fut complète sur ce point. Tous les postes se retirèrent en désordre, partie sur Liége, partie du côté de Maëstricht. Le général Miaczinsky, forcé d'abandonner Limnich et Rolduc, fut obligé de traverser Aix-la-Chapelle, que les Autrichiens avaient déjà dépassé ; il fut assez heureux pour rejoindre le général Dampierre à Herves. Les troupes françaises postées en avant de Rœremonde, et commandées par les généraux Champmorin et Lamorlière, attaquées par le comte de Latour, se retirèrent sur Diest, suivies par le général Wenkheim, qui reprit le 4 la place de Stephanswerth, enlevée d'assaut par le général Champmorin le 11 février. Miranda abandonna le bombardement de Maëstricht, fut poussé jusqu'à la Meuse dans un effroyable désordre ; et, au lieu de venir prendre position, comme Dumouriez lui en avait donné l'ordre, entre Maëstricht et Tongres, il se retira précipitamment entre cette dernière ville et Saint-Tron, en laissant les bagages de ses troupes au pouvoir de l'ennemi. L'artillerie aurait eu le même sort sans la sage prévoyance du général Bouchet (du génie), qui dirigea sa retraite.

1793. Belgique.

Prise de Gertruydenberg. — Darçon, après l'occupation de Breda et de Klundert, reçut l'ordre de se porter sur Gertruydenberg, pour en former le siége. Cette ville importante, dont Dumouriez désirait surtout s'emparer pour en faire une place d'armes qui protégeât son passage du Moerdyk, était dans le meilleur état de défense possible. Elle renfermait une forte garnison hollandaise ; elle était en outre hérissée de forts avancés et entourée d'une multitude d'inondations, qui ne laissaient, pour arriver au corps de la place, que des lignes enfilées par des batteries. Cependant Darçon l'attaque avec tant de vigueur que le lendemain de l'investissement il s'empare du fort de Steellinve, qui, accessible par une seule digue et défendu par les inondations, lui offrait les plus grandes difficultés à surmonter. Jusqu'au 2 mars, il fut occupé de l'attaque du fort de Douk, dans lequel on organisait une vigoureuse défense. Ce fort, entouré d'eau de tous côtés, n'était point facile à attaquer. Cependant Darçon dirige sur lui un feu si violent que l'ennemi est enfin forcé de l'évacuer pendant la nuit. Les Français s'y postent aussitôt ; ils y établissent de

5 mars. Hollande.

1793. Hollande.

l'artillerie pour battre en brèche le fort de Spuy, situé sur la gauche de la place, et que les assiégés promettaient de défendre avec opiniâtreté. Mais le colonel d'artillerie Lamartinière, qui dirigeait les batteries du fort de Douk, en fit un usage si bien ménagé que Darçon ayant sommé le vieux général Bedault, commandant la place, de se rendre, celui-ci se hâte d'entrer en capitulation, et les Français restent maîtres de la ville aux mêmes conditions que celle de Breda.

Sur ces entrefaites, l'armée hollandaise, sous les ordres du prince d'Orange, s'était rassemblée aux environs de Gorcum et de Heusden. Elle se trouvait en position de soutenir Grave, Bois-le-Duc, de couvrir la Hollande, et de se lier au besoin avec le corps prussien du prince de Brunswick-Oels, qui était aux environs de Venlo, et qui avait jeté 3,000 hommes dans cette place.

Le général Dumouriez, outre des munitions considérables, trouva dans Gertruydenberg une marine suffisante pour lui faire exécuter son passage du Moerdyk. Il en ordonna les préparatifs pendant qu'une partie de ses troupes assiégeait Willemstadt et qu'une autre division bloquait Berg-op-Zoom et Steenbergen. Son quartier général était à Roovaërt, et il avait fait pratiquer sur les dunes des cabanes en paille pour les soldats, qui, toujours fidèles au caractère national, appelaient plaisamment ce cantonnement aquatique le *Camp des Castors*. On était parvenu à équiper vingt-trois bâtiments, et à les rassembler dans l'anse de Roovaërt. Enfin tout était prêt, et Dumouriez était sur le point d'effectuer son passage lorsque tout à coup la nouvelle de la déroute d'Aix-la-Chapelle parvint jusqu'à lui, et l'obligea de renoncer à ses projets. Il partit le 10 mars pour se rendre à l'armée de la Belgique, d'après l'ordre qu'il en reçut du conseil exécutif, après avoir laissé au général de Flers le commandement du corps qu'il quittait.

5 mars. Belgique.

Combat de Tongres. — L'armée autrichienne ayant passé la Meuse, son avant-garde atteignit l'arrière-garde de Miranda près de Tongres. Ce dernier venait d'être joint par le général Valence avec une partie de ses troupes. L'état de désorganisation de l'armée, dans la retraite précipitée qu'elle venait de faire, était tel que, malgré la bravoure et le sang-froid de

Valence et le feu bien dirigé de l'artillerie, les retranchements que Miranda avait élevés autour de Tongres furent emportés, presque sans résistance, par le prince Charles. Cependant le salut des troupes qui revenaient de Liége se trouvait compromis par les suites de cet avantage, et leur retraite devenait presque impossible sans un nouvel effort de l'intrépide Valence. Il se met à la tête de quelques bataillons de grenadiers, se précipite en désespéré au-devant de l'ennemi, et parvient à l'arrêter assez de temps pour faciliter la réunion des différents corps avec les troupes de Miranda.

1793. Belgique.

Mais quittons un moment ce théâtre de la guerre, et reportons-nous sur les bords du Rhin et dans les champs vendéens.

9 mars. Allemagne.

Reddition de Kœnigstein. — Les Prussiens, qui poursuivaient Custine après la prise de Francfort, avaient formé le siége de Kœnigstein, petite ville défendue par un château antique flanqué de tours, et à laquelle sa situation entre Mayence et Francfort donne de l'importance. Conquise quelques mois auparavant, lorsque le général français s'avançait en vainqueur dans l'Allemagne, Kœnigstein n'avait pour garnison que 400 hommes, commandés par le capitaine Meunier. A peine arrivé devant le fort, le roi de Prusse fait sommer cette faible garnison de se rendre. Meunier assemble ses soldats, et leur tient ce discours : « Camarades, si vous restez inébranlables, comme je n'en doute point, nous défendrons Kœnigstein tant qu'un seul de nous restera en vie; mais si, contre mon attente, je vous trouvais faibles, parlez; ce moment serait le dernier de ma vie. En même temps il leur montre deux pistolets, qu'il appuie sur son sein : « Vaincre ou mourir! » s'écrie d'une voix unanime la garnison. Le commandant se tourne alors vers le parlementaire prussien, témoin de cette scène. « Allez rapporter, lui dit-il, à votre prince ce que vous venez de voir et d'entendre; voilà ma seule réponse. « Meunier, pendant tout le cours du siége, se montra digne d'un si beau début. Durant quatre mois qu'il fut cerné dans Kœnigstein, il repoussa toutes les attaques avec un courage inébranlable, supporta, avec sa garnison, des privations de tous genres, et ne se rendit, le 9 mars, qu'après avoir absolument épuisé toutes ses ressources, et avoir perdu toute espérance d'être

1793. Allemagne. secouru. Cette belle défense du commandant Meunier lui concilia l'estime des ennemis, et lui valut, à son retour en France, le grade de général de brigade, quoiqu'il ne fût que capitaine.

10 mars. Vendée. *Combat de Machecoul.* — La mort de Louis XVI, immolé par un parti qui le regardait comme le dernier obstacle à l'établissement de sa puissance, est pour le pays de Manges, celui de Retz et la Basse-Vendée le signal d'un soulèvement général. Les chefs parcourent les communes, rassemblent les paysans, et les excitent à la vengeance. De toutes parts des cris d'indignation s'élèvent contre les assassins d'un prince digne d'un meilleur sort.

Mais désormais la guerre que la royauté déclare au républicanisme ne sera plus, comme en 1792, une guerre entreprise par de simples paysans révoltés contre leurs oppresseurs. Appuyés par une puissance voisine, qui leur promet des secours et des armes, commandés par des chefs nommés par le frère du roi qu'ils jurent de venger, les Vendéens vont bientôt organiser des armées formidables. Pourvus de tous les moyens de tenir la campagne, ils vont être les plus terribles ennemis de la république, et montreront ce qu'eussent pu faire les puissances alliées contre elle si, comme eux, elles eussent combattu franchement pour la cause qu'elles disaient défendre.

Après avoir employé le temps écoulé depuis le supplice de Louis XVI à organiser leur parti et à régulariser leurs mesures, les chefs vendéens font tout à coup retentir le tocsin d'alarme dans les provinces royalistes; les habitants, avertis d'avance, se rassemblent à ce signal de l'insurrectoin, et le 19 mars 1,500 hommes, commandés par les frères Hériault et Légé, Paigné, homme d'affaires de M. de La Platrière, Berthaud et Boursault, et de Saint-Lumine de Grand-Lieu, viennent attaquer Machecoul. Cent hommes de la garde nationale, sous les ordres de Maupassant, ex-député de l'Assemblée nationale et commissaire du département, soutenus par la gendarmerie, sortent de la ville à leur rencontre, et se flattent de dissiper, par leur seule présence, ce rassemblement tumulteux. Mais bientôt débordés de tous côtés, ils éprouvent que les insurgés ne manquent point de courage.

Pressés vivement, et sur le point d'être enveloppés, les républicains cherchent leur salut dans une fuite générale. Maupassant, resté seul avec cinq gendarmes, est assommé par les paysans furieux. Machecoul est aussitôt envahi. Les royalistes y pénètrent par toutes les issues à la fois, et aux cris de *vive le roi!* Le curé constitutionnel est massacré : le juge de paix Pagnot, Pinot et son fils, refusant de crier *vive le roi,* sont fusillés, et meurent en criant : *Vive la nation!* 1793. Vendée.

Combat de Saint-Florent. — Aux causes religieuses et politiques qui avaient excité les Vendéens à la révolte contre le gouvernement républicain s'était jointe la crainte d'être obligés de servir dans les armées. La levée des 300,000 hommes, décrétée sur le rapport de Sieyès, s'exécutait dans toute l'étendue du territoire français, et les mesures les plus sévères étaient prises pour qu'aucun des hommes compris dans la loi ne pût s'en exempter. Les seuls Vendéens jurent de ne point s'y soumettre. Trois mille jeunes gens du district de Saint-Florent s'y portent en tumulte, le 12 mars, jour indiqué pour le tirage. Conduits par Laurent, Fleury de Saint-Florent et André Michel dit Chapelle, ils demandent à grands cris l'exemption de la milice nationale. Vainement les administrateurs du district s'efforcent de les ramener à la soumission; des huées couvrent leurs voix; il fallut recourir aux armes. Tixier du Clozeau, commissaire du gouvernement, se met à la tête de la gendarmerie avec quelques gardes nationaux. Les deux partis sont en présence sur la place même de Saint-Florent. Quelques coups de fusil tirés sur trois hommes sont le premier signal : le feu s'engage de part et d'autre. Quatre hommes sont tués. En même temps Tixier du Clozeau ordonne de faire avancer un canon et de tirer sur les jeunes révoltés. A cette vue, la fureur de ces derniers augmente. Ils s'élancent avec impétuosité sur les républicains, s'emparent de la pièce, et la dirigent à leur tour contre leurs adversaires. Ceux-ci, moins nombreux, fuient et se dispersent. L'administration du district est envahie; ses papiers brûlés, et les assignats qu'ils y trouvent, partagés entre les vainqueurs, les aident à passer la nuit en chantant leur victoire. 12 avril.

Combat de Jallais. — Cathelineau, que les uns disent 13 mars.

1793. Vendée. avoir été voiturier, d'autres ouvrier en laine, d'autres enfin boulanger avant de rendre son nom célèbre, apprend à Pin-en-Mauges, qu'il habite, le combat de Saint-Florent : aussitôt il se sent animé d'une ardeur toute guerrière; il parcourt sa commune, appelle aux armes les habitants, et marche à leur tête contre un détachement de quatre-vingts républicains, posté avantageusement sur les hauteurs du château de Jallais, dans un retranchement défendu par une pièce de 6, nommée depuis, par les paysans vendéens, *le Missionnaire*. L'intrépide Cathelineau franchit le coteau avec sa troupe. En vain le canon vomit sur eux la mort; en dix minutes le poste est enlevé, les chefs sont faits prisonniers, et le Missionnaire reste au pouvoir des royalistes.

14 mars. *Combat de Chemillié.* — Cathelineau, vainqueur, se porte aussitôt à Chemillié, village à deux lieues de Jallais, que défendaient 200 républicains, et l'attaque avec la même furie; il est d'abord accueilli par un feu très-vif; mais ses soldats chargent avec vigueur, et après une demi-heure de combat Chemillié reste en leur pouvoir. Un grand nombre de prisonniers, trois couleuvrines, beaucoup de munitions et des armes sont le résultat de cette attaque.

15 mars. *Combat et prise de Chollet.* — La troupe de Cathelineau, grossie par les paysans des communes voisines, accourus au bruit de ses succès, s'avance contre Chollet, ville dépourvue d'une garnison suffisante. Deux paysans, l'un nommé Foret, natif de Chanzeau, et l'autre Stofflet, garde-chasse de M. de Maulevrier, et qui depuis acquit une grande célébrité dans cette guerre, l'accompagnaient. Les républicains, au nombre de 500, sortent d'abord de la ville pour les atteindre; les royalistes fondent sur eux, les enfoncent, les poursuivent dans Chollet, qui reste en leur pouvoir. Ils trouvèrent dans cette ville, chef-lieu d'un district, des armes, des munitions, quatre pièces de campagne, outre *la Marie-Jeanne*, non moins fameuse que le Missionnaire. Le marquis de Beauvau, administrateur du district, fut tué dans la mêlée.

15 mars. Belgique. *Combat, prise et reprise de Tirlemont.* — Nous avons dit qu'à la première nouvelle des revers éprouvés par son armée sur la Roër Dumouriez s'était hâté de quitter la Hollande, et

de venir reprendre le commandement de ses troupes fugitives. 1793. Belgique.
Parti le 9 mars, il arriva le 10 à Anvers, le 12 à Bruxelles, et joignit le 13, en avant de Louvain, l'armée impatiente de le revoir. Il la trouva occupant une position qu'il jugea très-mauvaise, et se hâta de l'en faire changer. Le général Dampierre, avec les flanqueurs de droite, fut placé à Hougaerde; le général Neuilly marcha de Jodoigne à Lumay, pour appuyer cette aile et déborder au besoin la gauche des Autrichiens. Le général Miaczinsky, avec les flanqueurs de gauche, se porta du côté de Heelen, entre Diest et Tirlemont, en couvrant son front par la Geete; le général Champmorin devait occuper Diest, et mettre ce poste fermé en état de défense. Lamorlière laissa un détachement à Aerschot, afin de communiquer avec Champmorin, et posta sa division à Lierre, pour éclairer la Campine, et couvrir la retraite de l'armée de Hollande.

Le 15 mars au matin, le maréchal de camp Lamarche, qui commandait dans Tirlemont avec 400 hommes, est attaqué par l'avant-garde du prince Charles. Malgré l'énorme disproportion du nombre, ce général résiste pendant plusieurs heures, et donne le temps à Dumouriez de lui envoyer du secours. Il est forcé toutefois d'évacuer Tirlemont, laissant prisonniers, entre les mains de l'ennemi, près de 300 de ses soldats. Le général Dampierre, ayant entendu la fusillade, prit sur lui d'abandonner Hougaerde pour se retirer sur Louvain, et manda au général Neuilly d'en faire autant sur Jodoigne. Par une circonstance assez remarquable, le général Miaczinsky avait pris la même mesure sur la gauche, et s'était retiré dans les bois de Louvain, où on ne put le trouver que deux jours après. Dumouriez, sentant combien ces faux mouvements pouvaient compromettre la sûreté de l'armée, ordonna au général Champmorin de remplacer Miaczinsky dans sa position, et fit reprendre aux généraux Dampierre et Neuilly celles qu'ils avaient abandonnées.

Convaincu en outre combien il importait, dans la situation où il se trouvait, de rétablir la confiance de l'armée par un petit mouvement offensif, qui contribuerait également à en imposer à l'ennemi, Dumouriez se décida à faire attaquer, le 16 au matin, l'avant-garde autrichienne, qui tenait Tirlemont et

1793. Belgique. l'espace entre les deux Geete. Valence, à la tête des grenadiers, formait la droite ; Miranda commandait la gauche, et le duc de Chartres le centre. Les Français, animés par la présence de leur général en chef, attaquent les Autrichiens avec tant de vigueur qu'au premier choc ils sont repoussés, chassés de Tirlemont, et poursuivis en arrière de la ville. Cependant ils se rallient derrière les villages de Goidsenhoven et de Hackendover. Les Français occupaient cette dernière position, et paraissaient déterminés à la défendre. Le prince Charles, ayant rallié ses troupes, attaque ce poste avec impétuosité. Les cuirassiers de l'empereur vinrent charger, à plusieurs reprises, deux lignes d'infanterie postées derrière un double rang de fossés et de haies, et s'emparèrent d'une batterie placée sur un mamelon ; ils furent chargés et chassés à leur tour par le cinquième régiment de hussards, à la tête duquel combattaient Valence et Lamarche. Les Autrichiens, voyant que leurs efforts étaient inutiles, cherchèrent à tourner le village par la droite ; mais le général Neuilly arrivant de cette droite avec sa brigade, pour prendre position à Neerheylissem, ils se décidèrent à la retraite.

18 mars. *Bataille de Neerwinden.* — Le combat de Tirlemont et de Goidsenhoven, où les Autrichiens avaient perdu plus de 800 hommes, avait rendu toute la confiance à l'armée française, et Dumouriez se décida à en profiter pour livrer une bataille qui lui paraissait inévitable, et dont il se promettait les plus grands avantages, s'il pouvait la gagner. En effet, les Autrichiens pouvaient recevoir tous les jours de nombreux renforts, et les Français n'en avaient point à espérer ; leur armée n'était ni assez disciplinée ni assez exercée pour faire une retraite lente et manœuvrière devant des forces supérieures, et ils devaient tout craindre si on les eût forcés à recevoir alors une bataille, dont la perte était probable dans le système défensif. Prenant l'initiative, et cherchant à mettre les chances favorables de son côté, Dumouriez pouvait, en cas de succès, concevoir l'espérance d'achever la levée des bataillons belges, et de repousser le prince de Cobourg au delà de la Meuse, ou peut-être jusqu'au delà du Rhin.

Le général en chef se décide donc à attaquer l'ennemi. En conséquence, il porte en avant son armée, et étend son front,

la droite à Goidsenhoven, aux ordres du général Valence, et le centre aux ordres du duc de Chartres, vers la chaussée de Tirlemont. Le général Miranda commandait la gauche, qui, disposée en potence, s'étendait d'Orsmael aux hauteurs d'Oplinter. Le général Neuilly appuyait sa droite à Neerheylissem. Le général Dampierre était posté à Esemael, en avant du centre, et le général Miaczinsky, avec sa cavalerie, au pont de la petite Geete, vis-à-vis d'Orsmael. Le front des deux armées offrait un développement de deux lieues : celle des Français, de Goidsenhoven aux hauteurs de Wommersom et d'Oplinter, et celle des Autrichiens, depuis les hauteurs de Racour jusqu'au delà de Halle, dans la plaine de Léau. L'avant-garde était aux ordres de l'archiduc Charles; le général Colloredo commandait la première ligne; la seconde, au centre de laquelle se trouvaient les dragons de Cobourg, était commandée par le duc de Würtemberg; une division de cavalerie et quelque infanterie, aux ordres du général-major Stipshitz, couvraient le flanc droit de l'armée et observaient la plaine de Léau. Le corps de réserve était aux ordres du général Clairfait. La petite Geete couvrait le front de cette ligne, composée de 32,653 hommes d'infanterie et 9,885 chevaux [1], et séparait les deux armées. 1793. Belgique.

L'armée française fut formée sur huit colonnes. La première formant l'extrême droite, composée de l'avant-garde aux ordres du général Lamarche, débouchant par le pont de Neerheylissem, devait se porter dans la plaine entre Landen et Overwinden, pour déborder la gauche de l'ennemi et l'inquiéter sur ce flanc. La deuxième colonne, composée de l'infanterie de l'armée des Ardennes, commandée par le lieutenant général Leveneur, débouchant aussi par le même pont, soutenue par un gros corps de cavalerie, devait se porter avec rapidité sur la tombe de Mittelwinden et attaquer le village d'Overwinden. La troisième colonne, aux ordres du général Neuilly, débouchant aussi par le même pont, devait attaquer en même temps le village de Neerwinden par sa droite. Ces trois colonnes (16,500 hommes d'infanterie et 3,500 chevaux) formaient l'attaque de droite, commandée par le général Valence. L'attaque du cen-

[1] Force de l'armee impériale, d'après le Journal militaire autrichien.

1793. Belgique.

tre (11,000 hommes d'infanterie), conduite par le duc de Chartres, était composée de deux colonnes : l'une, sous les ordres du général Diettmann, passant un ruisseau sur le pont de Laer, devait traverser rapidement le village et se porter directement sur le front de celui de Neerwinden ; l'autre, commandée par le général Dampierre, devait, après avoir passé le pont d'Esemael, se porter sur la gauche de Neerwinden. L'attaque de gauche (14,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux)[1], aux ordres du général Miranda, était composée de trois colonnes : la première, dirigée par le général Miaczinsky, passant la petite Geete à Overhepsen, devait attaquer devant elle, en se portant sur Neerlanden ; la seconde, aux ordres du général Ruault, passant la rivière au pont d'Orsmael, devait attaquer par le grand chemin de Saint-Tron à Liége; la troisième, commandée par le général Champmorin, devait passer la grande Geete au pont de Bingen, pour aller s'emparer du poste fortifié de Léau, qu'elle devait tenir jusqu'à la fin de la bataille.

Le 18, à neuf heures du matin, les colonnes se mirent en mouvement, et la droite commença à passer la petite Geete. A la gauche, le général Miranda délogea d'abord les troupes légères ennemies du village d'Orsmael. Les Autrichiens opposent une résistance opiniâtre, et il s'établit de part et d'autre un grand feu d'artillerie, pendant lequel la troisième colonne s'empara de la ville de Léau et s'y maintint. Cependant le général Valence, ayant passé en même temps le pont de Neerheylissem, attaquait le village de Racour, d'où il chassa l'ennemi. Cet avantage assura le passage de l'avant-garde; avec ce renfort, le général Valence presse les Autrichiens, et, étendant tout à coup ses bataillons, déborde leur aile gauche. A ce moment, la résistance devient égale à l'impétuosité de l'attaque. Les Autrichiens, placés dans une position qui les met à même de dominer le front de bataille des Français, les reçoivent avec une artillerie formidable qui répand la mort dans leurs rangs. Deux fois l'infanterie retourne à la charge, et deux fois elle est repoussée avec une perte immense. Valence se met à la tête de sa cavalerie, et la fait charger si vigoureusement, qu'il pénètre à travers les rangs

[1] Forces et dispositions de l'armée française, d'après Dumouriez.

ennemis, malgré les efforts des Autrichiens pour l'arrêter, et ouvre un passage à son infanterie, qui, pour la troisième fois, recommence l'attaque. La mêlée devient alors terrible; mais enfin, après un combat longtemps incertain, les Autrichiens, repoussés, opèrent leur retraite, et vont se rallier à quelque distance. Ce succès permettait aux généraux Neuilly et Leveneur de traverser la petite Geete et de s'emparer du poste d'Overwinden. Ils réussissent en effet dans ce mouvement, et se portent aussitôt sur la tombe de Mittelwinden. Ce monticule assez élevé, qui commande trois villages voisins, était couvert d'artillerie, et l'attaque était très-hasardeuse ; mais la possession de Mittelwinden étant nécessaire à l'exécution des plans de Dumouriez, Neuilly et Leveneur se mettent à la tête des colonnes pour l'emporter. Leur mouvement est si brusque, que, malgré l'avantage de leur excellente position, les Autrichiens sont obligés d'abandonner ce point important, qui pouvait décider de la victoire. Cobourg envoie de nombreuses colonnes pour le reprendre. L'infanterie du général Leveneur, qui était restée seule pour garder ce poste, cède aux efforts des assaillants; mais bientôt, renforcé par quelques troupes, il fait une nouvelle attaque, et la tombe de Mittelwinden fut ainsi disputée pendant toute la journée.

1793.
Belgique.

Tandis que le général Leveneur se battait ainsi opiniâtrément, le général Neuilly était lui-même vivement aux prises avec une forte colonne ennemie. Après la première occupation de Mittelwinden, ce général s'était porté sur le village de Neerwinden, et s'en était rendu maître après un combat sanglant où les deux partis firent l'un et l'autre preuve de valeur. Un bataillon des volontaires de la Charente s'y distingua particulièrement. Le général Neuilly, au lieu de se maintenir dans Neerwinden, comme il en avait l'ordre, commit la faute de le dépasser. Emporté par l'ardeur de ses troupes, il s'était étendu dans la plaine. A ce moment, le général Clairfait, qui venait de recevoir des renforts considérables, fit marcher la gauche des deux lignes de l'infanterie autrichienne contre le village de Neerwinden, qu'il reprit. Le duc de Chartres, que sa position mettait à même d'apercevoir ces progrès de l'ennemi, vole aussitôt à la tête des quatrième et cinquième colonnes, fond avec rapidité sur les Au-

1793. Belgique. trichiens, et les chasse une seconde fois de Neerwinden. Le général Desforêts, excellent officier, fut blessé, dans cette action, d'un coup de feu à la tête. La confusion succéda au succès de cette attaque ; le village se trouva encombré d'infanterie, qui se mêla, se mit en désordre, et l'abandonna encore à l'approche de l'ennemi.

Dumouriez, qui arriva sur ces entrefaites, fit attaquer le village, pour la troisième fois, par toute sa droite. Le régiment de Deux-Ponts y pénétra, malgré la vive résistance de l'ennemi. Sa valeur lui coûta cher : il perdit, dans cette attaque, plus de 300 hommes. Mais déjà l'ennemi avait eu le temps de faire marcher sur ce point décisif toutes les troupes de son centre et une partie de celles de la droite. Après avoir défendu Neerwinden avec le plus vif acharnement, les Français, foudroyés par l'artillerie autrichienne, évacuèrent encore une fois ce village, qui resta encombré de morts et de blessés des deux partis. Dumouriez essaya de reformer sa ligne en arrière de Neerwinden. Dans ce moment critique, la cavalerie impériale déboucha tout à coup dans la plaine et forma deux attaques : la première entre Mittelwinden et le village évacué ; la seconde, à gauche de ce village, était dirigée sur les deux lignes d'infanterie. Valence, saisissant l'importance de ce mouvement, chargea impétueusement sur la première attaque, à la tête de la cavalerie française. Le choc fut rude ; Valence y reçut plusieurs coups de sabre et fut obligé de se faire transporter à Tirlemont ; mais la cavalerie impériale fut repoussée. La seconde attaque de cavalerie déboucha au même instant que la première, et avec la même impétuosité, par la gauche de Neerwinden, pour se jeter sur l'infanterie de la quatrième colonne. Le général Thouvenot, qui s'y était porté, fit faire à propos une décharge de mousqueterie par le régiment de Deux-Ponts et un feu à mitraille, qui repoussèrent en désordre cette cavalerie.

A la droite et au centre, le combat se trouvait rétabli, et la victoire était encore balancée ; mais à la gauche les affaires allaient bien différemment. Après s'être emparé du village d'Orsmael, Miranda se l'était vu enlever par les grenadiers du prince Charles, tandis que le général autrichien Benjowsky s'avançait par la chaussée de Tirlemont pour le tourner. La terreur se mit

dans les bataillons de volontaires, qui, se voyant près d'être enveloppés, prirent la fuite et abandonnèrent les troupes de ligne. Les Autrichiens augmentèrent encore ce désordre par une charge de cavalerie, qui acheva de mettre les deux colonnes de gauche en déroute. Guiscard, maréchal de camp d'artillerie, fut tué, ainsi que plusieurs aides de camp et officiers d'état-major; les généraux Ihler et Ruault furent légèrement blessés. Cependant Miranda, que les Autrichiens ne jugèrent pas à propos de poursuivre, et auquel le général Miaczinsky amenait un secours de huit bataillons qui n'avait point encore combattu, aurait pu facilement rallier ses troupes derrière le pont d'Orsmael, et les ramener à la charge; mais au lieu de prendre cette mesure, qui peut-être eût été décisive, il se laissa entraîner par ses soldats, donna l'ordre de la retraite, et l'exécuta précipitamment jusque derrière Tirlemont, à plus de deux lieues du champ de bataille, sans faire prévenir le général en chef de ce mouvement. Celui-ci conservait encore quelque espoir, et n'entendant plus le feu de sa gauche, il pouvait raisonnablement attribuer ce silence à un succès, surtout ne voyant point paraître l'ennemi sur le flanc de son centre, où devaient se porter les coups décisifs. Mais sur la fin de la journée, la droite des Autrichiens, n'ayant plus d'inquiétude sur le mouvement rétrograde de Miranda, s'était reportée sur le centre et la droite de Dumouriez. Ces troupes victorieuses abordent avec ardeur, sur le chemin de Saint-Tron, les Français qui se défendaient avec vigueur contre les attaques du centre et de la gauche de l'armée ennemie. Déjà fatigués d'un combat opiniâtre soutenu depuis onze heures, les Français s'épouvantent à la vue de cette droite dont l'apparition leur annonce les désastres de la gauche. Au même moment, le désordre et la confusion deviennent extrêmes. En vain les généraux font les plus grands efforts pour les rallier et s'opposer à une prochaine déroute, les troupes méconnaissent leur voix; la fuite est désormais le seul moyen de salut qu'elles voient devant elles. Elles repassent précipitamment la petite Geete; il n'est plus possible de les retenir. Cette armée, qui avait si glorieusement chassé de France les coalisés, qui en si peu de temps avait conquis la Belgique, perd ainsi en un instant le fruit de ses premiers succès. La bataille de Neerwinden fut aussi funeste

1793. Belgique.

1793. Belgique. à la république que celle de Jemmapes lui avait été favorable. 4,000 morts ou blessés laissés sur le champ de bataille, 2,500 prisonniers, un matériel immense abandonné à l'ennemi, une armée tout entière désorganisée, l'évacuation presque totale de la Belgique, tels furent les résultats d'une journée qui fit perdre à Dumouriez toute sa gloire, et à laquelle, disait-on alors, ce général, mécontent de la Convention, avait contribué puissamment par ses mauvaises dispositions et par la trahison. Quoique vainqueurs, les Autrichiens avaient aussi considérablement souffert. Ils avouèrent dans leurs rapports une perte de 3,000 morts.

Cette bataille, qui allait une seconde fois ouvrir les portes de la France aux puissances alliées, et qui était comme le signal des désastres qui l'ont suivie, a été diversement racontée par les auteurs : nous avons suivi le récit qu'en donnent Dumouriez dans ses mémoires, le général Jomini, que nous avons copié en plusieurs endroits, et des mémoires manuscrits. Cependant il est vrai de dire que d'autres écrivains, d'une autorité moins sûre et moins positive, la rapportent tout différemment. Suivant eux, c'est Dumouriez lui seul qui, par ses mauvaises dispositions, a perdu cette bataille. Miranda, au lieu de fuir lâchement, n'aurait été vaincu que parce que Dumouriez lui avait ordonné une attaque impossible à exécuter. L'auteur du *Tableau historique* cite, à l'appui de cette assertion, ce passage d'un rapport sur la bataille de Neerwinden fait à la Convention par le général Miranda, le 29 mars 1793 : « A neuf heures, les colonnes se mirent en mouvement, et à dix l'attaque commença à la gauche. Quatre colonnes passèrent sur le pont d'Orsmael et par la chaussée ; une autre par le pont de Léau. La position de l'ennemi était si avantageuse par le terrain, par le nombre et la formidable artillerie qui le couvrait, que l'infanterie, avant d'avoir pu approcher ses lignes, avait été obligée de repousser la cavalerie et les troupes légères qui occupaient les villages, et d'essuyer le feu des batteries croisées, avant de pouvoir gravir les hauteurs sur lesquelles était postée l'infanterie ennemie, sur deux lignes. Les Français prirent d'abord les villages, et repoussèrent la cavalerie ; mais le terrain coupé empêchant nos colonnes de se déployer, le feu des artil-

leurs ennemis produisit sur elles un tel effet, que l'infanterie, après les plus nobles efforts et après avoir essuyé une perte considérable, ne put pas déposter celle de l'ennemi, qui était sur les hauteurs, couverte de toute son artillerie; tandis que celle des Français, démontée et perdant ses chevaux dans les chemins où elle se trouvait engorgée ou embourbée, ne put être mise avantageusement en batterie. L'infanterie française fut donc obligée de se replier, après plusieurs heures de combat, derrière la petite Geete, en cherchant à reprendre la position qu'elle avait avant l'attaque. Dans cette retraite, il y eut quelque désordre; mais il ne peut être attribué ni aux généraux ni aux troupes, si ce n'est pas Dumouriez, dont l'impéritie égala la malveillance envers le général Miranda. » De son côté, le prince de Cobourg prétend, dans ses rapports, que Dumouriez ne reprit point le village de Neerwinden, et que l'armée autrichienne, en ayant une fois chassé les Français, s'y était maintenue. Tous ces rapports diffèrent essentiellement entre eux. Mais quelles que fussent les causes de ce désastre, la bataille de Neerwinden n'en était pas moins perdue, et ce revers allait placer la France dans une position bien difficile, dont elle ne pouvait être tirée que par des moyens extraordinaires et surnaturels, comme ceux que ces fastes militaires retraceront en partie. 1793. Belgique.

Combat de Stromberg. — La prise de Francfort par les Prussiens, et la retraite des avant-postes français de Hochheim sur Cassel qui termina la campagne de 1792 en Allemagne, forcèrent l'armée du Rhin, forte d'environ 45,000 hommes, à prendre ses cantonnements entre le Rhin et la Nahe. 22,000 hommes occupaient Mayence. Houchard, avec sa division, était dans une position retranchée près de Creutznach; Neuwinger, avec un plus faible détachement, était à Bingen, et contribuait à couvrir les cantonnements des autres troupes. Pour rendre sa position moins hasardée, le général en chef envoya le général Meunier à Spire avec un corps de 12,000 hommes, pour menacer la tête du pont de Mannheim. L'ennemi, qui avait passé le fleuve à Rheinfels, occupait les deux rives au-dessous du confluent du Rhin et de la Nahe, et communiquait, par des ponts construits à Bacharach, entre Bingen, Rheinfels et Coblentz. Les 25,000 hommes composant l'armée de la Moselle, sous 20 mars. Allemagne.

1793. Allemagne. Ligneville, qui avait remplacé Beurnonville, nommé ministre de la guerre, cantonnaient derrière la Sarre; et, dès le commencement de février, une division, commandée par le général Destournelles, avait occupé le pays de Deux-Ponts. Outre cela, 38,000 hommes composaient les garnisons comprises dans l'étendue du territoire occupé par ces deux armées.

L'armée alliée, renforcée considérablement par de nouvelles troupes venues de l'intérieur de l'Autriche et de la Prusse, ainsi que par quelques contingents fournis par les princes de l'empire, se composait, au milieu de mars, de 50,000 Prussiens, 4,000 hommes de Hesse-Cassel, 5,000 Saxons, formant soixante-dix bataillons et quatre-vingt-treize escadrons commandés par le roi de Prusse en personne et sous lui par le duc de Brunswick. Cette armée bloquait Cassel, et était cantonnée entre la rive droite du Mayn et la Lahn. Coblentz et ses environs étaient occupés par sept bataillons et cinq escadrons; 3,700 hommes de Hesse-Darmstadt couvraient leur pays à la gauche du Mayn et étaient soutenus par des détachements de l'armée prussienne. Plus haut s'assemblaient environ 20,000 Autrichiens, 6,000 émigrés à la solde de l'Autriche, sous le prince de Condé, et 7,000 hommes du cercle de Souabe, le tout sous les ordres du général autrichien comte de Wurmser, dont le quartier général était à Heidelberg. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg était à Trèves avec 12,000 hommes, et le feld-maréchal Beaulieu à Arlon avec 13,000 hommes.

La réoccupation de Mayence était pour les alliés l'objet principal de leur entrée en campagne; mais ils manquaient encore de tout ce qui était indispensable pour commencer un siége en règle, lorsque les succès obtenus dans les Pays-Bas par le duc de Saxe-Cobourg déterminèrent le roi de Prusse à commencer les opérations sur le Rhin; mais l'électeur palatin ayant refusé aux alliés le passage de ce fleuve sur le pont à Mannheim, ceux-ci furent obligés de franchir ce fleuve dans les environs de Bacharach, pendant les journées du 25 au 27 mars, tandis que des démonstrations sur la rive gauche du Mayn attiraient l'attention des Français sur ce point.

Le colonel prussien Szekuli avait eu l'ordre de se porter sur la rive gauche du Rhin avec environ 1100 hommes de troupes légères pour observer le Hundsrück. Il devait être soutenu par

cinq bataillons et cinq escadrons sous les généraux Romberg et Köhler, qui avaient l'ordre de partir de Coblentz le 21 mars et de marcher sur Pfalzfeld. Szekuli se trouvait depuis le 9 à Saint-Goar, sur la rive gauche du Rhin, et s'était avancé le 14 à Stromberg et le 16 vers Bingen. Mais repoussé le 17 derrière Stromberg, il fut rejeté le 20 sur Rheinbellen par des forces supérieures conduites par Custine en personne. En effet, le 20, les brigades des généraux Neuwinger et Houchard s'avancèrent vers Stromberg, entre Creutznach et Bacharach, avec un renfort de dix bataillons, huit escadrons et un train d'artillerie. Le colonel Szekuli s'était placé dans une position qui lui faisait dominer entièrement les attaquants. Aussi, malgré l'ardeur avec laquelle ils marchaient au combat, les Français, foudroyés par l'artillerie prussienne, sont repoussés et chassés d'un poste qu'ils avaient emporté sur une hauteur. L'adjoint aux adjudants généraux Barthélemi commandait le détachement que les Prussiens venaient de déposter; il rallie ses soldats, gravit de nouveau à leur tête la hauteur, charge vigoureusement l'ennemi, et malgré un feu très-vif le force à quitter la position. Les Français, victorieux, s'élançaient à sa poursuite; mais apprenant qu'un corps nombreux de Prussiens, conduit par le prince de Hohenlohe se dirige de Trèves pour soutenir Szekuli, le général Custine donne l'ordre de la retraite. 1793. Allemagne.

Suite de la bataille de Neerwinden. — La défaite qu'il venait d'éprouver à Neerwinden ne permettait plus au général Dumouriez de rien tenter contre l'armée autrichienne, sans exposer la sienne à une destruction totale : dans la situation où il se trouvait, il n'avait plus qu'à songer à la retraite, en prenant les dispositions convenables pour l'exécuter en bon ordre. Belgique.

Il était essentiel que la route qui conduit d'Orsmael à Tirlemont fût occupée, afin que l'ennemi ne fît point de progrès sur ce point. Le général en chef fit faire à la division du général Dampierre un changement de front à gauche, et la plaça en potence pour flanquer la chaussée, jusqu'à ce que les troupes du centre de l'armée eussent traversé la Geete; et ce passage effectué, la division devait reprendre la ligne lentement et dans le meilleur ordre possible. Dampierre exécuta cette manœuvre avec beaucoup d'habileté, et préserva ainsi l'armée du danger

1793. Belgique. où elle eût été exposée si l'aile droite des Autrichiens, continuant son mouvement en avant, l'avait prévenue à Tirlemont. En même temps, Dumouriez essayait de faire reporter sa gauche (les troupes de Miranda) sur la direction de Wommersom. Mais le moral de ces troupes était tel, qu'il fut impossible de les déterminer à attaquer les Autrichiens, qui couronnaient le plateau, à gauche de la route. Cependant elles soutinrent avec assez de calme le feu des batteries ennemies, qui les incommodait beaucoup, sans pouvoir se résoudre à un mouvement offensif qui eût été moins dangereux.

L'armée prit d'abord position, la gauche à Hackendoven, la droite en se courbant sur Goidsenhoven. Cette position était trop rapprochée de l'ennemi et pouvait amener un engagement que le désordre, introduit dans plusieurs bataillons, rendait dangereux pour le salut de l'armée. Dumouriez, sentant qu'il ne pouvait la garder, passa la grande Geete dans la nuit et se retira sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont.

22 mars. *Combat de Pellenberg.* — La position de Cumptich, qui n'offre que l'emplacement d'un camp de passage, n'étant pas tenable pour une armée en retraite, Dumouriez passa la Velpe, le 20 mars, et prit le 21 une autre position à Bautersem, sa droite à Neervelpe, sa gauche sur les hauteurs et dans les bois en avant de Pellenberg. La division du général Neuilly, forte de 6,000 hommes, avait marché le 20 à Tombeeck par Jodoigne, pour couvrir Bruxelles par la forêt de Soignies.

Le même jour, l'avant-garde autrichienne attaqua Diest, dont la garnison se sauva en désordre sur Malines; le 21, le général en chef, informé de la prise de Diest, se rapprocha de Malines, pour ne pas perdre ses communications avec cette dernière ville et Louvain.

Le général Champmorin occupa les hauteurs de Pellenberg. L'avant-garde, commandée par le général Lamarche, borda la grande route, sur les hauteurs de Corbeeck. La division Leveneur fut placée dans le bois de Mollendael. Enfin, la division Dampierre se liait par Florival à celle de Neuilly, postée vers Tombeeck, à l'entrée de la forêt de Soignies.

Le 22 au matin, les Autrichiens firent une attaque générale sur l'avant-garde et sur les divisions Leveneur et Champmorin;

ils échouent sur ces trois points. L'attaque, dirigée contre le général Champmorin, qui défendait la position de Pellenberg, fut la plus sérieuse. Ce général déploya dans sa défense autant de courage que d'habileté : attaqué trois fois, trois fois il repousse les assaillants, en leur faisant éprouver une perte considérable.

1793. Belgique

Une colonne de grenadiers hongrois s'était emparée du village de Bierbeeck, qui couvrait le front de la division Leveneur. Ce général fait marcher le régiment d'Auvergne (si connu dans nos fastes militaires) ; le village est enlevé au pas de charge et à la baïonnette ; ces braves soldats font un grand carnage des grenadiers hongrois, dont à peine la moitié se retire en désordre.

Le même jour, Dumouriez eut une conférence avec le colonel Mack, chef d'état-major du prince de Cobourg. Le résultat de cette entrevue fut que Bruxelles serait évacué, à condition que l'armée autrichienne n'attaquerait point les Français. Cette convention verbale était encore ignorée de Clairfait, puisque ce général renouvela, le lendemain 23, son attaque sur le poste de Pellenberg et sur l'avant-garde. Le général Champmorin défendit sa position avec la même vigueur et le même succès ; mais le général Lamarche se replia sans ordre derrière Louvain, de l'autre côté de la Dyle. Cette retraite exposant la division Leveneur, ce dernier crut pouvoir passer aussi la Dyle, et se posta entre Corbeeck et Heverle. La position de Pellenberg était compromise par ces deux mouvements rétrogrades ; aussi Dumouriez ordonna-t-il au général Champmorin de se retirer sur Louvain. Bruxelles fut évacué le 25 par l'armée française, qui, le 27 et le 28, se porta par Hall, Enghien et Ath, au camp de Tournay.

Le général Neuilly s'était retiré de Tombeeck sur Mons par Braine-le-Comte. Harville abandonna la ville et la citadelle de Namur dans la nuit du 26, et marcha à Givet et Maubeuge. Les troupes du corps qui s'était retiré du territoire hollandais, réunies à Anvers, évacuèrent cette place le même jour. Le prince de Cobourg porta le 30 son quartier général à Mons, et Clairfait à Tournay. Dumouriez envoya, le 29, une partie de son armée dans le camp de Maulde, et le 30 au matin, il conduisit le reste à Saint-Amand, pour se rapprocher de la place de Condé, qu'il

1793. Belgique. devait livrer aux Autrichiens; mais avant de continuer à suivre l'armée de la Belgique dans sa retraite sur les frontières de France, et de retracer les circonstances du départ de son général en chef, reprenons les mouvements de l'armée du Rhin et le fil des autres événements militaires qui se passaient à cette époque dans l'intérieur et sur les frontières de la France.

28 mars. Allemagne. *Combat de Bingen.* — Le général Custine, après le combat de Stromberg, plaça sa droite à Bingen, sa gauche à Creutznach. Le prince de Hohenlohe, accouru de Trèves avec son avant-garde composée de treize bataillons et dix-huit escadrons, se réunit aux troupes de Szekuli, de Romberg et de Köhler, s'établit le 25 entre Simmern et Bacharach, et dès le lendemain occupa Stromberg. Le même jour il y eut avec l'ennemi quelques affaires d'avant-postes qui présageaient un engagement plus sérieux. En effet, le 28 au matin, les Prussiens viennent attaquer avec des forces supérieures. Custine, averti à temps, fait occuper la hauteur de Bingen par un bataillon. Le général Neuwinger, posté à Waldalgesheim sur le flanc de la hauteur, étendait trop sa gauche, et Custine, craignant de le voir forcé par cet endroit faible, lui ordonne de resserrer son infanterie; mais Neuwinger, qui la veille avait déjà défendu avec avantage cette position, conserve la ligne qu'il avait prise. Déjà les Prussiens commençaient l'attaque. Cependant arrive ce que Custine avait prévu : les Prussiens gravissent la hauteur occupée et l'emportent de vive force. En vain le bataillon de la Corrèze, qui la défendait, se bat avec intrépidité; en vain son brave commandant, Delmas, fait des prodiges de valeur; n'étant point soutenu, il fut obligé d'abandonner cette position importante. En même temps l'artillerie prussienne dirige un feu terrible sur la cavalerie française. Celle-ci se retire, et les Prussiens, profitant de ce mouvement rétrograde, traversent rapidement un marais, s'élancent contre le corps de Neuwinger, le mettent en fuite, et font prisonnier Neuwinger lui-même. Ce succès rendait la situation des Français très-critique; aussi Custine, au lieu de s'obstiner à soutenir un combat devenu trop inégal, ne s'occupa plus qu'à ménager une retraite sûre à ses troupes. Il la fit dans le meilleur ordre possible. Quoique harcelé par les Prussiens, il ne fut point entamé, et parvint, sans perte considérable, jus-

qu'à Worms, ou il s'arrêta et prit position. Le chef d'escadron Clarke[1], chargé de protéger la retraite avec 350 chevaux, manœuvra assez habilement pour en imposer à l'ennemi et lui faire juger son détachement beaucoup plus nombreux qu'il n'était en effet. Il réussit par là à contenir une nuée de troupes légères, que les Prussiens avaient détachées pour suivre la retraite du corps d'armée de Custine. Les cavaliers français se conduisirent, dans cette occasion, avec autant de bravoure que de sang-froid. Pendant ce temps, le gros de l'armée prussienne, qui avait passé le Rhin à Bacharach le 26 et le 27, laissa environ 10,000 hommes sous le général Schönfeld pour investir Cassel. Le général prussien comte de Kalkreuth, chargé du blocus de Mayence, était arrivé le 28, avec 6,000 hommes, à Oberstein. Le général Destournelles, qui, sur l'ordre de Custine, s'était porté de Deux-Ponts à Saint-Wendel, se retira le 27 à Lauterecken par Breitenbach, Waldmoor et Küssel. Ligneville rappela cette division à Sarrebrück pour se réunir à l'armée de la Moselle. 1793. Allemagne.

Siége des Sables-d'Olonne. — Les premiers succès de la nouvelle insurrection des Vendéens firent prendre bientôt aux royalistes de ces contrées une attitude imposante. Quelques jours étaient à peine écoulés depuis les dernières affaires que nous avons rapportées, et déjà de nouveaux rassemblements étaient organisés, des magasins étaient formés; les instruments du labourage étaient convertis en armes meurtrières, où les armes manquaient encore. Le cri terrible de la guerre se faisait entendre dans les villes, dans les villages, dans les châteaux et sous l'humble toit des chaumières. Les deux chefs Joly et la Sécherie, à la tête d'une forte colonne, se présentent, le 24 mars, devant la ville des Sables-d'Olonne, défendue par une faible garnison. Cependant, cette garnison, commandée par le général Foucault, repousse les assiégeants dans une sortie. Joly laisse la Sécherie autour de la place, et va chercher du renfort. Il revient le 27; la garnison fait encore une sortie, et prend position en avant de la ville. Les chefs vendéens envoient au 25 mars. Vendée.

[1] Depuis maréchal de France, duc de Feltre, pair, ministre de la guerre, etc., etc.

1793. France. conventionnel Gaudin, qui partageait le commandement avec le général Foucault, un parlementaire portant la sommation de se rendre à Louis XVII. Ceux-ci, pour toute réponse, donnent le signal du combat, qui reste indécis. Le conventionnel Nion, en mission à la Rochelle, instruit de la situation des Sables, envoie un renfort qui porte la garnison à 1,500 hommes. Joly, qui s'était encore éloigné momentanément pour chercher à grossir sa troupe, reparaît le 28, accompagné de Savin, qui se trouvait lui-même à la tête d'un rassemblement assez nombreux. Ces troupes réunies attaquent, le soir même, les républicains, et repoussent leurs avant-postes. Joly établit aussitôt des batteries à l'embranchement des deux routes de Nantes et de Beauvoir. Le lendemain 29, il fait tirer sur la ville à boulets rouges. Les assiégés redoublent d'efforts, et leurs canonniers servent leurs pièces avec tant d'adresse, qu'ils parviennent à démonter celles des royalistes. La garnison fait une troisième sortie, fond sur les Vendéens, les charge la baïonnette en avant, leur tue 300 hommes, les disperse et s'empare de tout le matériel de leur camp. Joly et la Sécherie sont obligés d'abandonner leur entreprise.

30 mars. Allemagne. *Combat d'Ober-Flersheim.* — Custine, forcé d'abandonner ses positions sur la Nahe et menacé d'une attaque de front par des forces supérieures, s'était retiré le 29 sur Alzey et le 30 jusqu'à Pfeddersheim. Ce mouvement rétrograde laissait Mayence à découvert par sa droite, tandis que l'armée du Rhin, détachée de ce fleuve par sa gauche, était menacée à revers par Hohenlohe. Custine ordonna au général Doyré, qui commandait à Mayence, de lui envoyer à Worms la division Blou, forte de 7,000 hommes, et il croyait encore que l'armée de la Moselle flanquait son aile gauche et fermait aux ennemis le défilé de Kaiserslautern, le duché de Deux-Ponts et les passages des Vosges; et il espérait que la formidable position de Frankenthal, de Dürkheim et de Hochspeier serait pour son armée un refuge inexpugnable. En attendant l'arrivée de Blou, il fit occuper par son avant-garde, que commandait Houchard, le village d'Ober-Flersheim, entre Alzey et Worms. Attaqué le lendemain par les Prussiens aux ordres du général Eben, Houchard les contient longtemps par sa vigoureuse résistance; mais enfin, l'en-

nemi étant parvenu à le tourner dans sa position, Houchard allait être obligé de céder, quand Custine, qui d'abord avait refusé de croire à la supériorité des forces prussiennes, se hâte d'arriver à son secours, à la tête de deux bataillons. Il prend les Prussiens en flanc, et dégage une partie de son avant-garde. Parvenus au sommet d'une hauteur, les Français trouvent dix escadrons prussiens, prêts à les charger. Custine fait avancer son artillerie légère. Incommodée par cette dernière, la cavalerie ennemie recule; trente pièces de canon sont envoyées pour la soutenir, et alors le feu devient très-vif de part et d'autre. Les Français cependant obtiennent l'avantage. Les Prussiens rétrogradent en bon ordre, et leur artillerie nombreuse protége leur retraite; mais, vivement poursuivis, ils abandonnent entièrement le champ de bataille, qui demeure jonché de morts et de blessés. Cette action, qui fut très-meurtrière, dura fort peu de temps, et assura la retraite des Français sur Frankenthal. Mais le lendemain, le prince Louis de Prusse, en chargeant sur l'infanterie avec les dragons de Bayreuth, réussit à envelopper un corps de 1,100 hommes et le fit tout entier prisonnier. Custine fut obligé de détruire, à Frankenthal, à Worms et à Spire, les magasins immenses qu'il y avait établis. Le même jour, la colonne du général Blou, qui marchait à Worms, parut inopinément en vue d'Alsheim, où se trouvait le quartier général du roi de Prusse. Le prince de Hohenlohe, se mettant à la tête des troupes qu'il put rassembler à la hâte, força cette colonne à se retirer sur Mayence, d'où elle était sortie avec un grand parc d'artillerie que Custine avait demandé au général Doyré pour le réunir à son armée.

1793. Allemagne.

Combat et prise de Viella. — Le roi Charles IV avait vainement offert sa neutralité, le 28 décembre 1792, sous la condition que les jours de Louis XVI, son infortuné parent, seraient respectés. Vainement cette démarche fut-elle renouvelée pendant le cours du funeste procès de ce vertueux monarque; cédant enfin au juste ressentiment que la conduite et les principes de la Convention devaient inspirer au descendant de l'arrière-petit-fils de Louis XIV, fondateur de la dynastie des Bourbons en Espagne, le roi publie le 23 mars, à Madrid, une cédule portant déclaration de guerre à la Convention, et invi-

31 mars. Espagne.

1793. Espagne. tation à ses sujets de contribuer de tout leur pouvoir au succès de cette entreprise. Depuis longtemps cependant le gouvernement républicain était préparé à cette guerre. Une armée, aux ordres du général Servan, était déjà organisée sur les frontières d'Espagne. L'ordre de commencer les hostilités arrive, et le 31 mars au matin l'armée se met en mouvement et entre sur deux colonnes dans la vallée d'Aran. Le général Sahuguet, à la tête de la première colonne, dont l'adjudant général Fontenille conduisait l'avant-garde, débouche par la route de Castillon, s'empare de Boussos et pénètre jusqu'à Viella, chef-lieu de la vallée. Un corps espagnol était campé en vue de cette ville. Il se met en devoir de disputer le passage, et le combat s'engage. Sahuguet remporte l'avantage, force l'ennemi à la retraite, lui tue quelques hommes, fait plusieurs prisonniers, et reste maître de la ville. Son avant-garde s'empare de Cangean, de Bauzen, et ne s'arrête qu'à Fox, où il éprouve de la résistance. Les Espagnols, après une heure de combat, le contraignent de rétrograder. Le général Sahuguet s'établit dans la vallée d'Aran.

1er avril. Hollande. *Reddition de Gertruydenberg.* — Une partie des troupes autrichiennes, victorieuses à Neerwinden, s'était réunie au prince d'Orange, qui déjà se trouvait à la tête d'une armée composée de troupes hollandaises et anglaises, et se préparait à prendre l'offensive sur le corps français qui occupait encore le Brabant hollandais. Ces forces réunies se présentent, le 2 mars, devant la place de Gertruydenberg, dont Dumouriez avait confié le commandement au colonel Tilly. Étroitement bloqué, attaqué avec opiniâtreté, ce brave officier résista près de trois semaines, et ne rendit la place qu'après avoir obtenu une capitulation honorable. Sommé, dès le 23, de se rendre à discrétion, et dans les vingt-quatre heures, sous peine de voir la garnison entière passée au fil de l'épée, il répondit qu'il savait mourir, mais non manquer à l'honneur. La garnison de Gertruydenberg se composait du troisième bataillon du Calvados, des dix-neuvième et vingt-troisième bataillons nationaux, d'un bataillon batave, d'une compagnie d'artillerie, commandée par le capitaine Aubert, et de quarante hussards du huitième régiment. Toutes ces troupes firent leur devoir, et secon-

dèrent l'activité du colonel Tilly, qui obtint pour elles, par suite de leur belle défense, de sortir de la place avec tous les honneurs de la guerre. Le 8 avril, cette garnison se mit en marche pour rentrer en France. 1793. Hollande.

Combat de Chemillié. — En même temps que les armes de la république éprouvaient au dehors de funestes revers, la guerre civile faisait, dans les provinces de l'Ouest, des progrès rapides. Quoique vaincus, ou plutôt dissipés dans plusieurs rencontres, les royalistes vendéens voyaient chaque jour accroître leur nombre, et les chefs savaient habilement mettre à profit leurs défaites, pour aguerrir leurs soldats et leur inspirer ce désir de vengeance qui rend invincible. Un grand nombre de villes et de bourgs, envahis sans coup férir, étaient déjà tombés en leur pouvoir. Saint-Florent, Jallais, Chollet, Vihiers, Challans, Machecoul, Legé, Palluau, Chantonay, Saint-Fulgent, les Herbiers, Laroche-sur-Yon, avaient reçu des garnisons vendéennes et voyaient, sur les lieux élevés, flotter l'étendard royal à la place du drapeau républicain. La terreur planait sur toutes les villes voisines du théâtre de cette guerre intestine; Nantes même était menacé d'une prochaine agression, et les administrateurs du département de la Loire-Inférieure crurent, dans cette circonstance, devoir écrire aux départements environnants la lettre suivante : 11 avril. Vendée.

« Frères et amis ! à notre secours ! notre département est en feu. Une insurrection générale vient de se manifester : partout on sonne le tocsin ; partout on pille, on assassine, on brûle ; partout les patriotes, en petit nombre, tombent victimes de la fureur et du fanatisme des révoltés!..... Avez-vous des forces à nous prêter, des moyens de défense à nous fournir? Avez-vous des hommes, des soldats, du fer? Envoyez-les-nous : jamais on n'en eut plus besoin. »

Mais, à cette époque, Angers était le point le plus menacé. C'était aussi de ce côté que le gouvernement républicain avait cherché à accumuler ses moyens de défense. Le général Berruyer [1], commandant des troupes rassemblées aux environs de cette ville, les avait distribuées dans les positions qui lui parais-

[1] C'est le même qui, depuis, fut gouverneur de l'hôtel des Invalides.

1793. Vendée. saient les plus favorables pour un plan d'attaque générale qu'il avait formé. Lui-même s'était porté à Chemillié. Le chef d'Elbée, qui commandait une forte division de royalistes, apprenant le dessein de Berruyer, prend la résolution de le prévenir. Il réunit à la division qu'il commande celles des chefs Bonchamp, Stofflet, Cathelineau et Berard, et vient, le 11, attaquer Berruyer, dans Chemillié. A la vue de l'ennemi, Berruyer, qui se trouvait à la tête de 4,000 hommes, fait ses dispositions pour une honorable résistance. Il avait dans ses troupes un bataillon de Parisiens, connus sous la dénomination de *vainqueurs de la Bastille*, qui se distingua pendant l'action. Assaillis avec vivacité, les républicains montrent, dans leur défense, une grande énergie et beaucoup de courage. Cependant leur aile droite est enfoncée par les Vendéens. Mais, profitant d'un moment de succès obtenu par sa gauche, Berruyer rallie sa droite et son centre, tombe à son tour sur les royalistes, et les met en déroute. Poursuivis sans relâche, d'Elbée, Bonchamp et les autres chefs ne parviennent à arrêter leurs divisions qu'à Beaupréau.

16 avril. *Combat de Vihiers.* — Battues à Chemillié, les divisions royales, après s'être ralliées à Beaupréau, avaient évacué cette ville et dirigeaient leur marche par Tiffauges, pour s'emparer de Chollet, que les républicains avaient repris. Le corps commandé par d'Elbée était fort de 20,000 hommes. Il se composait des divisions d'Elbée, Cathelineau, Stofflet et Berard, et fut le noyau des rassemblements connus depuis sous le nom de la Grande armée d'Anjou et du Haut-Poitou. Ces forces étaient considérables, comparées à celles que la république employait dans ces contrées. Obligée de porter toute son attention vers les frontières du Nord, menacées par les puissances alliées, la Convention s'occupait peu des dangers que lui présentait la guerre civile ; elle affectait même d'en mépriser les auteurs, et cette sécurité, qui donnait aux royalistes le loisir d'organiser tous leurs moyens, lui devint par la suite extrêmement funeste.

Le projet d'attaquer Chollet ayant été adopté, d'Elbée avait mis ses colonnes en mouvement. Une faible division de républicains, commandée par le général Lygonnier, occupait Coron et Vezins. D'Elbée se décide à l'attaquer. Il place Cathelineau

à Vihiers, et lui-même marche contre l'ennemi, à la tête de ses propres troupes. Lygonnier, se voyant attaqué par des forces supérieures, prend le parti de la retraite et évacue les deux places menacées. Cathelineau sort de Vihiers, fond sur les bataillons républicains avec une intrépidité qui étonne et ébranle ces derniers. Toutefois Lygonnier anime ses soldats; ils tiennent ferme et se défendent avec courage; mais enfin, cernés de toutes parts, pris à dos, en flanc et en tête, ils sont forcés de fuir pour éviter une mort certaine. Les royalistes les poursuivent et en font un grand carnage. Toute leur artillerie et leurs munitions tombent entre les mains des vainqueurs. Cent soixante-sept grenadiers de Montreuil et de Saumur se jettent dans le château de Boisgreleau, et s'y retranchent, afin d'éviter la fureur des Vendéens. Assiégés pendant deux jours par l'armée entière de d'Elbée, ils ne se rendent que le troisième, et lorsque le manque de vivres les y contraint.

1793. Vendée.

Combat de Beaupréau. — Le succès du combat de Vihiers avait enflé le courage et les espérances des royalistes. D'Elbée en profita pour s'opposer aux progrès de Berruyer, qui, vainqueur à Chemillié, s'était avancé rapidement et s'était emparé de Saint-Florent et de Montrevault. Bonchamp s'était séparé de d'Elbée, et s'occupait à organiser le corps de troupes qui prit depuis son nom. Mais, après le combat de Vihiers, ces deux chefs se réunirent, et tous les deux s'avancèrent à la rencontre des troupes républicaines. Le 23 avril ils trouvent Gauvilliers, commandant les gardes nationales d'Angers et des environs, qui, à la tête de 2,000 hommes, s'était porté sur cette ville par suite du mouvement offensif ordonné par le général en chef Berruyer. Les troupes de Gauvilliers, animées par la voix et l'exemple des chefs qui les guident, obtiennent d'abord quelques avantages; mais les royalistes se précipitent en aveugles sur les canons et les baïonnettes de leurs ennemis. En vain le commandant encourage ses troupes; rien ne peut résister à la fougueuse impétuosité des Vendéens. Épouvantés des cris de *Vive le roi!* dont ils font retentir les airs, enveloppés presque de tous côtés par leurs colonnes tumultueuses, les républicains cèdent en frémissant. Les canonniers d'Eure-et-Loir se font tuer sur leurs pièces. Abandonnée par l'artillerie, une

23 avril.

1793. Vendée. compagnie de la garde nationale de Luynes se fait hacher presque en entier, tandis que l'armée fuit en désordre. Les royalistes entrent en vainqueurs dans la ville, après avoir ramassé sur le champ de bataille six pièces de canon et plusieurs caissons. Gauvilliers, n'espérant plus pouvoir se défendre avantageusement avec des troupes découragées, se hâte d'évacuer tous les postes de la rive gauche et de repasser la Loire. Le succès de cette journée fut extrêmement favorable au parti royaliste. Il inspira aux troupes vendéennes une confiance désormais inaltérable dans leurs forces. Fières d'avoir vaincu les troupes républicaines, elles se crurent invincibles. D'un autre côté, la défaite de Beaupréau avait tellement consterné les vaincus, que, pendant plus de trois mois, ils n'osèrent s'avancer dans le pays insurgé, qui se trouva entièrement libre. Les chefs vendéens et les prêtres qui suivaient leurs armées ne manquèrent point d'exalter cette victoire, comme un gage de la protection divine, sentant bien l'influence qu'une pareille opinion pouvait exercer sur des hommes que l'enthousiasme de la religion avait déjà portés à affronter la mort avec joie.

Le récit de ces tristes combats amène nécessairement de pénibles réflexions sur le déplorable effet des guerres civiles. Des amis, des parents, les enfants d'une mère commune armés pour s'entre-détruire! le courage aux prises avec le courage! les partis cherchant, dans les fureurs d'une mêlée sanglante, de nouveaux titres à la gloire, à la réputation, sans être arrêtés par l'idée déchirante de donner la mort à un frère, à un compatriote!... Mais le jour où se livra le combat de Beaupréau, les Français obtenaient un triomphe plus consolant sur la frontière d'Espagne.

25 avril. France. *Combat du camp d'Andaye.* — La Convention, en faisant commencer les hostilités contre l'Espagne, n'avait encore mis entre les mains du général Servan que des forces bien inférieures en nombre à celles que les Espagnols avaient déjà rassemblées sur la frontière. Servan, qui attendait incessamment les renforts qu'on lui faisait espérer, avait établi ses troupes dans plusieurs camps retranchés, où il exerçait à la discipline les nouvelles levées qui les composaient. Trois de ces camps renfermaient la droite de l'armée. Le premier, composé de quatre bataillons,

était placé sur le rideau qui est à droite du village d'Andaye, d'où il éclairait une partie des rives de la Bidassoa. Appuyé à sa droite par le fort d'Andaye, il avait sur son front la hauteur nommée depuis le *Camp républicain*, et en avant de son aile gauche la montagne de Louis XIV, où était placée une batterie de cinq pièces de canon de gros calibre. Il prolongeait sa gauche par quelques troupes légères jusqu'à Jolimont, où se trouvait un second camp de deux bataillons. Le troisième camp, de trois bataillons, était placé en avant de Sare, vis-à-vis le village espagnol de Zugarramurdy : quelques chasseurs, placés à Ainhoüé et à l'entrée de la gorge qui conduit à Berra, soutenaient ses flancs. 1793. France.

Ventura Caro, général en chef de l'armée espagnole, craignant que les Français ne profitassent de leur position pour passer la Bidassoa, résolut de les prévenir en les attaquant. Il établit, en conséquence, des batteries considérables sur la rive gauche de cette rivière, de manière à battre un des côtés du fort opposé à celui qui était sous le canon de Fontarabie. Le 23 avril, une grêle de boulets, de bombes et d'obus assaillit à la fois le camp, le fort et la redoute construite sur la montagne de Louis XIV. Cette explosion soudaine jette le désordre parmi les Français, et leur consternation fut au comble en voyant les habitants d'Andaye fuyant éplorés, avec leurs femmes et leurs enfants, et cherchant à éviter les terribles projectiles qui détruisaient leurs maisons. Cependant les Espagnols franchissent la Bidassoa, s'emparent de la montagne de Louis XIV et détruisent la batterie. C'était en vain que le général Regnier cherchait à ranimer les troupes dont le courage était abattu. Elles fuyaient, lorsque Villot [1], chef du cinquième bataillon d'infanterie légère, en se précipitant sur l'ennemi, parvient à rendre aux Français quelque énergie. Le moment était pressant; la gauche était attaquée avec impétuosité, tandis que le fort d'Andaye était vivement canonné. Le général Regnier et plusieurs autres sont blessés. Mais l'audace des Français s'est ranimée ; ils marchent avec fureur contre les Espagnols, et les forcent à repasser précipitamment la Bidassoa.

[1] Depuis lieutenant général.

25 avril. Vendée. *Combat des Aubiers.* — La cause embrassée par les Vendéens voyait tous les jours augmenter le nombre de ses défenseurs. Une foule de chefs généreux s'étaient dévoués pour la faire triompher, et s'ils eussent mis dans leurs rapports politiques autant de confiance réciproque qu'ils montraient de bravoure dans les combats, le trône, qu'une révolution avait renversé avec tant d'éclat, eût pu tout à coup se relever par une révolution non moins inopinée que la première. Mais l'ensemble dans les entreprises fut toujours ce qui manqua aux Vendéens pour leur faire obtenir des résultats satisfaisants. La soif du commandement est un des besoins naturels à l'homme, et chacun des chefs royalistes en était plus ou moins tourmenté. C'est sans doute à cette cause qu'il faut attribuer les fautes commises dans cette guerre, qui était d'un si grand intérêt pour les destinées futures de la France. Au lieu de rassembler leurs forces, de les réunir sous un chef unique qui les eût employées pour un seul but, les généraux royalistes ne prirent jamais cette mesure qu'à demi, et ne se soumettaient qu'avec regret à une autorité que chacun se croyait seul digne d'exercer. Leurs divisions partielles, opérant souvent à de grandes distances, donnaient à leur armée l'aspect de bandes irrégulières. Exposées, par cette fausse combinaison, à se trouver souvent dans l'impossibilité de se porter mutuellement des secours, elles ne purent jamais obtenir les grands résultats qui eussent été infailliblement la suite de leur union et du concours général de toutes les volontés. Au reste, cette faute ne leur fut point particulière. Les républicains eurent la maladresse de la commettre ainsi qu'eux, et la Convention ne remporta sur les royalistes des avantages réels, que lorsqu'elle eut adopté l'usage des grandes masses et les eut fait diriger par un seul et même général.

Un chef célèbre dans le parti royaliste venait de paraître sur la scène pour y jouer un grand rôle. Le jeune Henri de Laroche-Jacquelein, fils d'un ancien colonel du régiment de Royal-Pologne, après avoir servi dans la garde constitutionnelle de Louis XVI, s'était, à la suite de la fatale journée du 10 août 1792, retiré dans ses terres, près de Châtillon. Cependant il n'avait pris aucune part aux premières insurrections et était resté tranquille dans ses foyers. Mais aussitôt que le bruit des

victoires remportées par les Vendéens fut parvenu jusqu'à lui, il éprouva le besoin de se signaler. Il rassemble les habitants de sa terre; son coup d'essai est une victoire. 1793. Vendée.

Lygonnier, après sa défaite à Vihiers, forcé de se retirer vers Doué, avait appelé le général Quetineau à son secours. Celui-ci, pour arriver plus vite, prend en toute hâte le chemin le plus direct, et se dirige sur les Aubiers. Averti de sa marche, le jeune Laroche-Jacquelein l'attendait dans ce bourg, à la tête des hommes dévoués qu'il commandait. Assailli à l'improviste par les Vendéens, Quetineau perd la tête et ne sait point disposer ses troupes en bataille. Il néglige même de donner les ordres pour effectuer la retraite. C'en était fait de sa division tout entière, si quelques troupes régulières ne se fussent point rangées en bataillon carré et n'eussent soutenu le feu des royalistes, pendant que les fuyards opéraient leur retraite sur Bressuire.

Attaque du camp de Sare. — Le général Ventura Caro, n'ayant point retiré de son attaque du camp d'Andaye tout le succès qu'il s'en promettait, vint attaquer celui de Sare, le 30 avril. 30 avril. 1er mai. France.

Le camp de Sare était situé sur une hauteur, vis-à-vis du village espagnol de Zugarramurdy. A la droite se trouvait la gorge de Berra, qui n'était que faiblement gardée, quoique essentiellement importante à la sûreté du camp.

Les Espagnols se mirent en marche sur deux colonnes : la première, partie de Lezaca, fut retardée dans son mouvement par des obstacles imprévus; la seconde, partie de Berra, prit poste dans un bois situé sur le chemin de Sare, à une demi-lieue en avant de Berra. C'était précisément le point que le commandant du camp de Sare avait négligé d'occuper.

Nonobstant le retard de la colonne venant de Lezaca, retard qui dérangeait le plan d'attaque, puisque cette colonne était destinée à tourner le camp français, le général Caro s'avança avec les troupes parties de Berra, commandées par le marquis de La Romana et M. de Cifuentes.

Le lieutenant-colonel Pinson, commandant les chasseurs des montagnes, chargé de surveiller la gorge, ayant remarqué quelques mouvements, fit prévenir le colonel La Chapelette,

1793. France. commandant du camp de Sare; mais avant que les dispositions fussent prises pour parer à l'attaque, l'ennemi se trouvait sur les retranchements en avant du flanc du camp. Les Français, surpris, se rallient un moment à la voix de leurs chefs; mais comme l'attaque se faisait de nuit, effrayés de ne point encore apercevoir l'ennemi, tandis que son feu faisait de grands ravages parmi eux, le désordre s'introduit dans leurs rangs: ils fuient et se dispersent; les Espagnols s'emparent des retranchements avancés et de deux pièces de canon. Cependant le colonel La Chapelette ordonne à un détachement de cent hommes de son régiment (le quatre-vingtième d'infanterie), commandés par le brave Latour d'Auvergne, d'arrêter les Espagnols dans leur trajet des redoutes au camp. Lui-même se met à la tête de cent autres soldats pris dans les bataillons volontaires du camp, et se dispose à marcher pour soutenir son digne capitaine de grenadiers.

Celui-ci, posté sur une hauteur, laisse arriver paisiblement les colonnes ennemies, et à vingt pas de distance il commande le feu. La colonne s'arrête quelques moments; mais, renforcée par d'autres troupes, elle attaque avec vigueur. Après une demi-heure de combat, Latour d'Auvergne est forcé de se replier sur le camp, qu'il trouve dans la plus grande confusion, malgré les efforts du colonel La Chapelette pour rallier les troupes qui, à l'aspect de la colonne partie de Lezaca, et se dirigeant sur le camp par un autre côté, s'enfuyaient par le chemin d'Ainhoüé, abandonnant quatre pièces de canon. Latour d'Auvergne, qu'une partie de ses grenadiers n'avait point abandonné, fait atteler les chevaux d'artillerie en face de l'ennemi, avec des peines incroyables, et sauve trois de ces pièces; la quatrième, qui ne peut être attelée, est enclouée et jetée dans un vallon. Latour d'Auvergne couvrit la retraite des troupes jusqu'à Ustaritz, où elles se rallièrent. Cette affaire coûta aux Français la perte de plusieurs braves officiers, qui se battirent avec un grand courage. Le chef de bataillon Pinson, trois officiers du même corps (les chasseurs des montagnes), et trois autres des bataillons des Landes et du Gers, restèrent sur le champ de bataille. Le capitaine Dessein, du quatre-vingtième régiment, fut blessé, et le colonel La Chapelette eut un cheval tué sous lui.

Les Espagnols, après avoir pillé et brûlé le camp de Sare, rentrèrent dans leurs limites. 1793. France.

Combat et prise de Thouars. — Le général Quetineau, après l'affaire des Aubiers, avait évacué cette ville ouverte et sans défense, et s'était retiré à Thouars. Il y fut attaqué, le 5 mai, par un corps de royalistes, commandé par les chefs Bonchamp, Laroche-Jacquelein et Lescure. Un gentilhomme angevin, nommé Domagné, commandait la cavalerie, et Bernard de Marigny, ancien lieutenant de vaisseau, dirigeait l'artillerie de cette troupe. 5 mai. Vendée *.

Thouars, ville du département des Deux-Sèvres, est située sur une hauteur. Anciennement fortifiée, elle se trouve, par sa position, susceptible de défense et à l'abri d'un coup de main. La rivière du Thoué forme, autour d'une partie de l'enceinte, une ligne courbe qui défend le côté occidental et le côté méridional. Cette rivière, dont les deux ponts avaient été coupés, est guéable au-dessous du petit village de Vrinne. Quetineau avait disposé sa division, forte d'environ 6,000 hommes, sur les bords du Thoué, entre ce dernier et la ville, vis-à-vis l'emplacement des ponts coupés; mais il n'avait placé que 400 hommes d'un bataillon de la Vienne au gué de Vrinne.

Les insurgés attaquèrent sur trois points. Leur cavalerie, à la tête de laquelle se mit Bonchamp, passa le gué à la nage malgré la résistance des volontaires de la Vienne, qui le défendirent avec un grand courage et y périrent presque tous, à l'exception d'un petit nombre de fuyards qui lâchèrent pied à l'approche de l'ennemi. Pendant ce temps, le gros des troupes de Quetineau était tenu en échec par Laroche-Jacquelein, qui faisait mine d'attaquer l'un des ponts. La cavalerie vendéenne se trouva, par le passage du Thoué, sur le flanc de la division républicaine. Le feu s'engagea avec plus de vivacité, et l'avantage parut pendant quelque temps incertain; mais l'infanterie royaliste, qui avait réussi à passer la rivière, enveloppa la troupe de Quetineau, qui se débanda et fut chercher, ainsi que

* Nous continuerons de désigner sous ce nom générique le théâtre de la guerre civile, pour ne pas surcharger la marge de la dénomination trop variée des départements de l'Ouest; mais ces derniers seront désignés dans le texte.

1793. Vendée. son général, un refuge derrière les murs de la ville. Un bataillon de Marseillais opposa seul une grande résistance. Formés en carré, ils se défendirent longtemps contre la cavalerie et pénétrèrent même dans les rangs royalistes. Mais, accablés enfin par le nombre, ils cédèrent et furent tués, pour la plupart, glorieusement. Les Vendéens, pénétrant dans la ville, y arborèrent le drapeau blanc. Les républicains mirent bas les armes et se rendirent à discrétion. Le combat dura dix heures. Près de mille morts resterent sur le champ de bataille. Le général Quetineau et sa division faits prisonniers, les munitions, cinq à six mille fusils, douze pièces de canon, vingt caissons, la possession d'un poste important, tels furent, pour les Vendéens, les résultats de cette journée.

20 mai. *Suite du combat de Thouars.* — En faisant entrer dans notre cadre historique quelques-uns des événements les plus remarquables de la guerre civile des départements de l'Ouest, nous avons évité de retracer, et nous continuerons de passer sous silence, tous les détails trop affligeants pour l'humanité et pour la gloire nationale qui se trouvent dans les relations, les mémoires et les renseignements particuliers qui nous ont servi de documents. Ainsi nous n'avons point parlé des massacres qui suivirent la première affaire de Machecoul, et qui furent ordonnés par un comité de cannibales digne émule de quelques-uns de ces comités, dits *révolutionnaires,* qui couvrirent la France de deuil pendant la tyrannie de Robespierre. Ce comité était présidé par un homme sanguinaire nommé Souchu, ancien receveur des gabelles. La conduite de ce prétendu royaliste égala, si elle ne surpassa pas, celle de Carrier, de Joseph Lebon et des autres agents féroces du gouvernement révolutionnaire. Il imprima à la cause qu'il avait embrassée, sans doute par calcul, une tache qui devait naturellement s'étendre sur quelques-uns des principaux chefs militaires de l'insurrection. Aussi l'un d'entre eux, Charrette, dont nous aurons occasion de parler dans la suite de cet ouvrage, fut-il accusé d'avoir exercé d'horribles représailles sur les troupes républicaines. Quelques auteurs ont entrepris de le justifier de cette accusation, et la rejettent tout entière sur ce Souchu et sur un prêtre nommé Priou qui, par de prétendus miracles, faisait inter-

venir le ciel dans ces déplorables excès. Quoi qu'il en soit, les chefs royalistes des troupes qui venaient de prendre Thouars ne souillèrent point cet avantage, et se signalèrent par une modération qui contrastait avec les cruautés commises dans le Bas-Poitou. Les vainqueurs se contentèrent de vivre aux dépens des habitants, de la ville et des environs, les plus connus par leur attachement au système républicain. 1793. Vendée

Les royalistes, enhardis par leurs succès, ne séjournèrent que quatre jours à Thouars. Bonchamp et quelques autres chefs partirent pour se concerter avec d'Elbée, qui méditait l'attaque de Fontenay.

Suite de la retraite de l'armée de la Belgique, et combats du camp de Famars. — On a vu que le succès des Français à Pellenberg n'apporta aucun changement favorable dans leur situation en Belgique, mais qu'il servit à rendre les ennemis plus disposés à écouter les propositions que leur fit Dumouriez, et surtout celle de ne point inquiéter la retraite qu'il voulait effectuer jusque sur la frontière de France. Ce général savait que ses projets étaient dévoilés aux yeux d'un gouvernement terrible, qui d'ailleurs ne pardonnait point les défaites et rendait ses généraux responsables de leurs revers. Sa position était difficile; cependant, s'il eût eu l'audace et l'activité nécessaires pour en tirer parti, il eût pu acquérir une grande renommée. 23 mai. France.

Presque certain d'avance du sort qui lui était réservé, Dumouriez pensa que le seul moyen de l'éviter était de marcher sur Paris et de renverser le gouvernement conventionnel. Mais il fallait, comme César, passer promptement le Rubicon, s'avancer avec la rapidité de l'éclair, pour mettre à profit la terreur imprimée par ses propres revers, en s'emparant du foyer de l'anarchie, et tenter d'un seul coup une révolution nouvelle. Trois envoyés des sociétés populaires se rendirent à son quartier général; il les admit et ne craignit pas d'éclater en leur présence : « La république, s'écria-t-il, est un vain mot; j'y ai cru trois jours. Depuis Jemmapes j'ai regretté tous les succès que j'ai obtenus pour une aussi mauvaise cause. Il n'y a qu'un moyen de sauver la patrie : c'est de rétablir la constitution de 1791 et un roi. » Dumouriez, au moment décisif, manqua de résolution : la lenteur qu'il apporta dans ses dispositions fit échouer son

1793. France. projet. Après avoir communiqué ses desseins au prince de Cobourg, après avoir obtenu de ce général en chef une trêve pour évacuer sans danger la Belgique, et la promesse d'un corps auxiliaire pour favoriser son entreprise, le général se décida à faire rentrer l'armée sur le territoire français.

Anvers avait capitulé. Le général Marassé, qui commandait les 8,000 hommes restés dans cette ville, se laissa intimider par les démonstrations du colonel Mylius, envoyé sur ce point par le général en chef autrichien, avec 2,000 hommes de troupes légères. La reddition, sans coup férir, de la citadelle d'Anvers, rend encore cette capitulation plus inconcevable. Il est vrai que déjà une grande partie des troupes rassemblées autour de cette place, frappées de terreur après la bataille de Neerwinden, n'écoutant plus la voix de leurs généraux, s'étaient retirées, dans le plus grand désordre, par Bruges, sur Dunkerque. La position de Courtray, assignée dans le cas de retraite, ne fut point occupée par les fuyards, qui rentrèrent les uns après les autres sur le territoire français, où on parvint cependant à les rassembler, en partie, dans les camps de Cassel, de Dunkerque et de la Madeleine, sous Lille.

Dans cet état de choses, Dumouriez fit passer aux commandants de Bréda et de Gertruydenberg l'ordre de capituler aux meilleures conditions.

Cependant le gouvernement républicain avait pris ses mesures contre ce général, qui voulait jouer le rôle de Monck [1]. Beurnonville, ministre de la guerre, et quatre commissaires, pris dans le sein de la Convention, furent envoyés pour arrêter Dumouriez. Il les fit arrêter eux-mêmes, comme otages, et les livra aux Autrichiens. Mais il était trop tard pour réussir à séduire les troupes, déjà maîtrisées par les agents de la Convention, de la faction dite *jacobine*. Les propositions de Dumouriez ne furent point accueillies, et son armée crut devoir garder le serment qu'elle avait fait à la république, ou plutôt celui de défendre contre une invasion étrangère le territoire national. La popularité que Dumouriez avait acquise parmi ses soldats

[1] Général anglais qui renversa le gouvernement protectorial, et rétablit Charles II sur le trône d'Angleterre.

s'évanouit comme un prestige quand ceux-ci connurent le but que se proposait leur général. Il n'avait point encore assez vécu avec eux pour pouvoir espérer que leur attachement à sa personne l'emporterait sur l'amour de la patrie, ce sentiment des âmes généreuses, étranger aux combinaisons de la froide politique, et qui souvent ne sait point s'arrêter aux considérations de l'intérêt présent. Ne pouvant donc compter sur ses troupes, et craignant peut-être leur ressentiment autant que celui de la Convention, Dumouriez prit le parti de chercher un asile dans l'armée autrichienne, accompagné de quelques amis attachés à sa fortune. Le jeune duc de Chartres et quelques autres officiers se retirèrent en pays neutre. La circonstance la plus remarquable de la fuite de Dumouriez fut la rencontre de ce dernier avec un bataillon de l'Yonne, sur la route de Tournay à Condé. Ce bataillon voulut arrêter ce général et son escorte. Les fugitifs mirent leurs chevaux au galop et réussirent à s'échapper, non sans essuyer un feu assez vif de la part des poursuivants. Le départ de Dumouriez entraîna une faible désertion de 15 à 1,600 hommes parmi les troupes françaises.

1793. France.

Ainsi se termina la carrière militaire d'un homme doué d'une imagination ardente, qui l'entraîna dans plusieurs écarts politiques. Il n'avait pas assez d'expérience de la guerre pour éviter les fautes nombreuses qu'il commit ; mais on doit cependant le placer au-dessus des généraux ordinaires, par les services qu'il rendit dans des moments difficiles. S'il nous était permis de hasarder un jugement qui n'est cependant pas de notre ressort, nous dirions que, chez Dumouriez, l'esprit d'intrigue a peut-être étouffé le développement d'un génie qui aurait pu exécuter de plus grandes choses.

Les Autrichiens observèrent religieusement la trêve convenue. L'armée française fut distribuée dans les places et aux environs de Condé, Valenciennes et Lille. Un camp fut formé à la hâte à Famars, devant Valenciennes. Dampierre, dont on a déjà vu la conduite militaire, fut nommé général en chef. La tâche du successeur de Dumouriez présentait beaucoup de difficultés. Avec une armée d'à peine 40,000 hommes, familiarisés avec la désertion, mal disciplinés, mal équipés, il avait à s'opposer aux progrès de 80,000 Autrichiens, et il devait cou-

1793. France. vrir la ligne des frontières de Dunkerque à Valenciennes. Dampierre donna, dans cette circonstance, des preuves d'une infatigable activité et du plus grand zèle. Il rallia les corps dispersés, rétablit la discipline, fit former des camps retranchés à Cassel, au faubourg de la Madeleine devant Lille, à Maubeuge, et entre Philippeville et Givet. Il lia tous ces camps par une ligne de cantonnements, et plaça son quartier général à Famars.

Les Autrichiens avaient établi une chaîne de postes depuis la Sambre jusqu'à Menin, en avant de Mons et de Tournay; ils étaient, le 9 avril, sur le sol français, menaçant à la fois Lille, Condé, Valenciennes et Maubeuge. Plusieurs engagements sans résultats avaient eu lieu à Fresnes, Curgies, Vicogne, et dans la forêt de Mormal. 10,000 Anglais, débarqués à Ostende, s'étaient dirigés sur la Flandre maritime, pour agir, conjointement avec les Hollandais, contre cette partie de la France. Dampierre leur opposa les troupes réunies au camp de Cassel, et composées en grande partie de nouvelles levées, avec quelques débris du corps d'armée d'Anvers. Condé, point milieu des deux lignes, devint le but des opérations des deux armées de Dampierre et du prince de Cobourg. En attendant les renforts qu'on lui promettait, l'intention du général français était de rester sur la défensive, en se contentant de harceler l'ennemi plutôt que de le combattre; mais ce système prudent de temporisation ne convenait point au caractère fougueux et au zèle ignorant des commissaires conventionnels, qui forcèrent Dampierre à abandonner son plan et à courir indiscrètement la chance des combats, avec des troupes inférieures en nombre et découragées. La première tentative fut de dégager Condé. L'ennemi, abordé d'abord avec assez de vigueur, repoussa l'attaque et fit éprouver aux Français une perte qui fut évaluée, dans les rapports étrangers, à 2,000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Cet échec, qui devait naturellement contribuer à affaiblir le courage des soldats, leur inspira pourtant le désir de venger l'affront qu'ils avaient reçu, et, par une circonstance remarquable, leurs vœux se réunirent aux instances des commissaires de la Convention, pour recommencer le combat. Dampierre, qui ne se dissimulait point la faiblesse des moyens dont il disposait, hésitait encore; mais enfin il se détermine à une attaque générale.

Par la position qu'elle occupait, l'armée autrichienne se trouvait séparée en deux par l'Escaut. Dampierre crut ne devoir engager la bataille qu'à l'une des deux ailes. En conséquence, il sort du camp de Famars, à la pointe du jour, et fait faire une fausse attaque sur les bords de l'Escaut. L'aile droite renverse tout ce qui se trouve devant elle, et parvient jusqu'à Quiévrain. Au même moment, l'aile gauche s'avance rapidement par la route de Valenciennes, et attaque l'ennemi avec le même avantage. Mais le centre de l'armée française, assailli par le feu meurtrier des batteries autrichiennes qui se trouvaient sur son front, faiblit et recule. Dampierre, qui s'y trouvait, essaye de ranimer ses soldats et de rétablir la ligne; mais le désordre s'accroît par la marche rapide du centre autrichien, qui perce cette ligne et agrandit la trouée. Le prince de Cobourg, prolongeant les ailes, les porte en avant. Le général français, craignant d'être enveloppé, se hâte de faire replier les troupes dans le camp de Famars. Mais le lendemain, comptant toujours sur l'élan qu'ils croient avoir donné aux soldats, les opiniâtres commissaires de la Convention contraignent Dampierre à faire reprendre les armes à ses troupes. Les Autrichiens, éclairés par le mouvement de la veille, avaient renforcé leur gauche. Dampierre la fait inquiéter par des détachements des garnisons de Landrecies et du Quesnoy, pendant que lui-même, à la tête de l'avant-garde, passe l'Escaut pour attaquer l'aile droite autrichienne. Il réussit d'abord dans son agression : le village de Raismes est emporté. Le général Lamorlière était parti du camp de la Madeleine, et s'était avancé jusqu'auprès de Saint-Amand. Son mouvement avait pour but de tomber sur le flanc de l'armée ennemie. Le général Clairfait, qui commandait l'aile droite, s'était retranché dans les bois de l'abbaye de Vicogne. Lamorlière charge le corps prussien posté sur le terrain coupé par la chaussée de Vicogne à Saint-Amand; il s'empare de Sautain et de Curgies, tandis que le général Nesrode, avec une partie de la garnison du Quesnoy, attaquait Jalain avec le même succès. Dampierre, après avoir traversé Raismes, se porte contre la réserve ennemie, retranchée dans le bois de Vicogne. Il y est reçu vigoureusement. Cette attaque se prolonge jusqu'à la fin du jour. Irrité de la longue résistance qu'il éprouve, Dampierre se met à la tête

1793. France. d'une de ses colonnes; il est bientôt frappé d'un boulet qui lui emporte la cuisse. Ce malheureux événement ralentit tout à coup l'ardeur des Français; la confusion s'introduit dans les colonnes, et les troupes se débandent. Cependant il convient de consigner ici un trait qui fait honneur à la discipline de trois bataillons de volontaires dont nous regrettons de ne pouvoir rappeler les noms. Troublés par le feu roulant de trois batteries autrichiennes, placées à l'issue du village de Raismes, ces bataillons rétrogradaient en désordre; le général Ihler, qui les commandait, leur crie d'une voix forte et imposante: « Soldats, à vos rangs; vous fuyez! » Ils se reforment aussitôt, et continuent leur retraite au pas ordinaire.

L'attaque sur Saint-Amand, par le général Lamorlière, eut un semblable résultat, et cette forte division fut obligée de suivre le mouvement général de l'armée. La perte de l'ennemi fut évaluée à 1,000 hommes; la perte des Français fut à peu près de 1,500 tués et blessés.

Dampierre mourut, le lendemain de cette action, des suites de sa blessure. Les commissaires conventionnels le remplacèrent provisoirement par le général Lamarche.

Depuis ce dernier combat, l'armée française, rentrée dans ses camps, restait sur la défensive; mais, le 23 mai, l'armée autrichienne s'ébranle et se porte à la fois sur tous les postes français, depuis Orchies jusqu'à Maubeuge, dans un développement de près de dix lieues. Les Hollandais et les Prussiens attaquaient également le même jour la ligne française, depuis Ypres jusqu'à Orchies. La principale attaque se dirige sur le camp de Famars. La prise de ce camp ouvrait aux alliés la route de France, située entre Valenciennes et Maubeuge, et découvrait ces deux places fortes. Le camp s'appuyait par la droite à l'Escaut, et par la gauche à la rivière de Ronelle; son front était couvert de redoutes; et, pour le soutenir, on avait formé un autre camp avancé à Anzin, à la gauche de Valenciennes. Assaillis, dès la pointe du jour, par des forces presque triples, les Français se défendirent avec résolution jusqu'à la nuit. Vers midi, le duc d'York, qui s'était réuni depuis quelques jours à l'armée autrichienne, avec un corps d'Anglais et de Hanovriens, avait réussi à tourner la droite; et les redoutes en deçà de la Ronelle furent em-

portées dans l'après-midi par le général Ferrari, qui commandait le centre de l'armée autrichienne. Accablés par le nombre, et près d'être forcés dans leurs derniers retranchements, les Français abandonnèrent le camp de Famars à l'entrée de la nuit, et furent se rallier sous les remparts de Bouchain. Le camp d'Anzin, attaqué le 24, fut emporté après un combat opiniâtre; l'armée française perdit dans ces différentes affaires 3,000 hommes tués, blessés et prisonniers. Le résultat de ce succès fut, pour les alliés, l'investissement complet de Valenciennes. Le duc d'York fut mis à la tête du corps d'armée de siége, qui se composa des Anglais et Hanovriens, et d'une forte division autrichienne. 1793. France.

Combat de Fontenay. — D'Elbée, lieutenant dans un régiment de cavalerie avant la révolution, s'était retiré dans les environs de Beaupréau, et avait eu d'abord quelque répugnance à prendre parti dans les troubles civils; mais bientôt, entraîné par le torrent, ses idées religieuses, qui tenaient de l'*exaltation*, le portèrent à se croire appelé par la Providence à concourir au rétablissement de l'ancien ordre de choses. Il commandait un des rassemblements royalistes du Poitou. Après avoir occupé la Chateigneraie et Vouvant, il voulait s'emparer de Fontenay, chef-lieu du département de la Vendée. 16 mai. Vendée.

Le 16 mai au matin, les prêtres qui accompagnaient les troupes vendéennes, prennent leurs habits sacerdotaux et officient solennellement, dans l'église de Vouvant, pour demander à Dieu la grâce d'entrer, le soir, triomphants dans Fontenay. Tous les soldats, le chapelet à la main et le scapulaire au cou, assistaient pieusement à cette cérémonie religieuse.

Fontenay était défendu par 3,000 hommes, que commandait le général Chalbos. Sûr de la valeur de ses troupes, ce général n'attend point les Vendéens dans les murs; il sort à leur rencontre, se déploie dans la plaine, et leur présente le combat. Il commence, de part et d'autre, par une vive canonnade qui dure près de trois heures. Mais bientôt la mêlée s'engage. Supérieurs en nombre, les Vendéens, qui se précipitaient avec furie sur les rangs républicains, étaient sur le point de les rompre, lorsqu'une charge de cavalerie vient arrêter leur audace et donne aux républicains le temps de se reformer. Chalbos, ayant vu échouer un mouvement qu'il faisait pour prendre l'en-

1793. Vendée. nemi en flanc, ordonne à Nouvion de charger de nouveau, tandis que lui-même, à la tête du reste de la cavalerie, attaque les Vendéens à dos et les culbute par une charge simultanée et impétueuse. D'Elbée, emporté par son ardeur, reçoit une blessure en combattant vaillamment au premier rang. L'adjudant général Sandoz s'élance alors à la tête de l'infanterie, fond sur les Vendéens, augmente la confusion, qui déjà paralysait leurs efforts, et complète leur déroute. La cavalerie vendéenne donna, par sa résistance, le temps aux vaincus de filer dans le Bocage. Le résultat de cette action, où les deux partis avaient montré une égale bravoure, fut, pour les Vendéens, la perte de 400 hommes, des bagages, des munitions et de vingt-quatre canons, parmi lesquels se trouvait la *Marie-Jeanne*, espèce de couleuvrine en cuivre à laquelle les paysans vendéens attribuaient une vertu surnaturelle. Les vaincus ne se rallièrent qu'à Parthenay et aux environs.

17 mai. France. *Combat de Rilsheim*. — Obligé d'abandonner entièrement ses conquêtes, et de laisser le roi de Prusse, en personne, assiéger l'importante place de Mayence, le général Custine s'était définitivement retiré derrière les lignes de la Lauter. Il avait distribué son armée depuis Lauterbourg jusqu'à Hombourg, dans le duché de Deux-Ponts ; mais, venant d'être appelé au commandement en chef de l'armée du Nord, il voulut signaler son départ par une action générale sur toute la ligne, depuis le Rhin jusqu'à Hornbach. Son dessein était d'enlever, le 17 mai, 8,000 hommes, que Wurmser avait poussés trop en avant de leur position vers Rheinzabern. Les généraux Pully et Houchard, avec le corps d'armée de la Moselle dont il venait de recevoir le commandement, devaient contenir les Prussiens pendant que Custine mettrait à exécution son projet. Houchard devait prendre à dos le corps du prince de Hohenlohe ; mais l'armée de la Moselle était trop éloignée pour opérer cette diversion. Le général Falk, avec neuf bataillons et quelques escadrons, devait quitter les montagnes et s'avancer dans la vallée d'Anweiler, et avec la garnison de Landau tenir en échec le corps du duc de Brunswick, tandis que le général Ferrières devait également tenir en échec les Autrichiens cantonnés du côté de Rheinzabern, et engager lui-même le combat quand il entendrait la canonnade du côté de

Rilsheim. Après avoir arrêté ses dispositions, Custine se met en marche le 16, à huit heures du soir, avec vingt-six bataillons, trois régiments de dragons, deux régiments de chasseurs à cheval et trois régiments de grosse cavalerie, pour se rendre au village de Steinfeld, où était le quartier général de l'avant-garde commandée par le général Landremont. Cette marche de nuit avait tellement fatigué les troupes que le général Diettmann, qui avait provisoirement remplacé Custine dans le commandement de l'armée du Rhin, avait déjà ordonné la retraite quand Custine parut et fit changer cette disposition. Les troupes avaient dépassé le village de Herxheim, quand Custine apprit qu'une colonne ennemie arrivait par la route de Rheinzabern à Rilsheim, et allait déboucher de ce dernier village. La cavalerie qui se trouvait sous sa main fut dirigée sur cette colonne pour la charger. Elle se composait de l'avant-garde commandée par le général autrichien Hotze. A cinq heures du matin, le combat s'engage. Le général Landremont, qui commandait l'avant-garde de Custine, fait preuve d'intelligence et de bravoure. Il replie tous les postes de l'ennemi, le contient et l'empêche de déboucher par la forêt de Germersheim. Le 11e régiment de chasseurs charge avec la plus grande valeur un corps de cavalerie ennemie, et lui fait éprouver une grande perte. Mais pendant que Landremont se battait avec succès, les troupes dirigées par Diettmann, après avoir débusqué l'ennemi des hauteurs de Rilsheim, éprouvaient un revers. Au lieu de suivre les hauteurs, comme elle en avait l'ordre, l'infanterie se rendait à Rilsheim par la pente; et à l'instant où elle se formait en bataille, un corps de cavalerie ennemie ayant chargé le 9e de chasseurs et l'ayant repoussé, les soldats prirent ce régiment pour un corps ennemi, s'épouvantèrent et rompirent leurs rangs. Dès ce moment, le désordre se mit parmi eux; il ne fut plus possible de les rallier, et Custine, pour éviter un plus grand mal, se hâta de faire rentrer toute l'armée dans ses lignes, et perdit ainsi tout le succès qu'un premier avantage lui permettait d'espérer.

1793.
France.

Le peu de contenance de l'infanterie et la lenteur du général Ferrières à suivre l'ennemi d'aussi près qu'il aurait dû le faire, quand celui-ci quitta sa position de Rheinzabern pour venir dé-

1793. France. boucher de Rilsheim devant les troupes de Custine, furent les principales causes de la non-réussite de cette affaire.

18 mai. France. *Combat de Thuir*. — Les troupes françaises rassemblées autour de Perpignan formaient l'armée des Pyrénées-Orientales. Le général de Flers, qui la commandait, avait fait occuper et retrancher la position de Thuir, qui donnait la facilité de couvrir Perpignan et de porter de prompts secours aux forts des Bains, de la Garde, et à la place de Bellegarde, dont les Espagnols poussaient alors le siége avec une extrême vigueur.

Don Antonio Ricardos, qui voyait ses troupes journellement inquiétées par les détachements français, se détermine à les attaquer et à les chasser de leur position. Il s'avance donc, dans la nuit du 17 au 18 mai, et paraît à la tête de 12,000 hommes d'élite. A l'approche de l'ennemi, le général de Flers porte ses forces principales sur sa droite, et manœuvre comme si son dessein était d'attaquer et de déborder les Espagnols par leur gauche. Le général Ricardos prend des dispositions inverses. A cinq heures du matin, le combat s'engage, de la part des Espagnols, par une décharge générale de leur artillerie, à laquelle les Français répondent avec une égale vigueur. Défendus par leur position entourée de ravins profonds qui la rendent d'un accès difficile, les Français, par leur feu, font beaucoup de mal à l'ennemi, et déjà le désordre s'introduit dans ses bataillons. Pour y remédier, Ricardos donne l'ordre au duc d'Ossuna, qui commandait sa droite, de tourner le village de Comte, pour attaquer les Français en flanc dans celui du Mas-Deu ; et lui-même, en se portant sur sa gauche, cherche à tourner les batteries françaises de la droite. Mais il est accueilli par un feu si vif, que ses troupes sont forcées de reculer. Cependant un mouvement de la cavalerie espagnole fait penser aux troupes françaises qu'elles vont être tournées, lorsque, profitant de l'incertitude des dispositions qu'ordonne le général qui commande ces troupes, le duc d'Ossuna, ayant exécuté les ordres du général Ricardos, pénètre dans leur camp. Pendant cette manœuvre, que les Français eussent pu éviter par un peu moins de précipitation, quatorze pièces espagnoles faisaient taire les batteries de leur droite, et foudroyaient les troupes déjà effrayées. Le général de Flers forme alors ses soldats en masse, et présente à l'ennemi un front hé-

rissé de baïonnettes. En vain la cavalerie espagnole veut s'avancer sur eux ; une décharge terrible de mousqueterie la fait aussitôt rétrograder, et les Français se retirent en bon ordre. Mais ils abandonnaient leurs trois camps, leur position de Thuir, leur artillerie et leurs munitions. Les Espagnols, harassés de fatigue et déconcertés par la bonne contenance que les vaincus conservaient dans leur retraite, n'osèrent point les poursuivre. 1793. France.

Combat dans le val Carlos. — Tandis que la guerre se poursuivait avec activité dans les Pyrénées-Orientales, Servan, général en chef de l'armée destinée à agir dans les Pyrénées-Occidentales, était resté dans une inaction presque complète. Dépourvu de forces suffisantes pour hasarder l'offensive, il avait partagé son armée en deux divisions, dont l'une, sous son commandement spécial, occupait le camp retranché de Bidart, et l'autre, aux ordres du général La Genetière, avait pris position aux environs de Saint-Jean-Pied-de-Port. De leur côté, les Espagnols, dont la supériorité en nombre aurait pu enflammer le courage, semblaient imiter la circonspection de leurs ennemis, et les deux partis se tenaient ainsi strictement dans un état de défense réciproque. Cependant, sur la fin de mai, les Espagnols parurent tout à coup s'enhardir, et 1,800 d'entre eux firent une irruption dans le val Carlos, s'en emparèrent presque sans résistance, et s'y retranchèrent. Le général La Genetière, dont le quartier était alors à Saint-Jean-Pied-de-Port, apprend que leur dessein est de l'attaquer dans ses positions. L'adjudant général Noguès lui propose de marcher en avant et de chasser l'ennemi lui-même du val Carlos, en portant du canon sur les pentes rapides où des chèvres étaient seules capables de gravir. Ce projet audacieux paraissait impraticable ; mais La Genetière avait dans sa troupe des Basques habitués, dès leur enfance, à errer et à chasser sur ces mêmes montagnes. Noguès obtient la permission de tenter l'entreprise ; il part avec 100 Basques et une pièce de canon, tandis que 400 soldats se portent sur un autre point pour tourner les Espagnols. Arrivé à l'endroit indiqué, on se trouve trop éloigné pour se servir du canon. Les Basques descendent la pièce en faisant la chaîne et se tenant d'une main aux roches, tandis que, de l'autre, ils soutiennent 25 mai. France.

1793. France. le canon pour l'empêcher de tomber de mille toises dans les précipices. Enfin, après des peines incroyables, la pièce est mise en batterie et servie avec tout le succès qu'on devait en attendre. Les 1,800 Espagnols, effrayés de se voir foudroyés de ces hauteurs inaccessibles, abandonnent à la hâte leur camp retranché, leurs bagages, leurs armes, et fuient devant 500 braves qui leur font environ 150 prisonniers.

25 mai. Vendée. *Combat et prise de Fontenay.* — D'Elbée, vaincu sous les murs de Fontenay, avait déjà senti la nécessité de concentrer les forces vendéennes pour combattre l'ennemi avec tout l'avantage du nombre. Déjà il avait provoqué la réunion des divisions de Bonchamp, Laroche-Jacquelein et de Cathelineau. Ces divisions étant rassemblées, les chefs conviennent de recommencer l'attaque de Fontenay. Chalbos, avec sa petite armée, occupait encore sa position du 16. Cathelineau et d'Elbée dirigeaient l'armée vendéenne, forte de 35,000 hommes. Bonchamp commandait la droite, Laroche-Jacquelein la gauche, et Lescure le centre. Les seuls soldats de Bonchamp avaient de l'artillerie et des munitions. Les autres Vendéens, impatients de combattre, demandent des cartouches à leurs chefs. *En voilà!* leur dit Beauvollier, qui faisait les fonctions d'intendant général, en leur montrant l'armée républicaine. Lescure, à la tête des plus braves, s'élance et s'empare de la première batterie de l'ennemi, les autres le suivent; mais les républicains se défendent vaillamment. Les chasseurs de la Gironde, les volontaires de Toulouse et de l'Hérault, animés par la présence de sept conventionnels, font des prodiges de valeur. Chalbos ayant ordonné aux gendarmes de charger, cinq seulement obéissent; les autres prennent la fuite et jettent le désordre dans les rangs de l'infanterie qu'ils traversent. Les Vendéens en profitent; ils chargent avec impétuosité, et dispersent les républicains déjà entamés. Le conventionnel Garnier de Saintes ne dut son salut qu'au cheval d'un gendarme qu'il saisit. En un moment, toute l'armée républicaine est en pleine déroute. Quarante-deux pièces de canon, tous les bagages et la caisse militaire, qui contenait vingt millions en assignats, deviennent la proie du vainqueur; les républicains perdirent, en outre, environ 1800 hommes, tués, blessés ou prisonniers. Bonchamp se met à la poursuite des fuyards et re-

çoit une blessure ; mais les généraux Dayat et Nouvion, ayant rallié quelques gendarmes, parviennent à l'arrêter. Les Vendéens entrent en vainqueurs dans la ville, chef-lieu du département de la Vendée, et Stofflet en est nommé commandant. Les papiers du département sont solennellement brûlés au pied de l'arbre de la liberté. 1793. Vendée.

Troubles civils à Lyon. — Tandis que le gouvernement conventionnel était occupé à défendre une partie des frontières de la France de l'invasion des alliés, et à arrêter, dans les départements de l'Ouest, les progrès d'une contre-révolution alarmante pour son existence, de nouveaux troubles civils se préparaient sur d'autres points. 25 mai. France.

Les Lyonnais avaient d'abord paru assez indifférents aux changements opérés depuis le commencement de la révolution. Tour à tour royalistes, constitutionnels et républicains, ils avaient adopté sans murmure toutes les mesures décrétées par les différents gouvernements qui s'étaient succédé en France. Leur ville, essentiellement commerçante, et uniquement occupée de son négoce, avait à peine encore laissé apercevoir son opinion politique. Mais quand, après la mort de l'infortuné Louis XVI, on vit tout à coup s'élever une guerre funeste entre les riches propriétaires et les prolétaires ; quand on eut fait retentir dans toute la France ce cri terrible : « Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ! » Lyon, la seconde ville du royaume en population et en richesses, Lyon qui avait besoin d'un gouvernement sage et tranquille pour la prospérité de son commerce, ne pouvait voir sans inquiétude s'effectuer les mesures destructives adoptées par le gouvernement conventionnel. Menacés par les sans-culottes, les riches tremblaient dans leurs maisons ; ils voyaient avec terreur tous les pouvoirs passer entre les mains de ceux qui avaient intérêt de s'en servir pour faire le mal. Longtemps comprimés par la crainte, ils se réveillèrent enfin à la vue des divisions qui éclataient dans le sein même de la Convention ; et deux partis se trouverent ainsi formés dans la ville de Lyon, remarquables par la haine qu'ils se portaient l'un à l'autre. Les républicains de bonne foi, modérés, réunis aux hommes restés fidèles à la cause royale, composaient le parti des sections. La classe populaire, unie à ses municipaux, formait la faction de la

1793. France. Montagne. Aigris depuis longtemps l'un contre l'autre, les deux partis devinrent bientôt ennemis irréconciliables. Cependant le parti des sections n'agissait encore que sourdement. La terreur était telle, que les bons citoyens n'osaient manifester leur opinion. Enfin l'orage, qui grondait depuis longtemps, éclata le 2 mai 1793. Deux commissaires de la Convention siégeaient avec Châlier à la municipalité, dont ils avaient fait une place d'armes. Ils y organisaient leurs mesures tyranniques. De leur côté, les sectionnaires, ayant levé le masque, assemblaient leurs partisans et se tenaient sur la défensive. Quelques amis des deux partis tentèrent, à trois reprises, un accommodement. Ils échouèrent par la perfidie de Châlier. Sous le prétexte d'entrer en accommodement, il fait approcher de la municipalité un bataillon de sectionnaires lyonnais. Ceux-ci arrivent sans nulle défiance; à peine sont-ils à portée, que Châlier fait tirer sur eux une décharge d'artillerie et de mousqueterie. Plusieurs tombent écrasés par la mitraille, tandis que les autres s'éloignent en criant vengeance. L'alarme se répand dans la ville; de toutes parts les sectionnaires courent aux armes; ils s'assemblent sur la place Bellecour, et formant deux colonnes, ils se dirigent sur l'hôtel de ville. Les montagnards s'y tenaient retranchés avec 1,800 hommes et deux pièces de canon. Les assaillants n'étaient pas 2,000; mais telle était la fureur qui les transportait, qu'après deux heures d'un combat opiniâtre, ils remportent la victoire, prennent de vive force l'hôtel de ville, et s'emparent de ceux qui, le matin, semblaient avoir médité leur ruine. Ce succès rend aussitôt aux sectionnaires toute leur modération. Ils ne voient plus que des concitoyens dans leurs prisonniers, et les défendent eux-mêmes contre la fureur populaire. Deux commissaires de la Convention étaient entre leurs mains; ils les mettent en liberté, n'exigeant d'eux que de faire à la Convention un rapport exact sur les événements qui venaient d'avoir lieu.

31 mai. Belgique. *Prise de Furnes.* — Furnes, dont le général Labourdonnaye s'était emparé en 1792, était retombé au pouvoir des Autrichiens, apres les désastres de l'armée de Dumouriez. Ils y entretenaient une garnison forte de 1,200 hommes d'infanterie et de 100 cavaliers. Le 31 mai, deux colonnes françaises de l'armée du Nord, l'une de 2,500 hommes, partie de Cassel,

sous le commandement du général Stettenhofen; une autre, tirée du camp de Guiveldt, se présentent devant cette ville et se disposent à l'attaquer. L'entreprise était d'autant plus difficile, qu'outre sa nombreuse garnison Furnes avait, pour se défendre, des fortifications très-bien entretenues. Les avenues en étaient naturellement embarrassantes, à cause du terrain coupé qui l'environne, et dans lequel les Autrichiens avaient embusqué un grand nombre de tirailleurs. Cependant les Francais surmontent tous ces obstacles. Ils repoussent les tirailleurs, arrivent en vue de la ville, et la battent à coups de canon. La garnison veut faire une sortie. Stettenhofen fond sur elle; une action vivement soutenue s'engage; mais, après deux heures d'un combat opiniâtre, les Français sont vainqueurs. Ils entrent dans la ville par une porte, en même temps que les Autrichiens se retiraient par l'autre.

1793. France.

Combat de Baygorry. — On se rappelle l'échec éprouvé par les Espagnols dans le val Carlos qui, loin de les avoir découragés, semblait au contraire leur avoir inspiré une audace extraordinaire. Ils sortaient chaque jour de leur camp, et venaient inquiéter les avant-postes français dans leurs différentes positions. Le 3 juin, un détachement de la division du général La Genetière occupait la fonderie de Baygorry, dans les Pyrénées-Occidentales, district ou sous-préfecture de Saint-Palais; 100 hommes, commandés par le capitaine Lamarque, étaient postés en avant de cette position, sur les rochers d'Araca. A huit heures du matin, les Espagnols descendent de leurs montagnes, et attaquent impétueusement ce petit poste. Lamarque, surpris, se défend néanmoins avec valeur. Il animait sa troupe par son exemple et par ses discours, quand, au milieu de l'action, il tombe mort percé d'une balle. L'ardeur de ses soldats n'en devient que plus formidable à l'ennemi. Ils se battent avec acharnement. Enfin, écrasés par des forces superieures, ils évacuent Araca et se replient sur Baygorry, emportant avec eux le corps de leur brave capitaine.

3 juin. France.

Par la possession d'Araca, l'ennemi pouvait facilement descendre à la fonderie, et se porter entre Baygorry et Iramehaca, où se trouvaient deux autres détachements français. On crut devoir abandonner la gorge, où l'on risquait d'être enveloppé,

1793. France. et toutes les troupes eurent ordre de se retirer sur les montagnes d'Auhaux. Elles effectuèrent ce mouvement dans le meilleur ordre possible et firent halte aussitôt qu'elles y furent parvenues. Le ressentiment, la honte, agitaient tous les esprits. A la vue des tourbillons de flammes qui s'élevaient de la magnifique fonderie de Baygorry, et qui annonçaient sa destruction totale, nos soldats jurèrent de venger ses habitants, de laver le déshonneur d'une défaite et de préserver Baygorry d'un pillage prochain. Le commandant Mauco ordonne l'attaque : 300 hommes vont occuper le rocher d'Arola, pour contenir les Espagnols, qui, venus par le chemin de Lindossa à Baygorry, couvraient la montagne de Lussaïde. Le reste de ses troupes, au nombre de 400 hommes, marche au plateau d'Iramehaca. 1,800 Espagnols, rangés en bataille, les attendaient. Une vive fusillade est engagée de part et d'autre. Les Français, épars et cachés derrière les rochers, portaient des coups presque toujours funestes dans les rangs pressés et découverts de l'ennemi. Mauco s'aperçoit cependant que sa gauche est débordée : il veut donner des ordres ; une balle l'atteint, et lui sillonne le front : « Ce n'est rien, s'écria-t-il ; mes amis, songez à me venger ! » A ces mots, à la vue du sang qui couvre le visage de leur commandant, le courage des Français se change en fureur. Ils se précipitent, la baïonnette en avant, sur l'ennemi, qui se rompt et fuit en désordre. Le colonel, commandant les Espagnols, un adjudant-major, trois capitaines et un grand nombre de soldats sont faits prisonniers ; 300 tués restent sur le champ de bataille, et cette victoire ne coûte la vie qu'à un petit nombre de Français.

Combat de Château-Pignon. — L'entreprise des Espagnols contre le camp français de Baygorry n'avait été que le prélude d'une attaque plus sérieuse, qu'ils méditaient contre Château-Pignon. Repoussés et défaits le 3 juin, ils n'avaient cependant pas renoncé à leur projet. Le 6 juin, le général espagnol Caro, profitant d'un brouillard très-épais qui durait depuis deux jours, s'avance sur plusieurs colonnes, avec de l'artillerie, et cherche à surprendre les avant-postes du camp. Au premier coup de fusil, le capitaine Moncey, commandant les chasseurs cantabres qui gardaient ces avant-postes, fait avertir le général

La Genetière, fond sur l'ennemi, le renverse, et pénètre sur le grand chemin, jusqu'à la hauteur de Mendibelza. Un corps de troupes espagnoles, précédé de six pièces de canon, veut s'opposer à son mouvement. Moncey, soutenu par le capitaine Boudet, commandant une compagnie franche de Bordeaux, s'élance sur l'ennemi; les canonniers sont massacrés sur leurs pièces, et les canons mis aussitôt hors de service. Cependant le brouillard se dissipe et permet aux Espagnols de voir le petit nombre de ceux qui viennent de les vaincre. Honteux de leur méprise, et protégés par une batterie de quatre canons et de deux obusiers, ils reprennent promptement l'offensive en étendant leur ligne pour envelopper les Français. Moncey, qui s'aperçoit de leur dessein, ordonne la retraite, et se replie sur les retranchements, abandonnant sa position et l'artillerie dont il s'est emparé. Les nouvelles levées, qui occupaient le camp de Château-Pignon, effrayées des obus que les Espagnols lançaient sur les chasseurs, loin d'attendre ces derniers ou de se joindre à eux, prennent la fuite en désordre et se retirent dans une seconde position, qu'elles abandonnent presque aussitôt. Une compagnie de grenadiers parvient néanmoins à arrêter l'ennemi, et soutient pendant trois heures toute la vivacité de son feu. Mais les troupes légères espagnoles ayant attaqué et tourné la droite du camp, elle est obligée de se retirer, et l'ennemi se précipite dans l'intérieur des retranchements. En vain La Genetière, accouru de Saint-Jean-Pied-de-Port, fait, de concert avec Moncey, de nouveaux efforts pour arrêter les fuyards; il ne peut y parvenir. Lui-même est fait prisonnier, et il aurait été tué d'un coup de pistolet par un soldat espagnol, sans la générosité d'un capitaine, nommé Francisco Vasquez, qui se porta au-devant du coup, et reçut la balle dans son buffle.

Le brave commandant Desolime, à la tête du premier bataillon des Basses-Pyrénées, était en marche pour une expédition dans la vallée de Bastan. Il revient en toute hâte à la première nouvelle de l'attaque des Espagnols, et tombe mort en arrivant, épuisé par la fatigue et par la chaleur. Le commandant Noguès a son chapeau percé d'une balle. Près d'être enveloppés de toutes parts, les Français fuient en désordre et viennent se réfugier sous le canon de Saint-Jean-Pied-de-Port, laissant sur le champ

1793. France. de bataille environ 100 hommes tués et 200 blessés. Les Espagnols restent maîtres du camp de Château-Pignon ; ils y trouvent deux pièces de canon, mais cette victoire leur avait coûté plus de 1,200 hommes.

6 juin. Allemagne. *Combat et prise d'Arlon.* — Custine, après le combat de Rilsheim, était parti pour l'armée du Nord, dont il venait d'être nommé général en chef. Le général Alexandre Beauharnais [1] remplaça Custine dans le commandement de l'armée du Rhin ; celui de la Moselle passa au général Delaage. Ce dernier avait entrepris un mouvement offensif sur Arlon. 10,000 hommes de son armée, auxquels se joignirent 2,000 soldats de l'armée des Ardennes, sous les ordres du général Beauregard, se rassemblèrent à cet effet sous les murs de Longwy. Le but de cette attaque, déjà méditée par Custine, était de débusquer l'ennemi de la position d'Arlon, de s'emparer des magasins que les Autrichiens y avaient formés, et d'attirer vers Luxembourg une partie des forces de Wurmser, qui couvrait le siége de Mayence, que le roi de Prusse pressait en ce moment avec ardeur, et de lier avec l'armée des Ardennes les opérations de celles du Rhin et de la Moselle. L'entreprise était difficile ; les Autrichiens occupaient une position formidable. Arlon est situé sur une hauteur qui présentait une chaîne de retranchements, et domine au loin la plaine qu'il faut traverser pour l'aborder. 8,000 hommes, sous les ordres du général autrichien Schröder, défendaient ces retranchements disposés en échelons et garnis de trente bouches à feu, parmi lesquelles se trouvaient des pièces du calibre de 17.

Les colonnes commandées par les généraux Laubadère, Tolozan, Château-Thierry et Desperrières partirent de Longwy, au nombre de 10,000 hommes, sous les ordres du général Delaage, laissèrent à leur droite la place de Luxembourg, et réunies le 9 juin à la brigade Beauregard, que l'armée des Ardennes leur envoyait par Sedan et Montmédy, elles traversèrent la plaine en bon ordre sous le feu très-vif des batteries ennemies. Desperrières aborda le premier. L'artillerie française, commandée par le colonel Sorbier, devait soutenir le mouvement gé-

[1] Père du prince Eugène Beauharnais, qui épousa la fille aînée du roi de Bavière et fut vice-roi d'Italie.

néral; mais malheureusement le calibre de ses pièces était inférieur à celui de l'ennemi; et cette circonstance exposa la colonne de Desperrières à un feu très-meurtrier pendant trois quarts d'heure; mais enfin, toutes les troupes se trouvant en ligne, le général Delaage fait battre la charge, et son armée s'avance au cri mille fois répété de *Vive la république !* 1793. Allemagne.

L'ennemi continuait de tirer avec vivacité; la droite des Français est ébranlée, et la cavalerie autrichienne en profite pour fournir une charge sur elle; mais le général Delaage fait déployer les colonnes de la deuxième brigade (celle du général Desperrières, et les fait marcher au secours de la droite; l'artillerie se porte en même temps à cette attaque. Sur ces entrefaites, le général Beauregard marche droit sur Arlon, qu'il traverse sous le feu de la mitraille, et s'empare des hauteurs qui couvrent cette ville.

1,500 Autrichiens, formés en bataillon carré, sont chargés par 400 carabiniers. Malgré son extrême bravoure, cette cavalerie n'aurait pu réussir à entamer ce bataillon, sans le secours de l'artillerie légère, que Sorbier fit avancer, au galop, à cinquante pas de l'un des fronts du carré, et qui tira dans un instant quatre bordées à mitraille. Ces décharges mirent le plus grand désordre dans la masse autrichienne; elle se rompit, les carabiniers achevèrent de la mettre en déroute [1].

Les Autrichiens se retirèrent en désordre sur Luxembourg, et les Français restèrent maîtres de la formidable position d'Ar-

[1] On doit citer le trait d'humanité du sous-lieutenant des carabiniers Blondel, dans ce sanglant engagement. Blessé assez grièvement, il attendait du secours. Près de lui se trouvait un Autrichien plus maltraité encore. Ses cris excitaient la compassion de l'officier, qui ne pouvait aller le soulager. Un chirurgien se présente : « Eh! venez vite, lui dit le brave Français; il y a longtemps que je vous attendais. » Le chirurgien se met en devoir de le panser. « Non, non, continue Blondel; ce n'est pas moi qu'il faut secourir; c'est ce brave (en montrant l'Autrichien), qui est bien plus blessé que moi. — C'est un Autrichien, c'est notre ennemi? — Oui, mais il souffre cruellement; occupez-vous d'abord de lui. C'est un homme comme moi, et cela doit vous suffire! »

Un de nos peintres s'est emparé de ce sujet, et l'a traité avec intérêt. Son tableau fit partie des expositions du Muséum, sous le gouvernement de Napoléon.

1793 Allemagne. lon. Un poste important, trois mille sacs de farine, neuf mille sacs d'avoine, des fourrages en abondance et une foule d'autres approvisionnements, furent les résultats de cet avantage, après lequel Delaage ramena ses bataillons triomphants vers les frontières, pour coopérer au grand mouvement que préparaient Houchard et Beauharnais.

10 juin. Vendée. *Bataille et prise de Saumur.* — Les chefs de l'armée vendéenne, réunis à Fontenay en conseil de guerre, après la prise de cette ville, délibérèrent pour savoir s'il ne convenait pas aux intérêts de la cause royale de marcher sur Niort, point sur lequel les républicains n'avaient pas encore réuni des forces assez considérables pour résister avec succès à une irruption prochaine; mais les incursions du général républicain Lygonnier, sur le territoire occupé par les insurgés, et les instances du commandant royaliste de Châtillon, qui craignait pour la sûreté de cette ville, menacée par le voisinage des troupes aux ordres du général Salomon, déterminèrent les chefs vendéens à se donner rendez-vous à Châtillon, après avoir momentanément dispersé leurs troupes dans la partie de la Vendée appelée le Bocage.

Peu de jours après cette résolution, 40,000 Vendéens étaient rassemblés à Châtillon, sous les ordres de Laroche-Jacquelein, Lescure, Cathelineau, Stofflet et Beauvollier. D'Elbée, souffrant encore d'une blessure qu'il avait reçue dans les dernières affaires, ne vint point à Châtillon. Bonchamp ne rejoignit l'armée des royalistes que le lendemain de la prise de Saumur.

Les Vendéens se mirent en marche, et occupèrent d'abord Vihiers et Doué. Lygonnier, campé sur les hauteurs de Concourson, ne sut point conserver cette position avantageuse, qui couvrait Saumur. Ses troupes, mal dirigées, lâchèrent pied sans combattre, à l'exception de quelques bataillons, dont la résistance fut inutile par la retraite des autres troupes, qui ne se rallièrent que sur les hauteurs de Bournan, à une demi-lieue de Saumur. Les commissaires conventionnels, indignés de la conduite de Lygonnier, le destituèrent et nommèrent à sa place le général Menou [1].

L'armée républicaine formait un total d'à peu près 11,000

[1] C'est le même qui commanda depuis l'armée d'Égypte, après la mort de Kléber. Il est mort gouverneur de Venise.

hommes, dont une grande partie était déjà découragée par les derniers échecs. Menou distribua les troupes dans les positions qui lui parurent les plus avantageuses, et fit élever ou réparer quelques retranchements.

Cependant le général Salomon s'avançait de Thouars, à la tête de 3,000 hommes, pour venir au secours de Saumur. Il donne dans une embuscade préparée par les Vendéens, instruits de sa marche. Il combat pendant trois heures dans l'obscurité, et fait éprouver une grande perte à ses ennemis; mais ceux-ci, favorisés par les localités, s'emparent de l'artillerie et du bagage de la colonne républicaine, et lui font des prisonniers. Salomon parvient cependant à s'échapper, traverse Thouars pendant la nuit, et se replie sur Niort, abandonnant le projet de joindre l'armée de Saumur.

Cette ville, ouverte de tous côtés, n'avait pour défense qu'une redoute et quelques retranchements à l'entrée des faubourgs.

L'armée républicaine avait pris position en avant, enveloppant la partie de la ville sur la gauche de la Loire, sa droite appuyée sur l'abbaye de Saint-Florent, sa gauche sur les hauteurs en avant du château, qui était à peine à l'abri d'un coup de main. Le centre défendait Bournan. Les généraux Santerre [1] et Coustard, arrivés à Saumur peu de temps avant l'action, prirent rang dans l'armée. Les chefs vendéens firent les dispositions suivantes : Lescure devait tourner la redoute établie à l'embranchement des routes de Doué et de Montreuil; Laroche-Jacquelein arrivait par les prairies de Varrins, en côtoyant la rivière; Stofflet était chargé de l'attaque du château de Saumur, en passant sur les hauteurs qui dominent la rivière de Thoue, laquelle se jette dans la Loire à la droite de Saumur.

Les trois attaques commencent presqu'à la fois, le 10 juin, à deux heures après midi. Une partie des Vendéens n'attendent point les ordres de leurs chefs, et se précipitent sur les postes avancés de la gauche des républicains. Ces hommes, électrisés par leurs derniers succès, dont le plus grand nom-

[1] Fameux brasseur du faubourg Saint-Antoine, nommé par la Convention commandant général de la garde nationale de Paris; il figurait alors pour la première fois dans l'armée active.

1793. Vendée. bre n'avaient pour armes que des bâtons ferrés, s'emparent de plusieurs batteries. Cependant quelques bataillons, qui s'avancent en bon ordre, précédés d'une ligne de tirailleurs, arrêtent un moment la fougue des assaillants; et déja ceux-ci, ébranlés par le feu très-vif des tirailleurs, allaient fuir, lorsque Lescure, qui venait d'achever son mouvement, arrive à leur secours, et fait plier, à son tour, l'infanterie républicaine, qui n'est point soutenue par la cavalerie. Des renforts, arrivés sur ce point, font reprendre l'avantage sur les royalistes. Alors le régiment des cuirassiers [1] entame une charge vigoureuse sur l'infanterie vendéenne; mais chargé lui-même en flanc par la cavalerie des royalistes, commandée par Domagné, et ayant ses rangs rompus par l'explosion de deux caissons, ce régiment, commandé par le colonel Chaillon, se retire en désordre, non sans faire éprouver aux Vendéens une perte bien sensible dans la personne de Domagné, qui fut tué en abordant les cuirassiers à la tête de sa cavalerie. Le colonel Chaillon fut lui-même grièvement blessé. Lescure fait avancer sa seconde ligne sur les républicains, qui avaient, une troisième fois, repris l'offensive; le chef Bernard de Marigny, qui commandait l'artillerie vendéenne, secondant, par un feu très-nourri et très-meurtrier, le mouvement de Lescure, celui-ci parvient à faire reculer les troupes républicaines, qui bientôt fuient en désordre au cri fatal de *Sauve qui peut!* prononcé par des lâches; elles entraînent dans leur fuite les généraux Menou et Berruyer, blessés et ayant perdu leurs chevaux.

Tous les retranchements et les batteries de la gauche de l'armée républicaine sont emportés. Un détachement du régiment ci-devant de Picardie se défendit avec un rare courage. Pressés par les Vendéens, qui les sommaient de mettre bas les armes, ces braves soldats préférèrent se jeter dans la Loire, où la plupart se noyèrent.

Cependant le centre et la droite de l'armée républicaine ne faisaient aucun mouvement. Le général Coustard, qui commandait le centre, témoin de la déroute de l'aile gauche, avait

[1] Il n'y avait qu'un régiment qui eût, à cette époque, cette dénomination dans l'armée française, et il faisait partie, sous le n° 8, des régiments de grosse cavalerie.

déjà, mais en vain, ordonné à ses troupes de se porter rapidement au secours de cette aile; il allait enfin parvenir, par ses pressantes exhortations, à décider leur mouvement, lorsqu'une batterie de l'artillerie vendéenne vint à tirer et suspendit cette résolution : le général républicain ordonne à la cavalerie[1] de charger sur les pièces et de les enlever. « *Où nous envoyez-vous?* lui dit le commandant. *A la mort*, répond Coustard; *le salut de la république exige ce sacrifice!* » La batterie est emportée; mais l'infanterie refusant de soutenir cette charge intrépide, les cavaliers républicains périssent presque tous, et leur brave commandant Weissen revient couvert de blessures. Bientôt le centre et la droite sont également forcés : tout est entraîné et mis dans une déroute complète. Les fuyards sont atteints par la cavalerie vendéenne, qui en fait un grand carnage et force le plus grand nombre à mettre bas les armes.

1793. Vendée

L'attaque de l'intrépide Laroche-Jacquelein avait eu un égal succès. Arrivé aux portes de Saumur, il ose pénétrer, accompagné d'un seul officier, jusqu'au milieu de la grande place de cette ville. Les Vendéens se précipitent sur ses pas. Saumur est entièrement évacué par les républicains. 2,000 hommes, cernés dans le camp de Bournan, se rendent par capitulation.

Il restait aux Vendéens à s'emparer du château de Saumur, qui résistait encore, défendu par quelques détachements qui s'y étaient jetés et par un grand nombre d'habitants de la ville. Bernard de Marigny, qui avait déjà dirigé quelques pièces sur ce faible rempart, envoie le jeune Beauvollier, frère du chef de ce nom, pour sommer le commandant Joly de rendre son poste. Un grand nombre de femmes de la ville accompagnaient le parlementaire vendéen, pour solliciter de leurs époux, de leurs parents, la reddition du château. Une décharge de mousqueterie les empêcha d'y pénétrer. Les Vendéens, irrités de cette résistance, délibéraient s'ils ne mettraient pas le feu à la ville, lorsque Joly, à son tour, envoya un officier, précédé d'un trompette, pour faire des propositions qui furent d'abord rejetées. Mais sur les instances des habitants, Beauvollier l'aîné et Marigny se transportèrent eux-mêmes au château, et réglèrent enfin

[1] Elle faisait partie de la légion germanique.

1793. Vendée. une capitulation, dont les conditions furent que la garnison resterait prisonnière, à l'exception des officiers, qui furent renvoyés sur parole.

La prise de Saumur coûta près de 2,000 hommes aux Vendéens. Outre Domagné, ils perdirent encore le jeune Baudry d'Asson, officier distingué de la division de Sapinaud [1]. Mais ils devenaient maîtres d'une place importante, d'un passage sur la Loire, de quatre-vingts pièces de canon, d'une grande quantité de fusils, de munitions de guerre et de magasins considérables. On estima à 5,000 hommes, en tués, blessés et prisonniers, la perte des républicains, qui se jetèrent sur Baugé, Angers, la Flèche et le Mans, où ils répandirent de vives alarmes et une grande consternation. Bonchamp, guéri de ses blessures, rejoignit l'armée, comme nous l'avons déjà dit, le lendemain de cette fameuse journée, à la tête de plus de 5,000 hommes, dont les principaux officiers étaient le jeune d'Autichamp, Scepeaux, les frères Fleuriot et Martin de la Pommeraye.

20 juin. *Combat et prise de Machecoul.* — Pendant les opérations victorieuses des Vendéens dans les départements des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire, Charette, ancien officier de la marine royale, avait successivement organisé le soulèvement de toute la Basse-Vendée, et se trouvait à la tête d'un rassemblement dont le nombre augmentait ou diminuait suivant les circonstances. Les républicains, qui n'avaient dans cette contrée que des forces inférieures, avaient été repoussés et défaits par lui dans plusieurs rencontres. Mais cependant l'alternative des succès et le décousu de ses operations avaient laissé Charette dans l'obscurité. Jusqu'à ce moment il s'était tenu isolé des autres chefs royalistes, et semblait ne vouloir agir que pour son propre compte. Mais après la prise de Saumur, il sentit de quelle utilité serait, pour la cause commune, la jonction de ses troupes à celles de d'Elbée, de Bonchamp et des autres chefs de la Haute-Vendée; et il crut devoir répondre à l'invitation que ceux-ci lui firent de se réunir à eux.

L'attaque de Nantes avait été résolue par les royalistes; mais avant de se diriger sur ce point, et pour réparer quelques échecs que Joly, Savin et lui venaient d'essuyer à Palluau et Legé,

[1] Depuis lieutenant général des armées du roi.

Charette voulut s'emparer de Machecoul. L'adjudant général Boisguillon y commandait un corps de 2,500 républicains. Charette s'avance le 20 juin, et vient l'attaquer. Les républicains étaient préparés à la défense. La Cathelinière, à la tête de l'avant-garde de Charette, commence l'attaque, en chargeant impétueusement les avant-postes. Savin, qui s'était porté sur le château de Machecoul, est accueilli par une bordée de cinq pièces de canon masquées et se retire avec perte. Mais La Cathelinière avait repoussé les avant-postes, et parvenu au corps d'armée, il avait engagé le combat par des tirailleurs. Les Vendéens, répandus dans les champs et accoutumés au bruit du canon, se couchaient dès qu'ils apercevaient la lumière, se relevaient après la décharge et couraient en avant. La résistance était égale à l'attaque, lorsque Charette, pour relever le courage des siens, se précipite à la tête de la cavalerie sur l'artillerie de Boisguillon, sabrant à droite et à gauche, et culbutant tout sur son passage. Ce mouvement met le trouble parmi les républicains. Ils se débandent et fuient en désordre vers la ville. En vain ils se retranchent dans les rues et dans les maisons. Poursuivis avec acharnement par les royalistes, ils sont contraints d'abandonner la ville, en laissant un grand nombre de morts, 600 prisonniers, quatorze pièces de canon, quatre pierriers, huit caissons.

1793. Vendé.

Révolution à Saint-Domingue. Combat et prise du Cap-Français. — Nous avons passé successivement des frontières et de l'extérieur à l'intérieur de la France, en présentant le tableau des événements militaires les plus remarquables d'une guerre qui doit embrasser le long espace de vingt-deux années; ces mêmes événements nous forcent maintenant à traverser les mers. L'Amérique, l'Afrique, l'Asie, serviront bientôt de théâtre à plusieurs des faits mémorables que nous avons entrepris de réunir dans notre cadre.

22 juin. Colon. fran.

Au moment où la France avait à combattre une partie des puissances de l'Europe, lorsque déjà fermentaient dans son sein tous les éléments de la guerre civile, une autre guerre bien plus terrible, la guerre des esclaves contre leurs maîtres, éclatait dans la plus riche de ses colonies, à Saint-Domingue. A l'abri du gouvernement militaire, cette colonie avait toujours fleuri

1793. Colon. fran. depuis son établissement, et ses produits, importés en Europe, étaient pour la métropole une grande source de prospérité. Mais depuis que les Français n'étaient plus occupés que de discussions politiques, la contagion des idées nouvelles avait gagné Saint-Domingue, et là aussi on se persécutait pour être libres. D'abord, de même qu'en France, les blancs se divisèrent en partis opposés. Les affranchis réclamèrent ensuite l'entière jouissance de leurs droits politiques; puis enfin les noirs esclaves aspirèrent à la liberté. L'Assemblée nationale ayant obtempéré à leurs vœux, ces noirs, qui s'étaient montrés esclaves soumis, se livrèrent à tous les excès quand ils furent devenus les égaux de leurs maîtres. Bientôt d'horribles insurrections éclatèrent de toutes parts. Les blancs, divisés entre eux, appelaient, chacun de son côté, les nègres à leur secours. Ceux-ci, n'écoutant que la voix de la licence, qu'ils prenaient pour celle de la liberté, ne connurent plus de frein, et Saint-Domingue devint une grande arène où se commirent les plus épouvantables excès. Ses habitations furent dévastées, ses manufactures et ses campagnes incendiées; ses villes languirent, et le commerce s'éteignit faute de bras, et surtout faute de tranquillité. Le mal était devenu si sérieux en 1792, que, pour essayer de l'arrêter dans son cours, les ministres crurent devoir envoyer dans cette colonie des commissaires pacificateurs. Ceux-ci partirent chargés de pouvoirs extraordinaires, et, contre l'usage jusqu'alors observé dans la colonie, l'autorité militaire elle-même leur était subordonnée. Le général Galbaud commandait alors au Cap. Il ne vit pas sans jalousie les commissaires Polverel et Santhonax revêtus de pouvoirs qui les mettaient bien au-dessus de lui. La mésintelligence ne tarda point à éclater entre les militaires et les magistrats. Polverel et Santhonax, se croyant insultés par Galbaud, se hâtèrent de le destituer, et le firent embarquer pour être reconduit en France. Mais telle était alors l'insubordination dans toutes les classes, que Galbaud ne tarda pas à gagner les équipages de la flotte, et à les faire déclarer en sa faveur. Aussitôt qu'il fut sûr d'eux il fit virer de bord, ordonna la descente pour tirer vengeance des commissaires qui l'avaient destitué, et des Français se préparèrent à attaquer une colonie française avec autant de fureur que l'auraient pu faire des Anglais ou des Espa-

gnols. Galbaud divisa ses troupes débarquées en trois colonnes. 1793.
Guidées par des chefs nommés par lui, elles se portèrent Colon. fran.
en même temps sur l'arsenal et le gouvernement. Leur apparition avait d'abord répandu le trouble; mais les commissaires civils eurent bientôt rassemblé leurs forces, et Galbaud fut repoussé dans cette première attaque. Cependant le général avait appelé à lui tous les gens de mer; il y joignit la foule de ceux qui pouvaient concevoir l'espérance de gagner quelque chose à la faveur du désordre. Le lendemain de son débarquement, le 21 juin 1793, il se met à la tête de cette armée, et marche en personne contre l'arsenal, qui lui fut livré par ses partisans. Maître de cette position et de tous les moyens de défense qui y étaient en dépôt, il dominait toute la ville. Il dirigea ses batteries sur le gouvernement, et les commissaires, obligés de l'abandonner, se retirèrent dans un endroit appelé le *Haut du Cap*, à une demi-lieue de la ville. Galbaud fit alors son entrée au Cap, et ses soldats, ne trouvant plus d'obstacles, se répandirent dans les rues, forcèrent les maisons, et livrèrent cette malheureuse ville à toutes les horreurs du pillage. Témoins des excès auxquels s'abandonnaient les blancs, les esclaves noirs s'empressèrent de les imiter, et bientôt ils les surpassèrent. Au milieu de ce désordre, le feu prit dans la ville; l'incendie devint général, et le Cap, en quelques heures, n'était plus qu'un monceau de cendres. Honteux de ce désastre, dont il était la cause, et se voyant dans l'impossibilité de réprimer des furieux qui ne reconnaissaient plus ni frein ni autorité, Galbaud se hâta de se rembarquer et se déroba, par une prompte fuite, aux remords d'avoir effectué la ruine de cette riche cité. Mais l'impulsion était donnée, et c'est à compter de cette fatale expédition que les noirs révoltés se signalèrent par des cruautés qui ne laissent plus rien à reprocher aux premiers Européens qui avaient conquis l'île.

Combat de la montagne de Louis XIV. — Quittons encore 22 juin.
une fois, pour quelques instants, le théâtre de la guerre civile, France.
et reportons-nous à la frontière des Pyrénées.

Le général Servan ne pouvant, avec le peu de troupes qu'il avait à sa disposition, défendre tous les passages et défilés de la frontière, avait concentré toutes ses forces à Bidart, laissant à Ciboure et Saint-Pé quelques troupes en observation. Il allait

1793. France. prendre une position avantageuse en avant de Saint-Jean-de-Luz, lorsqu'il apprit le mouvement des Espagnols sur Saint-Jean-Pied-de-Port. Il se vit alors forcé d'y envoyer une partie de ses troupes, et il ne lui resta plus que dix bataillons. Cependant, dans cette situation, il se décide à attaquer les Espagnols et à leur faire repasser la Bidassoa. Il donne aussitôt ses ordres, et 3,000 hommes se dirigent en trois colonnes sur les différents lieux occupés par les Espagnols. La colonne de droite se fusilla longtemps avec un corps ennemi qui était retranché dans un bois au-dessus d'Andaye. Après un combat très-vif, l'ennemi est débusqué, et abandonne ses tentes, ses effets de campement et beaucoup de butin. En même temps, la colonne du centre, se rangeait en bataille vis-à-vis d'une colline appelée la Montagne de Louis XIV, depuis le traité des Pyrénées, en 1659. Renforcés par la colonne de gauche, qui venait d'arriver, les Français commencent une vive canonnade. La montagne de Louis XIV est séparée, par la Bidassoa, d'une chaîne de montagnes très-élevées sur le versant desquelles les Espagnols avaient construit plusieurs redoutes garnies de grosses pièces d'artillerie. Le poste attaqué en était lui-même hérissé, et les Espagnols répondaient avec avantage à la canonnade des Français. Ceux-ci demandaient à grands cris à gravir la montagne. Les généraux hésitent en considérant que, dominée par les batteries opposées, elle ne peut rester en leur pouvoir ; mais, cédant à l'impatience de l'armée, ils donnent le signal. L'adjudant général Darnaudat place deux pièces de 4 en batterie, qui prennent en flanc les retranchements. Il est blessé, à la tête de sa colonne, à la cuisse et à la poitrine, et renversé de son cheval. Les canonniers, bravant le feu des redoutes, se mettent à découvert. Chaque boulet enlevait une tente ou une partie des retranchements. Le désordre se met parmi l'ennemi. Raimond Revichy, capitaine au deuxième bataillon de l'Aude, les grenadiers du quatre-vingtième, ceux du vingt-deuxième et ceux du bataillon des Hautes-Pyrénées, se précipitent au pas de charge et la baïonnette en avant ; ils gravissent la montagne au milieu du feu terrible de l'artillerie espagnole, et attaquent les retranchements. Le colonel Villot et un dragon du dix-huitième se disputent l'honneur d'y entrer les premiers. Les lieutenants-colonels Vigent et Tisson,

le colonel Lasalle, combattent à la tête de leurs soldats. Le brave Latour d'Auvergne reçoit sept coups de feu dans ses habits. Enfin, après un combat qui avait duré plus d'une heure, les Français franchissent les retranchements, et forcent l'ennemi à la retraite. Il abandonna son camp avec tant de précipitation, que les vainqueurs y trouvèrent un enfant, qu'ils s'empressèrent de rendre après l'action. Le feu des redoutes espagnoles, situées sur les montagnes opposées à celle de Louis XIV, les empêcha de se mettre à la poursuite des vaincus et de passer la Bidassoa, dont les Espagnols venaient de couper le pont pour assurer leur retraite. Dans cette action, qui fut très-meurtrière pour les deux partis, un soldat d'Angoumois eut le bras emporté d'un coup de canon; l'adjudant Darnaudat lui adressait quelques paroles de consolation : « Ne me plaignez pas, lui dit le brave militaire, j'ai encore un bras pour servir la patrie! » Un volontaire du bataillon des chasseurs de la Haute-Garonne, blessé d'un éclat d'obus, dit à ses camarades qui le relevaient du champ de bataille pour le transporter à l'ambulance : « Amis! nous sommes vainqueurs; ma blessure ne me fait plus de mal. » De pareils traits démontrent combien, à cette époque, l'enthousiasme de la liberté augmentait le courage des soldats français. Avec de tels hommes il était facile de vaincre.

1793. France

Reddition de Bellegarde. — Nous avons dit que le général Ricardos avait formé le siége de Bellegarde. Cette forteresse est un pentagone régulier, avec un fort avancé, et domine au loin la plaine qui l'entoure. Mais elle est elle-même dominée par de hautes montagnes qui, étant inaccessibles du côté de l'Espagne, en font la principale sûreté; elle était défendue par une garnison de 900 hommes, mais fort mal approvisionnée en vivres. Dès les premiers jours de l'investissement, Ricardos envoie sommer la place de se rendre. Le commandant répond qu'il ne quittera son poste qu'à la dernière extrémité. Ricardos donne aussitôt l'ordre de canonner et de bombarder la ville jour et nuit. Il établit pour cet effet deux batteries : l'une de canons, au col de Porteil, et une autre de mortiers, en avant de la Jonquière. Instruit que la place est mal approvisionnée, il la resserre, de manière à pouvoir intercepter tous les convois qui lui étaient destinés. Apres s'être emparé de plusieurs petits

24 juin.

1793. France postes autour de la ville, il fait presser les attaques, et bientôt le fort des Bains est obligé de se rendre ; celui de la Garde suit son exemple, deux jours après. Cependant, malgré les précautions de l'ennemi, les Français avaient, chaque nuit, réussi à ravitailler la place ; elle le fut, pour la dernière fois, le 30 mai. Ricardos, maître de tous les passages, empêchait toutes les communications. Dès lors, Bellegarde fut pressé davantage. On ouvrit la tranchée ; les batteries foudroyaient les murailles ; et bientôt la brèche fut praticable. Après un bombardement de quarante jours, la place était démantelée, les casemates détruites, et la garnison n'avait plus d'abri contre le feu continuel des Espagnols. Dans cette cruelle extrémité, le commandant assemble le conseil de guerre. Sept membres, Pradel, lieutenant-colonel au bataillon de Nantes ; Le Grand, adjudant-major ; Chevalier, Lallier, Argenaudau, Masson et Landelines, capitaines, opinent pour qu'on s'ensevelisse sous les ruines de la place ; quatorze veulent que l'on capitule. Ricardos, qui connaissait la situation de la garnison, lui accorde les honneurs de la guerre, mais la retient prisonnière ; et les Espagnols entrent dans la place le 24.

Les batteries espagnoles avaient jeté dans Bellegarde 23,073 boulets de tout calibre, 4,021 bombes et 3,251 grenades. La place avait répondu par 9,642 boulets et 1,324 bombes ou grenades. A l'époque de la reddition, tous les bâtiments qui n'étaient pas à l'épreuve de la bombe se trouvaient détruits, les poternes rompues, ainsi que les ponts-levis, les portes et les grilles. La majeure partie des parapets étaient tombés dans les fossés ; les bombes avaient beaucoup endommagé les trois magasins à poudre : un d'eux aurait sauté pendant le siége, par l'effet d'un boulet rouge qui avait rompu une des fenêtres en fer, et l'explosion aurait produit de grands désastres, si on ne s'en fût aperçu à l'instant même, et si on n'eût porté les plus prompts secours. Les fossés étaient presque comblés par les ruines ; les terre-pleins et l'intérieur de la place étaient tellement encombrés, qu'on pouvait à peine y marcher. De quarante-quatre canons placés en batteries, trente-deux furent démontés, ainsi que tous les mortiers.

Avant son entrée dans la place, le général Ricardos fit mettre à l'ordre la proclamation suivante que nous rapportons, comme

un exemple malheureusement trop rare dans les temps dont nous retraçons les événements militaires : 1793. France.

« Soldats! vous devez respecter le malheur. Ce principe, que dicte l'humanité, est le propre de la générosité de la nation espagnole. Le général ne peut présumer qu'aucun des braves qu'il commande se permette d'insulter du geste, de paroles, ou d'autre manière quelconque, les prisonniers français, soit à leur sortie du fort, soit dans leur marche pour se rendre au lieu qui leur sera assigné. Si le motif d'honneur n'était pas suffisant pour vous contenir, songez que les chances de la guerre peuvent vous mettre dans un cas semblable. Mais si, contre toute espérance, il se trouvait des soldats, paysans, charretiers, ou personnes quelconques, qui se permissent la moindre insulte envers ces militaires malheureux, ils seront immédiatement arrêtés et passés par six tours de baguette. Le général peut encore moins présumer que, parmi les officiers ou autres personnes distinguées par leur rang dans l'armée, il s'en trouve qui manquent aux égards dictés par l'éducation et la générosité. Mais, dans le cas contraire, le général prévient qu'il punira le délinquant, suivant son rang et les insultes dont il se sera rendu coupable. »

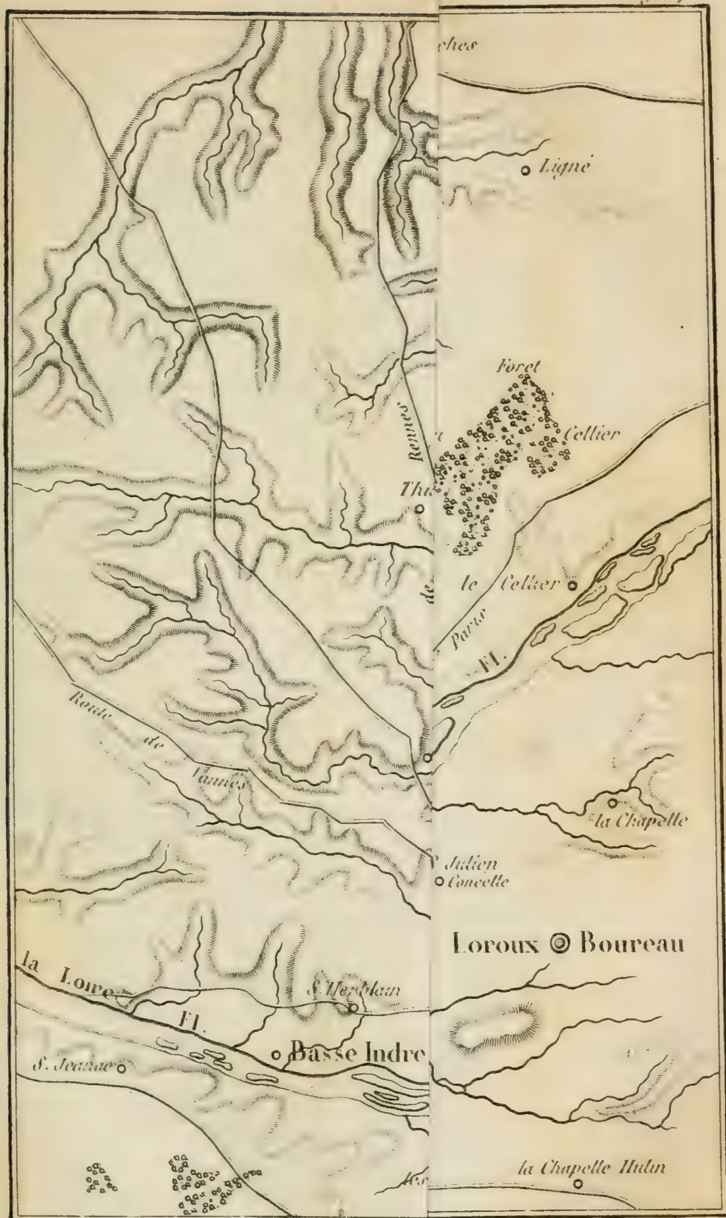
Combat de Luçon. — Au moment où la plus grande partie des troupes vendéennes s'emparaient de Saumur, occupaient Angers et se disposaient à attaquer Nantes, Royrand, commandant de plusieurs rassemblements qui prenaient la dénomination d'Armée royale du centre, tenait en échec les troupes républicaines postées à Niort et à Luçon. Ce chef était un vieillard, ancien officier, chevalier de Saint-Louis; il joignait à un zèle ardent pour la cause royale des moyens militaires bien supérieurs à ceux du plus grand nombre de ses compagnons d'armes. Il avait donné à ses troupes une organisation plus méthodique que celle des autres corps vendéens. Elles occupaient la majeure partie des districts de Montaigu, de la Châteigneraye et de la Roche-sur-Yon. Royrand avait son quartier général au château de l'Oye. Il pensa que ce serait une diversion utile au succès de l'entreprise sur Nantes, que de marcher sur Luçon pour s'en emparer et détruire ou disperser la troupe républicaine qui occupait cette ville. Ayant en conséquence rassemblé toutes ses divisions, commandées par Baudry d'Asson, Bejary, Sa- 28 juin. Vendée.

1793. Vendée. pinaud, Verteuil et de Hargues, il se présente, le 28 juin, devant Luçon, à la tête de 8,000 Vendéens. L'adjudant général Sandoz commandait dans cette ville un corps de 1,200 hommes. A l'approche des royalistes, il s'était hâté de sortir avec sa garnison, et l'avait disposée devant les murs; mais se voyant trop inférieur en nombre, il crut prudent d'ordonner la rentrée de sa troupe dans la ville, et se retira avec le bataillon de la Charente, qui formait le centre de sa ligne. Deux autres bataillons qui en formaient, l'un l'aile droite, et l'autre la gauche, n'ayant pas reçu l'ordre de retraite à temps, se trouvèrent en présence des Vendéens, et soutinrent leur choc. Royrand avait placé, en tête de ses colonnes d'attaque, plusieurs déserteurs du régiment ci-devant de Provence; et ceux-ci, qui n'avaient pris parti dans les troupes royalistes que pour adoucir leur situation de prisonniers de guerre, en voyant les républicains, font volte-face, et se rangent sous leurs anciens drapeaux. Cette défection jette le désordre parmi les Vendéens. Lecomte, chef du bataillon nommé le Vengeur, en profite. Il tombe avec vigueur sur les royalistes, et secondé bientôt par le bataillon de droite, il les met en déroute et les poursuit jusqu'à peu près une demi-lieue. Les royalistes perdirent dans cette affaire 400 hommes, tués sur le champ de bataille, 120 prisonniers, un canon et un caisson.

Sandoz, dénoncé à la Convention pour avoir quitté son poste au moment du combat, fut arrêté et mis en jugement; mais il fut acquitté par le conseil de guerre extraordinaire qui fut convoqué à cette occasion.

29 juin. *Siége de Nantes.* — L'armée royale, qui venait de s'emparer de Saumur, y séjourna plusieurs jours. Les principaux chefs se réunirent le 12 juin, en conseil de guerre, pour délibérer sur leurs projets ultérieurs et arrêter un plan de campagne. Les avis y furent d'abord partagés. Les uns voulaient marcher sur Tours et profiter de l'occupation de cette ville, pour soulever les deux rives de la Loire; d'autres pensaient qu'il fallait fortifier Saumur, se porter ensuite sur Niort, y battre l'armée républicaine, qui s'y trouvait réunie sous les ordres du général Biron[1], afin de

[1] Fils du maréchal duc de Biron, colonel du régiment des gardes françaises, mort avant la révolution.



ches
Ligné
Forêt
Cellier
Rennes
Thu
le Cellier
Paris
Fl.
Route de Vannes
la Chapelle
S. Julien
Concelle
Loroux Boureau
la Loire
Fl.
S. Herblain
Basse Indre
S. Jean
la Chapelle Hulin

CARTE DES ENVIRONS DE NANTES.



1 2 4 8 12 Kilometres

se débarrasser de toute inquiétude de ce côté : un troisième avis, et c'est celui qui fut adopté, était d'assiéger la ville de Nantes, de s'en emparer, et d'en faire la base des opérations de l'armée royale. 1793. Vendée.

Mais pour le succès de cette grande entreprise, et avant de la mettre à exécution, les membres du conseil pensèrent qu'il convenait de centraliser la direction des moyens, en élisant un général en chef de l'armée, composée de corps particuliers qui avaient eu, jusqu'à ce moment, des chefs en quelque sorte indépendants les uns des autres. Cette première idée d'unité dans le commandement de l'armée royale fut due au chef d'Elbée. Cet homme ambitieux, auquel les historiens même de son parti contestent le titre de gentilhomme, se flattait de voir un grand nombre de suffrages se réunir en sa faveur ; mais il s'aperçut bientôt que les vœux des électeurs appelaient Bonchamp à cette place éminente ; et pour détourner ses collègues de cette résolution, contraire à ses vues et à ses intérêts, il proposa le chef Cathelineau, sur lequel il exerçait une grande influence, qu'il espérait bien conserver. Il donna pour motifs de ce choix « que le chef qui en était l'objet, avait donné le premier, avec Baudry d'Asson, le signal de l'insurrection armée, après l'émeute de Saint-Florent ; que personne ne pouvait lui contester la réputation d'être l'un des plus braves officiers de l'armée, et qu'appartenant à la classe plébéienne, il serait par cela même plus agréable à la multitude. Ce choix, concluait d'Elbée, devait prouver aux cultivateurs, aux paysans vendéens, que ce n'était ni l'amour du pouvoir, ni l'intérêt personnel, qui dirigeaient les nobles poitevins dans une guerre entreprise pour le seul triomphe de la religion et de la cause royale. » Ces raisonnements spécieux déterminèrent l'élection de Cathelineau, qui réunit la presque unanimité des suffrages.

Ainsi, par une concession bien remarquable faite aux principes révolutionnaires, un homme qui naguère conduisait une voiture de roulage, se trouve tout à coup investi de la plus haute place dans l'armée royale ; et il doit cette distinction extraordinaire à des hommes qui d'ailleurs, à mérite militaire au moins égal, pouvaient la lui disputer, en laissant même de côté les préjugés de la naissance et de l'éducation, l'expérience

1793. Vendée. et l'ancienneté des services d'un grand nombre d'entre eux[1].

Cette élection terminée, le conseil s'occupa avec activité des préparatifs de l'expédition arrêtée. Avant de commencer le mouvement général, le conseil pensa qu'il était important d'exposer, dans une proclamation, les principes qui guidaient les royalistes dans leur grande entreprise, et qui leur avaient mis les armes à la main. Nous n'en citerons que ce passage : « Nous ne combattons point pour faire des conquêtes, pour prendre des villes, pour faire des prisonniers, acquérir une puissance; nous venons seulement pour ramener l'ordre, la religion et la paix, dont vous sentez le besoin comme nous. Si vous vous défendez, nous vous combattrons loyalement; et après, nous vous regarderons comme des amis. Nous prendrons les mesures nécessaires pour ramener parmi vous le règne de ces choses que nous croyons indispensables à votre bonheur et au nôtre. Si, au contraire, vous nous tendez les bras, vous êtes d'avance nos amis, et nous prendrons, de concert avec vous, les moyens les plus prompts, les plus sûrs, pour parvenir à ce même but. » Après avoir ainsi allié la politique aux mesures militaires, les royalistes se dirigèrent sur Nantes.

Cette ville, située au confluent de trois rivières, sur une colline presque continue de l'est à l'ouest, est arrosée au midi par la Loire, dans laquelle se jette l'Erdre, après avoir baigné ses murs au nord. De vastes prairies, entrecoupées par divers bras de la Loire, l'environnent au sud. Une population de soixante-quinze mille âmes, trois cents rues, trente places publiques, dix-huit ponts, dont six jetés d'île en île, une marine nombreuse, rapportant les productions des deux mondes, rendaient cette cité, avant la révolution, l'une des plus florissantes du royaume. Entourée jadis d'une forte ceinture de murailles flanquées de dix-huit tours, mais alors ouverte de toutes parts, elle ne présentait aux

[1] Ce qu'on vient de lire, sur l'élévation de Cathelineau au grade de généralissime des Vendéens, donne lieu à un rapprochement de faits bien remarquables dans l'histoire de la révolution française. Le neveu d'un duc et pair, d'un maréchal de France, le descendant et l'héritier d'une ancienne et illustre maison, Biron, commandait l'armée républicaine à Niort, au moment même où les nobles chefs des Vendéens plaçaient à leur tête un simple paysan.

Vendéens qu'une faible contrevallation de près de deux lieues d'étendue. Ses fortifications se réduisaient à quelques bouts de fossés, quelques parapets faits à la hâte, et une faible artillerie, qu'il était presque impossible de rendre utile, par le défaut de bonne position. 1793. Vendée.

L'armée vendéenne, forte de 50,000 hommes, n'était plus qu'à quelques lieues de Nantes, lorsque, le 24 à midi, deux prisonniers nantais, envoyés par le généralissime Cathelineau, remettent au conseil de défense de la ville une sommation portant « que les clefs de la ville, les armes et les munitions seraient remises, sous trois jours, entre les mains des chefs des armées catholiques royales d'Anjou et du Poitou ; qu'il en serait pris possession au nom de S. M. Très-Chrétienne Louis XVII, roi de France et de Navarre, et au nom de M. le régent du royaume; que les habitants seraient traités comme frères et en fidèles sujets du roi; et qu'en cas de refus, la ville serait assiégée, la garnison passée au fil de l'épée, et les habitants traités conformément aux lois de la guerre pour les villes prises d'assaut. » Après la lecture de cette sommation, le conseil, composé des corps administratifs, des chefs militaires et des commissaires conventionnels, prend la résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il répond fièrement à Cathelineau : que « la nation ne traite point avec des rebelles ! » Baco, maire de Nantes, à qui la sommation était personnellement adressée, dit aux deux parlementaires : « Nous périrons tous, ou la liberté triomphera ; voilà ma réponse ! » La sommation reste secrète, pour ne point causer d'effroi aux habitants et ne pas encourager les nombreux partisans que les Vendéens avaient dans la ville. Merlin de Douai et Gillet, commissaires de la Convention, déclarent aussitôt Nantes en état de siége. Le général Beysser, nommé commandant sous les ordres du général en chef Canclaux, publie une proclamation énergique, dans laquelle, en rappelant aux Nantais que du salut de leur ville dépend celui de la république, il les engage à réunir tous leurs efforts pour repousser l'ennemi. Cette proclamation produit l'effet qu'il en attendait. Tous les habitants de Nantes se rassemblent en tumulte, et jurent de s'ensevelir sous les ruines de leur ville plutôt que de la laisser tomber au pouvoir des royalistes.

1793. Vendée. Cependant les hommes qui montraient un dévouement si absolu n'avaient que de très-faibles moyens pour le soutenir. La garnison, renfermée dans leurs murs, était peu nombreuse. Au dehors, ils n'avaient qu'un camp de 1,500 hommes, dans la position de Saint-Georges, près de Niort. Le cent neuvième régiment, qui revenait des Antilles, couvrait seul le chemin de Vannes. Un bataillon incomplet des Côtes-du-Nord gardait le Pont-Rousseau, qui est au delà de la Sèvre. Mais le courage et l'intrépidité de la brave garde nationale nantaise suppléèrent à toute l'insuffisance de ces moyens. Aussitôt après la mise en état de siége, le général Canclaux fit doubler tous les postes, en faisant partager aux habitants le soin de les garder. Des palissades fermèrent les issues de la ville; des batteries furent dressées à l'ouest, et des bateaux armés y stationnaient au milieu de la Loire. On coupa un pont, très-élevé sur cette même rivière, du côté du faubourg Saint-Jacques, et on y établit une batterie qui, dominant au loin, devait balayer la plaine et empêcher, de ce côté, l'approche de la ville.

Cependant Cathelineau et d'Elbée, partis d'Ancenis, s'étaient approchés de Nantes, à la tête de 12,000 hommes. Bonchamp, avec 4,000 Vendéens, s'était avancé par la route de Paris, pour l'attaquer à l'est entre la Loire et l'Erdre. Les forces de la Basse-Vendée, qui serraient Nantes au midi, étaient plus considérables, mais arrêtées par la Loire. Avec 10,000 hommes et douze pièces de canon, Lyrot de la Patouillère occupa la Croix-Moriceaux. Charette, après avoir réuni toutes les divisions du Bas-Poitou à Legé, campa aux Landes-Ragon et aux Cléons, pour attaquer par Pont-Rousseau. Il fit placer, près de Rézé, deux pièces de canon, destinées à pointer sur la pompe à feu de Chezine, et trois pièces en face du Pont-Rousseau. Le reste de son artillerie était au corps d'armée près des Trois-Moulins.

Le 27 juin, l'attaque commence par d'Elbée, qui se porte sur le bourg de Nort, pour prendre le camp de Saint-Georges à revers. Meuris, qui commandait dans Nort le troisième bataillon de la Loire-Inférieure, oppose aux efforts de l'ennemi une résistance si courageuse, que d'Elbée hésite s'il ne renoncera point à son entreprise; mais instruit, par une femme échappée du bourg, que les patriotes ne sont qu'au nombre de 400,

il attaque de nouveau et fait lui-même des prodiges de valeur. Meuris se fait hacher avec ses troupes. Dix-sept de ces braves parvinrent, seuls, à rentrer dans Nantes, en emportant le drapeau du bataillon. Mais cette glorieuse résistance, en occupant d'Elbée, avait donné à Canclaux le temps de recevoir de Rennes un convoi de poudre. Cependant la perte de Nort mettait à découvert le camp de Saint-Georges, trop faible pour résister, et les Vendéens menaçaient à la fois d'attaquer Nantes par les routes d'Ancenis et de Vannes. Le général en chef donne l'ordre d'évacuer tous les postes avancés et les fait replier sur la ville. Cette opération répandit l'alarme parmi les citoyens. Le conseil s'assemble. Bonvoust, commandant l'artillerie, déclare qu'il regarde comme impossible de défendre plus longtemps une ville ouverte de toutes parts et cernée par des forces aussi considérables. Les commissaires conventionnels se rangent de son avis, et mettent en délibération l'évacuation de la place. Mais Canclaux s'élève avec force contre cet avis, qu'il traite de pusillanimité ; il répond de la sûreté de Nantes, si on veut suivre ses conseils. Les autorités civiles, les députations de la garde nationale, et surtout Beysser, votèrent aussi pour sa défense.

1793. Vendée.

Le 28, au point du jour, Charette, averti des succès que d'Elbée a remportés la veille, fait jouer ses batteries contre Pont-Rousseau. C'était le signal convenu pour commencer l'attaque générale. En même temps il pousse en avant plusieurs corps de cavalerie. Leur direction faisant juger à Beysser que les Vendéens allaient se porter sur le faubourg de Sèvre, il se hâte de faire évacuer la partie située au delà de la rivière. En effet, l'armée entière s'ébranle ; elle inonde les bords de la Loire, et s'approche par tous les endroits accessibles. Les Nantais, préparés à l'attaque, répondent avec succès au feu des batteries de Charette. Leurs canonniers pointent avec tant de justesse, qu'ils abattent trois fois le drapeau blanc arboré dans le faubourg de Sèvre.

Au signal donné par Charette, Cathelineau et d'Elbée s'étaient portés, à la tête de toutes leurs troupes, contre les parties de la ville qu'ils devaient attaquer. A la vue de leurs bataillons nombreux, qui manœuvraient dans la plaine, les Nantais courent aux armes, et 12.000 hommes, dont plus de

Vendée. 1793. la moitié étaient des gardes nationaux, se précipitent à leur rencontre. Les vétérans[1] eux-mêmes volent au combat. « Citoyens vétérans, leur dit le commandant, ce jour va couvrir les Nantais de gloire ou d'une honte éternelle. Jurons tous de ne point parler de capitulation, et de mourir plutôt que de nous rendre aux rebelles. » Tous s'écrient : « Nous le jurons ! *vive la république!* » Tandis que Cathelineau fait sommer le faubourg de Marchix par son avant-garde, appuyée de trois pièces de canon, d'Elbée se jette sur les routes de Vannes et de Rennes. Le cent neuvième régiment, trop faible pour résister à cette masse de forces, se hâte de rentrer dans la ville. D'Elbée, n'ayant plus d'obstacle devant lui, déploie ses bataillons, et s'empare des hauteurs voisines de la route. Il y établit ses batteries, et répond par un feu très-vif à l'artillerie des républicains placée sur la hauteur de Barbin. Le bataillon nantais de Saint-Nicolas y soutient le feu avec une rare valeur. Dans cet instant, un boulet rouge met le feu au magasin d'une batterie, établie près la porte de Rennes, et la fait sauter. Les canonniers périssent par l'explosion. Le combat se soutenait de part et d'autre, lorsque Bonchamp, à peine arrivé par la route de Paris, foudroie les avant-postes du faubourg Saint-Clément. Attaqué vivement par Lyrot de la Patouillère, l'adjudant général Boisguillon se défendait avec intrépidité au faubourg Saint-Jacques. La batterie établie sur le pont, servie par la garde nationale nantaise, faisait un feu terrible sur les soldats de Charette et de Lyrot. Mais celui-ci parvient à passer la Loire sur des bateaux, du côté de Richebourg, sur le pré de Mauves, et riposte avec avantage au feu des républicains. Nantes cerné, pour ainsi dire, de toutes parts, était attaqué sur neuf points à la fois. Dans tous les lieux, les républicains mettaient, à se défendre, un acharnement qui égalait l'ardeur des Vendéens dans l'agression. Canclaux et Beysser n'avaient qu'à se montrer pour relever les courages abattus.

A midi, le combat devient plus meurtrier aux portes de

[1] C'était un bataillon de bourgeois trop âgés pour faire le service de la garde nationale active. La ville de Nantes avait formé ce corps de vétérans nationaux à l'imitation de celui qui existait à Paris sous cette dénomination. Il faisait partie de la garde nationale.

SIÉGE DE MAYENCE en 1793 *T. Ier Page 191.*



1000 2000 4000 6000 Mètres.

Paris, de Rennes et de Vannes. La mêlée était horrible, et le sang ruisselait par torrents et rougissait la terre. Fleuriot de la Fleuriaye, à la tête des compagnies bretonnes, veut faire un dernier effort. Au moment où il s'élance en avant, une balle l'atteint et l'étend mort. Le chevalier de Mesnard, qui veut le remplacer, a le même sort. Ce succès inspire une nouvelle audace aux républicains; ils se précipitent avec furie sur les Vendéens consternés. En vain Cathelineau, d'Elbée et le prince de Talmont [1] font des prodiges de valeur; leurs soldats reculent. Honteux cependant d'un instant de faiblesse, ils reviennent à la charge avec une nouvelle ardeur. Rien ne résiste à ce dernier choc, les républicains plient de toutes parts. Les royalistes pénètrent, aux cris de *Vive le roi!* dans les faubourgs de Saint-Clément, de Saint-Similien, et jusqu'à la place de Viarmes. La victoire semblait ne pouvoir leur échapper. Déjà même les assiégés avaient retiré deux de leurs pièces et parlaient d'évacuer la ville, lorsque Beysser s'aperçut que le poste de Saint-Jacques était gardé par un bataillon dont la présence sur ce point n'était pas indispensable, attendu que, le pont qui s'y trouve étant occupé, l'attaque que les Vendéens pouvaient y diriger n'était point dangereuse. Il appelle cette troupe à lui, la conduit à la porte de Paris, et repousse les assiégeants. En ce moment, Cathelineau, qui combattait avec la plus grande intrépidité à la tête des siens, est atteint d'une balle qui le jette à bas de son cheval. Ce mouvement achève de décourager les Vendéens, qui ne résistent plus que mollement aux efforts héroïques des républicains; et, pour éviter une déroute prochaine, d'Elbée se voit forcé d'ordonner la retraite.

1793. Vendée

Le lendemain, Charette, à la pointe du jour, veut encore tenter la chance du combat, et recommence l'attaque au faubourg de Pont-Rousseau et au poste Saint-Jacques. Mais Beys-

[1] Le prince de Talmont, de la maison de la Trémouille, avait été un des agents de la conjuration de la Rouarie, qui s'organisa dans l'année 1791, et qui fut étouffée au commencement de 1792 par la mort de ce chef célèbre. Talmont, après s'être échappé des mains des gendarmes, qui le conduisaient d'Angers à Laval, ayant joint les Vendéens à Saumur, avait été nommé par les chefs royalistes commandant général de l'artillerie de l'armée.

1793. Vendée. ser ordonne une sortie. Fiers de leur victoire de la veille, les patriotes fondent sur les soldats de Charette, mettent le désordre dans leurs rangs, et les dispersent. Alors, certains que leur entreprise est manquée, les chefs vendéens lèvent le siége, et opèrent leur retraite, emportant avec eux leur généralissime Cathelineau, qui mourut douze jours après de ses blessures. La perte des deux partis était à peu près égale. Elle fut évaluée à 2,000 hommes de chaque côté. Le général Canclaux eut son habit traversé d'une balle qui blessa un aide de camp derrière lui. Le maire Baco, à la tête de la garde nationale, reçut un coup de feu. Les habitants de Nantes se signalèrent, pendant ce siége, par un sang-froid et un courage dignes de vieux soldats. Les femmes mêmes oublièrent la faiblesse de leur sexe on les voyait affronter les périls, recueillir les blessés : et leur prodiguer les soins les plus tendres. Il y eut des traits de bravoure et de générosité qui méritent d'être cités. Gombart, vicaire de la paroisse de Sainte-Croix, et grenadier du sixième bataillon de la première légion nantaise, voyant un père de famille trop exposé : « Retire-toi, lui dit-il, c'est à moi d'occuper ce poste ! » Il prend sa place et reçoit aussitôt le coup mortel. Un sergent atteint un chef vendéen qui le couchait en joue ; il le pourfend d'un coup de sabre, lui prend son fusil, son chapeau orné d'une gaze blanche, et il laisse prendre, par un autre soldat, cinquante louis dans la poche de son ennemi, sans même vouloir en accepter la moitié.

1er juillet. France. *Combat d'Ispegui et de Baygorry.* — L'avantage remporté par l'armée des Pyrénées-Occidentales, à la montagne de Louis XIV, avait eu les résultats les plus brillants. L'ennemi épouvanté avait, sur tous les points, reculé ses postes, et le général Servan se flattait de recueillir de son succès des effets encore plus satisfaisants, lorsque tout à coup, et peu de temps après cette expédition, il reçut sa destitution et se vit remplacé par le général Delbecq. Arrêté au milieu de son armée, il fut conduit à Paris. Son ancien ministère lui avait fait beaucoup d'ennemis, et tout le monde sait que, dans la lutte affreuse des passions qui ébranlait alors la république, le mérite était méconnu, les services oubliés, et que la manie du jour était également de détruire et de renverser les hommes et les monuments

qui tenaient par quelque point à l'ancien ordre de choses. 1793. France.

Quoi qu'il en soit, l'événement prouva tout le tort qu'on avait eu de priver Servan de son commandement. Delbecq était loin d'avoir son activité, et bientôt les Espagnols, rassurés, reprirent leurs positions. Ils s'enhardirent tellement, qu'après avoir rassemblé leurs forces, ils menaçaient Saint-Jean-Pied-de-Port. Tiré de son apathie par les démonstrations qu'il leur voyait faire, le général Delbecq sentit enfin qu'il était de son devoir de s'y opposer, et de faire un mouvement pour les repousser hors de leurs lignes. En conséquence, il ordonne, le 1er juillet, au général Dubouquet, d'inquiéter les ennemis, en les attaquant dans le camp retranché qu'ils avaient formé sur la montagne d'Ispegui.

Dubouquet arrive avec 400 hommes, et trouve 600 Espagnols rangés en bataille. Malgré le feu très-vif de leur artillerie, les Français avancent, les renversent, les chassent du camp, s'emparent de quatre canons, de quatre obusiers, et font un grand butin. Après avoir détruit les retranchements et brûlé les bagages, ils se retirent. En même temps, l'adjudant Dufraine avait dirigé sur Baygorry le deuxième bataillon des Basses-Pyrénées, qui était à Anhol. Il en détache cent cinquante hommes, qui se portent sur les hauteurs, tandis qu'une compagnie de Basques gravit les endroits les plus escarpés. Ils chassent l'ennemi et essayent encore de s'établir au col d'Ispegui; mais 3,000 Espagnols, qui se tenaient cachés, se montrent tout à coup et les forcent de fuir en toute hâte. Le lendemain, Delbecq, instruit de cette circonstance, envoie contre eux des forces suffisantes. Les Espagnols ne voient pas plutôt les Français qu'ils se retirent. Suivis de près, ils sont attaqués vivement, veulent un moment se défendre; mais, après une heure de combat, ils sont contraints de fuir et de repasser la frontière.

Combats du Moulin-aux-Chèvres; prise et reprise de Châtillon. — Les différents corps qui composaient la grande armée royale se séparèrent après l'inutile et meurtrière tentative de l'occupation de Nantes. Les troupes de Bonchamp et de d'Elbée repassèrent en totalité sur la rive gauche et furent momentanément licenciées, en attendant un nouvel appel pour répa- 5 juillet. Vendée.

1793. Vendée. rer l'échec qu'elles venaient d'éprouver. Lescure s'était retiré dans son château de Clisson, après avoir également renvoyé dans leurs foyers les Vendéens qu'il avait sous ses ordres. Cependant, le général Biron avait été nommé, comme nous l'avons dit, général en chef d'une armée rassemblée à Niort : le général Westermann commandait son avant-garde.

D'après l'ordre qu'il en avait reçu du général Biron, Westermann s'était mis en campagne, et se préparait à porter aux Vendéens ces coups terribles qui l'ont rendu si célèbre dans l'histoire de cette guerre civile. Déjà il avait forcé Lescure de rassembler ses troupes pour s'opposer à ses vives et meurtrières incursions. Parthenay, successivement envahi par les royalistes et les républicains, était occupé de nouveau par la troupe de Westermann. Les Vendéens que commandait Lescure, singulièrement attachés à leur sol, étaient, sous ce rapport, les soldats les moins propres à une guerre active et suivie : ils se dispersaient presque toujours après chaque action. Dans cette dernière circonstance, Westermann ne donna point à Lescure le temps de former un rassemblement assez considérable pour résister avec quelque succès. Après avoir vu incendier le village d'Amaillou et brûler son château de Clisson, Lescure, renfermé dans Bressuire, avait fait sonner le tocsin dans tous les villages des environs; il parvient à rassembler, non sans peine, 3 à 4,000 paysans mal armés et quatre pièces de canon. Forcé d'évacuer Bressuire pour défendre Châtillon, il est joint par Laroche-Jacquelein, qui venait de quitter Saumur, où ses soldats l'abandonnaient pour rentrer dans la Vendée.

Ces deux chefs réunis avaient à peu près 6,000 hommes sous leurs ordres. Westermann, à la tête de 3,000 républicains, marche sur Châtillon. Lescure le prévient et sort de cette ville. Les deux armées se rencontrent au Moulin-aux-Chèvres, hauteur sur laquelle Lescure se hâte de prendre position et de placer ses canons. Westermann l'attaque. Les Vendéens soutiennent avec leur valeur accoutumée le premier choc; mais meilleurs pour l'attaque que pour la défense, ils plient. En vain Lescure et Laroche-Jacquelein s'efforcent de les rappeler au combat; leurs meilleurs officiers sont tués. Labigotière a le

bras fracassé par un boulet; la déroute est complète, et Westermann entre en vainqueur dans Châtillon, où siégeait depuis peu le conseil supérieur des royalistes. Il y trouve leurs archives, leur imprimerie, des magasins considérables, et délivre un grand nombre de prisonniers républicains. 1793. Vendée.

Les vaincus réussirent à sauver leur artillerie, et se rallièrent à Mortagne et à Chollet.

Après avoir fait incendier le château de Laroche-Jacquelein à Saint-Aubin-de-Baubigné, Westermann prit position sur les mêmes hauteurs où, trois jours auparavant, il avait remporté un avantage si remarquable; mais il ne devait pas les garder longtemps, quoiqu'il eût été renforcé par 2,000 gardes nationaux de Saint-Maixent et de Parthenay. Lescure, retiré à Chollet, venait d'y recevoir une division royaliste accourue à son secours : c'était celle de l'actif et valeureux Bonchamp. Ce dernier propose d'attaquer les républicains, sans attendre l'arrivée des secours réclamés auprès de d'Elbée. Lescure et Laroche-Jacquelein hésitent d'autant moins, qu'ils avaient à venger le pillage et l'incendie de leurs propriétés. Les Vendéens se glissent en silence sur les hauteurs, et surprennent les avant-postes de Westermann. Les républicains, effrayés de se voir attaqués de tous les côtés, se mettent à fuir. Le poste est emporté, et les canonniers sont tués sur leurs pièces. En un instant, la déroute est complète; les caissons et les canons sont culbutés dans la descente qui mène à Châtillon. Les renforts envoyés de cette ville sont entraînés par les fuyards. Westermann, abandonné de ses soldats, après avoir fait d'inutiles efforts pour les rallier, est contraint à fuir lui-même avec 300 cavaliers, de cette même ville où, cinq jours auparavant, il était entré en vainqueur. Le résultat de cette journée fut immense pour les royalistes : ils firent plus de 3,000 prisonniers. Tous les canons, les armes, munitions, bagages, restèrent en leur pouvoir. Ce qui s'échappa des troupes républicaines, après cette défaite, se rallia, non sans peine, à Parthenay.

Combat d'Ost-Capelle. — Au moment où la France avait à gémir sur les nombreux revers éprouvés à la suite de l'invasion de la Belgique, les moindres événements militaires, sur les frontières du Nord, publiés soigneusement dans la capitale, 8 juillet. France.

1793. France. servaient à ranimer les esprits abattus et à relever leur courage. Aussi les traits de bravoure et d'intrépidité étaient-ils recueillis avec avidité et célébrés avec enthousiasme. C'est à ce titre que nous consignons ici les traits suivants. Ils doivent servir à signaler une époque de nos annales militaires, où le dévouement du plus grand nombre des défenseurs de la France avait ce caractère héroïque que nous admirons chez quelques peuples de l'antiquité, et dont les siècles modernes nous offrent aussi quelquefois de nobles exemples.

Le cinquième bataillon de Saône-et-Loire était en garnison dans le poste d'Ost-Capelle, village près de Lille. Le 8 juillet, au milieu de la nuit, les ennemis, au nombre d'environ 3,000, conduits par un Français qui avait déserté la veille, s'avancent tout à coup pour s'en emparer. En un moment ils ont enfoncé tous les postes, et se précipitent dans le village avec une fureur dont la guerre offre peu d'exemples. Aux premiers coups de fusil, Habert, capitaine, rassemble à la hâte sa compagnie. Les Autrichiens fondent aussitôt sur lui et le pressent, en l'accablant d'une grêle de balles. Habert ne consulte que sa bravoure : « Mes amis, dit-il, c'est ici notre tombeau ; il faut périr dans ce retranchement, plutôt que de l'abandonner ! » et, secondé par les braves volontaires, il fait le feu le plus terrible. Bientôt il est accablé par le nombre. On se bat à coups de baïonnette et de sabre. Habert, après avoir tué trois de ses adversaires, est enveloppé par quatre Autrichiens ; cependant il ne cesse de se défendre, et ne répond aux propositions qu'ils lui font de se rendre que par les cris de *Vive la république!* Il était près de succomber ; mais, averti par le bruit du combat, le reste du bataillon accourt, attaque l'ennemi avec impétuosité, en fait un grand carnage, dégage Habert et force les Autrichiens à prendre le parti de la retraite.

Dans le même mois, l'ennemi renouvelle son attaque sur le même village. Il était deux heures du matin ; un brouillard épais empêchait de voir à quelques pas de soi. Un caporal, nommé Morel, est envoyé à la découverte. A peine a-t-il fait quelques pas, qu'il tombe dans un poste d'Autrichiens. Tous se précipitent sur lui, en le menaçant de le tuer s'il dit un seul mot. Alors, nouveau d'Assas, oubliant comme lui le danger auquel

son dévouement l'expose, il se met à crier d'une voix forte : « Capitaine ! feu, feu sur l'ennemi ! » et tombe presque aussitôt percé de coups. Avertis par sa voix, les Français accourent, fondent sur les Autrichiens, et les dispersent après un combat violent. Le brave et généreux Morel respirait encore ; mais il mourut, peu de temps après, de ses blessures. 1793. France.

Siége et reddition de Condé. — Les Autrichiens, ayant forcé l'armée française d'évacuer la Belgique, s'étaient proposé d'abord d'ouvrir la campagne par le siége de Condé; mais, renonçant momentanément à ce projet, ils se contentèrent d'en faire le blocus dans les premiers jours d'avril. 12 juillet.

Le général Chancel y commandait une garnison de 4,000 hommes, formée des débris de l'armée de Dumouriez. Cette garnison, digne en tout de son brave commandant, fit, pendant trois mois, des sorties continuelles, ayant pour but de seconder les efforts que faisait, de son côté, le général Dampierre, afin de délivrer la place. Les combats du camp de Famars avaient été livrés dans cette intention ; mais nous avons vu qu'à cette époque les tentatives des Français, beaucoup trop inférieurs en nombre, furent inutiles. Les sorties de la garnison de Condé avaient été sans résultat ; et Chancel, malgré sa bravoure, fut presque repoussé avec perte. Resserré enfin plus que jamais par un ennemi vigilant, Condé n'avait plus de subsistances, et ses habitants étaient près de mourir de faim. Depuis six semaines, chaque soldat n'avait plus pour ration journalière que deux onces de pain, deux onces de cheval, une once de riz et un tiers d'once de suif. Le 6 juillet, Chancel assemble le conseil de défense. Il ne restait plus de vivres que pour six jours : on les passe en résistant toujours aux Autrichiens, et dans l'espérance de quelque secours. Enfin, le 12, la famine obligea de capituler. La garnison sortit le 13 de la place, avec tous les honneurs de la guerre; mais elle fut envoyée prisonnière à Cologne et à Aix-la-Chapelle.

Troubles et guerre du fédéralisme ; combat de Pacy-sur Eure. — Un nouveau mouvement révolutionnaire venait de s'opérer dans le sein même de la Convention nationale, de ce gouvernement monstrueux qui, au nom de la liberté, de l'égalité, exerçait les plus sanglantes proscriptions, les actes les 13 juillet.

1793. France. plus iniques du despotisme le plus absolu. Lassé des horreurs impolitiques qui se commettaient chaque jour depuis la mort de Louis XVI, un parti voulut entreprendre de rétablir l'ordre au milieu des excès de l'anarchie; mais la faiblesse de ses moyens et la pusillanimité d'un grand nombre de ses membres, dominés par la terreur, trahirent bientôt des efforts d'ailleurs mal secondés par ceux qui devaient avoir le plus d'intérêt à leur réussite. Ce parti, connu dans l'histoire sous la dénomination de *girondin* [1], ou fédéraliste, avait à sa tête des hommes dont les grands talents oratoires ne pouvaient, dans ces temps désastreux, lutter avec avantage contre les vociférations démagogiques de leurs adversaires, appuyées par des mouvements populaires excités par ces derniers. Le 31 mai, la municipalité de Paris, composée en presque totalité d'hommes dévoués à la faction de la Montagne [2], fit sonner le tocsin, battre la générale, tirer le canon d'alarme. Le résultat de cette mesure extrême fut un mouvement insurrectionnel contre le parti des fédéralistes, dont la proscription fut demandée à grands cris. Les fougueux montagnards s'empressèrent de la décréter dans leur plus grand intérêt, en prodiguant les injures aux victimes de leurs détestables menées. C'est dans cette circonstance que l'un des proscrits, le député Lanjuinais [3], prononça ces paroles remarquables : « A Athènes et dans Rome, on conduisait à l'autel des victimes ornées de fleurs; le pontife les immolait, mais ne les insultait pas ! »

Les membres proscrits se réfugièrent, pour la plupart, en Normandie; ils parvinrent à s'y faire des créatures, à opérer des soulèvements dans les départements de l'Eure, du Calvados, de l'Orne, de la Manche, etc. Les forces réunies de ces départements se rassemblèrent à Caen, sous le commandement de Félix Wimpfen, connu par sa belle défense de Thionville, et qui partageait les principes des fédéralistes. Ils prirent la résolution de marcher en masse sur Paris, pour renverser la

[1] On lui donna ce nom parce que les députés du département de la Gironde à la Convention en étaient les chefs.

[2] On appelait ainsi la portion la plus véhémente et la plus exagérée des membres de la Convention.

[3] Depuis pair de France.

Convention. Rapprochés des fédéralistes par les mêmes vœux, les royalistes d'une partie de la Bretagne se joignirent à eux, sous le commandement de Puisaye [1]. Mais les montagnards ne s'endormirent point au sein de la victoire qu'ils venaient de remporter; des forces imposantes, aux ordres du général Sepher, s'avançaient contre les insurgés et allaient prévenir tous leurs desseins. Les deux partis se trouvèrent, le 12 juillet, en présence à Vernon. Quelques escarmouches firent croire d'abord à un engagement général; mais, à la vue de l'ennemi, les fédéralistes, incertains et divisés dans leurs prétentions respectives, avaient passé de l'enthousiasme à l'irrésolution. Cependant, le lendemain, les deux troupes en vinrent aux mains à Pacy-sur-Eure. L'attaque fut suivie d'une déroute. Les conventionnels, commandés par le chef de brigade Imbert, en l'absence de Sepher, tombent avec impétuosité sur les fédéralistes, et les dispersent aux premiers coups de canon. Le corps commandé par Puisaye donna seul avec quelque courage; mais bientôt, entraînés par le mouvement rétrograde des soldats de Wimpfen, ceux de Puisaye cèdent également et se mettent à fuir. Cris, menaces, prières, rien ne fut capable d'arrêter le désordre. Il fut impossible de rallier un seul bataillon. Wimpfen et Puisaye, voyant que tout était perdu pour leur parti, s'empressèrent de traiter avec deux commissaires conventionnels qu'ils retenaient prisonniers à la tour de Caen, et souscrivirent la rétractation des arrêtés fédéralistes. Ils n'en furent pas moins proscrits par la Convention, et le château de Mesnil, appartenant à Puisaye, fut livré au pillage. 1793. France.

Combat de Martigné-Briand. — La défaite de Westermann, à Châtillon, faisant oublier l'échec de Nantes, ranima la confiance et les espérances des royalistes. Quelques chefs vendéens, à la tête de leurs rassemblements, observaient les mouvements des républicains à Luçon, Niort, Fontenay, et contenaient les garnisons des Sables-d'Olonne et de Nantes. Ceux de l'Anjou et du Haut-Poitou laissaient reposer leurs sol- 15 juillet. Vendée

[1] Les deux partis portaient le même signe de ralliement : une pièce d'étoffe attachée sur la manche de leur habit, et sur laquelle était imprimée une tête de mort avec deux ossements en croix.

1793. Vendée. dats, en attendant les mouvements ultérieurs des troupes républicaines, ralliées à Tours et à Saumur. Cette dernière ville avait été abandonnée, comme on l'a vu, par Laroche-Jacquelein.

Les commissaires conventionnels avaient résolu l'attaque successive de Brissac, Vihiers, Coron, Chollet et Mortagne, pour opérer la jonction des troupes qui se trouvaient sur la Loire avec l'armée de Niort. Le général Labarolière, ayant pris le commandement des forces d'Angers et Saumur, réunies au Pont-de-Cé, se mit en marche, et vint camper aux environs de Martigné-Briand. Lescure, Bonchamp, Laroche-Jacquelein, Scepeaux et d'Autichamp rassemblent 15,000 hommes, et partent de Vihiers pour s'opposer à la marche de Labarolière; mais s'étant trompés de chemin, par une chaleur excessive, ils arrivent harassés de fatigue. Cependant ils attaquent sur deux colonnes, rompent l'avant-garde des républicains, et lui enlèvent cinq canons. Mais Bernard de Marigny, parti à la tête de la cavalerie pour tourner les républicains, s'étant égaré et revenant au galop, ce retour inopiné porte la terreur dans les rangs des royalistes, qui, ne pouvant point distinguer les cavaliers à cause de la poussière qu'élevaient les chevaux, s'imaginent que l'ennemi les attaque. En un moment les rangs sont rompus; tous se mettent à fuir, sans que rien puisse les retenir. En même temps, les républicains, parmi lesquels on comptait des soldats plus aguerris que ceux qui s'étaient laissé battre à Saumur, chargeaient la colonne de gauche. Le conventionnel Bourbotte, à la tête d'un corps de cavalerie, combattit avec un grand courage. Manqué d'un coup de carabine, il fut blessé d'un coup de crosse par un Vendéen, qu'il étendit à ses pieds. Bonchamp eut un cheval tué sous lui, et ses habits criblés de balles, dont une lui fracassa le coude. Un des bons officiers de sa division, Vannier, valet de chambre de d'Autichamp, fut grièvement blessé. Mais la chaleur était si étouffante, qu'excédés de soif, les républicains ne songèrent point à poursuivre l'ennemi vaincu qui se repliait sur Coron.

17 juillet. France. *Combats de Thuir et du Mars-de-Serre.* — La prise de Bellegarde par les Espagnols avait forcé le général de Flers, commandant l'armée des Pyrénées-Orientales, de changer toutes ses dispositions. Le 30 juin, les Français avaient attaqué et repoussé

les Espagnols au poste retranché d'Orriols, sur une montagne d'un accès difficile, à portée d'Argelès, à trois quarts de lieue du chemin de Collioure à Perpignan. Le capitaine de Serre défendit ensuite, avec 120 hommes, ce même poste contre 2,000 Espagnols, et leur en tua 600. 1793. France.

Le 1er juillet, l'ennemi, chassé de Milas, vint camper à Thuir, et opéra sa jonction avec les autres troupes qui s'étaient portées sur ce point pour intercepter les communications de Perpignan avec Mont-Louis et l'intérieur du département des Pyrénées-Orientales. Le 13, les Espagnols attaquèrent inutilement le camp de l'Union; ils furent repoussés, le 15, de Via, Odello et Eguet, devant Mont-Louis; mais ils avaient réussi à débusquer les avant-postes de Canohes et de Nils, en face du camp de l'Union, et à les occuper. Le 16, ils chassèrent les Français du Mas-de-Serre à la vue même du camp.

Enfin, le 17, l'ennemi se présenta, à trois heures du matin, au nombre de plus de 20,000 hommes, devant les avant-postes français, les attaqua et manifesta l'intention d'engager une affaire générale. Les Français, surpris et assaillis par des forces bien supérieures, furent obligés de céder et de se replier sur le camp. Les Espagnols portèrent alors leur avant-garde sur les hauteurs de Thuir et du Mas-de-Serre, à une demi-lieue du camp des républicains, y établirent des batteries de canons, de mortiers et d'obusiers, et ne cessèrent, jusqu'à midi, de jeter dans le camp des Français une multitude innombrable de boulets, de bombes et d'obus. Pendant que l'ennemi usait ainsi inutilement ses munitions, le général de Flers faisait faire la reconnaissance de ses positions et de ses batteries. Il forme alors le dessein d'attaquer lui-même les Espagnols. Il envoie en avant le colonel Pérignon [1], commandant la légion des Pyrénées, et le lieutenant-colonel Grésieux, de la même légion; lui-même ne tarde pas à se mettre en marche avec le reste de sa troupe; il arrive au moment où déjà Pérignon répondait avec son canon aux formidables batteries de l'ennemi. Le général dispose sa troupe en deux colonnes, et les fait filer à droite et à gauche des hauteurs, pour éviter les bombes et les boulets, et afin qu'elles

[1] Depuis maréchal et pair de France.

1793. France. fussent prêtes à paraître au premier signal. Il ordonne à l'adjudant général Poinsot de se porter en avant avec 400 hommes et deux pièces de canon. Poinsot franchit la montagne, et prend position au Mas-des-Jésuites; mais les deux pièces de 4 étant insuffisantes pour continuer cette attaque difficile, Poinsot en fait demander d'autres d'un calibre plus fort. Tandis que le colonel Lamartillière répondait aux batteries des Espagnols avec la grosse artillerie du camp, le renfort d'artillerie demandé par Poinsot arrive. Cet officier ordonne de mettre sur-le-champ les pièces en batterie, et protége l'infanterie, qui en ce moment faisait les plus grands efforts pour franchir les retranchements du Mas-de-Serre : Pérignon y pénètre enfin. Mais des colonnes ennemies, arrivées de la grande butte de Canohes, accouraient au secours de leurs camarades. Le combat se rétablit sur le Mas-de-Serre. Témoin de ce mouvement, de Flers donne 1,000 hommes au général Barbantanne, et l'envoie, avec son artillerie, soutenir les Français près de faiblir. En vain alors les Espagnols veulent résister; en vain même, profitant de quelque désordre, ils parviennent à repousser un moment une partie des assaillants et la gendarmerie; pressés vivement par les autres colonnes, écrasés par l'artillerie, ils cèdent le terrain et se retirent avec une perte de 1,000 hommes. Le seul régiment de cavalerie la Princesse en laissa 400 sur le champ de bataille. Pérignon contribua puissamment au succès de cette journée. Au moment où les chasseurs à pied qu'il commandait lâchaient pied et se retiraient en désordre, on le vit, après avoir fait de vains efforts pour les rallier, prendre le fusil et les cartouches d'un soldat blessé, se placer comme fusilier à côté des grenadiers du régiment de Champagne, qui soutenaient avec courage le feu de l'ennemi, et ne reprendre le commandement des chasseurs que lorsqu'ils se furent ralliés et qu'ils revinrent à lui.

18 juillet. Vendée. *Combat de Vihiers et de Coron; déroute de Santerre.* — Le succès obtenu à Martigné-Briand détermina les commissaires de la Convention à presser avec vigueur les mouvements offensifs. Le général Menou marcha sur Vihiers et l'occupa. Les soldats républicains, sous le prétexte de prendre quelque repos, s'étaient dispersés dans le bourg, et l'on n'avait pas même eu

la précaution de s'éclairer sur la marche de l'ennemi. 600 Vendéens mal armés se présentent sur les hauteurs, et se précipitent avec tant de vivacité sur les soldats qui se trouvaient en dehors, que ceux-ci fuient en désordre. Cependant ils se rallient derrière quelques renforts qui sortent successivement de Vihiers. Les hauteurs sont reprises après un combat qui dura jusqu'à la nuit. Dans le premier moment de la surprise, le général Menou, suivi de quelques officiers, était monté à cheval et avait chargé les Vendéens. Il reçut, presqu'à bout portant, un coup de feu à travers le corps. Cette dangereuse blessure fit craindre longtemps pour sa vie ; mais il parvint à en guérir parfaitement.

1793. Vendée.

Les Vendéens, se voyant trop inférieurs, se retirèrent ; et le général Labarolière n'osa les poursuivre, pendant la nuit, dans un pays difficile et dont il ne connaissait pas le terrain. Les troupes bivouaquèrent dans la position qu'elles venaient de reprendre. Cependant les royalistes se rassemblaient dans les bois de Vihiers; ceux qui venaient d'échouer devant ce bourg se trouvaient réunis à plusieurs corps commandés par les chefs Piron, Marsange, Villeneuve, Laguérivière, Boissy et Guinard de Tiffauges. Keller, transfuge de la légion germanique, avait réuni 600 Suisses et Allemands, déserteurs de cette légion. Cette troupe fut placée au centre des Vendéens. Le général Santerre, commandant en chef l'armée républicaine, était arrivé à Vihiers avec le gros de ses troupes. Une partie des principaux chefs de l'armée royaliste étaient absents ; mais l'occasion parut si favorable aux officiers inférieurs, et l'ardeur de leurs soldats était telle, qu'ils crurent devoir prendre sur eux de commencer de suite l'attaque. Le signal est donné le 18 à midi. Les Vendéens sortent des bois en ordre de bataille, s'emparent des hauteurs, culbutent tous les avant-postes, au moment même où les républicains prenaient les armes pour se former en bataille. Forestier, commandant la cavalerie vendéenne, protégé par l'artillerie aux ordres de d'Herbault[1], charge la droite des ré-

[1] Phélippeaux d'Herbault, de la même famille que le duc de la Vrillière, avait servi dans l'artillerie. Depuis, il contribua beaucoup à la défense de Saint-Jean d'Acre, en Syrie, sous les ordres de Sidney Smith. Il est mort

1793. Vendée. publicains, qui devait s'appuyer à Vihiers, au moment où elle se développait. Il pénètre dans le bourg et jusque sur la place. Le centre des royalistes, composé, comme on l'a vu, des déserteurs suisses et allemands, sous les ordres de Villeneuve et de Keller, renverse tout ce qui tente de s'opposer à sa marche rapide. Le désordre s'introduisit facilement dans les rangs à peine formés ; les républicains cherchent leur salut dans la fuite ; la déroute est bientôt générale : les canons, les munitions, les bagages, sont abandonnés ; les soldats jettent leurs fusils et leurs havre-sacs pour fuir avec plus de vitesse. Dans cette confusion générale, les généraux, les commissaires conventionnels, sont entraînés, malgré tous leurs efforts pour rallier les fuyards, que rien ne peut arrêter dans leur course précipitée. De tous les côtés se font entendre les cris funestes : « *Nous sommes trahis, sauve qui peut!* » La cavalerie vendéenne continue sa poursuite avec acharnement. Quelques cavaliers s'attachaient spécialement au fameux Santerre, qui leur était désigné comme un acteur remarquable dans le drame funeste dont la mort du vertueux Louis XVI fut le dénoûment. Santerre, sur le point d'être atteint par l'intrépide Loiseau, qui s'était déjà signalé dans plusieurs combats, et notamment à la prise de Saumur, ne parvint à s'échapper qu'en faisant franchir à son cheval un mur d'une hauteur considérable. Le conventionnel Bourbotte, déjà blessé, le 16, à Martigné, fut jeté à bas de son cheval, et se cacha dans une haie pour se soustraire à la poursuite de Villeneuve. Les chemins de Martigné, de Concourson, étaient couverts de fuyards ; et l'épouvante fut telle, que les débris de l'armée républicaine parcoururent, en moins de trois heures, la distance de Vihiers à Saumur, qui est de sept lieues. Cette honteuse défaite coûta aux vaincus 2,000 morts, qui restèrent sur le champ de bataille ; 3,000 prisonniers, dix pièces de canon, de nombreux caissons de munitions de guerre et de vivres ; tous les bagages tombèrent au pouvoir des vainqueurs ; la perte de ces derniers se réduisit à quelques hommes tués ou blessés, et il est facile de le croire, si l'on considère le peu de résistance qu'ils éprouvèrent.

en 1799, dans cette place, par suite des fatigues qu'il avait essuyées pendant le siege.

Siége et reddition de Mayence. — Custine, obligé d'abandonner toutes ses conquêtes et de se replier sur le Rhin, avait rassemblé ses troupes aux environs d'Oppenheim, afin de conserver libre sa communication de Worms à Mayence. Cette dernière ville avait une garnison de 22,000 hommes. Le général français, comme on l'a déjà vu, avait voulu la diminuer et en distraire environ 8,000 hommes. Mais les Prussiens, ayant eu connaissance de leur marche, vinrent leur couper le chemin auprès d'Alsheim ; et après un combat où elles furent battues, ces troupes furent contraintes de se renfermer dans la place qu'elles venaient de quitter. 23 juillet. Allemagne.

Au moment où les Français s'en étaient rendus maîtres, Mayence n'avait aucune fortification du côté de l'Allemagne. Bientôt menacés de ce côté, à cause du mouvement rétrograde de Custine, ils s'efforcèrent de suppléer à tous les moyens de défense qui manquaient. Les habitations de Cassel, situé en avant de Mayence, le village de Costheim, à l'embouchure du Mayn, furent promptement fortifiés par les soins du colonel du génie Gay de Vernon, officier fort distingué, secondé par le colonel Kléber, qui préludait alors à une grande renommée. Les abords de la ville eux-mêmes furent mis dans un état de défense respectable. La conservation de Mayence paraissait tellement importante aux yeux de la Convention, que deux de ses commissaires, Merlin de Thionville et Rewbell, s'étaient renfermés dans la place pour surveiller ses défenseurs et animer leur courage. Le général Doyré commandait la place, Aubert-Dubayet dirigeait la défense. Meunier, renfermé dans Cassel, promettait d'y faire une résistance vigoureuse.

Dès le 31 mars la garnison de Mayence fut cernée sur la rive gauche du Rhin et coupée de ses communications avec l'armée de Custine. Le 2 avril, Szekuli se porta jusqu'à Dürkheim ; le lendemain, le gros de l'avant-garde prussienne marcha jusqu'à Worms, et le général comte de Wurmser, qui, dans la nuit du 31 mars, avait passé le Rhin à Ketsch avec 9,000 Autrichiens et 3,000 hommes de Hesse-Darmstadt, occupa Germersheim par son avant-garde ; le gros de son corps resta derrière le Speierbach. C'est alors que Custine se replia derrière la Lauter, où il re[illegible]t de nouveaux renforts. Il plaça à Lauterbourg une

1793. Allemagne. division de 10,000 hommes sous le général Ferrières, et Houchard, avec 16,000 hommes, à Weissembourg. Quelques milliers d'hommes, sous le général Falck, occupèrent, dans les montagnes, plusieurs postes retranchés, pour maintenir la communication avec l'armée de la Moselle. Une avant-garde, composée de 6,500 hommes, resta à Freckenfeld, derrière l'Otterbach.

Le feld-maréchal comte Kalkreuth arriva le 6 avril à Gaulheim, à environ trois lieues de Mayence, avec six bataillons et huit escadrons autrichiens, et prit le commandement en chef du corps destiné à investir cette place, et auquel devaient se réunir treize bataillons et cinq escadrons de troupes prussiennes et neuf escadrons de troupes saxonnes. Un corps d'observation de dix-sept bataillons et vingt-cinq escadrons, sous les ordres immédiats du roi de Prusse, cantonnait entre Worms et Oppenheim. L'avant-garde, augmentée de vingt bataillons et quarante-deux escadrons, formait, de Landstühl à Germersheim, une chaîne de postes qui se liaient par Bobingen avec les avant-postes du comte Wurmser.

Ces troupes restèrent pendant les dix premiers jours d'avril à une certaine distance de Mayence; mais, à l'arrivée des troupes de Wurmser, Kalkreuth cerna cette place de plus près en occupant tous les villages de la rive gauche qui l'avoisinent, à l'exception de Zahlbach et de Bretzenheim, que les Français conservèrent jusqu'à la fin du siége. Sur la rive droite, il en fut de même du village de Costheim, trop près des ouvrages de Cassel pour être abandonné d'aucun des deux partis, et qui fut longtemps le théâtre des plus sanglants combats.

Les troupes prussiennes et hessoises laissées devant Cassel, aux ordres du général prussien Schönfeld, avaient commencé le 24 mars l'investissement sur la rive droite. Le peu de forces que les coalisés avaient devant Mayence ne leur permettait que d'en former le blocus, et le siége ne fut régulièrement entrepris que deux mois après : à cette époque, une armée nombreuse, commandée par le roi de Prusse en personne, entoura la place et l'attaqua avec vigueur. La formidable garnison que renfermait Mayence, le courage et l'habileté des hommes qui la dirigeaient, arrêtèrent longtemps les efforts de l'armée ennemie. Chaque jour amenait de nouveaux combats, de nouvelles sorties où

presque toujours les Français avaient l'avantage. Meunier surtout donna, dans la défense du fort de Cassel, l'exemple de ce que peut la valeur animée par le patriotisme. N'ayant avec lui que 1,200 hommes, exposé journellement au feu violent des batteries prussiennes, il semblait affronter tous leurs efforts, et savait résister avec avantage à une armée de 50,000 hommes. Les îles du Mayn, celles du Rhin, le village de Costheim, ceux de Weissenau, de Zahlbach, de Dahlheim, et tous ceux qui environnaient Mayence, sans cesse pris et repris par les Français ou par les Prussiens, étaient toujours témoins de la valeur des uns, dans la défense, et de l'acharnement des autres dans l'attaque. 1793. Allemagne.

Cependant, le roi de Prusse, désespérant de prendre de vive force une ville défendue par d'aussi vaillants soldats, avait permis au maréchal Kalkreuth d'avoir des conférences secrètes avec Rewbell, l'un des commissaires de la Convention, que Custine avait invité à se prêter à cette mesure. D'abord suspendues et suivies de nouveaux combats, aussi meurtriers que les premiers, ces conférences secrètes furent reprises, avec l'autorisation du roi de Prusse, entre Merlin et le duc de Brunswick. La république fut, dans cette circonstance, reconnue implicitement par le roi de Prusse. Le premier cartel pour l'échange des prisonniers portait en titre : « Le roi de Prusse à la république française. » Les conférences furent encore tenues secrètes, et peut-être leur résultat aurait-il été favorable pour la France, lorsque, sans qu'on puisse en deviner le motif, le roi de Prusse fut tout à coup attaqué, le 30 mai, dans son quartier général de Marienborn. 6,000 hommes, divisés en trois colonnes, s'y portèrent dans la nuit avec tant d'impétuosité, qu'en un moment les lignes de circonvallation qui l'entouraient furent franchies. Cette audacieuse entreprise, conduite par Merlin de Thionville et les généraux Dubayet et Schaal, n'échoua que par la mollesse de ce dernier, qui, commandant la colonne de gauche, n'arriva pas assez à temps pour soutenir l'attaque du centre. Le roi de Prusse et ses généraux eurent à peine le temps de rallier leurs troupes ; un très-grand nombre de chevaux des gardes prussiennes furent tués à coups de fusil. Les assaillants, qui peut-être espéraient s'emparer de la personne du monarque, ne voyant pas la possi-

1793. Allemagne.

bilité d'atteindre ce but, et craignant l'approche des renforts que cette agression inopinée fit diriger sur le point attaqué, se retirèrent en bon ordre. Mais dès le lendemain le roi de Prusse, indigné, donna l'ordre de pousser le siége avec plus de vigueur que jamais. On vit pleuvoir sur la ville une quantité innombrable de bombes, d'obus et de boulets rouges : plus d'un tiers des maisons fut écrasé par la chute des projectiles, ou consumé par le feu, et les magasins devinrent eux-mêmes la proie des flammes. De son côté, le brave Meunier, inquiété vivement, faisait des efforts inouïs pour se soutenir. Le 5 juin, il y eut une forte canonnade à Gustavsbourg, ancien fort de l'île située à l'embouchure du Mayn : elle commença dans la nuit et dura depuis trois heures et demie jusqu'à quatre heures et demie. « Ce fut dans cette affaire, dit le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, qu'en passant le Mayn dans un bateau, pour revenir à Cassel, le général Meunier eut le genou fracassé par un boulet. Il mourut de sa blessure à Mayence, le 13 juin, et reçut le lendemain les honneurs funèbres, de la part des Français et des alliés, ce qui occasionna une suspension d'armes de deux heures. Cette mort fut un des événements les plus marquants du siége, celui qui a le plus hâté la reddition de la place. Ce fut une grande perte, non-seulement pour la garnison et l'armée du Rhin, mais pour la France. Meunier était un savant distingué, que l'Académie des sciences avait admis dans son sein à l'âge où l'on est encore sur les bancs de l'école. Éminemment doué du génie de la guerre, je ne doute pas que, s'il eût vécu, la France n'aurait eu deux génies de même trempe à la tête de ses armées. Il égalait Bonaparte dans la plupart des qualités qui constituent le général, et lui était supérieur dans quelques-unes. Ses soldats, qui avaient pour lui de l'admiration et de l'enthousiasme, en versant des larmes sur sa tombe, ne voulaient pas croire que sa mort fût naturelle [1]. »

Le roi de Prusse, ennemi généreux et juste appréciateur du mérite et de la vertu, honora la mémoire de ce héros par des témoignages de la plus haute estime : « Il m'a fait bien du mal,

[1] Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle, tome, 1 p. 271.

s'écria-t-il ; mais jamais l'univers n'a produit un plus grand homme ! » 1793. Allemagne.

Un autre boulet emporta aussi le général Blou, qui avait été contraint de rentrer dans la place la veille de l'investissement.

Mayence, pressé chaque jour avec plus de vigueur, commençait à souffrir les horreurs de la famine. Sa nombreuse garnison, loin d'être utile à la conservation de la place, y portait obstacle. La chair de cheval, les chats et les souris étaient devenus la nourriture des habitants et des soldats[1]. L'huile de poisson servait aux soldats à faire leur soupe ; plusieurs, y ayant mêlé quelques herbes vénéneuses, devinrent fous. Cependant ils supportaient ces privations avec un courage peut-être plus admirable que celui qu'ils montraient dans les combats. Le prix de ces aliments inusités était énorme. Un chat mort valait six francs. Le cheval se vendait deux francs la livre. Touché de leur misère, le général Droyé permit aux habitants de sortir de la ville, en les prévenant qu'ils ne pourraient plus y rentrer. Deux mille de ces malheureux, hommes, femmes, enfants, vieillards, sortirent en poussant des cris lamentables. Repoussée par les Prussiens, mus par une dure politique, refusée dans la ville par l'affreuse nécessité, cette troupe d'infortunés Mayençais resta la nuit exposée au feu des batteries françaises et prussiennes. Un grand nombre fut tué, et le matin les soldats rapportèrent des enfants blessés ou abandonnés. Vaincu par cet affreux spectacle, Doyré leur fit ouvrir les portes de la ville.

Tout espoir de secours était perdu. 80,000 hommes entouraient Mayence, Condé était pris, Valenciennes fortement menacé ; les Vendéens faisaient des progrès effrayants, et les commissaires de la Convention espérant, en rendant Mayence, amener le roi de Prusse à se détacher de la coalition, se décidèrent enfin à entrer en accommodement. Ignorant leurs motifs, la garnison exprima d'une manière énergique son mécontentement à la première proposition qu'on lui fit de se rendre. Cependant la capitulation fut conclue le 23 juillet, au quartier gé-

[1] Le général Aubert-Dubayet, depuis ministre de la guerre, et mort ambassadeur du Directoire à Constantinople, invita un jour à dîner plusieurs officiers supérieurs de ses amis, parce qu'il avait à leur offrir *un beau chat entouré d'un cordon de souris.*

1793. Allemagne. néral du roi de Prusse, à Marienborn. Les Français sortirent de la place avec tous les honneurs de la guerre, à la seule condition de ne point servir d'un an contre les puissances coalisées. Mais vainement cette brave garnison de Mayence avait donné l'exemple d'une défense opiniâtre et pour ainsi dire surnaturelle, contre une armée quatre fois plus nombreuse; vainement elle avait supporté, avec une résignation héroïque, toutes les privations imposées par la famine ; la France, alors ingrate pour tous ses guerriers quand la victoire ne couronnait pas leurs efforts, poussa un cri unanime d'improbation à la nouvelle de la capitulation de cette ville. Les généraux qui y commandaient furent accusés de s'être laissé séduire par l'or de la Prusse. Doyré, avec son état-major, fut arrêté à Sarrelouis. Aubert-Dubayet fut conduit à Paris par des gendarmes. Custine, premier auteur du siége, fut mis en jugement pour avoir amené les Prussiens devant la place, et paya de sa tête les malheurs éprouvés sur le Rhin. Plusieurs villes refusèrent de recevoir dans leur enceinte la garnison à sa rentrée en France. Merlin fut obligé de prendre sa défense dans le sein même de la Convention. Il démontra que la nécessité seule avait forcé les guerriers renfermés dans Mayence à capituler. Sur les 22,000 hommes qui formaient cette brave garnison, 5,000 avaient péri, et cependant les 17,000 restants, transportés dans la Vendée, prouvèrent plus d'une fois, d'une manière irrécusable, que la France n'avait point, dans ses armées, de plus valeureux soldats.

Il est évident que Mayence a succombé, parce que le général Doyré ignorait la marche des armées du Rhin et de la Moselle, qui avaient ordre de secourir cette place importante par sa situation et par la nombreuse garnison qu'elle renfermait. L'armée du Rhin, commandée par Beauharnais, avait reçu des renforts considérables et s'élevait à 60,000 combattants; l'armée de la Moselle, commandée par Houchard, pouvait disposer de 40,000 : c'était donc 100,000 hommes qu'on pouvait porter en moins de huit jours sur Mayence; mais il n'y avait pas de temps à perdre, et Beauharnais en perdit beaucoup, car il ne quitta que le 19 juillet sa position de la Lauter pour s'approcher de la Queich : et au lieu de marcher rapidement avec la confiance

que devait lui inspirer sa supériorité numérique, il s'amusait, 1793. Allemagne.
chemin faisant, à attaquer avec les précautions les plus minutieuses les petits détachements que l'ennemi avait répandus dans les montagnes et dans la forêt de Germersheim. L'armée de la Moselle, qui avait commencé son mouvement avant celle du Rhin, ne fut pas plus heureuse dans ses opérations. Houchard, au lieu de se rapprocher de l'armée du Rhin, s'en éloigna, en dirigeant son armée par Kussel sur la Glan, et se mit ainsi dans l'impossibilité de communiquer avec Beauharnais, autrement que par un long détour; car le duc de Brunswick, qui avait concentré ses troupes aux environs de Kaiserslautern, se trouvait entre les deux armées françaises, avec un corps peu nombreux, il est vrai, qui n'eût pas tenu devant l'armée de la Moselle, si Houchard eût marché directement sur Kaiserslautern pour se rapprocher de l'armée du Rhin. Si les deux généraux français eussent commencé leurs opérations quinze jours plus tôt, Mayence eût été secouru, malgré la lenteur de leur marche.

Combats d'Érigné et du Pont-de-Cé. — Le corps de Bonchamp s'était réuni sur la rive gauche de la Loire, pendant que les autres divisions de l'armée vendéenne opéraient sur d'autres points.

D'Autichamp et Duhoux, à la tête de l'avant-garde, surprennent les républicains postés sur les hauteurs d'Érigné et de Murs, en avant du Pont-de-Cé. Néanmoins ceux-ci voulurent se défendre; mais, attaqués par un ennemi qui savait profiter de leur désordre, ils se virent obligés de céder et de se réfugier à Angers. 400 hommes du huitième bataillon de Paris, que les Vendéens poursuivaient avec acharnement, sont coupés par eux, et, voulant passer la Loire à la nage, ils y périssent presque tous. La garde nationale d'Angers, qui était sortie pour aller à leur secours, force d'Autichamp et Duhoux à prendre position sur la rive gauche de la Loire, tandis que les patriotes se ralliaient de l'autre côté. 18 juillet. Vendée.

Deux jours après, Bonchamp, qui avait reçu quelques renforts, s'empara du Pont-de-Cé, et força les républicains à passer sur l'autre rive de la Loire. L'alarme était dans Angers, que l'on parlait déjà d'évacuer, lorsque Philippeaux, commissaire de la Convention, veut, par un trait d'audace, rendre quelque

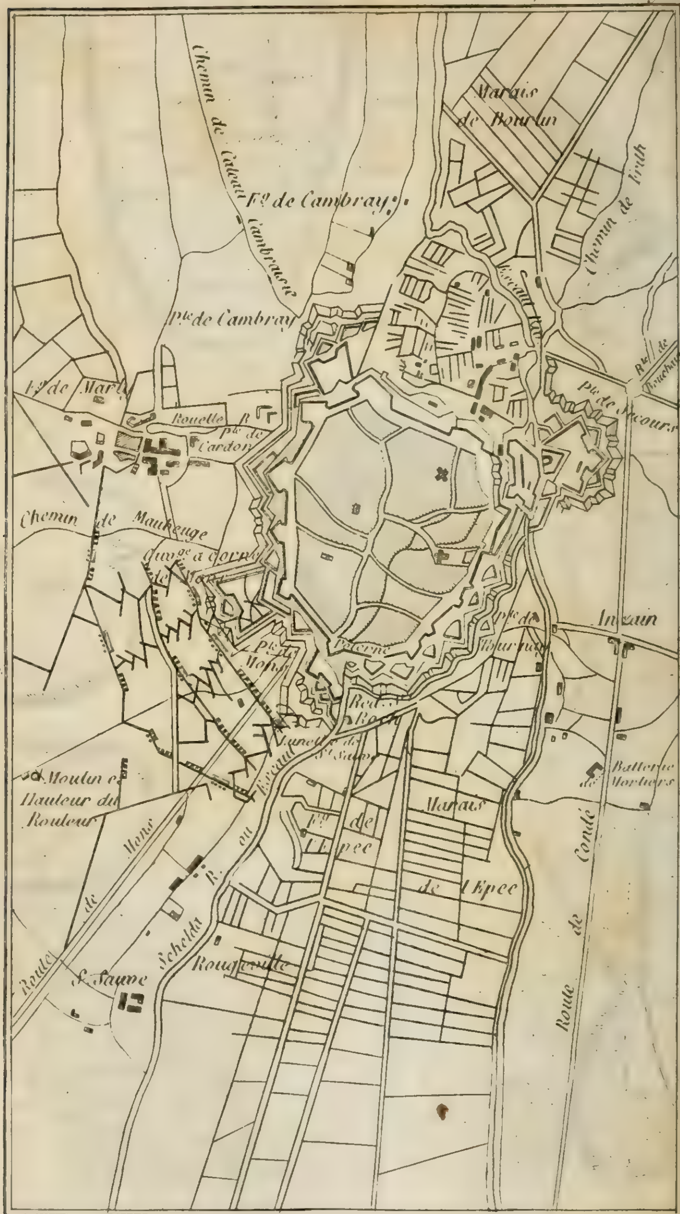
1793. Vendée. courage aux esprits effrayés. Accompagné de quelques soldats, il alla pour reconnaître les Vendéens, et fit rétablir une arche du Pont-de-Cé, que Bonchamp avait fait sauter. Animés par son exemple, les patriotes se rassurent et n'attendent pas même que l'arche soit rétablie; ils se jettent dans la Loire, la traversent à la nage, ayant l'adjudant général Travot à leur tête, et attaquent les royalistes. Ceux-ci opposent une vigoureuse résistance; mais les patriotes étaient excités par cet enthousiasme dont rien ne peut arrêter les effets. Ils s'emparent du pont, chassent les Vendéens du château, les poursuivent, l'épée dans les reins, jusqu'à Érigné, et les dispersent dans le village de Murs.

30 juillet. *Combats du Pont-Charon et de Bessay.* — La défaite de l'armée républicaine commandée par Santerre, à Vihiers, n'eut point, pour les royalistes, des résultats militaires importants. Les vainqueurs, satisfaits d'avoir assuré leur tranquillité pour le temps de la moisson, rentrèrent dans la Vendée sans vouloir réoccuper Saumur, qui se trouvait sans défense, abandonné même par une grande partie de ses habitants.

L'inaction de Biron, qui commandait l'armée rassemblée à Niort, le grand tort qu'il avait, aux yeux des exagérés, d'être d'une haute naissance, et plus encore son irrésolution et sa faiblesse dans sa conduite envers les intrigants dont il était entouré et qui composaient son état-major, furent autant de causes qui provoquèrent le rappel et bientôt la mort de ce général. On lui donna pour successeur un ouvrier, nommé Rossignol, que la faction dite des Jacobins avait rapidement élevé aux plus hauts grades de l'armée, sans que rien pût justifier, dans cet homme inepte et sans aucune espèce de talents militaires, un choix aussi extraordinaire. Dans ces temps de désorganisation, où la plupart des généraux secondaires se livraient à des expéditions partielles, au gré de leur volonté ou d'après leur manière d'envisager une guerre dont ils ne connaissaient ni les chances ni les difficultés, la nomination de Rossignol à la place de général en chef n'était point propre à donner aux opérations militaires cette unité d'action, cet ensemble si nécessaire au succès des entreprises.

Le général Tuncq, qui commandait une division de l'armée

SIÉGE DE VALENCIENNES. *en 1793.* *T.1er Page 199.*



républicaine à Luçon, s'était mis en mouvement, avec 1,500 hommes, pour attaquer les postes de Saint-Philibert et du Pont-Charon, occupés par les troupes du chef vendéen Royrand. Le 25 juillet, après s'être emparé de Saint-Philibert, Tuncq emporta le poste du Pont-Charon. Il dut ce succès à la trahison d'un déserteur, qui lui livra le mot d'ordre des Vendéens. Un des frères Sapinaud, qui commandait à Pont-Charon, fût tué dans cette occasion. Tuncq marcha ensuite sur Chantonay, et s'y établit. Mais d'Elbée, nommé généralissime de l'armée royale après la mort de Cathelineau, à la nouvelle de cette invasion, avait fait sonner le tocsin dans tous les villages. Il réunit environ 12,000 hommes, rallie les fuyards de la division de Royrand, marche contre Tuncq, et force ce dernier à évacuer Chantonay, après l'avoir livré aux flammes. D'Elbée poursuit les républicains, et s'avance vers Luçon. Le général Tuncq avait rangé sa troupe en ordre de bataille, au delà de Bessay. Les Vendéens, supérieurs en nombre, tombent avec fureur sur le centre des républicains, qui bientôt plient et rompent leurs rangs. La victoire était aux royalistes, si quelques-uns de leurs soldats et même de leurs officiers, s'étant mis à piller dans quelques maisons voisines, n'eussent pas jeté le désordre dans l'armée. Tuncq en sait profiter habilement. Parvenu à rallier ses soldats, il repousse les Vendéens, et les force de fuir à leur tour. En vain le prince de Talmont, d'Elbée lui-même, Lescure et le jeune Leriche de Langerie, qui faisait ses premières armes, firent des efforts inouïs pour les retenir : les deux derniers eurent leurs chevaux tués sous eux, et l'armée tout entière se dispersa, laissant au pouvoir du vainqueur deux pièces de canon, beaucoup de prisonniers, et un grand nombre de morts et de blessés sur le champ de bataille. Tuncq rentra victorieux dans Luçon. 1793. Vendée.

Siége, bombardement et reddition de Valenciennes. — En se rassemblant autour de la place de Condé pour en former l'investissement, les troupes coalisées avaient établi leurs postes avancés, notamment celui de Sainte-Sauve, jusqu'à la portée du canon de Valenciennes. Dans un conseil de guerre tenu le 13 avril, composé des généraux, des commissaires de la Convention Briez, Dubois-Dubay, Cochon, Bellegarde et Courtois, 31 juillet. France.

1793. France. des corps administratifs et des chefs de la garnison, la place fut déclarée en état de siége ; le commandement en fut donné au général Ferrand, brave militaire qui depuis longtemps la connaissait parfaitement, et qui, malgré ses soixante et onze ans, prouva, par sa belle conduite, qu'il était digne de ce choix. Deux conventionnels seulement devaient rester dans Valenciennes, et partager tous les dangers que la garnison et les habitants allaient courir. Briez, qui avait été procureur-syndic dans la ville sous le gouvernement royal, demanda volontairement à y rester; les quatre autres tirèrent au sort : Cochon fut désigné.

On a vu que l'armée du Nord, trop faible pour se mesurer contre des forces éminemment supérieures, opéra sa retraite du côté de Bouchain, après avoir longtemps manœuvré pour se tenir dans ses positions. Valenciennes se vit tout à coup entièrement cerné par l'armée ennemie, qui, sans perdre un instant, commença les travaux de siége. De leur côté, les assiégés, ou plutôt la garnison, forte de 10,000 hommes, redoublaient d'activité pour compléter les dispositions de défense.

Après avoir donné à toutes les bouches inutiles la permission de sortir de la place, le général Ferrand avait fait travailler à tous les ouvrages propres à rendre la résistance plus opiniâtre. Toutes ces opérations furent concertées successivement, et à toutes les époques du siége, dans le conseil de guerre et dans les comités, d'après les rapports des généraux, des officiers du génie et de l'artillerie, et des chefs militaires les plus éclairés. Ainsi ce fut d'après un arrêté de ce conseil, pris le 24 mai, qu'on effectua la retenue de l'Escaut pour former la grande inondation et celle connue sous le nom de la Ronelle. Toutes les écluses furent mises en état de remplir à propos leurs diverses destinations; on accéléra les travaux des mines, ainsi que les palissades, blindages, ouvrages en terre, etc.

Les efforts de la garnison de Valenciennes ne furent pas secondés par les habitants avec cet enthousiasme dont les citoyens de Lille avaient naguère donné des preuves si généreuses. Les Valenciennois avaient un patriotisme moins ardent et moins exalté. Aussi lorsque le serment de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité fut prêté par les autorités constituées,

les généraux et tous les corps de la garnison, en présence des commissaires de la Convention, un grand nombre d'habitants se dispensèrent d'y assister. On parla de sévir contre eux; ces menaces ne servirent qu'à les exaspérer davantage. Quand le moment fut venu, ils montrèrent qu'une opinion, quoique comprimée, finit toujours par prendre son essor. 1793. France.

Les choses étaient dans cet état, et l'ennemi, occupé à tracer ses lignes et à établir ses batteries, n'avait pas encore tiré un coup de canon, lorsque, le 26 mai, le général Beauregard, qui, avec trois bataillons, gardait le faubourg de Marly, fut sommé de le rendre : Marly est situé au pied des glacis, en avant de la porte Cardon. On avait jugé convenable d'en couvrir la tête et les issues par des retranchements, pour disputer les premières approches à l'ennemi, et fournir des feux de revers contre les attaques de côté. Ces retranchements s'étendaient depuis le Rouleur jusqu'à la droite de Saultain. Beauregard se confiait si bien dans ces fortifications, créées à la hâte, qu'il répondit fièrement à la sommation qu'il saurait défendre Marly, et assura ses soldats que ce village inquiétait plus les alliés que Valenciennes même. Mais il ne tarda pas à voir combien il se trompait. Dès le lendemain 26, Marly, attaqué vigoureusement, fut emporté après cinq heures d'un combat opiniâtre, pendant lequel les retranchements furent ruinés par le feu des batteries ennemies. A peine Beauregard put-il sauver ses canons et les ramener dans la ville.

Cependant l'armée assiégeante, composée d'un corps nombreux d'Autrichiens et de troupes anglaises commandées par le duc d'York, poussait ses travaux avec une célérité effrayante. Ils étaient parvenus, avec des peines inouïes, à jeter à travers la grande inondation une digue d'environ quatre cents toises de long, destinée à établir la communication des quartiers. Le grand parc de l'ennemi, placé sur la rive droite du bas Escaut, présentait l'appareil le plus menaçant; et les citoyens voyaient avec douleur que leur ville allait être exposée à toutes les horreurs d'un bombardement. Le 9 juin, le général autrichien Ferrari, commandant les travaux du siége, avait poussé deux longues tranchées d'approche : l'une partant de derrière le village de Sainte-Sauve, et se dirigeant vers le

1793. France. côté de la place, à droite du bas Escaut; l'autre, venant du pied de la hauteur du Rouleur, et se dirigeant vers l'ouvrage à cornes de Mons. En même temps, il commençait sa première parallèle, dont le développement, fort étendu, embrassait toutes les fortifications comprises entre le bas Escaut et la Ronelle, et se rapprochait jusqu'à deux cents toises des chemins couverts les plus avancés.

Le 14, un trompette apporta deux lettres du duc d'York, dont l'une était adressée au général Ferrand, et l'autre à la municipalité. Elles contenaient toutes les deux une sommation formelle de rendre la place à sa majesté l'empereur, avec l'alternative d'une capitulation honorable pour la garnison et protection pour les habitants, ou d'un siége meurtrier qui entraînerait la ruine de la ville. La lettre adressée à la municipalité indiquait assez que les coalisés n'ignoraient pas les dispositions des Valenciennois en leur faveur; elle les portait à s'insurger contre le gouvernement républicain, en engageant les habitants *à écarter, à prévenir, par leur influence, les malheurs incalculables auxquels Valenciennes allait être livré*. Mais le moment n'était pas encore venu où cette *influence* serait efficace, et Ferrand, pour toute réponse, envoya la copie du procès-verbal du serment prêté quelques jours auparavant sur la grande place de la ville.

Il y avait à peine une heure que cette réponse était parvenue au duc d'York, que ce prince fit démasquer les batteries de la première attaque. Vers six heures du soir, des mortiers, placés derrière une maison d'Anzin, lancèrent des bombes sur la partie de la ville qui avoisine la porte de Tournay; l'artillerie française riposta avec vigueur et parvint à les démonter; ensuite, d'autres mortiers, placés près de la maison Demeau, lancèrent des bombes sur le quartier de la rue de Cambray. Mais jusque-là ce n'étaient que de faibles préludes. Le lendemain, différentes batteries, établies tant sur les hauteurs du Rouleur que du côté de Sainte-Sauve et de Marly, portèrent l'incendie et la désolation dans presque tous les quartiers de la ville, et entre autres dans ceux de Cambray, du Beguignage, de Notre-Dame et de Tournay.

Quoique le bombardement n'eût encore été que peu dange-

reux, en comparaison de ce qu'il devint quelques jours après, cependant les bourgeois, qui ne se voyaient qu'avec une extrême répugnance obligés d'en supporter les effets, commençaient à murmurer hautement et à menacer les commissaires Cochon et Briez. Excitée par leurs déclamations et leurs plaintes, la populace profitait des intervalles du bombardement pour se répandre dans les rues, former des rassemblements et demander, à grands cris, qu'on fît cesser leur misère en capitulant. En vain Briez et Cochon faisaient tous leurs efforts pour apaiser les mécontents et leur inspirer quelque zèle pour la cause de la république : leur autorité était méconnue; on les accablait de malédictions chaque fois qu'ils passaient à côté des groupes formés sur les places ou dans les rues. Cochon, s'étant avisé de haranguer l'un de ces rassemblements, fut apostrophé par une femme, qui lui reprocha le désordre de la ville; il n'échappa que par une prompte fuite à la fureur des malveillants. La force armée fut obligée d'intervenir pour ramener l'ordre et étouffer, dès sa naissance, ce commencement d'insurrection. Les soldats français montrèrent, dans cette occasion critique, toute leur générosité. Pour ôter aux habitants tout sujet de mécontentement, et les mettre à l'abri des bombes et des boulets, les troupes de la garnison leur cédèrent les souterrains, les casemates et les lieux couverts de la citadelle, et allèrent coucher au bivouac, pendant que les femmes et les enfants se retiraient dans leurs quartiers : c'était, en effet, le seul moyen d'arrêter et de prévenir les excès d'une population réduite au désespoir. L'existence de ces malheureux était menacée par une grêle de boulets et de bombes; et la multitude, déjà très-mal disposée, se serait jetée sur les batteries de la place plutôt que de continuer à vivre encore quelques jours dans une semblable situation.

Pendant que l'intérieur de Valenciennes était ainsi en proie à des dissensions funestes, l'ennemi avait achevé sa première parallèle, établi de nouvelles batteries et travaillé à des boyaux de tranchée se dirigeant, d'une part, vers le saillant de l'ouvrage à cornes de Mons, et, de l'autre, vers la lunette de Sainte-Sauve. Le 17, 150 hommes du vingt-neuvième régiment, et autant d'un bataillon de la Nièvre, avaient fait, à

1793. France. sept heures du soir, une sortie dans le dessein d'aller sonder cette tranchée. S'avançant tout à coup par le chemin couvert de la droite de Mons, ils tombent avec intrépidité sur les travailleurs et sur la garde des boyaux, et les mettent en fuite; mais une mousqueterie terrible, et la mitraille qui partit alors de la parallèle, les eurent bientôt forcés de se retirer avec une perte de quelques hommes. Les gazetiers de Paris, qui eurent connaissance de ce petit événement, le signalèrent dans le temps comme une victoire importante remportée par la garnison de Valenciennes; et le duc d'York, voulant se moquer d'elle, lui envoya, dans un obus non chargé, le numéro du *Courrier français* qui contenait le récit fabuleux de ce grand exploit.

Le lendemain de cette sortie, l'ennemi, qui avait achevé presque tous ses ouvrages, fit sur les assiégés un feu terrible qui dura, sans interruption, depuis deux heures du matin jusqu'à dix. Valenciennes, foudroyé par les trois batteries principales du Rouleur, de Marly et de Sainte-Sauve, l'était encore par plusieurs pièces ambulantes, qui roulaient dans le chemin creux pratiqué entre les deux dernières batteries. L'artillerie des remparts ne répondait pas avec moins d'activité. Elle fit à l'ennemi un mal immense et lui démonta plusieurs pièces. Cette matinée coûta à la place cinquante-sept milliers de poudre. A dix heures le feu cessa, et les habitants sortaient de leurs caves pour respirer. Déjà même on voyait régner dans les maisons cette joie qui succède à un grand danger auquel on vient d'échapper, lorsque tout à coup le feu de la tranchée recommence avec une nouvelle violence. La terreur se répand derechef dans cette malheureuse ville. Les habitants, épouvantés, retournent dans les souterrains. Une partie des troupes gagnent en hâte la citadelle, qui se trouvait hors de la portée des bombes, et contre les murs de laquelle on voyait, à droite et à gauche, les boulets venir s'amortir. Mais, probablement d'après un avis qui leur fut donné, les assiégeants élevèrent la volée des pièces des deux batteries de Marly et de Sainte-Sauve, et la citadelle reçut un grand nombre de boulets, dont beaucoup même enfilèrent l'entrée.

Depuis cette dernière décharge, et jusqu'à la fin du siége, le bombardement continua avec la même fureur et la même

activité. La garnison, qui semblait redoubler de courage à mesure que les dangers augmentaient, était jour et nuit sur pied. A peine les soldats avaient-ils quelques heures de repos. Les incendies, qui se manifestaient dans plusieurs endroits à la fois, jetaient l'épouvante dans l'âme des habitants; et, pour comble de maux, quand un édifice quelconque devenait ainsi la proie des flammes, l'ennemi, attentif aux progrès de ses moyens de destruction, dirigeait sur ce point un grand nombre de mortiers, afin d'écarter les secours. 1793. France.

Le feu avait pris, dès le 18, à la grande église de Saint-Nicolas, qui touche aux remparts, en face de Marly. Ce fut toute la nuit comme un vaste édifice de feu; la tour qui brûlait dans l'intérieur, semblable à un volcan, vomissait des torrents de flammes et des tourbillons de fumée. Le 19, l'embrasement de l'arsenal offrit un spectacle non moins horrible à contempler, mais dont la suite était bien plus alarmante pour la sûreté de la place. Malgré tous les secours qu'on s'empressa d'y porter, il fut impossible d'arrêter les progrès de l'incendie. On ne sauva que quelques pots à feu, qu'un soldat intrépide osa aller chercher au péril de sa vie, et qu'il rapporta au travers des flammes. Le sol des bastions et des courtines était semé de boulets et criblé de trous de bombes; le rempart surtout, depuis Cardon jusqu'au bastion de la Poterne, était profondément labouré par la chute et l'explosion de ces derniers projectiles. La plupart des bouches à feu étaient hors de service. Le point que l'ennemi attaquait avec le plus de violence était le bastion de la Poterne. Le feu qu'on dirigeait sur ce bastion fut tellement vif, qu'il resta quelque temps abandonné, et que les soldats l'appelaient entre eux la *Porte du duc d'York.* Enfin, les remparts, les palissades et les pieds des bastions, malgré un travail continuel pour les déblayer, étaient comme encombrés par les ruines amoncelées au-dessous des brèches, et le ciel y paraissait toujours couvert d'un épais nuage de fumée et d'une poussière rougeâtre de brique, qu'élevaient les boulets ou les éclats de bombes en frappant les murailles.

Telle était cependant l'énergie croissante de la garnison, que, réduite de près de moitié, elle résistait en même temps, et aux attaques de l'ennemi, au dehors, et aux menaces sans

1793 France. cesse renouvelées des habitants. Plusieurs pétitions présentées à cet effet, par le conseil municipal lui-même, furent reçues avec fermeté par le général Ferrand. Il répondait à toutes qu'il tiendrait son serment, et saurait mourir s'il le fallait plutôt que de le violer. Les soldats étaient soutenus par l'espoir que l'armée du Nord viendrait tôt ou tard les délivrer. Le moindre événement suffisait pour les confirmer dans cette idée ; et ils avaient une telle confiance dans Custine, qui commandait cette armée libératrice, qu'un soldat du bataillon de la Charente, atteint d'une grenade à la tête, s'écriait en tombant : « Ah ! Custine ! quand viendras-tu nous venger ? » Le 14 juillet, au moment où les troupes se préparaient à célébrer la Fédération, un feu roulant d'artillerie se fait entendre dans tout le camp ennemi, se dirigeant du côté du camp de César, que l'on savait occupé par l'armée française. Aussitôt l'imagination de la garnison s'exalte ; déjà les soldats, certains que Custine était aux prises avec l'ennemi, s'apprêtaient à le seconder en faisant une vigoureuse sortie, lorsqu'un déserteur vint leur apprendre que ces décharges de mousqueterie étaient en signe de réjouissance de la reddition de Condé. Cette dernière illusion de leurs espérances sembla dès lors diminuer leur énergie.

Le duc d'York voyait sensiblement diminuer ses munitions de siége. Dans le milieu du mois, il avait fait succéder aux projectiles ordinaires des pierres et des barres de fer. Les routes et les villages voisins avaient été dépavés pour accabler les assiégeants de cette grêle effroyable. En même temps que son artillerie continuait ses ravages, il faisait travailler à des galeries de mine, dans la direction du chemin couvert de la porte de Mons, à l'effet de rencontrer celles des assiégés. N'ayant point réussi dans l'emploi de ce moyen, et voyant que les remparts de la place présentaient sur le front d'attaque de vastes brèches, il donne l'ordre d'une attaque générale. Après plusieurs tentatives infructueuses faites les 22, 23 et 24 juillet, les assiégés virent tout à coup, le 25, à dix heures du soir, un mouvement général autour de la place, et le feu de toutes les batteries ennemies éclater sur eux à la fois. Deux mortiers battaient sur le réduit de la citadelle, dont les palissades étaient assaillies de mousqueterie et de grenades. Tout ce bruit était

pour partager l'attention de la garnison; le véritable point d'attaque était l'ouvrage à cornes de Mons. Les postes et les réserves étaient fortifiés de ce côté, et les Français fusillaient sur la plaine, lorsque tout à coup l'explosion de trois globes de compression fait sauter deux places d'armes de cinquante hommes chacune, et ouvre un large passage par le déchirement de la palissade. L'ennemi s'y précipite en poussant les cris : « Tue, tue; mort aux patriotes! » L'occupation du chemin couvert par l'ennemi entraîne la perte de plusieurs ouvrages avancés; les postes forcés se retirent en combattant vaillamment jusques aux poternes. Les assaillants les y suivent, et le carnage devient affreux. Le devant des poternes était encombré de cadavres entassés, parce qu'on ne voulait pas les ouvrir de peur que l'ennemi n'entrât pêle-mêle avec les fuyards dont plusieurs se font hisser par les brèches; d'autres errent dans le fossé jusqu'au lendemain matin, et n'évitent la mort qu'en se couchant parmi ou même sous les cadavres de leurs camarades massacrés.

1793. France.

Le désordre et la confusion furent à leur comble dans cette nuit horrible; l'ennemi pouvait à tout instant pénétrer dans la place et la prendre d'assaut. Il était déjà maître de l'ouvrage à cornes de Mons et de l'avancée de Cambray. Ferrand était accouru là où le danger était le plus imminent. Placé sur la contre-garde de Cardon, il parvient à rétablir un peu l'ordre, et en impose à l'ennemi en faisant marcher contre lui le vingt-neuvième régiment, ci-devant Dauphin. L'audace de ces braves arrête les efforts des vainqueurs, qui se retirent après avoir dépouillé les morts et abandonnent même leurs conquêtes, à l'exception de l'ouvrage à cornes, où ils jettent sur-le-champ des travailleurs. Cet échec avait achevé de répandre la terreur parmi la garnison et dans la ville. Les soldats, qui attribuent presque toujours à leurs chefs leurs malheurs, s'écriaient qu'ils avaient été trahis, parce qu'on n'avait pas fait jouer les mines pour faire sauter les Anglais. Il fut impossible de les réunir pour les renvoyer à leurs postes, et ce relâchement s'accrut encore lorsque, le lendemain, on vit paraître un trompette avec un drapeau blanc, qui venait faire une dernière sommation, portant menace de livrer la ville au pillage et de pas-

1793. France. ser la garnison au fil de l'épée, si l'on n'entrait pas sur-le-champ en capitulation. Cochon et Briez, qui espéraient toujours une diversion en faveur de la place, de la part de l'armée du Nord, firent demander une suspension d'armes et un délai de vingt-quatre heures : le duc d'York accorda l'un et l'autre.

A peine cette nouvelle eut-elle circulé dans la ville, que les habitants s'empressèrent de sortir de leur retraite souterraine ; ils se répandirent dans les rues, et ne craignirent plus de faire entendre l'expression de leurs désirs. Ils s'attroupèrent en tumulte, beaucoup de soldats se joignirent à eux, et tous ensemble entourèrent la chambre du conseil en criant qu'il fallait capituler. La fermentation allait toujours croissant ; elle présageait les plus grands malheurs, quand le conseil prit enfin la détermination d'envoyer trois délégués militaires et trois municipaux pour traiter avec le duc d'York. Ce prince, en les recevant, leur dit : « Messieurs, il est bien tard ; et si je ne voulais plus vous écouter à présent ? » Enfin, après quelques difficultés, la capitulation fut signée le 28, et la garnison, réduite à 3,500 hommes, sortit six jours après pour retourner en France, avec parole de ne point servir d'un an contre les armées alliées. Le soir même de la signature de cette capitulation, les Autrichiens occupèrent les ouvrages avancés et les postes extérieurs de la ville et de la citadelle.

La joie était extrême dans Valenciennes ; la certitude d'être délivré des maux auxquels on avait été en proie en avait effacé le souvenir. Les Autrichiens ayant pris possession de la ville au nom du roi de France, les habitants signalèrent leur haine pour le gouvernement conventionnel : le drapeau national fut ôté du beffroi, l'arbre de la liberté fut coupé ; les cavaliers bourgeois voltigeaient dans les rues, le sabre à la main, et faisaient ôter, à tous ceux qui la portaient encore, la cocarde tricolore. Le prince de Lambesc, ayant paru sur la place, fut accueilli avec enthousiasme par le peuple, qui l'appelait *son bon prince et son libérateur*.

Valenciennes, malgré le vœu de ses habitants, et par le courage seul de ses défenseurs, avait ainsi arrêté, pendant près de trois mois, une portion considérable de l'armée alliée. Tous les moyens de réduire et de foudroyer une place furent em-

ployés contre celle-ci. Le bombardement dura quarante-trois jours sans interruption, ce qui est sans exemple dans l'histoire. Deux cent mille boulets, trente mille obus, quarante-deux mille bombes, furent tirés par les assiégeants. Aussi toutes les maisons, sans en excepter une seule, étaient plus ou moins endommagées. Les bombes avaient presque anéanti la rue de Mons, la place Verte, et tout le voisinage de l'hôpital. Les rues de Cardon, de Tournay, de Cambray, de Saint-Gery, les quartiers du Béguignage et du marché aux Poissons, n'offraient plus qu'un monceau de ruines et de décombres. Une grande partie des fortifications était détruite. Les parapets et remparts des fronts attaqués étaient bouleversés, et la plupart des batteries hors de service. Les brèches étaient si larges et si praticables, que la cavalerie ennemie pouvait faire, par ces brèches, son entrée dans la ville. 6,500 soldats de la garnison, sans compter les habitants écrasés sous les ruines de leurs maisons, avaient péri par le feu de l'ennemi, les maladies ou les fatigues. Mais telle avait été aussi l'extrême activité du génie et de l'artillerie de la place, dirigés par plusieurs officiers de grande distinction[1], que les assiégeants, d'après leur propre aveu, avaient éprouvé une perte de 15 à 20,000 hommes. 1793. France.

Reddition de Villefranche. — La guerre contre l'Espagne, dans les Pyrénées-Orientales, continuait, de part et d'autre, avec des succès peu décisifs. Les Français, menacés sur leur territoire, et trop faibles pour faire de grands mouvements en avant, se tenaient sur la défensive dans leurs positions; tandis que l'ennemi lui-même semblait craindre d'attaquer, et se fortifiait dans les montagnes. Les combats journaliers qui avaient lieu entre les deux armées, avaient des résultats si peu importants, qu'il serait aussi fastidieux qu'inutile de les rapporter. Cependant le général Ricardos, ayant reçu quelques renforts à la fin de juillet, résolut de manœuvrer pour forcer les Français d'évacuer les environs de Perpignan. Il 4 août.

[1] On cite parmi eux le colonel Tholozé, directeur des fortifications et commandant en chef l'arme du génie (la belle conduite de cet officier lui valut le grade de général de brigade), les capitaines Dembarère et Lauriston. Ces deux derniers devinrent lieutenants généraux et pairs de France.

1793. France. ordonne en conséquence au général Crespo de distraire du camp d'Illas tout ce qui lui était nécessaire en troupes et en munitions pour former le siége de Villefranche. Crespo se mit en mouvement, et après avoir réussi, par la grande connaissance qu'il avait du pays, à éviter tous les postes français, il parvient, le 3 août, à la distance d'une demi-lieue de Villefranche. Aussitôt il fait occuper, par six bataillons, une hauteur qui est à demi-portée de canon du château, et d'où il pouvait facilement battre la ville. Mais il n'y avait pas de chemin pratiqué pour transporter de l'artillerie sur cette hauteur; les grenadiers des régiments de Navarre et de Savoie offrent d'en monter à bras et répondent de la réussite. Quatre pièces de 24 et autant du calibre de 12 sont hissées au faîte de la montagne et mises en batterie. Le lendemain, Crespo fait canonner la ville depuis trois heures du matin jusqu'à six heures du soir. Villefranche n'avait pour garnison que de nouvelles recrues, peu habituées encore au bruit et aux effets de l'artillerie : soit frayeur ou trahison, comme le bruit en courut alors, les chefs reçurent dans la place, à six heures, un trompette que Crespo y envoyait. Ils restèrent en conférence secrète avec lui jusqu'à neuf heures, et à minuit la ville vit, par leur ordre, ses portes s'ouvrir et l'ennemi entrer dans son enceinte. Le fort résistait encore; mais défendu seulement par quelques vétérans, il ne pouvait arrêter longtemps les Espagnols. Ceux-ci le cernent, l'emportent au bout de quelques heures, et font prisonniers tous les soldats qui s'y trouvent.

4 août. Vendée. *Combat de Doué.* — Laroche-Jacquelein, toujours actif et entreprenant, cherchait à opérer de fréquentes diversions, pour éloigner les républicains et les empêcher de troubler les travaux des cultivateurs pendant la moisson. Il s'était successivement emparé de Thouars et de Loudun. Apres avoir tué, dans cette dernière ville, sept gendarmes, enlevé la caisse du district, brûlé les archives et détruit tous les signes révolutionnaires, il s'était réuni à Doué, avec la division de Lescure, pour attaquer Saumur de concert; mais, le 4 août, ces deux chefs se voient prévenus par les généraux Salomon et Ronsin, envoyés avec 3,000 hommes par le général en chef Rossignol pour chasser les royalistes de cette ville. Les patriotes arrivent au milieu de la nuit,

fondent à l'improviste sur les postes avancés des Vendéens, les égorgent ou les font prisonniers, et, malgré leur résistance, forcent Laroche-Jacquelein et Lescure d'abandonner Doué, après leur avoir tué 300 hommes et avoir fait un grand nombre de prisonniers. 1793. Vendée.

Siége de Cambray. — Le corps d'armée qui venait de prendre Valenciennes s'étant réuni à la grande armée des alliés, cette dernière poursuivit avec plus de vigueur ses opérations. Trop inférieur en nombre pour arrêter sa marche, le général Kilmaine, qui commandait provisoirement l'armée française au camp de César, se contenta de la harceler, en cédant le terrain pied à pied. Le système d'invasion qui fait maintenant négliger d'assiéger et de prendre les places frontières, pour s'attacher à combattre l'armée active, n'était point encore en usage, à cette époque, dans les armées européennes, et les Autrichiens surtout n'étaient pas les plus disposés à renoncer à leur marche lente et méthodique, pour frapper des coups vigoureux. Cambray se trouvant sur le passage de l'armée alliée, le siége en fut résolu. 11 août. France.

Le 7 août, l'armée française était encore sous les murs de Cambray, faisant ses dispositions pour évacuer le camp de César et celui de Paillencourt; le 8 elle fut attaquée sur tous les points à la fois, tant sur l'Escaut que sur la Sensée et le canal de Douai. Le camp de César fut tourné, du côté de Crèvecœur, par un corps de 22,000 hommes, dont 8,000 de cavalerie. Le général Kilmaine n'avait à opposer à ces forces que vingt bataillons, forts ensemble de 12 à 13,000 hommes, et environ 3,000 chevaux; tout le reste de l'armée était employé à protéger les communications que l'ennemi attaquait toutes en même temps.

La retraite s'effectua malgré cette attaque combinée, mais non sans quelque désordre. Pendant que l'arrière-garde, composée de toute la cavalerie et de l'artillerie légère de l'armée, couvrait la marche du gros des troupes et des bagages, quelques bataillons, saisis d'une terreur panique, se débandèrent sans avoir vu aucun ennemi, et s'enfuirent précipitamment vers Arras, entraînés par des cris de *Sauve qui peut!* que des lâches ou des traîtres firent entendre dans les rangs. L'arrière-garde n'en continua pas moins son mouvement sans éprouver de pertes

1793. France. sensibles, bien qu'elle fût constamment harcelée. Lorsqu'elle eut dépassé le village de Marquion, quelques fantassins vinrent annoncer que deux des bataillons dont nous venons de parler plus haut venaient d'être enveloppés par la cavalerie ennemie. Le général Kilmaine, qui avait pris poste à son arrière-garde, marcha avec plusieurs escadrons et de l'artillerie légère sur le détachement ennemi, et dégagea les deux bataillons, que l'épuisement de leurs cartouches allait forcer de mettre bas les armes. Le conventionnel Delbret accompagnait le général Kilmaine dans cette charge.

Le 8 août, le général de Claye, commandant à Cambray, reçut la sommation suivante du général commandant l'avant-garde autrichienne : « Vous avez été témoin de ce que l'armée combinée a fait jusqu'à présent, et vous voyez sa position actuelle. Bouchain est investi; nous sommes maîtres de tous vos camps et de tous les postes occupés par vos troupes; une colonne nombreuse est derrière nous. Je viens vous offrir la capitulation la plus honorable. C'est à vous, Monsieur, à calculer si vous voulez exposer certainement à toutes les horreurs d'un siége et à une destruction inévitable, dont la ville de Valenciennes vous offre un triste exemple, la ville où vous commandez, ou bien si vous ne voulez pas accéder à une proposition qui ne se renouvellera plus, et qui sauverait l'existence et les propriétés d'un si grand nombre de personnes. » Le général de Claye fit à cette sommation cette courte réponse : « J'ai reçu, général, votre sommation de ce jour, et je n'ai qu'une réponse à vous faire : celle que je ne sais pas me rendre, mais que je sais bien me battre. » De Claye, qui manquait de vivres, fit avec succès plusieurs sorties pour s'en procurer. Les tirailleurs de l'ennemi, envoyés pour inquiéter les Français, furent repoussés sur tous les points. Le 9, les Autrichiens commencèrent les travaux de siége; mais de Claye, à la tête des braves qu'il commandait, les força d'abandonner la tranchée. Le lendemain, il fit encore plusieurs sorties, dans lesquelles il eut toujours l'avantage. Enfin, le 11, de nouvelles dispositions dans les mouvements de l'armée alliée firent lever le siége.

13 août. Vendée. *Bataille de Luçon.* — On a vu jusqu'à présent le gouvernement conventionnel, incertain dans le choix des moyens pro-

pres à anéantir la guerre civile dans les départements de l'Ouest, ne hasarder que des tentatives partielles, sans résultat important. L'incendie, loin d'être éteint, se ranimait chaque jour avec plus de violence. Cet ordre de choses, dans la position critique où se trouvait alors la France vis-à-vis des puissances étrangères, devait amener des mesures violentes, et telles que pouvaient les prendre les hommes fougueux et exagérés, chargés de conduire, à travers tant d'écueils et de dangers imminents, le vaisseau de la république, construit de tant de matériaux incohérents. 1793. Vendée.

D'un autre côté, les royalistes n'apportaient pas plus d'ensemble dans leurs opérations. On trouvait parmi eux la même anarchie qui régnait chez leurs ennemis. Le conseil supérieur de la Vendée, agissant au nom de Louis XVII, ne présentait pas dans sa composition un aréopage plus sage et plus imposant que le Comité de salut public de la Convention, investi alors de toute la puissance exécutive. Des prêtres, des gens de loi, des bourgeois, un petit nombre de nobles, formaient ce conseil supérieur, au nombre de vingt et un individus. Une pareille administration ne convenait point à la cause embrassée par les Vendéens. Un gouvernement militaire, concentré dans un chef unique, pouvait seul atteindre le but que se proposaient les royalistes; et ils auraient dû prévoir que, dans l'emploi des mêmes moyens révolutionnaires, l'avantage devait rester aux défenseurs du système républicain ; mais les petites ambitions auraient été étouffées par l'adoption de l'idée de confier à une seule tête la direction des affaires, et le mode administratif dont nous venons de parler, fut maintenu, malgré les représentations et l'opposition de quelques chefs plus judicieux que les autres. On verra, dans la suite de cette narration, les résultats d'une opiniâtreté aussi funeste aux intérêts de la cause royale.

Le Comité de salut public avait arrêté le plan d'une attaque pour mettre à exécution le système destructif et exterminateur qu'il venait de faire proposer par Barrère, un de ses membres, et que la Convention avait adopté, lorsque le gouvernement britannique intervint ostensiblement dans la direction de la guerre civile vendéenne. Un chevalier de Tinténiac, qui avait été précédemment membre de la conjuration de la Rouarie, parut, vers

1793. Vendée. la fin de juillet, au quartier général des Vendéens, près de Châtillon, avec le titre de chargé d'affaires des princes français et du gouvernement anglais. Les dépêches qu'il présenta, signées des ministres Pitt et Henri Dundas et du comte de Moyra, portaient l'invitation expresse aux Vendéens de passer la Loire et de s'emparer de l'un des ports de la Bretagne. Le ministère anglais demandait, en outre, qu'on l'instruisît positivement des forces de la Vendée, de ses besoins, des plans arrêtés contre l'ennemi, et il promettait des secours en armes, en argent, et même en hommes. Cette intervention de l'Angleterre dans une cause qu'ils regardaient, en quelque sorte, comme nationale, parut suspecte à quelques chefs, amis de leur pays, et qui ne pouvaient se défendre d'éprouver de la répugnance à traiter avec l'ancienne et implacable ennemie de la France. Mais le parti breton, à la tête duquel se trouvait Bonchamp, l'emporta, et les motifs politiques que ce dernier fit valoir prévalurent. Les chefs répondirent, assez vaguement d'ailleurs, aux dépêches apportées par Tinténiac. Du reste, cette mission ne changea rien, pour le moment, aux affaires des royalistes. La désunion continua parmi eux. Les vues du généralissime d'Elbée se trouvaient en contradiction avec celles de Bonchamp et du prince de Talmont, qui voulaient porter lè foyer de la guerre en Bretagne. Le projet de d'Elbée était, au contraire, de s'éloigner de la Loire et de continuer à envahir le territoire méridional de l'ancien Poitou, et surtout de s'emparer de Luçon, qu'il regardait comme un grand obstacle à ses succès, puisque les Vendéens venaient d'y éprouver deux échecs presque successifs.

D'après ce dissentiment, l'armée royaliste se partagea en deux corps : Bonchamp resta chargé de défendre les rives de la Loire et le pays qui les environne; d'Elbée se mit en marche à la tête de 20,000 hommes, et se dirigea vers Luçon par les Herbiers. Charette, que ses vues ambitieuses portaient toujours à se tenir isolé, pressé de coopérer à cette expédition importante, s'adjoignit Joly et Savin, et partit avec 10,000 hommes. La jonction de toutes ces forces eut lieu, le 12, à Chantonnay, où déjà se trouvait la division de Royrand. L'attaque de Luçon fut remise au lendemain.

Cette ville est située à cinq lieues de Fontenay, et à trois de

la mer, au bord du pays dit *le Marais,* sur un terrain horizontal, ce qui en rend le séjour malsain. Ses maisons, grandes et commodes, qui presque toutes ont de vastes jardins, lui donnent une étendue qui n'est point proportionnée avec le faible nombre de ses habitants. On y trouve un canal qui conduit à l'Océan; et, quoiqu'elle soit dépourvue de fortifications, ses déhors présentent quelques points d'appui qui peuvent suppléer à l'inégalité des forces et procurer à une armée inférieure des avantages de position. 1793. Vendée.

Au moment où d'Elbée se proposait d'attaquer, Luçon était défendu par 9,000 hommes, sous les ordres du général Tuncq. Pendant que les divisions vendéennes opéraient leur jonction, ce général recevait d'un espion nommé Valée, dont l'exactitude ne s'était jamais démentie, l'avis certain de l'heure à laquelle il serait attaqué. Il fit aussitôt ses dispositions de défense; mais, tandis qu'il se préparait à les mettre à exécution, il reçut du ministre de la guerre une lettre de destitution[1]. Les moments étaient précieux, et cette mesure pouvait avoir, pour les républicains, les suites les plus funestes. Aussi les conventionnels Bourdon de l'Oise et Goupilleau de Fontenay, alors en mission auprès de Tuncq, lui ordonnèrent, par un arrêté, de continuer ses fonctions. Le lendemain à cinq heures du matin, 35,000 royalistes réunis, après avoir reçu la bénédiction du curé de Saint-Laud d'Angers[2], passent la Smagne, au pont Minclet, et marchent en assez bon ordre sur le camp républicain. D'Elbée commandait la gauche, Royrand le centre, et Charette la droite. Tuncq, ne pouvant présenter un front étendu, et voulant d'ailleurs cacher sa faiblesse, fit ranger son armée sur deux lignes et ordonna à une de ses divisions de se tenir couchée dans les sillons du terrain. L'artillerie légère était au centre, et les bataillons avaient dans leurs intervalles quelques pièces de 4. Ces dispositions étaient à peine terminées, que plusieurs officiers,

[1] Nouvel exemple de la marche du gouvernement d'alors! Tuncq avait été dénoncé par le farouche Rossignol, qui ne voyait que des traîtres dans les généraux moins ignorants que lui, et surtout moins ridiculement exagérés.

[2] Bernier, aumônier de l'armée, membre très-influent du conseil supérieur, depuis évêque d'Orléans.

1793. Vendée. envoyés pour reconnaître l'ennemi, vinrent annoncer au général que l'armée vendéenne se déployait lentement dans la plaine, pour former sa ligne de bataille. Tuncq, ne voulant point lui donner le temps de se développer, fait marcher deux bataillons avec deux pièces d'artillerie volante, et leur donne l'ordre de s'avancer à demi-portée de fusil. Ils trouvèrent le centre en mouvement pour attaquer. A la vue des deux bataillons, les royalistes, croyant n'avoir à combattre qu'une poignée d'hommes, jettent des cris affreux et s'ébranlent en désordre pour accabler les républicains de leur masse. Ceux-ci s'arrêtent, font une décharge, et s'ouvrant de droite et de gauche, démasquent l'artillerie légère dont le feu à mitraille foudroie l'ennemi, rangé sur quinze à vingt hommes de hauteur. Les Vendéens sont étonnés; le désordre se met un moment dans leurs rangs. Mais, revenus de leurs première surprise, il se rallient à la voix de leurs chefs et avancent courageusement. Les deux bataillons républicains se replient en bon ordre sur la ligne, en continuant leur feu; les royalistes s'élancent avec impétuosité pour les atteindre. A un roulement d'un grand nombre de tambours qui devait lui servir de signal, la division couchée dans la plaine se lève tout a coup et semble sortir de dessous terre. Son feu de file, bien ajusté, augmente l'impression de terreur qu'a faite à l'ennemi son apparition subite. Royrand, imprudemment engagé, essuie non-seulement le feu de la mousqueterie, mais le feu bien plus meurtrier de l'artillerie légère : c'était la première fois que les républicains en faisaient usage dans la Vendée. Le terrain était parfaitement uni, rien ne s'opposait aux évolutions de cette arme terrible; la colonne de Royrand en fut criblée, et en moins d'une heure et demie on vit la plaine de Luçon couverte de cadavres.

Charette avançait plus lentement sur la droite. Ses troupes, beaucoup plus impétueuses que les autres Vendéens, firent plier les bataillons qui, après s'être avancés, évitèrent la vigueur du choc. Sur la gauche, d'Elbée, ne trouvant nul obstacle, avait obliquement dépassé la ligne de bataille; et ne voyant point de colonne à combattre, il crut devoir, par une contre-marche rapide, se porter vers le centre, dont il apercevait le désordre; mais le ravage des obusiers avait imprimé

une si grande terreur aux soldats de Royrand, qu'apercevant d'Elbée revenir sur ses pas, ils le crurent en pleine déroute, s'en effrayèrent et se débandèrent. D'Elbée, trop faible pour résister, est entraîné dans leur mouvement rétrograde. Charette, resté seul sur le champ de bataille, se vit bientôt assailli par toutes les forces républicaines. Accablé, foudroyé de toutes parts, il eut de la peine à sauver sa division, dont il perdit l'élite, et fut poursuivi, ainsi que d'Elbée, qui abandonna son artillerie. Bernard de Marigny, qui la commandait, ne put la sauver. Royrand laissa également deux pièces de 12. Dès le commencement de la bataille, Beaudry-d'Asson, qui le premier s'était mis l'année précédente à la tête des insurgés vendéens, avait couru attaquer les deux bataillons républicains. Suivi d'un domestique fidèle, qui avait juré de mourir avec lui, il s'élance sur les républicains et se fait tuer en avant de sa troupe. Son domestique, s'étant alors précipité sur son corps pour le couvrir du sien, y fut percé de coups.

1793. Vendée.

Jamais, depuis la guerre, les royalistes n'avaient éprouvé une défaite aussi sanglante : 6 à 7,000 morts couvraient le champ de bataille, et un régiment de cavalerie sabra encore un bon nombre de royalistes, dans la poursuite qu'il en fit après l'action. L'armée vendéenne fut tout à coup arrêtée dans sa fuite, au pont Minclet, seul passage qui lui restât. Deux pièces de canon démontées barraient le chemin, ce qui augmenta bientôt le désordre. C'en était fait de l'armée entière, sans la valeur des transfuges de la légion germanique. Ils se portent en avant de la tête du pont, font face à l'ennemi et donnent ainsi aux Vendéens le temps de filer dans le Bocage. Les soldats d'Anjou et du Haut-Poitou imputèrent la perte de la bataille à la division du centre dite du *camp de l'Oye*. Royrand, qui la commandait, voulant grossir sa troupe, avait fait marcher quelques paroisses protestantes, entre autres Montcoutant, qui, pour ne pas combattre contre leur gré, jetèrent leurs armes en criant : *Sauve qui peut !* Il est plus vraisemblable de croire que cette défaite fut due aux bonnes dispositions prises par le général Tuncq, qui donna, en cette circonstance, des preuves d'habileté et de courage ; à la valeur et à l'intrépidité du plus grand nombre des soldats républicains, et à l'effet encore inconnu,

1793. Vendée.

dans cette guerre civile, de l'artillerie volante. Les paysans vendéens, frappés de terreur par les manœuvres et les décharges multipliées de cette arme meurtrière, ne purent garder leur sang-froid, et toute leur bravoure les abandonna à la vue de ces foudres terribles dont l'effet leur était inconnu et dont ils ne pouvaient se défendre. Quelles que soient, au surplus, les causes d'un succès aussi éclatant, il n'en est pas moins avéré que 35,000 royalistes furent, dans cette mémorable journée, complétement défaits par 9,000 républicains.

France. 18 août.

Combat de Linselles. — Le général Houchard, nommé commandant en chef de l'armée du Nord après la destitution de Custine, était arrivé le 10 août, après l'évacuation des camps retranchés de César et de Paillencourt, menacés trop fortement par les alliés. La retraite du général Kilmaine couverte par la cavalerie, et opérée avec autant de fermeté que de bonheur, avait ranimé la confiance des troupes françaises et leur fit espérer de pouvoir, sous le général Houchard, qui leur parut plus habile que ses prédécesseurs, résister avec succès aux efforts de leurs ennemis. A l'époque de l'arrivée du général en chef, le mouvement de retraite était terminé, et les troupes françaises se trouvaient en position à Biache et à Mouchy-le-Preux, derrière le canal d'Arleux, appuyant leur gauche à la place de Douai, leur droite à la Sensée, occupant par de forts détachements les postes de Pallué, l'Écluse, Estings et Sailly, et assurant la communication de Douai à Arleux; le quartier général de l'armée était à Gaverelle.

La division hollandaise qui faisait partie de l'armée anglaise commandée par le duc d'York, occupait le village de Turcoing. Les Français étaient campés à quelque distance, dans le village de Linselles, qu'ils avaient fortifié et entouré de retranchements. Cette position les mettant à même de harceler l'ennemi, ils sortaient journellement et allaient, en tirailleurs, inquiéter les postes avancés du grand camp des alliés. Pour se délivrer de leurs attaques multipliées et meurtrières, le duc d'York donne ordre à la division hollandaise de se porter sur Linselles et de tâcher de s'en emparer. En conséquence de cet ordre, le 18 août, deux colonnes ennemies s'avancent contre le poste retranché et se présentent pour l'attaquer. L'une, aux ordres du prince

d'Orange, se portait directement sur le village, tandis que l'autre, commandée par le prince de Waldeck, marchait sur Blaton, pour soutenir l'attaque principale. Le prince d'Orange avait avec lui l'élite de la division hollandaise. Il attaqua donc avec impétuosité les retranchements ennemis. Les Français résistèrent d'abord avec une grande bravoure; mais leurs efforts furent inutiles. Accablés par le nombre, ils furent obligés d'abandonner le village, et opérèrent leur retraite en bon ordre; quoique le prince de Waldeck s'efforçât de les couper, ils parvinrent à lui échapper. Cependant les vainqueurs, ayant réussi dans leur expédition, commettent la faute de ne laisser que deux bataillons dans Linselles et se retirent dans leur camp. Instruits de cette particularité, les Français, animés par l'espoir de venger leur défaite, reviennent en force vers midi, tournent les retranchements par la gorge, fondent avec intrépidité sur les deux bataillons, tuent, massacrent ou dispersent les hommes qui osent leur résister, reprennent le village et retrouvent toute l'artillerie qu'ils avaient été obligés d'abandonner dans le combat du matin.

1793. France.

Aussitôt que la nouvelle de ce coup hardi fut parvenue au camp ennemi, le duc d'York fit partir le général Lacke, commandant de trois bataillons des gardes anglaises, pour reprendre le poste de Linselles. En même temps, il le fait soutenir par trois autres bataillons détachés de la division hessoise. Les Anglais, en débouchant des taillis qui environnent ce village, se forment en bataille devant la hauteur, et marchent à l'attaque des retranchements avec vivacité. Les Français les laissent approcher jusqu'à demi-portée de canon, et les reçoivent alors par une décharge à mitraille de douze pièces de 16, qui étend sur le terrain, au premier feu, 13 officiers et plus de 300 soldats. Le général Lacke n'est point rebuté par cet échec et continue son attaque. Les gardes anglaises se jettent tête baissée dans les retranchements, attaquent à la baïonnette, s'emparent des douze pièces de canon, les tournent contre les fuyards, en font un grand carnage, et restent maîtres du village de Linselles. Cette journée meurtrière, dans laquelle les deux partis avaient disputé de valeur, coûta plus de 1,100 hommes aux Français, et les alliés en eurent 850 tués ou blessés. Le poste de Linselles fut rasé et abandonné le lendemain.

1793. France. 25 août.

Troubles civils dans le Midi ; combats de la Durance, etc. — Une fermentation sourde agitait les esprits dans le midi de la France, où le gouvernement conventionnel avait peut-être autant d'ennemis que dans les départements de l'Ouest, mais où l'opinion était plus divisée. Le régime de la terreur, propagé par la démagogie et adopté par la Convention, opéra bientôt la fusion des partis divergents dans celui de la cause royale, pour s'opposer aux progrès d'un système d'anarchie et de bouleversement général. Persécuter si ouvertement des hommes qui ne demandaient qu'un prétexte pour se déclarer, et qui avaient sous les yeux l'exemple d'une résistance prolongée avec quelque succès, c'était les forcer à prendre les armes. Ceux qui, par leur naissance, leurs richesses, leur crédit sur quelque portion du peuple, exerçaient une certaine influence, en surent profiter pour combiner les opérations d'un grand mouvement insurrectionnel. La constitution de 1793, proposée à la sanction du peuple, fut combattue et rejetée dans plusieurs villes des départements méridionaux, qui offrirent déjà, dans cette circonstance, le spectacle de citoyens armés les uns contre les autres dans les assemblées sectionnaires. Marseille, placée à l'extrémité du royaume, se fit remarquer la première. La première aussi, elle avait adopté les principes révolutionnaires de 1789. Marseille est habitée par un peuple commerçant, et la cause des classes privilégiées fut à cette époque non-seulement sans intérêt pour elle; mais elle saisit l'occasion de se venger des dédains de cette même noblesse, qui se croyait supérieure en tous points à des marchands et à des navigateurs commerçants. Lorsque, sous un gouvernement qui prétendait vouloir tout ramener à l'égalité primitive, cette ville se vit privée, au nom de la liberté, de la franchise de son port, qu'elle tenait de la munificence de nos rois ; quand ses riches négociants se virent l'objet d'odieuses persécutions, à cause de leur opulence ; elle manifesta, pour le système républicain, autant d'aversion qu'elle avait montré d'engouement pour les innovations de 1789 et des années suivantes. Réunis par un intérêt commun, les nobles, les prêtres et les négociants de Marseille travaillèrent de concert à grossir le nombre de leurs partisans, et c'est dans leur ville qu'était le foyer principal de la vaste conspiration méridionale.

Le moment étant devenu favorable, bientôt le signal est donné. Plusieurs villes s'insurgent à la fois. Les sections de Marseille prennent les armes contre les autorités, les constituent en état d'arrestation, et s'empressent de pourvoir à leur remplacement. 1793. France.

Il eût été, dit-on, nécessaire, pour le développement et le succès de cette grande conspiration, qu'un chef unique en eût conduit et dirigé le plan. Ce chef manqua aux confédérés du Midi comme aux royalistes de l'Ouest, et ce fut, sans aucun doute, ce qui fit avorter presqu'à sa naissance une entreprise qui pouvait changer les destinées de la France. Si, dirigés par un chef habile, et conduits par des agents expérimentés, les confédérés d'Aix, de Marseille, de Toulon, ceux de Bordeaux, de quelques autres villes méridionales, de Lyon, eussent opéré leur jonction sur un point principal, leurs mouvements, combinés avec ceux de l'insurrection vendéenne, des fédéralistes de la Normandie et de la Bretagne, auraient placé le gouvernement conventionnel dans le péril le plus imminent et en auraient entraîné la perte.

Mais cet accord était impossible, quoi qu'en aient pu dire un grand nombre d'historiens, qui ont écrit sur de fausses données et avec des préventions plus ou moins exagérées. Les éléments de cette contre-révolution étaient trop hétérogènes pour qu'on pût en espérer l'agrégat. Les idées développées par la révolution de 1789 avaient jeté des racines trop profondes pour être extirpées aussi promptement que l'imaginaient les maladroits agents de ces mouvements partiels.

Les armements des villes insurgées ne produisirent aucun résultat positif, et leurs efforts, presque aussitôt étouffés que manifestés, ne servirent qu'à démontrer davantage l'incohérence des plans concertés.

Cependant, dès le mois de juillet, les insurgés des villes d'Aix, de Lambesc, d'Arles, de Tarascon, etc., réunis à ceux de Marseille, s'étaient mis en route, et s'avançaient sur les bords de la Durance, qu'il leur fallait traverser pour se rendre à Lyon. Au bruit de leur rassemblement, les patriotes des environs, et particulièrement ceux d'Avignon, s'étaient également réunis et se rendaient en toute hâte sur la rive opposée de la Durance,

1793. France

pour en disputer le passage aux confédérés provençaux. Ceux-ci, parvenus sur les bords de la rivière, avaient déjà saisi les barques, et il ne resta plus aux républicains qu'à couper les câbles qui servaient au trajet des bacs sur la rive qu'ils occupaient. Cette entreprise devenait périlleuse ; les Provençaux dirigeaient sur ce point le feu le plus violent, pour empêcher la destruction de leur moyen de passage. Les hommes les plus hardis et les plus courageux, parmi les patriotes, reculaient devant l'imminence du danger ; un enfant leur donne l'exemple du dévouement. Joseph-Agricol Viala, d'Avignon, âgé de treize ans, se présente et s'offre pour couper le cable. On refuse d'abord de l'exposer ainsi à une mort certaine ; mais le jeune héros regarde ce refus comme un affront fait à son courage : il se saisit d'une hache, qu'il enlève des mains d'un sapeur, et se précipite vers la Durance. Arrivé sur ses bords, il dépose un moment la hache et fait feu du fusil dont il était armé. Les patriotes, honteux de voir un enfant leur offrir ainsi le modèle d'une rare intrépidité, s'avancent pour le soutenir. Le combat s'engage d'une rive à l'autre. Alors Viala, abandonnant son fusil, reprend sa hache, s'approche du poteau auquel la corde du bac est attachée, et fait les plus grands efforts pour couper ce câble énorme. Il essuie, pendant cette entreprise, tout le feu des ennemis. Une balle lui traverse la poitrine, et la hache s'échappe de ses faibles mains. Il chancelle, et tombe en s'écriant : « Ils ne m'ont pas manqué ! Mais je suis content, je meurs pour la liberté. » Ce trait de courage sublime, digne des siècles fameux de l'antiquité, valut à son auteur les honneurs du Panthéon, que lui décerna la Convention nationale. Sans s'arrêter à la source et à l'issue de la récompense, le nom de Viala doit survivre à ces époques désastreuses, et figurer dans la postérité à côté des noms les plus héroïques.

Viala n'avait point réussi à couper le câble. Les Provençaux en profitent, traversent la Durance et débarquent sur la rive droite, malgré la résistance des républicains. Ceux-ci finissent par se retirer en désordre. Les vainqueurs souillèrent l'avantage qu'ils venaient de remporter, en outrageant le corps de Viala, abandonné sur le champ de bataille. Ils le mutilèrent et le jetèrent dans la Durance.

Le succès des insurgés provençaux répandit la consternation parmi les républicains du Midi. Cependant, à la première nouvelle du danger, le Comité de salut public avait donné ordre au général Kellermann, qui commandait à cette époque l'armée des Alpes, d'abandonner ses opérations contre les Piémontais, et de marcher contre les insurgés. Kellermann se borna à envoyer contre eux la division aux ordres du général Carteaux. Ce dernier se rend avec célérité sur le théâtre de l'insurrection. Déjà Marseille craignait de voir arriver la division républicaine dans ses murs. Toutefois Carteaux sentit qu'il fallait préalablement empêcher la jonction du rassemblement qui avait passé la Durance avec les Lyonnais. Il atteint les Provençaux à Orange, le 25 juillet, les bat et les force à rétrograder en toute hâte. Poursuivis, harcelés et atteints de nouveau, le 9 août, auprès de la petite ville de Cadenet, les insurgés veulent faire résistance et se retranchent dans le château. Le général républicain les contraint à fuir encore, en abandonnant trois pièces de canon, des munitions et des prisonniers, parmi lesquels se trouve Darband, leur chef.

1793. France.

Les Provençaux se hâtent d'aller prendre une nouvelle position en avant de Marseille. Carteaux, occupé à réduire un autre rassemblement parti d'Aix et arrêté à Salon, laisse quelque repos aux vaincus; mais ayant bientôt réussi à dissiper les insurgés de Salon, le général républicain s'avance sur Marseille. Il arrive en présence de la petite armée provençale, le 23 août, et le lendemain il attaque les hauteurs occupées par elle. Cette position était retranchée et défendue par dix-sept pièces de canon de tout calibre. Bravant leur feu redoutable, les troupes de Carteaux parviennent à gravir les hauteurs, et, malgré la plus vigoureuse résistance, elles franchissent les retranchements, s'emparent de l'artillerie et poursuivent les insurgés jusqu'auprès de Marseille.

Arrivé sous les murs de cette ville, le général fait sommer les habitants de lui ouvrir les portes. La plus grande confusion régnait dans l'intérieur. Les patriotes, enhardis par la présence des troupes républicaines, avaient repris leur audace et étaient en guerre ouverte avec leurs antagonistes. Des canons étaient braqués dans les rues, et des coups de fusil

1793. France se faisaient entendre de toutes parts. Carteaux, lassé d'attendre la réponse des Marseillais, fait jeter des obus dans la ville. En ce moment, les chefs de l'insurrection entraient en pourparlers avec les officiers des bâtiments anglais qui croisaient devant le port; peu s'en fallut que Marseille ne fût livrée aux troupes de cette nation; mais l'activité du général Carteaux ne donna point le temps aux insurgés d'effectuer cette mesure extrême.

L'attaque continua pendant la nuit du 24 au 25, et le matin, les troupes républicaines entrèrent dans la ville, secondées par les patriotes de l'intérieur, qui l'avaient enfin emporté sur les insurgés, dont une grande partie se réfugia à bord des vaisseaux de la croisière anglaise. C'est ainsi que Marseille fut remise au pouvoir du gouvernement conventionnel. Celui-ci ne tarda point à tirer une vengeance terrible des efforts qu'une partie des habitants venaient de faire pour se soustraire à son joug.

26 août. Vendée. *Combat de la Roche-sur-Yon.* — Après la déroute de Luçon, Charette, accompagné de Savin et Joly, s'était retiré dans ses cantonnements ordinaires, sûr de réparer promptement ses pertes par de nouvelles levées. Il s'occupait avec une grande activité des moyens de reprendre l'offensive avec avantage, lorsque des espions viennent l'avertir, à son quartier général de Segré, que les républicains sont à la Roche-sur-Yon, dans une parfaite sécurité, et qu'il est facile de surprendre cette ville, dont la garnison n'est point sur ses gardes. Charette rassemble ses troupes, et part avec ses deux lieutenants pour tenter une entreprise qui lui présente peu de difficultés. A quelque distance de la Roche-sur-Yon, les trois divisions se séparent pour attaquer sur différents points : Charette par le Poiré, Joly par Lamotte-Achard, et Savin par les Essarts; mais le général Mieskowsky, qui commandait la division républicaine des Sables-d'Olonne, également averti par des espions, venait de renforcer la garnison de la Roche-sur-Yon; et quand les royalistes se présentent, il sort à leur rencontre, les surprend eux-mêmes par cette brusque attaque, culbute leur avant-garde avant l'entière réunion des trois généraux vendéens, et, après une légère résistance de leur part,

il les force à une prompte retraite. Cet engagement devint funeste à Charette. Il y perdit beaucoup de monde : car Mieskowsky avait ordonné aux siens de ne faire quartier à aucun royaliste. Une femme, âgée de trente ans, madame de Beauglie, qui commandait une compagnie de Vendéens, se fit remarquer dans cette rencontre. On la vit protéger la retraite à la tête de ses paysans, et combattre en véritable amazone. Charette, après cet échec, se retira à Legé, où il resta quelque temps dans l'inaction. 1793. Vendée.

Toulon livré aux Anglais. — Nous avons dit que Toulon avait pris part à la grande insurrection qui s'était formée dans le midi de la France contre la Convention. Nous allons dire maintenant quels en furent les tristes résultats. La révolution toulonnaise est un des plus terribles épisodes de nos troubles civils. 27 août. France.

Les mêmes causes qui avaient fait prendre les armes aux Marseillais et aux autres villes de la Provence, portèrent aussi les Toulonnais à tenter de secouer le joug que Robespierre et ses partisans voulaient imposer à toute la France. Cette ville maritime, à laquelle son beau port donne une si grande importance, était alors divisée en trois partis bien distincts, les montagnards ou les jacobins, les royalistes et les constitutionnels de bonne foi, qui, tout en restant sincèrement attachés à l'ordre de choses établi, gémissaient des horreurs journellement commises au nom de cette liberté qu'on voulait fonder. Tout ce qui tenait à la basse classe de la ville était du parti montagnard; la noblesse et le clergé étaient royalistes; la bourgeoisie, composée de négociants et des habitants aisés de Toulon, était dans le dernier parti. Également persécutés par les jacobins, les royalistes et les bourgeois se réunirent, se prêtèrent un mutuel appui, et jurèrent d'agir tous de concert pour renverser un pouvoir qui menaçait de les détruire.

Ce qui rendait leur position plus difficile, c'est que toutes les autorités établies dans Toulon avaient, suivant le système de cette époque, été choisies dans le seul parti jacobin. Les hommes qui s'en trouvaient revêtus étaient tous des orateurs de club; et pour faire respecter le pouvoir qu'ils avaient

1793. France. entre les mains, ils ne connaissaient que les persécutions et l'affreuse guillotine. Les premières familles de Toulon comptaient toutes des victimes. Les unes gémissaient dans les prisons, les autres avaient péri sur les échafauds. La vengeance était dans tous les cœurs; mais il fallait une occasion pour la faire éclater. Elle se présenta bientôt.

La constitution de 1793 avait été décrétée, et les jacobins l'avaient fait proclamer dans Toulon avec un grand appareil. Elle ne fit qu'augmenter la haine profonde qu'inspiraient déjà ses auteurs. Une fermentation générale s'établit dans la ville, et les citoyens honnêtes étaient tous d'accord pour s'opposer à son acceptation. Témoins de cette répugnance générale, et dans la crainte de voir Toulon imiter Lyon, qui déjà s'était insurgé, les autorités jacobines firent afficher un ordre qui portait peine de mort contre quiconque oserait proposer l'ouverture des sections. Mais cette mesure échauffa tellement les esprits, que le soir même, comme par un mouvement spontané, chacun se rendit à sa section; on sonna les cloches, et dans la même nuit les sections furent organisées, les papiers du club saisis, et les principaux chefs arrêtés et conduits dans ces mêmes prisons où, peu de jours auparavant, ils avaient enfermé tant de victimes. Deux membres de la Convention, Bayle et Beauvais, se trouvaient alors par hasard à Toulon. Ils revenaient de l'armée du Var, où ils avaient été envoyés en qualité de commissaires. Les insurgés se portent chez eux en tumulte; les portes sont enfoncées; Bayle et Beauvais sont saisis et plongés presque aussitôt dans un cachot infect du fort La Malgue [1].

Fiers de leur triomphe, les insurgés toulonnais, partagés en sections, procédèrent aussitôt au renouvellement de toutes les autorités; mais trop emportés peut-être par l'ardeur de la vengeance, ils mirent à créer un nouveau tribunal criminel un empressement tel, qu'ils prouvèrent que la réaction est toujours

[1] Toutes les révolutions ont des résultats pareils : elles rendent féroces leurs auteurs. Bayle et Beauvais éprouvèrent dans leur cachot des traitements pires que la mort. Le premier s'y tua de désespoir, et le second y contracta une fièvre putride dont il mourut quelques mois après à Montpellier.

l'arme favorite de ceux qui excitent les troubles civils. Le même instrument que naguère les jacobins mettaient en mouvement fut employé, par les vainqueurs, à immoler leurs ennemis. Le sang coula pendant plusieurs jours dans Toulon, et cette conduite imprudente faillit devenir fatale aux insurgés, en inspirant à leurs adversaires la ressource du désespoir. Le nouveau tribunal criminel venait de condamner à mort plusieurs de ceux qui avaient exercé l'autorité dans Toulon, au nom de la Convention. L'un d'eux, Alexis Lambert, était particulièrement cher à son parti. Au moment où on le conduisait au supplice, une foule de peuple se précipite sur les hommes armés qui l'escortaient; ceux-ci veulent se défendre : un combat affreux a lieu dans la rue des Chaudronniers, où se passait cette scène déplorable. Pour empêcher Lambert de s'échapper, l'un de ses gardes lui tire un coup de feu au travers du corps; il tombe dangereusement blessé et baigné dans son sang. A cette vue, la rage des deux partis augmente, on se dispute avec acharnement la mort ou la vie d'un homme; plusieurs citoyens périssent dans cette épouvantable mêlée. Mais les sections, averties, avaient envoyé du secours. Les assaillants sont mis en fuite. Lambert, suivi à la trace de son sang, est saisi de nouveau. Quelques sectionnaires penchaient à surseoir à son exécution, en raison de ses blessures; mais Gauthier de Brecy et Pernetti, députés de la section royale, démontrent la nécessité de se conformer au jugement, et Lambert est aussitôt mis à mort.

1793. France.

Ces scènes douloureuses, que leurs auteurs se sont plus à raconter et que nous ne rapporterons que d'après eux, sont une tâche bien pénible pour l'historien obligé de les retracer. Si nous les signalons ici, c'est uniquement pour inspirer à nos lecteurs toute la juste horreur que doivent faire éprouver les souvenirs de nos troubles civils. Maintenant que le calme a succédé à la tempête, on peut penser qu'on ne verra plus se renouveler ces sanglantes catastrophes qui souilleront tant de pages de notre histoire!

Toulon avait été mis hors la loi par la Convention. Il n'existait plus aucun rapport entre la ville et cette assemblée. Cependant jusqu'alors les royalistes, réunis d'intérêt avec les hommes de bonne foi du parti de la révolution, n'avaient point

1793. France. encore osé faire pressentir à ceux-ci les vœux secrets de leur cœur. Toulon avait conservé toutes les formes républicaines, et le drapeau tricolore flottait encore sur les lieux élevés de la ville. Mais bientôt l'aspect des dangers, et surtout le besoin de trouver des protecteurs, donnèrent aux uns la faculté de manifester leurs désirs, et forcèrent les autres à les seconder.

L'armée du général Carteaux faisait des progrès rapides dans le Midi. Lyon, alors assiégé, perdait tous les jours de son énergie, et les Toulonnais en rébellion contre le gouvernement existant, les Toulonnais, qui, dans la première ivresse de leurs succès, s'étaient imprudemment défaits des hommes puissants dans le parti dominant, avaient tout à craindre de la vengeance de la Convention, s'ils venaient à succomber. Déjà même les hommes les plus exagérés dans leur opinion commençaient à se convaincre que Toulon, réduit à ses propres forces, était dans l'impossibilité de résister à l'armée conventionnelle, qui, après avoir dissipé les rassemblements du Midi, pouvait d'un moment à l'autre se présenter devant Toulon et en former le siége. Dans cette cruelle extrémité, les royalistes conçurent un projet également propre à les sauver et à servir la cause pour laquelle ils désiraient combattre. Une croisière formidable, composée de vaisseaux anglais, espagnols et napolitains, se trouvait alors en vue de la rade de Toulon; les royalistes imaginèrent que le seul moyen de salut qui leur restât, était d'appeler cette croisière à leur secours et de livrer aux étrangers la ville, menacée par la Convention nationale.

Ce projet, communiqué au parti républicain insurgé contre la Convention, inspira d'abord une vive répugnance. Déjà les royalistes ne dissimulaient plus leurs désirs, et des républicains devaient se prêter difficilement à leur accomplissement. Mais la nécessité, cette loi terrible qui ne connaît point d'obstacle, eut bientôt levé tous leurs scrupules. Voici comment l'un d'eux, accusé depuis, s'excusait dans le sein même de la Convention :

« Le crime du 31 mai venait de se commettre; les ardents républicains de ces contrées, indignés du triomphe de la Montagne, s'insurgent pour venger la Convention. Leur cause était sainte; mais ils furent vaincus..... La Montagne usurpatrice

les proscrit en masse; elle met hors la loi, d'un trait de plume, toute la force départementale et tous les sectionnaires qui avaient pris quelque part à ce qu'elle appelait le *fédéralisme*.... C'en était fait! de nombreux échafauds allaient être dressés dans Toulon. Déjà les subsistances lui étaient coupées du côté de la terre; on ne pouvait plus s'en procurer que par mer; mais les Anglais, qui en étaient maîtres, interceptaient l'arrivée de tout navire. Il fallait donc fléchir devant la Montagne ou l'escadre anglaise, se livrer à la merci de Robespierre ou de l'amiral Hood. Ceux-là nous apportaient des échafauds, celui-ci promettait de les briser; les uns nous donnaient la famine, l'autre s'engageait à nous fournir des grains..... Une portion des habitants eut la faiblesse de préférer le pain à la mort, la constitution de 1791 au code anarchique de 1793, le régime ancien mitigé au régime de la terreur, le pouvoir futur des princes à la tyrannie présente et à la dictature de Robespierre.... » 1793. France.

La résolution de livrer Toulon aux Anglais fut donc prise à l'unanimité, par les uns avec joie, par les autres avec douleur. Mais ce projet lui-même offrait de grandes difficultés. Toulon avait dans sa rade une forte escadre française de dix-huit vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, commandée par l'amiral Trogoff. Le comité royaliste, qui déjà était parvenu à faire passer une députation à l'amiral Hood, n'avait reçu son assentiment et sa promesse de secours qu'autant que cette escadre se déclarerait en faveur de la mesure proposée. Trogoff, sollicité à son tour, avait promis de contribuer de tout son pouvoir au succès de l'entreprise; mais le contre-amiral Saint-Julien, qui par inclination était franchement attaché aux principes de la révolution, n'eut pas plutôt connaissance de ce projet, qu'il assembla les équipages, les harangua avec véhémence, et fit jurer à tous les officiers et marins de ne jamais souffrir que les flottes ennemies entrassent dans un port de la république. Dès ce moment, Trogoff, qui se trouvait alors à terre pour se concerter avec le comité des sections, vit son autorité méconnue. Saint-Julien prit le commandement de l'escadre, et les vaisseaux manœuvrèrent de manière à barrer le passage de la rade.

La position des Toulonnais devenait de plus en plus cri-

1793. France. tique. En vain tous leurs préparatifs étaient faits pour recevoir les Anglais ; en vain ils avaient fait avec eux une espèce de traité par lequel il était reconnu qu'ils prendraient possession de la place au nom et comme alliés de Sa Majesté Louis XVII ; Saint-Julien, par sa démarche, apportait un obstacle invincible à l'exécution de ce traité. Dans cette situation embarrassante, les Toulonnais prirent un parti extrême : ils déclarèrent la flotte rebelle à la volonté générale des habitants, arrêtèrent que les équipages seraient traités comme tels, et que la force serait employée contre eux. En conséquence, on rendit le commandement du fort de la grosse Tour à son ancien chef, et on lui donna l'ordre d'en chauffer les batteries rouges, et de tirer sur la flotte au premier signal, si elle continuait de se montrer contraire au vœu des sections. En même temps, l'amiral Hood devait agir hostilement de son côté, et essayer de se frayer un passage. Triste effet des guerres civiles ! on fut sur le point de voir une flotte française assiégée, pour ainsi dire, par des Français et des Anglais, réunis pour la détruire.

« Cependant, dit encore le même auteur que nous avons déjà cité [1], les habitants de Toulon éprouvaient les angoisses cruelles de la crainte et de l'incertitude. On venait d'apprendre que l'armée de Carteaux était aux portes de Marseille ; que l'armée marseillaise, commandée par M. de Villeneuve, était dispersée et fugitive. D'un autre côté, la flotte rebelle résistait toujours aux sections et menaçait d'attaquer la ville. Saint-Julien avait tout disposé pour un combat. Les Toulonnais avaient à leur tour mis en état de défense et même d'hostilité les batteries de terre, telles que la batterie Royale et celles de la grosse Tour. Déjà les fourneaux de ces batteries étaient chauffés, et le commandant n'attendait que le signal convenu pour tirer sur la flotte. Tout annonçait enfin un engagement prochain. On craignait que quelque obstacle imprévu ne s'opposât à l'exécution des promesses faites par l'amiral anglais. Il y avait au moins de fortes raisons de croire qu'il ne se présenterait pas assez à temps pour empêcher les

[1] M. Gauthier de Brécy, depuis lecteur de la chambre et du cabinet du roi, Louis XVIII, et auteur de la *Révolution royaliste de Toulon*.

malheurs d'un combat sanglant entre la ville et la flotte française. Au milieu de ces craintes, on reçut la nouvelle de la prise de Marseille ; et il ne fut plus permis d'en douter, lorsqu'on vit arriver les débris de l'armée de Villeneuve et un nombre considérable de citoyens de tous les rangs, qui venaient demander retraite et hospitalité aux Toulonnais. » 1793. France.

Il semblait impossible que ces malheureux habitants pussent échapper aux calamités qui les menaçaient ; et si Carteaux, au lieu de s'arrêter à Marseille, eût poursuivi les insurgés vaincus par lui aux portes de cette ville, on peut assurer qu'il serait entré en même temps qu'eux dans Toulon ; il eût par là épargné à cette ville les horreurs du siége meurtrier qu'elle devait soutenir plus tard. Mais au moment où la guerre civile avec toutes ses fureurs allait éclater dans Toulon, un événement imprévu, inespéré, vint servir les vœux des royalistes et rendre nulle la résistance de Saint-Julien. Le lieutenant Van Kempen, qui commandait la frégate *la Perle*, partisan secret des mesures royalistes, se détacha tout à coup de la flotte et vint se ranger du côté de la ville. Trogoff profite de cet incident favorable, se fait conduire à bord de la frégate, et y fait arborer son pavillon de commandant. A la vue de ce signe révéré des marins, une partie de la flotte abandonne Saint-Julien, et vient se remettre sous le commandement de Trogoff. Saint-Julien, forcé de fuir, se retira avec sept vaisseaux restés fidèles à son parti. Alors les Anglais, ne trouvant plus d'obstacle, firent leur entrée dans le port, et prirent aussitôt possession de la ville, ainsi qu'ils en étaient convenus, au nom de Louis XVII, dont la couleur blanche remplaça dans l'instant les couleurs républicaines.

Nous verrons plus tard quelle fut l'issue de cette occupation, et comment les républicains parvinrent à rentrer en possession de Toulon, après un long siége où les deux partis montrèrent une vigueur égale dans l'attaque et dans la défense.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1793.

Siége de Dunkerque et combats de Hondschoote. — Combats de Turcoing, de Lannoy et de Menin; de Thouars, de Pirmasens, de Beaulieu. — Batailles de Torfou, de Truillas. — Siége de Lyon. — Évacuation des lignes de Weissembourg. — Combat de la Tremblaye. — Batailles de Wattignies, de Chollet. — Passage de la Loire, etc., etc.

1793. Nous voici arrivés à la seconde période de l'année 1793. On a pu voir, dans notre chapitre II, combien la première fut malheureuse pour la France. Vaincus sur presque tous les points, excepté dans les Alpes, où cependant ils se soutenaient avec peine, les Français, du nord au midi, voyaient leurs frontières envahies. Et quand les puissances étrangères poussaient en avant leurs armées formidables, la guerre civile faisait de rapides progrès et menaçait de s'étendre sur tout le territoire de la république. Lyon, Marseille, Toulon, avaient à leur tour arboré l'étendard de l'insurrection contre le gouvernement conventionnel, et les hommes qui composaient ce nouveau parti auraient pu, s'ils eussent été guidés par un patriotisme plus sage et plus dépouillé de tout intérêt personnel, donner la main aux insurgés des départements de l'Ouest et de la Normandie, et combiner une vaste opposition sur toute l'étendue de la France. Quelle nation n'eût pas succombé dans ces circonstances difficiles! Cependant les différents combats que nous avons eu occasion de décrire auront sans doute prouvé que les Français, même quand la victoire leur était infidèle, la disputaient encore avec gloire. Écrasés par le nombre et guidés par des généraux inhabiles ou peut-être perfides, ils n'avaient cédé qu'à la longue et pied à pied le territoire de la patrie. Tous les lieux envahis par l'ennemi étaient teints de leur sang et illustrés par leurs exploits. Que pouvait-on espérer davantage

dans l'état de désorganisation où se trouvait la France depuis 1793.
la chute de la monarchie ? Heureux les Français de ce que les puissances réunies contre eux n'agissaient point avec ce concert qui fait la force des coalitions ! Si la mésintelligence n'eût point tenu divisés d'intérêts les cabinets de l'Europe dans leurs efforts pour dissoudre la république, quel eût été le sort de la France? N'ayant point de digue assez forte à opposer au torrent d'hommes armés qui se débordait contre elle, elle eût vu sans doute s'exécuter les conditions secrètes du traité de Pilnitz, ses belles provinces partagées entre ses conquérants ; et, comme la Pologne, elle pleurerait le malheur de ses divisions et celui d'avoir détruit le gouvernement qui faisait sa force.

Mais, pour avoir hésité quand il fallait frapper de grands coups, les puissances étrangères ne tardèrent point à s'apercevoir qu'à la guerre, encore plus qu'ailleurs, le temps perdu ne se répare jamais. On va voir, dans cette seconde période, les Français reprenant leur énergie, et effaçant le plus souvent leurs échecs par des victoires. Si leurs succès n'eurent pas tous les résultats qu'on aurait été en droit d'en attendre avec des généraux plus habiles ou mieux secondés par le gouvernement, ils n'en furent pas moins utiles, en ce qu'ils relevèrent le courage et la confiance du soldat, et prouvèrent que l'ennemi, malgré la supériorité du nombre, pouvait être vaincu. Les batailles de Hondschoote et de Wattignies, gagnées enfin à la suite de tant de revers, effaceront la honte des défaites précédentes, rendront aux Français leur audace, donneront au gouvernement la puissance de l'opinion, le mettront à même de porter enfin sur le théâtre de la guerre civile des forces suffisantes pour arrêter les progrès des Vendéens, et préluderont, d'une manière glorieuse, aux succès brillants obtenus dans l'année qui va suivre.

Nous allons reprendre le fil des événements arrivés depuis l'occupation de Toulon par les Anglais ; et d'abord nous parlerons d'un avantage remporté dans les Pyrénées par le général Dagobert.

Attaque et prise du camp de Mont-Louis. — Maîtres de Villefranche, les Espagnols, commandés par Crespo, avaient continué de manœuvrer pour se rapprocher de Perpignan, et

27 août.
France.

1793. France. forcer les Français de s'en éloigner. Mais ceux-ci, vainqueurs dans plusieurs rencontres, avaient contraint leurs ennemis de rentrer eux-mêmes dans leurs positions. Le 28 août, Dagobert, à la tête d'une brigade, vint les attaquer dans celle qu'ils occupaient à Mont-Louis.

Poinsot, commandant l'avant-garde, se présente aux avant-postes, et surprenant les Espagnols, il égorge plusieurs sentinelles. L'alarme se répand dans le camp. L'ennemi se défend avec bravoure. Dagobert accourt pour soutenir Poinsot. Il charge lui-même, à la tête de sa colonne, avec une telle impétuosité, que bientôt les Espagnols lâchent pied, et cherchent leur salut dans la fuite. Le combat avait duré deux heures. Il fut meurtrier pour les deux partis, et les Français eurent à regretter plusieurs officiers. Un lieutenant reçut plus de vingt coups de sabre, et survécut à ses blessures. Les Espagnols firent de leur côté une grande perte; 400 dragons du régiment de Sagonte, qui se mesurèrent plusieurs fois avec les cavaliers français, restèrent presque tous sur la place. L'ennemi, poursuivi avec acharnement, fut contraint d'abandonner toute son artillerie.

5 septembre. Vendée. *Attaque du camp sous Nantes.* — La Convention venait de décréter que la garnison de Mayence, qui était sortie de cette place sous parole de ne plus servir contre les armées coalisées, serait envoyée dans la Vendée. Déjà les troupes valeureuses qui la composaient, et dont la bravoure avait étonné ses propres vainqueurs, s'avançaient vers ce nouveau théâtre de guerre, et chaque jour elles étaient attendues à Nantes. La nouvelle de ce renfort rassurait autant les patriotes qu'elle inspirait de crainte aux royalistes. Ils s'agitèrent dans la Basse-Vendée et firent un appel aux braves, dont les nouveaux rassemblements se formèrent à Villeneuve et à Torfou. Le camp de Villeneuve, qui s'étendait jusqu'aux Sorinières, était commandé par de Goulène, et celui de Torfou par la Sécherie et Massip. Ces deux chefs firent une tentative sur le camp qui couvrait Nantes, dans le dessein sans doute de prévenir la jonction de l'armée de Mayence. Le 31 août, ils s'y présentèrent à la portée du canon. A leur approche, le général Emmanuel Grouchy, qui commandait le camp, sort de ses retranchements, attaque lui-

même les Vendéens, les poursuit l'épée dans les reins, emporte leurs propres retranchements et s'empare des villages voisins, que les Vendéens avaient crénelés. 1793. Vendée.

Le lendemain, les Vendéens, renforcés par la division que commandait Lyrot, se présentent de nouveau devant le camp et cherchent à le tourner. Attaqué sur deux points différents, le général Grouchy y fait face; et, se mettant lui-même à la tête d'une colonne, il sort du camp avec impétuosité, disperse et met en fuite les Vendéens qui lui sont opposés. Les autres ne tardent pas à les imiter. Les assaillants laissent sur le champ de bataille 5 à 600 hommes tués et une pièce de canon. Le soir même de cette journée, l'avant-garde de l'armée de Mayence entra dans Nantes. Quelques Vendéens, ralliés, revinrent encore sur le camp, et engagent une fusillade. Le député conventionnel Merlin de Thionville se transporte sur ce point : emporté par la fougue de son caractère et bravant les balles qui sifflent à ses côtés, il s'avance sur les royalistes, et leur apprend d'une voix de stentor l'arrivée de l'armée de Mayence. A cette annonce, les Vendéens, interdits et découragés, prennent le parti de la retraite.

Combat de Chantonay. — Le même jour où Lyrot, Massip et la Sécherie se portaient pour la seconde fois contre le camp de Nantes, d'Elbée et Royrand, à la tête de 15,000 Vendéens, attaquaient Chantonay, où le général Tuncq s'était imprudemment avancé, et où commandait, pendant son absence, Lecomte, chef du bataillon le Vengeur, et fait récemment général de brigade. Ses forces s'élevaient à 6,000 hommes. Royrand, à la tête d'une colonne, se charge d'entamer les républicains, tandis que d'Elbée devait tourner le camp. A quatre heures du soir, les royalistes commencent leur feu. Les patriotes ripostent avec avantage. Aux coups de canon succède une vive fusillade qui se prolonge longtemps pendant la nuit. Mais la cavalerie républicaine ayant refusé de donner, et le général Lecomte ayant été blessé mortellement, le désordre se met dans les rangs des patriotes : tous les corps se débandent; deux bataillons seulement tiennent bon et protégent la retraite. Accablés par le nombre, ils sont bientôt eux-mêmes écrasés; et les royalistes tombant alors sans obstacle sur les fuyards, ils 5 septembre.

1793 — an II. Vendée en font un affreux carnage. De 6,000 patriotes, 1,500 seulement échappèrent à leur vengeance. Vivres, munitions, artillerie, chariots, chevaux, effets de campement, tout tomba au pouvoir du vainqueur. Mais la victoire même coûta cher aux royalistes; ils perdirent près de 3,000 combattants, qui, voulant forcer les retranchements, y périrent presque tous au combat de l'arme blanche. Le général Lecomte, couvert de blessures, échappé miraculeusement à l'affreux carnage de cette journée, éleva, de son lit de mort, des plaintes contre le général Tuncq : « Il a, disait-il, quitté son poste l'avant-veille de la bataille sans avoir fait aucune des dispositions propres à assurer les derrières de sa troupe, avancée à huit lieues de Luçon, sans postes intermédiaires; il est parti sans laisser aucun renseignement, et emportant avec lui les cartes, les livres d'ordre, les notes secrètes : c'est lui qui doit supporter la honte de notre défaite. » En conséquence de ces plaintes, les commissaires conventionnels ordonnèrent l'arrestation de Tuncq; mais ce général allégua qu'il n'avait quitté l'armée que par suite de la destitution prononcée contre lui.

8 septembre. France. *Attaque du camp de Peyrestortes.* — La guerre entre les Français et les Espagnols se continuait toujours avec une lenteur égale de part et d'autre. Cependant les derniers, établis sur le territoire de la république, semblaient par cela seul avoir l'avantage. Au peu d'activité qu'on remarquait parmi leurs généraux, on eût dit qu'ils avaient ordre de se tenir sur la défensive et de ne point aller plus avant. Le roi d'Espagne apportait pourtant une grande franchise dans la guerre qu'il faisait à la république. C'était véritablement pour venger la mort de Louis XVI qu'il avait pris les armes, et non, comme tant d'autres, pour satisfaire une vaine ambition. Mais le peu de forces que la pénurie de ses finances lui avait permis de mettre sur pied était la cause réelle qui empêchait ses généraux de tenter des entreprises plus décisives : les deux partis se contentaient donc de s'observer mutuellement; car la Convention, obligée de faire face sur presque toutes les frontières, n'avait elle-même que des forces très-peu considérables à opposer aux Espagnols. Les opérations militaires se bornaient à de simples escarmouches, à des attaques partielles ou même

à des reconnaissances. Ainsi, aux Pyrénées-Orientales, les Espagnols, après avoir attaqué, les 5 et 6 septembre, le poste français de Peyrestortes et celui du Vernet, s'en étaient emparés après un léger combat où les deux partis avaient fait une perte médiocre à peu près égale. Les Français avaient opéré leur retraite sur Perpignan, et s'étaient réunis aux troupes campées sous les murs de cette ville. Le général Daoust, qui commandait le camp, forme le dessein de reprendre Peyrestortes; il le communique au général Gogué, qui occupait aussi un camp retranché du côté de Salces, et l'invite à concourir au succès de l'entreprise. Les deux détachements partent en même temps. Gogué passe la Gly avec trois colonnes, ayant la cavalerie sur sa gauche, et se rend le 8 à Rivesaltes, endroit convenu pour la réunion. Daoust, avec son détachement renforcé par un détachement du camp de l'Union, au nombre de 7 à 8,000 hommes, ne tarde point à l'y joindre. Tous deux attaquent en même temps les Espagnols dans leurs retranchements de Peyrestortes et du Vernet. Le général Lemoine et le chef de brigade Soulheirac, qui occupaient, deux jours auparavant, cette dernière position, se dirigent de ce côté, prennent les Espagnols en flanc, les chargent à la baïonnette et les mettent en déroute. De son côté, Gogué se portait en silence, à la tête d'une colonne, sur l'ennemi, qui faisait un feu violent d'artillerie; tandis que d'autres troupes, auxquelles il avait fait passer le pont, s'avançaient sur la gauche. Quand enfin le bruit du canon français lui annonce que Daoust est aux prises avec les Espagnols, il fond sur les retranchements du camp de Peyrestortes, essuie sans riposter tout le feu de la mousqueterie et, la baïonnette en avant, s'empare du côté gauche du camp et s'y fortifie. A la droite, le combat se maintenait encore; mais bientôt, animées par l'exemple de leur général et des conventionnels Cassane et Favre qui combattaient eux-mêmes à la tête des colonnes, les troupes de Daoust pénètrent également dans le camp, et, appuyées par celles de Gogué, elles contraignent les Espagnols de l'évacuer en entier. Ils se retirent, abandonnant quarante-six bouches à feu, six étendards, un drapeau, 500 morts, parmi lesquels le général Solano, environ 1,000 blessés, 500 prisonniers, dont quinze à vingt

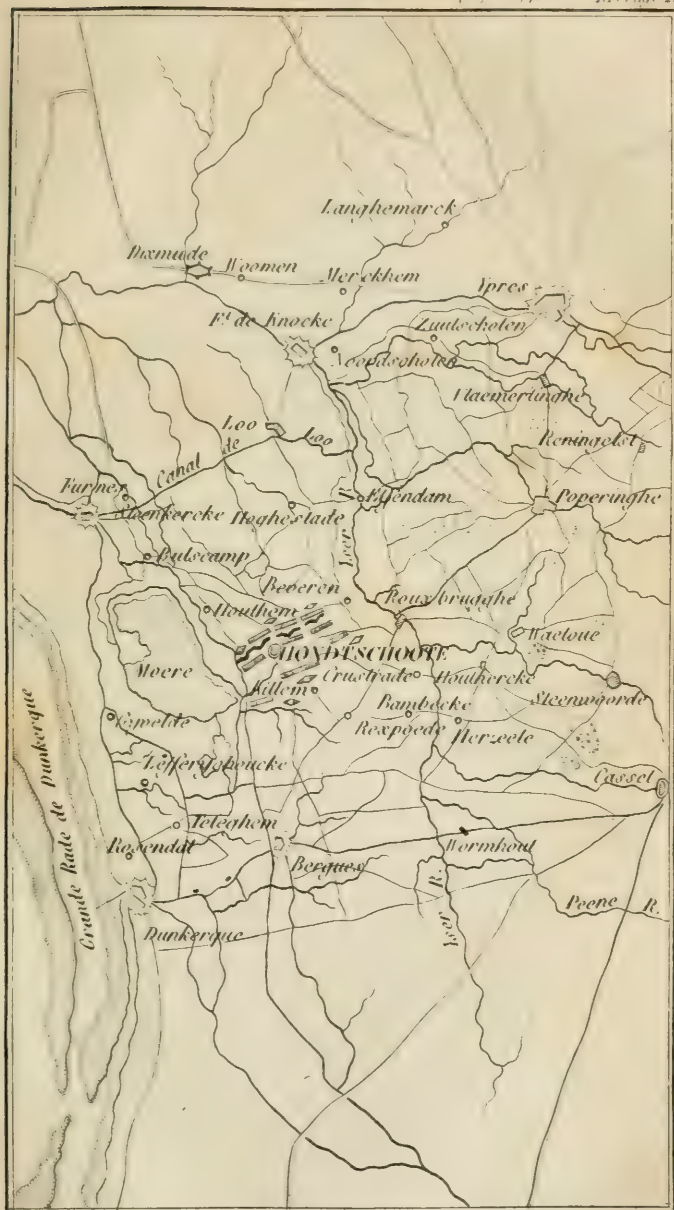
1793. France.

1793. France. officiers faisaient partie. La perte des Français, beaucoup moindre, était de 250 hommes tués; mais la victoire coûtait la vie aux officiers généraux Jouye et Vidal-Saint-Urbin. Les commissaires de la Convention s'étaient tellement exposés, que tous deux furent légèrement blessés. Le succès de cette journée était très-important pour le rétablissement de la communication entre Salces et Perpignan, et par la confiance qu'il rendit aux troupes françaises auparavant découragées par de nombreux revers.

9 septembre. *Siége de Dunkerque; bataille de Hondschoote; levée du siége.* — Les alliés, malgré leur marche lente et méthodique, faisaient des progrès et gagnaient chaque jour du terrain. Condé et Valenciennes étaient tombés en leur pouvoir; il ne leur manquait que Maubeuge pour être en possession des points les plus importants de la base de leurs opérations au centre des frontières de la France. Tout annonçait que le projet des alliés était de faire une grande invasion sur le territoire de la république. Leurs avant-postes s'étendaient déjà jusqu'à Péronne et Bapaume. Avec plus d'audace et plus d'ensemble dans leurs opérations, ils pouvaient tout à coup forcer ces dernières barrières, culbuter la faible armée française qui, disséminée sur toute l'étendue des points menacés, ne pouvait opposer qu'une résistance disproportionnée; ils pouvaient marcher droit à Paris, et, chassant la Convention, terminer peut-être, dans un court espace de temps, cette révolution française qui, dès son origine, inspirait tant de terreur au reste de l'Europe; mais le temps n'était pas encore venu où la France devait être exposée, deux fois en deux années, aux malheurs d'une invasion rapide; et malgré les moyens formidables des coalisés, l'élan extraordinaire que les gouvernants surent inspirer à la nation préserva, cette fois, la France de ce fléau, et la fit sortir victorieuse d'une lutte où tout lui présageait sa perte.

Cette longue suite de revers éprouvés depuis la bataille de Neerwinden par les armes françaises avait porté l'effroi dans le sein de la Convention; mais cette fière assemblée, à laquelle l'exagération même de ses principes inspirait une grande énergie, sut rapidement passer de la crainte à la confiance; et, menacée d'une prochaine destruction, elle trouva dans son dé-

HONDTSCHOOTE, *du 6 au 9 7bre 1793.*



2 4 8 12 Kilomètres.

Infanterie Française. Infanterie Ennemie. Batteries de Campagne.
Cavalerie Française. Cavalerie Ennemie. Batterie de Siège Canons.
..... Leurs Lignes de Marches. ---- Leurs Lignes de Marches. Batterie de Siège Mortiers.

sespoir même les armes qui allaient lui procurer la victoire. 1793. France.
Déjà sûre de la puissance presque magique que certains mots pouvaient exercer sur l'esprit du plus grand nombre des Français, elle fit retentir de toutes parts ceux de *liberté*, d'*honneur* et d'*indépendance nationale*. Elle appela aux armes toute cette jeunesse belliqueuse qu'animait l'enthousiasme des idées républicaines, et sa voix, qu'on prenait pour celle de la patrie, fit accourir des milliers de soldats, dont la levée se trouva organisée presque aussitôt qu'elle avait été décrétée, et qui se hâtèrent de quitter leurs foyers pour défendre les frontières envahies. Partagées entre les différentes armées, ces nouvelles levées ranimèrent la valeur des anciens militaires, découragés par leurs revers précédents, et bientôt rappelèrent sous le drapeau national la victoire qui l'avait abandonné.

En même temps, le Comité de salut public organisait tout le matériel destiné à rendre utile le dévouement généreux de tant de citoyens. Des ateliers d'armes étaient établis dans presque toutes les villes. Paris seul en renfermait plus de deux cents. De nouveaux procédés étaient mis en œuvre, à Grenelle, par le chimiste Chaptal, pour fabriquer la poudre avec plus d'activité. Cet établissement, longtemps fameux, en fournissait chaque jour deux cents milliers. Meudon, sévèrement soustrait à la vue du vulgaire, voyait des savants illustres s'occuper du soin de tirer parti de la pyrotechnie et de l'art encore nouveau des aérostats. Tout était en mouvement sur tous les points de la France, et malgré la haine qu'inspirait à la saine partie de la nation française la tyrannie conventionnelle, les dangers de la patrie et la crainte d'être vaincus semblaient avoir réuni tous les partis et leur avoir inspiré un même sentiment, celui de repousser par la force les étrangers qui voulaient les subjuguer et leur dicter des lois.

Au moment donc où les alliés se préparaient à envahir la France, le général Houchard, qui avait succédé au général Kilmaine dans le commandement de l'armée du Nord, voyait accourir dans ses rangs une foule de braves, jaloux de verser leur sang pour la patrie. Mais il fallait du temps pour mettre à profit cet enthousiasme et ce zèle des Français nouvellement

1793. France.

arrivés sous les drapeaux. Les puissances alliées pouvaient, en mettant plus de franchise et d'ensemble dans leurs opérations militaires, dissiper facilement ces nouvelles recrues, encore inhabiles au métier de la guerre. Au lieu de combiner sagement leur plan, et de marcher de concert en avant à la poursuite de l'armée qui se retirait devant leurs bataillons, les deux généraux en chef des armées coalisées se séparèrent pour agir particulièrement. Le prince de Cobourg, à la tête de 163,000 Autrichiens, embrassant la partie de nos frontières qui s'étend depuis le duché de Luxembourg jusqu'aux rives de l'Escaut, se dirigea sur Maubeuge et le Quesnoy, pour en former le siége. Le duc d'York, qui avait sous ses ordres les Anglais, les Hanovriens, les Hollandais et les Hessois, au nombre de 60,000 hommes, se jeta du côté des places maritimes de France, dans l'intention d'assiéger Dunkerque et de s'en emparer. Depuis longtemps l'Angleterre ambitionnait la possession de cette place, qu'elle avait eue autrefois, et qu'elle avait rendue à des conditions si humiliantes, par le traité d'Utrecht; elle lui semblait le prix le plus avantageux de ses efforts et un juste dédommagement de tous les trésors qu'elle prodiguait pour le soutien de la coalition contre la république : et peut-être est-ce à cette ambition déplacée que la France dut son salut à cette époque.

Le duc d'York, avant de quitter Menin, où il était arrivé le 18 août à la tête de son armée expéditionnaire, l'avait divisée en deux corps, dont le premier, composé de 16,000 hommes, commandé par le feld-maréchal Freytag, était destiné à couvrir l'armée de siége, comme corps d'observation. Ce corps se mit en marche le 20 août. Le lendemain, le duc d'York, à la tête du deuxième corps, qui devait former l'armée de siége, marcha sur trois colonnes. La première, composée de l'avant-garde, défila par Ostende, passa l'Yser à Enfeldam, longea la chaussée jusqu'à Furnes, et campa au delà de cette ville, faisant face à Dunkerque; la seconde colonne suivit la même route que l'avant-garde; la troisième marcha par Zuutschoten, passa à Noordschoten sur un pont de bateaux, et se dirigea ensuite, par Loo, le long du canal de Furnes.

L'artillerie et les bagages filèrent par Louxerne, Merckhem, Woomen et Dixmude, à Furnes. 1793. France.

Après avoir séjourné pendant deux jours dans ces différentes positions, le duc d'York, apprenant que les Français faisaient un mouvement pour évacuer leur camp de Gyvelde, se mit en marche, afin de leur couper la retraite. Mais la première ligne, dont le général Alvinzy avait le commandement, n'ayant point mis assez de promptitude dans ses manœuvres, trouva, en arrivant à Gyvelde, le camp français évacué; les troupes qui le composaient avaient eu le temps de se retirer dans Dunkerque. L'avant-garde anglaise partit sur le champ, et vint prendre position entre Teteghem et Lefferynchoucke. Dès le même jour, le duc d'York fit sommer la place; mais les généraux O'Moran, Duhem et Larcques, qui y commandaient, répondirent suivant l'usage, et se préparèrent à une vigoureuse résistance. Cependant on avait prévu si peu le cas d'un siége, que la place était dans le plus grand délabrement, et eût été, sans nul doute, emportée, si la flottille de bombardement se fût présentée devant la ville en même temps que l'armée de terre; mais, contre l'attente du duc d'York, et malgré ses messages réitérés en Angleterre, cette flottille ne parut point : au lieu de cela, il trouva à son arrivée huit canonnières françaises commandées par le capitaine Castaigner, qui, s'embossant dans la grande rade, vint battre en écharpe le flanc droit de son armée. Le duc d'York se vengea de ce retard, si préjudiciable à ses projets, en faisant destituer le commandant de cette flottille, l'amiral Macbridge, et le duc de Richmond, l'un et l'autre membres du parti de l'opposition.

Désespéré de ce contre-temps, le duc s'occupa avec activité de rassembler tous les moyens qui pouvaient le mettre à même de se passer du secours de la flottille. Sept batteries furent construites autour de la place assiégée, et il fit faire à ses troupes différents mouvements pour resserrer davantage la ville de Dunkerque. Plusieurs villages, que tenaient encore les Français, furent emportés par les Anglais, malgré l'opiniâtre résistance des troupes commises à leur défense. Le 24 août, le duc d'Yorck fit attaquer les lignes de Rosendael, placées à quinze

1793. France.

cents toises du corps de la place et occupées par une brigade française. Le général d'Alton enleva d'abord ce village, à la tête des grenadiers hessois; mais 4,000 Français conduits par les généraux Souham et Deroque et par le chef de bataillon Hoche, dont la gloire commença dans ces brillantes sorties, vinrent assaillir ces troupes victorieuses. D'Alton, blessé à mort, se trouvant hors d'état de contenir ses troupes, Rosendael fut emporté à la baïonnette. Mais ne pouvant s'y maintenir contre une armée, Souham se retira sous le canon de Dunkerque. Pendant que le temps se consumait ainsi en affaires partielles, le général Houchard rassemblait son armée. Carnot, membre du Comité de salut public, et l'un des hommes qui, dans ces circonstances critiques, rendirent, par l'emploi de leurs talents, le plus de services à sa patrie, Carnot était venu lui-même au quartier général de Houchard, lui apporter les ordres et les plans du gouvernement républicain, et animer, par sa présence, l'ardeur déjà extrême de son armée. Néanmoins le duc d'York conservait toujours la supériorité du nombre. Les troupes amenées par Houchard, augmentées de celles du camp de la Madeleine, ne comptaient guère plus de 40,000 combattants, et l'armée anglaise coalisée présentait une masse de 60,000 hommes, distribués sur toute la ligne, depuis Menin jusqu'à Dunkerque. Cette position, sur une ligne d'une étendue immense, s'opposait à ce que les Français pussent livrer une bataille rangée; et s'ils remportèrent la victoire, ce ne fut que par une suite de mouvements et de combats auxquels l'importance du succès fit donner le nom plus imposant de bataille.

Houchard, après avoir reçu dans ses rangs les troupes du camp de la Madeleine, s'était rapproché de Dunkerque et de Bergues que les alliés tenaient aussi étroitement serré. Le centre de son armée était au camp de Cassel; la droite était vers Steenwoorde, et la gauche s'étendait au delà de Cassel, vers la Peene. Le duc d'York occupait tout le terrain entre les canaux de Bergues et de Dunkerque à Furnes. Son corps principal était aux Dunes, entre le canal de Furnes et la mer. Sa position était couverte, du côté du sud, par les marais de la Moëre et le canal de Bergues. Le corps du maréchal Freytag, formant l'armée d'observation, occupait le village de Hondschoote et

les hauteurs de Bambeeke, derrière l'Yser. Fort de 20,000 hommes, ce corps d'observation étendait ses avant-postes jusqu'à Rousbrugghe, Waetoue, Houtkercke, Herzeele et Wormhout; un petit corps de la garnison d'Ypres éclairait Poperinghe et Reningelst. 1793. France.

Le 6 septembre, au point du jour, les Français quittèrent leurs différentes positions pour venir attaquer l'armée d'observation du maréchal Freytag. L'avant-garde, forte de 10,000 hommes, commandée par le général Hédouville, débouchant de Steenwoorde, se dirigea sur la route d'Ypres, vers les postes hanovriens de Wlaemertinghe et de Poperinghe, les enleva après quelques heures de résistance; et se rabattant sur l'Yser, en pivotant sur sa gauche, vint s'établir entre les villages d'Enfeldam et Rousbrugghe, sur le flanc gauche des positions de Freytag. A gauche, la colonne conduite par Vandamme, venant de Bailleul, repoussa de Reningelst les avant-postes hanovriens et marcha sur Ypres. La colonne conduite par Collaud repoussa également de Waetoue les avant-postes ennemis et se porta rapidement sur Proven; s'étant ensuite réunie à celle d'Hédouville, le général Tannhausen, qui occupait Rousbrugghe, fut forcé de se retirer d'abord sur Rexpoëde et, le soir, sur Hondschoote. Pendant ce temps, Houchard attaquait Houtkerke, et Jourdan Herzeele. Landrin s'était porté contre Wormhout, pour attirer l'attention de l'aile droite ennemie. Les Hanovriens, plus concentrés sur ce point, défendirent les deux premiers villages avec opiniâtreté, mais furent forcés de céder à des forces supérieures. Herzeele, fortifié par des barricades, fut pris et repris deux fois : l'ennemi repassa l'Yser en désordre, et ne put même se rallier dans le village de Bambeeke, qui fut occupé le même jour ainsi que celui de Crustrade. Le feld-maréchal se retira à Hondschoote par Rexpoëde. C'est à Bambeeke que Jourdan fut rejoint par le général en chef et par les représentants Delbret et Levasseur; il y fut résolu de profiter d'un reste de jour pour pousser plus loin les avantages de ce premier combat; et la division Jourdan alla s'établir dans le village de Rexpoëde, à une demi-lieue des étangs de la Moëre.

Cette manœuvre de l'armée française, exécutée avec autant de vigueur que d'habileté, avait presque séparé Freytag de l'ar-

1793. France. mée anglaise, et compromis, en même temps, la division Walmoden restée dans sa position de Wormhout. Les troupes françaises, en débouchant de Rousbrugghe, avaient coupé la communication entre Rexpoëde et les corps ennemis qui combattaient sur l'Yssel; Freytag ne pouvait savoir que ce dernier village était occupé par les Français. Voulant toutefois rétablir ses communications avec Walmoden et le duc d'York, il laissa le gros de son armée dans les retranchements de Hondschoote, et se mettant à la tête d'une forte reconnaissance, il se porta sur Rexpoëde. Il était huit heures du soir. Jourdan distribuait tranquillement les postes à ses troupes. Tout à coup le feld-maréchal et le prince Adolphe d'Angleterre tombent au milieu d'un piquet de cavalerie française; leur suite fut dispersée à l'instant. Quant à eux, ils cherchèrent en vain à se dégager : ils furent blessés et pris. Le colonel Mylius, à la tête des gardes hanovriennes, délivra sur-le-champ le prince Adolphe, depuis duc de Cambridge. Mais la colonne entière de Freytag fut repoussée à l'entrée du village, par un violent feu de mitraille, et bientôt coupée de sa ligne de retraite, elle allait être reduite à déposer les armes ; par bonheur pour elle, Walmoden, mal observé par la division Landrin, avait quitté à minuit les collines de Wormhout, et descendant la rive gauche de l'Yser, surprit, la nuit, le village de Rexpoëde et trois bataillons qui le gardaient. Éveillés par cette attaque nocturne, Houchard et les représentants rejoignent à la hâte les bivouacs de la division Jourdan, et tandis que le général Busch, à la tête de deux bataillons de grenadiers hanovriens, pénétrait dans le village, les trois bataillons français, sans opposer de résistance, s'enfuirent vers Ost-Capelle, où la brigade Collaud les recueillit. Le feld-maréchal fut délivré, et sa colonne put traverser Rexpoëde; réunie à la division Walmoden, elle prit, le lendemain, position à Hondschoote, l'aile droite appuyée au canal de Furnes, et l'aile gauche s'étendant vers Leysele. Houchard profita de l'obscurité de la nuit pour se retirer à Bambeeke, sans que l'on puisse deviner quel fut de sa part le motif de ce mouvement rétrograde, au moment où le succès des combats de la journée restait indécis. Il lui fut depuis reproché comme une trahison; il ne prouvait toutefois que son incapacité pour commander en chef. Houchard,

célèbre partisan, qui, à cette époque, avait déjà reçu cinquante-cinq blessures au service de la république, était incapable de trahir la cause pour laquelle il se battait; mais, dans ce temps d'exaspération, l'intérêt et la politique des gouvernants étant de persuader aux Français républicains qu'ils étaient invincibles, ils avaient soin de rejeter sur les généraux tous les revers éprouvés à la guerre. 1793. France.

Le lendemain 7 septembre, Houchard vint attaquer Hondschoote; mais l'ennemi s'y était retranché, et les Français furent repoussés avec perte. Les coalisés tiraient leur force d'une ligne de redoutes dont le village de Hondschoote formait le centre; des haies, des plantations couvraient leur infanterie, que soutenaient des batteries épaulées. Depuis Jemmapes, on n'avait pas assailli d'aussi formidables ouvrages. Désespéré de ce contre-temps, et effrayé de l'énorme responsabilité qui pesait sur sa tête, Houchard voulait borner là ses efforts, et se tenir sur la défensive. Le but de son arrivée devant Dunkerque étant de faire lever le siége de cette ville, et ce but ne pouvant être atteint qu'en battant l'armée anglaise, l'hésitation de Houchard, dans cette circonstance, était une seconde preuve de son incapacité, et pouvait avoir, pour la république, les suites les plus funestes. Aussi tous les généraux de son état-major et les commissaires conventionnels présents à son armée s'opposèrent-ils vigoureusement à cette résolution. Ils pressent tellement Houchard de mener ses troupes au combat, qu'il s'y décide presque malgré lui, et, le 8 au matin, il mit en mouvement son armée pour une action générale. La droite, commandée par Collaud, était placée entre Beveren et Killem; le centre, aux ordres de Jourdan, en avant de ce dernier poste; et la gauche, entre ce village et le canal. Vandamme, à la tête de l'avant-garde, commence la journée en attaquant les avant-postes anglais à Hondschoote. Walmoden avait rassemblé dans la plaine qui environne ce village une grande partie de ses troupes. Cette plaine unie, sans aucun mouvement de terrain qui prête aux manœuvres, est occupée par une infinité de haies, de fossés et de canaux, dont tout l'avantage est pour celui qui se défend. Le succès de cette journée, où les Français commençaient l'attaque, ne pouvait donc dépendre que du nombre ou de la valeur. Le combat com-

1793. France. mence par un feu d'artillerie et de mousqueterie, également bien soutenu de part et d'autre. Les Anglais, favorisés par le village qu'ils occupaient, eurent quelque temps l'avantage; mais ils firent de vains efforts pour chasser les troupes qui occupaient les taillis en avant de Hondschoote. Après un combat très-vif, dans lequel le général ennemi Kochenhausen fut blessé à mort, les Français restèrent maîtres de ce point. Dans le même temps, le général Leclerc, sorti de Bergues, et longeant le canal, arrive, amenant, avec une partie de la garnison, la gendarmerie à pied de Paris. Ce corps, dont l'indiscipline avait jusqu'alors effrayé tous les généraux qui l'avaient eu à leurs ordres, était néanmoins d'une grande bravoure, et le prouva dans cette circonstance. Il se présente à l'instant où les troupes du général Houchard recommençaient un second combat avec les Anglais, ralliés derrière leurs retranchements de Hondschoote. Aussitôt Leclerc s'élance, et les attaque avec une valeur extraordinaire. Deux fois repoussés, les gendarmes se rallient deux fois, retournent à la charge, et par leur bravoure étonnent l'ennemi et le frappent de terreur; les Anglais prennent la fuite, ou sont massacrés dans leurs retranchements. Le général Walmoden, qui avait remplacé le maréchal Freytag après sa blessure, voyant que les Anglais sont rompus sur toute leur ligne, ordonne la retraite. Celle de la droite s'effectua par Houthem, sur Furnes; la gauche se retira par Hoghestade, en longeant le canal de Loo. L'armée prit alors une position en potence, pour couvrir le corps de siége, et elle s'appuya la droite à Bulscamp, et la gauche à Steenkerke. Les alliés avaient perdu, dans ces trois journées, près de 4,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers; la perte des Français fut à peu près égale.

Il est facile de concevoir que, si Houchard eût donné l'ordre de poursuivre les vaincus, les succès de la journée pouvaient devenir inappréciables pour les Français. Avec de l'audace et de la sagesse, il eût facilement réussi à couper toute communication avec Furnes, enfermé l'armée anglaise qui assiégeait Dunkerque, et ne lui eût laissé d'autre moyen de salut que celui de capituler. Cette faute, bien plus impardonnable que la première, fut le principal motif dont se servirent les ennemis de ce général pour le faire mettre en jugement. Accusé dans le sein de la

Convention par la représentant Levasseur et par Robespierre, le général français paya de sa tête le malheur de n'avoir pas eu l'expérience nécessaire pour tirer de sa victoire tout le parti possible. 1793. France

Pendant que la grande armée républicaine relevait la gloire du nom français dans les journées du 6, du 7 et du 8, la garnison, renfermée dans Dunkerque, ne s'était point tenue oisive, et avait cherché à entamer les lignes anglaises du duc d'York. Tandis que Houchard attaquait le corps d'observation du maréchal Freytag, la garnison faisait des sorties, et donnait beaucoup d'inquiétude au duc d'York, en l'empêchant de se porter au secours de ce corps. Ce fut dans une de ces actions où le régiment ennemi Jordis perdit seul plus de 350 hommes, tués ou blessés, que la belle conduite du jeune Hoche, alors adjudant-major, lui mérita, de la part des commissaires conventionnels, sa nomination au grade de général de brigade. La perte des Anglais fut de plus de 800 hommes, parmi lesquels se trouva le colonel de génie Moncrif, qui dirigeait les travaux de siége : celle des Français fut moindre; mais ayant manqué l'attaque du village de Rosendael, ils rentrèrent dans Dunkerque.

Cependant l'occupation de Hondschoote par les Français rendait la position des Anglais insoutenable; ils étaient entièrement dépassés, et à leur gauche les Français se trouvaient plus près qu'eux de Furnes. Ignorant si Houchard commettrait la faute de ne point poursuivre l'armée vaincue, le duc d'York craignit avec raison de se voir coupé. Il assemble pendant la nuit son conseil de guerre; et les dangers parurent si imminents, que la résolution de lever le siége fut prise à l'unanimité. Les alliés s'enfuirent avec tant de précipitation, qu'ils abandonnèrent toute leur artillerie de siége[1]. La garnison de Dunkerque, sortant, le 9, de grand matin, ne trouva plus d'ennemis, s'empara de 52 pièces de gros calibre, de presque tout le bagage, et d'une quantité immense de munitions que l'armée fugitive avait jugé à propos de ne point emmener, pour se retirer

[1] Il est vrai de dire qu'elle se composait en grande partie de pièces de marine, d'un transport difficile.

1793. France. avec plus de rapidité. Partie à minuit, elle se mit en route par les ailes et par le centre. L'aile droite, aux ordres du général Alvinzy, marcha par la gauche, en suivant le canal ; l'aile gauche, commandée par le général Biela, marcha par Lefferynchoucke, en longeant le grand marais. Le général Werneck conduisait l'arrière-garde, qui occupa les lignes jusqu'au départ de l'armée, et qui fut soutenue, en échelons, par les bataillons de la queue de chaque colonne. L'armée entière arriva à dix heures du matin dans le camp de Furnes, qu'elle avait déjà occupé, et y prit aussitôt position, en s'y retranchant. Ainsi, quoique le général Houchard se fût maladroitement privé du principal avantage que devait lui procurer sa victoire, celui de couper l'armée anglaise, le but de ses efforts avait néanmoins été rempli, puisque Dunkerque était délivré et que le duc d'York avait été contraint de se retirer. La bataille de Hondschoote, par ses résultats, fut aussi décisive que celle de Jemmapes [1] ; elle rendit aux soldats français le sentiment de leur force, leur confiance accoutumée, prépara les succès

[1] On a cité le trait suivant, de bravoure et de sang-froid, d'un cavalier français, dans les relations particulières des combats successifs de Hondschoote.

Un cavalier du sixième régiment, nommé Mandement, avait été chargé de porter des cartouches à l'infanterie qui attaquait le village de Hondschoote. Il aperçoit, dans un pré, un groupe de soldats qui gardaient un drapeau. Trompé par les apparences, il les prend pour des Français, s'avance vers eux, et, à travers la haie qui environnait le pré, il leur crie : « Camarades, voilà des cartouches ! » On lui répond : « Apportez! » Mandement franchit la haie. Il était entouré, quand il reconnaît son erreur. On saisit son cheval par la bride, et on lui dit de se rendre. Mandement laisse échapper son sac de cartouches, et, tandis que ceux qui l'arrêtaient s'occupaient à ramasser ces munitions, il tire son sabre, s'empare du drapeau, se fait jour à travers les soldats, et franchit la haie. A peu de distance, il trouve le bataillon dont il venait de saisir le drapeau, aux prises avec les Français. Il traverse cette troupe au milieu des baïonnettes et d'une grêle de balles. Barré dans sa course, il se trouve encore dans la mêlée, et entouré de soldats ennemis. Il distingue le chef qui commandait, et se précipite sur lui en s'écriant d'une voix formidable : « C'est la cavalerie française qui accourt pour vous charger ! » et, profitant avec adresse du premier effet que produisent ces paroles sur des soldats déjà étonnés de son audace pour se dégager d'entre eux, il jette son drapeau et entraîne leur commandant, qui devient son prisonnier.

inouïs de la campagne suivante, et mit bientôt à même le gouvernement républicain de reporter sur le pays ennemi la terreur dont, pendant quelques instants, il avait été frappé. 1793. France.

Combat du port Saint-Pierre. — Après la levée du siége de Nantes, le général Canclaux avait reçu du Comité de salut public l'ordre de se jeter dans la basse Vendée, et d'employer, pour cette expédition, une partie des troupes de la garnison de Mayence. Canclaux avait promptement obéi, et de nombreuses colonnes de républicains parcouraient ce malheureux pays, portant partout le fer et la flamme, et poussant devant elles les divisions royalistes effrayées. Mais pour opérer avec plus de sûreté, Beysser, qui commandait une de ces colonnes, résolut de s'emparer du port Saint-Pierre, qui passait pour une des clefs du pays, et que défendaient La Cathelinière et Pajot. Le 9 septembre, il se présente devant la place. Les républicains y lancèrent les premiers obus qu'on eût encore vus dans la Vendée. Ces terribles projectiles, inconnus aux paysans, jetèrent parmi eux la terreur, et déjà l'effroi les faisait songer à se retirer, lorsque le lieutenant-colonel Targe, de la légion des Francs, qui, le sabre entre les dents, avait traversé la rivière, paraît tout à coup sur la rive opposée. Suivi de quelques braves aussi audacieux que lui, il tombe, la baïonnette en avant, sur les royalistes, et, par cette attaque imprévue, achève de les mettre en déroute. La Cathelinière, obligé de fuir, opéra sa retraite sur Saint-Philibert de Grand-Lieu, où se trouvait Couëtus. 9 septembre Vendée.

Combat de Preux-aux-Bois. — Pendant que Houchard manœuvrait pour délivrer Dunkerque et gagnait la bataille de Hondschoote, la division du général Ihler, chargée de défendre la forêt de Mormal, avait été attaquée et repoussée par le prince de Hohenlohe. Ihler, obligé de céder, s'était rejeté sur Landrecies; et le Quesnoy, bloqué par l'effet de ce mouvement, avait été aussitôt assiégé par les vainqueurs. 11 septembr. France.

Cette place était assez connue, les moyens de l'ennemi assez faciles à évaluer, pour qu'il ne restât aucun doute qu'abandonnée à elle-même, elle ne pourrait résister plus de vingt à trente jours. Il fallait donc la secourir dans ce laps de temps, ou renoncer à l'idée de la débloquer; et cependant on ne fit ni

1793. France. l'un ni l'autre. Le Quesnoy avait commencé à être assiégé le 17 août, et ce ne fut que le 10 septembre qu'on se décida à lui faire passer des secours. Entreprenant sans à-propos, après avoir été mal à propos très-circonspect, on hésita au lieu d'agir pendant que l'on pouvait agir avec succès, et l'on fit un effort quand il n'y avait plus rien à en espérer. Quoi qu'il en soit, on prit tout à coup la résolution de tenter le déblocus du Quesnoy. Indépendamment de la division Ihler, de quelques troupes tirées des garnisons d'Avesnes et de Landrecies, des camps ou cantonnements voisins, on employa à cette opération 12,000 hommes du corps d'armée qui défendait le camp retranché et les approches de Maubeuge.

Les troupes se mirent en marche avec toutes les précautions qui pouvaient couvrir cette entreprise de tous les voiles du mystère. L'attaque résolue devait être une attaque de point du jour, destinée à surprendre l'ennemi. C'était donc de nuit que les troupes devaient se rendre à leur destination. Mais lorsqu'elles se présentèrent pour traverser Landrecies, les rues se trouvèrent tellement encombrées, les haltes devinrent si longues et si nombreuses, qu'il était dix heures du matin lorsqu'elles purent se déployer devant cette place.

Le plan arrêté consistait à exécuter des attaques secondaires sur les deux ailes de l'ennemi, campé en avant de Preux-aux-Bois, à tâcher de le déborder, et lorsqu'il aurait dégarni son centre pour soutenir ses ailes, à marcher sur sa ligne avec un corps de 10,000 hommes, tenu à cet effet en réserve, à la rompre, à enlever Preux-aux-Bois, et à se porter de là sur le Quesnoy, afin d'en faire lever le siége; de ravitailler la place si elle pouvait encore être défendue; et dans le cas contraire, d'achever de détruire ses moyens de défense et d'en emmener la garnison.

L'indication seule de ce plan suffit pour prouver combien il était mauvais; et cependant la disposition des troupes était telle, qu'elles marchaient à un ennemi supérieur en forces avec la certitude de le battre. Pour que cette confiance ne fût pas trompée, il fallait néanmoins que la garnison du Quesnoy la secondât, et que cette affaire fût mieux conduite que conçue; mais, d'une part, elle fut loin de l'être; et, de l'autre, le Quesnoy avait capitulé depuis le 9.

On fit donc, dans cette occasion, toutes les fautes que l'on put faire : on combattit pour sauver une place qui était prise ; on attaqua l'armée d'observation lorsque, loin de pouvoir être menacée par la garnison du Quesnoy, elle était renforcée par les troupes du siége et appuyée à la place même ; on manœuvra à la fois sur les deux ailes de l'ennemi, ce qui ne pouvait avoir d'autre effet que de rassembler ses forces et de diviser les nôtres ; on fit attaquer la gauche de l'ennemi, quand les troupes destinées à l'attaque de sa droite étaient encore en arrière de Landrecies ; on fit donner celles-ci quand celles de la premiere attaque étaient prêtes à battre en retraite ; on engagea les troupes par bataillons et même par compagnies, c'est-à-dire, de manière à les faire accabler ; on les jeta, sans guides et sans instructions, dans des bois qu'elles ne connaissaient pas : aucun officier général ou d'état-major ne parut sur la ligne, et personne, par exemple, ne fut chargé de diriger l'attaque de gauche ; on fit retirer les troupes comme on les avait fait avancer, ou plutôt on fit donner l'ordre de la retraite aux pelotons les moins engagés, et cela par des dragons, et on laissa à l'ennemi le soin de ramener les autres ; enfin, on ne fit pas faire un pas aux 10,000 hommes qui devaient frapper le coup décisif : de sorte que l'action se borna à ce qui ne devait être que préliminaire ; les attaques secondaires furent les seules exécutées, et les hommes sacrifiés en cette occasion le furent en pure perte. 1793. France

Malgré cette série de fautes qu'on regarda comme complete, les troupes, électrisées par le dévouement de quelques officiers, suivirent leur exemple avec enthousiasme, et se battirent avec la plus grande valeur. Sur la gauche surtout, et malgré les abatis qui en défendaient les approches, plusieurs redoutes furent enlevées, et le village de Fontaine fut pris et repris plusieurs fois, et finit par être disputé au milieu des flammes qui le consumaient.

Cette affaire coûta plus de 300 hommes.

Le retour des corps à leurs anciennes positions se ressentit du malheur de la journée ; il fut impossible, pendant la nuit surtout, de faire observer à la plupart de ces troupes aucune espece d'ordre.

Combats de Turcoing, de Lannoy et de Menin. — Au lieu

1793. France. de poursuivre le duc d'York, après sa défaite à Hondschoote, le général Houchard avait porté sur Ypres une forte division, qui canonna la ville à boulets rouges pendant trente-six heures. Mais instruit de la prise du Quesnoy, et menacé par le général Walmoden qui accourait pour délivrer Ypres, le général Houchard se hâta de lever le siége, et se retira sur Bailleul, abandonnant ainsi une entreprise sans but. Le général Walmoden prit alors une position plus rapprochée d'Ypres, et l'armée du duc d'York se porta, le 12 septembre, à Dixmude, tandis qu'une division française, conduite par le général Vandamme, s'emparait de la ville de Furnes, que défendait une garnison de 8,000 hommes.

Les alliés commirent la faute de disséminer leurs forces sur une ligne trop étendue, faute sans laquelle cette campagne pouvait être décisive pour eux. Houchard, du moins, profita habilement de cette mauvaise disposition, et, après avoir calculé avec justesse qu'en se portant sur une de leurs divisions, les autres resteraient inactives dans leurs positions, il vint, le 12 septembre, attaquer les Hollandais campés à Menin. Le prince d'Orange était dans cette ville, avec le gros de ses troupes; le général Reitzenstein était à Lannoy, avec une brigade allemande à la solde de la Hollande, et le général Geusau occupait Turcoing. Houchard attaque d'abord ces deux derniers postes. Reçus vigoureusement par l'ennemi, qui se tenait sur ses gardes, les Français sont obligés de faire les plus grands efforts pour réussir. Enfin le poste de Turcoing est emporté, et les vainqueurs courent aussitôt renforcer la colonne qui pressait le général Reitzenstein dans Lannoy. Les Allemands, à la vue de ce secours, perdent leur assurance et abandonnent le poste qu'ils avaient jusque-là défendu avec courage. Les Français avaient combattu avec la plus grande intrépidité. Au moment où, après l'action, le général Houchard faisait la visite de l'ambulance, un des blessés lui demande si Lannoy est occupé; le général lui répond par l'affirmative : « Ah ! si cela est, s'écrie-t-il, je ne regrette pas ma jambe ! » Un autre à qui on venait de couper le bras, dit à ceux qui l'environnaient : « N'importe, il m'en reste encore un pour exterminer les ennemis de la patrie ! » Tel était, à cette époque, le soldat français. Il

combattait pour la patrie, il s'intéressait personnellement à ses succès, et ce sentiment devait tôt ou tard amener la victoire. 1793 France.

Voyant Lannoy et Turcoing emportés, le prince d'Orange, craignant d'être forcé lui-même dans Menin, résolut de prendre une position plus concentrée, entre la Lys et Courtray. Déjà il opérait ce mouvement, lorsque la nouvelle que le général Beaulieu lui amenait un renfort de 6,000 Autrichiens le fit changer de projet. Il rentra dans Menin, et se mit en mesure d'y attendre les Français. En effet, Houchard ayant réuni ses forces s'avançait avec 25,000 hommes, décidé à engager encore une affaire générale. Le prince d'Orange commit encore la faute de tenir ses troupes dispersées. 10,000 hommes, commandés par le général Geusau, postés du côté de Courtray, ne prirent point part à l'action, parce que les Français ne vinrent pas sur ce point; la brigade de Reitzenstein, qui était entre Werwick et Ypres, se retira sur cette dernière place, qu'elle croyait menacée; enfin Beaulieu, qui était venu au secours des Hollandais, et qui campait à Wevelghem, à trois quarts de lieue de Menin, se borna à envoyer au prince d'Orange un faible secours de 600 chevaux. Houchard n'eut donc affaire qu'au seul corps du prince héréditaire, quand, par la réunion de ses troupes, celui-ci pouvait lui opposer des forces supérieures. Aussi l'événement fut tel qu'on devait l'attendre d'après des mesures aussi mal prises. Le prince, qui était à Halluin, fut repoussé sur Aelbeeke; et, de même que la veille, les Français se réunirent pour attaquer et accablèrent le corps du prince Frédéric d'Orange, qui était à droite de Werwick. En vain l'infanterie hollandaise, animée par l'exemple du prince qui combattait à sa tête, fait des prodiges de valeur et soutient longtemps toute la fougue des Français; ceux-ci parviennent enfin à la rompre. Le prince Frédéric est grièvement blessé, et il a besoin de toute la bravoure des siens pour ne pas tomber entre les mains des assaillants, devenus furieux par la résistance. Ils forcent le village de Werwick, et le livrent aux flammes. En même temps, une colonne que Houchard venait de détacher de son armée, pénètre dans Menin et s'en empare. Les Hollandais, près d'être cernés, sont forcés de songer à la

1793. France retraite. Les vainqueurs les poursuivent, et ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés qu'ils parviennent à se retirer, d'abord sur Roniers, et ensuite sur Deynse et Bruges. Les Hollandais perdirent, dans ces deux journées, au moins 4,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, et quarante-deux pièces de canon; perte immense, qu'ils durent attribuer au défaut d'intelligence et d'union de leurs généraux, et qui coûta à peine aux vainqueurs 5 à 600 hommes.

Pendant que le gros des troupes de l'armée du Nord s'était porté dans la Flandre maritime, pour attaquer les Anglo-Hollandais et dégager les places de Bergues et de Dunkerque, deux divisions, ainsi que les garnisons des autres places fortes sur toute la ligne, avaient eu ordre de faire des démonstrations ou des sorties, afin de tenir en échec les troupes ennemies qu'elles avaient devant elles, et opérer ainsi une diversion favorable à l'opération principale. En conséquence, le général de Claye, gouverneur de Cambray, réunissant la presque totalité des garnisons de cette place et de Bouchain, en forma une colonne de 7 à 8,000 hommes, avec laquelle il marcha en avant. A son approche, le corps autrichien du général Bellegarde, céda du terrain et feignit même de vouloir gagner la frontière du Brabant. Encouragé par cette apparence de succès, le général de Claye s'avança jusqu'à Avesnes-le-Sec. Son avant-garde, repoussée par la cavalerie ennemie, se replia alors sur le gros de la colonne, qui se forma en deux grands carrés : le premier, de 3,000 hommes, dans la plaine d'Avesnes-le-Sec; le second, plus considérable, en échelon, un peu en arrière.

Le premier carré, quoique en partie composé de nouvelles levées, soutint d'abord le choc de la cavalerie autrichienne avec beaucoup de fermeté; mais il finit par être enfoncé, et perdit 12 à 1,500 hommes, tués ou blessés grièvement sur le terrain; le reste fut pris avec cinq drapeaux et douze pièces de canon. Le second carré éprouva le même sort, et le général de Claye ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Ce malheureux événement privait les places de Cambray et de Bouchain de la plus grande partie des forces destinées à les défendre; il ne restait plus que 1,200 hommes dans la première et 600 dans la seconde. Le conventionnel Delbret, en

apprenant ce qui venait de se passer dans la plaine d'Avesnes-le-Sec, partit sur-le-champ en poste du quartier général d'Armentières, et arriva le 15 au camp d'Arleux, alors occupé par environ 16,000 hommes, sous les ordres du général Ransonnet. Il tira de ce corps d'armée les troupes nécessaires pour remplacer les garnisons de Cambray et de Bouchain, et c'est à son activité qu'il convient d'attribuer la conservation de ces deux places importantes. 1793. France.

Combat de Thouars. — Nous avons fait remarquer que la Convention, tout en portant son attention aux frontières du Nord, venait de faire de nouveaux efforts pour terminer la guerre civile des départements de l'Ouest. Non contente d'avoir augmenté les forces régulières destinées à agir dans ce malheureux pays, elle avait encore décrété la levée en masse de tous les hommes susceptibles de porter les armes dans les départements environnants. Le 12 septembre, un tocsin général se fit entendre dans tous les districts désignés. C'était le signal arrêté pour rassembler, aux chefs-lieux de districts, les républicains compris dans cette grande mesure. Les peines les plus sévères étaient décernées contre ceux qui manqueraient de répondre à cet appel, et de se présenter au jour dit pour être dirigés auprès des divisions actives dont ils devaient faire partie. Mais cette mesure même, au lieu d'atteindre le but que se proposait la Convention, ne servit qu'à neutraliser les efforts des troupes de ligne. Une masse effroyable d'hommes de tout âge et de toutes conditions se trouva tout à coup rassemblée. Inhabile à la guerre, dénuée de vivres et manquant entièrement de discipline, elle ne fit qu'augmenter le mal en répandant le désordre en tous lieux, et accrut l'exaspération des Vendéens, en portant parmi eux tous les excès du pillage et de la dévastation. 14 septembr. Vendée.

De leur côté, les chefs vendéens, rassemblés à Châtillon, méditaient les moyens de s'opposer avec quelque succès aux forces formidables de la Convention. D'Elbée adressait à tous les Français des pays envahis et à envahir par les Vendéens une proclamation énergique, dans laquelle il invitait à se joindre à lui tous ceux qui portaient encore dans leur cœur l'amour de la royauté, et qu'animait la haine du gouver-

1793. Vendée. nement conventionnel. Cette proclamation était ainsi conçue :

« *Au nom de sa majesté très-chrétienne Louis XVII, roi de France et de Navarre, le général en chef et les commandants des armées catholiques, à tous les bons Français, salut :*

« Français catholiques et fidèles au roi, vos amis, vos parents, vos libérateurs vous appellent; ils vous tendent les bras. Les soi-disant patriotes ont juré de vous arracher tous des bras de vos femmes et de vos enfants, pour vous faire marcher contre des hommes qui ne combattent que pour assurer votre bonheur. Au lieu de cette paix profonde, au lieu de ce bonheur si durable qu'ils vous avaient promis, ils n'ont apporté jusqu'ici chez vous que la désolation et la mort. Ils vont vous forcer, le sabre à la main et le pistolet sous la gorge, à soutenir une cause barbare et impie, à maintenir des lois de sang que vous abhorrez. Et nous, nous vous disons, au nom de votre bon roi, qui va sous peu de jours remonter sur le trône de ses pères, d'où il se prépare à vous combler de bienfaits et de faveurs, si vous vous déclarez pour lui : Venez, nos amis, vous joindre à nous sous les drapeaux de notre sainte religion; venez : nous avons tous juré de vaincre ou de périr pour notre Dieu, pour notre roi. Le terme de nos travaux est proche. Les puissances généreuses, qui combattent pour le rétablissement de l'ordre et de la monarchie française, sont aux portes de Paris. Mais nous voulons vous associer à notre gloire et aux récompenses qui attendent les courageux défenseurs de la religion et du roi. Ainsi, que tous les habitants qui sont en état de porter les armes viennent avec des fusils, des piques, des fourches et toutes autres armes de guerre qu'ils pourront se procurer, pour être prêts à marcher avec nous où il leur sera commandé.

« Ceux qui se réuniront à nous seront exempts, conformément aux intentions de Sa Majesté, du payement des impositions jusqu'à l'entier rétablissement de l'ordre et de la monarchie, et susceptibles, ainsi que leurs femmes et leurs enfants, des généreux secours réservés aux braves défenseurs du trône et de l'autel; et ceux, au contraire, qui refuseraient de marcher sous nos drapeaux, ou qui, par leurs menaces ou leurs insinuations perfides, chercheraient à détourner leurs

compagnons d'armes de leurs devoirs, seront de suite assujettis au payement de leurs impositions, regardés comme complices des crimes de la soi-disant Convention nationale de France, et traités comme tels, en juste représaille des horribles traitements exercés jusqu'ici envers les véritables amis du roi et de la religion, plongés dans les cachots ou égorgés dans leurs foyers, ainsi qu'envers nos prisonniers indignement massacrés par nos ennemis. » 1793 Vendée.

Cette proclamation était signée : d'Elbée, généralissime; de Donissan, gouverneur des pays conquis; prince de Talmont, chevalier Desessarts, de Lescure, de Laroche-Jacquelein, de Beauvollier l'aîné, Duhoux-d'Auterive, de la Ville-de Beaugé, Stofflet, chevalier de Beauvillier, et Duris-de-Beauvais, secrétaire du conseil.

Ce manifeste produisit le même effet que le décret de la Convention ordonnant la levée en masse. L'insurrection vendéenne devint plus générale que jamais. Au bruit du tocsin, ordonné par les chefs royalistes, la population entière courut aux armes, dans les contrées qui s'étaient soustraites au pouvoir de la république. Mais, de même que dans le parti patriote, cette mesure d'appeler sous les drapeaux tous les citoyens, d'arracher à leurs occupations paisibles des hommes à qui l'âge ne permettait plus de soutenir les fatigues de la guerre, eut des suites extrêmement funestes pour le succès de la cause qu'ils devaient défendre : elle fut l'origine de ce découragement universel qui s'empara de tous les esprits après les premières défaites. Des soldats pour ainsi dire improvisés, qui traînaient avec eux leurs femmes et leurs enfants, ou qui s'éloignaient trop de ces objets chers à leur cœur, ne devaient aspirer qu'au moment de rentrer dans leurs foyers, et ne pouvaient que se battre faiblement pour une cause qui compromettait ainsi leurs intérêts les plus directs.

Cependant, en même temps que les royalistes répondaient avec empressement à l'appel de leurs chefs, la levée en masse s'organisait avec un zèle égal parmi les républicains. Lescure, instruit que le contingent du district de Thouars devait se rassembler dans cette ville le 14 septembre, prend la résolution de le dissiper. Il marche d'abord sur Airvault, à la tête

1793. Vendée. de sa division, pour inquiéter les républicains aux ordres du général Rey; puis se rabattant tout à coup sur Thouars, il arriva, peu avant la nuit, à deux lieues de cette ville. Les gardes nationales, et les levées en masse qui s'y trouvaient, formaient à peu près 20,000 hommes. Lescure n'en avait guère avec lui que 4,000, et cependant il eût emporté Thouars, si les Vendéens, moins attachés à leurs préjugés, eussent profité des ombres de la nuit pour fondre sur les républicains, et répandre parmi eux la terreur et la confusion. Mais n'ayant pu vaincre leur répugnance pour les attaques nocturnes, il ne s'avança que vers le point du jour contre la ville. Les royalistes eurent d'abord un succès marqué. Ils s'emparèrent du pont de Vrinne, pénétrèrent dans les faubourgs, dispersèrent la levée en masse, qui couvrit aussitôt la plaine de ses fuyards. Ils allaient se rendre maîtres de Thouars, lorsque le général Rey, qui s'était aperçu que Lescure l'avait joué, parut tout à coup avec sa division. A cet aspect inattendu, le général vendéen rassemble à la hâte ses soldats, occupés à la poursuite des fuyards; il présente à l'ennemi un front menaçant et opère, sous le feu des patriotes étonnés, la première retraite régulière des Vendéens. Les gendarmes de Rey voulurent la troubler; mais Lescure et ses officiers les attendirent de pied ferme, et ils n'osèrent avancer. Ce fut après ce combat que les républicains ramassèrent, parmi les morts, le corps d'une femme, qui devint parmi eux, dans le temps, la source des bruits les plus absurdes. Les uns disaient que c'était madame de Lescure; d'autres soutenaient que c'était la sœur de ce général, qui n'avait point de sœur; et enfin une troisième opinion voulait qu'elle passât, aux yeux des Vendéens, pour une femme miraculeuse, comme Jeanne d'Arc. Or, cette prétendue femme miraculeuse n'était autre chose qu'une paysanne de Courlay, nommée Jeanne Robin, qui, depuis le commencement de la guerre, n'avait cessé de combattre avec le plus grand courage.

14 septemb. *Combat de Doué.* — Pendant que Lescure se battait à Thouars avec les républicains, Talmont, d'Autichamp et Perault attaquaient imprudemment, et contre l'avis de d'Elbée, la division de Santerre, postée à Doué. Averti de leur mou-

vement, ce général avait pris quelques mesures, et sa troupe était rangée en bataille, hors de la ville, au moment où les Vendéens parurent sur une seule colonne, et se formèrent sur la route d'Angers. L'aile gauche des républicains plia d'abord au commencement de l'attaque; mais Scépaux et quelques jeunes officiers, s'étant trop approchés des rangs ennemis, et ayant été obligés de revenir au grand galop, portèrent le désordre dans leurs rangs. En même temps, l'aile gauche des royalistes, enfoncée par le général Turreau, se mit à fuir, et bientôt toute l'armée imita son exemple. Le résultat de ce combat fut d'ailleurs à peu près nul pour les deux partis. Le général Dambarère, de l'arme du génie, en indiquant la position et formant la ligne de la division de Santerre, avait eu la plus grande part au succès des patriotes. 1793. Vendée.

Combat de Pirmasens. — Depuis la prise de Mayence, les alliés s'étaient avancés jusque sur les frontières de la France et occupaient l'espace compris entre la Sarre et le Rhin, derrière la Lauter. Le prince de Prusse bloquait Landau; une division autrichienne était devant le fort Vauban. Les Français occupaient déjà les fameuses lignes de Weissembourg, et les deux armées, qui semblaient se craindre mutuellement, se trouvaient ainsi en présence sur une vaste étendue de terrain, sans oser rien entreprendre de décisif. Plusieurs petits combats, ou plutôt des escarmouches avaient lieu presque tous les jours; mais les résultats étaient également nuls pour les deux partis. 11 septemb. France

L'armée de la Moselle, passée sous le commandement de Schauenbourg, occupait, en avant de Sarreguemines, trois camps défensifs. Celui de gauche, vers Saint-Ingbert et Rohrbach, couvrait la route de Sarrebrück et faisait face à Kalkreuth; celui du centre était sur les hauteurs de Seelbach et de Bliescastel, et observait le prince de Hohenlohe. Le camp principal était celui de la droite, dans l'excellente position de Hornbach; il devait se lier, par Bodenthal, avec les lignes de Weissembourg. Le général Moreaux [1], qui commandait ce dernier camp, y

[1] Ce n'est pas le même que le fameux général de ce nom. Moreaux (Jean-René), né à Rocroy (Ardennes) en 1758, a toujours été confondu, même dans le *Moniteur*, avec le vainqueur de Hohenlinden, Moreau (Jean-Victor).

1793. France entretenait une excellente discipline. Contre son avis, les commissaires de la Convention Mallarmé et Lacoste, présents à cette armée, voulurent qu'il attaquât les Prussiens retranchés à Pirmasens; Moreaux leur opposa vainement le danger et l'inutilité d'une pareille entreprise. Pirmasens, placée sur la route de Deux-Ponts à Landau, et sur le revers occidental du mont Tonnerre, était défendue par cent pièces de canon qui rendaient cette ville inexpugnable; mais les députés n'écoutèrent point ces conseils d'une expérience éclairée; il fallait obéir: et le 14 septembre, les Français quittent les retranchements qu'ils avaient formés au camp de Hornbach et s'avancent sur la chaussée qui va de Deux-Ponts à Pirmasens. Ils rencontrent d'abord plusieurs corps d'avant-garde et de cavalerie : soutenus par leur artillerie légère, ils les repoussent et les font rétrograder jusqu'à leur camp, en vue duquel ils se trouvent bientôt eux-mêmes. Les representants du peuple comptaient sur la bravoure française, et s'imaginaient que rien ne pouvait lui résister; mais la bravoure ne réussit pas toujours, surtout quand on l'emploie maladroitement à vouloir surmonter des obstacles invincibles. Ces conventionnels se mettent à la tête des troupes, et gravissent avec intrépidité la forte position ennemie. A ce moment, quarante bouches à feu de 16 faisaient sur les assaillants des décharges continuelles à mitraille. Pendant plus de dix minutes, les Français restèrent exposés à ce feu meurtrier qui emportait des rangs entiers. Cependant, à

On considérait l'*x* final comme une erreur typographique. Quoi qu'il en soit, Moreaux était déjà général de division et venait d'être nommé général en chef de l'armée de la Moselle (1793), que son homonyme n'était encore que général de brigade à l'armée du Nord. Moreaux, ayant refusé le commandement en chef, prit celui du corps des Vosges, composé de trois divisions, dont le quartier général était à Hornbach. Ce sont les troupes de ce corps qui prirent part à la malheureuse affaire de Pirmasens. Moreaux accepta enfin le commandement en chef de l'armée de la Moselle, le 7 juillet 1794, après le départ de Hoche et celui de Jourdan. C'est avec cette armée qu'il organisa et disciplina, qu'il sut, en deux mois, s'emparer du pays de Trèves, d'une partie de celui de Luxembourg, achever la conquête du Palatinat et se rendre maître de la rive gauche du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Coblentz. Il dirigeait le siége de Luxembourg, lorsqu'il mourut presque subitement à Thionville, dans la nuit du 10 au 11 février 1795; et jusqu'à présent cette fin prématurée, comme celle de Hoche, est encore un mystère.

force de courage, ils étaient parvenus à s'approcher des retranchements, et déjà ils se préparaient à les attaquer à la baïonnette, lorsque la colonne de droite, commandée par le général Guillaume, accueillie presqu'à bout portant par la mitraille d'une batterie masquée, de plusieurs pièces de canon, recule à moitié renversée. Son mouvement porte la confusion dans l'armée : la terreur s'y répand ; son courage se refroidit ; elle ne voit plus devant elle qu'une mort certaine. L'infanterie et la cavalerie se mettent à fuir pêle-mêle et dans le plus grand désordre. Les troupes mitraillées se retiraient avec tant de précipitation, que l'artillerie ne pouvait les suivre. Si les Prussiens eussent poursuivi les vaincus, elle tombait tout entière en leur pouvoir. La confusion était si grande, que plusieurs bataillons, emportés par la terreur, s'égarèrent en plein jour dans les bois et les défilés qui entourent Hornbach, et ne revinrent que le soir au camp. Cette attaque mal calculée, et qui prouva le danger d'avoir dans les armées des hommes qui, sans être militaires, peuvent commander aux généraux, eut des suites longtemps funestes pour les Français. Ils perdirent 4,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, vingt canons, et cette confiance audacieuse qui fut toujours la cause des grands succès militaires. L'armée française, après cette déroute, se retira sur Sarreguemines, après un nouvel échec qu'elle essuya dans sa retraite. 1793. France.

Combat du camp de Nothweiler. — Tandis que le général Moreaux échouait dans l'attaque du camp de Pirmasens, les Français reprenaient celui de Nothweiler, dont l'ennemi s'était emparé par surprise. Ce camp, l'un de ceux que l'armée du Rhin avait retranchés avec le plus de soin, faisait partie des lignes de Weissembourg. Le général d'Arlande l'avait commandé jusqu'au mois d'août. Mais à cette époque, ce général, dégoûté du républicanisme, et qui penchait en secret pour la cause royale, avait passé à l'ennemi et pris du service dans le corps que commandait le prince de Condé. Le 11 septembre, il vient, à la tête d'un parti autrichien, attaquer et surprendre le camp de Nothweiler. Connaissant toutes ses issues, il y pénètre facilement sans être reconnu, force les troupes qui le composaient, leur prend cinq canons, et s'y établit. Cet 14 septemb.

1793. France. échec piquait l'honneur des conventionnels présents à l'armée. Le camp de Nothweiler, placé à l'entrée des gorges de Weissembourg, était d'ailleurs important pour les Français. En conséquence, il fut résolu de l'attaquer dès le lendemain. Trois colonnes furent employées à cette action. La première, formant l'aile gauche, aux ordres du général Fleury, repoussa l'ennemi, qui déjà s'était avancé jusqu'à Dannbrück. En même temps l'aile droite, dirigée par les généraux Dubois, Desaix et Michaud, attaquait les Autrichiens dans la forêt de Bienwald, où ces derniers s'étaient retranchés. Après un combat très-long les Autrichiens plièrent et abandonnèrent leur position, laissant au pouvoir des vainqueurs leurs munitions, leur artillerie, et, sur le champ de bataille, 2,000 morts et 500 blessés. Pendant que la gauche et la droite remportaient ces avantages, le centre était aux prises avec un corps de l'armée de Condé, campé dans les villages de Barbelroth et Blusweiler. Les émigrés opposèrent une longue et forte résistance; mais, rompus par une charge des hussards dits de la Liberté, ils cédèrent et opérèrent leur retraite en bon ordre, jusqu'à Nieder-Rorbach.

Cependant le but de l'attaque n'était point atteint; le camp de Nothweiler était toujours occupé par l'ennemi. Le 13, les Français passèrent la journée à canonner et à détruire le fort de Kehl. Mais le 14, à la pointe du jour, le premier bataillon de la Haute-Saône, le premier des Vosges et le septième d'infanterie légère, conduits par l'adjudant général Mallet [1], sortent de Bobenthal et attaquent l'ennemi par la gauche, dans le camp retranché. Six autres bataillons se portent sur la droite. La résistance était vigoureuse, le succès indécis, lorsque deux bataillons gravirent les hauteurs pour attaquer le centre. L'action devient alors très-chaude; mais le septième bataillon d'infanterie légère saute audacieusement dans les redoutes; les autres bataillons le suivent, chargent l'ennemi à coups de baïonnette et de crosse de fusil : en un moment sa déroute est complète. Mitraillé par une pièce unique portée à bras sur une hauteur qui domine Nothweiler, il fait une perte immense. Poursuivi vivement, il abandonne ses armes, ses mu-

[1] Depuis chef de la conspiration de 1812.

nitions, et court se rallier à Nieder-Rorbach. Le camp de Nothweiler, le vallon qui était au bas, la redoute et le village de Bobenthal étaient jonchés de ses morts et de ses blessés. 1793. France.

Combat de Montaigu. — Les colonnes républicaines opéraient en toute hâte leur mouvement dans la basse Vendée, et répandaient sur leur passage la terreur et la dévastation. En vain Charette, à l'imitation des autres chefs royalistes, avait fait un appel général à tous les habitants des contrées qu'il occupait; saisis d'effroi à la vue des patriotes, qui mettaient tout à feu et à sang pour exécuter les ordres de la Convention, les Vendéens semblaient avoir perdu pour un moment leur courage et leur énergie, et les drapeaux de Charette ne rassemblaient plus qu'un petit nombre de braves, dévoués à la cause royale, et qui aimaient mieux périr que de l'abandonner. Trop faible pour résister ainsi partiellement aux forces républicaines, le général vendéen fuyait en désordre devant elles. Cependant il s'arrête à Montaigu, et dépèche de là des courriers à la grande armée vendéenne, pour lui demander des secours. Mais, avant qu'il ait pu les recevoir, il est attaqué par la colonne de droite de l'armée du général Canclaux, aux ordres de Beysser. Malgré la désertion de la plupart des siens, Charette veut disputer le terrain, et lui-même s'avance jusqu'au bourg de Saint-Georges, à la rencontre de l'ennemi, dont l'avant-garde paraissait déjà sur les hauteurs qui dominent la ville. Le combat commence aussitôt, et, dans cette première charge, les Vendéens ont un moment l'avantage. Mais Beysser arrive par la route de La Rochelle avec le reste de sa division. A cette vue, la terreur s'empare des Vendéens; ils se pressent, en fuyant, les uns sur les autres, se fusillent entre eux, et se retirent en toute hâte vers Montaigu. L'ennemi les poursuit au pas de charge, entre aussitôt qu'eux dans les rues de la ville, et les massacre à coups de baïonnette. La déroute des royalistes était générale, et cependant Beysser, qui venait de leur tuer au moins six cents soldats, et qui restait maître de Montaigu, ne jugea point à propos de les poursuivre [1]. 16 septemb. Vendée.

[1] Un trait singulier eut lieu dans cette affaire. Au moment où les royalistes, saisis de terreur, se précipitaient vers Montaigu, une vingtaine de

1793. 18 septemb. Vendée.

Combat de Coron. — Le succès obtenu à Doué par le général Santerre avait enhardi ce dernier, qui d'ailleurs venait de recevoir des renforts. Il marchait de Coron sur Vexins, lorsqu'il fut attaqué par le chef vendéen Piron, à la tête d'une division de l'armée royale renforcée par une partie de celle aux ordres de Laroche-Jacquelein. Ces troupes réunies formaient à peu près 12,000 hommes. Les républicains étaient au nombre de 40,000 hommes, la plupart de la levée en masse, et occupaient, marchant sur une seule colonne, une ligne de quatre lieues sur la grande route. Piron profita de cette disposition vicieuse; il attaqua avec vigueur le centre de cette immense colonne. Après une heure et demie de combat, les nouvelles levées, effrayées, jetèrent leurs armes. Leur ligne fut coupée en tant d'endroits, que le désordre fit rompre tous les rangs. Le combat ne fut plus qu'une déroute. L'artillerie des républicains, envoyée trop tard, défilait à ce moment dans la rue longue et étroite du bourg de Coron. Piron, sans perdre de temps, se porte en force en avant et en arrière du village. Les canons des patriotes, dont les royalistes s'emparèrent, furent aussitôt dirigés contre eux. Cette mesure acheva leur défaite; chacun chercha son salut dans la fuite. Les Vendéens fondent avec fureur sur les fuyards. La levée en masse, qui la première avait lâché pied, fut aussi la plus maltraitée. La terreur des républicains était telle, qu'ils coururent l'espace de quatre lieues sans s'arrêter, et que plusieurs, se croyant encore poursuivis, se tuèrent entre eux, parce qu'ils se prenaient, les uns les autres, pour des ennemis. Dix-huit canons et leurs caissons, beaucoup de fusils et une quantité prodigieuse de piques, seules armes dont se servait encore la levée en masse, furent, pour les royalistes, le fruit de cette journée, dans laquelle l'im-

hussards républicains s'étaient jetés dans le groupe le plus épais, et sabrèrent longtemps avant de trouver la mort. Un d'eux, Louis Guillaume, dit *le Téméraire*, noir africain, est renversé avec son cheval qu'il croit mort. Il veut se brûler la cervelle, pour ne pas tomber au pouvoir de l'ennemi; mais un Vendéen court à lui; Téméraire l'ajuste et le tue du même coup de pistolet qu'il se destinait. L'explosion fait relever son cheval; l'Africain saute dessus, traverse les Vendéens, qui font sur lui une décharge terrible de mousqueterie. Il les écarte à coups de sabre et regagne son corps sans avoir reçu une seule blessure.

péritie de Santerre parut encore plus grande que la pusillanimité du plus grand nombre de ses soldats. 1793. Vendée.

Combat de Beaulieu. — Vainqueur de Santerre à Coron, le chef vendéen Piron se hâta de détacher une partie de sa division pour l'envoyer au secours du chevalier Duhoux, qui avait ordre de d'Elbée de s'opposer aux progrès d'une colonne républicaine, sortie d'Angers, et se dirigeant sur Chollet par le Pont-de-Cé. Duhoux, ainsi renforcé, se met aussitôt en marche, et trouve les patriotes campés à Beaulieu, petite bourgade de l'Anjou, peu éloignée du Pont-de-Cé. Par l'un de ces hasards trop communs dans les guerres civiles, le général Duhoux, commandant les républicains, était opposé au chevalier Duhoux, son neveu, qui commandait les royalistes. Celui-ci n'est point arrêté par les liens du sang, ou plutôt cette circonstance même lui inspire une nouvelle ardeur; il fond avec impétuosité sur l'avant-garde des patriotes, et la force de se replier derrière la rivière de Layon par le pont Barré. 19 septemb.

Ce passage était défendu par une tête de pont hérissée d'artillerie, dont les décharges multipliées contraignirent les Vendéens de s'arrêter. Pendant ce temps, le général Duhoux avait rangé en bataille la moitié de ses troupes au-dessous du pont Barré; mais une imprudence qui, depuis, lui devint fatale, lui fit placer le reste dans un enfoncement coupé par les chemins vicinaux et entièrement contraire à toute espèce d'évolution.

Cependant les Vendéens auraient peut-être remis l'attaque au lendemain, sans un incident qui vînt leur faciliter le passage de la rivière de Layon. A un quart de lieue au-dessous du pont Barré, était un autre pont qui avait été coupé par les républicains. Guidée par un paysan nommé Bernier, une troupe de Vendéens traverse la rivière à la nage, s'empare du pont, le répare et livre un passage facile aux royalistes. Ceux-ci s'élancent rapidement sur les patriotes; mais le général Duhoux s'oppose à leur impétuosité. Les deux ailes des royalistes, effrayées par le feu roulant des batteries républicaines, reculent en désordre. Le chevalier Duhoux, Cadi et Desorinière, qui venaient de forcer le pont Barré, arrivent à

1793. Vendée. leur secours, et, se mettant à la tête du centre, rétablissent le combat. Les patriotes, écrasés, lâchent pied à leur tour. Les bataillons de Jemmapes et d'Angers sont hachés par les Vendéens. En un moment, la déroute des républicains est générale; ils fuient avec précipitation, sans avoir pu tirer parti de leur artillerie : enfoncée dans des chemins effroyables où il était impossible de la faire mouvoir, elle tombe tout entière au pouvoir de l'ennemi. Tel était le désordre de cette affreuse déroute, que, pour s'échapper plus vite, la levée en masse jetait ses armes, fuyant à travers les champs. Cinq cents pères de famille, tant d'Angers que des environs, ayant été coupés au pont Barré, sont presque tous égorgés par les Vendéens, que la victoire rend impitoyables. La perte des républicains dans ce combat fut immense : 4,000 des leurs, tués, blessés ou prisonniers, restèrent sur le champ de bataille. L'artillerie, les bagages, tout le matériel de l'armée des patriotes, furent pour les royalistes les trophées de leur triomphe. Le général Duhoux, à l'arrivée du centre des Vendéens, avait pris lâchement la fuite, et avait ainsi donné l'exemple de la défection. Cette circonstance, jointe à ses mauvaises dispositions, le fit accuser par les républicains d'avoir été d'intelligence avec son neveu le chevalier Duhoux, pour faire écraser les troupes sous ses ordres. On prétendit que le chevalier avait dit à ses soldats, qui se plaignaient de ne pas avoir de munitions avant le combat : « Prenez patience, mon oncle ne nous en laissera pas manquer. » Le général Duhoux, mis en jugement sur cette accusation, porta sa tête sur l'échafaud.

19 septemb. *Bataille de Torfou.* — Cependant l'armée du général Canclaux avançait rapidement dans la basse Vendée, et continuait les opérations ordonnées par le Comité de salut public. Le port Saint-Père, Pornic, Bourgneuf, Machecoul, Villeneuve, Aigrefeuille, Legé, Palluau, Montaigu et Clisson, avaient éprouvé successivement l'épouvantable effet des mesures de destruction arrêtées contre ce malheureux théâtre de la guerre civile. Charette, accablé par le nombre, affaibli journellement par la désertion, ne cessait d'envoyer courriers sur courriers au conseil de la grande armée royaliste, afin de solliciter de prompts secours, et alléguant que leur

cause était à jamais perdue, s'ils laissaient l'ennemi s'établir dans la basse Vendée. Les chefs de cette armée sentirent enfin toute l'importance des raisons de Charette, et se déterminèrent à lui envoyer des renforts. Ils rassemblent toutes les forces que le besoin de la défense leur permet de détacher des points qu'ils occupent, et viennent se réunir à Charette dans la ville de Chollet. Les chefs royalistes, à l'exception de Henri de Laroche-Jacquelein, se trouvaient tous présents à ce rendez-vous général. Leur armée pouvait compter 40,000 combattants. Charette la passa en revue dans la plaine de Chollet, et chaque division défila sous ses yeux en bon ordre. La vue d'un si grand rassemblement ranime le courage des Vendéens ; chacun promet de faire bien son devoir et tous demandent à grands cris qu'on les mène à l'ennemi. Charette, témoin de leur ardeur, résolut cependant d'attendre la principale colonne républicaine, qui, maîtresse de Clisson, suivait la ligne de la Sèvre pour envahir Tiffauges et Mortagne. Il apprend qu'elle-même est en marche pour le joindre, et que l'incendie de Tiffauges signale son passage ; c'était le 19 octobre. Alors, ne consultant plus que leur courage et la haine qui anime leurs soldats, les chefs royalistes se mettent en route et arrivent au moment où le général Kléber faisait ses dispositions de défense.

1793. Vendée.

Les Vendéens s'étaient rangés en bataille, occupant l'espace compris entre Tiffauges et Chollet, faisant face à Torfou. Déjà ils se préparent à charger ; mais, pressé par l'ardeur de ses troupes, Kléber, au lieu d'attendre, commence lui-même l'attaque. Les Mayençais, qui faisaient la plus grande partie des troupes républicaines, se jettent sur le village de Boussay-sur-Sèvre, l'emportent à l'arme blanche ; ils avancent ensuite sur Torfou, s'emparent encore de cette position, et placent deux bataillons en avant du village. Au premier feu, les Vendéens prennent la fuite, principalement les soldats de Charette, que leurs précédents revers avaient découragés. Alors Lescure, mettant pied à terre avec quelques-uns de ses officiers, s'écrie : « Y a-t-il 400 hommes assez braves pour venir mourir avec moi? » 1,500 se présentent, commandés par Bourasseau, paysan de la commune des Echambroignes.

1793. Vendée. A la tête de ce bataillon d'élite, Lescure soutient pendant deux heures le combat, et occupe les Mayençais, qui, dans ce pays couvert et inégal, ne pouvaient point s'apercevoir du petit nombre de leurs adversaires. Sur ces entrefaites, Bonchamp arrive avec sa division; il tombe sur les fuyards de Charette, et les force de revenir à la charge. Alors les royalistes commencèrent à se répandre sur la gauche des républicains. Kléber, qui s'y trouvait, reçut leur choc à la tête de ses grenadiers, et fut blessé. Ses soldats le sauvèrent, en l'emportant au milieu de la mêlée. Les haies et la disposition du terrain dérobaient à ceux-ci les mouvements de l'armée vendéenne; ils ne savaient sur quel point porter leurs forces pour se défendre. Enfin, une vive fusillade s'étant engagée sur les derrières, près de leur artillerie, ils craignirent de la perdre, et les dispositions qu'ils tentèrent pour la conserver jetèrent tout à fait le désordre dans leurs rangs. Leurs colonnes s'engagent dans des chemins tortueux et profonds, et sont exposées au feu des Vendéens. Un bataillon de la Nièvre, qui gardait les canons des Mayençais, cède aux efforts des assaillants. Les canonniers sont hachés sur leurs pièces, et l'artillerie tout entière tombe au pouvoir de l'ennemi. Bientôt le bruit de ce succès se répand sur toute la ligne vendéenne. Les royalistes, sentant accroître leur courage avec l'espoir de la victoire, se précipitent en masse et font partout un affreux carnage.

Kléber, quoique grièvement blessé, parvient cependant, par son sang-froid et son habileté, à rétablir un peu l'ordre dans son armée et à prévenir une déroute complète. Les Mayençais, entourés de tous côtés, se déterminent enfin à quitter le champ de bataille; ils opèrent leur retraite par échelons, en faisant toujours face à l'ennemi. Les Vendéens, peu accoutumés à de semblables retraites, s'obstinent à les pousser avec plus d'acharnement. En vain une partie d'entre eux cherche à couper le chemin à ces troupes valeureuses; en vain, à plusieurs reprises, la cavalerie vendéenne s'élance sur eux; un feu terrible, autant de fois, les écarte et repousse les plus téméraires. Cependant après une retraite de six lieues, peut-être auraient-ils été rompus, sans une me-

sure de leur savant et intrépide général. Kléber, arrivé au pont bâti sur la Sèvre, auprès de Clisson, y fait placer deux pièces de canon et dit à Schouardin, commandant le bataillon des chasseurs de Saône-et-Loire : « Faites-vous tuer là avec votre troupe. — Oui, mon général ! » répond cet officier avec un sang-froid héroïque. Schouardin fait servir ses pièces avec vivacité, demeure longtemps immobile dans ce poste périlleux, y meurt avec cent des siens, et assure ainsi, par son noble dévouement, la retraite de ses camarades. Pendant qu'il servait ainsi de rempart aux fuyards, Kléber avait rallié les Mayençais et s'était mis en mesure d'arrêter les Vendéens, qui n'allèrent pas plus loin.

1793. Vendée.

Deux brigades envoyées de Clisson par le général Canclaux, et commandées par Vimeux et Dubayet, prirent un instant l'offensive, mais sans pouvoir recouvrer les canons et les obusiers enlevés au commencement de l'action. Charette et Bonchamp conservèrent le champ de bataille.

Tel fut l'événement de la célèbre journée de Torfou. Les républicains y perdirent beaucoup de monde : car les chefs vendéens, regardant les Mayençais comme violateurs de l'article de la capitulation par lequel ils avaient promis de ne pas servir d'un an contre les puissances coalisées, et se considérant eux-mêmes comme faisant partie de ces puissances, avaient, avant le combat, défendu de faire quartier à aucun d'eux. 3,000 morts restèrent sur le champ de bataille, et le nombre des blessés surpassa encore celui des morts. Les royalistes perdirent environ 1,000 des leurs. Le conventionnel Merlin de Thionville faillit d'être massacré, et son secrétaire, Rifle, tomba percé de coups à ses côtés.

Combats de Montaigu et de Clisson. — Après la bataille de Torfou, Charette et Bonchamp firent halte à Tiffauges, et se décidèrent à attaquer la colonne républicaine, entrée le 16 à Montaigu, sous les ordres de Beysser, afin d'empêcher sa jonction avec celle des Sables-d'Olonne, qui déjà était à Saint-Fulgent. Le 21, Charette marche par la route de Clisson, et Bonchamp par celle de Boussay. Ils paraissent au moment où Beysser y pensait le moins. Le feu des royalistes, qui déjà étaient aux prises avec son avant-garde, le tire de sa sécurité :

1793. Vendée. il se hâte de prendre quelques dispositions ; mais déjà il n'était plus temps, et son avant-garde, où se trouvait le conventionnel Cavaignac, avait été repoussée. Beysser veut faire avancer l'artillerie; les Vendéens se précipitent sur les canons, s'en emparent et les tournent aussitôt contre les républicains. En vain Beysser tente encore de nouveaux efforts, il est atteint par un biscaïen et tombe. Les patriotes, qui le croient mort, se débandent aussitôt, et la déroute devient générale. En même temps, les Vendéens se précipitent dans la ville. Tous ceux qu'une prompte fuite n'a pas mis en sûreté, sont impitoyablement massacrés par les royalistes, qui restent maîtres de Montaigu. La garnison du château se fit jour courageusement l'épée à la main, tandis que le reste des troupes se réfugiait à la Sorinière.

Instruit de la défaite de Beysser, le général Canclaux, qui était à Clisson, pensa qu'il était prudent de faire replier sa division sur Nantes. Il se met, en conséquence, en marche. Mais déjà Bonchamp et Lyrot de la Patouillère, avec Talmont et d'Isigny, étaient partis pour l'attaquer. Ils l'atteignent à sa sortie de Clisson, et se jettent tout à la fois sur les flancs et sur la queue de sa colonne. Trois fois Bonchamp revient à la charge avec un courage et une ardeur héroïques, et trois fois il est repoussé, quand tout lui présageait une victoire signalée. Charette, qui avait promis de venir le joindre, n'arrivait point; ce manque de parole achève de jeter le découragement parmi les Vendéens. Canclaux en profite, et parvient à rompre leurs colonnes. Bonchamp fait de vains efforts pour rallier ses soldats et les ramener au combat. Le bruit se répand parmi eux qu'ils sont trahis, puisque Charette, au secours duquel ils sont venus, les abandonne. Il n'est plus possible de les retenir; chacun cherche son salut dans la fuite : Bonchamp et les autres chefs sont contraints de suivre le mouvement de leurs soldats. Cependant Canclaux ne jugea point à propos de les poursuivre. Il profita de leur retraite pour se retirer plus sûrement, et continua, en bon ordre, son mouvement rétrograde sur Nantes.

22 septemb. 1793. (1er vendém. an II *) France. *Bataille de Truillas.* — Enhardi par les succès remportés

* Notre intention était de suivre le calendrier grégorien dans tout le cours de cet ouvrage; mais les événements militaires de 1793 à 1794 étant pour

à Peyrestortes et sur d'autres points, le général Dagobert avait formé le dessein de dégager Perpignan, que les Espagnols tenaient investi, d'engager avec ceux-ci une affaire générale, et de leur couper la retraite sur leur territoire. Ce grand résultat dépendait d'une seule victoire, qui eût décidé du sort de la campagne aux Pyrénées-Orientales; et peut-être l'Espagne, abandonnant la coalition, eût-elle été plus tôt disposée à faire sa paix avec la république. 1793 — an II France.

L'armée ennemie, toujours sous les ordres du général Ricardos, occupait des positions très-avantageuses, que les Espagnols avaient encore rendues plus formidables en les fortifiant. La droite de cette armée était à Mas-Deu, le centre à Truillas, et la gauche sur Thuir. Ses avant-postes s'étendaient jusqu'à Ponteilla. Le 22, à sept heures du matin, Dagobert fit avancer ses troupes en ordre de bataille, et bientôt elles se trouvèrent en présence des Espagnols. Aussitôt l'attaque principale commença sur leur gauche, appuyée sur Thuir. Une vive décharge d'artillerie, servie avec beaucoup d'habileté par les canonniers républicains, est le prélude du combat. Elle est si terrible, qu'au premier coup de feu le désordre se met dans les rangs de la division espagnole. Ricardos, qui s'en aperçoit, se porte aussitôt sur Thuir, ranime ses soldats, et donne ordre à la réserve, commandée par le général Courten et campée à Mas-Deu, d'accourir pour renforcer ses troupes ébranlées. Le combat se rétablit, et se soutient quelque temps avec avantage. Mais les difficultés même inspirent aux Français une nouvelle audace; ils se précipitent une seconde fois sur les bataillons ennemis, la baïonnette en avant, et parviennent encore à rompre cette seconde ligne. Le général comte de la Union est aussi obligé de se porter sur Thuir, avec quatre bataillons d'élite et deux régiments de dragons, afin de soutenir cette importante position.

Tous les efforts des Français s'étaient portés sur cette gauche, défendue par douze pièces de 24, et commandée par le duc

la plupart relatés sous la date de l'ère républicaine dans les documents historiques que nous avons employés, nous avons cru devoir conserver ces dates à côté de celles de l'ère vulgaire, pour éviter les recherches que cette omission occasionnerait à un grand nombre de lecteurs.

1793 — an II. France.

d'Ossuna. Cette batterie formidable faisait contre les assaillants un feu terrible, et cependant la valeur française n'en était point ébranlée. Une colonne, à la tête de laquelle était le brave régiment de Champagne, s'avançait avec intrépidité, dans l'espérance de s'en emparer. Le duc d'Ossuna, qui s'aperçoit de ce mouvement, ordonne à ses canonniers de discontinuer leur feu. Les Français, qui s'imaginent que les Espagnols cherchent à les éviter, redoublent d'ardeur et se précipitent en avant; mais à peine sont-ils à demi-portée de canon, que le général espagnol fait faire une nouvelle décharge. Le régiment de Champagne est abîmé. De nouveaux bataillons succèdent en vain à ces braves; ils trouvent également la mort sur les cadavres de ceux qui les ont précédés. Les Français sont forcés de renoncer à cette attaque.

Pendant l'horrible boucherie qui avait lieu en avant de cette batterie des Espagnols, une seconde colonne française cherchait à la tourner par la gauche. Après avoir forcé de nombreux abatis d'arbres qui couvraient une petite redoute, et en avoir chassé le détachement qui la défendait, elle s'était présentée devant cette même redoute. Le commandant, se voyant coupé, croit devoir l'abandonner aux Français, et va se réunir au detachement qui s'était retiré sur une hauteur voisine et y faisait une vigoureuse résistance. Cependant les Français allaient probablement parvenir à les déloger, lorsque le comte de la Union fait un mouvement pour les prendre en flanc, et les oblige à faire face à son attaque. Dans cet instant, le duc d'Ossuna avait éloigné de sa batterie la première colonne; il tourne une partie de ses canons sur la seconde. Pris ainsi en front par le comte de la Union, en flanc par le duc d'Ossuna, et en queue par les Espagnols restés sur la hauteur, les Français se défendent avec intrépidité; malgré l'infériorité de leur nombre, ils font face de toutes parts à l'ennemi, et peut-être se seraient-ils ouvert un passage à travers ces bataillons qui les cernaient, si le général Ricardos, à la tête des carabiniers royaux et des chasseurs de Pavie, ne fût accouru pour leur fermer toute issue et les charger avec impétuosité. C'est en vain qu'ils cherchent à se défendre; bientôt, rompus de toutes parts, ils perdent toute leur force en se désunissant : le combat n'est plus qu'une

déroute complète. Sur ces 4,000 Français qui avaient commencé l'attaque, à peine quelques centaines parviennent a s'échapper. Cette partie du champ de bataille et celle en avant de la grande redoute étaient tellement couvertes de cadavres, que la cavalerie espagnole ne put qu'avec peine se mettre à la poursuite du petit nombre de fuyards que le fer ou les boulets avaient épargnés. Néanmoins le plus grand nombre, atteints dans leur course, furent faits prisonniers.

Ainsi se trouvait presque détruite la partie la plus belle et la mieux disciplinée de l'armée des Pyrénées-Orientales. Elle était composée des régiments de Champagne, Médoc, Vermandois, Boulonnais, et des gardes nationales des deux départements du Gers et du Gard.

Vaincus dans leur attaque de droite, les Français n'avaient pas un meilleur succès dans celle du centre. La droite de l'ennemi, étant regardée comme peu importante par Dagobert, avait été négligée, et quelques bataillons de tirailleurs avaient seulement été détachés contre elle, pour inquiéter les Espagnols et les tenir en échec. Mais le centre avait été attaqué par deux fortes colonnes, non moins braves que celles qui venaient de succomber. Elles avaient d'abord forcé avec assez de facilité les avant-postes ennemis, et se portaient en bon ordre sur le quartier général, à Truillas. Le général Courten, qui y commandait, fit des dispositions aussi sages que celles du duc d'Ossuna. Les Français sont obligés de ralentir leur marche, et d'avancer dans un ordre de bataille plus serré. En même temps, le général Ricardos, qui venait de s'apercevoir que l'intention de Dagobert n'est point d'attaquer sérieusement sa gauche, détache de cette partie de son armée 4,000 hommes, infanterie et cavalerie, commandés par le baron de Kesel, pour prendre les Français par le flanc droit, et le brigadier don Diego Godoy, avec deux régiments de cavalerie seulement, pour les prendre par le flanc gauche, pendant que Courten les attaque en front avec toute son infanterie et son artillerie. Ces mouvements réussissent au gré du général espagnol. Au moment où Godoy s'avançait pour exécuter sa manœuvre, il est encore renforcé par la moitié de la brigade des carabiniers et un corps d'infanterie que la Union lui envoyait. Ces différentes forces s'avancent avec

1793 — an II. France.

précision ; et tandis que les Français étaient occupés à assaillir le général Courten, leur colonne de gauche se trouve tout à coup cernée et menacée de toutes parts. En vain quelques braves demandent à mourir les armes à la main, plutôt que de se rendre. Avant d'en venir à cette extrémité, le commandant de cette colonne sollicite vingt minutes pour recevoir les ordres de Dagobert, qui se trouvait à l'arrière-garde de l'armée française ; quinze seulement lui sont accordées. Instruit du danger où se trouve cette colonne, le général français accourt pour la délivrer ; il tombe sur les troupes de Godoy, et tire indistinctement sur les Français et sur les Espagnols. La colonne cernée sent ranimer son courage. Le combat recommence avec tout l'acharnement qu'on doit attendre du désespoir. Mais la bravoure devient inutile contre le nombre et l'avantage du terrain. Les Français sont impitoyablement massacrés par un ennemi que leur résistance et le refus de se rendre précédemment avaient rendu cruel. Truillas est bientôt, ainsi que Thuir, jonché de cadavres et de blessés. Dagobert, repoussé, ne peut empêcher la perte entière de sa colonne de gauche ; et celle de droite, occupée à combattre Courten, ne peut porter aucun secours aux vaincus. Bientôt écrasée elle-même par toutes les forces espagnoles réunies, elle est obligée de céder.

Une partie des troupes chercha, après cet événement, à se jeter dans les montagnes qui entourent Terrats et Sainte-Colombe, et ces deux villages furent même occupés. Mais le comte de la Union suivit les Français dans ce mouvement, trop important pour le maintien du succès des Espagnols.

Quoique la victoire fût décidée en faveur de ces derniers, elle ne pouvait cependant être complète que lorsque les troupes françaises seraient délogées des hauteurs qu'elles occupaient, et il était déjà quatre heures du soir avant que les Espagnols fussent en mesure de pouvoir forcer la position formidable que venaient de prendre leurs ennemis ; mais le général Ricardos ayant donné l'ordre au général Courten de se joindre au comte de la Union, et ce dernier ayant reçu quelques bataillons de renfort, une dernière attaque obligea les Français de se retirer encore, et de fuir après avoir rompu leurs caissons, mis le feu aux poudres et précipité dans les ravins l'ar-

tillerie qu'ils ne pouvaient enlever. Cette sanglante bataille, où les généraux espagnols montrèrent de l'habileté, coûtait aux vaincus plus de 6,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Les Espagnols, favorisés par leur position, en avaient à peine perdu 1,500. 1793 — an II. France.

Combat de Saint-Fulgent. — Charette et Lescure, au lieu de seconder Bonchamp, qui se battait avec sa valeur accoutumée à Clisson, s'étaient dirigés sur Saint-Fulgent, où se trouvait, sous les ordres du général Mieskouski, le troisième corps de l'armée républicaine, qui avait pénétré dans la basse Vendée. Charette, avant d'attaquer, donne ordre à Royrand, campé près des Herbiers, de s'embusquer, avec 3,000 hommes, aux Quatre-Chemins, et de fondre sur les troupes républicaines au moment où elles seraient chassées de Saint-Fulgent, et poursuivies. Mais Charette, qui espérait commencer le combat le matin, ne put arriver qu'une heure avant le coucher du soleil. Néanmoins il s'élance sur les républicains, qui le repoussent. Secouru par Lescure, Beauvollier et le chevalier de Mondyon, il reprend l'avantage. Il était nuit, et, malgré la répugnance des Vendéens pour les engagements nocturnes, ils étaient si animés, que cette fois ils se battirent avec une grande intrépidité. Éparpillés dans la campagne pour éviter les effets de l'artillerie républicaine, ils se fusillèrent pendant quelque temps entre eux. Enfin, après six heures de combat, et presque sans s'en douter, ils entourent les républicains et répandent parmi eux la terreur. Ceux-ci se croient coupés, jettent leurs armes et fuient en désordre. Les munitions, les bagages et vingt-deux pièces de canon tombent au pouvoir du vainqueur. Si Royrand fût resté à son poste des Quatre-Chemins, les républicains pouvaient être tous exterminés; mais, ennuyé d'attendre, il s'était retiré, et le bruit du canon l'ayant seul averti du combat, il était accouru avec 300 chevaux, qui furent d'un faible secours. Lescure, Beauvollier et Mondyon, emportés par leur ardeur à la poursuite des fuyards, faillirent être tués par plusieurs soldats qui s'étaient cachés dans les genêts. Lescure, pensant que ce pouvaient être de ceux qu'il commandait, leur crie : « Ne tirez point; ce sont vos généraux! » A ces mots, une autre décharge a 22 septemb. (2 vendém.) Vendée.

1793 — an II. Vendée. lieu presqu'à bout portant. Lescure eut ses habits criblés de balles, et Mondyon fut blessé grièvement à la main.

14 septemb. (9 vendém.) *Combat de Saint-Symphorien.* — Bonchamp, que Charette venait d'abandonner à la suite de quelques discussions pour un partage de butin fait sur les républicains, résolut de marcher avec sa seule division, qui consistait à peu près en 8,000 hommes, sur les Mayençais, campés à Saint-Symphorien, entre Tiffauges et Mortagne. Le général vendéen avait inspiré à sa troupe une telle ardeur, que, malgré la grande supériorité de l'ennemi, il eut d'abord l'avantage. A la première charge, les Mayençais ébranlés reculaient, lorsque Kléber les ranime en se portant lui-même en avant. Après deux heures et demie d'un combat opiniâtre, Bonchamp, rompu sur toute la ligne, prend le parti de la retraite. Il laissait sur le champ de bataille deux canons et 2,000 morts. Le général en chef Canclaux était présent à cette affaire, et ce fut en arrivant à son quartier général qu'il trouva sa destitution; la Convention venait de nommer à sa place le général Lechelle.

1793 — an II. (13 vend.) 4 octobre. Espagne. *Prise et évacuation de Campredon.* — La victoire des Espagnols, à Truillas, ne leur procura d'autre avantage que celui d'avoir affaibli momentanément l'armée française; mais ayant reçu des renforts de l'intérieur, le général Dagobert ne tarda pas à reprendre l'offensive. Ses démonstrations et quelques légers avantages lui permirent enfin de franchir la frontière et de porter la guerre sur le sol ennemi. Il avait forcé le général Ricardos d'évacuer son camp d'Argeles. Ardent à poursuivre les Espagnols, il les atteint, le 3, aux environs de la ville de Campredon, en Espagne. L'ennemi, qui craignait de nouveaux revers, se hâte de mettre cette ville entre lui et les Français. Dagobert forme aussitôt l'attaque de cette place. De quatre canons dirigés sur ses murailles, deux, à la première décharge, crèvent avec fracas, et cependant ne blessent personne. Dagobert n'en envoie pas moins un trompette sommer la ville de se rendre. La garnison tire dessus et le renverse, au mépris des lois de la guerre. Le général français, au lieu d'ordonner l'assaut et de venger cette violation, se contente de renvoyer une seconde fois en parlementaire un Es-

pagnol déserteur. Cette fois, le parlementaire est reçu, et le commandant demande vingt-quatre heures pour consulter son conseil, et s'engage à ne point tirer durant tout ce temps; cependant, par une nouvelle perfidie, les batteries des remparts ne cessent point de tirer. Dagobert, qui ne soupçonne pas que le délai demandé est un moyen dont les Espagnols profitent pour évacuer la ville, se contente d'éloigner un peu ses troupes, et le lendemain seulement il renvoie sommer la ville et ne lui accorde que deux heures de délai. Déjà les riches propriétaires de Campredon étaient sortis, emportant avec eux tout ce qu'ils avaient de précieux. Le délai expiré, quatre colonnes s'avancent pour livrer l'assaut. Les Espagnols font une molle résistance, et au bout de deux heures Campredon est emporté à la baïonnette. Dagobert traverse rapidement la ville, et poursuit les troupes espagnoles sur le chemin de Ripoll. Pendant ce temps, Campredon était livré au pillage; mais les habitants riches étant tous absents, il fut impossible d'y lever des contributions. Dagobert espérait pouvoir se maintenir dans Campredon. Il avait, en conséquence, donné ordre au reste de son armée, campé à Mont-Louis, de venir le joindre à Ripoll; mais des deux généraux qui commandaient ces troupes, l'un étant tombé malade à Quillam, et l'autre ayant été rappelé au même moment dans l'intérieur, cette circonstance empêcha leur mouvement. Trop faible alors pour garder sa position avancée, le général français abandonne le même jour Campredon, et retourne à Mont-Louis, pour concerter de nouvelles opérations. 1793 — an II Espagne.

Combat de Saint-Maurice. — Kellermann était occupé au siége de Lyon, et, pendant son absence, son armée, affaiblie par le départ des bataillons qu'il en avait déjà détachés, n'avait pu tenir en respect les Austro-Sardes. Déjà même elle avait été obligée de se replier, et les progrès des Piémontais devinrent tels, que la présence du général en chef fut jugée nécessaire. Kellermann revient à son armée. Les Piémontais, après avoir fait une trouée par le comté de Nice, s'étaient jetés dans le département du Mont-Blanc et occupaient, sur l'extrême frontière, le poste de Saint-Maurice, qu'ils avaient fortifié en y plaçant une batterie de deux pièces de canon. Kellermann se met en mouvement pour les en chasser. Son avant- 4 octobre. (13 vendém.) France.

1793 — an II. France. garde y arrive à sept heures du matin; la canonnade était vivement engagée, et les Piémontais se défendaient vigoureusement, lorsqu'à dix heures le gros de l'armée des Alpes parut avec l'artillerie. Pendant que ce corps faisait taire le canon de l'ennemi, Kellermann en fit tourner la gauche par un bataillon de grenadiers et de chasseurs. La résistance alors devint superflue; les Piémontais, forcés de céder, se retirent en toute hâte, et ne s'arrêtent que sur le petit Saint-Bernard. C'est après avoir remporté cet avantage que Kellermann écrivait à la Convention: « Le Mont-Blanc a été envahi par des forces supérieures; le Mont-Blanc est évacué aujourd'hui. La frontière de Nice à Genève est libre. La retraite des Piémontais de la Tarentaise nécessitera celle de la Maurienne. L'expulsion des Savoyards du territoire du Mont-Blanc leur a coûté 2,000 hommes et une immense quantité d'argent[1]. »

8 octobre. (17 vend.) Vendée. *Combat de Châtillon.* — Pendant que le parti royaliste remportait quelques avantages dans la basse Vendée, il éprouvait un échec dans le Poitou. Chalbos, général républicain commandant la division de Fontenay, fait, le 7, à Bressuire, sa jonction avec l'armée de Saumur. Dès le lendemain, il part avec Chabot et Westermann pour attaquer Lescure et Beaurepaire, qui, campés sur les hauteurs du moulin du Bois-des-Chèvres, couvraient avec leurs divisions la ville de Châtillon. Les républicains arrivent sur trois colonnes et placent leur artillerie sur les hauteurs, vis-à-vis le moulin du Bois-des-Chèvres. Le bouillant Westermann, qui, des trois généraux patriotes, était celui qui connaissait le mieux le pays, commence l'attaque à la tête de sa brigade; mais, quelle que fût l'impétuosité de son mouvement, il est repoussé par les Vendéens, non moins braves que lui. Attaqué à son tour par un corps d'élite commandé par Lescure en personne, il est obligé de céder, pendant que la droite et la gauche des républicains pliaient sous le feu des Vendéens, qui, suivant leur usage, évitaient le feu de l'artillerie en se jetant ventre à terre. Dès le com-

[1] Ce rapport se ressent, sans doute, du vague des relations du temps; mais il est le seul document que nous ayons pu recueillir sur une affaire qui, par son résultat, méritait cependant des détails plus circonstanciés.

mencement de l'action, le général Chambon, atteint d'une balle dans la poitrine, meurt en criant, *Vive la république!* De part et d'autre on se signale par des efforts inouïs; pendant trois heures la victoire est incertaine. Chalbos et Chabot font tout ce qu'on peut attendre de généraux qui ont de l'expérience; mais leurs troupes, rompues par les royalistes, commençaient à se retirer, lorsque Westermann, que le brave Lescure poursuivait toujours, rencontre le bataillon de grenadiers de la Convention, qui marchait à son secours. Aussitôt il fait volte-face, se met à la tête du renfort, culbute l'aile gauche des Vendéens et la met en déroute. En même temps, le général Chalbos rétablit le combat sur la gauche, et remporte le même avantage sur la droite de l'ennemi. Blessé mortellement, Beaurepaire ne dut qu'au dévouement de quelques braves de ne point tomber aux mains des républicains, qui entrent en vainqueurs dans Châtillon. 1793 — an II. Vendée.

Cependant Lescure, que les généraux républicains laissaient fuir sans le poursuivre, atteint Bonchamp, qui accourait en toute hâte à son secours. Celui-ci, après avoir fait reposer les deux troupes, n'hésite point à marcher de nouveau sur Châtillon, qu'il espère surprendre. Arrivé à la vue de l'ennemi, il attaque avec impétuosité. Son choc est tellement violent, que tout cède devant lui : canons, caissons, vivres, bagages, trésor, tout est abandonné. Mais l'immensité même du butin fut la cause de sa perte. Ses soldats, surtout les Allemands, se gorgèrent de vin et d'eau-de-vie; plongés bientôt dans l'ivresse, ils avaient perdu toute leur ardeur. 9 octobre. (18 vend.)

Pendant ce temps, les républicains se retiraient sur Bressuire. Westermann, à la tête des grenadiers de la Convention, protégeait la retraite. Averti, par ses espions, de l'état d'ivresse où se trouvaient les royalistes, il revient sur ses pas, au milieu de la nuit, et arrive aux portes de Châtillon. Au *qui vive!* des sentinelles, il répond *Royaliste,* et avance en faisant crier par toute sa troupe, *Vive le roi!* Les postes sont égorgés. Les Vendéens étaient épars dans les rues, étendus ivres-morts; il en fait le plus grand carnage, met le feu à la ville, et s'en rend entièrement maître. Les chefs ont à peine le temps de monter à cheval et de se sauver à Mortagne. Stofflet et Beauvollier s'é-

1793 — an II. Vendée. chappent en sautant par-dessus des haies. Durivault fut blessé grièvement, et Lescure eut le pouce effleuré d'une balle.

9 octobre. (18 vend.) France. *Siége de Lyon.* — Tandis que les efforts des puissances alliées, sur la frontière, étaient contenus par le dévouement et la valeur des généreux soldats de la France, la discorde civile continuait à secouer, dans l'intérieur, les torches qu'avait allumées le gouvernement révolutionnaire; de nouveaux incendies se manifestaient chaque jour, et provoquaient l'emploi des moyens les plus terribles pour les éteindre.

Nous avons vu l'insurrection d'une partie du midi de la France tenter de se lier avec celle dont la journée du 29 mai, à Lyon, avait présenté le premier développement; mais, plus mesurés dans leur mouvement, les Lyonnais, en mettant en liberté les deux commissaires de la Convention arrêtés dans cette journée [1], n'avaient exigé de ces derniers que la condition d'envoyer à Paris un rapport fidèle des événements qui venaient de se passer dans leur ville, et des causes qui les avaient fait naître. Les députés conventionnels firent en effet, à leur assemblée, un premier rapport favorable, arraché à leur mauvaise foi par la crainte du moment; mais, quatre jours après, ils peignirent les Lyonnais comme autant de rebelles que la Convention, indignement outragée dans la personne de ses membres, devait punir de la manière la plus sévère et la plus rigoureuse. Cependant le parti qui avait vaincu les montagnards [2], composé de la plus grande partie de la population lyonnaise, avait choisi de nouveaux magistrats et créé une commission pour juger les individus arrêtés le 29 mai. Châlier, condamné à mort, avait été aussitôt exécuté; les autres furent épargnés et gardés comme otages. En même temps que les Lyonnais prenaient ces mesures, ils donnaient à la patrie des preuves de leur zèle et de leur dévoument. L'armée des Alpes, qui bientôt devait s'avancer contre eux, ayant eu besoin d'artillerie et d'objets d'approvisionnement, ils s'empressèrent de lui en envoyer. Mais déjà la Convention parlait de sévir, et ce

[1] Voyez le paragraphe : *Troubles civils à Lyon*, page 151.

[2] Nous avons déjà dit qu'on nommait ainsi le parti ultra-révolutionnaire, ou des membres exagérés de la Convention.

fut en vain que Robert Lindet, l'un de ses commissaires, et Kellermann, commandant en chef l'armée des Alpes, essayèrent de détourner les foudres révolutionnaires qui allaient tomber sur cette malheureuse cité. La partie modérée de la Convention ayant succombé le 31 mai, la faction victorieuse, débarrassée de ses rivaux, ne pensa plus qu'à donner à sa domination tyrannique l'essor le plus funeste et le plus désastreux. Lyon, menacé, jeta alors les yeux sur les insurgés de la Provence, et ceux-ci marchaient à son secours au moment où, combattant pour la même cause, Toulon venait d'ouvrir son port aux Anglais. Le général Cartaux, chargé par Kellermann d'aller combattre cette armée, l'avait dissipée, et Lyon, privé de ce renfort, crut devoir faire quelques démarches de conciliation. Voici comment les accueillit un commissaire de la Convention : « Rebelles, dit-il à la députation envoyée pour faire ces offres de paix, confessez votre crime, ouvrez vos portes, montrez-vous obéissants, soyez désarmés et rendez-vous, à force de repentir, dignes de la clémence de la Convention. » Les Lyonnais connaissaient trop bien quelle était cette clémence, pour s'abandonner aveuglément à ces promesses ; ils résolurent de défendre leur cause les armes à la main, et, de son côté, la Convention ordonna que Lyon serait assiégé. Kellermann, nommé contre son gré commandant de cette affligeante expédition, parut, avec une grande partie de l'armée des Alpes, devant la cité menacée. Les gardes nationales des départements environnants, levées en masse par un décret, se joignirent à ces troupes, et bientôt Lyon se trouva investi par 60,000 hommes, dont 15,000 de troupes réglées. Cent pièces de canon furent préparées pour le siége, et cinq cents canonniers exercés furent envoyés pour les servir. 1793 — an II. France.

Kellermann aurait voulu terminer cette guerre fatale sans effusion de sang. Avant de commencer les hostilités, il tenta tous les moyens qui pouvaient épargner aux Lyonnais les horreurs d'un siége ; il entretenait une correspondance active avec eux, tandis que ces mêmes Lyonnais refusaient toute espèce de relation avec les commissaires conventionnels Dubois-Crancé et Gauthier, présents à son armée. Peut-être cette circonstance contribua-t-elle à rendre ces derniers inflexibles. Ces députés de la Convention répondaient à toutes les propositions

1793 — an II. France. de Kellermann qu'il fallait que Lyon se rendît à discrétion. C'était forcer ses habitants à se vouer à la mort. Aussi les Lyonnais, résolus de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, adressèrent-ils à ces hommes implacables ces terribles paroles : « Citoyens représentants du peuple, vos propositions sont encore plus atroces que votre conduite. Nous vous attendons : vous n'arriverez à nous que sur des monceaux de cadavres, ou la cause de la liberté triomphera. » Toute espèce d'accommodement étant désormais impossible, les deux partis ne songèrent plus qu'à combattre. La haine inspirée par la Convention avait exalté jusqu'à la fureur l'enthousiasme des Lyonnais pour leur noble cause. Hommes, femmes, enfants, tous voulurent contribuer à la défense générale, tous travaillèrent à élever à la hâte des fortifications autour de la ville. Chenelette, ingénieur, dirigea les travaux. Les maisons furent crénelées ; on construisit des batteries, on fondit de l'artillerie, on fabriqua de la poudre, et bientôt Lyon, entouré de redoutes, et renfermant une population irritée par l'injustice de ses ennemis, fut dans le cas de soutenir un siége.

Lyon, situé au confluent de la Saône et du Rhône, est dominé au nord par des hauteurs qui couvrent une partie de ses faubourgs ; mais la partie de la ville bâtie sur la rive méridionale du Rhône, et habitée par les plus riches négociants, était exposée à tout le feu des batteries républicaines. Quelques redoutes que Chenelette avait fait construire sur le quai, ne pouvaient garantir de leur atteinte les belles maisons de ce quartier de la ville. Kellermann, forcé d'agir, avait formé trois attaques qui se correspondaient l'une à l'autre. Le premier camp, où se trouvait le général lui-même, établi au levant de l'isthme, entre le confluent des deux rivières, faisait face au faubourg de la Croix-Rousse ; le second s'étendait au nord, et occupait la plaine environnant le faubourg de Vaise ; enfin un troisième camp resserrait les assiégeants dans le terrain nouvellement conquis sur les eaux par l'ingénieur Perrache. Les troupes de la Convention occupaient encore les villages d'Oullins et de Sainte-Foi.

Lyon, cependant, avait armé environ 25,000 hommes, commandés par M. de Précy, ancien officier supérieur ; Vi-

rieu, député à l'Assemblée constituante, et Nervo. Ces trois chefs, qui seuls possédaient le secret intime de l'insurrection, qui seuls avaient eu l'art de la lier avec les autres insurrections du Midi et de la diriger vers le même but, le rétablissement de la monarchie, entretenaient une correspondance très-active avec les chefs des contrées insurgées, et même avec les puissances qui, dans ce moment, occupaient avec leurs armées les frontières de la France. Ils avaient proposé aux Prussiens et aux Autrichiens de chasser les Français des lignes de Weissembourg et de les tenir en échec, pendant que le prince de Condé, à la tête d'un corps d'armée, se jetterait dans la Franche-Comté et s'avancerait vers Lyon, où ils promettaient de faire proclamer aussitôt Louis XVII et la restauration du gouvernement des Bourbons. Mais, à cette époque désastreuse des troubles révolutionnaires, la politique des puissances alliées était loin d'être franche. Les souverains de l'Europe se servaient du nom des Bourbons pour diviser la France, et montraient peu d'empressement pour seconder les efforts des princes français et de leurs zélés serviteurs. Le mouvement que devait opérer le prince de Condé échoua, faute d'avoir été appuyé par les armées alliées. Il en fut de même d'un corps d'émigrés rassemblés et réunis en Suisse. Au moment où ils se préparaient à faire une invasion sur le territoire français, le corps helvétique, appréhendant la vengeance de la Convention, refusa de leur livrer passage, et s'obstina à vouloir garder une neutralité absolue.

1793 – an II. France.

Dénués de tout espoir de secours, les Lyonnais se virent donc réduits à leurs propres forces. Afin d'épargner à leur ville les ravages inséparables d'un siége, ils avaient poussé leurs reconnaissances militaires à de grandes distances de son enceinte. Leurs troupes occupaient le pont d'Oullins, à une lieue de Lyon, et les hauteurs de la Croix-Rousse et de Sainte-Foi. Elles communiquaient, par une chaîne de postes, avec Saint-Étienne et Montbrison, d'où elles tiraient leurs vivres. Mais en vain les assiégés avaient pris toutes les précautions que leur suggérait la prudence, la justice de leur cause devait bientôt succomber sous le poids des forces immenses que la Convention avait rassemblées contre eux.

1793 — an II. France.

Kellermann avait épuisé toutes les voies de la conciliation ; les commissaires conventionnels repoussaient toutes ses propositions : il fut contraint par eux de commencer les opérations du siége. Mais, avant d'envoyer sur cette malheureuse ville les premières bombes, ce guerrier généreux, qui portait à regret les armes contre ses concitoyens, exigea de ces commissaires impitoyables l'ordre écrit d'employer la rigueur, voulant montrer par là combien il était loin de les approuver. Il s'occupa d'abord de déposter les Lyonnais des positions qu'ils possédaient hors de l'enceinte de leur ville. Ces opérations partielles, ces combats peu décisifs, où les deux partis avaient tour à tour l'avantage, faisaient traîner le siége en longueur, et Kellermann espérait toujours que, pendant ce temps, la Convention pourrait se relâcher de sa sévérité. De leur côté, les Lyonnais comptaient sur une diversion que devait opérer en leur faveur l'armée que le roi de Sardaigne opposait aux Français dans le Piémont. Cette armée, victorieuse depuis que Kellermann avait affaibli la sienne, s'approchait de la frontière, et ses progrès devinrent tels que Kellermann fut obligé, comme on l'a vu, d'abandonner pour quelque temps le siége de Lyon, et d'en remettre la direction au général Dumuy, pour aller reprendre le commandement de l'armée des Alpes. Quinze jours lui suffirent pour repousser les Piémontais, et rétablir les Français dans leurs positions. Furieuse de ce que les Lyonnais avaient osé appeler les étrangers à leur secours, la Convention donna l'ordre à Kellermann de pousser le siége avec vigueur et d'incendier la ville. Pendant plusieurs jours, les batteries des trois camps tirèrent sans relâche. Les bombes et les boulets rouges incendièrent plusieurs quartiers. Celui de Bellecour renfermait les plus beaux édifices et une partie des établissements publics ; ils devinrent la proie des flammes, ou furent renversés par les boulets. Le feu prit à l'arsenal, qui sauta avec une explosion terrible. Cet événement fit frémir d'indignation tous les Lyonnais, quand ils s'aperçurent que la scélératesse de quelques habitants, et non le feu des assiégeants, en était la cause. Plus de cent maisons furent écrasées sous les débris ; des magasins immenses de fourrages et de munitions furent consumés par cet incendie. Pendant ce siége, où tous les genres d'horreur devaient se

commettre, des misérables, les mêmes peut-être qui avaient incendié et fait sauter l'arsenal, indiquèrent, dit-on, par signaux faits aux assiégeants, les lieux sur lesquels ils devaient diriger les bombes et les boulets. Averti par cette infâme trahison, un conventionnel eut la barbarie de faire pleuvoir ces projectiles sur l'Hôtel-Dieu, celui peut-être de tous les hôpitaux de France où les secours étaient administrés avec le plus de philanthropie et de générosité. Tandis que les délégués conventionnels faisaient sans pitié fusiller tous les prisonniers qui tombaient entre leurs mains, les Lyonnais, dans cet asile du malheur, faisaient soigner avec une égale sollicitude les blessés de la ville et ceux des assiégeants, sans aucune distinction de parti. Ne pouvant imaginer qu'il y eût de la préméditation dans cette direction donnée aux bombes et aux boulets, les Lyonnais, pour empêcher les assiégeants de continuer, placent sur l'hôpital un drapeau noir; ce drapeau devient le point de mire des batteries!... Il fallut retirer les malades de ce lieu trop exposé.

Cependant le fléau de la famine commençait à se répandre dans Lyon. Les troupes conventionnelles, en resserrant leurs lignes, étaient parvenues à couper toutes les communications de la ville avec l'extérieur. Animées par ce patriotisme qui a si souvent distingué les femmes françaises, celles de Lyon prirent la résolution de ne manger que du pain d'avoine, tandis que le pain de froment et de seigle serait exclusivement réservé pour les combattants. Malgré ces précautions, le manque de vivres ne tarda point à se faire sentir d'une manière effrayante, et les Lyonnais se décidèrent à renvoyer de leurs murs toutes les bouches inutiles.

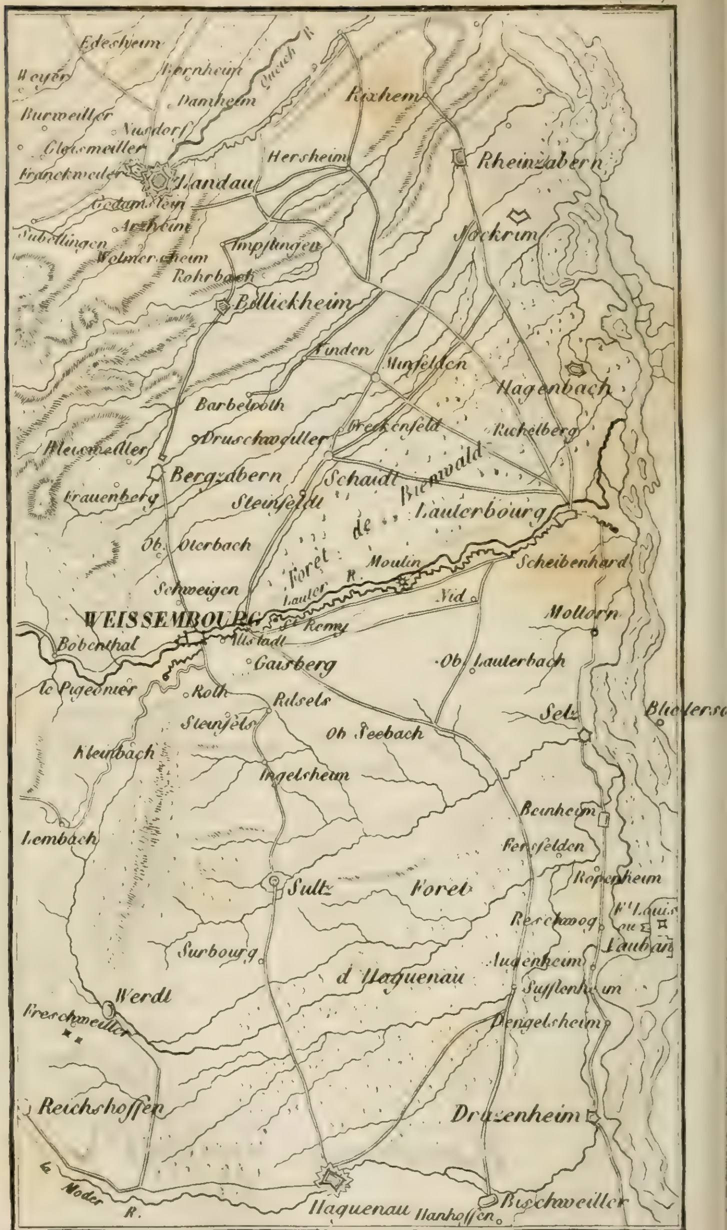
L'armée des assiégeants se grossissait des nouvelles levées ordonnées par la Convention, tandis que celle des assiégés s'affaiblissait tous les jours. Les assiégeants, maîtres de tous les postes extérieurs de la place, se sentirent assez forts pour tenter en plein jour une attaque générale. Ils réussirent malgré la bravoure des intrépides défenseurs de Lyon, et parvinrent à s'emparer des deux quartiers de la pointe Perrache et des Brotteaux, qu'ils incendièrent, dans la crainte de ne pouvoir point s'y maintenir. Tous ceux qui, dans la ville, n'avaient pris qu'une part forcée au mouvement insurrection-

1793 — an II. France. nel, et ceux qui par leur peu d'influence se voyaient à l'abri de la vengeance de la Convention, commencèrent à craindre de se trouver victimes de l'obstination de leurs concitoyens. si la ville était prise de vive force. Les sections s'assemblèrent, et elles parlèrent d'entrer en négociation. Des commissaires furent nommés pour entamer un accommodement. Les chefs de la révolution lyonnaise sentirent qu'il était temps de se soustraire aux dangers qui les menaçaient. Accompagnés de 3,000 citoyens que leur opinion ou la crainte attachait à leurs pas, Virieu et Précy firent une sortie par la porte de Vaise et tentèrent de se frayer un passage à travers les assiégeants, en côtoyant le cours de la Saône. Leur dessein était de se retirer en Suisse. Mais bientôt atteints par les colonnes de l'armée de siége, le plus grand nombre périt en combattant avec tout le courage du désespoir : le reste se jette dans les bois, espérant y trouver un asile; mais le tocsin sonne de toutes parts : les paysans se rassemblent armés de fourches, de croissants et de faux; ils cernent la forêt, et les infortunés fugitifs sont massacrés sans pitié! Quatre-vingts d'entre eux parvinrent cependant à s'échapper et à gagner la Suisse; Précy et Virieu furent de ce nombre. Pendant ce temps les habitants de Lyon avaient fait une espèce de capitulation, et, le 9 octobre, les troupes républicaines prirent possession de la ville. On y avait jeté vingt-huit mille bombes, et les assiégeants consommèrent trois cents mille livres de poudre, d'après le rapport fait à la Convention.

Laissons tomber un voile sur les horreurs qui se commirent dans cette malheureuse cité, après sa reddition; ces affligeants détails nous écarteraient trop de notre sujet, et nous nous estimons heureux de pouvoir les passer sous silence.

11 octobre. (20 vendém.) Vendée. *Prise de l'île de Noirmoutier.* — Quelle que fût la nécessité où les royalistes se trouvaient de réunir toutes leurs forces contre l'ennemi commun, Charette n'avait pas plutôt vu le territoire délivré de la présence du gros de l'armée républicaine, que, contre l'avis de tous les chefs, il s'était retiré dans la basse Vendée. Le but de cette démarche, au moins imprudente, était l'espoir de s'emparer de l'île de Noirmoutier. Cette île ne communique au continent que par une langue de terre ou banc d'une lieue de long, appelé le Goa, qui, à chaque marée, se

LIGNES DE WEISSEMBOURG



couvre de plusieurs brasses d'eau. C'est par ce banc, et pendant 1793 — an II.
la nuit, que Charette prend la résolution d'attaquer l'île. A Vendée.
dix heures du soir, il s'avance sur la chaussée, à la tête de 3,000 hommes de ses meilleures troupes. Tous les historiens assurent que Wieland, qui commandait la garnison républicaine, était d'intelligence avec lui. Aussi les patriotes ne firent aucun mouvement jusqu'à l'instant où le chef vendéen parut aux avant-postes. Alors l'alarme se répand parmi les républicains, la garnison est sous les armes. Au premier bruit du canon, celle de Barbatre, poste voisin, dont les habitants favorisaient Charette, répondit par une décharge de ses pièces. Charette, pris entre deux feux, marche contre les républicains de Barbatre, tue le canonnier Richer sur sa pièce, et s'empare de la place. En même temps Bodereau, l'un de ses officiers, pénètre dans Noirmoutier, à la tête de la cavalerie. Charette ne tarde point à le suivre. Après un léger combat, il somme la garnison de se rendre, et Wieland vint lui remettre son épée, que le général vendéen lui rendit aussitôt. La garnison resta prisonnière, et fut transférée à l'île de Bouin.

Évacuation des lignes de Weissembourg par les Français. 31 octobre.
(28 vendém.)
— Pendant que les Français, vainqueurs à Hondschoote, à France.
Lannoy, à Turcoing et à Menin, s'efforçaient de repousser les ennemis hors de leur territoire, ils éprouvaient, par une compensation trop commune à la guerre, des échecs et des revers sur les rives de la Lauter. Depuis les combats malheureux de Pirmasens et de Nothweiler, l'armée du Rhin, commandée par le général Carlin [1], s'était concentrée dans les lignes de Weis-

[1] Depuis la trahison du général d'Arlande, ce ne fut plus par des épurations partielles, mais par une proscription générale, que les nobles furent exclus des armées de la République. Le général Landremont, qui avait succédé à Beauharnais dans le commandement de l'armée du Rhin, partagea le sort d'un grand nombre de ses collègues et fut, comme eux, plongé dans les cachots de la capitale. Jusqu'alors on avait encore trouvé à remplacer les généraux en chef; mais personne, dans l'armée, ne voulut, après Landremont, accepter des fonctions aussi périlleuses. Les représentants du peuple faisaient de vains efforts pour trouver un général en chef pour l'armée du Rhin, lorsque le représentant Ruamps leur proposa *Carlin*, simple capitaine, commandant alors le dépôt de son régiment, sur les derrières de l'armée, homme inconnu, sans antécédents militaires qui pussent justi-

1793 — an II. France.

sembourg, et espérait s'y maintenir longtemps; la plus grande partie de cette armée campait alors en avant de la Lauter; la gauche aux montagnes vers Ober-Otterbach, le centre au château de Hafftel et la droite à Capfweyer. Mais l'armée coalisée des Autrichiens et des Prussiens, dont le roi de Prusse, obligé de se rendre dans ses possessions polonaises, avait remis le suprême commandement au duc de Brunswick, se préparait à poursuivre ses avantages, et voulait forcer, s'il était possible, les Français à abandonner leurs retranchements. Elle occupait les positions suivantes : l'avant-garde, aux ordres du prince de Hohenlohe, entre Lemberg et Bitche-Rorbach; le corps d'armée, commandé par le général Wurmser, sur les hauteurs entre Bitche et Pirmasens; la division Kalkreuth, vers Frauenberg, Knobelsdorf et Druschweiler : un corps de blocus était devant Landau. De cette manière, les alliés touchaient l'extrême gauche des lignes de Weissembourg; ils pouvaient facilement les tourner ou forcer l'armée française à changer de front, pour faire face aux débouchés des Vosges; ce qui eût exposé sa droite aux attaques de Wurmser et l'eût adossée au Rhin.

C'est effectivement ce qui arriva, par l'obstination du général Carlin à rester dans sa même position. Les alliés ayant arrêté le dessein de forcer ces lignes, Wurmser fut chargé de la grande attaque de front, qui devait s'effectuer le 13 à quatre heures et demie du matin, sur six colonnes, et sans tirer un coup de fusil. Les cinq premières étaient disposées sur le front des lignes; le prince de Waldeck, avec la sixième, devait passer le Rhin à Selz, s'emparer de cette ville, et prendre ensuite une position de revers en arrière de la droite des Français, entre Lauterbach et leur camp; tandis que le duc de Brunswick, avec 10,000 Prussiens, arrivant par Lembach, tournerait la gauche des lignes par les gorges des Vosges, afin de contenir cette aile et de l'empêcher de porter des troupes au centre.

Le prince de Waldeck exécuta les ordres qui lui étaient donnés avec la plus grande précision. Il passa le Rhin à Blie-

fier un pareil choix. La nomination de général de brigade lui fut aussitôt expédiée; quelques jours après il vint à l'armée; les deux brevets de général de division et de général en chef furent signés de suite, et le lendemain la nomination de *Carlin* fut mise à l'ordre de l'armée !

tersdorf, dans la nuit du 12 au 13. Aussitôt il se porte sur Selz, égorge les postes avancés, et dans le plus grand silence surprend la ville, et s'en empare presque sans coup férir. L'occupation de ce poste rendant le passage du fleuve désormais plus facile, le prince en donne le signal convenu par l'explosion de trois grenades. Dès lors Wurmser attaque le centre des lignes sur trois points à la fois. La première colonne, formant la gauche, sous les ordres du général Jellachich, se dirigeant sur Lauterbourg, et combinant ses mouvements avec ceux du prince de Waldeck, devait couper les Français sur ce point; le centre, conduit par le général Hotze, se porte, par la forêt de Bienwald, contre les retranchements du moulin du même nom, et sur les batteries et le camp de Steinfeld et de Saint-Remy; enfin, la troisième colonne, formant la droite et commandée par le général Kospoth, vient attaquer les redoutes entre Steinfeld et Hafftelhof. Cette dernière était divisée en deux parties, dont l'une, composée du corps d'émigrés français du prince de Condé, devait longer les montagnes et les bois en partant de Bergzabern et Ober-Otterbach, pour se tenir à la hauteur de Weissembourg. 1793 — an II. France.

Quoique le succès ait couronné toutes ces attaques, cependant elles étaient très-mal combinées, et furent presque toutes exécutées à contre-temps; et si les Français eussent été commandés par un général plus habile, ils auraient certainement fait échouer cette grande entreprise des alliés. Le prince de Waldeck, après avoir enlevé Selz, s'était porté à Motheren, et y attendit longtemps la division française que le général Jellachich devait repousser sur Lauterbourg; ne voyant rien arriver, présumant que l'entreprise était manquée, et n'osant rester dans une position aventurée où il était facile de se placer entre lui et le Rhin, il se décida à repasser le fleuve. Pendant ce temps, le général Jellachich avait passé les lignes à gauche de Lauterbourg, et croyant dès lors n'avoir plus rien à faire, il prit position, et fit même mettre pied à terre à sa cavalerie. Cette imprudence faillit lui devenir très-funeste. La garnison de Lauterbourg, qui se retirait, aperçoit les Autrichiens dans le désordre, fond sur eux à l'improviste et les aurait entièrement détruits, si les hussards hessois, qui s'é-

1793 — an II. France.

taient mieux gardés, ne les eussent sauvés par une charge brillante et heureuse. Ainsi les alliés n'obtenaient, à leur gauche, aucun avantage.

Mais il n'en était pas de même de l'attaque du général Hotze. Apres un combat très-vif, il réussit à emporter les redoutes de Bienwald et de Saint-Remy. Son attaque sur Ober-Otterbach eut un succès égal. D'abord repoussés de Steinfeld, les alliés reviennent à la charge et s'emparent du poste, malgré la résistance héroïque du bataillon d'Enghien. Le seul régiment de Pélegrini, chargé de cette attaque, perdit 600 hommes tués ou blessés, tandis que le bataillon français n'avait pas autant d'hommes à lui opposer; mais ce bataillon, n'étant pas soutenu à temps, finit par succomber. Le général Meynier, commandant de l'avant-garde, fut blessé dès le commencement du combat. En même temps, les émigrés français attaquaient les retranchements de Bergzabern, et se conduisaient avec valeur. Combattant Français contre Français, animés par une haine mutuelle, c'était à qui montrerait une plus grande bravoure; mais cette fois les émigrés l'emportèrent sur les républicains, et contribuèrent puissamment au succès remporté par les alliés dans cette journée. Conduits par le prince de Condé, qui marche à leur tête, ils se portent en avant avec intrépidité, bravent le feu des redoutes et en emportent plusieurs. Chargeant à la baïonnette, ils s'emparent de dix-sept canons, après avoir massacré ou dissipé les soldats qui les gardaient. La légion de Mirabeau en prit onze à elle seule. Le général en chef était accouru sur le champ de bataille; mais de quel secours pouvait-il y être? quel parti pouvait-il prendre? savait-il ce que c'était qu'une armée?..... Il ordonna aussitôt la retraite des troupes derrière la Lauter; celles-ci se retirèrent assez en ordre, car l'ennemi les pressait peu; elles abandonnèrent cependant leurs tentes et des canons. Le passage de la Lauter commença à dix heures; à midi les troupes étaient en bataille sur les hauteurs en arrière. Après la retraite de la droite et du centre de l'armée, il ne restait plus que Weissembourg que le commandant ne voulait pas rendre à Wurmser sans un ordre du général en chef; mais celui-ci ayant ordonné d'évacuer la place, la garnison, composée d'un bataillon du régiment d'Artois, sortit et rejoignit les troupes qui étaient

encore sur les hauteurs de Geisberg et de Rott. Le reste était déjà en retraite sur la route de Haguenau. La gauche, commandée par les généraux Ferrières et Desaix, et qui avait défendu ses positions jusqu'à la dernière extrémité, se retira avec beaucoup d'ordre, et vint se réunir pendant la nuit au reste de l'armée, sur les lignes de la Moder. Cette évacuation des lignes de Weissembourg, qui fut un événement très-malheureux pour la république, n'avait cependant coûté aux Français que 2,000 hommes. Les alliés en perdirent plus du double. 1793 — an II. France.

Combat de la Tremblaye. — Westermann, en s'emparant de Châtillon, n'avait fait qu'un trait d'audace qui présentait peu d'avantage au parti républicain. La surprise et l'effroi lui avaient livré cette place; mais sa division était encore entourée de plusieurs divisions royales qui pouvaient l'attaquer tout à coup et la tailler en pièces. Aussi, pour éviter le sort dont il était menacé, il se hâta de se retirer et d'abandonner Châtillon. Ce ne fut pas sans y commettre tous les excès usités alors entre les deux partis, à titre de représailles. Le lendemain de son évacuation, les royalistes se présentèrent devant cette ville, et y entrèrent sans éprouver de résistance. Un spectacle affreux s'offrit à leurs regards. La ville était en feu; un grand nombre d'habitants à demi brûlés, ou écrasés sous les ruines de leurs maisons, obstruaient les rues, faisant de vains efforts pour échapper aux flammes, et poussant des cris de désespoir et de vengeance. Cette image effrayante de la rage des guerres civiles arrêta les Vendéens. Une division demeura à Châtillon, pour porter du secours aux malheureux habitants; le reste de l'armée se dirigea sur Chollet, où le rendez-vous général était assigné. 15 octobre. (24 vend.) Vendée.

Sur ces entrefaites, le général Lechelle venait d'être nommé au commandement en chef de l'armée de l'Ouest, composée de celles qu'avaient commandées les généraux Canclaux et Rossignol. Voulant signaler son arrivée sur le théâtre de la guerre, il avait donné ordre à toutes ses colonnes de marcher en avant. Celles de Luçon et de Mayenne se portèrent aussitôt sur les royalistes, qui venaient de se retirer à Chollet. Le plus grand accord était nécessaire aux Vendéens pour résister au nouveau danger qui les menaçait; et cependant Charette, que les chefs

1793—an II. Vendée.

de la grande armée etaient venus secourir, Charette s'obstina à s'isoler, pour entreprendre son inutile expédition contre l'île de Noirmoutier. Réduits à leurs propres forces, Bonchamp, d'Elbée et les autres chefs n'en prirent pas moins la généreuse résolution de ne point attendre les républicains et de marcher à leur rencontre. Pendant qu'ils opéraient ce mouvement, les troupes qui marchaient sur eux avaient dissipé 3,000 Vendéens de la division de Royrand, et étaient entrées dans Mortagne. 1,500 prisonniers républicains se trouvaient renfermés dans cette ville; entassés depuis longtemps, et presque les uns sur les autres, dans un espace trop étroit, ils ressemblaient à des spectres. Au moment où les portes de leurs cachots furent brisées, l'impression subite du grand air faillit les faire mourir aux pieds de leurs libérateurs. Furieux de ce spectacle, les républicains s'en vengent en livrant Mortagne aux flammes, comme ils avaient déjà fait à Châtillon; en même temps ils se précipitent hors de la ville, et demandent à grands cris qu'on les mène à l'ennemi.

Les royalistes s'étaient arrêtés dans une position avantageuse, autour du château de la Tremblaye, à moitié chemin de Chollet et de Mortagne. C'est là que se rencontrèrent les deux armées, brûlant également du désir d'en venir aux mains. Lechelle et Beaupuis commandaient les républicains; Beauchamp, d'Elbée, Lescure, Royrand, Laroche-Jacquelein, Talmont, étaient à la tête des royalistes. Il était une heure après midi. Aussitôt que les deux armées furent rangées en bataille, le général en chef Lechelle donne ordre à la division de Luçon de marcher en avant. Elle obéit. Les Vendéens l'accueillent par une vive canonnade et par un feu bien soutenu de mousqueterie. Cette double décharge étonne les républicains; déjà fatigués par plusieurs marches forcées, ils plient au premier mouvement que font sur eux les Vendéens. Pour les appuyer et rétablir le combat, les conventionnels Turreau et le trop fameux Carrier font avancer la division mayençaise, commandée par Beaupuis. Ce général fait un long circuit, tourne les Vendéens postés sur une hauteur d'un accès difficile, et les prenant par derrière et en flanc, il sème parmi eux la terreur, et les force de plier à leur tour. A la vue du désordre qui commence à se répandre parmi

les soldats de sa division, Lescure, à la tête de ses plus braves guerriers, s'élance avec le jeune Beauvollier. Ce mouvement arrête les républicains. Une partie des royalistes se rallient autour de lui, et recommencent le combat; mais, frappé d'une balle qui, entrée par l'œil gauche, sortit derrière l'oreille, le héros vendéen tombe. Ce fatal événement porte aussitôt le découragement parmi les soldats, dont Lescure était adoré. Chargés par les républicains, à peine peuvent-ils réussir à retirer leur brave général de la mêlée et à le mettre hors du pouvoir de l'ennemi. La déroute des Vendéens devient générale; ils fuient de toutes parts, et leur terreur est telle, que, sans s'arrêter à Chollet, ils poursuivent leur retraite jusqu'à Beaupréau, où, avant même de connaître l'issue de la bataille, le prince de Talmont avait fait filer l'artillerie.

1793 — an II. Vendée.

Combat nocturne du camp de Boulou. — Le général Turreau avait succédé à Dagobert dans le commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales, et semblait vouloir suivre les plans et les vues de son prédécesseur. Profitant de l'ardeur que la prise de Campredon avait inspirée aux troupes françaises, il s'était appliqué à resserrer ses forces, et poursuivait activement les Espagnols. La cour de Madrid, effrayée des progrès de l'armée française, avait envoyé à Ricardos un renfort de 8,000 hommes. Harcelé sans cesse par les Français vainqueurs, ce général, pour résister avec plus d'avantage, s'était enfin décidé à concentrer ses forces, trop disséminées. Il occupait la forte position de Boulou. Turreau, plein de confiance dans ses troupes, apprit avec joie la détermination du général espagnol. Il entreprit de terminer la campagne par un coup d'éclat, et fit toutes ses dispositions pour une attaque générale. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, les différentes brigades de son armée se mettent en mouvement, et s'approchent du camp de Boulou avec un ensemble et un ordre qui devaient lui présager la victoire. A dix heures et demie, les Français attaquent sur six colonnes, et remportent d'abord l'avantage sur presque tous les points attaqués. Le général Courten, qui commandait la droite de la ligne espagnole, pressé vivement par les troupes républicaines, cède le premier à leurs efforts, et se retire à quelque distance pour reformer ses bataillons rompus. Cette forte attaque sur la droite

15 octobre. (24 vendém.) Espagne.

1793 — an II. Espagne.

des Espagnols avait pour but d'attirer l'attention du général Ricardos de ce côté; mais les colonnes françaises, en obligeant ainsi le général Courten à leur céder le terrain, au lieu de songer à le poursuivre et d'achever sa défaite, se jettent avec impétuosité sur le village de Montesquiou, désigné par Turreau comme point central de l'attaque. Ricardos s'aperçoit de ce mouvement, et, prévoyant les conséquences qu'il peut avoir, il se hâte d'envoyer des secours à l'officier chargé de défendre le village. En même temps, Courten ramenait ses troupes au combat, et rappelait à son tour l'attention des attaquants. Un combat opiniâtre et longtemps indécis s'engage sur ce point. Sur ces entrefaites, deux autres colonnes attaquaient les Espagnols, dans le dessein de tenir en échec la gauche de Ricardos, et même de la forcer. Par l'effet des localités, cette colonne se trouvait en arrière du front de la ligne ennemie, de manière que, une fois enfoncée, le centre se trouvait tourné. La manœuvre ordonnée par le général français était habilement conçue, et sans doute elle eût décidé du succès de l'attaque, si elle n'eût été prévue par le général espagnol. Celui-ci avait déjà détaché quatre bataillons et quelque cavalerie pour s'opposer au mouvement des Français, en même temps qu'il renforçait son centre.

Turreau, s'apercevant que son plan était découvert, se porte en personne vers la gauche des Espagnols, et fait attaquer les batteries que le général ennemi avait fait établir sur ce point. Placées sur un plateau appelé *el Pla del rey*, elles étaient d'un difficile accès, à cause de l'âpreté des lieux, et défendues d'ailleurs par quatre bataillons de grenadiers espagnols. Cependant malgré tous ces obstacles, les Français, animés par la présence et par l'exemple de leur général, marchent avec la plus grande résolution, et sont reçus avec une intrépidité égale à leur valeur. Sept fois ils montent au pas de charge et la baïonnette en avant, sept fois ils sont repoussés; ils parviennent jusqu'aux batteries, mais ils sont obligés de les abandonner presque aussitôt. Revenant avec une ardeur toujours nouvelle, les Français se précipitent encore une fois sur le plateau, et réussissent enfin à s'y établir. Après avoir défendu glorieusement le poste qui lui était confié, le lieutenant-colonel Taranco, commandant les

grenadiers espagnols, est obligé de céder. Il se retire en laissant les retranchements jonchés de ses soldats et de ceux de leurs adversaires. Plus de 1,000 Espagnols avaient perdu la vie dans cette mêlée. Taranco n'avait plus que 600 hommes; il prend poste avec eux au bas de la hauteur *el Pla del rey,* sous les canons dont les Français venaient de se rendre maîtres. 1793 — an II. Espagne.

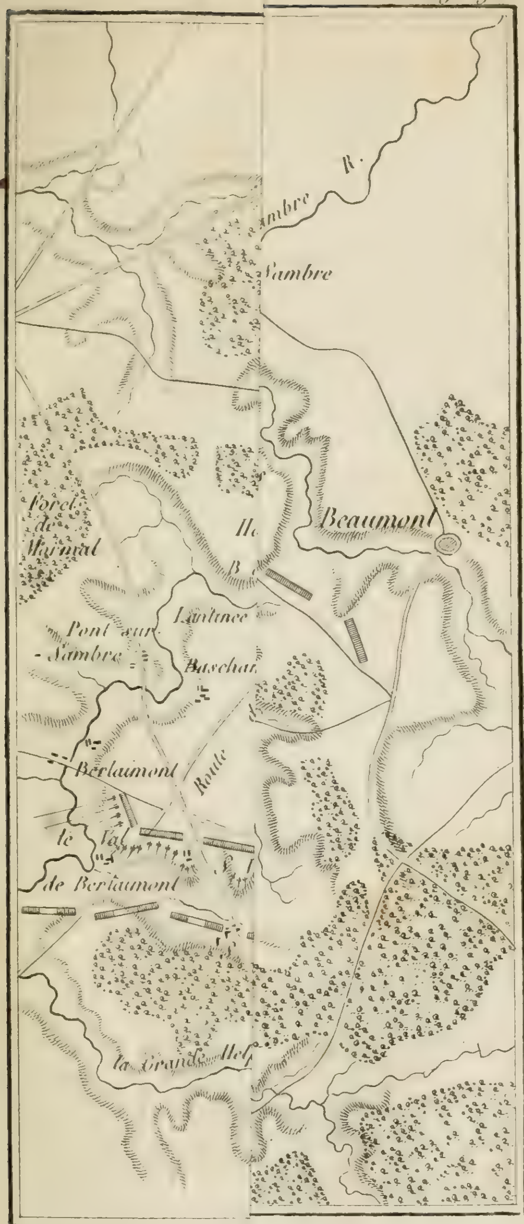
C'en était fait de l'armée espagnole : leur gauche allait être forcée et leur centre entièrement tourné, si l'obscurité de la nuit eût permis au général Turreau de s'apercevoir du petit nombre d'ennemis qu'il avait encore à combattre. Mais ne pouvant imaginer qu'une aussi belle résistance eût été faite par moins de 2,000 hommes sans être soutenus par d'autres troupes, il hésita et ne donna point l'ordre de se mettre à la poursuite de Taranco. Ce répit donne le temps au général espagnol d'envoyer des renforts à ce brave officier. Les gardes wallonnes viennent le joindre dans sa position, au bas de la hauteur enlevée par les Français. A la vue de leurs camarades, les 600 soldats de Taranco oublient leurs fatigues, et sentent leur courage se ranimer. Ils demandent qu'on les reconduise au combat, et jurent de reprendre la batterie qu'ils viennent de perdre. Les gardes wallonnes se précipitent sur leurs pas, et disputent avec eux de bravoure. Les Français, étonnés, soutiennent cependant l'attaque avec leur vigueur accoutumée. Un grand nombre d'Espagnols tombent sous le feu du canon et de la mousqueterie; mais, sans perdre de leur impétuosité, ces derniers se précipitent dans la batterie. Le carnage y est horrible; la nuit était si sombre, que les soldats du même parti se massacraient entre eux. Enfin les Français, qui se croyaient attaqués par des forces bien supérieures, abandonnent cette position, qui venait de leur coûter tant de sang. La perte du plateau *el Pla del rey,* effectuée sous les yeux mêmes de Turreau, fit juger à ce général que ses efforts pour vaincre les Espagnols, pendant cette nuit désastreuse, seraient désormais infructueux; il ordonna la retraite. Le camp de Boulou fut canonné sans succès par les Français, le 18 octobre et les jours suivants.

Blocus de Maubeuge et bataille de Wattignies. — D'après le plan arrêté par les puissances coalisées, la prise de Mau- 16 octobre. (25 vendém.) France.

1793 — an II. France. beuge devait terminer les opérations de la campagne. Bornant leurs succès à ce qui devait en être la conséquence, les alliés, au lieu de marcher hardiment en avant et d'empêcher la république de recruter et de réorganiser ses armées, semblaient n'avoir en vue que de prendre quelques places. Cependant tout justifiait leurs desseins sur Maubeuge. Sous les rapports de la guerre, la possession de cette ville achevait d'appuyer et d'étendre la ligne des armées ennemies, les rendait maîtresses de nombreux débouchés, et les mettait d'autant plus à même de pousser plus loin leurs opérations ultérieures, que, Maubeuge rendu, Avesnes et Landrecies ne pouvaient plus résister. Sous le rapport des ressources, Maubeuge, qui commandait à un pays riche, abondant et fertile, offrait des moyens immenses aux coalisés. Toutes les chances de succès étaient d'ailleurs réunies en faveur de l'entreprise. Maubeuge, situé à la pointe de l'angle saillant que la Sambre forme dans cette partie de son cours, était, à l'époque de la bataille de Hondschoote, aux trois quarts enclavé dans les positions occupées par l'ennemi, qui n'avait qu'à fermer le triangle pour le bloquer.

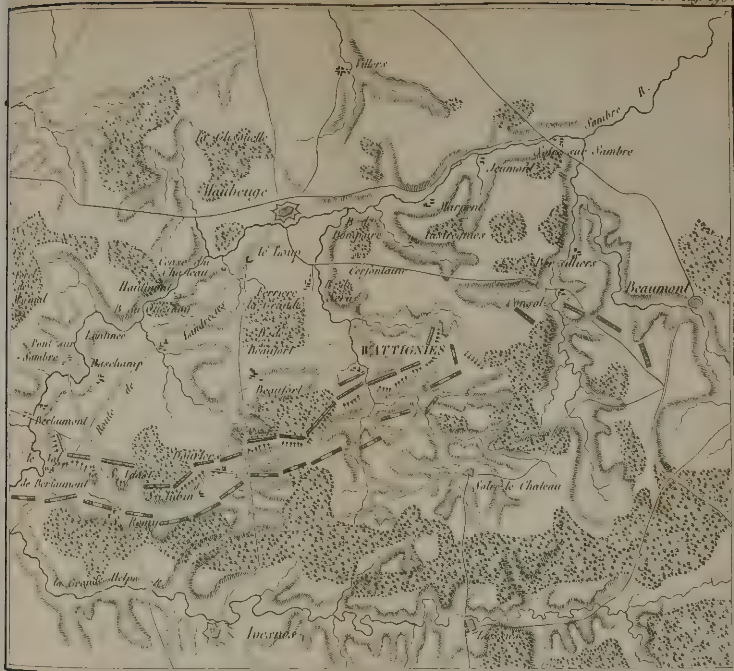
Depuis la bataille de Hondschoote, les circonstances étaient devenues encore plus favorables. Le général Houchard ayant, comme nous l'avons dit, rassemblé toutes ses forces disponibles pour marcher au secours de Dunkerque menacé par le duc d'York, avait, pour ainsi dire, dégarni entièrement les parties de la frontière qui avoisinent la ville de Maubeuge. Pendant que, d'une part, Houchard se portait sur Dunkerque, et que, de l'autre, le duc d'York manœuvrait sur la ligne droite des alliés pour s'emparer de cette ville, le prince de Cobourg s'était renforcé à la gauche; et, profitant de l'absence des troupes françaises, il avait obtenu les plus grands avantages. Le Quesnoy s'était rendu; Landrecies, cerné, avait perdu toutes ses communications; et Maubeuge, entièrement investi, se vit promptement bloqué par des forces imposantes.

Cependant, si, à cette époque désastreuse, l'imprévoyance et l'incurie n'avaient pas été portées à l'excès dans presque toutes les parties du service militaire, Maubeuge aurait eu tous les moyens de soutenir un long siége, et de faire une vigoureuse résistance. Outre une garnison de 5,000 hommes,


Sambre R.
Sambre
Beaumont
Forêt de Marmal
Pont sur-Sambre
Berlaimont
Route
le Val de Berlaimont

Kilomètres.

BATAILLE DE WATTIGNIES en 1794.



4 8 12 16 Kilometres.

renfermée dans ses murs, 20,000 hommes de troupes régulières appartenant à l'armée des Ardennes, et commandés par les généraux Ferrand, Chancel et Vesu, occupaient un camp retranché en avant de la ville. L'ennemi, résolu de bloquer ces 20,000 hommes eux-mêmes, se flattait de les anéantir ou de les forcer à mettre bas les armes; il n'ignorait pas qu'aucune précaution n'avait été prise pour approvisionner la place, et que les vivres et les munitions y manquaient également. Le grand nombre même des défenseurs de Maubeuge, qui dans toute autre circonstance aurait été pour les alliés un obstacle invincible, devenait pour eux, par le fait même, une nouvelle cause de succès. En effet, faute de subsistances, plus la garnison était forte, et moins la résistance devait être prolongée. Telle est pourtant la confiance naturelle aux Français, qu'entourés de dangers et sans moyens pour les repousser, les soldats de la garnison et du camp se croyaient dans une sécurité parfaite, lorsque, le 28 septembre, le prince de Cobourg, qui avait passé la nuit à jeter des ponts sur la Sambre, vint tout à coup les attaquer dans toutes leurs positions.

1793 — an II.
France.

Ses colonnes de droite passèrent la rivière près de Berlaimont. Les cantonnements français de Baschamps, de Lantinée, de Saint-Remy, accourus pour s'opposer à ce mouvement, furent vigoureusement repoussés. Le premier perdit ses deux pièces de canon et ne put se réunir aux autres que dans le bois de Beaufort, sur lequel ils se replièrent, pendant que les troupes cantonnées à Hautmont prirent position au bois du Quesnoy.

Les colonnes de gauche de l'armée de Cobourg exécutèrent le passage de la Sambre et de la Thure, près de Marpent, Jeumont, Solre, l'abbaye de Bersilliers et Consolz, surprirent et culbutèrent les troupes qui défendaient ou observaient ces différents points. La déroute des Français fut complète, et c'est à peine s'ils purent parvenir à sauver une partie de leurs bagages et de leur artillerie.

Au premier coup de canon, le vingt-quatrième bataillon d'infanterie légère, cantonné à Cerfontaine, avait pris les armes. Son chef, ne recevant aucun ordre, mais prenant conseil de son zèle, se porta en avant et se réunit d'abord aux troupes qui restaient encore; bientôt il couvrit seul cette désastreuse re-

1793 — an II. France. traite, et se reployant avec ordre et, à petits pas, se remettant en bataille de distance en distance, il ne s'arrêta qu'au ruisseau qui traverse Ferrière-la Grande, derrière lequel il prit position.

Ainsi, les avant-postes français avaient été repoussés sur toute la ligne, sans que les troupes renfermées dans le camp retranché eussent fait un mouvement pour les soutenir. Avertis cependant par quelques fuyards qui s'y étaient retirés, les généraux, voyant que l'attaque était sérieuse, résolurent de faire quelques efforts pour repousser les Autrichiens. Vers neuf heures, une colonne de 7 à 8,000 hommes déboucha du camp par la lunette de Philippeville et se dirigea sur Cerfontaine. Les septième et douzième régiments de dragons couvraient sa droite, pendant que le vingt-quatrième d'infanterie légère, dont nous venons de parler, flanquait fort à propos sa gauche, en s'emparant (sans ordre) des bois de Bompaire, où l'ennemi avait déjà établi des postes.

Aussitôt, les hussards de Blankenstein, les dragons de Cobourg et deux batteries d'artillerie légère, traversant rapidement Cerfontaine, se portèrent à la rencontre de cette colonne, avant même qu'elle fût rangée en bataille. Les deux batteries ennemies font sur le front une décharge terrible ; celles des Français y répondent à mesure qu'elles arrivent à leur place de bataille. La canonnade devint très-vive. Un seul boulet, ayant frappé dans un peloton français au moment de sa conversion, tua onze hommes. L'ennemi s'aperçut d'un moment de fluctuation, et, voulant en profiter et ne pas rester sous un feu qui, pour lui-même, devenait meurtrier, chargea la ligne française, qui achevait de se former.

Cette charge fut digne des deux régiments qui l'executèrent, et la manière dont elle fut reçue digne des troupes françaises. Elle fut faite à fond, et soutenue avec intrépidité ; les chevaux arrivèrent jusque sur les baïonnettes et n'ébranlèrent personne. Arrêté par cette ligne de fer, l'ennemi reçut à bout portant une décharge qui abattit le cinquième de ses cavaliers. Les colonels des septième et douzième de dragons, qui, à ce moment, arrivaient à la hauteur de l'infanterie, jugeant ce que cette situation critique commandait, cédèrent spontanément au noble

élan d'une valeur généreuse, et rivalisant d'ardeur et de vitesse, chargèrent à leur tour la cavalerie autrichienne, la sabrèrent jusqu'au delà de Cerfontaine, lui firent éprouver une perte énorme et ramenèrent, entre autres prisonniers, trois officiers et le colonel Blankenstein grièvement blessé.

Ce fait d'armes fut brillant, mais il ne pouvait changer la position de l'armée française. Maître des hauteurs qui entouraient le camp, l'ennemi s'occupa de suite à les couvrir d'ouvrages. La nuit même n'interrompit point ses travaux; et, sans doute, il eût encore employé la journée du lendemain à les avancer, sans une circonstance aussi extraordinaire qu'elle devint fatale aux Français.

Mus par un mouvement d'ardeur inconsidéré, 400 grenadiers des différents corps se réunirent dans le camp vers cinq heures du soir, forcèrent tout à coup les gardes et les consignes, et allèrent attaquer les postes que l'ennemi avait dans le bois de Seru.

Aussitôt, une forte colonne marchant avec du canon sortit de Cerfontaine, et repoussa ces tirailleurs, qu'aucun corps ne soutenait. Mais elle ne s'en tint pas là : renforcée par d'autres troupes qui bientôt se joignirent à elle, elle s'avança sur Ferrière-la-Grande et sur le poste de la manufacture, les attaqua avec vigueur, chassa les troupes qui les occupaient, mit le feu à la manufacture, qui était un des magasins de grains et de fourrages des Français, et brûla sans pitié toutes les fermes environnantes.

Ce spectacle de destruction était épouvantable, et bientôt il le devint davantage, lorsqu'on vit les habitants de ces lieux dévastés venir chercher dans le camp un asile, en poussant des cris lamentables et donnant tous les signes du plus affreux désespoir. L'impression que cette scène faisait sur les soldats était sérieuse. Les généraux craignirent qu'elle n'eût des suites funestes et ne favorisât l'ennemi, si, profitant de ce moment de désordre, de l'obscurité de la nuit et du grand nombre de forces dont il pouvait disposer, il venait tout à coup tenter d'enlever d'assaut le camp. Toutes les troupes eurent donc ordre de prendre les armes; on garnit les banquettes, on couvrit extérieurement les points les plus importants. On forma et

1793 — an II. France. on plaça des réserves, et chaque barrière fut gardée par plusieurs bataillons serrés en masse. Heureusement l'ennemi ne crut pas devoir s'exposer à une attaque de nuit, et resta dans ses lignes.

C'est à dater de ce moment que la ville et le camp de Maubeuge se virent étroitement bloqués et resserrés par les Autrichiens, et perdirent toutes les communications avec l'extérieur. L'ennemi passa plusieurs jours à se fortifier dans ses positions. Sûr que les Français manquaient de vivres, et ne voyant à la proximité aucun corps d'armée capable de l'inquiéter, Cobourg semblait se restreindre à réduire Maubeuge par famine, et ne faisait aucun mouvement offensif; mais les Français le forcèrent de combattre.

Un des ouvrages les plus importants du camp de Maubeuge était la redoute du Loup, construite sur la route de Landrecies; mais elle n'était point achevée, et la tranchée qui devait la lier aux autres ouvrages du camp n'était pas faite. A peu de distance de cette redoute était une cense, ou ferme, nommée la *cense du Château*. L'ennemi y avait établi un poste nombreux, et cette circonstance était d'autant plus sérieuse, que, d'une part, il incommodait fortement, de cette position, les travailleurs, et que, de l'autre, il pouvait en déboucher à l'improviste pour enlever la redoute du Loup. On prit donc la résolution de raser cette cense.

Le 6 octobre, on l'attaqua; elle fut prise. Mais les murs en étaient si durs et si épais, qu'il ne fut pas possible de les abattre avec les moyens ordinaires. On s'apprêtait à employer la mine pour les faire sauter, lorsque l'ennemi vint en nombre attaquer les Français et les força de l'abandonner.

Le lendemain, on voulut recommencer l'attaque de la cense du Château. Munis de ce qu'il fallait pour couper les arbres qui l'entourent, la brûler et en faire sauter la maçonnerie, les Français s'y présentèrent à l'improviste. L'ennemi y avait placé un bataillon de grenadiers hongrois et trois pièces de canon; mais le mouvement des assaillants fut si brusque et si rapide, qu'en un instant les pièces furent enlevées. Déjà le bataillon de grenadiers hongrois allait mettre bas les armes, lorsqu'une terreur panique s'empara d'un bataillon de

l'Eure [1], et fournit à ces grenadiers le moyen de s'échapper. 1793 — an II. France.
Néanmoins, la cense fut prise une seconde fois, on abattit même une partie des arbres qui la couvraient; mais l'ennemi, ayant marché sur les Français avec des forces considérables et plusieurs pièces de canon, les empêcha encore de miner les murs, et tout ce qu'on put faire fut de mettre le feu à cette ferme.

La saison continuant à être belle, les Autrichiens en profitèrent pour avancer leurs ouvrages et se rapprocher de ceux des Français. Chacun des deux partis faisait d'ailleurs de mutuels efforts pour se nuire dans ses opérations. Il en résultait des canonnades, qui, dans la journée du 9 octobre, furent très-vives, et coûtèrent quelques hommes de part et d'autre. Pour ôter à l'ennemi des points de mire, les Français abattirent tous les moulins à vent et les arbres de la liberté qui se trouvaient dans le camp.

Mais déjà le manque de subsistances se faisait sentir d'une manière effrayante. Dès le 10 octobre, on fut obligé de réduire au quart les rations de vivres et de fourrages; les officiers généraux, d'état-major et les chefs de corps furent eux-mêmes obligés de se soumettre à cette réduction.

Le 13 octobre, le général qui commandait le camp de Maubeuge fit donner aux troupes l'ordre de se tenir prêtes pour le combat. Il voulait attaquer les Autrichiens dans le bois du Tilleul, et s'emparer du matériel de siége qu'ils y avaient rassemblé sous la garde de Colloredo. Peut-être cette résolution était-elle téméraire, car l'ennemi avait rempli ce bois d'ouvrages et s'y tenait sur ses gardes. Cette circonstance n'était pas ignorée, puisqu'on avait pris soin de le faire reconnaître d'avance. Quoi qu'il en soit, l'attaque ayant été résolue, les troupes se mirent en marche à la pointe du jour. Les dispositions les plus sages avaient été prises pour assurer le succès de cette expédition. Deux colonnes avaient été formées; elles étaient composées des meilleurs bataillons du camp et de la moitié des troupes disponibles. Le bois, ainsi que nous l'avons dit, avait

[1] Ce bataillon fut en partie sabré dans sa fuite par les autres troupes, irritées de cette défection. En vain le major du dixième bataillon de chasseurs à pied arracha la cravate du drapeau de ces fuyards, il fut impossible de les retenir, et ils se sauvèrent jusqu'au camp.

1793 — an II. France. été reconnu la veille; les généraux devaient eux-mêmes se trouver sur le terrain : aussi les soldats oublièrent que l'ennemi pouvait être en mesure, et marchèrent avec plaisir et confiance.

L'attaque commença par le bataillon de chasseurs de Hainaut, le bataillon franc et le vingt-quatrième bataillon d'infanterie légère, troupes d'élite. Aucun coup de fusil ne fut tiré, et quoique les postes avancés de l'ennemi eussent été doublés, parce qu'il avait eu vent du projet d'attaque, l'arme blanche suffit aux éclaireurs français pour les forcer sur tous les points, et s'emparer d'une partie du bois. Mais bientôt, en avançant, ces mêmes éclaireurs se trouvèrent devant une ligne de redoutes armées de canons et liées entre elles par des troupes rangées en bataille. Cette position était formidable, et plus de sang-froid de la part de l'ennemi l'eût mis à même d'en tirer un meilleur parti; mais il eut de suite recours au feu de toutes ses pièces et de toutes ses troupes : les Français en conclurent qu'il était ébranlé. La charge fut battue, les éclaireurs marchèrent sur les redoutes; le reste des trois bataillons nommés plus haut s'élança sur les lignes la baïonnette en avant, et sans aucun tâtonnement : elles furent rompues, les redoutes enlevées, et tout ce qui s'y trouva fut passé au fil de l'épée.

La seconde ligne de l'ennemi, soutenue par des redoutes comme la première, présenta plus de résistance. Le terrain lui était favorable. Quelques pièces de bataille bien placées occasionnèrent une grande perte aux Français. Cette ligne se renforçait d'ailleurs des corps de la première, à mesure qu'on parvenait à les reformer. Les Français cependant continuaient à gagner du terrain; mais au moment où ils s'attendaient à être joints et soutenus par quelques nouveaux bataillons, qui auraient achevé de décider un succès complet, elles reçurent à leur droite et par derrière une décharge de mousqueterie qui renversa 200 hommes.

Ce feu aussi meurtrier qu'extraordinaire, dont on ne pouvait apercevoir la cause, continua avec la plus grande vivacité. Assaillis de tous côtés, les bataillons s'arrêtèrent. L'ennemi, profitant alors de son immense supériorité, s'ébranla et marcha sur eux. La retraite s'opéra entre deux feux. Mais quelles furent la rage et l'indignation des soldats lorsque, rapprochés de la li-

sière du bois, ils reconnurent que c'était par leurs propres camarades, par les bataillons envoyés pour les soutenir, qu'ils avaient été ainsi fusillés !... Ceux-ci, par un inconcevable aveuglement, les avaient pris pour l'ennemi, et avaient tiré dessus à outrance. 1793 — an II France

On ordonna une seconde attaque. Le général Vesu, l'adjudant-général Haquin, officiers du plus grand mérite, et qui possédaient l'estime de toute l'armée, firent les plus grands efforts pour ramener les troupes à la charge. Mais l'ennemi avait repris ses redoutes, ses pièces et sa première position dans laquelle, à la réserve près, il avait réuni toutes ses forces. Les Français, découragés par leur premier échec, et épouvantés de ce nouvel appareil, refusèrent de marcher. Il fallut rentrer au camp. Heureusement que l'ennemi ne songea point à les poursuivre.

Depuis ce moment le camp changea de physionomie : à l'ardeur et à la confiance que les soldats avaient montrées jusqu'alors, succédèrent l'abattement et la tristesse. Ces deux sentiments furent encore augmentés par une seconde diminution des vivres, réduits à moitié du taux ordinaire. Les maladies consumaient tous les jours une quantité effrayante de victimes. Les hôpitaux étaient exclusivement réservés pour les blessés ; les autres malades étaient entassés dans des caves, où l'insalubrité de l'air et le défaut de soins terminaient rapidement leur existence. Vainement les généraux faisaient tous leurs efforts pour ranimer les esprits abattus ; vainement ils parcouraient tous les quartiers, et employaient toutes les ressources de leur éloquence pour rendre aux troupes quelque énergie[1], le camp de Maubeuge avait perdu sans retour sa plus grande force, la con-

[1] Le général Chancel, pour lequel les soldats avaient une juste vénération, dit à cette occasion plusieurs mots qui furent cités. En voici un que nous nous plaisons à rapporter. Pendant qu'il parlait à un des bataillons du camp et l'exhortait à continuer de donner un exemple toujours honorable, un jeune soldat lui fit observer que ce n'était pas le danger qu'il craignait, qu'il ne demandait pas mieux que de se battre, mais qu'après de grandes fatigues il fallait du repos et de la nourriture..... « Eh ! quel mérite et quelle gloire auriez-vous, lui répondit le général Chancel, si vous alliez au champ de bataille en sortant d'un bon logement et d'une bonne table ? Apprenez, jeune homme, ajouta-t-il après avoir développé son idée, que c'est par une

1793 — an II. France. fiance, et désormais la place ne devait plus attendre de secours que de l'extérieur.

Dans la nuit du 14 au 15, l'ennemi s'approcha du camp à l'aide de nouveaux ouvrages, et, le jour venu, il essaya la portée de ses nouvelles batteries. Plusieurs boulets parvinrent jusque dans la place, et y répandirent la terreur. Le bruit courut aussitôt dans le camp que, pour ôter aux assiégés leur dernière ressource, les Autrichiens allaient incendier la ville.

Cette idée était alarmante ; mais, au milieu de ces nouveaux sujets d'inquiétude, le canon se fit tout à coup entendre dans le lointain ; bientôt il sembla se rapprocher et se mêler à des décharges de mousqueterie. L'idée que des Français se battaient peut-être dans ce moment, accourus pour délivrer leurs frères de Maubeuge, inspira à tous les soldats du camp le plus vif enthousiasme. Aussitôt ils se rassemblent, et demandent à grands cris qu'on les mène au combat, promettant qu'ils ont retrouvé tout leur courage, et qu'ils seconderont vaillamment les efforts de leurs libérateurs. Mais, par un entêtement difficile à expliquer, les généraux s'obstinèrent à ne pas croire qu'ils étaient secourus ; ils prétendirent que le feu entendu était celui du siége d'Avesnes, qui n'avait pas lieu ; et les soldats, frémissant de rage, furent obligés de rester dans leur camp. Chancel partage seul la noble assurance des troupes ; mais les autres généraux craignent que cette canonnade ne soit qu'un piége tendu à leur crédulité, et restent dans une inaction coupable.

Cependant c'était bien en effet le canon des Français aux prises avec l'ennemi, que les braves de Maubeuge avaient entendu. A la première nouvelle des dangers qui menaçaient cette place importante, l'armée du Nord était accourue, et c'était pour arracher aux Autrichiens une proie qu'ils regardaient comme facile, que le général Jourdan préludait à ce moment à la bataille de Wattignies ; mais avant d'entrer dans les détails de cet événement si glorieux pour les armes fran-

longue suite de travaux et de privations qu'*il faut acheter l'honneur de combattre et de mourir pour sa patrie !* » Ce mot fit une grande sensation, et excita des applaudissements qui faisaient autant d'honneur à ceux qui l'admiraient qu'à celui qui l'avait dit.

çaises, il convient de reprendre les choses d'un peu plus haut, et de dire comment Jourdan se trouvait en présence de l'armée du prince de Cobourg. 1793 — an II. France.

Houchard, accusé d'avoir trahi les intérêts de la république dans les actions importantes de Hondschoote, avait été traduit au tribunal révolutionnaire, pour y être jugé et condamné. Le Comité de salut public avait nommé Jourdan, qui s'était déjà distingué comme général de brigade à cette même affaire de Hondschoote, pour le remplacer dans le commandement en chef de l'armée du Nord avec ordre de débloquer Maubeuge. Le nouveau général, à peine arrivé à son quartier général de Gaverelle, s'appliqua à réorganiser son armée. Il appela à lui les troupes du camp de Cassel et de la Madeleine; il joignit à ce rassemblement 5,000 hommes de l'armée des Ardennes campés sous le canon de Philippeville. Ces différentes forces réunies pouvaient monter à environ 50,000 combattants, nombre bien inférieur à celui de l'ennemi; mais on pouvait faire entrer en compte les 20,000 hommes du camp retranché de Maubeuge que le prince de Cobourg ne pouvait perdre de vue, et qui devaient l'empêcher de disposer entièrement de son armée pour s'opposer à celle du général français. Jourdan assigna Guise pour rendez-vous à ses troupes, et se disposa à marcher à l'ennemi par Avesnes. Le 10 octobre, son avant-garde était à la portée des avant-postes des alliés.

A cette époque, le prince de Cobourg, auquel s'étaient jointes deux divisions hollandaise et hanovrienne, avait à peu près sous ses ordres 80,000 combattants. Le général Colloredo occupait la rive droite de la Sambre, ayant sous son commandement le comte de Latour, qui était posté du côté de la chaussée de Beaumont, près d'Austregnies et de Cerfontaine. Un autre corps était placé près de la chaussée d'Avesnes, la gauche en arrière de Beaufort, la droite au ravin sur la direction de Wattignies. Le corps d'observation, composé de dix-huit bataillons et cinquante-trois escadrons, aux ordres du général Clairfait, s'était porté jusqu'à Wattignies, Dourlers et Saint-Waast, son aile droite étendue jusqu'à la Sambre, près de Berlaimont. Cinq compagnies et six escadrons, sous le colonel Haddik, assuraient le flanc gauche à Obrechies. Une forte di-

1793 — an II. France. vision, sous Benjowsky, était établie à Beaumont. Elle couvrait le siége du côté de Philippeville, devait contenir l'armée des Ardennes, et lier les opérations avec celle du général Beaulieu. Quand le mouvement des troupes de Jourdan fut connu, Clairfait, à la tête de l'armée d'observation, composée d'à peu près 30,000 hommes, se porta en avant, afin d'inquiéter les Français dans leur marche. Les deux avant-gardes se rencontrèrent, le 14, dans les environs d'Avesnes, et se canonnèrent longtemps sans résultat. C'était cette canonnade qui avait été entendue du camp de Maubeuge.

Mais Jourdan avait fait ses dispositions pour que l'attaque du lendemain fùt générale. Cobourg, dont l'armée occupait, suivant l'usage des Autrichiens, des positions fortement retranchées, était dans une grande sécurité, et attendait les Francais avec beaucoup de confiance. On prétend qu'il avait dit la veille : « J'avoue que les Français sont de fiers républicains; mais s'ils me chassent d'ici, je me fais républicain moi-même. » Ces paroles, que Jourdan eut soin de faire répandre dans l'armée, furent pour les soldats un nouveau sujet d'émulation. Tous jurèrent de se conduire de manière à rendre *républicain* le prince de Cobourg.

Le centre de l'armée autrichienne occupait le village de Wattignies; ses deux ailes étaient distribuées sur les hauteurs du Val de Berlaimont, de Saint-Waast, de Saint-Remy et de Saint-Aubin; son arrière-garde était campée sur les hauteurs de Dourlers. Toutes ces positions, couronnées de bois épais, étaient, par la nature même du terrain et par leur escarpement, très-avantageuses. Cobourg les avait rendues plus fortes encore, en établissant sur les faces de nombreuses batteries disposées par échelons, qu'il fallait affronter et emporter avant d'arriver jusqu'à lui. Cependant Jourdan, sûr de la valeur de ses troupes, ne désespère point de vaincre un ennemi qui avait encore sur lui l'avantage du nombre.

Le 15 octobre, il fit déboucher des bois son armée, et il fit filer plusieurs colonnes devant le front des Autrichiens. Ce front était la partie la mieux fortifiée des positions qu'occupait le prince de Cobourg; il était pour ainsi dire hérissé d'artillerie, car le prince soupçonnait que les Français commenceraient par

là leur attaque. Mais le général Jourdan, malgré le grand développement de l'armée autrichienne, se décida à prendre l'ennemi en flanc et à tenter de tourner ses ailes, et lorsqu'il les aurait entamées, de pénétrer par colonne, en masse, jusqu'au plateau de Dourlers, dont la possession lui livrait le champ de bataille. L'attaque embrassait un demi-cercle de hauteurs comprises entre la Sambre et le village de Wattignies, tandis qu'une division, détachée à droite, débouchait par Solre-le-Château pour rallier la colonne des Ardennes. En passant devant le front de l'armée ennemie, les colonnes françaises reçurent sans se déconcerter toute la bordée des batteries autrichiennes. Les républicains s'élancent avec ardeur, et c'est à travers une grêle de boulets et d'obus qu'ils marchent aux différentes attaques qui leur sont désignées. Arrivés au pied des hauteurs, et au moment où ils commençaient à les gravir, ils sont reçus par une décharge de mitraille qui emporte des rangs entiers. Les soldats français se pressent aussitôt les uns contre les autres, et font disparaître les intervalles. Leur valeur intrépide semble s'accroître à l'aspect du danger. Électrisés par leurs généraux et par la présence et les discours des commissaires conventionnels Carnot, Bar et Duquesnoy, qui, bravant eux-mêmes le péril, se tenaient à la tête des colonnes et les haranguaient, ils franchissent les hauteurs au pas de charge, et, après des efforts inouïs, parviennent enfin aux retranchements. Les Autrichiens s'étonnent de tant d'intrépidité, mais se préparent à se défendre vigoureusement. Au feu de la mousqueterie succède la terrible baïonnette, et les deux partis s'en servent longtemps avec un égal avantage. Pendant trois heures un combat opiniâtre et meurtrier se soutient avec cette seule arme. Repoussés deux fois, les Français pénètrent deux fois dans les redoutes, avec un acharnement sans exemple. En même temps le général Fromentin, à la tête de la division de gauche, s'était emparé des hauteurs de Saint-Remy et de Saint-Aubin et du Val de Berlaimont défendues par Bellegarde.

1793 — an II. France.

Le général Duquesnoy marchait en même temps sur Beugnies et Dimont, à la tête de 10,000 hommes, pour déposter le corps autrichien du général Terzy, qui défendait les approches de Wattignies. Il enleva les premières redoutes après un combat opi-

1793 — an II. France. niâtre, tandis que le général Beauregard débouchait par Solre-le-Château pour empêcher Benjowsky de déborder l'aile droite de l'armée du Nord et d'arrêter la marche de la division Élie, de l'armée des Ardennes, qui arrivait de Philippeville. Ainsi les deux ailes de l'armée de Jourdan avaient débuté d'une manière brillante : les redoutes des bords de la Sambre, ainsi que celles qui couvraient les approches de Wattignies, avaient été enlevées à la baïonnette. Pendant ce temps, le centre, commandé par le général Balland, immobile à la jonction des routes d'Avesnes et de Solre-le-Château, se bornait à canonner Dourlers, d'où lui répondaient les batteries de l'ennemi. Jourdan attendait, pour le pousser en avant, que le résultat des manœuvres de ses ailes fût tout à fait prononcé; mais Carnot, impatient de porter le coup décisif, décida ou plutôt força le général en chef, dont il ne voulut pas écouter les observations, à remonter le ravin de Dourlers, avec la division du centre, pour couper la ligne autrichienne. 13,000 hommes s'élancèrent dans le ravin qui séparait les deux armées. Foudroyées par l'artillerie des Impériaux, les troupes de cette colonne, si imprudemment engagée, hésitèrent; mais soutenues cependant par la présence des représentants Carnot, Bar et Duquesnoy, qui chargeaient vaillamment à leur tête, animées par l'exemple de Balland et du général en chef, elles franchirent le vallon, et déjà elles atteignaient les redoutes lorsque des renforts, tirés par Cobourg de l'extrême droite et du centre, leur opposèrent un front impénétrable et menacèrent leurs flancs. On se décida à la retraite, et l'on rentra dans ses positions affaibli de 1,500 hommes. La nuit mit fin à ce premier combat. Les représentants furent atterrés par cet échec, qui avait failli compromettre le salut de l'armée et même de la France; car si Cobourg eût secondé les efforts de Clairfait en se jetant sur la division Balland, agglomérée dans le ravin, celle-ci eût été complétement anéantie. Carnot et ses collègues résolurent de laisser, à l'avenir, au général Jourdan, l'initiative des mouvements de son armée.

Le lendemain, 16 octobre, Jourdan changea ses positions en disposant sur sa droite son principal effort. Jugeant avec sagacité que, la veille, Dourlers avait été renforcé aux dépens de Wattignies, il porta 24,000 hommes à son aile droite pour

attaquer le centre de la ligne ennemie placé au village de Wattignies. Il prescrivit aux généraux Fromentin et Balland, qui avaient la gauche et le centre, d'engager une vive canonnade et de ne se mettre en mouvement que lorsque l'ennemi aurait évacué ses plateaux et dégarni ses redoutes. Quelques corps de tirailleurs furent seulement placés sur la gauche des Autrichiens, pour les contenir. Ainsi que Jourdan l'avait prévu, le prince de Cobourg n'avait pris aucune disposition nouvelle; son armée occupait les mêmes postes, et les différents corps n'avaient souffert ni augmentation ni diminution : tout était dans le même ordre que la veille.

Au point du jour, les Français se rangent en bataille à la faveur d'un brouillard épais qui dérobait à l'ennemi la connaissance de leurs différents mouvements, et ce n'est qu'au moment où le soleil achevait de le dissiper, qu'il fut permis aux Autrichiens d'apercevoir que les Français étaient en présence et préparés à les attaquer. Le feu de leurs batteries commence aussitôt. Aussi bien servies que la veille, elles produisent d'abord les mêmes ravages. Mais Jourdan avait eu soin lui-même de disposer une artillerie formidable sur les hauteurs dont il était resté maître : elle riposte avec avantage aux décharges multipliées de l'ennemi, tandis que des batteries volantes, masquées derrière les bataillons français, jetaient le désordre dans les rangs des Autrichiens. Ces batteries furent servies avec tant d'activité, et leur feu devint si terrible, que le prince de Cobourg lui-même avoua n'en avoir jamais entendu un semblable. Le mal qu'elles faisaient à l'ennemi était en raison de la rapidité de leurs manœuvres. Les régiments de Klebeck et de Hohenlohe sont presque détruits; celui de Stain, ayant perdu tous ses officiers, est obligé de quitter le champ de bataille. Le général Trézy, qui commandait sur le point attaqué, fut obligé d'abandonner toutes ses positions, après avoir inutilement demandé et attendu des renforts qu'on ne pouvait lui envoyer, parce que le combat était engagé sur toute la ligne.

Au même instant les colonnes françaises, au milieu d'une fumée épaisse, se dirigeaient sur les retranchements ennemis établis au village de Dourlers, et défendus par les grenadiers bohémiens. Les jeunes soldats, enivrés de tous les prestiges du

1793 — an II. France.

jour, s'avançaient à la charge en entonnant ces hymnes belliqueuses qui alors répandaient l'enthousiasme dans les armées. Une vive fusillade succède au bruit de l'artillerie. Les Français se précipitent sur les bataillons, déjà presque tous ébranlés; l'impétuosité de leur attaque glace de terreur les vieux grenadiers bohémiens. Le poste de Dourlers est emporté avant qu'ils aient songé à se défendre; c'est avec peine qu'ils parviennent à regagner un bois qui est en arrière, et ils ne le firent pas sans éprouver une perte considérable. Les vainqueurs étendent leurs ailes, tournent le camp de Wattignies, et forcent tous les corps qui étaient en arrière de se replier dans son enceinte.

Dans le même moment, le général Duquesnoy, à la tête du centre, exécutait le mouvement indiqué par Jourdan. Il chasse les Autrichiens de leurs positions, et s'empare de leurs batteries, qui sont aussitôt dirigées sur le grand point d'attaque. Servies par d'habiles et braves canonniers, elles plongent sur le camp de Wattignies, et le prennent en flanc, tandis que Jourdan pressait lui-même l'attaque du camp. Les Autrichiens, animés par les exhortations et les reproches de leurs chefs, protégés par leurs retranchements, opposaient aux Français une résistance non moins valeureuse; néanmoins après un combat long et meurtrier, ils allaient plier et se mettre en déroute, l'armée alliée allait pour ainsi dire être détruite, lorsqu'un incident, survenant à l'extrême droite, suspendit un moment la victoire. La division du général Élie, de l'armée des Ardennes, qui arrivait par Beaumont, avait été mise en déroute par le corps de Benjowski : ses canons, au nombre de 11, étaient restés au pouvoir de l'ennemi; et le flanc droit de la division Beauregard n'étant plus couvert par ce renfort, la cavalerie de Chasteller et du colonel Haddik, soutenue par l'infanterie du comte de Latour, avait débouché par cette trouée. La brigade Gratien n'avait point soutenu le choc impétueux de cette cavalerie; toute la division Beauregard s'était repliée dans le bois de Solre, et l'armée française allait être prise à revers par les Autrichiens. Jourdan voit ce péril, et se jette au milieu de cette division épouvantée. Le représentant Duquesnoy, frère du général de ce nom, dégrade le général Gratien, et se met lui-même à la tête de sa

brigade. Jourdan rallie le reste des troupes de Beauregard, et les soldats, honteux de leur fuite, reviennent avec impétuosité sur les ennemis. 1793 — an II. France.

Cet échec pouvait devenir fatal à toute l'armée, et déjà la droite des Français, inquiète de ce mouvement, s'ébranlait et en faisait un rétrograde, lorsque le chef de brigade du génie, Carnot, frère du représentant, dirige tout à coup une batterie à l'endroit où les Autrichiens, vainqueurs, s'élançaient à la poursuite des Français. La mitraille renverse une partie des combattants, et jette parmi eux la confusion; ils reculent, et les Français, se ralliant aussitôt à la voix de leurs chefs, font volte-face et reviennent avec une nouvelle ardeur. En un moment les retranchements du camp de Wattignies sont franchis, emportés. Les colonnes républicaines fondent sur les Autrichiens déjà rompus. Ceux-ci fuient et évacuent leur camp en désordre. Malheureusement la nuit était survenue, le même brouillard du matin la rendait plus obscure encore, il fut impossible de poursuivre les fuyards. A la faveur de ce brouillard, qui dura jusqu'au lendemain à midi, l'armée autrichienne passa la Sambre au-dessus et au-dessous de Maubeuge, et opéra sa retraite sans être inquiétée. Mais le but du général Jourdan était atteint. Bien que victorieux sans trophées, il avait chassé les Autrichiens de leurs positions, il les avait forcés de repasser la Sambre, et il avait délivré Maubeuge; quels plus beaux résultats attendre d'une victoire?

On s'étonne encore aujourd'hui, et sans pouvoir en dire le motif, de ce que l'armée qui occupait un camp retranché sous les murs de Maubeuge n'ait fait aucun mouvement pour seconder les efforts de Jourdan pendant la bataille, quoique le bruit du canon et celui d'une vive fusillade eussent, dès le 15, convaincu tous les soldats du camp qu'on se battait pour les délivrer; M. le général Thiébaut, dont les notes nous ont été de la plus grande utilité pour ce qui est relatif à ce blocus, et qui faisait partie du camp de Maubeuge, observe cependant que cette inaction ne peut être imputée qu'aux énergumènes qui, alors, ne laissaient à beaucoup de chefs militaires que l'apparence du pouvoir, que partout les Jacobins usurpaient par la terreur. C'est donc à eux qu'il attribue le tort de s'être borné,

1793 — an II. France.

dans les journées des 15 et 16, à échanger quelques coups de canon insignifiants.

On peut même ajouter, comme preuves de cette assertion, les faits suivants : le général Chancel avait ouvert l'avis d'ébranler l'armée tout entière, de fondre sur les Autrichiens pendant que l'armée du Nord se battait si vaillamment, et de contribuer ainsi à une victoire qui avait pour but principal la délivrance de Maubeuge. Son avis fut rejeté ; on fit prévaloir la résolution *de ne sortir du camp que lorsqu'on pourrait donner la main aux chefs de l'armée de secours*. Le général Carnot, dans son rapport sur le déblocus de Maubeuge, signala cette inaction, et ne désigna personne comme coupable. Le Comité de salut public ordonna une enquête, et elle n'eut aucun résultat. Mais le général Chancel, qui seul avait opiné pour une sortie, fut accusé, arrêté, conduit à Paris, mis en jugement, pour se servir des expressions du temps, et assassiné pour une faute qui lui était étrangère !... Nouvel exemple de ce qu'on nommait alors *justice nationale*[1]. La hache révolutionnaire le frappa le même jour que les généraux O-Moran et Davesnes, et ce nouvel assassinat juridique fit dire, à toute l'armée, que le brevet de général n'était plus qu'un brevet de guillotine.

Quoi qu'il en soit, la victoire de Wattignies fut un événement

[1] Le vainqueur de Wattignies, qui venait de rendre un si grand service à sa patrie, faillit quelque temps après avoir un sort semblable à celui de l'infortuné Chancel. Après la prise de Menin et de Marchiennes, événements qui suivirent presque immédiatement la bataille de Wattignies, il fut ordonné de tenter une invasion dans la Belgique, et de faire, en cas de revers, dans ce beau pays, les ravages que Louvois avait autrefois forcé Turenne d'effectuer dans le Palatinat. Jourdan, trop généreux pour devenir incendiaire, offrit sa démission. Devenu suspect par cette honorable résistance aux volontés d'un gouvernement qui n'en avait que d'absolues, il fut mandé à Paris, éprouva tous les honneurs de la persécution, fut menacé d'être mis en jugement, et enfin fut destitué et remplacé par Pichegru. Barrère, dans le rapport qu'il fit à ce sujet à la Convention, disait, tout en annonçant la destitution de Jourdan : « Mais le vainqueur de Wattignies, le libérateur de Maubeuge, ne doit pas rester sans un témoignage de la reconnaissance nationale ; nous vous proposons de lui accorder sa retraite, conformément aux lois établies. » Comment pensait-on à destituer un général qui méritait la *reconnaissance nationale*? Heureusement pour la France, qui allait lui devoir de nouveaux triomphes, le général Jourdan ne jouit pas longtemps de cette retraite, qu'on lui accordait comme un témoignage de reconnaissance.

bien important pour la France, puisqu'il empêcha la prise d'une armée bloquée, et qu'il procura sur le point où elle avait été gagnée un repos de près de cinq mois, pendant lequel les nouvelles levées eurent tout le temps de s'effectuer, de s'organiser, et de s'instruire assez pour être mises en campagne l'année suivante. Elle coûta aux Français à peu près 3,000 hommes tués ou blessés; les Autrichiens n'avouèrent qu'une perte de 2,500 hommes, tandis que Jourdan, dans son rapport daté d'Avesnes le 17, l'élève à 6,000 hommes. 1793 — an II. France.

Combat de Haguenau. — Après l'évacuation des lignes de Weissembourg, l'armée française s'était établie derrière les anciennes lignes de la Moder : la droite était au village de Druzenheim, le centre à Haguenau, et la gauche dans la vallée de Reichshoffen; elle occupait cette petite ville et Monckenhoffen, pour conserver une libre communication avec Bitche. Les généraux Brunswick et Wurmser, qui s'étaient avancés, le premier à Werdt, et le second à Sultz, veulent encore essayer de déposter les Français de leurs nouvelles positions. Une attaque générale est ordonnée sur tous les points; et, le 17 octobre, les républicains ont à se défendre contre toutes les forces réunies des coalisés. Le centre et la gauche de leur armée font d'abord des prodiges. Assaillis par des forces bien supérieures, ils conservent longtemps leurs positions, et parviennent même à faire perdre du terrain à l'ennemi; mais le général Dubois, n'ayant pu lui résister, se retire en désordre à Honheim, près de Strasbourg. Ce mouvement met à découvert toute la droite du centre, et bientôt le général en chef se voit obligé de porter l'armée entière derrière la rivière de Souffel, et son quartier général à Schilligheim, aux portes de Strasbourg. Ce dernier désastre, que plusieurs autres avaient précédé sur ce point, transporta de fureur le Comité de salut public; il s'en prit aux généraux, qu'il destitua tous, en les accusant de trahison, parce que la plupart étaient d'anciens nobles. Il nomma, pour les remplacer, et choisit dans les rangs des plébéiens, les hommes auxquels il supposa assez de génie ou assez d'audace pour se charger du commandement, dans cette circonstance critique où le premier pas à faire était de réparer des revers. Pichegru et Hoche, nommés les premiers, l'un au commande- 17 octobre. (20 vendém.)

1793 — an II. France. ment de l'armée du Rhin, et l'autre à celui de l'armée de la Moselle, devaient en effet, par leurs succès, justifier cette mesure aux yeux de la nation.

17 octobre. (26 vendém.) Vendée. *Bataille de Chollet.* — Vainqueurs à la Tremblaye, les troupes républicaines marchèrent sur Chollet et occupèrent cette ville, le 16 octobre. Les divisions, également victorieuses à Châtillon, se réunirent, le même jour, à celles du général Lechelle; et l'armée de l'Ouest, se trouvant ainsi complète, prit position sur les hauteurs qui dominent la ville à l'est.

L'armée vendéenne acheva de se rallier à Beaupréau. Les chefs tinrent de suite conseil pour concerter de nouvelles mesures. Talmont, qui exerçait une grande influence sur quelques cantons de la Bretagne, ouvrit l'avis de se retirer dans cette province; il avait déjà fait une proposition semblable, le matin du combat de la Tremblaye, engagé presque contre son opinion. Cette fois, il trouva beaucoup moins d'opposition; un grand nombre de chefs se rangèrent de son avis, et il fut résolu qu'on marcherait pour se réunir aux nombreux partisans de la cause royale que renfermait la Bretagne. Mais le valeureux Bonchamp ne se décidait qu'avec regret à quitter une contrée qu'il avait illustrée par ses exploits: il obtint qu'on tenterait encore un dernier effort avant d'effectuer le fatal passage de la Loire. D'Elbée, Royrand, Laroche-Jacquelein, et une grande partie des autres chefs, appuyèrent la proposition, et l'attaque de Chollet fut résolue.

Le 17 au matin, les Vendéens, au nombre d'à peu près 40,000 hommes, se mettent en marche, et se dirigent sur Chollet. A la nouvelle de l'approche de l'armée royaliste, Lechelle range ses troupes en bataille sur la lande, en avant de Chollet, et place la garnison de Mayence en réserve. Les dispositions de l'armée vendéenne parurent, en cette circonstance, beaucoup plus militaires qu'elles ne l'avaient encore été, et c'est à Bonchamp qu'il faut en attribuer l'honneur. Cet homme extraordinaire, qui n'a pas été assez apprécié, même par ceux de son parti, avait l'instinct de la guerre, et était appelé à parcourir une carrière brillante, si la mort ne l'eût frappé trop tôt pour le succès de la cause royale. Mais n'anticipons point sur cet événement.

Les troupes de Stofflet et de Laroche-Jacquelein commencent l'attaque en colonnes serrées, sur la droite et sur la gauche de l'armée républicaine. Bonchamp et d'Elbée marchent sur le centre, que commandait le général Chalbos. Ce premier choc est si vigoureux, que la ligne républicaine en est ébranlée. Les troupes de Chalbos sont enfoncées; le général Bard est blessé, en chargeant à la tête d'une colonne de grenadiers [1]. En ce moment, la réserve se portait en avant pour rétablir le combat. Bard, malgré sa blessure, rallie ses grenadiers, qui commençaient à céder aux efforts des Vendéens, et leur dit, en montrant les colonnes mayençaises qui arrivaient au pas de charge : « Camarades, voulez-vous passer pour des lâches aux yeux de ces braves? » Les grenadiers se reforment, et font face à l'ennemi. La réserve arrive, et le combat recommence avec une nouvelle fureur. L'artillerie des Mayençais jette le désordre parmi les Vendéens, qui cèdent à leur tour. En vain Bonchamp, d'Elbée, Laroche-Jacquelein et les autres chefs cherchent, par leur exemple, à ranimer le courage de leurs troupes, et s'efforcent de les rallier. La cavalerie se débande et prend la fuite. L'infanterie ne tarde pas à prendre le même parti. Bonchamp, Laroche-Jacquelein, d'Elbée, parviennent cependant à rallier deux cents cavaliers et quelque infanterie, et se jettent en désespérés dans les rangs républicains, où ils portent la terreur et la mort. Le général Beaupuis se trouve serré par eux et se défend avec un grand courage; mais son cheval étant tombé sous lui, il allait périr, quand il est sauvé par un bataillon mayençais. La faible troupe des Vendéens ne pouvait résister longtemps à tous les efforts réunis contre elle. Laroche-Jacquelein s'échappe de cette sanglante mêlée; Bonchamp et d'Elbée tombent, couverts de blessures. Cependant, la division de Lyrot de la Patouillière, qui n'avait pu se réunir au gros de l'armée vendéenne, au départ de Beaupréau, accourait, en toute hâte, pour prendre part à l'action; mais il était trop tard. Une troupe d'avant-garde, commandée par Piron, parut seule sur le champ de bataille, au moment

[1] C'était la garde de la Convention, envoyée depuis quelque temps à l'armée pour y combattre les Vendéens. Ce corps se composait de presque tous vieux soldats, anciens gendarmes ou gardes françaises.

1793 — an II. Vendée. même où le généralissime d'Elbée et le héros vendéen Bonchamp succombaient sous les coups de leurs ennemis. Piron écarte tous ceux qui entouraient ces deux chefs, et parvient à les soustraire à la mort sur le champ de bataille. D'Elbée fut transporté d'abord à Beaupréau, et de là à Noirmoutier. Bonchamp, porté par ses soldats, gagna Saint-Florent. L'effort de Piron fut le dernier que firent les Vendéens dans cette action. Tous s'enfuirent, dispersés, jusqu'à Beaupréau. L'armée républicaine était elle-même si fatiguée de la journée, qu'elle ne s'attacha point à poursuivre les débris de celle des royalistes.

La perte des Vendéens, dans les deux journées de la Tremblaye et de Chollet, fut évaluée à 10,000 morts. Les troupes républicaines exécutèrent à la rigueur les terribles mesures de la Convention contre le territoire insurgé : Chollet fut livré au pillage et incendié.

18 octobre. (27 vendém.) *Combat de Beaupréau.* — Les Vendéens, vaincus à Chollet, ne s'étant point vu poursuivre par l'armée victorieuse, se croyaient pour quelques instants tranquilles à Beaupréau. Tout à coup le canon se fait entendre, les cris, *Aux armes!* retentissent de toutes parts. Les républicains sont sous les murs de la ville. Westermann, accouru de Châtillon pour se réunir à l'armée de l'Ouest, n'était arrivé qu'après la défaite des royalistes. Furieux de n'avoir pu prendre part au combat, il avait sollicité et obtenu l'ordre de se mettre d'abord à la poursuite des vaincus, pour les empêcher de se rallier. Les divisions des généraux Haxo et Beaupuis devaient appuyer son mouvement. Westermann, après avoir égorgé les avant-postes, pénètre dans Beaupréau, renversant et taillant en pièces tout ce qui s'oppose à sa marche.

Henri de Laroche-Jacquelein, devenu l'espoir des Vendéens après la perte de Bonchamp et de d'Elbée, cherche, mais en vain, à rallier quelques soldats. Sa voix n'est point écoutée au milieu du désordre que l'irruption imprévue de Westermann a fait naître; chacun fuit épouvanté. Dix pièces d'artillerie, trente mille rations de pain, un magasin à poudre, un grand nombre de prisonniers sont abandonnés aux républicains. Ceux-ci, comme à Chollet, entraînés par l'ardeur du pillage et fatigués d'ailleurs par les marches forcées qu'ils venaient de

faire pendant une partie de la nuit, prirent à Beaupréau, au milieu des excès de tous genres, un repos favorable aux Vendéens. 1793 — an II. Vendée.

Combat de Gilette. — La guerre civile du Midi avait nécessité l'emploi d'une partie des troupes destinées à garder les frontières et à maintenir la conquête des contrées enlevées aux Piémontais. D'un autre côté, ceux-ci avaient été renforcés par quelques troupes autrichiennes, et leur armée avait pris la dénomination d'*austro-sarde*. L'occasion était favorable pour agir offensivement, et ils voulurent en profiter; mais leur entreprise échoua. Les postes qu'ils parvinrent à surprendre et à enlever furent repris presque aussitôt. Les Français conservèrent leur terrain. De toutes les affaires qui eurent lieu à cette époque, une seule mérite d'être rapportée, parce qu'elle fait honneur au courage des soldats français et à l'habileté du chef qui les commandait. 19 octobre. (22 vendém.) France.

8,000 Austro-Sardes, aux ordres du général de Wins, venaient de descendre par la vallée de la Blure sur Gilette et le Broc. Le général Dugommier, qui commandait les troupes dans cette partie, avait son quartier général à Utelle. Le but du général ennemi, en s'emparant de ces deux postes, surtout de celui de Gilette, était d'y former des magasins et d'en faire la base de ses opérations ultérieures. Étant maître de passer le Var à volonté, il pouvait se porter sur les derrières du corps français occupant le comté de Nice, faire une pointe en France, et couper les communications avec l'intérieur. Gilette fut donc occupé par 4,000 Autrichiens, Croates et Piémontais, et six pièces de canon. Dugommier, à la nouvelle de cette invasion, prend avec lui 300 chasseurs et grenadiers, confie la défense d'Utelle à l'adjudant général Despinois, et fait passer l'ordre au chef de bataillon Martin de marcher de Broc sur Gilette. Martin surprend l'ennemi dans le village de la Roque, qu'il était occupé à piller, l'en chasse, et délivre une compagnie de son bataillon, qui s'était retranchée dans un vieux château auprès du village quand les Austro-Sardes s'étaient présentés pour s'emparer de ce village. 88 Autrichiens furent faits prisonniers dans cette attaque partielle. Dugommier, qui venait de faire une marche de sept lieues pendant la nuit, et qui,

1793 — an II. France.

chemin faisant, avait réuni tous les détachements qui se trouvaient sur son passage ou à proximité, se trouve en présence de l'ennemi, le 19 octobre, au point du jour. Il n'avait pas 1,000 hommes sous ses ordres; mais cette grande infériorité ne l'arrête point. Il attaque avec la plus grande impétuosité, et culbute les Austro-Sardes, qui le croyaient bien éloigné. Tout cède à ce choc aussi vigoureux qu'imprévu. Gilette est évacué; l'artillerie, les munitions, les tentes du corps d'armée du général de Wins, restent au pouvoir des Français. 800 morts, 700 prisonniers sont les résultats du combat; la province est garantie d'une invasion, et la sûreté des troupes françaises dans le comté de Nice n'est point compromise.

19 octobre. (28 vendém.) Vendée.

Passage de la Loire par les Vendéens. — La petite ville de Saint-Florent, sur la Loire, était devenue le refuge des malheureux Vendéens après les sanglantes défaites qu'ils venaient d'essuyer consécutivement à la Tremblaye, à Chollet et à Beaupréau. Déjà même, par une utile prévoyance, quelques centaines d'hommes des compagnies bretonnes avaient été détachés de l'armée royaliste pour occuper le poste de Varades, village sur la rive droite de la Loire, afin d'assurer, à tout événement, le passage de ce fleuve. Ce passage était résolu, comme nous l'avons dit plus haut, avant la désastreuse journée de Chollet, et d'ailleurs, le danger imminent rendait cette mesure plus que jamais indispensable et urgente. Ainsi, la contrée qui avait été le premier foyer de l'insurrection royaliste, allait être abandonnée par ses habitants, par le plus grand nombre de ses valeureux défenseurs. Charette restait seul pour soutenir, sur la rive gauche de la Loire, tout le poids d'une guerre terrible, d'une guerre d'extermination.

La plage de Saint-Florent offrait en ce moment le spectacle le plus déchirant. Quatre-vingt mille individus de tout âge, de tout sexe, de toutes conditions, soldats, femmes, enfants, vieillards, un nombre considérable de blessés, remplissant l'air de leurs cris et de leurs imprécations, étaient réunis, pressés dans un étroit espace. Tourmentée par la crainte de voir s'approcher les républicains, dont l'épaisse fumée des villages réduits en cendre annonçait les ravages, cette population, au moment de quitter avec un empressement forcé le sol natal, invoquait l'appui et

CARE LA VENDÉE,

et spécialement por jusqu'à sa destruction à Savenay.

T. 1er Page 318.



160 Kilomètres.

CARTE POUR L'INTELLIGENCE DE LA GUERRE DE LA VENDÉE,

et spécialement pour la marche de l'Armée Vendéenne jusqu'à Granville et de son retour jusqu'à sa destruction à Savenay

T. 1er Page 318



80 — 160 kilomètres.

la vengeance célestes, et versait des larmes de sang au souvenir de ses anciens triomphes. Épouvantable tableau, et bien propre à inspirer la plus profonde horreur pour les dissensions civiles!!! La désolation générale s'accroissait encore par l'aspect du désespoir moins prononcé, mais non moins effrayant, des chefs de cette multitude. Bonchamp et Lescure, blessés à mort, et qui, tous deux, ne devaient plus revoir les champs vendéens, étaient bien moins sensibles à leurs douleurs physiques qu'à celle de voir la ruine totale et prochaine du parti qu'ils avaient embrassé et défendu avec tant de dévouement et un si noble courage. Lescure, surtout, qui n'avait jamais approuvé le passage de la Loire, à l'effet de transporter le théâtre de la guerre en Bretagne; Lescure attaché aux lieux qui l'avaient vu naître, et pour la défense desquels il avait tant de fois versé son sang, s'écriait qu'il voulait mourir sur le sol vendéen et se faire tuer de la main des républicains. Le jeune et bouillant Laroche-Jacquelein, ami de Lescure et partageant toutes ses opinions, voulait aussi mourir les armes à la main, en courant se précipiter dans les rangs d'un ennemi irrité, devenu même impitoyable.

1793 — an II. Vendée.

En cette circonstance désespérante, une nouvelle scène va nous faire ajouter un dernier trait au tableau que nous esquissons à regret, mais que nous devons autant à la vérité historique qu'au besoin de reproduire quelques faits héroïques, qui reposeront du moins l'imagination agitée si cruellement par ces déplorables récits.

5,000 républicains, faits prisonniers en différentes occasions par les Vendéens, étaient renfermés dans l'église de Saint-Florent. L'excès de l'infortune et du désespoir exaspère tous les hommes, et les porte souvent aux actes les plus atroces. Il ne paraîtra donc pas étonnant que les Vendéens, dans l'extrémité où ils étaient réduits, songeassent à se venger des maux que leur faisaient éprouver les partisans de la république, sur ceux de ces derniers que les chances de la guerre avaient mis en leur pouvoir et à leur discrétion. Un immense attroupement se forma autour de l'église; la multitude demande à grands cris qu'on lui livre les prisonniers, pour les massacrer. Il est affligeant de dire qu'à la tête de ces furieux se trouvait un

1793 — an II. Vendée. homme qui, par son éducation et le caractère dont il était revêtu, n'était point appelé, malgré ses récriminations personnelles, à jouer un rôle dans cette scène hideuse. Nous voudrions pouvoir taire son nom, mais l'impartialité dont nous faisons profession nous le défend. Oubliant à la fois les préceptes de la religion dont il s'était déclaré le défenseur en prenant les armes pour elle, et les lois de la guerre, qu'il ne pouvait méconnaître en sa qualité de membre d'un ordre militaire respectable, Cesbron d'Argogne, commandant de Chollet [1], vieux chevalier de Saint-Louis, échauffait les esprits des soldats vendéens par ses discours; il les excitait à la vengeance, en leur rappelant toutes les atrocités commises par les républicains. Il était écouté avec enthousiasme, et déjà les soldats s'avançaient pour égorger les prisonniers, quand la digne épouse du généreux Bonchamp parut sur la place. Elle fit à d'Argogne des reproches si vifs sur son étrange conduite, que celui-ci, honteux de ses emportements, se retira.

Cependant les cris de mort se faisaient toujours entendre. Le conseil des Vendéens, rassemblé pour délibérer sur le sort des prisonniers, entraîné sans doute par le mouvement général et par un sentiment personnel de vengeance mal calculé, donna l'ordre de fusiller les 5,000 républicains. Le loyal Lescure, presque au lit de la mort, s'écrie à cette occasion : « Voilà un acte infâme! » Bonchamp, qui lui-même était dans une situation encore plus désespérée, mais qui exerçait pourtant la suprême autorité militaire par l'absence du généralissime d'Elbée, s'oppose formellement à l'exécution de cette délibération barbare. Il fait à l'instant même proclamer un ordre du jour qui défend, sous peine de mort, d'attenter à la vie des prisonniers. C'est par cet acte de générosité et de courage magnanime que le héros de la Vendée termina sa glorieuse carrière. Il mourut dans le bateau qui le transportait de l'autre côté de la Loire.

Parmi les prisonniers sauvés ainsi de la fureur des Vendéens, était un négociant de Nantes, dont le nom doit figurer dans

[1] Cesbron d'Argogne avait été chargé de conduire et d'escorter ces mêmes prisonniers de Chollet à Saint-Florent : ainsi ces derniers étaient placés sous sa sauve garde, ce qui rend encore sa conduite plus odieuse. (*Mémoires de Madame de Laroche-Jacquelein.*)

l'histoire à côté de celui des hommes qui se sont le plus distingués par l'élévation de leur caractère, et surtout par leur constance à la foi jurée. Le trait que nous allons rapporter ne peut être étranger aux annales de la gloire française. Haudandine, fait prisonnier en combattant contre les Vendéens à l'affaire de Légé, fut renvoyé à Nantes sa patrie, avec deux autres habitants de cette ville, sous la promesse solennelle qu'ils firent de revenir se constituer prisonniers, si la mission dont on les chargeait ne réussissait point. Il s'agissait de négocier un échange de prisonniers; le délai était fixé à trois jours, et la vie des autres prisonniers républicains répondait du retour de ces envoyés. La proposition des Vendéens ne fut point agréée, et l'on défendit aux négociateurs de retourner chez l'ennemi. Deux d'entre eux se laissent intimider ou persuader. Haudandine, fidèle à la parole qu'il a donnée, ne veut rien écouter, et, nouveau Régulus, malgré les sollicitations, les instances, les prières de sa famille, les menaces même que lui font ses concitoyens de le traiter en émigré, il part pour remplir sa promesse et sauver la vie à ses compagnons d'infortune, dont le sort dépendait de son retour. Les Vendéens accueillirent cet homme généreux avec une sorte de respect; mais le voyant inébranlable dans son opinion politique, ils crurent devoir le retenir dans les fers. Depuis lors, errant de prison en prison, il avait été conduit à Saint-Florent, où l'héroïsme de Bonchamp lui sauva la vie et le rendit à la liberté!

1793 — an II. Vendée.

Le mouvement de fureur des Vendéens étant calmé, ils ne s'occupèrent plus que d'effectuer le passage de la Loire. Le détachement envoyé, comme on l'a déjà dit, à Varades, y avait réuni une vingtaine de barques ou bateaux en assez mauvais état; mais la terreur était telle, qu'elle ne permit pas d'examiner ces moyens de transport, et d'y faire les réparations nécessaires. Les malheureux fugitifs s'y précipitèrent et s'y entassèrent à l'envi les uns des autres. Plusieurs, en s'attachant aux chevaux et aux bestiaux qu'ils traînaient avec eux; d'autres, en se jetant à la nage, essayèrent de traverser le fleuve : un grand nombre périrent dans le trajet.

Si l'armée républicaine, au lieu de s'arrêter au pillage, à la dévastation et à l'incendie des villes et des villages, se fût pré-

1793 — an II. Vendée.

sentée en ce moment, avec son artillerie, sur les hauteurs de Saint-Florent, c'en était fait du parti royaliste dans ces contrées ; un seul jour voyait terminer la guerre vendéenne. Mais ce fut seulement le troisième jour après l'occupation de Beaupréau que les vainqueurs songèrent sérieusement à poursuivre leurs ennemis.

CHAPITRE IV.

SUITE DE L'ANNÉE 1793.

Marche des Vendéens après le passage de la Loire. — Bataille d'Entrames. — Prise de Menin et de Marchiennes. — Combat de Guise. — Siége de Granville. — Bataille d'Antrain. — Combats de Ceret, de Kaiserslautern. — Déroute du Mans. — Siége de Toulon. — Déroute de Savenay. — Combat et prise du fort Saint-Elme, de Port-Vendres et de Collioure. — Reprise des lignes de Weissembourg, et déblocus de Landau, etc., etc.

Nous avons vu, dans le chapitre précedent, comment, après avoir été forcées de céder la victoire sur presque tous les points pendant la première période de 1793, les armées françaises avaient tout à coup effacé la honte de leurs défaites momentanées par des succès éclatants, et prouvé à l'Europe qu'elles n'avaient point dégénéré de l'antique valeur de leur nation. La prise des grandes places du Nord[1], qui d'abord avait répandu un sentiment général de terreur parmi les républicains, était devenue pour eux comme le signal et la cause des efforts les plus héroïques, tentés pour réparer ces pertes. Une foule de citoyens s'étaient volontairement enrôlés dans les bataillons destinés à renforcer les armées, et portant dans les rangs des soldats tout leur enthousiasme, avaient inspiré à ces vieilles phalanges la généreuse ardeur et la confiance propres à la jeunesse. Le gain presque inespéré de la bataille de Hondschoote, en rendant au gouvernement conventionnel l'appui si formidable de l'opinion, l'avait mis à même d'organiser avec plus d'ordre tous ses moyens de défense. Il avait profité du moment de répit que donnait ce grand avantage remporté sur l'ennemi, pour compléter les cadres des armées et augmenter leur matériel. Plus tranquilles sur les événements du Nord, les membres

1793 — an II.

[1] Valenciennes, Condé et le Quesnoy.

1793 — an II. du comité de salut public, chargés de diriger les opérations militaires, prêtèrent alors une attention plus particulière à ce qui se passait dans l'Ouest. Ils envoyèrent dans la Vendée les garnisons de Mayence et de Valenciennes, prisonnières sur parole. En même temps l'ordre fut donné, aux généraux chargés de les commander, de renoncer au système d'isolement qu'ils avaient gardé jusqu'alors, et d'agir par grandes masses contre les Vendéens. De rapides succès justifièrent promptement toute la sagesse de cette tactique nouvelle. Les royalistes, vaincus, forcés de fuir, avaient passé la Loire pour chercher un asile en Bretagne.

Maintenant nous allons voir le gouvernement républicain recueillir le fruit des mesures qu'il venait de prendre. Le parti royaliste, après quelques brillants efforts dignes d'un meilleur destin, va tout à coup se dissoudre, écrasé par les masses républicaines. Les Vendéens, détruits à Savenay le 22 octobre, et les Toulonnais, obligés d'abandonner leur ville le 18 du même mois, offriront un rapprochement curieux dans la destinée d'un parti qui combattait pour la même cause aux deux extrémités du royaume. Enfin, Hoche, en chassant les Prussiens des lignes fameuses de Weissembourg, terminera d'une manière glorieuse cette année 1793, qui avait commencé sous des auspices si malheureux.

22 octobre. (1er brum.) Vendée.

Marche des Vendéens après le passage de la Loire; combat et prise de Laval. — Retournons sur les rives de la Loire, dans ces champs de la Bretagne où nous avons laissé les valeureux Vendéens, après qu'ils eurent traversé le fleuve.

Dès le 16 octobre, au moment même où ils se préparaient à livrer la sanglante bataille de Chollet, Bonchamp, suivant le projet déjà adopté de conduire en Bretagne l'armée royale et catholique, avait détaché, sous la conduite de d'Autichamp, 200 hommes de troupes bretonnes, chargés de passer la Loire et de s'emparer de Varades, premier poste républicain qu'on devait trouver sur l'autre rive. D'Autichamp, embarqué avec sa petite troupe sur des barques légères, et voguant d'île en île, s'était présenté à la nuit devant le poste de Varades. Le commandant républicain, ne soupçonnant pas même qu'on pût l'attaquer, n'était nullement sur ses gardes.

Les Vendéens débarquent en silence, fondent à l'improviste sur les sentinelles, les égorgent, et forcent la garnison entière de prendre honteusement la fuite. Cet événement était très-heureux pour les royalistes. D'Autichamp, maître de Varades, se servit des batteries républicaines pour protéger le passage de l'armée fugitive. Si le commandant républicain ne se fût point laissé surprendre, et surtout si Westermann eût mis son activité accoutumée à poursuivre les vaincus après la bataille de Chollet, les Vendéens, pris entre deux feux sur les bords de la Loire, pouvaient tous être exterminés, ou être forcés de mettre bas les armes.

1793 — an II.
Vendée.

Quoi qu'il en soit, les Vendéens, débarqués enfin après des peines inouïes, s'étaient aussitôt fortifiés dans Varades et dans Ancenis, dont Rostaing s'était emparé, malgré les efforts du conventionnel Merlin de Thionville. Une batterie de quarante pièces de canon défendait le premier de ces deux endroits, et déjà l'armée poussait ses avant-postes jusqu'à Saint-Georges, à quatre lieues d'Angers. Mais les Vendéens, amoncelés dans cette position, ne pouvaient y rester longtemps; il était urgent de se mettre en marche, et cependant l'armée manquait de général pour la diriger. D'Elbée avait disparu depuis la bataille de Chollet : on ne savait ce qu'il était devenu[1]; Bonchamp était mort de ses blessures pendant la traversée de la Loire; Lescure, la tête fracassée d'un coup de feu, était mourant, et ne pouvait plus se tenir à cheval. Une foule de prétendants s'offraient pour remplacer ces chefs recommandables. Seul entre tous les chefs secondaires, un jeune héros, Henri de Laroche-Jacquelein, que sa modestie, sa bravoure et la grandeur de son caractère avaient fait chérir de tous les Vendéens, ne songeait point à se mettre sur les rangs. Mais proposé par Lescure lui-même au conseil assemblé à Varades, il réunit tous les suffrages, et est proclamé d'une voix unanime généralissime de l'armée royale et catholique. Henri, qui n'avait alors que vingt-un ans, veut s'excuser sur son extrême jeunesse. De nobles larmes coulent de ses yeux en apprenant sa nomination; il veut supplier Lescure de reprendre le

[1] Nous verrons par la suite qu'il s'était retiré à l'armée de Charette, à cause de ses nombreuses blessures.

1793 - an II. Vendée.

commandement : « Non, dit Lescure, aussi généreux que son ami ; si je me rétablis, je serai ton aide de camp : je t'aiderai à vaincre cette timidité qui t'empêche de te livrer à la force de ton caractère, et d'imposer silence aux brouillons et aux ambitieux. Jusque-là, c'est à toi de mener les Vendéens à la victoire. » Laroche-Jacquelein est forcé d'accepter le grade qui l'honore. Stofflet fut nommé major-général de l'armée ; le prince de Talmont, général de la cavalerie ; le chevalier Duhoux, adjudant général, et Bernard de Marigny, commandant de l'artillerie, comme il l'avait été jusqu'alors. Toutes ces nominations se firent à la pluralité des voix, pour inspirer aux Vendéens plus de confiance, en leur donnant des chefs de leur choix. Quand l'organisation de l'état-major de l'armée fut ainsi terminée, on délibéra sur la direction à prendre. Il fut décidé que les Vendéens marcheraient sans délai sur Laval.

Cependant les généraux républicains, sur l'autre rive de la Loire, étaient honteux d'avoir laissé échapper les royalistes. Réunis aux commissaires conventionnels présents à l'armée, ils s'assemblent précipitamment à Beaupréau, pour tenir un conseil de guerre et délibérer sur les opérations ultérieures. Le général Lechelle était d'avis de passer la Loire, et de se mettre sans délai à la poursuite des Vendéens. Mais on manquait de toute espèce de moyens de transport ; les royalistes étaient devenus formidables, en se fortifiant sur la rive opposée, et déjà leur artillerie avait répondu vigoureusement à celle de Westermann, arrivée trop tard sur les hauteurs de Saint-Florent ; enfin, comme il était à craindre que les Vendéens ne se portassent sur Nantes ou sur Angers et s'en emparassent, il fut décidé que l'armée prendrait la double direction de ces deux villes, vis-à-vis desquelles elle passerait le fleuve. La plus forte colonne se mit en marche sur Nantes pour y arriver le 20, et en repartir le 21 en deux divisions, l'une se dirigeant sur Rennes, l'autre, aux ordres du général en chef Lechelle, sur Ancenis. L'avant garde marchait déjà, sous le commandement du général Beaupuis, pour garantir Angers. Quelques bataillons seulement restèrent dans la Vendée, afin d'en contenir les habitants.

Mais déjà les royalistes avaient pris les devants, et mena-

çaient Laval. Dès le 18, Desessards, Dehagues et le chevalier Duhoux, à la tête de 2,000 Vendéens, avaient repoussé jusqu'aux portes d'Angers le peu de troupes que l'adjudant-général Tabary avait envoyées à leur rencontre. Les deux partis s'étaient rencontrés à Ingrande, poste intermédiaire entre Varades et Angers. Tabary fut repoussé, et perdit deux canons. En vain, pour le soutenir, une partie des anciennes garnisons de Condé et de Valenciennes accourut du Pont-de-Cé : le général Aulanier, qui commandait ce renfort, ne fut pas plus heureux que Tabary, et les républicains, en s'enfuyant, allèrent répandre l'alarme dans Angers.

1793 — an II. Vendée.

La terreur devint à son comble lorsqu'on apprit que les royalistes poussaient des reconnaissances à deux lieues de la ville. Le général Aulanier, qui avait rassemblé les fuyards d'Ingrande, bivouaquait sous les murs d'Angers. Dans ces fatales circonstances, l'administration départementale de Maine-et-Loire, qui se méfiait des généraux, envoya auprès d'eux des commissaires chargés de les surveiller et d'accélérer leurs opérations. Les royalistes s'étaient arrêtés à Saint-Georges, entre Angers et Ingrande, et y passèrent la nuit du 20. Si, n'écoutant que l'impatience de leurs soldats, ils eussent marché droit à Angers, la ville était prise; mais, craignant de n'être pas en force pour tenter un coup de main, ils se replièrent sur Condé. Ce mouvement rétrograde rendit aux républicains le sentiment de leur valeur. Aulanier se met aussitôt à leur poursuite, et les atteint dans ce même Ingrande où l'on s'était battu le 18. Honteux de fuir devant un ennemi vaincu la veille, des Vendéens font volte-face et attendent de pied ferme les républicains, pendant que les éclaireurs se jetaient dans les vignes pour les envelopper. Au moment où la troupe du général Aulanier se trouve enfin à portée, les éclaireurs font sur lui une décharge terrible, qui met aussitôt la confusion parmi ses soldats. L'adjudant général Tabary prend lui-même la fuite; le commissaire départemental Duverger est massacré par les royalistes. Les républicains se sauvent du côté de Champtocé, à travers une grêle de balles. Un seul, le gendarme Marchand, préféra se faire tuer à côté du cadavre de son ami Duverger.

1793 — an II. Vendée. Pendant que les royalistes remportaient cet avantage, l'armée vendéenne, conduite par Laroche-Jacquelein, était arrivée à Condé. Bonchamp reçut solennellement, dans ce lieu, les honneurs de la sépulture, et sa mémoire fut honorée des regrets et des pleurs de tous ses anciens compagnons d'armes. Le 21, Laroche-Jacquelein marcha sur Château-Gonthier. A la première nouvelle de l'approche de l'ennemi, cette petite ville s'était mise en état de défense; mais après un combat de quelques heures, les royalistes, animés par le désespoir et le besoin d'avancer dans le pays pour se procurer des subsistances, forcèrent la garnison républicaine de se retirer en désordre, et restèrent maîtres de la place.

La prise de Château-Gonthier fut signalée par ces représailles qui devinrent malheureusement si communes pendant le reste de la guerre civile. Les Vendéens, irrités de ce que les républicains avaient égorgé quelques-uns de leurs blessés à Saint-Georges, massacrèrent, à Château-Gonthier, ceux des habitants qu'on leur désigna comme des patriotes outrés. Treize municipaux de cette ville furent saisis et fusillés. Un curé constitutionnel eut le même sort. Bernard de Marigny, commandant de l'artillerie, n'eut pas honte de servir lui-même de bourreau dans cette circonstance; il tua de sa propre main, sur la place publique, le juge de paix de Château-Gonthier, qu'on avait saisi dans une cave où il s'était caché.

Laroche-Jacquelein ne resta qu'un jour dans sa conquête. Pressé par Talmont, qui lui représentait Laval, dont il était seigneur, comme devant être le foyer d'une seconde Vendée, il partit le 22, et se dirigea sur cette ville. 5 à 6,000 gardes nationaux, rassemblés à la hâte et au son du tocsin de tous les environs, bivouaquaient en avant de la ville pour la défendre. Ces troupes peu aguerries, qu'animait cependant le patriotisme du temps, firent bonne contenance tant qu'ils furent hors de la portée du canon des royalistes; mais quand leurs nombreuses colonnes commencèrent à se déployer à leur vue dans la plaine, le courage qu'ils montraient diminua, et bientôt, attaqués de toutes parts et avec la plus grande vigueur, les patriotes sont saisis de terreur. Au premier choc, leur centre est enfoncé, les royalistes se précipitent et parviennent à rompre leurs rangs dans toutes

les directions. Dès ce moment la déroute devient générale. 1793 — an II. Vendée.
Deux administrateurs de la Mayenne, combattant à la tête de leurs soldats, tombent percés de coups. L'adjudant général Letourneux, serré de près par les Vendéens, met son cheval au galop, traverse les lignes républicaines, et achève de semer parmi elles le désordre et l'effroi. Alors la cavalerie vendéenne se met à leur poursuite, et disperse au loin les fuyards.

Laval fut le prix de cette victoire, et les Vendéens fusillèrent sans miséricorde tous les patriotes qui tombèrent entre leurs mains. Ils perdirent à cette attaque le chevalier de la Guerivière et le garde-chasse Bonchamp, officiers d'un rare mérite, et qui furent fort regrettés. Laroche-Jacquelein lui-même faillit être victime de sa trop grande ardeur. Emporté par sa fougue naturelle à la poursuite de l'ennemi vaincu, il est tout à coup surpris dans un chemin creux par un républicain qui, l'apercevant, vient à lui pour le tuer; mais Laroche-Jacquelein, quoique ayant encore son bras en écharpe, pousse lui-même son cheval sur le patriote, le saisit de sa main gauche au collet, et, malgré sa résistance, il le retient jusqu'à l'arrivée des Vendéens. Ceux-ci voulaient tuer le soldat républicain; mais le généreux Laroche-Jacquelein, en le laissant échapper : « Retourne vers les tiens, lui dit-il; dis-leur que tu t'es trouvé seul avec le chef des Vendéens, qui n'a qu'une main et point d'armes, et que tu n'as pu le tuer. » Laval, ville assez considérable, fut d'un grand secours aux royalistes. La prise de cette place décida en outre l'insurrection de tous les mécontents des environs, et les royalistes y furent joints par 5 ou 6,000 Bretons. Cette troupe fut depuis connue sous le nom de la *petite Vendée*.

Combat d'Utelle. — Dugommier, par les avantages qu'il 22 octobre. (1er brum.) Comté de Nice.
venait de remporter à Gilette, avait mis l'armée des Alpes dans une situation moins précaire. Cependant le poste d'Utelle, dont il avait retiré les troupes pour l'aider dans son expédition de Gilette, continuait toujours d'être en danger. Les Piémontais pouvaient d'un moment à l'autre l'attaquer, et Dugommier, sans perdre de temps, se hâte d'y ramener ses troupes. Il eut en effet à se féliciter de sa prévoyance; car, dans la nuit même, il fut attaqué dans Utelle par le gros de l'armée austro-

1793 – an II. Nice. sarde. Les Piémontais, qui venaient avec intention de surprendre le poste, s'en approchèrent dans un grand silence. Ils étaient en outre favorisés par un brouillard épais qui rendait la nuit plus sombre encore. Enfin les mesures de l'ennemi étaient si bien prises, qu'il arrive, sans être aperçu, jusqu'aux avant-postes français. Ceux-ci, fatigués d'une marche longue et pénible, n'étaient point sur leurs gardes. Surpris tout à coup par un ennemi vigilant et actif, ils sont égorgés avant d'avoir pu se mettre en défense. Cependant, la grand'garde, avertie par le bruit, a le temps de faire une décharge de coups de fusil, et se retire en désordre sur le village. Le seul poste de la Madone, placé sur un pic très-élevé, n'avait point été surpris et tenait encore. La conservation de ce poste était d'une grande importance. Déjà l'ennemi triomphant couvrait les montagnes des feux de ses bivouacs, et attendait le jour avec impatience pour fondre sur les Français, qu'il croyait épouvantés. Mais Dugommier avait pris ses mesures, et arrêtait ses dispositions; il défend d'allumer un seul feu, de tirer un seul coup de fusil, de faire le moindre bruit; il veut qu'on attende paisiblement le moment de l'attaque. Cependant l'ennemi descend des hauteurs dont il est le maître; ses nombreux bataillons défilent à la suite les uns des autres, et marchent avec cette confiance que donne l'espoir de vaincre. Mais, pour arriver jusqu'aux Français, les Piémontais ont à traverser un défilé couvert de rochers; nul autre passage ne leur est ouvert, et c'est là que Dugommier a préparé ses moyens de succès. 600 Français embusqués doivent attaquer l'ennemi au moment où il se présentera; en même temps, 200 grenadiers et chasseurs, conduits par les capitaines Parthouneaux et Guyeux, marchent au secours du poste de la Madone. Ils ne doivent point brûler une amorce. C'est à la baïonnette qu'il leur est enjoint de repousser les assaillants. Ces mouvements sont ponctuellement exécutés: les Piémontais, qui avaient attaqué à l'improviste, sont à leur tour surpris. Le poste de la Madone est conservé; le jour paraît; l'ennemi, comptant sur une victoire facile, s'enfonce dans le défilé; mais bientôt il est attaqué de toutes parts, et repoussé avec perte: 5,000 Piémontais sont obligés de battre en retraite devant un nombre bien inférieur de Français. Dugommier,

après cette affaire, partit pour prendre le commandement de l'armée qui assiégeait Toulon. 1793.—an II. Nice.

Bataille d'Entrames. — Une grande partie de l'armée républicaine, dite de l'Ouest, après avoir passé la Loire à Nantes et à Angers, ne tarda pas à poursuivre sur plusieurs colonnes les débris fugitifs de l'armée vendéenne. Celle-ci, enhardie par les succès qu'elle venait d'obtenir, et surtout par la prise de Laval, se préparait elle-même à prendre l'initiative de l'attaque. L'avant-garde de l'armée de l'Ouest, commandée par Westermann, rencontra les Vendéens à la lande de Croix-Bataille. Embusqués en partie à droite et à gauche de la route, les royalistes laissèrent Westermann s'avancer avec confiance, et le corps qui se trouvait devant lui parut céder au premier choc, mais bientôt les troupes embusquées enveloppent la colonne républicaine. Séparée du corps d'armée par une distance de six lieues, la position de cette avant-garde, composée d'une partie des troupes de la garnison de Mayence, devient très-critique par cette manœuvre des Vendéens. Le combat se soutient cependant plus de deux heures avec une fortune égale. Les Mayençais y font des prodiges de valeur; mais l'arrivée d'une colonne, commandée par le chef Stofflet, détermine l'avantage pour les royalistes. Les républicains se replient sur le gros de leur armée. L'engagement avait eu lieu à l'entrée de la nuit, ce qui le rendit très-meurtrier, principalement pour les troupes de Westermann, qui furent en quelque sorte surprises. L'obscurité empêcha les Vendéens de profiter de leur succès. 25 octobre. (4 brum.) Vendée.

Cependant le général en chef de l'armée de l'Ouest, Léchelle, s'avançait à la tête de 25,000 hommes; Westermann le rejoint avec ses troupes battues.

De leur côté, les royalistes, réunis sous les ordres de leur nouveau généralissime Laroche-Jacquelein, marchaient avec l'intention d'engager une action générale. Les deux armées se rencontrent auprès du bourg d'Entrames, à peu près à moitié chemin de Château-Gonthier et de Laval. Les généraux Westermann et Danican s'empressent de s'emparer des hauteurs qui dominent le champ de bataille. Mais Léchelle, qui n'avait point ordonné ce mouvement, fait dire aux deux généraux d'abandonner leur position; ceux-ci obéissent, non sans regret, prévoyant le fu-

1793 — an II. Vendée.

neste résultat d'une mesure aussi contraire aux principes de la guerre, et qui ne peut s'expliquer que par l'impéritie de celui qui l'ordonnait. Léchelle ne voulait former qu'une seule masse pour assaillir les Vendéens. Il supposait que ces derniers ne résisteraient point à un premier choc, et qu'il aurait d'ailleurs le temps nécessaire pour faire des dispositions ultérieures après avoir effrayé son adversaire. Laroche-Jacquelein, trop habile pour se laisser intimider par une manœuvre aussi maladroite, fait harceler la colonne républicaine par une nuée de tirailleurs, qui l'ont bientôt entamée et rompue en plusieurs endroits. Les Vendéens se précipitent dans les intervalles, et bientôt la confusion est dans tous les rangs. Le généralissime avait fait passer dans l'âme de ses soldats sa valeur et son enthousiasme, et il est bien secondé par les chefs qui agissent sous ses ordres.

Une division républicaine, partie le même jour de Château-Gonthier pour venir renforcer l'armée, n'arrive sur le champ de bataille que pour partager la déroute générale. Les troupes de Léchelle se replient en désordre sur Château-Gonthier. Mais dès le commencement de l'action, la division de Stofflet s'était portée, par un chemin détourné, sur cette dernière ville, et s'était embusquée dans les environs. A l'approche des républicains en retraite, Stofflet fait sortir sa troupe et tombe sur eux.

Ce nouveau danger rend aux troupes découragées un moment d'énergie. Le général Beaupuis, à la tête de sa division, qu'il avait ralliée, soutient le choc des soldats de Stofflet avec beaucoup de résolution. Cependant, après avoir combattu avec vaillance, il tombe blessé dangereusement, et il est emporté hors du champ de bataille. Cet événement, loin d'abattre le courage de ses soldats, l'augmente encore par le désir de venger leur général.

Le combat se ranime avec plus de fureur. Attaquées en tête, en flanc et en queue, les troupes républicaines se défendent avec intrépidité. La nuit ne met point un terme à l'acharnement des deux partis. La mêlée devient alors terrible; les soldats ne se reconnaissent point, et se fusillent entre eux. Les troupes de Mayence parviennent enfin à s'ouvrir un passage à travers les rangs ennemis, et échappent à cette boucherie.

La perte de l'armée républicaine fut considérable en hommes, bagages et artillerie. Les Vendéens perdirent aussi beaucoup de monde, surtout dans le combat de nuit. Les vaincus, au nombre de 15 à 16,000 hommes, se retirèrent sous Angers. L'armée royale entra dans Laval. Le chef Royrand reçut à la bataille d'Entrames un coup de feu à la tête, et mourut quelques jours après, des suites de cette blessure. 1793 — an II. Vendée.

Nous avons dit qu'une division de l'armée de l'Ouest, partie de Château-Gonthier, était arrivée trop tard sur le champ d'Entrames pour prendre part au combat. Le général Aulanier, qui la commandait, s'était replié sur Craon, et Laroche-Jacquelein avait envoyé à sa poursuite un corps de 8,000 hommes. Se voyant près d'être assailli, Aulanier était d'avis d'évacuer sur-le-champ Craon; mais les conventionnels Meaulle et Esnue-Lavallée, qui se trouvaient alors dans cette ville, s'y opposèrent. Attaqués sur tous les points à la fois avec cette ardeur qu'inspire une victoire récente, les républicains sont forcés de se retirer, et se précipitent sur la route de Nantes. Mais les Vendéens, qui s'étaient emparés d'une pièce de 12 dans le château de Craon, la braquent aussitôt sur la colonne en retraite, et jonchent la route de cadavres, en même temps que l'infanterie et la cavalerie se mettent à la poursuite des fuyards. C'en était fait encore de cette division, si Aulanier, en plaçant à la queue de sa colonne deux pièces de 8, servies avec beaucoup d'habileté, n'eût arrêté la cavalerie vendéenne. Sa division parvint à gagner Rennes.

Prise de Menin et de Marchiennes. — L'armée des alliés, vaincue à Wattignies, avait rapidement passé la Sambre. Les Français, malgré tout l'avantage qu'ils venaient de remporter, n'avaient cependant pas osé poursuivre l'ennemi, et s'étaient établis sur la rive droite du fleuve, par une chaîne de postes. Les alliés formèrent, de leur côté, une ligne de cantonnements sur la rive gauche; et les deux armées, occupées à s'observer l'une l'autre, se tenaient mutuellement sur la défensive. Les Hollandais occupaient le camp retranché de Bettignies, le général Latour était posté à gauche de ce camp, le comte de Colloredo à droite, et le général Clairfait en avant, vers la Sambre. Le duc d'York, après avoir séjourné quelque temps 25 octobre. (4 brum.) Belgique.

1793 — an II. Belgique.

en arrière du camp, s'était rapidement rejeté dans la Flandre maritime, où sa présence devenait indispensable.

En effet, Jourdan, qui ne se croyait pas assez fort pour poursuivre ses avantages et traverser la Sambre, tant que l'armée ennemie entière en défendrait le passage, avait imaginé de faire faire en Flandre une diversion propre à rappeler de ce côté une partie des forces alliées. Les différents corps qui composaient le centre de l'armée du Nord, se réunirent donc à Philippeville, et s'étaient promptement mis en marche.

Le général Souham commandait cette armée de diversion, et avait sous ses ordres immédiats les généraux de brigade Macdonald, Michel et Dumonceau. Afin de donner à ce mouvement toute son utilité, Souham attaqua à la fois la ligne des postes ennemis, depuis Arleux jusqu'à Bailleul. La droite de son armée, commandée par Dumonceau, se présenta, le 23 octobre, sous les murs de Menin. Les Hanovriens étaient retranchés dans les villages de Wilhem et Sailly. Ces postes augmentaient la défense de la ville. Souham fait d'abord attaquer les deux villages : l'action commence par un feu roulant d'artillerie ; et, la plupart des pièces hanovriennes étant démontées, les Français s'élancent alors à la baïonnette ; l'ennemi, fort de son nombre, oppose une vive résistance ; mais rien ne peut arrêter les soldats de Souham, qui franchissent les retranchements, tombent sur l'ennemi, l'étonnent et le mettent en fuite. 500 Hanovriens mettent bas les armes, et plusieurs pièces de canon tombent au pouvoir des assaillants. La terreur est dans Menin, où viennent de se retirer les vaincus. Souham fait aussitôt ses dispositions d'attaque, et bivouaque sous les murs de la ville effrayée. Le lendemain, les Français retournent au combat. Le canon commence à battre les murailles ; mais les troupes hanovriennes, sans engager de combat, se hâtent d'évacuer la ville. Menin était un des grands magasins de l'armée coalisée. Cette place renfermait un immense dépôt de vivres, de munitions et d'effets de campement ; leur valeur fut estimée à 10 millions de francs par le commissaire conventionnel Isoré. Pendant ce temps Macdonald taillait en pièces, dans Werwick, un détachement d'émigrés, et tandis que Dumonceau s'emparait de Menin, Michel forçait les retranchements de Néchin et de Templeuve.

9,000 Autrichiens commandés par le général Werneck, étaient retranchés dans le camp de Cysoing, près de Tournay. Mais ce général n'attendit point les Français, et se replia sur les renforts que le duc d'Yorck ramenait vers cette frontière. 1793 – an II. Belgique.

Le surlendemain de la prise de Menin, c'est-à-dire le 25, une autre colonne de la même armée, commandée par le général Ransonnet, vient attaquer la ville de Marchiennes, que défendait une forte garnison autrichienne. A l'approche des Français, le feu des remparts joue avec une activité extraordinaire. Mais, malgré la grêle des balles et des boulets qui pleuvent incessamment sur eux, les Français attaquent avec leur valeur accoutumée, et sont bientôt aux prises avec l'ennemi, qui, après une défense de dix heures, abandonne la place. Les coalisés avaient à Marchiennes de nombreux et riches magasins, qui restèrent au pouvoir du vainqueur. Là s'arrêtèrent les succès de cette expédition mal combinée; au lieu de se concentrer et de tomber sur un seul point, on se livra à des mouvements décousus qui n'eurent aucun effet. On assaillit à la fois Furnes, Ypres, Menin, Courtrai et Cysoing, et le retour d'York mit fin à ces combats.

Reprise de Marchiennes. — Marchiennes ne resta pas longtemps au pouvoir des Français. Le duc d'York s'était, comme nous l'avons dit, porté rapidement sur le territoire menacé. Son corps d'armée, renforcé d'une division autrichienne, était bien plus nombreux que l'armée aux ordres du général Souham, et son arrivée, au moment où celui-ci remportait quelques avantages, fit promptement changer les affaires de face. On a dit que le but de Jourdan n'était pas de gagner du terrain dans cette partie du pays ennemi, et qu'en commandant la diversion en Belgique, il avait seulement voulu forcer l'armée ennemie, campée sur la Sambre, à se diviser. Le duc d'York, en se portant contre Souham, avait rempli ses vues; il ne demandait pas davantage. 30 octobre. (9 brum.)

Souham, attaqué par le prince anglais, et ne se sentant pas dans le cas de lui opposer une résistance suffisante, prit le parti de se replier à son approche, et se hâta d'occuper ses anciennes positions. York, malgré sa grande supériorité, ne tenta point de le poursuivre. Mais 4,000 Français de la brigade Ranson-

1793 — an II. Belgique. net, qui occupaient Marchiennes, s'étant trouvés isolés de la ligne, ne purent suivre le mouvement rétrograde de l'armée, et se trouvèrent coupés tout à coup par une forte division ennemie, envoyée à cet effet par le prince d'Orange, et dirigée par les généraux Kray et Otto. Rentrés dans Marchiennes, les 4,000 Français résolvent de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. De leur côté, les Autrichiens juraient de ne point faire de quartier; ils attaquèrent les Français avec fureur; ceux-ci se défendirent en désespérés; on se bat jusque dans les rues et dans les maisons; enfin, après une mêlée qui avait duré quatre heures, et qui avait été un horrible massacre plutôt qu'un combat, les Français, réduits à moins de 2,000 hommes, et presque tous blessés, furent obligés de se rendre. 2,000 étaient restés morts sur le champ de bataille; les 2,000 autres furent faits prisonniers.

Les opérations, sur cette ligne, se terminèrent par cette action; il n'y eut plus que de petits combats d'avant-postes, et les deux armées passèrent l'hiver dans des cantonnements.

6 novembr. (15 brum.) Vendée. *Combats d'Ernée et de Fougères.* — La victoire d'Entrames était bien propre à augmenter l'audace et la confiance des Vendéens, et leur actif et vaillant généralissime ne pouvait pas négliger de poursuivre avec vigueur les succès de cette campagne d'outre-Loire. Le 2 novembre, l'armée royaliste se présente devant Ernée, ville défendue par une division républicaine, composée de chasseurs de Paris et de quelques bataillons de nouvelle levée. Laroche-Jacquelein avait dérobé la marche de son armée, divisée en trois colonnes, dont une seule commença l'attaque. Le général qui commandait dans Ernée, croyant n'avoir affaire qu'à un petit nombre d'ennemis, sortit imprudemment avec sa troupe pour les combattre. Les Vendéens reculent pour attirer les républicains dans une embuscade préparée; les deux autres colonnes de l'armée paraissent alors, et enveloppent cette troupe, qui comptait sur une victoire facile. Sa déroute fut bientôt complète. Une grande partie mit bas les armes; le reste chercha son salut dans la fuite, en se dirigeant sur Fougères.

Laroche-Jacquelein, sans s'arrêter, marcha sur cette dernière ville. L'adjudant général Brière y commandait quelques ba-

taillons, qui refusèrent de seconder les dispositions qu'il avait prises. Une compagnie de canonniers, dite *du Contrat social*, soutint pendant quelque temps, avec ses pièces mises en batterie sur la route de Paris, l'attaque des Vendéens ; mais, tournés par la cavalerie, les canonniers furent obligés de céder, et d'abandonner pièces et caissons. Cet événement entraîna la déroute des bataillons républicains, qui se retirèrent précipitamment jusqu'à Rennes.

1793 - an II. Vendée.

C'est à Fougères que Georges Cadoudal, devenu depuis si fameux, vint rejoindre l'armée vendéenne à la tête de 150 paysans du Morbihan, et c'est également dans cette ville que mourut Lescure, blessé dangereusement au combat de Chollet. Ce chef intrépide, transporté dans une voiture, avait suivi l'armée des royalistes depuis le passage de la Loire.

8 novembr. (18 brum.) France.

Combat de Guise et fin des opérations de l'armée du Nord, en 1793. — Pendant que le général Souham opérait en Flandre une diversion utile aux projets ultérieurs de Jourdan, ce général se voyait tout à coup arrêté dans ses projets par la négligence du gouvernement, qui, tout en ordonnant impérieusement aux généraux de vaincre, leur refusait tous les moyens qui assurent la victoire. Jourdan, depuis la bataille de Wattignies, n'avait cessé de demander des secours d'hommes, d'habillements, de vivres et de munitions. Son armée était dans un état déplorable ; ses braves soldats, au milieu de la saison la plus rigoureuse de l'année, manquaient également de pain et de vêtements. Les maladies se multipliaient d'une manière effrayante, et chaque jour augmentait le nombre des morts ou des mourants. Dans une situation aussi critique, il était impossible de songer à marcher en avant, et Jourdan, qui lui-même avait à souffrir du dénûment général où se trouvait l'armée, résolut de cesser ses opérations, et de donner enfin à ses troupes le repos dont elles avaient un si pressant besoin. Il se décida, en conséquence, à reporter l'armée dans les positions qu'elle occupait avant la bataille de Wattignies, et établit son quartier général à Guise. A l'armée des Ardennes, les divisions des généraux Fromentin et Bureaux furent établies en avant de Philippeville, pour observer Charleroy, place sur laquelle on avait déjà des projets, que nous verrons réalisés l'année suivante,

1793 — an II. France

après une alternative étonnante de revers et de succès ; les divisions Duquenoy et Baland prirent position vers Beaumont et Thuin ; 7,000 hommes de la garnison de Maubeuge campèrent à Jeumont. La retraite volontaire de Jourdan fit revenir sur la Sambre toute l'armée du prince de Cobourg, qui repassa cette rivière sur trois points.

L'armée coalisée, qui était loin de se trouver dans un état de dénûment semblable à celui des Français, ne paraissait pas cependant être plus dans l'intention d'agir activement pendant l'hiver : au lieu de s'ébranler tout entière pour s'opposer au mouvement rétrograde du général Jourdan, l'ennemi s'était contenté de le faire inquiéter sur ses flancs et sur son front par des divisions envoyées à la découverte. Ces divisions se réunirent quand il eut occupé sa position de Guise, et parurent seulement vouloir attaquer sérieusement lorsque les Français se trouvaient déjà en mesure de se défendre avec avantage. Le prince de Würtemberg, qui commandait ces différents détachements de troupes légères, s'approcha, le 8 novembre, des avant-postes établis en avant de Guise, les attaqua avec assez de vigueur, et réussit même, au premier moment, à y établir du désordre ; mais les Français, s'étant promptement ralliés, revinrent à la charge et rétablirent le combat. Cependant l'ennemi tenait toujours lorsque le cinquième régiment de hussards réussit, par plusieurs charges brillantes, à rompre leurs rangs. L'infanterie française profite de ce succès, s'élance sur les Autrichiens, qui déjà tourbillonnaient sur eux-mêmes, et décide leur défaite. Le prince de Würtemberg n'échappa que par la vitesse de ses chevaux à la poursuite des hussards français.

Pour réparer cet échec, l'armée entière des coalisés passa, comme il a déjà été dit, la Sambre à Charleroy, Thuin, Pont-sur-Sambre, campa à Beaumont, et s'avança ensuite entre le Castelet et Saint-Quentin, d'ou ses partis firent contribuer les villages environnants ; mais ce grand mouvement avait uniquement pour objet d'assurer l'établissement des quartiers d'hiver en arrière. Le prince de Cobourg, après avoir muni Condé, Valenciennes et le Quesnoy de nombreuses garnisons, transféra son quartier général à Mons ; le prince de Holenlohe à Condé, et le général Clairfait à Tournay. Le comte Colloredo et le

général Beaulieu occupèrent les frontières de Luxembourg, 1793 — an II. France.
dans les Ardennes. L'armée anglaise et hanovrienne était, comme nous l'avons dit, dans la Flandre maritime, le quartier général à Gand, et les Hollandais dans le pays de Liége. Le front de cette ligne de cantonnements s'étendait de Namur à la mer.

Décidé lui-même à rester tranquille dans ses quartiers d'hiver, le général Jourdan divisa son armée en trois grands corps. Le premier, qui était aussi le plus nombreux, vint occuper le camp de Cysoing, en avant de Lille; le second fut placé entre Bouchain et Cambray, et le troisième marcha vers Dunkerque, pour y occuper les camps de Rosendael, en avant de cette place.

Mais le Comité de salut public, qui brûlait d'impatience de voir l'ennemi abandonner le territoire de la France, fut loin d'approuver les vues de Jourdan pour rendre à ses troupes le repos et la santé. C'est alors que, préludant déjà au projet de prendre Charleroy, projet qui donnera lieu à tant de combats sanglants et inutiles, ce gouvernement fougueux et despotique commanda au général Jourdan d'exécuter une invasion en Belgique, et lui donna ordre, au cas où elle ne réussirait pas, de mettre tout à feu et à sang, dans cette malheureuse province, en se retirant. Jourdan, qui ne voulait point faire le métier de brigand et d'incendiaire, refusa, ainsi que nous l'avons déjà dit, de prêter les mains à ce projet extravagant, et offrit sa démission. Il se rendit à ce sujet à Paris, où bientôt il fut récompensé de la victoire de Wattignies par sa destitution. Cependant l'invasion de la Belgique fut remise, ainsi que nous le verrons, au printemps suivant.

Siége de Granville. — Excités par les Anglais, qui leur 14 novembr. (24 brum.) Vendée.
avaient promis d'immenses secours s'ils parvenaient à se rendre maîtres d'un port de mer, les royalistes crurent devoir suspendre leur invasion en Bretagne et former le siége de Granville. Cette place était défendue par environ 4,000 hommes, auxquels étaient venus se joindre une partie des fuyards de Fougères. Le conventionnel Lecarpentier avait en outre réuni à Granville tous les volontaires des environs, depuis l'âge de vingt-cinq jusqu'à trente ans. Quinze gros canons garnissaient les rem-

1793 — an II. Vendée. parts. Le 14 novembre, à huit heures du soir, Laroche-Jacquelein, Stofflet, Desessarts, Beauvollier, Talmont, Villeneuve, d'Autichamp, arrivèrent avec une partie de l'armée; Fleuriot, Rostaing et quelques autres chefs étaient demeurés à Avranches, pour y organiser un corps de troupes destiné à couvrir le siége.

Les chefs royalistes commencèrent par sommer la ville de se rendre, menaçant de lui faire éprouver toutes les horreurs de la guerre si elle persistait à vouloir se défendre. Cette sommation n'ayant produit aucun effet, une attaque générale est ordonnée. La cavalerie vendéenne occupait les hauteurs du faubourg de Saint-Nicolas; et l'infanterie s'étant portée rapidement dans la rue des Juifs, qui faisait partie de ce faubourg, venait de s'en emparer. Maîtres de ces positions, les Vendéens, placés sous les murs de la ville, font pleuvoir une grêle de balles sur les canonniers républicains, forcés de se mettre à découvert pour servir leurs pièces. Bientôt ils se glissent au pied des murailles et essayent de monter à l'assaut. Forestier et quelques autres étaient déjà sur les remparts, quand un déserteur républicain, qui avait pris parti parmi eux, se met à crier à la trahison. On lui brûle la cervelle; mais l'impulsion était donnée. Les Vendéens, qui étaient en trop petit nombre, hésitent, reculent, et culbutent Forestier dans le fossé, où il demeure longtemps évanoui. Les assiégés accourent sur les remparts; bientôt le feu redouble. Un officier municipal, en écharpe tricolore, est tué sur les murailles. Cependant les assiégeants faisaient peu de progrès. Tous les habitants de Granville disputaient de zèle et de dévouement; les femmes et les enfants portaient les bombes et les boulets aux batteries. Étonnés de tant de résistance, les royalistes cherchent un abri contre le feu des assiégés dans les maisons des faubourgs. L'adjudant général Vachot s'élance hors des murs, à la tête de soldats intrépides portant des torches à la main; en un moment la flamme s'élève de toutes parts, et les Vendéens, étouffés par la fumée, environnés de feux, sont obligés d'abandonner un poste d'où le canon n'avait pu les chasser. Le vent, qui porte les flammes du côté de Granville, fait craindre que bientôt la place elle-même ne devienne la proie

de l'incendie. Les mêmes soldats qui venaient de mettre le feu aux faubourgs, et qui n'avaient point pris de nourriture depuis vingt-quatre heures, déposent leurs armes, et font tous leurs efforts pour empêcher les flammes de gagner la ville. La place est préservée. Mais les Vendéens, s'apercevant de cette occupation de la garnison, veulent en profiter pour tenter un second assaut. Vainement Laroche-Jacquelein et Stofflet parcourent les rangs; ils trouvent partout les esprits abattus, et ne peuvent parvenir à les ranimer par l'espoir de la victoire. L'évêque d'Agra, revêtu de ses habits pontificaux, s'avance alors au milieu des Vendéens, et les exhorte à ne pas abandonner une entreprise qui doit rétablir le trône et l'autel. Ses discours produisent quelque effet sur les soldats royalistes; les chefs en profitent, et se mettent à leur tête. On attaque de nouveau par l'isthme et vers la grève; les uns filent sur les remparts, les autres s'approchent des palissades; le roc est gravi par plusieurs. L'artillerie et des tirailleurs secondent l'attaque; mais partout les assiégés la soutiennent avec une égale valeur. Un grand nombre de pièces vendéennes sont démontées, et les canons des remparts, chargés à mitraille, atteignent par leur longue portée jusqu'aux derniers rangs des assaillants. Lemaignan, membre du conseil supérieur royaliste, a le bras emporté et expire faute de secours; Perrault, Roger-Moulinier, Villeneuve et Beauvollier sont dangereusement blessés.

Les Vendéens, tout à fait rebutés, prennent enfin le parti d'abandonner une attaque qui durait depuis vingt-huit heures, et qui leur avait déjà coûté plus de 1,500 hommes tués ou mis hors de combat. Ils s'éloignent de Granville; mais leur fureur se tourne alors contre ceux de leurs chefs qui les ont arrachés à la terre natale pour venir chercher des défaites au delà de la Loire. « Dans la Vendée, disaient-ils, après un échec nous trouvions un asile et des secours; ici nous ne trouvons qu'une plage stérile et la mort! » La voix des chefs est couverte par les murmures et les reproches amers de cette multitude fugitive, qui demande à grands cris qu'on la ramène dans la Vendée. Les mots *fuite*, *trahison*, *désertion*, circulent dans toutes les bouches. Les chefs Talmont, Soleyrac, d'Autichamp, Beauvollier et le curé Bernier, intimidés, s'approchent du

1793 — an II. Vendée. rivage et cherchent les moyens de s'embarquer pour l'Angleterre. Cette détermination porte la révolte à son comble; l'autorité de Laroche-Jacquelein est méconnue.

Stofflet seul, conservant encore quelque ascendant sur cette troupe de mutins, leur propose de se mettre lui-même à leur tête pour arrêter les chefs fugitifs. Il court à cet effet vers le rivage et trouve Talmont près de s'embarquer. Stofflet désarme le prince, le fait saisir et ramener sous bonne escorte, ainsi que ceux qui comme lui abandonnaient l'armée. L'aspect de l'humiliation de ce chef excite la compassion d'un grand nombre de soldats vendéens. Talmont fait entendre que lui et ses compagnons ne songeaient à se rendre en Angleterre que pour solliciter le prompt envoi des secours promis par cette puissance. En ce moment les royalistes qui étaient restés à Avranches rejoignirent l'armée. Les Vendéens, réunis, reprennent un peu plus de confiance, leur effervescence s'apaise, et bientôt ils se remettent en marche, dans le dessein de se rapprocher de la Loire pour repasser ce fleuve.

14 novemb. (24 brum.) France. *Reddition du fort Vauban.* — L'un des premiers soins des alliés, après avoir forcé les Français d'évacuer leurs lignes de la Lauter et de Weissembourg, avait été de faire investir le fort Louis, alors appelé, par les républicains, le fort Vauban. Dès le 17 octobre, il fut bloqué complétement par un corps de troupes de 7,000 hommes d'infanterie et quatre escadrons aux ordres du général Lauer. Le fort ne renfermait guère que 2,500 hommes de garnison, commandés par le général Durand, ayant sous lui le chef de bataillon du génie Chambarlhac, pour diriger les travaux de défense.

Le camp principal des assiégeants était établi à environ dix-huit cents toises de la place, ayant sa gauche appuyée au village de Roppenheim, sa droite du côté de Reschwoog, et la chaussée servant de retranchement devant son front de bandière. Les Autrichiens élevèrent trois redoutes sur la droite, la gauche et le centre de ce dernier village; à la croisière des chemins qui pouvaient conduire à la ville du fort Vauban, fut placée, près de la cense de Vittersbach, une petite batterie de deux pièces de canon, destinée à tirer sur les remparts à la

queue de l'île, et une autre de canons et d'obusiers fut disposée sur la droite du Rhin, proche de la cense de Massesy. 1793 — an II. France.

Le 5 novembre, l'ennemi commença à ouvrir la tranchée, et à tracer ses parallèles ; et, le 8, les travaux étaient arrivés jusqu'à deux cents toises des chemins couverts du fort d'Alsace. Ils formèrent alors une seconde parallèle, dont la droite communiquait à la première par son prolongement. Des batteries d'obusiers, de canons et de mortiers se trouvaient pratiquées dans la parallèle même.

Dès le lendemain, à dix heures du matin, leurs différentes batteries firent contre la place une décharge générale. Plus de soixante bouches à feu, servies avec la plus grande activité, foudroyèrent le fort et la ville, et y lancèrent une quantité innombrable de bombes, de boulets et d'obus. Les remparts de la place répondirent d'abord avec quelque succès à cette décharge, et parvinrent même à faire taire pendant quelque temps les batteries ennemies ; mais le général Lauer ayant fait de nouvelles dispositions, le feu recommença avec plus de vigueur qu'auparavant. Il fut si vif, qu'il se communiqua à plusieurs endroits de la ville et du fort à la fois. L'hôpital militaire, qui se trouvait plus à portée des bombes et des boulets rouges, fut incendié le premier. Si le général Durand n'eût heureusement pris la précaution de le faire évacuer quatre jours auparavant, il eût été très-difficile de sauver les malades. Les habitants de la ville voulurent d'abord tenter quelques efforts pour éteindre le feu, qui dévorait, dès le second jour du bombardement, plusieurs de leurs maisons ; mais la construction de ces maisons, bâties totalement en bois, rendit leurs efforts inutiles ; il fallut abandonner les habitations à la fureur des flammes. Le feu s'étant alors manifesté dans toutes les parties de la ville, et gagnant de proche en proche, fit des progrès si rapides, qu'en peu de jours tout fut consumé, à l'exception de quelques maisons situées près de l'église paroissiale que l'ennemi paraissait vouloir ménager.

Les bâtiments du fort ne furent point exempts de l'atteinte des projectiles enflammés que les assiégeants y lançaient nuit et jour. Plusieurs fois le feu prit aux casernes. On dut alors la conservation du fort au trente-septième régiment de ligne. Sans

1793 — an II. France. le soin qu'il prit de porter de prompts secours aux endroits où le feu se manifestait, il eût été consumé aussi bien que la ville ; ce qui eût fait périr indubitablement tous ceux qui s'étaient retirés dans les souterrains, dont les avenues étaient devenues impraticables. Depuis le commencement du bombardement, les habitants, sans ressources par la ruine de leurs maisons, avaient au moins trouvé un dernier asile dans ces souterrains. Plus de douze cents individus s'y trouvaient entassés, et la plupart de ces malheureux n'avaient plus de vivres ; la garnison elle-même en manquait. Les munitions étaient épuisées. Les batteries du rempart, démontées ou brisées par le feu de l'ennemi, ne permettaient plus de lui riposter qu'à de longs intervalles. D'énormes brèches, pratiquées dans les murs par les assiégeants, faisaient craindre à tout instant d'être pris d'assaut.

Sentant enfin qu'il était impossible de tenir davantage contre un ennemi aussi supérieur en nombre, touché de la misère affreuse où se trouvaient plongées la ville et la garnison, et d'après le rapport du conseil de guerre, qui décida que les moyens de défense étaient épuisés et qu'une plus longue résistance devait être désormais inutile, le général Durand proposa une capitulation, qui fut acceptée par le général autrichien Lauer. La garnison du fort Vauban, au nombre de 2,500 hommes, déposa les armes sur les glacis de la place et fut conduite, prisonnière de guerre, au delà du Rhin.

16 novemb. (26 brum.) Vendée. *Combat de Pontorson.* — Les chefs vendéens, voulant mettre à profit le retour de la confiance parmi leurs soldats, marchèrent sur Pontorson, pour y attaquer une division républicaine aux ordres du général Tribout. Auprès de la ville se trouve une position très-militaire, à l'endroit appelé le Tertre, position dans laquelle un seul bataillon peut arrêter longtemps la marche d'une forte colonne. Au lieu de faire occuper le Tertre, Tribout se laissa attaquer par l'avant-garde vendéenne, dans Pontorson même, déjà encombré par un train d'artillerie considérable appartenant à l'armée des côtes de Brest. Les troupes républicaines étaient en colonne dans la longue et unique rue de la ville. Au premier coup de feu, la confusion fut telle parmi ces troupes, que le Pont-au-Beau, défendu par de l'artillerie, fut

emporté par quatre cavaliers vendéens. La masse républicaine opposa cependant une résistance qui se prolongea depuis quatre heures du soir jusqu'à neuf. Le combat fut presque tout entier à l'arme blanche. Mais à la fin, le général Tribout, voyant ses soldats faiblir, et craignant de ne pouvoir plus effectuer sa retraite, profita de l'obscurité de la nuit pour abandonner la ville aux assaillants, au pouvoir desquels il laissa un grand nombre de blessés et de prisonniers, ses canons, ses bagages, et jusqu'aux drapeaux de plusieurs de ses bataillons. La perte en hommes tués fut évaluée, pour les républicains, à plus de 900 ; celle des Vendéens fut infiniment moins considérable. 1793 — an II. Vendée.

Attaque du fort de Bitche. — Les alliés, pour compléter le succès de leur occupation des lignes de Weissembourg, avaient encore à s'emparer du fort de Bitche, situé entre Sarreguemines et Weissembourg. Ce fort n'avait pour garnison qu'un bataillon du Cher, de 6 à 700 hommes, et une compagnie de canonniers. Dans la nuit du 16 au 17 novembre, le colonel Wartensleben, chargé de cette expédition par le duc de Brunswick, et accompagné d'un officier émigré de l'armée du génie, conduisit dans le plus grand silence une division prussienne sous les murs de la place, dans l'espoir de s'en emparer par surprise. Un bataillon, après avoir brisé les palissades et fraises qui couronnent les glacis, s'était glissé dans le chemin couvert, en laissant derrière lui l'ouvrage avancé appelé la *Queue d'aronde*. Dans le même moment, le reste de la troupe assaillante gravit le glacis et se porta sur l'ouvrage appelé la *Petite tête*. Éveillée par le bruit, la garnison avait déjà pris les armes ; mais comme il était difficile de reconnaître, au milieu de la nuit, l'ennemi qu'on avait à combattre, le propriétaire d'une maison en bois située près du point d'attaque proposa d'y mettre le feu. « Elle nous servira de torche pour nous éclairer ! » dit ce généreux citoyen au commandant du fort. L'offre est acceptée, et, à la lueur de l'incendie, on aperçoit tout le mouvement des Prussiens, dont une partie allait entrer dans la caponnière, sous le pont de la *Petite tête*. Ils sont arrêtés par une fusillade bien nourrie, et par une grêle de pierres et d'autres décombres lancés par les habitants. 17 novemb. (27 brum.) France.

Tous ceux qui venaient de pénétrer dans le passage étroit

1793 – an II. France. qui conduit à la caponnière, y restent renfermés par l'impossibilité de pouvoir échapper sans s'exposer à une mort certaine. Cependant les Prussiens, d'un autre côté, venaient de faire tomber le pont-levis de l'avancée à la principale entrée, et s'étaient portés en foule sur le grand pont. Au moment où ils faisaient des tentatives pour forcer le passage, une partie de la garnison les repoussait à coups de fusil, tirés du cavalier et des maisons environnantes. L'artillerie de la citadelle ne cessait point de tirer sur les colonnes prussiennes, qui continuaient à descendre des hauteurs qui environnent Bitche, pour venir se former sous ses murs. Quelques soldats ennemis, ayant réussi à pénétrer dans la ville, s'occupaient déjà à piller les principales maisons; mais on parvint sans peine à les chasser : plusieurs demeurèrent prisonniers. Le colonel Wartensleben, voyant sa surprise manquée par la vigilance et le courage des défenseurs de Bitche, s'éloigna de cette place à la pointe du jour. Les soldats ennemis, renfermés dans le passage dont nous avons parlé plus haut, restèrent au pouvoir de la garnison. Ils étaient au nombre de 250, et parmi eux se trouva l'officier émigré qui leur avait servi de guide et qui fut fusillé le lendemain.

Le deuxième bataillon du Cher, commandé par le jeune Augier [1], se distingua dans cette occasion, et on lui dut la conservation de la place de Bitche, dont les habitants se firent également remarquer par leur conduite patriotique. Les Prussiens, indépendamment des 250 hommes faits prisonniers, perdirent à cette attaque 24 officiers et 300 tués ou blessés.

17 novembr. (27 brum.) Allemagne. *Combat de Bliescastel.* — Plusieurs semaines s'étaient écoulées sans que les deux armées françaises du Rhin et de la Moselle eussent fait aucun effort pour reprendre l'offensive sur les alliés; et ceux-ci, maîtres des lignes de Weissembourg, ne mettaient point dans leurs opérations ultérieures l'activité nécessaire pour obtenir de grands résultats. Fidèles à leur système de lenteur et de méthode, ils s'étaient bornés jusqu'alors à se fortifier, les Prussiens sur la Sarre, les Autrichiens dans une partie des Vosges, à Niederbronn, Freschweiler et Reichshoffen. Dans cet état de choses, le Comité de salut public

[1] Depuis maréchal de camp et membre de la Chambre des députés

nomma le général Hoche au commandement en chef de l'armée de la Moselle. 1793 — an II Allemagne.

Lazare Hoche, alors âgé de vingt-cinq ans, était un de ces hommes extraordinaires dont les premiers pas dans la carrière militaire sont des pas de géant. Soldat aux gardes françaises à l'époque de la révolution, il obtint, en 1792, une lieutenance dans le régiment de Rouergue. Aide de camp du général Leveneur dans la campagne de Belgique, en moins d'un an il était parvenu au grade de général. Nous avons déjà cité honorablement son nom dans le récit du siége de Dunkerque par le duc d'York. Un mémoire remis par le nouveau général au député Carnot, et transmis par ce dernier au Comité du salut public, avait été le motif du choix de Hoche pour commander l'armée de la Moselle. Le même jour le vit général de division et général en chef.

Le système d'inertie avait été entretenu dans l'armée de la Moselle par des généraux presque aussitôt destitués que nommés. Le premier soin de Hoche, à son arrivée, fut de rétablir la discipline parmi les troupes. Dans ces temps de trouble et d'anarchie, les crimes n'étaient pas même châtiés comme des fautes. Le nouveau commandant en chef, par les mesures qu'il sut prendre, parvint en peu de temps à rendre ses soldats aussi obéissants que valeureux, et il inspira aux habitants des pays occupés par l'armée une confiance telle, qu'ils s'empressèrent de fournir les vivres et les objets d'équipement qui leur furent demandés. Hoche dut s'empresser de justifier promptement, par des succès, l'espérance qu'on avait eue de lui. Le 17 novembre, il fait partir de Sarreguemines une division de l'armée, et la dirige sur Bliescastel, occupé par les Prussiens, qui s'y étaient retranchés. L'attaque commença par une canonnade, qui se prolongea longtemps sans succès. Les Prussiens avaient vingt-cinq pièces en batterie. Hoche se détermine à faire enlever les retranchements ennemis à la baïonnette. Les soldats français, quoique très-fatigués d'une marche pénible dans les montagnes et dans un terrain fangeux, se portent à l'attaque avec la plus grande résolution. Les retranchements sont emportés, et les Prussiens fuient en désordre. Hoche fait marcher à leur poursuite le deuxième régiment de carabiniers,

1793 — an II. France. commandé par le brave d'Anglard. Quelques bataillons ennemis veulent en vain, en se formant en carré, s'opposer aux charges vigoureuses des carabiniers ; ils sont enfoncés et sabrés. Les Prussiens firent leur retraite sur Hombourg et sur Deux-Ponts, après avoir éprouvé une perte de 700 hommes. Le colonel d'Anglard fut blessé grièvement dans cette affaire glorieuse pour son régiment.

Le combat de Bliescastel amena l'occupation de la ville de Deux-Ponts par les troupes françaises, après quelque résistance de la part des Prussiens sur les hauteurs de Minnbach.

18 novembr. (28 brum.) Vendée. *Bataille d'Antrain.* — L'armée républicaine s'était mise en mouvement pour suivre les Vendéens dans leur marche rapide. Le général en chef Rossignol ayant réuni les divisions des généraux Marceau, Boucret, Chambertin, Kléber et Muller, rencontra à Dol, où elle s'était arrêtée pour prendre quelque repos, l'armée des royalistes.

Rossignol avait disposé ses troupes sur trois colonnes, arrivant par les chemins de Pontorson, d'Antrain et de Saint-Malo. L'attaque commença le 18 novembre, à neuf heures du soir. Laroche-Jacquelein, presque surpris, fait à la hâte quelques dispositions pour soutenir le premier choc des républicains. Le fougueux Westermann, sans attendre la division Muller, qui devait appuyer son mouvement, engage le combat contre un corps de 6,000 Vendéens sorti de la ville et commandé par les chefs Beauvollier, Fleuriot, Rostaing, Bernard de Marigny et quelques autres. Les Vendéens opposent une telle résistance, que Westermann allait se replier, lorsque les divisions Muller et Marceau arrivèrent à son secours. D'un autre côté, Laroche-Jacquelein faisait marcher successivement d'autres divisions pour appuyer celle qui était engagée. La nuit se passa ainsi à tirailler sans résultat de part et d'autre. Au jour, l'engagement devient général ; mais un brouillard, qui s'élève à huit heures, suspend le combat. Pendant ce temps, une terreur panique s'empare de quelques corps vendéens, et Stofflet lui-même, entraîné par le mouvement de sa troupe, s'enfuit dans Dol, en répandant l'alarme et annonçant que l'armée royaliste est écrasée. Les vieillards, les femmes et les enfants que les Vendéens traînaient à leur suite frappés de terreur, sortent en

foule de la ville en jetant des cris lamentables, et croyant déjà voir arriver les colonnes républicaines. Cependant le brouillard se dissipe. Stofflet, revenu de sa frayeur, cherche à réparer sa faiblesse en ralliant les fuyards. Les prêtres, profitant de leur ascendant sur cette multitude religieuse, menacent de l'enfer les lâches, et promettent le paradis aux braves. Les femmes elles-mêmes sont électrisées par ces exhortations; ayant à leur tête les intéressantes veuves des braves Lescure et Bonchamp, elles se jettent au milieu des Vendéens, et les excitent à combattre pour la religion et pour la monarchie. L'enthousiasme remplace la terreur; les royalistes se reforment et s'ébranlent de nouveau aux cris de *Vive le roi! mort aux républicains!*

Sur ces entrefaites, Laroche-Jacquelein et Talmont, restés sur le champ de bataille avec une partie de leurs troupes, et surtout avec les Bretons, qui combattaient sur leur sol, avaient soutenu avec avantage l'attaque des républicains. Une partie de ces derniers avaient même reculé jusqu'à Antrain, où les généraux étaient parvenus à les rallier. Laroche-Jacquelein s'avance vers ce bourg, et le combat recommence avec une nouvelle fureur. Quelques cavaliers, détachés pour faire arriver les renforts dont le généralissime avait besoin pour assurer ses succès, partent au galop en se dirigeant vers Dol. Ce mouvement jette de nouveau la terreur parmi les dernières files vendéennes; elles se rompent et se mettent à fuir. Ce désordre se communique aux troupes qui sont en avant, et Laroche-Jacquelein, partageant l'erreur commune, allait se précipiter sur une batterie ennemie pour s'y faire tuer, lorsque le chef Alard lui fait apercevoir le prince de Talmont combattant à la tête des Bretons, et soutenant encore le feu des troupes républicaines. Dans le même moment, Stofflet revenait avec les premiers fuyards, qu'il avait réussi à rallier, comme nous venons de le voir. Les royalistes s'arrêtent, leurs rangs se reforment, et ils reprennent l'offensive. Les généraux républicains font de nouveaux efforts pour rejeter les royalistes sur Dol; mais ceux-ci ont repris toute leur énergie: ils repoussent leurs ennemis jusque dans Antrain, où ils entrent pêle-mêle avec ces derniers. Le bourg reste au pouvoir de l'armée vendéenne. On a beaucoup exagéré, de part et d'autre, la perte éprouvée dans cette

1793 — an II. Vendée. journée, qui fut cependant une des plus meurtrières de la campagne. Une partie de l'artillerie et des bagages de l'armée républicaine resta au pouvoir des Vendéens.

24 novembr. (4 frimaire.) Nice. *Combat de Castel-Gineste.* — En partant pour le siége de Toulon, le général Dugommier avait remis le commandement de l'armée du comté de Nice au général Dumerbion. Parmi les généraux employés sous les ordres de ce dernier, était le général de brigade Masséna, dont le nom figurera bientôt, dans les fastes de la gloire nationale, au rang le plus illustre.

Les Austro-Sardes, attaqués par les Français, venaient d'évacuer le poste de *la Torre,* et s'étaient retirés à Castel-Gineste, d'où ils menaçaient encore le quartier général d'Utelle. Masséna est envoyé pour chasser l'ennemi de cette nouvelle position. Il se met en marche le 14 novembre, à la pointe du jour, à la tête d'une colonne de 500 hommes, composée de compagnies d'élite. Il longe le chemin de la Torre, afin de tourner Castel-Gineste par sa droite, seul point par lequel ce poste fût attaquable. Ce n'est qu'après avoir vaincu toutes les difficultés que lui présentait le terrain, que le général parvient aux postes avancés de l'ennemi, qu'il surprend par sa présence inattendue, et qu'il met en fuite. Arrivé, après avoir surmonté de nouveaux obstacles, jusqu'au pied des hauteurs de Gineste, il y trouve les Austro-Sardes retranchés et préparés à le recevoir avec vigueur. Après deux heures de combat, les retranchements sont forcés par les Français, qui y pénètrent la baïonnette en avant. L'ennemi est contraint de se replier sur une montagne voisine, en laissant sur le champ de bataille un grand nombre de tués et de blessés.

Masséna ne regarde cet avantage que comme un demi-succès s'il ne parvient point à débusquer les Austro-Sardes du point où ils viennent de se retirer. La montagne du Brec est une des plus difficiles des Alpes maritimes. On ne peut y arriver que par un sentier de chèvres, bordé de rocs et de précipices, et où il paraissait impossible de conduire du canon. Masséna entreprend cependant de faire passer une pièce de 4 qui fut portée à bras l'espace de deux milles. Officiers, soldats, le général lui-même, tout le monde coopère à ce transport. Après six heures d'une marche pénible, le canon est mis en batterie. Les Piémon-

tais, stupéfaits de la hardiesse des Français, et épouvantés par le bruit et les effets de cette artillerie, dont la détonation est grossie et mille fois répétée par les échos des rochers, n'opposent qu'une faible résistance. La colonne de Masséna gravit au pas de charge le plateau du Brec, en chasse l'ennemi, le poursuit encore longtemps de rochers en rochers, et ne lui donne point le temps de se rallier. 1793 — an II. Nice.

Pendant ce temps, une autre colonne, également partie d'Utelle, commandée par l'adjudant général Despinois, s'emparait de Figaretto.

Le résultat de cette expédition fut l'abandon de trois camps occupés par l'ennemi, la prise de plusieurs pièces d'artillerie, des bagages et des munitions du petit corps d'armée qui menaçait les Français de les repousser au delà du Var.

Combat de Céret. — La malheureuse issue de l'attaque du camp de Boulou força le général Turreau à revenir au plan de Dagobert, qui était d'affaiblir l'ennemi en le harcelant sans cesse, et en cherchant à isoler ses postes. Vainqueur dans plusieurs petits combats, Turreau avait resserré les Espagnols dans leurs positions, et Ricardos, cerné presque de tous côtés par l'armée des Pyrénées-Orientales, ne communiquait plus avec l'Espagne que par la seule ville de Céret, qu'occupait le comte de la Union. La possession de ce poste devenait très-importante pour les Français, et depuis longtemps le général français en méditait la conquête. Déjà même il avait poussé ses avant-postes jusqu'aux portes de cette ville, et ses batteries, placées sur les hauteurs qui l'entourent, en tenaient les chemins interceptés. De son côté, le général espagnol, inquiet des dangers de sa position, et impatient de s'ouvrir un passage, faisait ses préparatifs pour une action générale, et paraissait décidé à rétablir ses communications les armes à la main. Il était donc urgent de le prévenir, et le général Turreau, qui sentait combien la prise de Céret lui offrirait d'avantages, résolut de ne point retarder plus longtemps l'exécution de ses projets à cet égard. 26 novembr. (6 frimaire.) Espagne.

Donnant le change à une forte reconnaissance que le comte de la Union en personne poussait en ce moment sur les avant-postes français, Turreau se présente tout à coup à la tête d'une division devant Céret, et commence l'attaque à sept heures du

1793 — an II. Espagne. matin. La ville n'avait alors pour défenseurs que des Portugais peu aguerris, qui n'opposèrent qu'une faible résistance. Foudroyés par l'artillerie républicaine, ceux qui gardaient la redoute de Céret lâchèrent pied et furent bientôt suivis par ceux qui occupaient les retranchements du pont. Les Portugais fuyaient lâchement sans avoir combattu, et les Français allaient s'emparer de la ville, lorsque le comte de la Union, qui revenait de son expédition, rencontre une partie des fuyards et apprend d'eux le succès de l'attaque des Français. Il s'empresse d'accourir au secours de la place. Enhardis par son exemple, les Portugais eux-mêmes rebroussent chemin, et veulent réparer leur honte en reprenant la redoute qu'ils ont laissé enlever. Mais la Union ne crut pas devoir remettre le sort de l'armée dans les mains de soldats qui venaient de la compromettre. Il ordonna à don Philippe Viana d'attaquer les Français avec les gardes espagnoles qu'il commandait. Quoique gelés par l'eau qu'ils avaient reçue toute la nuit, ces intrépides soldats se précipitèrent dans la redoute à travers un feu de mitraille qui rendait presque inaccessible la montagne escarpée qu'il fallait gravir pour y arriver. En vain les Français opposent une résistance proportionnée à la vigueur de l'attaque; ils sont pressés si vivement, qu'ils se voient forcés de céder à leur tour et d'abandonner la redoute pour se retirer dans leurs propres retranchements. Fier de ce premier avantage, la Union s'élance sur leurs traces à la tête de ses soldats et des Portugais. Trois batteries françaises sont enlevées à la baïonnette; leurs avant-postes sont obligés de se replier; Céret est délivré, et l'armée espagnole recouvre ses communications.

29 novembr. (9 frimaire.) Allemagne. *Combat de Kaiserslautern.* — Hoche, en prenant le commandement de l'armée de la Moselle, avait promis au comité de salut public de repousser l'ennemi, qui depuis si longtemps bordait ses frontières et menaçait d'envahir toute l'Alsace. Pour remplir cet engagement solennel, le général français forma le plan de repasser, en présence des Prussiens, sur la rive droite de la Sarre, de suivre la crête des montagnes des Vosges pour aller joindre l'ennemi, l'attaquer avec quelque avantage sur les hauteurs de Kaiserslautern, et descendre ensuite directement sur Landau, que les coalisés tenaient étroitement serré.

Hoche avait calculé d'avance toutes les chances de succès ou de revers. Dans le cas où l'attaque de Kaiserslautern échouerait, son dessein était de replier son centre sur la droite, de traverser, au nord-est de Bitche, la chaîne prolongée de montagnes qui n'aurait pu être prise à revers à Kaiserslautern, pendant que son aile gauche, partie de Sarrelouis, tiendrait quelque temps en échec la masse principale des forces ennemies qui y aurait été attirée. 1793 — an II. Allemagne.

Hoche, après avoir divisé son armée en trois grandes colonnes, les met de suite en mouvement. Celle de droite, formée de la division Ambert, partie de Sarrelouis, se porte sur Tholey, par un long détour, pour se rabattre sur Hombourg; le centre, division Vincent, parti de Sarrebrück, est suivi par Hoche avec la réserve et la cavalerie, et se porte dans la même direction, par Freudenberg; tandis que la colonne de gauche, division Taponier, débouche de Sarreguemines sur le chemin de Bliescastel. On a vu comment les Prussiens avaient été repoussés à Bliescastel et à Deux-Ponts.

L'armée saxo-prussienne s'était portée sur Kaiserslautern; elle campait dans la position de Kaisersberg, la gauche appuyée à la ville, la ligne suivant les rives de la Lauter, qui couvrait le front: elle gardait en outre tous les défilés qui conduisent à Dürkheim, et couvrait, par ses positions, le blocus de Landau.

Une des colonnes françaises fit replier l'avant-garde prussienne qui observait, à Wogelweg, la grande route de Landstühl. Deux autres colonnes tournèrent la droite de la position ennemie, et vinrent, par Hirschborn, presque sur les derrières du duc de Brunswick. Elles se mirent en bataille entre Otterberg et Sambach. Le duc de Brunswick n'attendit pas les Français pour quitter sa position; il fit traverser le ruisseau de Kultbach à son armée, qui, faisant face en arrière, se forma devant les Français, la gauche à la Lauter, le centre à Morlautern, la droite sur les hauteurs vers Erlenbach. Le camp de Kaisersberg fut gardé par une division. La cavalerie saxonne, aux ordres du duc de Weimar, couvrit la route en avant de Kaiserslautern.

Le gros de l'armée française s'avança le lendemain, 28 no-

1793 — an II. Allemagne.

vembre, par Otterbach, contre la position occupée par le général Kalkreuth, et força ce dernier à se retirer sur le corps d'armée du duc de Brunswick. Le général Hoche, maître d'Otterberg, abandonné par le général Kalkreuth, y plaça sa nombreuse artillerie pour canonner le centre des Prussiens vers Morlautern, en même temps qu'il faisait avancer des troupes pour attaquer l'aile gauche. L'infanterie prussienne fut d'abord repoussée; mais, deux régiments de cavalerie saxonne étant venus à son secours, le combat se rétablit en leur faveur, malgré tous les efforts de la cavalerie française, qui avait cependant débordé le flanc droit des escadrons saxons, mais qui dut céder à une résistance opiniâtre.

Pendant cet engagement, la droite des Prussiens était menacée par les démonstrations d'une colonne française qui avait traversé Erlenbach.

Une troisième colonne attaqua la redoute de Galgen et les troupes qui couvraient Kaiserslautern. Cette attaque fut rendue nulle par la cavalerie du duc de Weimar et par le renfort que le duc de Brunswick dirigea sur ce point. Après un combat très-vif, les troupes françaises furent obligées de se replier dans les bois.

Le 29, le général Hoche fit recommencer l'attaque contre la gauche des Prussiens; mais nos troupes furent encore repoussées. Un corps de réserve prussien menaçant de prendre le centre de l'armée française à dos, et les Saxons ayant débordé sa gauche par Erlenbach, le général en chef jugea convenable de se retirer, d'autant plus que ses attaques sur la redoute de Galgen et vers Kaiserslautern, qu'il venait de faire renouveler, avaient eu le même résultat que la veille.

La perte des Saxo-Prussiens, dans ces deux affaires successives, fut d'à peu près 1,400 hommes. Les Français eurent 3,000 hommes hors de combat.

L'intention du général Hoche était de hasarder un troisième combat le jour suivant; mais, ayant appris que les Prussiens avaient reçu pendant la nuit un convoi considérable de munitions, dont il manquait lui-même, il se détermina à continuer sa retraite, qui s'effectua avec un ordre qu'on ne pouvait guère attendre de troupes harassées de fatigue, et pres-

que rebutées par deux attaques meurtrières et infructueuses. 1793 — an II. Allemagne.

L'ennemi, quoique supérieur en nombre et en moyens, ne songea point à inquiéter la marche de l'armée française. Dans cette circonstance, les commissaires de la Convention témoignèrent au général leur mécontentement de l'issue de l'entreprise sur l'armée prussienne, se répandirent en reproches et en menaces. Hoche leur répondit avec calme et en souriant : « Eh! citoyens, que ne preniez-vous un arrêté pour fixer la victoire? Au surplus, ajouta-t-il, elle a tenu à peu de chose. Cessez de vous inquiéter; je puis prendre d'autres mesures; mais il faut me laisser agir. »

Combat de Berstheim. — Le prince de Condé, à la tête des émigrés français, était, en novembre 1793, campé sur les rives de la Lauter, avec les Prussiens, dont il formait l'extrême aile gauche. Vis-à-vis lui était Pichegru, général en chef de l'armée du Rhin, et qui, dans ce moment, manœuvrait de concert avec Hoche pour débloquer Landau et chasser les coalisés des positions qu'ils occupaient sur cette partie de l'Alsace. Condé avait son quartier général à Berstheim, et Pichegru, voulant tâter la colonne ennemie, fit attaquer cette position, en refusant toutefois son centre, et ayant soin d'éviter un engagement général. Repoussé d'abord le 1er décembre, Pichegru renouvelle le lendemain son attaque, en envoyant contre le prince de Condé un corps de tirailleurs, divisé en petits pelotons épars. Ces tirailleurs, après avoir longtemps inquiété les émigrés, se réunissent tout à coup à un signal convenu, tombent sur le village de Berstheim et s'en emparent; mais ils ne s'y maintiennent pas longtemps. Le prince de Condé était en arrière de ce village, à la tête des bataillons nobles qui composaient l'infanterie de son corps d'armée. Il s'élance aussitôt à leur tête, attaque les républicains dans Berstheim, et se rend maître de ce village. Pichegru avait envoyé de la cavalerie pour soutenir ses tirailleurs. Le prince fait avancer la sienne. Les deux corps s'abordent avec une égale impétuosité, mais l'avantage reste à la cavalerie des émigrés. Les républicains se replient en désordre, abandonnant sept canons et un grand nombre de morts. De leur côté, les émigrés perdirent 300 cavaliers et 900 soldats. Le duc de Bourbon, fils du prince de Condé, fut blessé en atta- 9 décembre. (19 frim.) France.

1793 — an II. France. quant Berstheim à la tête de la cavalerie, et ses aides de camp furent presque tous tués ou dangereusement blessés. Le 9, Pichegru fit attaquer les troupes du général Klenau, qui occupaient des postes voisins de Berstheim. Au premier choc des républicains les ennemis plièrent; mais, Condé ayant envoyé des secours de cavalerie et d'infanterie, le combat se rétablit, et se tint pendant quelque temps égal. Cependant les troupes républicaines l'emportèrent à la fin, et leurs ennemis se retirèrent derrière Haguenau. Ce mouvement laissait à découvert le corps des émigrés français, et le prince de Condé crut devoir abandonner sa position de Berstheim, et fit sa retraite en bon ordre. On a beaucoup parlé de l'affaire de Berstheim; les émigrés à leur retour en France, au moment de la restauration et depuis, ont tant élevé leurs succès sur ce point, qu'on a pu croire qu'il s'agissait de batailles mémorables. Le prince de Condé avait fait proclamer son triomphe, et avait reçu des félicitations de plusieurs souverains, notamment de l'empereur d'Autriche.

5 décembre. (15 frim.) Vendée. *Attaque d'Angers.* — Le parti des Bretons, à la tête duquel se trouvait, comme nous l'avons déjà dit, le prince de Talmont, ne voyait qu'avec peine la résolution prise par l'armée royaliste de se rapprocher de la Loire pour reporter la guerre civile sur son premier théâtre. La proposition de se jeter en Bretagne fut renouvelée après la bataille d'Antrain; mais la majorité des chefs, qui connaissait à cet égard les dispositions des soldats vendéens, persista dans la détermination arrêtée, et l'armée se dirigea sur Angers, à l'effet de s'en emparer et d'assurer ainsi le passage du fleuve qui la séparait du sol témoin de ses premiers exploits.

La garnison d'Angers consistait en 4,000 hommes de troupes réglées, sous les ordres des généraux Boucret et Danican [1]. A l'approche de l'armée vendéenne, toute la garde nationale de la ville prit les armes, déterminée à s'ensevelir sous ses ruines plutôt que de se rendre.

L'attaque commença le 5 décembre, à onze heures du matin.

[1] Ce dernier général abandonna, par suite, le parti qu'il avait embrassé. Proscrit au 13 vendémiaire an IV, il se réfugia en Angleterre, où il resta jusqu'à la restauration.

Les royalistes s'emparèrent d'abord des faubourgs, abandonnés par les habitants. On avait relevé, au moyen de sacs à terre, une partie des remparts de la ville, garnis d'ailleurs de vingt pièces d'artillerie, depuis la porte Saint-Aubin jusqu'à la Haute-Chaîne. Ces canons répondirent avec succès à l'artillerie vendéenne, braquée contre la ville. L'infanterie occupait tous les retranchements, et les Angevins combattaient aux postes les plus périlleux. Les femmes elles-mêmes partageaient le danger commun. Elles portaient les munitions, et prodiguaient leurs secours aux blessés. Les assaillants font partout les plus vigoureux efforts. Le brave général Beaupuis, que ses blessures avaient retenu à Angers, s'était transporté sur les remparts; il est blessé de nouveau. Plusieurs officiers supérieurs, et un municipal nommé Lebreton, sont tués sur la muraille. 1793 — an II. Vendée.

Cependant la longue résistance des Angevins rebute les soldats royalistes. L'arrivée d'une troupe de cavalerie légère sur les derrières de leur armée, et la nouvelle d'un rassemblement de forces à Châteaubriand pour venir au secours de la ville assiégée, achèvent de les décourager. Laroche-Jacquelein emploie vainement toutes les instances, toutes les menaces pour engager ses troupes à tenter un dernier effort. Il leur représente que l'artillerie vient d'ouvrir une brèche par laquelle il leur sera facile de pénétrer dans la ville; et, pour leur donner l'exemple de l'intrépidité, il y marche lui-même, suivi des chefs Forestier, Dessessarts, Boispréau, et de quelques autres. Boispréau est tué, Dessessarts dangereusement blessé. Mais les Vendéens découragés ne font aucun mouvement pour seconder le dévouement de leurs chefs. La retraite est demandée de toutes parts, et Laroche-Jacquelein, au désespoir, est forcé d'en donner le signal. L'armée royaliste se retire enfin après une attaque qui avait duré trente heures.

Attaque et reprise de l'île de Bouin. — Malgré tout le zèle 6 décembre. (16 frim.) que quelques historiens ont mis à célébrer les exploits et la conduite militaire de Charette, nous trouvons moins d'occasions de citer dans notre ouvrage les actions de ce chef vendéen que celles des autres chefs royalistes. « Le genre de guerre qu'il avait adopté, inconnu jusqu'alors, dit son historien, dans la tactique

1793 — an II. Vendée.

militaire, l'art des déroutes qu'il sut accommoder aux dispositions habituelles de ses soldats, et aux avantages des localités, » nous paraît avoir trop de rapports avec la tactique employée depuis par les guérillas d'Espagne, pour que nous puissions présenter un grand nombre de faits sous leur véritable aspect. Les guerres civiles renferment presque toujours des détails qui ne peuvent être du domaine de l'histoire militaire; et, comme nous l'avons déjà dit dans la première partie de ces Annales, nous nous estimons heureux que notre cadre nous permette d'exclure souvent de la narration des circonstances trop affligeantes pour être retracées dans un ouvrage plus particulièrement consacré à la gloire nationale. Nous aurons encore l'occasion de suivre cette marche sage dans le cours de nos récits, et nous aimons à croire qu'on nous en saura gré.

Charette s'était vu forcé, par suite de la tactique dont nous venons de parler, de chercher un refuge dans l'île de Bouin, dont il s'était emparé à peu près à la même époque où il se rendit maître de l'île de Noirmoutier. Le général Haxo, qui s'était attaché à la poursuite des troupes de ce chef, après les avoir défaites ou dissipées en plusieurs occasions, résolut d'attaquer Charette dans son nouvel asile.

L'île de Bouin n'est séparée de la côte vendéenne que par un canal assez étroit, guéable à marée basse, et sur lequel plusieurs chaussées sont établies pour les communications entre l'île et la terre ferme. Le général Haxo fit marcher ses troupes sur trois colonnes. La première, partie de Machecoul, s'avança par le passage du sud; la seconde, venant de Bois-de-Céné, par la Claie; la troisième par Beauvoir. Ces colonnes formaient un total de 6,000 hommes. Charette n'en avait guère que 3,000 à leur opposer; mais il avait pour lui l'avantage de la position. Il partagea aussi sa troupe en trois divisions. Guérin l'aîné défendait le passage du sud avec 250 hommes; Couëtus fut placé avec 400 hommes sur la route du Bois-de-Céné; Charette, avec le surplus de son monde, se porta sur la route de Beauvoir, se réservant de soutenir au besoin l'un ou l'autre des deux premiers détachements.

La colonne républicaine partie de Machecoul attaqua la première. Elle éprouva une grande résistance de la part des sol-

dats de Guérin, et, voyant qu'elle ne pouvait forcer le passage du sud, elle manœuvra pour mettre la troupe de Couëtus entre deux feux. Cependant, une partie de cette même colonne ayant réussi à tourner le marais, Guérin se vit forcé d'abandonner son poste, et de se retirer sur la terre-ferme. Couëtus, pris entre deux feux, se retira, non sans peine, sur la troupe de Charette, et la colonne pénétra sans obstacle dans le bourg de Bouin, où elle s'empara d'une partie de l'artillerie vendéenne, qu'elle fit servir à attaquer Charette. Celui-ci, cerné de toutes parts, se voyait dans une position désespérée. Il trouva cependant le moyen d'échapper, à l'aide de quelques habitants de Bouin, qui lui servirent de guides dans des chemins détournés. Les soldats d'Haxo, plus occupés au pillage du village qu'à poursuivre leurs ennemis, facilitèrent, par leur négligence, l'évasion de ces derniers. Charette perdit dans cette affaire, outre son artillerie, consistant en six pièces de canon, ses bagages et tous ses chevaux. Sa perte, en tués ou blessés, fut de 700 et quelques hommes. La troupe vendéenne se retira à Châteauneuf et de là à Tourvois.

1793 — an II. Vendée

Le lendemain, 7 décembre, Charette, réuni au chef Joly, voulut attaquer Legé, petite ville à cinq lieues de Machecoul, et défendue par 3,000 hommes, aux ordres de l'adjudant général Guillaume; mais après cinq heures de combat, craignant d'être coupé par une colonne venant de Palluau, les Vendéens se retirèrent.

6 décembre. (16 frim.) Espagne.

Combat et prise de Villelongue. — Vainqueur à Céret, Ricardos, voulant dégager de plus en plus son armée, se détermina à attaquer Villelongue, où les Français s'étaient retranchés dans une position qui leur offrait encore la facilité de tenir en échec la droite des Espagnols. Villelongue est placée sur une colline entourée par deux petits bras d'une rivière qui va se jeter dans le Tech. Le village de la Roque, qui la domine sur la gauche, est situé sur une hauteur détachée de la chaîne des Pyrénées. Deux camps, entre lesquels se trouvaient le parc d'artillerie et cinq batteries, défendaient ces deux positions.

Ricardos chargea le général Courten d'effectuer cette attaque. Celui-ci, jugeant avec raison que, vu les forces et la position des Français, elle ne pouvait réussir que par un coup

1793 — an II. Espagne. hardi, divisa les troupes sous ses ordres en quatre colonnes, recommanda la plus grande précision dans leur marche, et leur ordonna d'enlever les batteries à la baïonnette, avec défense de tirer un coup de fusil. Ses ordres furent ponctuellement exécutés. Le 6 décembre, à six heures du matin, les colonnes étant toutes arrivées à leur rendez-vous, une décharge générale des batteries de Montesquiou fut le signal d'attaque. Villelongue et la Roque, surpris en même temps, sont presque aussitôt emportés. Les Français, d'abord mis en déroute par cette agression imprévue, avaient réussi à se reformer dans le vallon qui était au bas de leur position ; mais une colonne de cavalerie espagnole, embusquée entre la rivière du Tech et les camps, paraît tout à coup, charge avec vigueur les troupes républicaines, harcelées par l'infanterie, et les oblige de se retirer précipitamment entre Elne et Argelès. Les Espagnols établirent leur camp en arrière des villages de la Roque et de Saint-Genis.

8 décembre. (18 frim.) Vendée. *Combat de la Flèche.* — Poursuivis par l'armée républicaine, les royalistes, après leur vaine tentative sur Angers, avaient marché sur la Flèche. Leur position devenait de plus en plus critique. La Flèche, couverte par la rivière de Loir, avait en outre 4,000 hommes de troupes réglées pour sa défense. Tous les ponts étaient coupés. L'infatigable Westermann, à la tête de l'avant-garde des républicains, avait joint la queue de l'immense colonne vendéenne, et l'attaquait avec vigueur. Pressés ainsi entre une rivière et une armée, les malheureux Vendéens n'avaient d'autre perspective qu'une mort certaine, lorsque l'intrépide Laroche-Jacquelein, dans cette situation désespérée, se met à la tête de 1,500 hommes d'élite, remonte en toute hâte le cours du Loir dans l'espace de deux lieues, trouve un gué, le passe, revient sur la Flèche, qu'il attaque avec impétuosité, et en chasse la garnison. Le pont est réparé en peu d'instants, et offre un passage à l'armée vendéenne restée sur la rive gauche. Dans cette nouvelle position, Laroche-Jacquelein met son artillerie en batterie sur le pont, garnit la rive droite de ses meilleurs tireurs, et résiste avec le plus grand succès aux attaques réitérées de l'armée républicaine. Par cette manœuvre aussi hardie qu'habilement exécutée, et qui ferait honneur aux

guerriers les plus expérimentés, le jeune héros vendéen sauva son armée d'une destruction presque inévitable. 1793 — an II. Vendée.

Combat de Dawendorf. — Le général Hoche, voyant que ses projets pour sauver Landau, sur le point de Kaiserslautern, avaient été infructueux, et devenaient encore plus difficiles, conçut sur-le-champ un plan mieux calculé, et peut-être plus hardi que celui qu'il venait de tenter. Il pensa avec raison que l'armée de Wurmser, isolée et occupant une ligne trop étendue, ne pourrait pas résister, si l'armée du Rhin l'attaquait de front, tandis que l'armée de la Moselle déboucherait rapidement sur l'extrême droite de sa ligne. En conséquence, ayant sollicité des commissaires conventionnels un renfort tiré de l'armée des Ardennes, ce général laisse une division sur la Sarre pour observer les mouvements de l'armée prussienne, marche en toute hâte par les gorges des Vosges, et se réunit, après quelques combats peu importants, à l'armée du Rhin, commandée par le général Pichegru. Ce dernier avait essayé de reprendre l'offensive pendant les dernières opérations de l'armée de la Moselle; mais il n'avait obtenu aucun résultat décisif des entreprises partielles qu'il avait faites. Nous avons fait connaître celle de Berstheim, où le corps de Condé fut repoussé sur Haguenau. Le 10 décembre, Pichegru fit attaquer le village de Dawendorf, occupé par les Autrichiens, qui se replièrent sur les retranchements élevés en avant de Haguenau. Nous aurions passé sous silence cette action, d'ailleurs peu importante, si elle ne nous fournissait l'occasion de faire connaître un trait qui honore l'armée française, et qui, par conséquent, rentre dans notre sujet. Le premier bataillon de l'Indre s'étant distingué dans l'attaque de Dawendorf, le général Pichegru ordonna qu'il serait distribué aux soldats une gratification de 1200 francs; mais ces généreux défenseurs de la patrie, convaincus qu'ils n'avaient fait que leur devoir, et se trouvant suffisamment récompensés par la gloire dont ils venaient de se couvrir, renvoyèrent la gratification, en y ajoutant une somme de 642 francs, pour laquelle ils se cotisèrent; ils priaient en même temps le général Pichegru de faire distribuer cet argent aux veuves et aux enfants de leurs braves compagnons d'armes morts au champ d'honneur, en combattant pour la patrie. Dans la même journée

10 décembr. (20 frim.) France.

1793 — an II. France

un chasseur du huitième régiment, nommé Fatou, donna aussi la preuve d'un grand désintéressement. Il venait de prendre le cheval d'un Autrichien qu'il avait sabré. Un officier du même régiment, démonté, demande à Fatou de lui céder ce cheval, et lui en offre le prix. « Non, dit le brave chasseur, il ne m'a rien coûté : c'est en chargeant l'ennemi que vous m'en payerez la valeur. » Il fut impossible à l'officier d'engager Fatou à recevoir son argent. Le général Pichegru ne fut pas plus heureux lorsque, informé de cet acte désintéressé, il fit venir le chasseur en sa présence, et voulut le récompenser au nom de la nation et de l'armée; Fatou persista dans son refus d'accepter aucune espèce d'indemnité.

On ne peut se refuser à voir dans ces deux faits authentiques l'esprit de loyauté et de générosité qui animait, à cette époque, le plus grand nombre des soldats français.

12 décembr. (22 frim.) Vendée.

Déroute du Mans. — Il est facile de concevoir qu'en occupant la ville de la Flèche, Laroche-Jacquelein n'avait eu d'autre intention que d'arrêter assez longtemps l'armée républicaine, pour donner au gros de ses troupes la facilité de filer sur un autre point. Le choix de la route à tenir était très-borné dans la situation où se trouvaient les Vendéens errants dans un pays où les partisans de leur cause étaient ou peu nombreux ou trop timides. La résolution fut prise de marcher sur le Mans. Cette ville n'avait qu'une faible garnison, qui n'avait pas même pris la précaution de couper le pont établi sur la Sarthe. On s'était contenté d'y faire un épaulement, et de l'embarrasser avec des chevaux de frise et des chausse-trapes pour en interdire le passage à la cavalerie. Ces obstacles furent surmontés par les Vendéens après un combat assez vif, où le prince de Talmont se distingua, en tuant de sa main un hussard qui s'était particulièrement acharné après lui, à cause de l'écharpe blanche que portait ce chef. Les Vendéens s'emparèrent du Mans le 10 décembre.

Cependant l'armée républicaine s'avançait sur plusieurs points, à la poursuite des royalistes. Les généraux Muller et Westermann arrivèrent les premiers aux environs de la ville, par les routes de Tours et d'Angers. Laroche-Jacquelein tint ces deux colonnes en échec, en les attaquant successivement avec quelque avantage. Une troisième colonne, commandée par

le général Tilly, arriva par la route de Mayenne; elle venait de Cherbourg. La division mayençaise, très-affaiblie par tant de combats meurtriers, vint se rejoindre également à l'armée réunie sous les ordres du général Marceau. Menacé par des forces si imposantes, Laroche-Jacquelein, après avoir combattu quelque temps au dehors de la ville, prit le parti de s'y renfermer, espérant pouvoir s'y défendre avec plus d'avantage; il disposa ses soldats de la manière qu'il crut la plus convenable pour résister avec succès.

Westermann sollicita et obtint du général Marceau l'ordre d'attaquer le premier, contre l'avis du conventionnel Bourbotte, qui probablement voulait une attaque générale. Il fallait traverser le même pont que Laroche-Jacquelein avait franchi le 10. Westermann force ce passage à la tête des grenadiers du ci-devant régiment d'Armagnac. Quelques canons mis en batterie par les royalistes arrêtent un moment la marche de la colonne du général républicain. Laroche-Jacquelein profite de cette hésitation pour placer d'autres canons dans chacune des rues qui aboutissent à la grande place de la ville, et pour garnir les maisons de tirailleurs. Pendant ce temps, Marceau achève l'investissement de la ville, afin de ne laisser aucune issue aux Vendéens. A dix heures du soir, l'impatient Westermann renouvelle son attaque, et pénètre dans l'intérieur de la ville, où s'engage le combat le plus terrible. Les canons placés dans les rues par les royalistes tiraient à mitraille sur les troupes républicaines, et emportaient des rangs entiers. Laroche-Jacquelein se portait de tous les côtés, et faisait des prodiges de valeur. Deux chevaux sont tués sous lui. Il s'éloigne un moment pour en chercher un troisième; mais son absence est fatale à ses soldats. Pressés par les républicains, que n'arrêtaient point les décharges multipliées de l'artillerie et des tirailleurs postés dans les maisons, les Vendéens commencèrent à céder. Laroche-Jacquelein, perdant l'espoir de les rallier, veut au moins leur ménager une issue par la route de Laval, déjà couverte par la foule des vieillards, des femmes et des enfants qui suivaient la malheureuse armée des royalistes.

Mais les républicains ne s'étaient point encore entièrement rendus maîtres de la ville. Plusieurs quartiers étaient défendus

1793 — an II. Vendée. avec la plus opiniâtre vigueur par les Vendéens embusqués dans les maisons, et par des batteries que servaient avec une grande activité quelques officiers dévoués.

Les troupes qui formaient l'investissement, animées par une résistance aussi prolongée, s'efforçaient de pénétrer par le côté qui était ouvert devant elles. Le général Carpentier fait pointer des canons sur les maisons les plus avancées. Les chasseurs francs et ceux de Cassel, les soldats d'Armagnac, chargent à la baïonnette et renversent tout ce qui se trouve sur leur passage. Cette attaque est la dernière. Les Vendéens fuient de tous côtés, et cherchent à gagner le chemin de Laval. Le massacre le plus horrible a lieu dans l'intérieur de la ville... Jetons encore une fois le voile sur ces détails épouvantables.

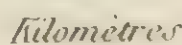
Telle fut l'issue de l'occupation du Mans par les royalistes. Cet événement mémorable, connu sous le nom de *déroute du Mans*, porta un coup bien funeste à la cause des royalistes; ils y perdirent 10 à 12,000 de leurs plus valeureux soldats. Un grand nombre de chefs y périrent. L'armée républicaine éprouva aussi une perte considérable; mais les résultats de la triste victoire qu'elle venait de remporter furent pour elle aussi importants qu'ils devinrent préjudiciables pour les Vendéens, auxquels il ne resta presque plus d'espoir de revoir le sol natal.

22 décembr. (23 frim.) *Combat des Quatre-Chemins.* — Les Vendéens, réunis sous les ordres de Charette, étaient dans une position plus heureuse que l'armée d'outre-Loire. Tandis que les débris de cette dernière cherchaient à gagner Laval après la désastreuse déroute du Mans, Charette attaquait, dans la basse Vendée, les républicains campés aux Quatre-Chemins, sur la route de la Rochelle à Nantes.

Joly commandait l'avant-garde de la troupe de Charette; d'abord repoussée, cette avant-garde se replie sur Charette, qui s'avance malgré cet échec, et parvient à forcer le camp après avoir fait éprouver une très-grande perte à la troupe républicaine, qui se retira dans le plus grand désordre, à Montaigu. Une pièce de canon, deux caissons, des munitions, les vivres, des effets de campement, d'habillement et d'équipement, tombèrent au pouvoir des Vendéens.

SIÉGE DE TOULON 10bre 1793 T. Ier Page 365.

le Brusc
C. Negre
St Nazaire
Six Fours
Ollioules
Evennes
la Seine
Petite
Rade
Fort de la Goubran
Fort Malbousquet
Tour de Balaguier
Fort l'Aiguillette
le Lazaret
Grosse tour
Camp Ret. de Ste Anne
TOULON
Fort St Antoine
Beau des Heures
Fort St Louis
Grande
Rade
Fort la Malgue
Fort Ste Catherine
Fort Faron
Cap Cepet
la Vieille Valette
la Valette
la Garde
Cap de la Carqueiranne
Sollies le haut
Sollies
Farlede



Les cavaliers de Charette massacrèrent une grande partie des fuyards, depuis le camp jusqu'au delà de Saint-Fulgent; la grande route et les champs voisins furent jonchés de morts. Charette n'était point dans l'habitude de faire des prisonniers. Tous les soldats qui tombaient entre ses mains étaient fusillés, ainsi que les paysans qui trahissaient la cause royale par peur ou par attachement aux principes révolutionnaires. « Les républicains tuent mes soldats, lui fait dire son historien, égorgent les vieillards, les femmes et les enfants : je ne veux faire grâce qu'à ceux qui se rangeront de mon côté, et encore ce ne sera que quand je me serai assuré de leur fidélité. » Un pareil système était bien contraire aux intérêts de la cause dont Charette s'était fait le défenseur, et ne pouvait amener aucun résultat favorable à son triomphe. Ceux qui ont voulu faire un héros de ce chef vendéen auraient dû le représenter sous des traits moins odieux et avec des couleurs moins prononcées.

1793 — an II. Vendée.

Siége de Toulon. — Nous avons vu, dans le chapitre II, comment Toulon avait été livré entre les mains des Anglais. Maître de cette ville, l'amiral Hood s'empressa de la faire mettre dans un état de défense respectable. Il craignait avec raison une attaque très-prochaine de la part du général Carteaux, vainqueur des rassemblements royalistes ou fédéralistes de la Provence. De nombreux détachements de troupes anglaises, espagnoles, sardes et napolitaines, débarquèrent pour former la garnison de la place. Les gorges d'Ollioules furent occupées par les Anglais. Placées sur la grande route de Marseille à Toulon, à deux lieues de cette dernière ville, ces gorges forment un défilé très-resserré entre des rochers d'un accès fort difficile, seul passage praticable pour une armée qui marche avec de l'artillerie.

18 décembr. (28 frim.) France.

Les fortifications de la ville furent réparées et augmentées. Les positions environnantes furent retranchées et garnies de bouches à feu. Enfin, tous les moyens d'une longue résistance furent organisés. Le comité royaliste envoya une députation à Son Altesse royale Monsieur, comte de Provence [1], pour engager

[1] Un auteur (M. de Fonvielle) qui a publié beaucoup de particularités historiques sur le siége de Toulon, prétend que l'amiral Hood s'opposa au départ des députés, sous le prétexte qu'*il n'était pas encore temps*.

1793 — an II. France. ce prince à venir dans Toulon encourager par sa présence les efforts de ceux qui voulaient le rétablissement de l'antique monarchie, et qui commençaient à s'alarmer des vues peu rassurantes des généraux alliés. Ces derniers, en effet, ne paraissaient plus prendre à la cause des Bourbons le vif intérêt qu'on leur avait d'abord supposé.

Cependant, le général Carteaux, après avoir été retenu quelque temps à Marseille par les commissaires conventionnels, à l'effet d'appuyer, par la présence de ses troupes, les mesures terribles développées contre tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection, ou qui s'étaient montrés les ennemis du système révolutionnaire; le général Carteaux s'avançait vers Toulon à la tête de 3,300 et quelques hommes. Ces forces étaient bien insuffisantes pour réduire une place qui, indépendamment de ses habitants, renfermait plus de 10,000 hommes de troupes étrangères; néanmoins Carteaux, à l'instigation des députés de la Convention en mission auprès de lui, commença ses opérations d'attaque. Il força, le 7 septembre, les gorges d'Ollioules, défendues par quelques bataillons anglais qui s'y étaient fortifiés, et fit replier successivement plusieurs détachements postés pour défendre les approches de la ville; mais, trop faible pour entreprendre une attaque sérieuse, il se contenta de harceler et de tenir en échec les forces ennemies, en attendant l'arrivée des renforts qu'on lui promettait incessamment. Dugommier, nommé commandant de l'armée devant Toulon, arriva avec quelques mille hommes tirés de l'armée des Alpes et de l'intérieur, et Carteaux, remplacé successivement par les généraux Lapoype et Doppet, auxquels venait succéder Dugommier, alla prendre le commandement des troupes qui se trouvaient dans le comté de Nice.

Deux mois s'étaient écoulés depuis la remise de Toulon au pouvoir des forces combinées de l'Angleterre et de l'Espagne, et, comme nous venons de le dire, rien n'avait été négligé pour augmenter les moyens de défense. Cette ville est adossée, du côté de la terre, à des montagnes où, par des travaux successifs entrepris depuis un siècle, s'élève une chaîne de petits forts qui s'appuient réciproquement. Tous ces forts furent occupés par les alliés.

Après avoir forcé le défilé d'Ollioules, les républicains avaient emporté les montagnes de Faron et la hauteur du cap Brun; mais leur petit nombre ne leur permit pas de garder ces postes importants, que les ennemis revinrent attaquer en force.

Vers la fin de novembre, les assiégés occupaient les hauteurs du cap Brun et de Malbousquet, celles qui sont à l'ouest des forts l'Éguillette et Balagnier, et s'y étaient fortifiés de manière à ne pas être inquiétés.

Dugommier partagea son armée en deux corps, pour attaquer sur deux points différents. Le premier, dont il se réserva le commandement, embrassait le front des défenses extérieures du côté de l'ouest, depuis le fort Malbousquet jusque sur le promontoire qui ferme la petite rade. Le second corps, aux ordres du général Lapoype, s'étendait depuis la montagne de Faron, qui commande la ville au nord, jusqu'au cap Brun et au fort Lamalgue, qui défend l'entrée de la grande rade.

Ce grand développement, la faiblesse de l'armée et la force de l'ennemi décidèrent le général Dugommier, sur la proposition que lui fit le chef de bataillon Marescot, commandant du génie, à faire fermer, par une partie de ligne de contrevallation, les vallées qui s'étendent entre les hauteurs de Pietaillas, des Arènes, des Gaux et de la Goubran, par lesquelles la garnison pouvait le plus facilement déployer des sorties. Jusqu'alors les dispositions d'attaque n'étaient autre chose que des batteries provisoires placées avantageusement par le chef de bataillon Bonaparte, commandant en second de l'artillerie républicaine, destinées à combattre les batteries avancées des ennemis et à en préparer les attaques.

Le 28 novembre au matin, les républicains démasquèrent une batterie forte de six pièces de 24, placée sur la hauteur des Arènes, et dirigée sur Malbousquet. Cette batterie fit pendant plusieurs jours un feu très-vif, auquel l'ennemi répondit avec vigueur.

L'occupation des Arènes par les Français était trop préjudiciable aux assiégés pour qu'ils ne tentassent point un grand effort contre une position qui, d'ailleurs, privait la ville d'une partie de ses eaux, détournées et coupées en cet endroit par les troupes républicaines. Le 30 novembre, à la pointe du jour,

1793 — an II. France.

la garnison de Toulon fait une grande sortie, au nombre de 5 à 6,000 hommes, dans le dessein de repousser l'armée ennemie et de détruire ses ouvrages. Cette colonne, composée en presque totalité des troupes anglaises, traverse la rivière du Las sous les forts de Saint-Antoine, et se sépare en deux pour attaquer, d'un côté, la montagne des Arènes, et de l'autre, les différents postes qui occupaient le vallon de Pietaillas, où commandait le général Garnier. La colonne de droite arrive sur la hauteur des Arènes avant que le général Dugommier ait pu achever ses dispositions de défense, et fait reculer précipitamment les républicains. Les Anglais s'emparent de la batterie nouvellement construite, et enclouent les pièces qu'elle renferme. Un détachement se porte au poste du centre, que commandait le général Mouret, et menace de s'emparer de la grande route d'Ollioules.

Cependant le général Dugommier et les commissaires de la Convention, accourus aux premiers coups de fusil, cherchent à rallier les bataillons épars et rompus. Le général en chef harangue quelques pelotons avec énergie, et, se mettant à leur tête, il les précipite sur l'ennemi. Bientôt les troupes se remettent de leur premier effroi et se réunissent; quelques renforts, envoyés des postes voisins, se joignent à elles, et le combat change de face. En peu d'instants, les alliés, pressés, assaillis de toutes parts, sont obligés d'abandonner le terrain qu'ils viennent d'envahir. Les batteries sont reprises, l'ennemi repasse la rivière en désordre, en laissant sur le champ de bataille beaucoup de tués et de blessés. Les républicains firent en cette occasion un bon nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvait le général en chef O'Hara, que le gouvernement anglais venait d'envoyer en grande hâte pour prendre le commandement des troupes dans Toulon. Le général Dugommier reçut deux coups de feu au genou et au bras. Les républicains poursuivaient les Anglais avec une telle ardeur, que déjà ils pénétraient avec ceux-ci dans le chemin couvert du fort Malbousquet, lorsqu'ils furent arrêtés par le feu qui partit à l'instant de cet ouvrage.

Ces succès répandirent à la fois la joie et l'espérance dans l'armée, et la consternation dans Toulon; cependant ils n'en-

traînaient encore aucun résultat décisif. L'ennemi continuait de se fortifier d'une manière inquiétante à Malbousquet, à Miciessi, au cap Brun et sur les hauteurs en avant de l'Éguillette. D'un autre côté, le général Dugommier attendait de l'armée du Var quelques bataillons aguerris avec lesquels il espérait porter des coups plus certains. 1793 — an II. France.

Le 14 décembre, le général en chef, accompagné des commandants Marescot et Bonaparte, et de quelques autres officiers, fit la reconnaissance de la grande redoute anglaise. Ce poste formidable était placé sur une hauteur vis-à-vis du village de la Seyne. Son escarpement, et plusieurs rangs de fortifications disposées autour de cette hauteur, lui avaient fait donner le nom de *petit Gibraltar*. Entourée de palissades multipliées, de fossés profonds, d'abatis d'arbres, défendue par 1,500 hommes et trente-six bouches à feu, la redoute anglaise était pour ainsi dire inaccessible. L'inspection du terrain fit prendre au général Dugommier les dispositions suivantes : une colonne devait menacer la redoute en face; une autre, filant le long de la mer, devait escalader la sommité retranchée qui domine le fort de l'Éguillette. L'artillerie reçut l'ordre de redoubler le feu de ses batteries, afin de porter le désordre dans celles de l'ennemi. Les généraux Garnier et Mouret devaient tenir leurs divisions sous les armes, afin de contenir les forts de Saint-Antoine et de Malbousquet, et d'arrêter toute sortie ou diversion que l'ennemi pourrait faire sur ces points.

Le 16 décembre, les troupes républicaines se rassemblèrent pour cette attaque générale. Le corps d'armée placé dans la partie de l'ouest se réunit dans le village de la Seyne; malgré le mauvais temps et la pluie qui tombait en abondance, les soldats témoignaient une ardeur et un enthousiasme extrêmes, présage certain de la victoire.

Le 17, à une heure du matin, l'attaque commence. Soit erreur, soit excès de zèle, les deux colonnes commandées par les généraux Labarre et Victor [1], au lieu de marcher sur des points différents, d'après leurs instructions, se portent ensemble sur la

[1] Depuis maréchal de France, duc de Bellune, major général de la garde royale, etc., etc.

1793 — an II. France.

redoute anglaise, et gravissent à l'envi l'une de l'autre la hauteur escarpée sur laquelle elle est assise. Un orage épouvantable éclatait en ce moment, et ajoutait encore aux difficultés du terrain et à l'effet du canon et de la mousqueterie de l'ennemi; cependant les troupes républicaines parviennent au pied de la redoute. Là, un épaulement de dix-huit pieds d'élévation, défendu par des feux croisés et continus, semblait présenter un obstacle insurmontable. Des pièces plongeantes dans les embrasures foudroyaient les premiers rangs, tandis que d'autres, plus élevées, atteignaient l'extrémité des colonnes d'attaque. Des pierriers lançaient incessamment une pluie de grenades qui venaient éclater dans les rangs républicains. Les commissaires conventionnels Salicetti, Ricord, Robespierre jeune et Fréron, parcouraient ces mêmes rangs, et animaient les soldats. Une vive et dernière impulsion est donnée. Les soldats, montés les uns sur les autres, sont élevés à la hauteur des embrasures de la redoute, et pénètrent dans l'intérieur au moment où les pièces, par leur mouvemont ordinaire, reculent après avoir vomi leur charge. Le combat s'engage corps à corps dans la redoute. Les Anglais qui la défendent se battent avec la plus grande intrépidité; ils sont d'ailleurs favorisés par des traverses disposées dans l'intérieur. Le feu qui part de cette seconde enceinte inattendue, oblige les assaillants à se retirer par les embrasures qui leur ont servi d'entrée. Les républicains remontent une seconde fois dans la redoute, et une seconde fois ils sont repoussés par les mêmes moyens. Enfin, par un troisième et dernier élan, les intrépides Français s'établissent dans l'épaulement. Cependant les cris de victoire et de désespoir, les hurlements des blessés, l'éclat du tonnerre qui gronde sur ce théâtre de carnage, et qui domine le bruit des armes, la pluie qui tombe par torrents, la résistance opiniâtre des Anglais dévoués à la mort, tout contribue, dans le premier instant, à mettre dans les rangs républicains un désordre dont l'ennemi allait peut-être profiter pour se dégager une quatrième fois, lorsque de nouveaux assaillants succèdent aux premiers, épuisés de fatigues, et maintiennent l'occupation de la redoute. Toutes les traverses sont forcées. Les canonniers anglais sont égorgés sur leurs pièces, les soldats sont tués ou dispersés. Tout ceci se passait

dans l'obscurité de la nuit. Au jour, l'ennemi, retiré sur les hauteurs qui dominent les forts de l'Éguillette et de Balagnier, simula une attaque soutenue par le feu de ses vaisseaux et de ses pontons; mais les troupes françaises restèrent inébranlables dans la redoute conquise avec tant de gloire. L'intention du général Dugommier, en faisant reposer une partie de ses soldats, était d'attendre la nuit pour attaquer de nouveau, et chasser tout à fait les troupes alliées du promontoire. Mais la démonstration de ces derniers n'avait d'autre but que de couvrir leur retraite, qui s'effectua vers le soir. Alors le général Dugommier fit avancer ses bataillons, et s'empara, après quelque résistance, de la totalité du promontoire et des deux forts de l'Éguillette et de Balagnier. Le général Victor fut grièvement blessé à cette attaque.

1793 — an II. France.

Pendant le même temps, le corps d'armée du général Lapoype combattait à l'est avec non moins de bonheur et de gloire. Il avait divisé son corps d'armée en deux colonnes : l'une d'elles avait d'abord gravi la pointe de la Croix-Faron; mais l'ennemi, par son feu, et au moyen de chevaux de frise et de quartiers de rochers qu'il fit rouler sur les assaillants, se maintint quelques instants dans ce poste. L'autre colonne, dirigée sur le pas de Leidet, poste faiblement gardé, l'avait emporté presque sans coup férir. Alors, les soldats étant parvenus à hisser, à travers les rochers et les précipices, quatre pièces de canon, une batterie fut établie, et quelques coups suffirent pour débusquer les Anglais de la sommité retranchée de la Croix-Faron. Ils furent bientôt forcés de quitter le fort et les casernes retranchées du même nom.

Les démonstrations des généraux Garnier et Mouret suffirent pour faire abandonner par les alliés la redoute Saint-André, les forts des Pomets et des deux Saint-Antoine, le formidable poste de Malbousquet et le camp de Saint-Elme.

Toutes ces différentes attaques coûtèrent aux Français environ 1,200 hommes tués ou blessés; la perte des alliés fut évaluée à 2,000 hommes tués, blessés ou prisonniers.

On a cité ce trait de Bonaparte, à l'occasion de l'attaque du fort Faron. Un commissaire de la Convention voulut blâmer la position d'une batterie que venait d'établir le jeune comman-

1793 — an II. France. dant d'artillerie. « Citoyen, répond fièrement Bonaparte, faites votre métier de député, laissez-moi faire le mien d'artilleur. La batterie restera là, et je réponds du succès. » Bonaparte fut nommé général de brigade sur le champ de bataille, à la suite de ces différentes affaires [1].

Cependant la confusion et la terreur régnaient dans Toulon. Des batteries avaient été dirigées sur la ville, et avaient mis le feu à plusieurs maisons. La mésintelligence commençait à éclater parmi les troupes alliées. Décidés à abandonner Toulon, les Anglais détruisent tout ce qu'ils ne peuvent emporter. Ils mettent le feu à l'arsenal et dans les magasins de la marine ; ils incendient les vaisseaux français qu'ils ne peuvent emmener. A la vue des flammes qui éclairaient la ville, un cri s'élève dans l'armée républicaine ; tous les soldats demandent qu'on les conduise à l'assaut, pour empêcher les Anglais de s'embarquer, et leur faire expier les désastres qu'ils causent ; mais il était trop tard ; et déjà les canonniers tiraient sur les dernières barques qui transportaient les ennemis, ainsi que les déplorables victimes de leurs promesses fallacieuses, à bord des vaisseaux de la flotte alliée.

Les forçats avaient rompu leurs chaînes, et s'étaient jetés dans l'arsenal. Ces hommes dégradés, moins féroces que les Anglais, parviennent à éteindre une partie des mèches enflammées que ces derniers y avaient attachées.

Le 19 décembre au matin, l'armée républicaine entra dans

[1] On trouve, dans un ouvrage anglais imprimé à Londres en 1816, une anecdote fort curieuse, au sujet de cet homme si extraordinaire. Tout le monde sait que l'empereur avait eu la maladie de peau si commune parmi les gens de guerre ; mais on ignorait dans quelle circonstance il avait gagné cette maladie. Bonaparte nous l'apprend lui-même dans la brochure précitée. Interrogé par l'auteur, qui l'accompagnait dans sa traversée d'Europe à l'île Sainte-Hélène, s'il avait eu effectivement cette affection cutanée, « Oui, repond Napoléon ; je vais vous conter l'affaire. Au siége de Toulon, je me trouvais dans une batterie ; un de vos bâtiments s'approcha du rivage et tua deux des canonniers qui la servaient. Je saisis le refouloir de la main d'un des mourants, qui avait la gale, et, dans peu de jours, je me trouvai infecté de cette maladie. J'eus recours aux bains, pour ma guérison, et ce remède me réussit. Quelques années après, la même maladie reparut avec plus de violence ; mais je fus promptement guéri. Depuis lors, je n'ai rien ressenti.

Toulon, pour y être témoin du spectacle le plus douloureux. Un grand nombre d'habitants, auxquels on avait fait craindre le ressentiment terrible et malheureusement trop réel de la Convention, étaient entassés sur le port, élevant leurs mains suppliantes vers leurs protecteurs, désormais sourds à leurs cris et à leurs larmes. Une partie de ces infortunés périt en cherchant à se sauver à la nage; l'autre.... La plume se refuse à tracer ces horribles scènes.

Toutefois de prompts secours prévinrent de grands dégâts, et le dommage matériel fut infiniment moindre qu'il aurait pu l'être. De quarante-un vaisseaux ou frégates qui se trouvaient dans le port et dans la rade lors de l'occupation de Toulon par les alliés, douze seulement furent brûlés, huit emmenés, et vingt-un furent conservés. Le magasin de la mâture et quelques autres devinrent la proie des flammes; mais le grand hangar, le magasin aux câbles, la corderie, les magasins à poudre furent préservés.

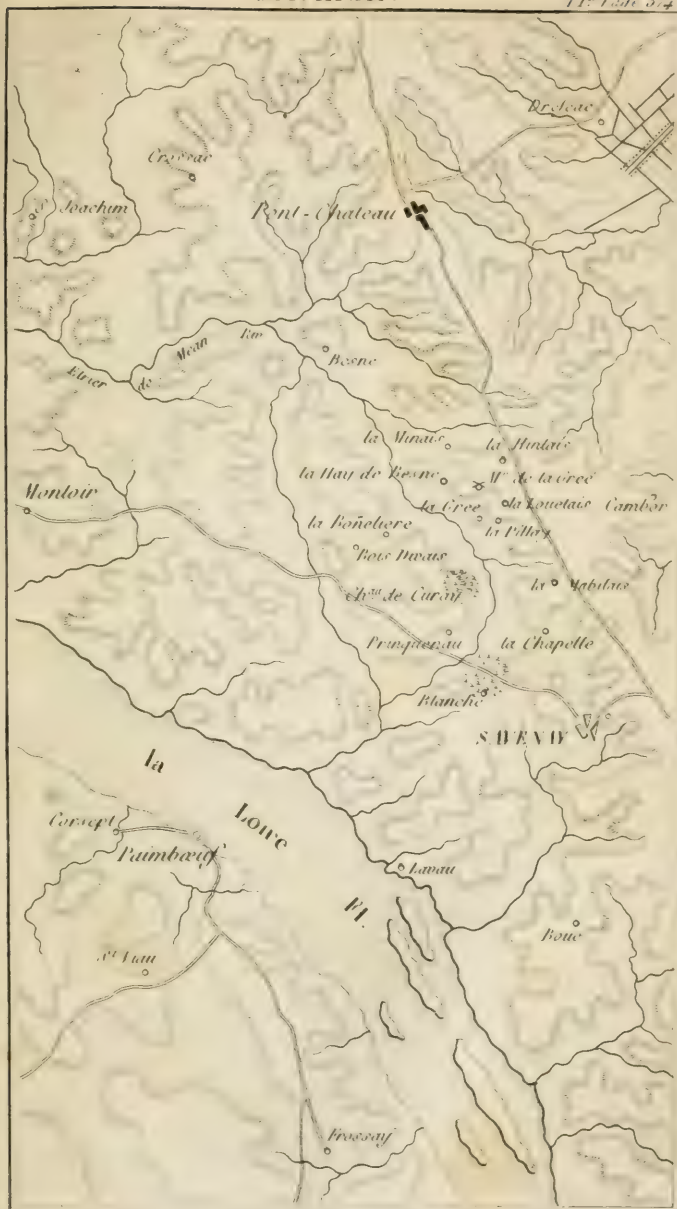
Telle fut l'issue de ce siége mémorable et de la révolution toulonnaise. Le Comité de salut public fit décréter, par la Convention, la démolition de la ville et l'érection d'une commission militaire pour condamner tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection. On aime à voir, dans l'épouvantable tableau de cette catastrophe, le vainqueur de Toulon s'opposant noblement aux mesures sanguinaires qu'ordonnaient les commissaires de la Convention. On l'a déjà proclamé, et nous nous plaisons à le redire encore : dans ces temps de funeste mémoire, l'honneur français semblait s'être réfugié au milieu des armées. Le brave Dugommier se présente devant les commissaires conventionnels au moment où ceux-ci allaient déployer tout l'appareil de la vengeance : « Citoyens, leur dit le général, sans doute il y eut dans cette ville des traîtres qui ont ouvert ses portes aux Anglais; mais les plus grands coupables ont fui. S'il est des hommes criminels qui aient osé attendre la vengeance nationale, le temps vous les fera connaître; lui seul peut éclairer votre justice et calmer les haines qu'enfantent les guerres civiles. Si vous punissez aujourd'hui, toutes les passions choisiront leurs victimes. Contemplez cette ville déserte et désolée. Eh! qui allez-vous faire périr? des vieillards, des femmes, des enfants,

1793 — an II. France. des individus sans courage et sans énergie, qui n'ont pas même eu l'intention de porter les armes contre vous, ou qui n'ont été qu'égarés. » Ce discours ne fit aucune impression sur des hommes que la crainte, encore plus peut-être qu'une volonté barbare, rendait les instruments de la plus aveugle tyrannie. A cette époque, la terreur, que des furieux insensés avaient mise à l'ordre du jour, exerçait aussi son influence sur ceux-là mêmes qui s'étaient rendus ses ministres. Si, par hasard, quelques-uns d'entre eux conservaient encore quelques principes d'humanité, trop pusillanimes pour donner l'essor à des sentiments généreux, ils s'empressaient de se déclarer les complices d'un horrible pouvoir, pour ne pas en devenir les victimes.

22 décembr. (2 nivôse.) Vendée. *Déroute de Savenay, et dispersion totale de l'armée royaliste d'outre-Loire.* — Tandis que les dernières espérances des royalistes s'évanouissaient ainsi dans le Midi de la France, par la reprise de Toulon sur les Anglais et leurs alliés, les provinces de l'Ouest, par un rapprochement qui semble tenir de la fatalité, voyaient en même temps, et presque le même jour, écraser les débris des Vendéens dans cette partie de la France.

Laroche-Jacquelein était parvenu à conduire à travers de nouveaux périls, sur les bords de la Loire, les restes de l'armée royale et catholique échappés au funeste combat du Mans. Arrivé aux environs d'Ancenis, le généralissime fait rassembler à la hâte tout ce qui pouvait servir à transporter ses troupes de l'autre côté du fleuve. Toutefois la fragilité des embarcations, et la crainte de trouver les républicains sur l'autre rive, retenaient encore les malheureux fugitifs sur le sol témoin de leurs derniers désastres. A la vue de leur pays, les Vendéens hésitaient malgré eux d'y aller courir des dangers non moins terribles que ceux auxquels ils venaient d'échapper avec tant de fatigues, et qui cependant les menaçaient encore. Laroche-Jacquelein, plus que jamais convaincu de l'impérieuse nécessité du passage, s'élance avec Baugé et Stofflet dans un bateau amené d'un château voisin sur une charrette, tandis que le chef Langerie se jetait avec 18 soldats dans la seule embarcation qu'il eût trouvée à Ancenis. Le curé Bernier exhortait, pendant ce temps, les tristes Vendéens à se confier dans la Providence et à monter sur les frêles radeaux qui venaient d'être construits

SAVENAY.



4 8 Kilomètres

à la hâte; mais le plus grand nombre s'y refusèrent; Laroche-Jacquelein, parvenu à l'autre bord, y rencontra quelques cavaliers républicains, qui le poursuivirent. Pendant ce temps, une chaloupe canonnière vint se placer en face d'Ancenis, et tirait sur les radeaux que l'on s'efforçait de mettre à flot. Plusieurs furent submergés. Le passage devenait impossible. Privée de son général, l'armée vendéenne a perdu toute son ancienne énergie : il suffit à Westermann de se montrer à la tête de l'avant-garde républicaine pour chasser d'Ancenis les royalistes, et les forcer de se disperser en désordre; les chefs eux-mêmes cherchent leur salut dans la fuite, et de cette multitude qui, deux mois auparavant, avait traversé la Loire à Varades, il restait à peine 7,000 individus, dont Lyrot de la Patouillère, Marigny et Donnissan, beau-père de Lescure, prennent le commandement.

La petite ville de Savenay était, par sa position, le seul point qui offrît aux trois commandants vendéens les moyens de rallier leurs faibles détachements, et d'opposer quelque résistance à un ennemi qui ne se lassait point de poursuivre son adversaire avec le plus opiniâtre acharnement. En conséquence, Lyrot de la Patouillère dirige sur cette ville le noyau de sa faible armée. Il y arrive le 21 décembre, et, sans perdre un seul instant, il s'occupe des préparatifs de défense. Des vedettes sont postées sur les points les plus élevés, des détachements sont placés sur les principaux chemins qui aboutissent à Savenay. Marigny fait élever à la hâte quelques retranchements, derrière lesquels il dispose son artillerie.

Cependant les républicains, commandés par Kléber et Westermann, se présentent, le 22 au matin, devant Savenay; Kléber fait placer de l'artillerie légère sur le côté droit de la route qui conduit à Nantes, embusque de l'infanterie en divers endroits, et Westermann, à la tête d'une troupe de cavalerie légère, attaque les avant-postes. Le combat devient bientôt général. Le désespoir rend aux Vendéens leur courage; ils soutiennent pendant longtemps tout l'effort de l'armée républicaine, dont les colonnes, commandées par le général Marceau, arrivaient successivement. Certains de la destruction de leur parti, ces dignes et derniers appuis du trône et de l'autel firent acheter chè-

1793 — an II. Vendée. rement la victoire à leurs ennemis. Enfin, foudroyés par l'artillerie, écrasés par des masses sans cesse renouvelées, les royalistes fuient de toutes parts à travers les champs et les bois. L'espérance de trouver peut-être encore l'occasion de se réunir de nouveau, leur prête des forces surnaturelles pour échapper à la poursuite des républicains et se dérober au massacre.

Cette dernière action de la campagne, dans les provinces de l'Ouest, acheva la destruction de l'armée royale d'outre-Loire. Mais bientôt les mêmes causes vont ramener les mêmes effets, et le sol vendéen va se rougir encore pendant plusieurs années du sang des enfants d'une mère commune.

22 décembr. (2 nivôse.) France. *Combats et prises du fort Saint-Elme, de Port-Vendres et de Collioure.* — L'armée des Pyrénées-Orientales, qui s'était d'abord distinguée par quelques glorieux avantages remportés sur les Espagnols, avait éprouvé plusieurs revers depuis que le général Dagobert ne la commandait plus. Le général Turreau, d'abord envoyé par la Convention pour lui succéder, avait été lui-même remplacé par le général Doppet, et celui-ci n'avait encore rien tenté d'important. Depuis les deux affaires de Céret et Villelongue, les Espagnols, fiers de leurs succès, s'étaient étendus de droite et de gauche, et manœuvraient pour se porter sur les frontières de la France. L'intention du général en chef Ricardos était de profiter de ses avantages pour franchir le fort Saint-Elme, Port-Vendres et Collioure; il résolut en conséquence d'attaquer à la fois ces trois places, et, pour favoriser cette importante opération, il décida aussi l'attaque par son centre sur celui de la position des Français établis et retranchés à Banyuls-les-Aspres. Le général Cuesta fut chargé de l'attaque des places, et le marquis de las Amarillas de celle sur le centre de la ligne française.

Le 19 décembre, Cuesta fit une reconnaissance, et trouva les Français retranchés sur la cordillère de montagnes qui prend à la tour du Diable, et se termine à la mer. Cette cordillère se compose de quatre mamelons, formant trois passages intermédiaires, qui étaient fermés et se liaient aux mamelons par un parapet à banquette. Cinq pièces de canon en défendaient les approches, et protégeaient un retranchement en avant de cette forte position. Les Français couvraient également le fort

Saint-Elme, Port-Vendres et Collioure, qui forment un triangle rectangle dont le fort Saint-Elme est l'angle saillant du côté de l'Espagne. 1793 – an II. France.

Cuesta observa que la droite de cette position était la moins accessible, et paraissait la moins fortifiée. Il jugea que s'il pouvait s'en emparer, il dominerait et prendrait en flanc les troupes françaises. Il se détermina donc à former sa principale attaque sur ce point, en faisant toutefois une grande démonstration sur le front des retranchements de Banyuls. Le 20 décembre, à quatre heures du matin, le général espagnol fit prendre les armes à ses soldats, et, laissant des piquets pour occuper les hauteurs, afin de protéger sa retraite en cas d'échec, il divisa sa troupe en trois colonnes, et se mit en marche. A huit heures, les colonnes débouchèrent par les trois défilés, et aperçurent les Français rangés en bataille derrière les retranchements, ayant deux bataillons jetés en avant de leur gauche, et un en avant de leur droite. Ces bataillons commencèrent le feu dès que les Espagnols furent à portée.

Le bataillon placé en avant de la droite fut forcé de plier d'abord devant la gauche des Espagnols; mais il fit sa retraite en bon ordre, et vint prendre une position oblique qui inquiétait le centre des Espagnols, ce qui obligea Cuesta à faire attaquer de nouveau ce bataillon. Ce mouvement réussit, et, malgré leur résistance, les Français, près d'être cernés, furent contraints de se retirer une seconde fois et de se replier sur le gros de leur armée.

Pendant cette attaque, les Français avaient pris une position centrale. Un combat furieux s'engagea entre les deux partis. Chacun disputait la victoire avec un acharnement qui laissait indécis le succès de cette grande attaque, lorsque Cuesta, voyant que les Espagnols, fatigués, commençaient à combattre avec moins de courage, fait avancer sa réserve, et vient par sa présence ranimer leur ardeur. Les troupes fraîches qu'il commandait se précipitent la baïonnette en avant contre les retranchements, et les attaquent avec la plus grande vigueur. Les Français se défendent courageusement; le centre de leur armée fait surtout des prodiges de valeur. Jusque-là la cavalerie espagnole n'avait pas encore donné. Cuesta la dirige, par

1793 — an II. France. Ortaffa, le long de la rive gauche du Tech, sur les hauteurs de la petite rivière de Réart. Reçue vigoureusement par l'infanterie française, elle est, après un combat meurtrier, repoussée et obligée de se replier sur le gros de l'armée des Espagnols. Mais après s'être battue vaillamment, la droite des Français est tout à coup rompue et se jette en désordre sur le centre, qui tenait toujours. Ce mouvement y répand la confusion ; les soldats se débandent et cherchent leur salut dans la fuite. Bientôt entraînée par ce fatal exemple, la gauche, qui n'avait pour ainsi dire point combattu, se mit à fuir. La déroute alors devint générale. Quelque effort que pût faire le commissaire de la Convention Fabre, pour ramener ces fuyards au combat, il ne put y parvenir, et, désespéré d'assister à une défaite, il chercha et trouva, en combattant avec un petit nombre de braves, une mort glorieuse dans les rangs de l'ennemi. Son corps resta longtemps enseveli sous un monceau de morts, et ce ne fut que trois jours après l'événement qu'on sut quel avait été son sort.

Les Français, en fuyant, avaient abandonné leurs retranchements, leur artillerie et leurs munitions. Ils se retiraient précipitamment sur Port-Vendres et Saint-Elme, où ils espéraient se rallier sous la protection du canon des remparts; mais Cuesta, profitant de l'ardeur que la victoire inspirait à ses troupes, fait poursuivre les fuyards avec activité. Pendant que sa droite marchait sur Port-Vendres, il dirigeait le centre de sa division et sa réserve sur Saint-Elme. Les Français comptaient sur l'assistance des forts pour les protéger ; la trahison allait causer leur perte. Au moment où ils arrivaient en désordre devant le fort Saint-Elme, un Français, indigne de ce nom, Dufour, qui commandait dans la place, a l'infamie de diriger sur eux les décharges de son artillerie. Prises entre deux feux, les troupes vaincues se hâtent d'échapper à ce double danger par une prompte fuite, et se retirent sur Collioure. Aussitôt le traître Dufour ouvre les portes de la place et y reçoit les Espagnols. La Convention, pour s'en venger, le mit hors la loi ; mais il était alors en sûreté chez les Espagnols.

Au moment où la réserve de Cuesta, soutenue par une partie de sa division, s'emparait ainsi du fort Saint-Elme, la droite se rendait plus glorieusement maîtresse de Port-Vendres.

Arrivés devant cette place, les Français s'y étaient ralliés rapidement; et mieux servis par les canons des forts, ils étaient en mesure d'opposer une résistance proportionnée aux attaques des Espagnols. En effet, ceux-ci, en se présentant, sont reçus par une double décharge de l'artillerie de Port-Vendres et de la mousqueterie des bataillons français. Le général espagnol, s'apercevant qu'il était impossible de forcer ses adversaires en les pressant de front, détache aussitôt un corps d'élite pour tourner la montagne de Vigie et attaquer les Français sur le môle de Port-Vendres. Ce mouvement, exécuté avec la plus grande précision, réussit au gré de ses désirs. Les Français, attaqués en flanc, en front, et tournés sur leur gauche, sont obligés de céder le terrain; ils mettent eux-mêmes le feu à leurs caissons, enclouent les deux seuls canons qui leur restaient, et se retirent sur Collioure. Port-Vendres pouvait se défendre avec sa garnison. Mais, par l'effet d'une pusillanimité qui fut encore considérée comme trahison, le gouverneur, se voyant abandonné par l'armée, se crut obligé de se rendre, et ouvrit ses portes aux Espagnols.

1793 — an II. France.

Des trois places menacées, les Espagnols n'avaient plus à prendre que Collioure, sous les murs de laquelle s'étaient réfugiés les Français échappés aux désastres de Saint-Elme et de Port-Vendres. Cuesta, après avoir placé des garnisons dans ses deux conquêtes, venait de faire marcher ses troupes victorieuses contre cette place; et déjà la consternation était parmi les habitants, épouvantés des succès rapides des Espagnols dans cette attaque générale. Cuesta comptait s'emparer de Collioure le soir même; mais au moment où il arriva en vue de la ville, la nuit était trop avancée pour permettre d'attaquer sur-le-champ les Français. Il fit camper ses troupes à peu de distance, et remit au lendemain la prise de la place. La terreur était à son comble dans cette ville, peu rassurée par la présence des troupes vaincues dans trois combats. Cuesta chercha à l'augmenter encore par l'appareil de ses moyens militaires. Désespérant de pouvoir se maintenir dans une place si mal disposée, les Français avaient pendant la nuit changé de position, et Collioure se trouvait, d'un côté, entièrement découvert. Cuesta les fait tenir en observation par un fort détachement, et

1793 — an II. France. fait avancer son artillerie contre la place. Après avoir lancé quelques boulets et obus, il envoie un parlementaire, avec ordre à la garnison de mettre bas les armes, si elle ne veut être passée au fil de l'épée et voir la ville entière réduite en cendres. En même temps, pour soutenir sa menace, il fait descendre du fort Saint-Elme trois bataillons avec des torches enflammées. Cet appareil augmente la terreur et la confusion des habitants; ils s'assemblent en tumulte et forcent le commandant à capituler pour la place et la citadelle, la garnison restant prisonnière de guerre. Les forts extérieurs, ainsi que le retranchement redoutable de Puig-Oriol, garni de sept pièces de canon, furent abandonnés par les troupes qui les gardaient, et au point du jour du 23, après dix-neuf heures d'action, les Espagnols se trouvèrent maîtres de la place, de ses forts garnis de quatre-vingt-huit pièces de tout calibre, d'un arsenal bien fourni, de magasins considérables en vivres et vêtements, de deux hôpitaux bien pourvus, et du meilleur port de la côte, dans lequel se trouvèrent un grand nombre de bâtiments chargés de farines et de fourrages. Cette conquête était pour l'ennemi d'un avantage inappréciable; elle rendait désormais les efforts des Français nuls dans cette partie, et compromettait éminemment le salut de leur armée. N'ayant pu empêcher la prise de Collioure, ceux qui étaient restés sous ses murs se hâtèrent de se soustraire, par une prompte fuite, à une destruction certaine.

Le général Doppet avait bien pressenti ce grand mouvement de l'armée des Espagnols, et avait essayé d'opérer une diversion puissante, en pénétrant par l'intervalle du centre à la droite de leur ligne, pour les forcer, par cette manœuvre hardie, à en suspendre l'exécution. Il pensait avec raison que, pour fournir aux attaques combinées des trois places, l'ennemi avait été dans la nécessité de dégarnir les postes de Montesquiou et de la Trompette, ainsi que le camp de Villelongue. Comptant sur une résistance plus opiniâtre de la part des places attaquées, le général français avait formé un fort détachement pour se porter sur le camp de Villelongue. Ce camp fut attaqué le 19 décembre par plusieurs colonnes. S'avançant avec intrépidité et bravant le feu de mousqueterie et de mitraille, les Français se jetèrent en force sur le centre défendu par le premier batail-

lon portugais du régiment d'Oporto, et forcèrent ce dernier de 1793 — an II. France.
prendre une position en arrière. Ayant ainsi percé ce centre, ils tournent les batteries et les attaquent avec tant de vigueur, que les soldats qui les gardaient sont obligés de les abandonner. Le camp était presque envahi, et les préparatifs de retraite commençaient à se faire, lorsque des renforts, envoyés par le général en chef Ricardos, mirent le général qui commandait à Villelongue, dans le cas de reprendre l'offensive, et de réoccuper le terrain et les batteries emportés par les Français. Ceux-ci, voyant leur entreprise manquée, se retirèrent en bon ordre au delà de Saint-Genis, dans le camp établi près des villages de Tressères et de Banyuls-les-Aspres.

Nous avons dit que le marquis de las Amarillas, à la tête de 5,000 hommes et de 500 chevaux, avait été dirigé sur ce point par le général Ricardos. Après une attaque qui se borna à l'enlèvement de quelques postes, le général espagnol se contenta de tenir en échec le camp français, que le général Doppet fit lever quand il eut appris les succès du général Cuesta et la perte inattendue du fort Saint-Elme, de Port-Vendres et de la place de Collioure.

Cette action générale des Espagnols termina la campagne, et les deux armées prirent leurs quartiers d'hiver.

Combats de Freschweiler et de Werdt. — Nous avons vu 25 décembr. (5 nivôse.)
quel avait été le plan conçu et exécuté par le général Hoche pour essayer de réparer l'échec de Kaiserslautern, en se rapprochant de l'armée du Rhin pour opérer, de concert avec elle, le déblocus de Landau.

La saison était devenue plus rigoureuse, et, en attendant que ses nouvelles mesures fussent prises, Hoche voulut faire baraquer les troupes, et donna ses ordres à cet effet. Le soldat, déjà très-fatigué de la campagne, espérait entrer en quartiers d'hiver, et se refusa à la construction des baraques. Le parti que le général prit en cette circonstance pour arrêter les progrès de la mutinerie, ne pouvait manquer de réussir avec des Français. Il fit mettre à l'ordre que « *le régiment* qui avait exprimé le premier son mécontentement *n'aurait pas l'honneur de marcher au premier combat.* » Les soldats, sensibles à une punition qu'ils regardaient comme infamante, viennent les

1793 — an II. France. larmes aux yeux supplier leur général de révoquer son ordre, et de leur accorder comme grâce de marcher à l'avant-garde. Hoche y consent, et bientôt ces braves justifient l'indulgence de leur général par des prodiges de valeur.

Le corps d'armée du général prussien Hotze était retranché sur les hauteurs de Freschweiler et de Werdt. Ces positions couvraient les lignes autrichiennes établies en avant de la Moder. Hoche, malgré l'infériorité de ses forces, résolut d'attaquer les Prussiens. Il arrive, le 21 décembre, au soir en présence des premiers retranchements de l'ennemi : toute la valeur française était nécessaire pour les emporter. Les redoutes étaient disposées en échelons et garnies d'une nombreuse et formidable artillerie. Le général français fait marcher en colonnes séparées les trois divisions qui composent son armée. Deux devaient attaquer le front ; la troisième, filant à travers les bois, était destinée à prendre les Prussiens en flanc. Le 22, l'attaque commence sur le front des retranchements. A la vue des obstacles qu'il faut franchir, et surtout du triple rang de batteries qu'il faut emporter, les bataillons républicains témoignent quelque hésitation. Le général en chef les ranime par une de ces saillies heureuses qui lui étaient familières, et qui sont presque toujours d'un grand effet sur un champ de bataille, surtout avec des Français, qui portent l'enjouement de leur caractère jusqu'au milieu de la mêlée la plus sanglante. « Camarades, s'écrie Hoche en parcourant les rangs, à six cents livres pièce les canons prussiens! » *Adjugé*, répondent avec gaieté les soldats français, en se précipitant la baïonnette en avant sur l'ennemi. Celui-ci oppose la plus vigoureuse résistance. Son artillerie fait un feu terrible qui emporte des rangs entiers. Mais les assaillants n'en sont point ébranlés ; la première ligne des redoutes est forcée. Le général Dubois, qui combattait à la tête de l'avant-garde, est dangereusement blessé. Cet accident ne ralentit point l'ardeur de ses soldats, et bientôt ils s'emparent des seconds retranchements à travers les boulets, les obus et les balles des Prussiens, qui résistent dans les redoutes, en opposant la baïonnette à la baïonnette. Sur ces entrefaites, la colonne qui devait passer par les bois pour attaquer un des flancs de l'ennemi, venait d'achever son mouvement ; elle paraît tout

à coup sur la gauche de l'armée, et gravit les hauteurs. A sa vue, les deux autres colonnes poussent des cris de victoire. Les Prussiens, effrayés, sont obligés de dégarnir leur front de bataille, afin de s'opposer au mouvement de la nouvelle attaque. Hoche profite de cette circonstance pour imprimer un nouvel élan à ses troupes, et pour les conduire aux derniers retranchements sur le sommet des hauteurs. En un moment, ces obstacles sont attaqués, franchis et emportés. Obligés de céder à l'impétuosité française, les Prussiens abandonnent dix-huit canons, vingt-quatre caissons, et un champ de bataille couvert de leurs morts et de leurs blessés. Les canons, traînés devant le général Hoche par les soldats qui s'en étaient emparés, furent payés au prix de l'estimation fixée au commencement de l'action. 1793 — an II. France.

Le deuxième régiment de carabiniers et le troisième de hussards furent envoyés à la poursuite des Prussiens. Ceux-ci, parvenus au delà de Werdt, se rallient sous la protection de quelques corps qui n'avaient point donné, et opposèrent une résistance qui aurait pu devenir fatale à la cavalerie française, si le quatorzième régiment de dragons ne fût arrivé au secours des carabiniers et des hussards. Les trois régiments réunis chargèrent l'infanterie prussienne, qui s'était postée sur une hauteur. Cette charge, bien menée, culbuta les Prussiens, qui se rompirent en laissant au pouvoir des Français 1,200 prisonniers et six pièces d'artillerie. Ce dernier mouvement de cavalerie fut d'autant plus heureux, qu'il dégagea un bataillon qui, s'étant imprudemment fourvoyé au milieu des Prussiens, [illegible] être fait prisonnier par eux. Le colonel des carabiniers, Danglard, que nous avons déjà eu l'occasion de citer honorablement, se distingua encore dans cette occasion.

Le principal avantage que les Français retirèrent de ces combats fut de prendre à revers les lignes autrichiennes établies sur la Moder, et de forcer les troupes alliées à se retirer en arrière de la Lauter. L'armée du Rhin, qui commençait à agir de concert avec celle de la Moselle, s'empara de Lembach, Druzenheim, Guntershofen, Bischweiler et Haguenau.

Siége de Landau ; bataille de Geisberg ; reprise des lignes de Weissembourg, etc., etc. — Depuis l'occupation des lignes 22 décembr. (6 nivose.)

1793 — an II. France.

de Weissembourg par les alliés, la place de Landau se trouvait complétement investie par ces derniers, et l'on a vu que les efforts des Français pour la dégager avaient été jusqu'à présent infructueux. Avant de retracer les événements auxquels Landau dut sa délivrance, il convient de relater successivement ce qui se passa devant et dans l'intérieur de cette forteresse depuis le commencement du blocus, c'est-à-dire à l'époque où l'armée française, forcée d'abandonner Mayence à sa propre défense, se retira derrière la Lauter, occupant les lignes de Weissembourg, et quittant celles de la Queich.

Dès le mois d'avril, le général Wurmser, qui s'était approché de Landau pour en former l'investissement, avait fait proposer une entrevue au général Gilot, commandant dans cette place, et ce dernier avait accepté la proposition, en fixant lui-même le lieu du rendez-vous. Wurmser, après avoir fait l'énumération des forces qui bloquaient Landau et qui allaient en entreprendre le siége, rappela au général français ce qu'il devait à son nouveau roi Louis XVII, et la tyrannie exercée par les factieux qui gouvernaient la France; il promit sa propre intervention pour faire obtenir au commandant de Landau les plus grandes récompenses, et à la garnison les meilleurs traitements, si ce premier voulait ouvrir les portes de la forteresse aux alliés. Gilot répondit qu'investi de la confiance nationale, il saurait mourir pour la justifier. La conférence fut rompue, et un officier qui accompagnait le général Gilot dit au général Wurmser, en se retirant: « Monsieur le feld-maréchal, notre général n'est point un Dumouriez! » A son retour dans Landau, Gilot assembla la garnison pour l'instruire des propositions du général autrichien, et renouvela avec les troupes le serment de s'ensevelir sous les ruines de la place plutôt que de la rendre.

Une seconde sommation fut faite au mois de mai, et provoqua une réponse semblable. Quelque temps après, un bataillon de volontaires faisant partie de la garnison demanda à rentrer dans l'intérieur. Gilot, irrité de cette proposition honteuse, menace ces lâches de les signaler à toute l'armée. Ceux-ci reviennent bientôt à des sentiments plus français, témoignent un profond repentir de leur démarche, et renouvellent le ser-

ment de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité. Le 17 1793 — an II. France.
mai, pendant que Custine attaquait les Prussiens à Rilsheim, Gilot avait fait une sortie pour contenir les troupes de Germersheim, et les empêcher de secourir le poste attaqué. Au mois d'août le général Beauharnais fit entrer dans Landau un convoi considérable, et la garnison facilita cette entrée en secondant l'attaque de diversion que faisait l'armée du Rhin pour occuper les Prussiens. A cette époque, le général Gilot fut appelé à un commandement supérieur dans l'armée active, et fut remplacé par le général Laubadère, qui ne mit pas moins de bravoure et d'activité dans la défense.

Vers la fin d'octobre, et pendant que Wurmser faisait le siége du fort Vauban, le prince royal de Prusse, qui commandait les Prussiens aux environs de Landau, voulant intimider la garnison de cette ville par un bombardement, fit ouvrir une partie des tranchées destinées à couvrir six batteries de mortiers. Le 27 octobre, ces batteries furent démasquées, et commencèrent à jouer contre la ville. Le feu dura deux jours. Le 29, l'arsenal avait été incendié ; le magasin à poudre, situé près la porte de France, sauta, fit ébouler une partie de la courtine, et endommagea beaucoup de maisons, principalement celles qui étaient bâties autour de la maison commune. Ce premier effet du bombardement détermina, de la part des Prussiens, l'envoi d'une sommation nouvelle, et le prince de Hohenlohe lui-même, qui avait été autrefois en garnison à Landau, lorsqu'il était au service de France, se joignit aux parlementaires pour conjurer le général Laubadère de ne pas exposer à une destruction inévitable une ville dont il gardait un souvenir intéressant. Laubadère répondit convenablement à ces sollicitations déplacées, et les officiers de la garnison, auprès de qui elles furent renouvelées, apportèrent la même fermeté dans leur refus. Il convient de dire, à la louange des Prussiens, que cette résolution de la part du commandant et de la garnison de Landau leur fit cesser un bombardement dont les funestes effets ne pesaient que sur les habitants, et le simple blocus fut continué.

Cependant le blocus fut tellement resserré, que toute communication avec l'extérieur devint désormais impossible. Aux désastres qu'avait occasionnés un bombardement de cinquante

1793 — an II. France. heures, pendant lesquelles deux mille bombes avaient été jetées dans la place, se joignit une famine affreuse, qui ne tarda pas à exercer de nouveaux ravages, bien plus inévitables que ceux des batteries prussiennes. Les aliments les plus dégoûtants avaient remplacé les vivres ordinaires, et se vendaient à un prix exorbitant. Il était temps que les généraux français réunissent leurs efforts pour délivrer la garnison d'une perte certaine. Landau ne pouvait plus tenir longtemps; aussi tous les projets de Hoche tendaient au grand but de cette délivrance. Toutes ses actions, toutes ses manœuvres, depuis que le Comité de salut public l'avait mis à la tête de l'armée de la Moselle, avaient été dirigées vers ce résultat. Mais jusqu'alors il avait agi seul. Gêné dans ses opérations par le général Pichegru, à qui on a prêté des motifs de jalousie sur lesquels nous ne sommes point à même de prononcer faute de documents, il avait vu échouer plusieurs de ses tentatives par le défaut d'ensemble entre les armées du Rhin et de la Moselle. Les conventionnels Lacoste et Baudot, envoyés sur le théâtre de la guerre par le Comité de salut public, reconnurent enfin que la rivalité qui régnait entre les deux généraux pouvait devenir fatale au salut de la France, et qu'il importait de réunir dans un seul chef le suprême commandement des deux armées. Hoche, qui joignait à une valeur plus bouillante un dévouement mieux connu, fut préféré à Pichegru; il fut investi de ce commandement général, et bientôt le nouveau généralissime allait prouver à la France, à l'Europe entière, qu'il méritait la preuve signalée de confiance qu'il venait d'obtenir.

Ce fut le lendemain du combat de Freschweiler que Hoche reçut sa nomination de général en chef des deux armées réunies du Rhin et de la Moselle, et deux jours après il donne l'ordre d'attaquer, sur toute la ligne, l'ennemi, qui se disposait lui-même à une attaque générale. 35,000 hommes furent réunis au centre, vis-à-vis de Weissembourg et de la position de Geisberg, tandis que trois divisions de l'armée de la Moselle menacèrent la droite des alliés par les gorges des Vosges, et que deux divisions se portèrent sur leur gauche vers Lauterbourg.

Au moment où l'armée française destinée à l'attaque de Weissembourg allait commencer son mouvement, les commis-

saires conventionnels recevaient la nouvelle de la prise de Toulon. Ils s'empressent de faire connaître cet événement aux troupes. « Puisque nos camarades ont été à Toulon, s'écrient les soldats, nous saurons bien parvenir jusqu'à Landau! » L'armée se met en marche en poussant des cris de joie et d'espérance. Le château de Geisberg est placé sur une éminence en avant de la plaine de Weissembourg. Trois bataillons autrichiens occupaient ce poste, auprès duquel était campé le centre de leur armée. Hoche fait attaquer le château par quelques bataillons, qui s'en emparent après une assez vive résistance, et après avoir essuyé la charge du régiment des dragons de Toscane. Un bataillon de réquisition de la ville de Chaumont, arrivé la veille à l'armée, se distingua tellement dans cette occasion, que la Convention, par un décret spécial, l'exempta de toute incorporation dans d'autres corps.

1793 — an II. France.

L'attaque devint bientôt générale, et les Autrichiens, retranchés dans le camp de Geisberg, situé sur des hauteurs en arrière du château, se disposèrent à recevoir les Français avec vigueur. Les approches du camp étaient défendues par des abatis d'arbres, des fossés palissadés, au-dessus desquels on avait élevé des batteries formidables. Hoche fait marcher ses troupes au pas de charge, à travers le feu le plus meurtrier. Les obstacles sont bientôt surmontés, les retranchements abordés et forcés. Les Autrichiens, étonnés de la marche audacieuse et rapide de leurs ennemis, n'opposent plus qu'une faible résistance. Ils cherchent à prendre une position en arrière; mais le désordre s'est introduit dans leurs rangs, et le combat n'est bientôt plus qu'une déroute. Les bataillons rompus prennent la fuite; les canons et les équipages sont abandonnés.

Le duc de Brunswick, à la tête d'une division prussienne et d'une réserve de huit bataillons autrichiens, arrêta les progrès des Français assez de temps pour les empêcher d'arriver à Weissembourg en même temps que les alliés. Le corps de Condé, après une résistance honorable, se replia sur Lauterbourg; les Autrichiens se retirèrent dans la même nuit sur Freckenfeld, et les Prussiens sur Bergzabern.

Après la perte du combat de Geisberg, la mésintelligence éclata entre les généraux autrichiens et prussiens. Les premiers

1793 – an II. France.

se plaignaient, non sans raison, d'avoir été exposés seuls à tous les efforts des Français, tandis que la réunion des deux armées aurait pu faire disputer la victoire. Les Prussiens reprochaient aux Autrichiens de n'avoir pas tenu avec assez de fermeté dans leur formidable position, et d'avoir, pour ainsi dire, lâché pied aux premieres attaques. Les Prussiens citaient avec satisfaction leur propre résistance au combat de Kaiserslautern, où le général Hoche avait été forcé de quitter la partie, après avoir éprouvé une perte considérable.

Ces reproches étaient fondés, et il faut convenir que les Autrichiens ne se défendirent point comme ils auraient dû le faire, favorisés d'ailleurs par leurs retranchements.

Dans ces différents combats, outre une nombreuse artillerie, une immense quantité de munitions de guerre et de bouche, une grande quantité d'équipages tombèrent au pouvoir des Français. Mais le plus beau trophée de la victoire, et ce qui mérita au général Hoche une gloire incontestable, fut la délivrance de Landau. Dès le lendemain, 27 décembre, les troupes républicaines firent leur entrée dans cette dernière place, pendant qu'une partie de l'armée était à la poursuite des vaincus. Les soldats français furent reçus, par leurs camarades et par les habitants de la ville avec tout l'enthousiasme qu'inspiraient alors les mots magiques de république et de liberté.

Une foule de traits particuliers de dévouement, de patriotisme et de vertu militaire, avaient honoré les Français pendant le siége de Landau, et pendant le glorieux combat de Geisberg. Nous regrettons de ne pouvoir pas les consigner tous dans un ouvrage consacré à la gloire nationale; mais nous rappellerons les plus authentiques. Georges-Jacques Klée, garde du beffroy de Landau, s'était porté à l'arsenal pour éteindre l'incendie que les batteries prussiennes y avaient allumé pendant le bombardement des 27 et 28 octobre. On vient l'avertir qu'une bombe tombée sur sa maison vient d'y mettre le feu. Klée, sans quitter le travail important qui l'occupait en cet instant (il s'agissait de couper une communication à l'incendie), répond avec sang-froid : « Ma maison n'est qu'une propriété particulière; je me dois tout entier aux propriétés publiques; je ne quitterai point mon poste. »

Au moment de l'entrée des troupes dans Landau, la garnison était sous les armes. Les commissaires conventionnels, qui marchaient en tête de la colonne, crurent devoir complimenter les officiers de la garnison sur la belle conduite qu'ils avaient tenue. « Vous êtes une garnison bien étonnante! dit l'un de ces commissaires. — Étonnante! répondit un officier avec une noble énergie; eh! citoyen, il n'y a rien d'étonnant à faire son devoir. »

Lorsque l'armée française se mit en marche pour attaquer Geisberg, on voulait faire une distribution de vivres aux troupes : « Nous n'en voulons avoir que rendus à Landau! » s'écrient les braves, par un heureux pressentiment de la victoire qu'ils allaient remporter.

Pendant le combat, un tirailleur français tombe blessé assez loin de son peloton, et sous le feu des tirailleurs autrichiens; un sergent du bataillon de l'Ain se précipite aussitôt entre les deux lignes, vole au blessé et le charge sur ses épaules. Bientôt atteint lui-même d'une balle à la cuisse, il tombe sous son fardeau. Quelques tirailleurs se portent en avant, et sauvent les deux blessés à travers le feu le plus meurtrier.

Un boulet de canon emporte quinze files de l'un des rangs d'un bataillon qui marchait pour la première fois au feu. « Serrons les rangs! » s'écrient unanimement ces nouveaux soldats, et ils continuent de s'avancer sans désordre.

Un hussard du troisième régiment s'empara d'une pièce de canon en sabrant le canonnier prussien qui allait y mettre le feu et en faisant fuir les autres.

Dans la même journée, une compagnie d'artillerie légère se forma en carré pour recevoir le choc d'un régiment de cavalerie ennemie, en plaçant ses pièces au milieu. A portée de pistolet les pièces sont démasquées, et pendant qu'elles tirent sur la cavalerie, les canonniers qui ne servent point les pièces chargent eux-mêmes les cavaliers et les mettent en déroute. Ce trait de bravoure et de sang-froid ne fut pas le seul qui signala l'artillerie légère; elle se couvrit de gloire dans cette journée, et Hoche lui dut une partie du succès.

La reprise des lignes de Weissembourg répandit dans toute la France un enthousiasme aussi grand que l'alarme causée au-

1793 — an II. France.

paravant par les progrès des alliés en Alsace. La Convention décréta des récompenses nationales pour tous ceux qui s'étaient distingués dans cette circonstance, et des indemnités pour tous les habitants de Landau qui avaient éprouvé des pertes pendant le siége.

Le 27 décembre, une division de l'armée du Rhin s'empara de Lauterbourg, où elle trouva des magasins considérables, et où un soldat français eut le bonheur d'enlever et d'éteindre une mèche disposée pour mettre le feu à une poudrière.

Le même jour une autre colonne entrait dans Kaiserslautern, et prenait également possession de magasins considérables, dont un renfermait trois mille couvertures de laine.

Le 28, les Autrichiens évacuèrent Germersheim à l'approche de l'avant-garde française, que commandait Hoche en personne. Il y trouva de grands approvisionnements en vivres et en fourrages.

Enfin cette glorieuse campagne se termina par l'occupation de Spire, le 29 décembre, abandonnée par les alliés et par la plus grande partie de ses habitants. Les Français y recueillirent un butin immense, que Hoche fit transporter en grande partie à Landau, et qui fut consacré au soulagement des habitants qui avaient le plus souffert pendant le siége de cette dernière ville.

L'armée française ne prit ses cantonnements dans le Palatinat qu'après l'évacuation du fort Vauban par les Autrichiens, qui en firent sauter les fortifications le 19 janvier 1794.

CHAPITRE V

ANNÉE 1794.

Combat de Machecoul. — Prise de Noirmoutier. — Combats de Trementine, Chollet, etc. — Prise d'Oneglia. — Combat d'Arlon. — Ouverture de la campagne dans le Nord. — Combats de Bossut, Trois-Villes, etc. — Prise de Menin, de Landrecies, du Mont-Cenis. — Combat de Boulou. — Bataille de Tourcoing. — Combats sur la Sambre.

Tous les écrivains nationaux et étrangers sont convenus 1794 — an II.
qu'une des époques les plus glorieuses de l'histoire militaire des Français est celle à laquelle nous voici parvenus. Tous se sont entendus pour la célébrer ; la haine même a été forcée de se taire. Les prodiges opérés, au nom de la liberté, sous un gouvernement qui ne connaissait que la tyrannie, ont imposé un silence approbateur aux passions même les plus envenimées ; et tous les partis, républicains, royalistes et constitutionnels, n'ont trouvé sous leurs plumes que des éloges et de l'admiration, lorsqu'il s'est agi de parler des événements militaires arrivés en 1793 et 1794.

Nous avons déjà plusieurs fois fait remarquer l'étrange et sublime spectacle que donnait au monde la nation française à cette époque. Nous avons vu comment, après les revers les plus grands, elle avait remporté tout à coup les plus glorieux avantages. Plusieurs écrivains ont comparé la situation de la France, au commencement de la troisième campagne, à celle de Rome après la bataille de Cannes, et ont trouvé les plus heureux rapprochements dans l'énergie des deux peuples au milieu de leurs désastres. Mais il nous semble que dans cette comparaison tout est à la gloire de la France. Rome, après la bataille de Cannes, se vit, il est vrai, dans un danger non moins imminent que la France, après la prise des trois grands boulevards de ses frontières du Nord. La ville éternelle, menacée

1794 — an II. d'une prochaine destruction, ne désespérait point de son salut. Animés par le sublime amour de la patrie, ses habitants, au lieu de délibérer, coururent aux armes, et jurèrent, sur l'autel de Romulus, de périr tous avant de permettre que l'ennemi abordât l'enceinte de leurs murailles. Ce mouvement généreux a été célébré dignement par les écrivains les plus éloquents. Mais Rome alors avait un gouvernement libre, un gouvernement en qui tous les citoyens mettaient leur plus intime confiance, un gouvernement aussi juste qu'il était grand, et qui croyait de son devoir d'encourager, en l'honorant, la valeur malheureuse. Le sénat de Rome sortit en corps de son palais pour aller au-devant de Varron, ramenant sous ses murs menacés les légions vaincues à Cannes, et le remercia solennellement, par un décret, de n'avoir pas désespéré du salut de la patrie.

Quels efforts héroïques n'eussent point faits les Français, de quel dévouement n'eussent-ils pas été capables, si lorsqu'environnés des mêmes dangers et soutenus par le même sentiment de liberté, ils eussent été secondés par un gouvernement semblable? Mais, agitée au dehors comme à l'intérieur, la Convention nationale, qui avait fondé sa tyrannie sur les ruines du trône, étendait de toutes parts son sceptre de fer. C'est en couvrant de sang et de deuil leur patrie infortunée, qu'elle prétendait engager les Français à défendre leur territoire. C'est au nom de la mort qu'elle ordonnait la victoire à ses généraux. C'est par les supplices ou la dégradation qu'elle punissait ou récompensait indistinctement les défaites et les triomphes. Custine périt pour n'avoir pu conserver Mayence; Houchard fut mené au supplice après avoir vaincu les Anglais à Hondschoote; Jourdan fut destitué après avoir délivré Maubeuge. Quelle autre marche auraient pu suivre des hommes soudoyés par les ennemis de la France pour la dissolution de ce pays? Cependant telle est la force de l'honneur sur les Français, tel était alors l'amour de la patrie qui les enflammait, qu'à l'aspect des étrangers s'avançant sur leur territoire, ils oublièrent d'un commun accord les malheurs causés par un gouvernement qu'ils détestaient, et s'armèrent tous sous une tyrannie qu'en temps de paix ils eussent cher-

ché à renverser. Aux généraux suppliciés ou destitués succédèrent d'autres généraux, bravant aussi le même sort, et n'écoutant que cette voix généreuse qui leur disait que la patrie avait besoin de leurs bras et de leurs conseils. Nouveaux Décius, ils se dévouèrent pour le salut de tous, et ce n'est qu'en opérant des miracles qu'ils forcèrent enfin la Convention à les respecter. Ouvrons les annales de Rome, cherchons dans Tacite ou dans Tite-Live un héroïsme aussi pur, aussi désintéressé; nous ne trouverions pas un pareil exemple dans leurs pages éloquentes. 1794 — an II

Il faut le dire, l'excès même de la tyrannie contribua puissamment au succès des armes françaises. Sans l'horrible loi des suspects, ce chef-d'œuvre de cruauté, le décret conventionnel qui ordonnait la levée de tous les jeunes gens depuis dix-huit ans jusqu'à vingt-cinq, ce décret qui fournit à la France un si grand nombre de braves défenseurs, n'aurait peut-être jamais reçu son exécution. Mais, menacés de périr obscurément par le glaive de la tyrannie pour des crimes imaginaires, les jeunes Français saisirent avec transport le moyen de salut qui leur était offert, et s'enrôlèrent tous pour voler dans les combats chercher une mort glorieuse, et au moins utile à leur pays. Le despotisme est si soupçonneux, que ces jeunes guerriers (1) armés pour le soutenir, furent trompés jusque dans leur dévouement. Pour les engager plus sûrement à se ranger sous les drapeaux républicains, on leur avait permis de se donner des chefs de leur choix. Les bataillons ainsi organisés, et qui portaient le nom de leur département, se rendaient gaiement de l'intérieur sur les frontières, aux cris de *vive la république! vive la liberté!* Mais à leur arrivée dans les camps, ils perdirent l'avantage qu'on leur avait promis, et leurs chefs furent privés de leurs grades. Les bataillons de réquisition entrèrent presque tous dans des corps anciens, et servirent à remplir les vides causés par la guerre. Ainsi le gouvernement conventionnel ne savait tenir aucune de ses promesses : tourmenté par la peur, ce juste apanage des tyrans, il craignait que ces jeunes guerriers, animés du même esprit et de la même haine, ne tournassent un jour leurs armes contre lui.

1794 — an II. Mais le plus grand appui qu'eût alors la tyrannie était dans un seul homme. La Convention s'était elle-même donné des maîtres, en créant ce qu'elle appelait son Comité de salut public; et cinq hommes, fameux dans nos annales du crime, Robespierre, Billaud-Varennes, Collot-Dherbois, Saint-Just et Couthon, étaient parvenus à envahir tout le pouvoir dont elle avait investi ce Comité. Ces cinq hommes n'avaient d'art que pour les massacres et l'oppression. Les connaissances militaires et les vues politiques leur étaient étrangères. Ils eurent du moins l'habileté de s'en apercevoir, et convaincus que la force militaire pouvait seule conserver leur autorité, en conservant les frontières de la France, ils cherchèrent autour d'eux un homme capable de donner à cette force une direction convenable. Leur choix tomba sur Carnot, membre de la Convention nationale, capitaine au corps du génie avant la révolution, et qui déjà avait prouvé, par des services rendus, qu'il était propre au rôle qu'on voulait lui faire jouer. Pendant que Robespierre et ses quatre collègues organisaient la terreur dans l'intérieur, Carnot, maître de toute la partie militaire, dirigeait les armées, et, suivant l'expression de Bourdon de l'Oise, organisait la victoire sur les frontières. C'est à son génie vaste et entreprenant que la Convention dut en effet les succès qui consolidèrent sa puissance, et qui auraient fait peut-être supporter son gouvernement temporaire, si elle eût pris soin de ne pas le rendre si odieux par ses mesures administratives dans l'intérieur.

Par les soins de Carnot, le service de la guerre reprit son ancienne activité, et fut régi avec ordre. Une discipline sévère fut introduite dans les camps, et devint un devoir pour les généraux comme pour les soldats. Le luxe et la mollesse furent bannis; la pauvreté, partage de tous, imposait aux commandants des armées la nécessité de se distinguer par leur bravoure et leurs exploits, quand naguère ils le faisaient par leur faste. A voir les troupes françaises dans leurs bivouacs, on eût dit des guerriers lacédémoniens se raillant du luxe asiatique des soldats du roi de Perse : car, afin de rendre les marches et les évolutions plus faciles, et pour diminuer encore les dépenses, on avait aboli l'usage des tentes pour les

campements. Les soldats français n'avaient besoin que de fer 1794 — an II
pour vaincre, et l'on a vu avec quel courage et quelle intrépidité ils avaient bravé toute la rigueur de la saison, à la reprise des lignes de Weissembourg. Des guerriers qui savaient ainsi supporter toutes les privations devaient être sûrs de la victoire.

Une révolution subite se forma ainsi dans l'art militaire. La tactique allemande employait les soldats comme des machines; la nouvelle tactique consista surtout à les employer comme des hommes. Les généraux s'appliquèrent principalement à inspirer à leurs troupes les vertus du citoyen, et leurs efforts furent couronnés d'un prompt succès. On a vu comment les soldats s'intéressaient personnellement à la victoire, et semblaient tous combattre individuellement pour la France. Le même sentiment, l'amour de la patrie, et celui non moins énergique de la liberté, les enflammait tous d'une égale ardeur. L'union des Français, rangés en haie sur la frontière, faisait leur force et formait un rempart plus redoutable que des forteresses.

L'impulsion désormais était donnée à la valeur française : les armées, à la fin de 1793, avaient toutes oublié leurs défaites, et n'avaient plus à raconter que des triomphes. Du midi au nord, de l'est à l'ouest, la victoire s'était rangée sous leurs drapeaux. La reprise de Toulon et des lignes de Weissembourg avaient redoublé l'enthousiasme des défenseurs de la France; leur impatience était à son comble, et tous brûlaient de voir commencer une nouvelle campagne. Quels avantages plus éclatants encore que les précédents ne devait-on pas attendre d'un empressement aussi unanime! L'année 1794 va assurer à la France cette supériorité militaire qu'elle conservera pendant vingt années. Des généraux, la gloire éternelle de la patrie, vont agrandir ses limites. Jourdan, Pichegru, Moreau, Kléber, Macdonald, Lefebvre, Marceau, Championnet, Dugommier, Moncey, etc., vont, par leurs exploits, inscrire leurs noms au temple de Mémoire. Les alliés, défaits, repoussés sur tous les points, vont abandonner en toute hâte le territoire qu'ils avaient envahi. La guerre va être reportée sur leur pays : la Belgique et la Hollande, toute la rive gauche du Rhin, seront conquises par les armées de Jourdan et de Pichegru. De toutes parts enfin

1794 – an II. les acclamations de la victoire se feront entendre, et la France n'aura plus d'ennemis à craindre que ceux qu'elle nourrissait dans son intérieur.

En effet, par une réaction inévitable, à mesure que les armes républicaines poussaient au dehors les étrangers, la tyrannie conventionnelle (ou plutôt celle de Robespierre, dont la Convention était elle-même esclave) s'affermissait, et profitait de la retraite des alliés pour redoubler ses fureurs et donner au régime de la terreur son dernier degré d'atrocité. La France, si glorieuse au dehors, était au dedans une victime dévouée à toutes les horreurs de l'anarchie. Le plus beau pays de l'univers, le peuple le plus civilisé de l'Europe, était devenu la proie de quelques centaines d'intrigants obscurs acharnés à sa perte.... Ah! détournons nos regards de ce spectacle, heureux de n'être point forcés de retracer de tels faits! Malheur à l'écrivain qui prend à tâche de réciter les épouvantables excès commis dans sa patrie au nom sacré de la liberté. Quant à nous, fiers de notre rôle, nous allons continuer le récit des événements militaires, et du moins nous n'aurons à raconter, à quelques exceptions près, que ce qui peut honorer la nation.

2 janvier. (13 nivôse.) Vendée. *Combats de Machecoul.* — On a vu les débris de l'armée royale et catholique dispersés à Savenay, après le passage du généralissime Laroche-Jacquelein, du major-général Stofflet, de Bernard de Marigny, et de quelques autres chefs, sur la rive gauche de la Loire. Ce dernier échec avait détruit tout espoir d'opérations utiles et fructueuses sur la rive droite, et ce qui restait encore des malheureux Vendéens, épars et cachés dans les bois, n'attendaient qu'une occasion favorable pour regagner isolément le pays où leur courage et leur dévouement à la cause qu'ils avaient embrassée avaient obtenu des résultats moins funestes. A l'imitation des Vendéens, les Bretons conçurent dès lors l'espoir d'organiser, sur différents points de leur contrée, des rassemblements capables de s'opposer avec succès à l'établissement d'une forme de gouvernement si opposée à leurs opinions et à leur fidélité aux anciennes lois de la monarchie.

Cependant Charette avait soutenu seul tout le poids de la guerre dans la basse Vendée; moins audacieux que les chefs

qui avaient voulu étendre le théâtre de cette guerre désastreuse jusqu'en Bretagne, en Normandie et dans le Maine, constant dans le système de partisan qu'il avait adopté, il avait réussi, malgré de fréquentes défaites, à entretenir dans le pays vendéen un foyer d'insurrection que devait encore ranimer la présence des chefs qui venaient d'abandonner la rive droite de la Loire.

1794 — an II.
Vendée.

D'un autre côté, le Comité de salut public, croyant que Charette était désormais le seul chef royaliste que les républicains eussent à combattre, avait ordonné aux généraux qui commandaient dans l'Ouest de concentrer rapidement leurs forces sur le pays occupé par le général vendéen, d'attaquer et de poursuivre ce dernier à outrance, afin de terminer promptement une guerre d'autant plus terrible, qu'elle se renouvelait sans cesse avec une plus grande énergie.

Charette, ainsi menacé, ne tarda point à se voir en butte à tous les efforts des républicains, et s'il échappa à leurs tentatives multipliées, s'il parvint si longtemps encore à lutter contre ses terribles adversaires, et à se maintenir dans la basse Vendée, c'est qu'il eut l'art de rendre, pour ainsi dire, nationale la guerre qu'il faisait au gouvernement républicain, et qu'il était appelé à donner l'exemple de ce que peut le chef d'une population qui se refuse à subir le joug qu'on veut lui imposer malgré elle, et qui veut rester fidèle à sa croyance et à ses principes politiques.

Dans un état d'hostilités ordinaires, Charette, accablé par l'immense supériorité des forces employées par masse contre lui eût dû nécessairement succomber; mais entouré de la confiance des Vendéens, et fort de leur dévouement à la cause du trône et de l'autel, il saura profiter de ses défaites pour donner une nouvelle puissance à son parti. Les Vendéens ne seront vraiment vaincus et défaits que lorsque, écrasés par les masses républicaines, ils rencontreront des généraux habiles et plus adroits que ceux employés jusqu'alors, qui sauront allier la modération à la force de leurs troupes et amener les Vendéens à la cessation d'une lutte trop inégale.

Les troupes vendéennes s'étaient emparées de Machecoul dans les derniers jours de décembre de l'année précédente, et

1794 — an II. Vendée. Charette y avait établi son quartier-général. Ignorant encore les derniers désastres de l'armée d'outre-Loire, ce chef attendait avec sécurité la Cathelinière, l'un de ses lieutenants, qui devait venir le joindre avec de nouvelles levées. Machecoul, situé près d'une forêt qui porte son nom entre Beauvoir et Nantes, ouvre et ferme la communication de ces deux villes sur une étendue de quinze lieues. Afin d'exécuter leur entrée dans la basse Vendée, les généraux républicains avaient jugé que la reprise de Machecoul était indispensable, et qu'il convenait de commencer par là leurs opérations. Le général Carpentier fut chargé de cette entreprise. Ce général mit assez de célérité dans sa marche, et assez de discrétion dans ses dispositions, pour que ses troupes fussent en vue de Machecoul le 1er janvier, avant que l'actif Charette eût été prévenu de son mouvement. Cependant le général vendéen eut encore le temps de prendre quelques mesures de résistance, et sa troupe était en bataille devant Machecoul lorsque Carpentier, à la tête de son avant-garde, se présenta pour engager l'attaque. Les forces de Charette s'élevaient à près de 6,000 hommes, occupant la plaine de Machecoul, et s'appuyant à la forêt qui avoisine cette ville. Encouragés par leurs derniers succès, les Vendéens montraient les meilleures dispositions, et demandaient à grands cris le combat; mais Charette prit la résolution d'attendre l'ennemi.

Carpentier, à la vue de la troupe de Charette, avait fait faire halte à son avant-garde, pour attendre le reste de sa colonne. Ayant réuni ses troupes, il étend sa première ligne parallèlement au front de bataille de Charette, tandis qu'il fait filer par le flanc sa seconde ligne, pour tourner la gauche des Vendéens et se jeter dans Machecoul. Il fait établir en même temps, sur un tertre un peu en arrière de sa ligne de bataille, une batterie d'un obusier et d'une pièce de canon, dont le feu devait commencer l'attaque. Le combat s'engage par la cavalerie républicaine, qui charge les troupes de Charette, dans les rangs desquelles la batterie avait commencé à jeter quelque désordre. L'infanterie ne tarde pas à suivre le mouvement de la cavalerie, et l'action devient générale. Les Vendéens combattent longtemps avec leur vigueur accoutumée; mais, vivement

chargés par la cavalerie, d'un côté; pressés, de l'autre, par l'infanterie; incommodés par le feu de la batterie, et menacés d'être tournés par la seconde ligne des républicains, les royalistes sont ébranlés et cèdent le champ de bataille. Ils sont poursuivis avec chaleur, et Charette est sur le point d'être fait prisonnier au passage du ruisseau de Beauséjour.

Carpentier venait de voir, dans la retraite des Vendéens, l'intention d'ajourner un combat dont les dispositions n'étaient pas à l'avantage de ces derniers, plutôt que le résultat d'une défaite positive; il se garda bien, en conséquence, de faire occuper Machecoul par ses troupes, pressentant tout le danger d'une pareille occupation par des soldats peu disposés à se renfermer dans les bornes d'une exacte discipline devant un ennemi préparé à profiter habilement du moindre relâchement dans la surveillance de ses démarches. Le général républicain fit bivouaquer ses troupes autour de la ville, donna ordre de multiplier les feux, pour éviter toute surprise, et fit placer du canon sur les hauteurs.

Ces dispositions étaient aussi prudentes que militaires, et l'événement fit voir que les craintes du général étaient fondées. Les Vendéens s'étaient ralliés pendant la nuit à Philibert-de-Grand-Lieu, et Charette les ramena le lendemain devant Machecoul, dans le dessein d'en disputer la possession aux républicains. Néanmoins il y avait beaucoup de hardiesse dans cette démarche du général vendéen. Une partie de ses soldats, trop vivement poursuivis par les républicains, s'étaient dispersés et n'avaient pu gagner Saint-Philibert; plusieurs autres avaient profité de l'occasion pour rentrer dans leurs foyers. Quoi qu'il en fût, Charette, se confiant dans les ressources que lui donnait la grande connaissance qu'il avait des localités, marche par des chemins détournés, et parvient, malgré les précautions de Carpentier, à surprendre quelques postes avancés. Le retour des Vendéens répand l'alarme parmi les républicains; les troupes se rassemblent, et le combat est bientôt engagé. Au premier choc, le bataillon des chasseurs de la Haute-Saône culbute les tirailleurs de Charette, qui cherchaient à gagner Machecoul. Le général Carpentier fait faire un mouvement à sa seconde brigade, pour la porter derrière les murs de la ville.

1794 — an II. Vendée.

Ce mouvement fait croire à quelques lâches que le général ordonne la retraite, et déjà plusieurs, jetant leurs armes, se préparaient à fuir, lorsque la fermeté de quelques officiers réussit à rallier et à ramener au combat ces hommes pusillanimes. Pendant ce temps la première brigade attaquait les Vendéens avec succès et les mettait en fuite. Un escadron de hussards s'attache à leur poursuite. Charette, qui, pendant l'action, avait combattu à pied, faillit une seconde fois tomber entre les mains des vainqueurs. Il ne dut son salut qu'à la vitesse du cheval que lui donna le jeune la Roberie, son aide de camp. Ce brave officier avait réuni une partie de la faible cavalerie vendéenne, et tint tête aux hussards républicains assez longtemps pour empêcher la destruction de la troupe vendéenne. Tous les traîneurs furent massacrés, et les royalistes firent, dans ces deux combats des 1 et 2 janvier, une perte considérable. Charette opéra sa retraite sur le bourg de la Couchainière, et y rallia pour la seconde fois ses soldats, que les défaites ne décourageaient point.

5 janvier. (15 nivôse.)

Reprise de Noirmoutier sur les Vendéens. — Pendant que Charette combattait ainsi avec désavantage les républicains devant Machecoul, l'une des plus importantes conquêtes qu'il eût faites l'année précédente, l'île de Noirmoutier, attaquée par le général Turreau, était enlevée au parti royaliste. Turreau venait de prendre le commandement de l'armée de l'Ouest. Rappelé des Pyrénées-Orientales, ce général avait paru propre à faire la guerre de la Vendée par les connaissances locales qu'il avait acquises de ce dernier terrain, et par les plans qu'il avait soumis au Comité de salut public. L'expédition de Noirmoutier faisait partie de ces plans, et l'entreprise du général Carpentier sur Machecoul n'avait été qu'une diversion dont le but était d'occuper Charette, et d'empêcher sa jonction avec les renforts que devait lui conduire la Cathelinière.

L'île de Noirmoutier, par sa position géographique, était une possession précieuse pour les royalistes de la basse Vendée, en ce qu'elle leur donnait le moyen de communiquer avec l'Angleterre, et d'en recevoir les secours que cette puissance leur promettait sans cesse. Le chef Pinaud, avec 1,800 Vendéens, avait été chargé, par Charette, de la défense de ce

poste important. Vingt pièces de canon, de nombreux magasins, des munitions en abondance, et la présence du général d'Elbée, qui s'y était retiré après la défaite de Chollet, donnaient à Pinaud l'espoir de tenir longtemps dans cette île. Charette avait promis en outre des renforts, et l'espérance des secours, tant de fois annoncés par l'Angleterre, n'était pas perdue. 1794 — an II. Vendée.

Telle était la situation de l'île de Noirmoutier, lorsque Turreau forma le dessein de la reprendre sur les Vendéens. Par son ordre, le général Haxo se mit en mouvement avec 3,000 et quelques cents hommes, qui furent embarqués en partie sur des frégates et corvettes; quelques bombardes suivaient, chargées d'une nombreuse et formidable artillerie. Cette petite escadre s'approcha de Noirmoutier, tandis que Haxo, avec les troupes qui ne s'étaient point embarquées sur les frégates, s'avança par la chaussée de Goa. L'artillerie de l'escadre commença l'attaque par plusieurs bordées tirées au milieu de la nuit, et auxquelles répondirent les batteries de l'île. La frégate *la Nymphe* s'étant approchée trop près d'une des batteries de terre, où se trouvait une pièce de 36, reçut plusieurs boulets qui la désemparèrent et la forcèrent d'échouer presque aussitôt devant l'île. Cet événement commençait à remplir les Vendéens de joie et d'espérance, lorsque des chaloupes débarquèrent sur trois points différents les troupes républicaines. L'adjudant général Jordy, impatient de se signaler, se jette à la nage, suivi de quelques soldats non moins intrépides que lui. Il commence l'attaque par la pointe de la Fosse; mais à peine a-t-il touché terre, qu'il tombe atteint d'une balle à la cuisse; il se relève bientôt malgré cette blessure, exhorte ses soldats, et se précipite sur la batterie. Elle est bientôt enlevée, ainsi que plusieurs autres, par le détachement de grenadiers que conduisait l'impétueux adjudant général.

La descente s'exécute sur les divers points avec beaucoup d'ordre et de bonheur; tandis que les généraux Haxo et Dutruy attendaient impatiemment la basse mer pour traverser la chaussée encore inondée, et pour faire leur jonction avec la partie des troupes débarquées. Le passage s'effectue enfin après deux heures d'attente, et la réunion s'opère malgré les feux

1794 — an II. Vendée. croisés des royalistes, qui faisaient les plus grands efforts pour s'y opposer. Mais la plus grande difficulte n'etait pas vaincue ; il fallait s'emparer de la ville, défendue par des hommes déterminés a vendre cherement leur vie. L'impossibilité de se déployer dans un terrain occupé par des marais salants, coupé par de larges fossés, et celle de marcher autrement que par le flanc, firent multiplier les colonnes d'attaque, dont l'inégalité de terrain masquait à la vérité le peu de profondeur. Les troupes républicaines, encouragées par leurs chefs, surmontent tous les obstacles, s'avancent en bon ordre, et bravent le feu de l'artillerie vendéenne. Les batteries non encore prises des côtes sont enlevées à la baïonnette. C'est en vain que les Vendéens cherchent à opposer sur plusieurs points une vive résistance; pressés par les républicains, tout ce qui est à l'extérieur est obligé de se replier, non sans désordre, sur la ville.

La marche rapide des troupes victorieuses, le feu de la flottille, la confusion, et surtout la lâcheté de quelques officiers, jettent les Vendéens dans l'incertitude et dans l'abattement. Turreau s'aperçoit de cette fluctuation, et jugeant inutile de continuer un carnage qui répugne à ses principes, il fait sommer le commandant de Noirmoutier de rendre la place, avec menace de passer la garnison au fil de l'épée si elle refuse de capituler, et promesse d'une bonne composition si elle consent à mettre bas les armes. Pinaud accède à ces dernières propositions. Les Vendéens déposent leurs armes, se rendent prisonniers, et les républicains entrent dans la ville. Le général Turreau fit enfermer les Vendéens dans l'église, et ordonna la recherche de tous ceux qui pouvaient encore se trouver dans l'île. Les bâtiments de la flottille tinrent Noirmoutier étroitement bloqué pendant que les troupes, répandues dans cette île, la fouillèrent avec le plus grand soin. Aucun habitant ne put échapper : Vendéens, prêtres, femmes, enfants, furent amenés au quartier général. Après la destruction de la grande armée royale, vingt-deux chefs ou officiers vendéens s'étaient retirés à Noirmoutier. A leur tète se trouvait l'infortuné d'Elbée, presque mourant, et accablé par les douleurs aiguës que lui causaient quatorze blessures reçues à la bataille de Chollet, et dont aucune n'était guerie. Ce général vendéen attendait la mort comme un bien-

fait; le sort réservé à sa femme, à ses amis, le touchait seul. Son arrêt était prononcé par ces cruelles lois que la guerre renferme dans son code, et que la terreur ne permettait pas, même aux juges les plus favorablement disposés, d'éluder ou d'atténuer. D'Elbée, trop faible pour se soutenir, fut placé dans un fauteuil, et fusillé avec ses compagnons d'infortune, pris comme lui dans Noirmoutier. 1794 — an II. Vendée.

Reprise du fort Vauban. — Nous avons dit à la fin du chapitre précédent comment, après avoir forcé les coalisés d'évacuer les lignes de Weissembourg, le général Hoche s'était rapidement porté à la poursuite des vaincus. Les Autrichiens avaient passé le Rhin à la hâte; les Prussiens s'étaient retirés sous Mayence; l'armée de la Moselle avait poussé des partis aux portes de Creutznach, et occupait avec deux de ses divisions l'espace compris entre les gorges de Creutznach et Worms; 8,000 hommes de l'armée du Rhin, postés à Germersheim, s'étendaient par la droite jusqu'à Leimersheim, près de la rive droite du Rhin, entre Rheinzabern et Germersheim, et par leur gauche à la hauteur de Worms; 30,000 hommes de la même armée étaient répandus entre Lauterbourg et Wantzenau. Ainsi, désormais, le général Hoche était en mesure de changer le théâtre de la guerre, et de faire éprouver, à leur tour, aux coalisés, tous les malheurs inséparables d'une invasion. 15 janvier. (26 nivôse.) France.

Cependant le territoire français, de ce côté, n'était pas encore entièrement délivré de la présence de l'ennemi. Les Autrichiens tenaient toujours en leur possession le fort Vauban ou fort Louis. Le général Hoche envoya le général Marchand pour en former le siége. Les 30,000 hommes qui occupaient l'espace compris entre Lauterbourg et Wantzenau, eurent ordre de favoriser de tous leurs efforts cette entreprise, qui devait achever de chasser l'ennemi au delà du Rhin.

Les Autrichiens ne se virent pas plutôt entourés, qu'ils tentèrent de paralyser les préparatifs que les Français faisaient contre eux. Ceux-ci avaient commencé leur opération par établir plusieurs batteries destinées à couper le pont qui servait de communication entre le fort et la rive droite du fleuve. Les Autrichiens, dans le dessein de détruire ces batteries, firent plusieurs sorties. Repoussés dans toutes, et taillés en pièces

1794 — an II. France. dans la dernière, qui eut lieu le 14, ils sentirent, dès ce moment, que leur seul moyen de salut était dans une prompte retraite. Ils en firent les préparatifs dans la nuit même qui suivit leur dernière sortie; et, pour empêcher les Français de s'etablir dans le fort Vauban, ils minèrent et firent sauter les fortifications qui étaient à droite et à gauche du corps principal de la forteresse. Déjà la plus grande partie était détruite de cette manière, lorsque les Français, qui venaient de réussir dans une attaque, pénétrèrent dans la place. Le premier soin du général Marchand fut de donner les ordres nécessaires pour arrèter la destruction du reste des fortifications. Les soldats français, bravant courageusement cette autre espèce de danger, pire que celui des batailles, se précipitent avec intrépidité dans les mines, et éteignent les mèches destinées à allumer la foudre dévastatrice.

Pendant ce temps, les Autrichiens avaient achevé d'évacuer le fort Vauban. A la faveur des batteries qu'ils avaient établies pour protéger leur retraite, ils traversèrent le pont de communication avec la rive droite du Rhin. Après leur passage, ils mirent le feu au pont, et le détruisirent. Mais les républicains, maîtres du fort, s'occupèrent aussitôt d'en relever les remparts, et prirent position dans les îles de Stattmat, de D'ahlunden, et dans celles qui avoisinent ces dernières.

15 janvier. (26 nivôse.) Vendée. *Combats de Chauché et de Legé.* — Les chefs Sapinaud et Gogué venaient de rassembler quelques-uns des Vendéens échappés aux désastres d'outre-Loire. Charette, qui désirait les réunir à sa petite armée, s'avança, le 15 janvier, jusqu'a Chauché pour recevoir ce détachement, qu'il supposait avec raison devoir être inquiété dans sa marche par les colonnes républicaines qui parcouraient la Vendée. En effet il trouva cette troupe fuyant en désordre devant des forces supérieures qu'elle avait rencontrées, et qui se dirigeaient elles-mêmes sur Chauché pour en chasser les Vendéens. Charette, par des manœuvres adroites, parvient à battre séparément trois des colonnes républicaines. La premiere, venant de Saint-Fulgent, était commandée par le général Grignon; la seconde, sortie du village des Essars, était aux ordres de l'adjudant général Lachenaie; la troisième venait du Grand-Luc. Il paraît que Charette sut

profiter habilement du mouvement mal concerté de ces colonnes, pour se porter successivement sur chacune d'elles, sans qu'elles pussent se prêter un mutuel appui. On évalua à 1,500 hommes la perte des républicains dans cette journée; et les Vendéens, plus que jamais irrités des mesures terribles prises contre eux, firent très-peu de prisonniers. Le chef Joly contribua puissamment au succès obtenu par Charette. 1794 — an II. Vendée.

Le général vendéen voulut mettre a profit l'ardeur de ses soldats, et venger le sang des royalistes qui avait coulé à Legé, depuis l'irruption des douze colonnes républicaines organisées pour ravager la Vendée, se dirigea sur ce bourg et l'emporta, malgré toute la résistance de la troupe qui l'occupait et le feu d'une batterie de deux pièces de 12. Les républicains, au nombre de 800, se retirant en désordre sur la route de Nantes, se trouvèrent arrêtés dans leur marche par deux ruisseaux que les pluies d'hiver avaient changés en torrent : presque tous furent massacrés. Joly perdit deux fils dans cette dernière action. Le plus âgé, qui servait la république, avait demandé plusieurs fois à son père la permission de revenir vers lui, et de réparer sa faute en combattant à ses côtés ; mais il ne put fléchir ce père irrité. Il était resté, malgré lui, dans les rangs républicains, où il reçut peut-être la mort de la main d'un parent !!! Le second fut tué à côté de Joly, qui l'affectionnait, et qui fut inconsolable de sa mort. Un historien prétend que les deux frères furent enterrés dans le cimetière de Legé.

Combat du camp des Sans-Culottes. — Le Comité de salut public avait enfin senti la nécessité d'augmenter la force numérique des armées destinées à repousser les efforts des Espagnols, et, sur la fin de 1793, il avait donné l'ordre de former un camp sous les murs de Saint-Jean-de-Luz. Il y envoyait successivement de nouvelles recrues, qui s'y exerçaient au métier des armes par de légers combats et des escarmouches presque continuelles avec les Espagnols. Ce camp, qu'on appelait, sui- 5 février. (17 pluv.) France.

[1] Le combat de Legé n'eut pas lieu à la même date que celui de Chauché; mais, n'ayant pu trouver dans nos documents la date précise de cette première affaire, nous avons cru devoir les réunir dans la même section, d'autant mieux que les deux actions se sont passées à un intervalle de temps peu éloigné.

1794 — an II. France.

vant le langage du temps, le *camp des Sans-Culottes*, était établi en avant de Saint-Jean-de-Luz, partie dans le vallon, et partie sur la colline de l'ermitage de Sainte-Anne, à seize cents toises de la Bidassoa. Cette position dominait, par sa droite, tout le terrain jusqu'à la mer ; sa gauche était défendue par un profond ravin, et ses derrières communiquaient avec Saint-Jean-de Luz. Au défaut de tentes, on construisit dans ce camp des baraques en bois et en paille, pour mettre le soldat à l'abri de l'intempérie des saisons. Les fortifications furent dirigées par le chef d'artillerie Lespinasse. Elles étaient composées de trois redoutes liées entre elles par des lignes, avec des places d'armes intermédiaires. En avant des redoutes étaient des redans ou de simples épaulements en retraite les uns des autres formant une défense par échelons.

Les Espagnols, sentant quelle force allait donner aux Français l'établissement de ce camp, où, loin des dangers des garnisons, les soldats s'accoutumaient au dur métier de la guerre, essayèrent plusieurs fois de le détruire ; mais, toujours repoussés dans leurs tentatives partielles, ils résolurent de faire une attaque générale. Le 5 février, le général Caro rassemble ses divisions, et leur donne l'ordre d'assaillir à la fois le camp des Français. Ces divisions, qui pouvaient former près de 15,000 hommes, partent d'Irun et des environs, et se mettent en marche, à la pointe du jour, sur plusieurs colonnes. L'une d'elles attaque le poste du Rocher et du Calvaire, l'emporte et s'y établit. Une seconde dirige sa marche de manière à déboucher Urrugne. La troisième, partie de la montagne de Louis XIV, se dirige sur la croix des Bouquets. La quatrième se porte directement sur le camp républicain, et une cinquième sur un plateau en avant d'Andaye. Et attendant le signal de l'attaque générale, la colonne établie sur la croix des Bouquets foudroie avec son artillerie le camp des Sans-Culottes. Cette vive canonnade jette dans le camp le désordre et la confusion. Les Espagnols ne surent point profiter de cette occasion favorable, et, restant dans leurs positions, ils donnèrent aux généraux français le temps de rétablir l'ordre dans leur camp. Enfin Caro donne le signal. Les colonnes ennemies s'ébranlent, et leurs mouvements sont si bien calculés, qu'elles arrivent toutes en

même temps sur le camp. Attaqué par des forces bien supérieures, le colonel Lespinasse, qui commandait en l'absence du général Frégeville, au lieu de renforcer ses premières lignes les abandonne à elles-mêmes, les laissant se replier successivement, par la raison que de faibles détachements qu'il aurait pu envoyer à leur secours auraient été culbutés par la masse attaquante. Ce qu'il avait prévu arriva. Toutes ses troupes se replièrent successivement en abandonnant les postes avancés, mais d'un retranchement dans l'autre, avec tout l'ordre, le sang-froid et la bravoure de soldats habitués depuis longtemps à ce genre de guerre. Fiers d'avoir obligé les avant-postes français de reculer devant eux, les Espagnols marchaient à l'attaque de la redoute dite de la Liberté, comme on vole à la victoire. Cette redoute, fortifiée avec le plus grand soin, était défendue par du canon et par les braves troupes qui s'y étaient retirées en quittant les premiers retranchements. Aussi, dans cette position, la résistance devient opiniâtre, et la marche des Espagnols est arrêtée par le feu du canon et de la mousqueterie. Quatre régiments de marine, qui arrivaient de Toulon, sont presque détruits ; le régiment irlandais d'Ultonia est entièrement écrasé. Le général Caro, du haut de la croix des Bouquets, voyait fuir ses bataillons sans pouvoir y porter remède ; toutes ses forces étaient engagées. En ce moment le général Frégeville arrive, et Lespinasse veut remettre le commandement entre ses mains : « Non, dit Frégeville, tu en as trop bien usé ; achève ton ouvrage, et que la France te doive cette belle journée tout entière. » Le combat continue. Tout à coup les Français, impatients, sautent de leurs retranchements, se précipitent sur l'ennemi qui combattait encore, le chargent avec impétuosité, achèvent de le rompre, et le poursuivent l'épée dans les reins. Un boulet emporte, dans la chaleur du combat, un jeune soldat d'un détachement de cavalerie placé par Lespinasse pour fondre sur l'ennemi au moment de sa déroute. Le commandant de ce détachement fait un mouvement pour changer de position. Lespinasse lui crie : « N'y suis-je pas, moi et ces braves canonniers ? » Chacun garde son poste, et le feu d'artillerie devient plus terrible. Enfin, après un combat de huit heures, où les deux partis avaient montré un

1794 — an II. France. acharnement égal, les Espagnols, écrasés, pliaient de toutes parts; les Français avaient repris toutes leurs positions et s'y maintenaient. Cependant les Espagnols se retirèrent en bon ordre, et, Frégeville ne se croyant pas assez fort pour entreprendre de les poursuivre, ils reprirent toutes les positions qu'ils avaient avant le combat. Mais leur perte en hommes tués ou blessés était immense. L'armée française, abritée derrière ses retranchements, avait beaucoup moins souffert, et elle retira de cette affaire l'avantage d'aguerrir les nouvelles levées, et de ne plus craindre les Espagnols.

Les soldats composant l'armée des Pyrénées-Occidentales n'avaient point montré jusqu'alors autant de valeur et de sang-froid. Généraux, officiers et soldats, tous semblaient disputer de zèle, de bravoure et de dévouement. Nous citerons des traits particuliers qui montreront combien, à cette époque, l'enthousiasme militaire était exalté dans nos armées. C'est en sachant l'exciter qu'on se met dans le cas de maîtriser la victoire. Moncey, qui devait par ses talents distingués obtenir plus tard une grande illustration; Moncey, alors général de brigade, était malade depuis quinze jours, et devait, le lendemain de la bataille, être transporté à Bayonne. Il ne peut souffrir que le combat se livre sans qu'il y prenne part; il oublie son mal, et se rend au poste d'honneur, où il se fait remarquer par les preuves de la plus rare intrépidité.

Au premier coup de canon qui se fait entendre, tous les prisonniers détenus pour délits militaires au quartier général de Chauvin-Dragon supplièrent le général de leur accorder la permission d'aller combattre. Leurs instances sont si vives, qu'ils obtiennent cette permission. L'un d'eux était officier; il se présente à leur tête, il répond de tous, et tous jurent de vaincre. Arrivés au champ de bataille, ils font en effet des prodiges de valeur, et contribuent au succès de la journée, à la fin de laquelle ils reviennent à Chauvin-Dragon, pour y déposer leurs armes et rentrer dans leur prison. Ce trait de dévouement et de discipline militaire parut si sublime à la Convention, qu'elle rendit par acclamation un décret portant que leurs fautes leur seraient pardonnées, et qu'ils seraient sur-le-champ remis en liberté.

Des recrues, arrivées de la veille, étaient sans armes, et ne devaient point combattre; elles s'indignent de leur inaction : n'écoutant que leur bravoure, elles s'arment de tout ce qui leur tombe sous la main, se rendent au camp, fondent sur l'ennemi, et se battent avec le même acharnement que le reste de l'armée.

1794 — an II. France.

Dufour, caporal du premier bataillon de la cinquième demi-brigade d'infanterie légère, avait été fait prisonnier; quatre Espagnols le conduisaient; il saute sur la baïonnette de l'un d'eux, en tue trois, prend le quatrième au collet, et l'amène prisonnier. Dougados, sergent-major au deuxième bataillon du Tarn, tombe d'un coup de fusil qui lui traverse le corps; ses camarades veulent l'emporter : « Allez à votre poste, leur dit-il; vous vous devez à la patrie avant de penser à moi! »

Bigot, adjudant-major du quatrième bataillon des Landes, marchant au pas de charge à la tête d'un détachement, pour reprendre le poste de la Mazure, reçoit une balle qui lui perce la cuisse; il marche jusqu'à ce que le détachement se soit emparé du poste : alors, seulement, il songe à sa blessure. Le chef de bataillon veut lui donner deux soldats pour le soutenir; il les refuse en disant : « Gardez-les pour combattre les ennemis, je me retirerai comme je pourrai. » Les blessés, après la bataille, montrèrent un sang-froid aussi héroïque que leur courage.

Le colonel Lespinasse, qui avait préparé tout le succès de cette glorieuse journée, fut nommé général de brigade sur le champ de bataille. Le général Castelvert, le brave la Tour-d'Auvergne, le commandant Roucher, le chef de bataillon d'artillerie César Vernier, furent cités avec distinction dans la relation de cette importante affaire.

10 février. (22 pluv.) Vendée.

Combat de Saint-Colombin. — Désormais la guerre de la Vendée ne sera presque qu'une guerre de postes, et ne sera plus signalée par des événements bien remarquables. Charette n'avait pas assez de forces pour former de grandes entreprises, et tous ses efforts se bornaient à se maintenir dans le cercle étroit où il se trouvait resserré. Partisan habile, il harcelait sans cesse son ennemi, évitait sa poursuite, surprenait les détachements ou les postes mal gardés, ne s'arrêtait jamais longtemps dans le même endroit, et ne faisait ses mouvements que la nuit, pour dérober ses marches. On a vu que l'armée

1794 — an II. Vendée.

de l'Ouest s'était partagée en douze colonnes, pour parcourir la basse Vendée dans tous les sens ; mais cette mesure ne réussit pas mieux que les anciennes, et Charrette savait adroitement échapper à ces forces ambulantes.

Le 10 février, Turreau ordonna au général Duquesnoi de se mettre à la poursuite des Vendéens, avec sa colonne *infernale* (c'est le nom que les républicains donnaient eux-mêmes à leurs colonnes). Duquesnoi rencontra Charette à Saint-Colombin. Une petite rivière séparait les deux troupes. Les royalistes, après avoir échangé quelques coups de fusil avec les républicains, passent les premiers la rivière, et viennent attaquer la colonne que Duquesnoi disposait en ordre de bataille. Le combat fut très-meurtrier, et les Vendéens se battirent avec leur valeur accoutumée ; mais ils ne purent résister à un mouvement que le général Duquesnoi fit faire pour les tourner, et qu'il dirigea lui-même. Les soldats de Charette se débandèrent en laissant sept à huit cents morts sur le champ de bataille. Le jeune la Roberie échappa à la mort par un trait de présence d'esprit et de valeur remarquable. Entouré par cinq ou six cavaliers républicains, il est sommé par eux de se rendre ; il s'attache à un seul de ses adversaires, lui porte un coup de sabre sur la tête, lui fend le crâne, et, sautant ensuite un fossé, il va rejoindre Charette sans avoir reçu une seule blessure.

Combat de Trementine. — Henri de Laroche-Jacquelein, de retour dans la Vendée, s'était occupé activement de former un nouveau rassemblement d'hommes dévoues comme lui à la cause royale. Il est facile de croire que les républicains le surveillaient d'assez près pour l'empêcher de donner à sa nouvelle troupe une consistance assez forte pour oser tenter quelque entreprise considérable. Les troupes de la république, établies dans presque tous les cantonnements principaux du pays, avaient obligé le général vendéen à chercher un asile dans les bois ou dans les lieux écartés, pour éviter la rencontre d'un ennemi avec lequel il n'était point encore en état de lutter avec avantage.

Parmi les généraux qui s'étaient plus particulierement attachés à la poursuite de Laroche-Jaquelin, Cordelier était celui qui mettait le plus d'activité dans ses démarches. Le rôle presque

passif que jouait depuis quelque temps le général vendéen, ne pouvait convenir à un guerrier habitué comme lui à braver les plus grands périls. Lassé de fuir ainsi toutes les occasions de signaler son bouillant courage, il s'arrête, le 4 mars, au village de Trementine, près de la forêt de Vezins, et se dispose à recevoir l'attaque des républicains. Ceux-ci se présentent avec la confiance que leur inspire un combat si longtemps refusé; mais cette fois les Vendéens, rendus à leur première énergie, se précipitent sur les rangs républicains, y portent le désordre, et ces derniers sont obligés de céder, non sans perte, le champ de bataille aux royalistes. Laroche-Jacquelein, pour ne pas perdre le fruit de cet avantage, se porte de suite sur Nouaillé. Deux fuyards s'étaient cachés dans des buissons, craignant de ne pouvoir échapper assez vite à la poursuite des Vendéens. Ils sont aperçus par les soldats de Laroche-Jacquelein, qui veulent leur ôter la vie : Laroche-Jacquelein s'y oppose, et s'adressant aux soldats républicains : « Rendez-vous, leur dit-il, je vous fais grâce. » L'un des soldats, qui vient d'entendre nommer le général vendéen, lui tire son coup de fusil à bout portant. Le brave Laroche-Jacquelein, qui s'était porté en avant de sa troupe pour exercer l'acte d'humanité dont il allait être victime, tombe mort. Le soldat allait se mettre en devoir de lui arracher sa carabine pour tirer un second coup sur Laville-Baugé, qui accourait auprès de son général, suivi de plusieurs autres officiers et soldats vendéens; mais il est bientôt entouré et sabré : les Vendéens, désolés de ce funeste événement, se hâtèrent de rendre les derniers devoirs au corps de leur général, qui fut enterré sans autre pompe que la douleur profonde de ses soldats. Ce fut longtemps après que Stofflet fit faire un service solennel en l'honneur de celui qu'il avait remplacé.

Ainsi périt, à l'âge de vingt-deux ans, Henri de Laroche-Jacquelein, un des plus valeureux et des plus habiles chefs de la Vendée. Sa perte fut bien vivement sentie par tous les partisans de la cause royale, et ses ennemis eux-mêmes ne purent lui refuser l'estime et l'admiration qu'inspiraient sa valeur et ses nobles qualités.

Stofflet fut, de tous les chefs vendéens, celui qui parut le moins affecté de la perte du jeune héros. Cet homme grossier, dont

1794 — an II. Vendée. un grand courage était le seul mérite, enviait depuis longtemps la gloire et le grade de Henri de Laroche-Jacquelein. A peine les Vendéens venaient-ils de relever le corps de ce dernier, que Stofflet s'empara du cheval que montait l'illustre défunt, et dit à ceux qui l'entouraient : « Ce n'était pas grand'chose que votre Laroche-Jacquelein. »

Stofflet se mit en possession du commandement en chef, sans attendre le consentement des autres officiers supérieurs. Ceux-ci ne virent pas sans quelque dépit, à la tête de l'armée royale, un homme dont les titres à cette honorable distinction pouvaient être contestés par un grand nombre d'entre eux.

10 mars. (20 ventôse.) *Combat et occupation de Chollet.* — La mort de Laroche-Jacquelein, tout affligeante qu'elle fût pour les Vendéens, n'était point capable d'arrêter leur ardeur, et de refroidir leur zèle pour la cause royale. Bien qu'ils n'eussent plus ni la même confiance, ni le même respect pour celui qui, prenant la place du jeune guerrier, en avait parlé avec une sorte de mépris en s'emparant de son cheval, ils se rangèrent cependant au premier appel sous les bannières de Stofflet, et n'écoutèrent que le sentiment de la haine que leur inspiraient les républicains.

Le nouveau général des royalistes parvint à réunir 4,000 hommes au village de Nouaillé, et les dirigea, le 10 mars, sur Chollet, défendu par un bataillon et de l'artillerie aux ordres du général Moulin.

Le curé Bernier accompagnait la troupe vendéenne. Il exalte par ses prédications le courage des soldats, qui se précipitent avec impétuosité sur les retranchements élevés en avant de Chollet, et s'en emparent après quelque résistance. Le général Caffin est blessé grièvement dans cette attaque. Moulin essaye en vain, à la tête de quelques braves, d'arrêter les efforts des Vendéens et de rétablir le combat ; il reçoit une large blessure, et cet accident décourage les siens. Vivement pressé par les soldats de Stofflet, le général républicain n'a plus la force d'échapper à leur vengeance. Tout son sang ruisselle ; il tombe de son cheval. Au moment d'être saisi par les royalistes, il se brûle la cervelle pour n'être pas massacré par eux.

La Convention décréta qu'un tombeau serait érigé à Tif-

fauges en l'honneur du général Moulin, avec une inscription qui rappelait les circonstances de sa mort. 1794 — an II. Vendée.

Le général Cordelier apprit le même soir la défaite et la mort du général Moulin, et se mit de suite en marche pour réparer cet échec. Il recueillit sur la route de Nantes un grand nombre des fuyards de la veille, et surprit les avant-postes de Stofflet, qui se replièrent en désordre sur Chollet, où les Vendéens cherchèrent vainement à se retrancher et à se défendre. Stofflet fut obligé d'abandonner la ville et ne parvint à rallier sa troupe qu'à Nouaillé. Chollet fut de nouveau occupé par les républicains.

Combat de Venansault. — Charette venait de prendre position à Venansault, près de la Roche-sur-Yon. Depuis plusieurs jours il évitait de s'engager avec les républicains, n'ayant point rencontré d'occasion assez favorable. Le général Haxo arrive avec sa colonne. Le général vendéen ne veut point, par sa fuite, assurer le triomphe de son adversaire. Il range sa troupe en bataille et s'écrie : « Camarades, c'est assez éviter de combattre un ennemi que notre faiblesse encourage ; il faut aujourd'hui vaincre ou mourir ! » Haxo engage le combat ; mais Charette, bien servi par les localités, avait disposé ses soldats de manière à envelopper les républicains dans un vallon où il les avait attirés. Leur cavalerie est dispersée par celle des Vendéens, qui revient avec vigueur charger sur l'infanterie. Le désordre est bientôt dans les rangs patriotes. Tous les efforts d'Haxo pour rallier les fuyards deviennent inutiles. Lui-même est sur le point d'être atteint par quelques cavaliers royalistes. Au moment où il franchissait un fossé, une balle vient le frapper à la cuisse ; il tombe. Charette avait ordonné à ses soldats de ne point frapper le général républicain, et de le lui amener vivant. Trois Vendéens accourent auprès du blessé et le somment de se rendre. Haxo, appuyé contre un arbre, refuse de donner son sabre, et semble encore menacer ses ennemis. Un soldat qui réitère la sommation, est étendu mort aux pieds du général. Entouré par un plus grand nombre de soldats, Haxo refuse toujours de re- 19 mars. (29 ventôse.)

[1] Une relation place l'action au bourg de Clouseau ; nous avons suivi le document de M. Beauchamp.

1794 — an II. Vendée. mettre ses armes, et se défend contre ceux qui entreprennent de les lui arracher. Enfin un officier vendéen, nommé Arnauld, lassé de cette longue résistance, arme sa carabine, et tire presque à bout portant sur le général républicain, qui reçoit trois balles dans la poitrine et expire aussitôt.

La bravoure et les qualités distinguées du général Haxo l'avaient fait estimer des Vendéens ; Charette lui-même fit l'éloge de ce guerrier, en regrettant de n'avoir pu l'arracher à la mort.

24 mars. (4 germinal.) *Attaque et occupation de Mortagne.* — Stofflet, que n'avait point rebuté le dernier échec reçu à Chollet, informé que 800 hommes seulement défendaient Mortagne, prit la résolution de s'emparer de cette ville. Il en fit l'investissement, et empêcha toute communication de l'officier qui y commandait avec les colonnes qui parcouraient le territoire vendéen. Le général royaliste, qui ne se croyait pas en état de tenter une attaque de vive force, attendit quelques jours l'arrivée d'un renfort que lui amenait Bernard de Marigny. Au retour de ce dernier, le 24 mars, l'attaque fut résolue et effectuée de suite avec beaucoup d'intrépidité. Le commandant Le Normand avait disposé sa petite troupe, de manière à résister avec avantage au nombre des assaillants, qui s'élevait à près de 6,000 hommes. La nuit mit fin à un combat dans lequel l'ardeur des Vendéens ne put leur donner la victoire sur un ennemi qui se défendait avec le courage du désespoir. Le Normand sentit qu'une lutte aussi inégale, renouvelée le lendemain, finirait à son désavantage, et se détermina à évacuer Mortagne à la faveur des ténèbres, emmenant avec lui un grand nombre d'habitants, qui craignaient le ressentiment des royalistes. Les Vendéens entrèrent le 25 au matin dans la ville, qu'ils trouvèrent presque déserte. Marigny fit brûler le château, couper les arbres de la liberté, détruire les retranchements et évacuer tous les magasins sur le bourg de Cerisay. Les Vendéens, qui ne pouvaient pas tenir dans Mortagne, en sortirent le 26 mars.

Nous allons quitter pour quelque temps le territoire vendéen, et nous reporter sur les frontières de la France, où des triomphes plus glorieux, des tableaux moins affligeants, une

guerre moins funeste et moins odieuse, réclament tout l'intérêt de nos lecteurs. 1794 — an II. Vendée.

Combat et prise d'Arlon. — Les succès des Français, dans la dernière campagne sur le Rhin, firent prendre aux alliés la résolution de rester sur la défensive dans cette partie des frontières de France, et de porter au nord toute l'activité de leurs opérations militaires. La Prusse et l'Autriche avaient, en conséquence, retiré une grande partie de leurs forces du Palatinat, et les avaient dirigées sur la Flandre, dont elles possédaient encore les places de guerre conquises l'année précédente. 18 avril. (29 germin.) Duché de Luxembourg.

Le général Hoche voulait profiter de l'affaiblissement des alliés dans le Palatinat et sur le Rhin, pour porter la guerre sur le territoire ennemi; mais le Comité de salut public, satisfait de voir l'Alsace délivrée de la présence des étrangers, ordonna que l'armée de la Moselle rentrerait dans les lignes comprises depuis le fort de Bitche jusqu'à Longwy inclusivement. Hoche devint bientôt la nouvelle victime d'un gouvernement ombrageux, jaloux de toutes les renommées. La franchise militaire de ce général ne tarda point à le rendre suspect aux yeux de la faction dominante. Saint-Just n'osa pas le faire arrêter à la tête de son armée, dont il était adoré; mais pour l'enlever plus sûrement, il le fit appeler au commandement de l'armée d'Italie, où à son arrivée le vainqueur de Weissembourg fut arrêté, conduit à Paris par la gendarmerie et plongé dans les cachots de la Conciergerie, où il resta jusqu'au 9 thermidor.

Hoche fut remplacé par Jourdan. Ce dernier général, en butte comme son prédécesseur aux odieuses persécutions du gouvernement révolutionnaire, avait failli en devenir aussi la victime. Barrère, organe du Comité de salut public, avait déclaré à la Convention, le 4 février, que Jourdan était peu propre aux opérations actives; et le vainqueur de Wattignies avait été, ainsi que nous l'avons déjà dit, mis à la retraite accordée par les règlements ordinaires. Cependant Jourdan parvint à dissiper cette injuste prévention; et le Comité de salut public le nomma général en chef de l'armée de la Moselle, dont le général Hoche quittait le commandement, comme on vient de le voir.

Les généraux ennemis, privés d'une partie de leurs forces,

1794 — an II. Luxembourg. avaient placé ce qui leur restait de troupes dans les positions les plus avantageuses. Le feld-maréchal Möllendorf avait succédé au duc de Brunswick dans le commandement de l'armée prussienne ; et le général Dewins avait remplacé le feld-maréchal Wurmser à l'armée autrichienne. Les deux armées alliées occupaient une ligne qui s'étendait depuis Bâle jusqu'à Bouillon.

La reprise du fort Vauban avait privé les alliés de la dernière place qu'ils possédaient dans cette partie des frontières de la France. Depuis cette époque, les armées respectives étaient entrées en quartiers d'hiver, et les hostilités n'avaient point encore commencé d'une manière sérieuse. Les engagements qui eurent lieu dans le mois de mars et au commencement d'avril, n'avaient été que de légères escarmouches et de simples affaires de postes.

Le général Beaulieu commandait une forte division de l'armée autrichienne dans le duché de Luxembourg ; il occupait la position d'Arlon, que les Français avaient abandonnée, et que le Comité de salut public avait ordonné au général Jourdan de reprendre aux Autrichiens, qui s'y trouvaient réunis au nombre de 12,000 hommes. Jourdan fit attaquer, le 17 avril, les hauteurs de Mertzig par la division du général Vincent. Ce poste fut enlevé après un léger combat. Ce mouvement avait pour but d'attirer sur ce point une partie des forces autrichiennes qui se trouvaient aux environs de Luxembourg, d'empêcher ces derniers de secourir Arlon, que le général Jourdan allait attaquer en personne.

Parties le 17 de Longwy par un temps affreux, les troupes commandées par Jourdan arrivèrent en présence de l'ennemi à deux heures de l'après-midi. Les Autrichiens occupaient, en avant d'Arlon, une ligne de retranchements garnis d'une nombreuse artillerie.

L'avant-garde française, soutenue par une battèrie d'artillerie légère, attaqua de suite les retranchements ennemis, mais ne put les emporter, malgré toute l'impétuosité des soldats et le feu bien dirigé de l'artillerie légère, commandée par l'adjudant général Debelle. Les pièces des batteries autrichiennes, plus nombreuses et d'un calibre plus fort, ripostèrent avec avantage, et la nuit mit fin à un combat trop légèrement engagé.

Le chef de bataillon Chasseloup [1], de l'arme du génie, avait assisté l'année précédente à la première attaque d'Arlon. La connaissance parfaite qu'il avait acquise du terrain fut d'un grand secours au général Jourdan dans les dispositions que ce dernier fit pour l'attaque du lendemain. Le corps d'armée, composé des divisions Championnet, Morlot, Lefebvre et Hatry, était réuni ; et le 18, à la pointe du jour, une attaque générale eut lieu sur toute la ligne autrichienne. Le choc ne fut pas aussi long qu'on pouvait le supposer par la résistance de la veille. Les retranchements furent emportés avec la plus grande vivacité. Le général Beaulieu se retira derrière Arlon, laissant une partie de son artillerie au pouvoir des Français. La cavalerie poursuivit les Autrichiens jusqu'à deux lieues d'Arlon. Les soldats français donnèrent, dans cette circonstance, de nouvelles preuves de leur valeur et de leur dévouement patriotique. Un canonnier de l'artillerie légère, nommé Claude Revein, qui venait d'avoir la cuisse emportée, refusa les secours de son frère, artilleur comme lui, et le renvoya à son poste, en lui disant : « Laisse-moi ; ta présence est plus nécessaire à ta batterie qu'auprès d'un frère qui se trouve heureux de mourir pour sa patrie ! » Les blessés retournaient au combat, après avoir été pansés à l'ambulance.

1794 — an II.
Luxembourg

Le général Hatry fut laissé par le général Jourdan dans Arlon pour y commander. Hatry plaça sa division dans des postes à l'abri de l'insulte, et prit toutes les précautions nécessaires pour empêcher les Autrichiens de communiquer avec le comté de Namur, où le général Jourdan se porta bientôt avec son armée.

L'expédition d'Arlon fut le premier résultat du plan de campagne arrêté par le Comité de salut public pour attaquer simultanément les alliés en Flandre, sur la Sambre, la Meuse et la Moselle, afin d'envahir de nouveau la Belgique et forcer l'ennemi à repasser le Rhin. Le général Jourdan, en se rendant avec son armée dans le comté de Namur, leva des contributions dans le pays ennemi qu'il parcourut. et notamment dans la principauté de Nassau-Sarrebrück.

[1] Depuis lieutenant général et pair de France.

1794 — an II. 24 avril. (5 Floréal.) France *.

Ouverture de la campagne au Nord. — Le général Pichegru, le favori de Saint-Just et de Robespierre, avait été nommé, à la fin de 1793, général en chef de l'armée du Nord, et se disposait à faire l'ouverture d'une campagne, dont la supériorité des troupes alliées, dans cette partie des frontières de France, rendait l'issue très-incertaine. Au mois d'avril, la grande armée coalisée en Flandre avait sa droite à l'Escaut, le centre au Cateau et à Valenciennes, et sa gauche au Quesnoy. Sa force était d'à peu près 100,000 hommes. Un corps de 25,000 hommes aux ordres de Clairfairt, couvrait Tournay, Courtray, Ypres et la West-Flandre. Les Hessois étaient à Denain, et Menin était occupé par une division hanovrienne.

L'armée française, composée en partie de troupes de nouvelles levées, mal armées et mal habillées, était loin de présenter un aspect aussi imposant que celle des ennemis. Son centre s'étendait de Bouchain et Cambray à Guise, pour couvrir ces places, qui n'offraient plus qu'un dernier obstacle à la marche des alliés dans l'intérieur de la France; la droite occupait le camp de Maubeuge, et la gauche les camps de Lille et de Dunkerque.

Le plan adopté par les coalisés, pour l'ouverture de la campagne, avait été conçu par le général Mack, qui passait chez les Autrichiens pour un officier très-instruit dans la tactique. Les coalisés devaient commencer leurs opérations par le siége de Landrecies, afin de pénétrer en Picardie aussitôt après la reddition de cette place, la dernière sur la route de Valenciennes à Laon. Ils marchaient alors sur Paris, tandis qu'un petit corps d'élite autrichien, réuni à 20,000 Anglais et Hessois, aux ordres de lord Moira, devait opérer une diversion, en débarquant sur les côtes de la Vendée. 100,000 hommes furent réunis dans les plaines du Cateau, pour exécuter le plan du général Mack.

L'exécution prompte et rapide de ce projet bien conçu aurait placé le gouvernement révolutionnaire dans la position la plus désespérée, si Cobourg, portant cette masse sur un seul point,

* Nous avons réuni sous la date du 24 avril, qui est celle du combat le plus important, les différentes actions qui eurent lieu du 19 au 24.

eût profité du morcellement des divisions de l'armée du Nord. 1794 — an II. France.
Mais, au contraire, il divisa ses forces, comme on va le voir, et perdit ainsi l'occassion d'assurer le triomphe de la coalition.

Quoi qu'il en soit, Pichegru, dirigé par le Comité de salut public, et devinant, par les mouvements des troupes ennemies, une partie de leurs desseins, avait pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour en contrarier l'exécution. Dès le mois de mars, il avait fait sortir l'armée de ses cantonnements, et avait formé plusieurs camps sur la ligne qu'elle occupait, afin d'accoutumer les soldats au mouvement et à l'activité, de les exercer aux armes et aux évolutions, et de se trouver en état de combattre l'ennemi partout ou il se présenterait. Nous venons de dire que les forces principales de l'armée française étaient réunies entre Cambray et Guise. Pichegru avait le projet d'attaquer le centre de l'armée coalisée entre Cateau-Cambrésis et le Quesnoy, de dégager Landrecies, dont les Autrichiens avaient déjà commencé l'investissement, et de chasser les alliés de la forêt de Mormal.

Les nouvelles recrues, destinées à remplir les cadres de l'armée, étaient encore peu propres à faire obtenir des succès. Leur seule force était l'enthousiasme qu'elles rapportaient de l'intérieur, et elles manquaient de l'habitude et de l'instruction sans lesquelles des soldats sont dans l'impossibilité d'agir en grandes masses. Aussi Pichegru, dans ses premières opérations, n'éprouva-t-il pour ainsi dire que des échecs. Mais, devant un ennemi qui n'agissait qu'avec une extrême lenteur, ces mêmes échecs n'étaient pas sans utilité pour la république : ils servirent à l'instruction du soldat ; ils firent sentir la nécessité d'une discipline sévère, l'aguerrirent, l'habituèrent aux fatigues des marches et des campements, et lui donnèrent surtout cet esprit de corps et cette obéissance passive qui seuls composent la force morale d'une grande armée. Une reconnaissance générale, poussée le 29 mars sur les principales forces de Cobourg, fut suivie d'une déroute complète. Les généraux Kray et Werneck défendirent vaillamment les abords du Cateau et firent éprouver aux Français une perte de quelques canons et de 800 hommes.

Des pluies continuelles et abondantes ayant rendu, dans les premiers jours d'avril, les chemins impraticables, forcèrent les

1794 – an II. France. deux partis à rester dans leurs cantonnements respectifs, et retardèrent les opérations jusqu'au 16 avril. Ce jour-là, une grande partie de l'armée coalisée, rassemblée sur les hauteurs de la Selle, près de Montay et de Forêt, derrière le Cateau-Cambrésis, fut passée en revue par l'empereur François, venu de Vienne pour suivre les opérations de cette campagne, qu'il regardait comme la dernière qui dût être faite contre la France républicaine.

Le lendemain, l'armée alliée se sépara en trois corps. Le premier, composé des troupes autrichiennes, était sous les ordres du prince de Cobourg; le second, commandé par le duc d'York, était formé par les Anglais et la division autrichienne du général Otto. Les Hollandais, sous les ordres du prince héréditaire d'Orange, réunis à un corps autrichien, commandé par le général Latour, composaient le troisième corps. Le but de l'ennemi était d'attaquer l'armée française, rassemblée entre Guise et Landrecies, afin de la repousser au delà de l'Oise, pour cerner ensuite Landrecies et en commencer le siége. Pour investir cette petite place située sur la rive droite de la Sambre, il fallait couper les routes d'Avesnes, de Guise et de Cambray. Sur les deux premiers points, on était couvert par la petite Helpe et la forêt de Nouvion; mais du côté de Cambray, on ne pouvait suppléer au défaut d'obstacles naturels, que par un grand déploiement de forces. C'est pourquoi Cobourg, le prince d'Orange et le duc d'York rangèrent près de 100,000 hommes autour de cette bicoque, où s'était renfermé le général Rouland avec 5,000 Français. Le 17, les alliés attaquèrent sur huit colonnes, qui toutes prirent une direction divergente. La première passa la Sambre à Ors et Catillon; la deuxième se dirigea par Mazinguet, Femy et Oisy; la troisième, avec le quartier général de l'empereur d'Autriche, marcha par Wassigny, sur les hauteurs de Grand-Pleu; la quatrième, sur Veaux et Bohain; la cinquième, sur Marets et Premont; la sixième, sur Crèvecœur; la septième, par Beauvoir sur Cambray; et la huitième, sur Naves.

Ces dispositions ne pouvaient point amener un résultat bien décisif. Ces huit colonnes partielles et divergentes, qui agissaient sur un développement de quinze lieues, ne furent nulle part assez fortes pour anéantir les corps isolés qu'elles avaient à com-

battre. Les généraux Balland, Goguet et Fromentin se replièrent en bon ordre devant elles, derrière la rivière de Noirieu, et vinrent se reformer sur l'Oise. Landrecies fut investi par le corps hollandais; le prince de Cobourg prit une position d'observation à gauche entre Guise et Avesnes, et le duc d'York fut se placer à droite, vers Cambray. Le prince de Kaunitz fut détaché à gauche avec 25,000 hommes qu'il jeta au delà de la Sambre à Merbes, pour prendre position entre Beaumont et Boussu, et séparer Pichegru de l'armée des Ardennes.

1794 — an II. France.

Pendant ce dernier mouvement des alliés, le général Clairfait faisait, avec son corps d'armée, une reconnaissance générale sur toutes les positions des Français en avant de Lille, et s'avançait jusqu'au village d'Annapes.

En se postant sur la route d'Avesnes, Cobourg avait séparé les camps de Guise et de Maubeuge où quatre divisions de l'aile droite de Pichegru s'étaient réfugiées. Il était urgent pour elles de rétablir leurs communications par une attaque simultanée. La division Goguet, campée aux environs de Guise, qui prit seule part à ce mouvement mal exécuté, fut mise en déroute, le 20 avril, par les Autrichiens de Bellegarde, et son général fut tué par un des fuyards qu'il voulait ramener au combat. Le 24 le général Chapuis, sorti du camp de César, entre Cambray et Bouchain, à la tête de 8 à 10,000 hommes pour occuper le duc d'York pendant cette attaque, fut rejeté sur Bouchain. Déjà même ses troupes approchaient de Bouchain lorsqu'une terreur panique s'empara tout à coup des soldats, et jeta le plus grand désordre dans leurs rangs. Cet événement, attribué à la lâcheté ou à la malveillance de quelques charretiers d'artillerie, pensa avoir les plus funestes résultats. Les Autrichiens, qui avaient fait suivre les colonnes par quelque cavalerie, sabrèrent beaucoup de fuyards; mais la proximité de Bouchain, où le plus grand nombre de ces derniers vint chercher un asile, empêcha l'ennemi de tirer un plus grand parti d'un accident qu'il était bien loin de prévoir, d'après la vigueur avec laquelle il avait été attaqué le matin. Pichegru fit fusiller à Cambray les coupables auteurs de ce désordre extraordinaire. Les brigades Duhesme et Duvigneau furent les seules qui remplirent leur mission. La première, partie du camp de Maubeuge, força les postes de Fon-

1794 — an II. France. tenelle et de Garmouset; la seconde, partie du camp de Guise, repoussa les Autrichiens de la Capelle; elles réussirent à opérer leur jonction, et bien que leur attaque, dans la forêt de Nouvion, sur les retranchements du général Alvinzy, eût échoué, elles se maintinrent en avant de la Capelle, et rétablirent ainsi les communications des camps de Guise et de Maubeuge.

8 avril. (19 germin.) Piémont. *Prise d'Oneglia.* — Maîtres du pied des Alpes depuis le lac de Genève jusqu'à la Méditerranée, les Français menaçaient d'envahir incessamment le Piémont. Les événements de la guerre civile à Lyon et dans le midi de la France avaient arrêté les projets d'une invasion ultérieure dans les États du roi de Sardaigne, et réduit les troupes réparties en Savoie et dans le comté de Nice à l'état de défensive, par les détachements qu'elles avaient été obligées de fournir pour l'intérieur. La réduction de Lyon, la prise de Toulon, venaient de rendre aux armées des Alpes et d'Italie les forces qui en avaient été tirées pour ces deux opérations, et déjà ces armées auraient repris l'offensive, si le roi de Sardaigne n'eût appelé à son secours un corps autrichien, qui vint, comme nous l'avons déjà rapporté, renforcer l'armée sarde avant même que le gouvernement conventionnel n'eût pensé sérieusement à faire rentrer Toulon sous sa domination. On a vu que les premières tentatives de l'armée austro-sarde pour une diversion utile à la cause des alliés et des royalistes du Midi avaient échoué en Savoie et dans le comté de Nice. L'hiver avait forcé ces troupes de prendre leurs quartiers en Piémont.

Telle était, au mois d'avril 1794, la position de l'armée austro-sarde : sa droite se prolongeait sur les hauteurs en avant et au delà du petit Saint-Bernard, sa gauche sur le Tanaro, et le centre à Saint-Dalmazzo, en avant de Coni.

Du reste, la cour de Turin s'occupait avec activité des mesures nécessaires pour commencer la campagne avec succès. 15,000 jeunes gens avaient été appelés aux armes; soixante bataillons de milices s'organisaient dans les provinces, et vingt escadrons devaient augmenter la cavalerie sarde, déjà nombreuse. Une escadre anglaise croisait dans les mers de Toscane et de Gênes.

L'armée française dans le comté de Nice, renforcée par une grande partie des troupes employées au siége de Toulon, avait

déjà pris, dès l'année précédente, le nom d'Armée d'Italie, et le général Dumerbion la commandait en chef. 1794 — an II. Piémont.

Depuis longtemps le Comité de salut public méditait la conquête d'Oneglia, seule place qui restât au roi de Sardaigne pour communiquer avec l'île de ce nom et les Anglais, ses protecteurs. Oneglia était en outre l'asile de tous les corsaires et petits bâtiments de guerre des alliés, qui interceptaient de ce point la communication entre Marseille et Gênes. Le général Dumerbion reçut l'ordre d'entreprendre cette expédition, que commanda le général Masséna.

Pour parvenir par terre jusque sous les murs d'Oneglia, il était indispensable de traverser quelques lieues du territoire génois, au milieu duquel ce port est enclavé. Les commissaires conventionnels auprès de l'armée d'Italie firent la demande du passage sur les terres de Gênes au gouvernement de cette république; mais ils essuyèrent un refus des Génois, qui ne voulaient pas s'attirer l'inimitié des autres puissances belligérantes. Cette difficulté, qui aurait arrêté tout autre gouvernement, et qui serait devenue au moins l'objet d'une longue négociation, fut tranchée par les commissaires conventionnels. Le refus des Génois fut considéré comme un vieux préjugé qui n'était plus en harmonie avec les idées révolutionnaires. Les commissaires de la Convention promirent, dans une proclamation qu'ils adressèrent au peuple génois, que les Français ne commettraient envers lui aucune hostilité, et *respecteraient de la manière la plus absolue sa neutralité.* « La présence des soldats républicains, disaient les commissaires, ne doit point inquiéter les Génois. Les Français, en guerre avec les tyrans, qui ont follement conçu l'idée de les asservir, sont les amis du peuple. Les Génois trouveront dans chaque défenseur de la liberté un frère, un ami ardent et sincère, comme chaque Français trouvera en eux des hôtes bienveillants et humains. »

Le général Dumerbion, pour donner le change aux Austro-Sardes, fit emporter le champ de Fougasse, et fit forcer tous les postes aux environs de Breglio, tandis qu'une forte division, traversant le territoire génois, parut, le 7 avril, devant la ville d'Oneglia. Les Piémontais, instruits de la marche des Français, avaient occupé et fortifié le poste de Sainte-Agathe,

1794 — an II. Piémont.

point très-important pour défendre les approches de la ville. Sainte-Agathe est une hauteur escarpée et de l'accès le plus difficile. Les Français trouvèrent le moyen de conduire de l'artillerie à travers les rochers et les précipices les plus effrayants, et d'etablir des batteries pour foudroyer les retranchements élevés par les Piémontais. Le poste de Sain e-Agathe fut forcé après une assez courte résistance, et les troupes qui l'occupaient prirent la fuite. Les Français entrèrent dans Oneglia, qu'ils trouvèrent abandonnée par la plus grande partie de ses habitants. Épouvantés par la terreur que leur inspirait le nom français, les citoyens d'Oneglia croyaient voir des cannibales dans les soldats républicains; mais la conduite que ces derniers tinrent dans la ville après leur entrée, dissipa bientôt l'injuste prévention des habitants; et quelques jours suffirent pour faire revenir dans leurs foyers la presque totalité de ceux qui les avaient abandonnés sur des craintes aussi exagérées.

10 avril. (21 germin.) Espagne.

Combats de Belver et d'Urgel. — Le général Dagobert, aux Pyrénées-Orientales, avait réussi à chasser les Espagnols de la Cerdagne française. Ceux-ci, après plusieurs échecs, s'étaient retirés dans la position de Belver, d'où l'actif général entreprit encore de les débusquer. Une colonne française, partie le 7 avril de Puycerda, arriva au pied de Belver à la chute du jour. Une seconde colonne devait marcher pendant la nuit pour s'emparer du pont de Bart; mais le mauvais temps égara cette troupe, et l'empêcha d'arriver à sa destination. Ce contre-temps rendit encore plus glorieux le succès qu'obtint Dagobert. La position de Belver était formidable, et l'ennemi avait ajouté, aux difficultés du terrain, des retranchements hérissés d'artillerie.

L'attaque des républicains fut si vigoureuse, que les Espagnols ne purent tenir longtemps dans ce poste et l'abandonnèrent. Le pont de Bart, attaqué bientôt après par le général Charlet, eut le même sort. Les Espagnols, en quittant ce dernier poste, mirent le feu au magasin à poudre qui s'y trouvait. L'explosion eut lieu au moment où quatre canonniers français entraient pour le visiter. On parvint à tirer ces malheureux soldats des décombres sous lesquels ils étaient ensevelis. Aucun d'eux n'était mort, mais tous étaient grièvement blessés et horriblement défigurés.

Dagobert, voulant mettre à profit l'avantage qu'il venait d'obtenir, marcha de suite sur Urgel, et parut le 9 au soir sous les murs de cette ville. Depuis quelque temps l'intrépide général était atteint d'une fièvre violente qui n'avait pu lui rien faire perdre de son activité; il ne s'en rapportait qu'à lui-même pour le succès de l'entreprise qu'il avait méditée, et il voulut y assister en personne. 1794 — an II. Espagne

Urgel, situé dans un petit vallon, est dominé par un fort qui fait sa principale défense. Dagobert n'avait point de canons d'un assez gros calibre pour essayer de faire brèche aux remparts du fort. Il jugea donc inutile de tenter de s'en emparer, et se borna à attaquer la ville de nuit, pour l'occuper quelques instants, et y lever des contributions. Au signal convenu, les Français marchent sur Urgel, surprennent tous les postes extérieurs, et pénètrent en bon ordre dans la ville. Une contribution fut frappée et promptement remplie. Indépendamment de ce résultat, la prise d'Urgel valut aux Français sept pièces d'artillerie, des magasins et quelques centaines de prisonniers. L'invasion fut si prompte, que la garnison du fort ne put y mettre obstacle. Les Français évacuèrent de suite une ville dont l'occupation était incomplète, et même dangereuse, sans celle de la forteresse destinée à la protéger.

Ce succès fut le dernier qu'obtint le général Dagobert. L'expédition qu'il venait de faire avait redoublé sa fièvre, et il regagna Puycerda dans un tel état de faiblesse, qu'il ne quitta plus le lit, où il se mit en arrivant. Il mourut dans cette ville le 21 avril, à l'âge de soixante-quinze ans. Le général Dagobert était entré fort jeune au service; il avait fait la guerre de Sept ans. Il ne laissa pour héritage que les exemples de sa valeur et du désintéressement le plus rare. Sa pauvreté était telle, que les officiers se cotisèrent pour payer les frais de ses funérailles. La Convention décréta que son nom serait inscrit sur une colonne dans le Panthéon.

Prises d'Ormea, Garessio, etc. — L'occupation d'Oneglia par les Français ne fut que le prélude de nouveaux succès en Piémont. Le général Masséna s'était porté sur Loano, et s'en était emparé. Il marcha ensuite sur Ponte-di-Nave, sur le Tanaro. 17 avril. (28 germin.) Piémont.

Ce point important était défendu par 2,500 Autrichiens, aux

1794 — an II. Piémont. ordres du général Mercy-Argenteau, et par des retranchements garnis d'artillerie. Il fallait, pour y parvenir, traverser un terrain difficile, mais qui ne pouvait arrêter l'impétuosité française. Les retranchements de Ponte-di-Nave furent emportés après quelque résistance, et les Autrichiens culbutés sur Ormea et Garessio. Ces deux villes ne tardèrent pas à être occupées, et le général Masséna fit, à Ormea, 400 prisonniers. On trouva dans les deux places des magasins bien approvisionnés en vivres et en munitions, quarante barils de poudre, douze pièces de canon fondues sous le règne de Louis XIV, et trente mille fusils.

24 avril. (5 floréal.) *Prise du Mont-Valaisan et du petit Saint-Bernard.* — Les dernières opérations des Français dans le Piémont n'étaient qu'un prélude à un plan d'attaque générale sur toute la ligne sarde, depuis le Faussigny jusqu'au comté de Nice. Les Piémontais s'étaient fortifiés sur divers points, de manière à rendre difficile l'agression méditée. Au milieu des neiges éternelles, ils avaient élevé des redoutes formidables, et les avaient hérissées de canons, transportés à grandes peines sur des points presque inaccessibles.

Le général Dumas, qui commandait alors l'armée des Alpes, ordonna au général de brigade Basdelaune, qui occupait la Tarentaise, de se porter sur le Mont-Valaisan, et de s'en emparer, ainsi que du petit Saint-Bernard. Basdelaune, après avoir marché pendant deux jours au milieu des neiges et des précipices les plus effrayants, attaqua, le 24 avril, par leur droite et par leur gauche, les trois fortes redoutes du Mont-Valaisan au-dessus du Seer. Après une défense très-opiniâtre, et malgré le feu d'une artillerie à laquelle ils n'avaient à opposer que leur mousqueterie et leurs baïonnettes, les soldats français emportèrent ces retranchements et forcèrent les Piémontais à une retraite précipitée. La position du Mont-Valaisan est à peu près au même niveau de celle du petit Saint-Bernard qui l'avoisine. Basdelaune fit diriger les canons dont il venait de s'emparer dans les redoutes du Valaisan sur celle de la chapelle du petit Saint-Bernard. Les Piémontais qui occupaient ce poste, ainsi foudroyés par leur propre artillerie, ne purent résister à ses effets meurtriers, et n'attendirent point que les troupes françaises, continuant leur marche victorieuse, vinssent les chasser de cette

dernière position. Le général Basdelaune fit poursuivre les Piémontais à travers les rochers, l'espace de trois lieues; le sang des blessés indiquait, sur la neige, la trace des fuyards, dont on ramassa un grand nombre. Un bataillon du régiment de Boulonnais, les cinquièmes bataillons de l'Isère et de Rhône-et-Loire, et deux bataillons de nouvelles levées de la Côte-d'Or, se distinguèrent dans cette expédition, qui fit autant d'honneur à leur courage qu'à leur constance et à leur discipline. Le fruit de ce succès fut la possession de deux des plus importantes positions des Alpes savoyardes. Vingt pièces de canon, plusieurs obusiers, treize pièces d'artillerie de montagne, deux cents fusils et deux cents prisonniers, parmi lesquels se trouva le commandant piémontais, restèrent au pouvoir des Français. La Convention, sur le rapport de son commissaire Gaston, promut le général de brigade Basdelaune au grade de divisionnaire. 1794 - an II. Piémont.

Prise de Saorgio, Rocabigliera, Saint-Martin, etc. — L'armée d'Italie continuait, dans le comté de Nice, son mouvement offensif. Après la prise de Loano, d'Ormea et de Garessio, la division du général Masséna, qui formait la droite de l'armée, se rapprocha de la division du centre, aux ordres du général Macquart, afin d'aider cette dernière à s'emparer de Saorgio, point important situé dans les montagnes, sur la grande route de Nice à Turin, par le col de Tende. Les Piémontais gardaient ce débouché avec beaucoup de précaution, et avaient établi plusieurs camps et retranchements pour en défendre les approches. Le général en chef Dumerbion, résolu à attaquer Saorgio, fit marcher le général Macquart contre le camp de Raous, tandis que le général Masséna, tournant la position de Saorgio, attaquait le camp des Fourches. Ces deux camps furent forcés après une vigoureuse résistance, et les Piémontais se retirèrent dans les retranchements de la Briga et de Col-Ardente, qu'ils furent obligés d'abandonner. Pendant ce temps, la division de gauche, aux ordres du général Garnier, s'emparait des postes de Rocabigliera et de Saint-Martin, et cherchait à se mettre en communication avec la droite de l'armée des Alpes, par la vallée de Barcelonette. Ainsi les Piémontais furent battus sur tous les points avec une perte considérable. Soixante pièces de canon, une grande quantité de munitions de guerre, environ 29 avril. (10 floréal.) Comté de Nice.

1794 — an II. Nice. 2,000 prisonniers, furent le résultat de ces différentes affaires, qui furent assez meurtrières pour les Français. Le général de brigade Bruslé et l'adjudant général Langlois furent tués, le premier en chargeant à la tête de sa brigade, et Langlois en sautant le premier dans une redoute. La Convention, sur le rapport de ses commissaires à l'armée d'Italie, honora la mémoire de ces deux braves officiers.

26 avril. (7 floréal.) France. (Pyrénées.) *Combat sur la frontière du Béarn.* — Depuis le glorieux combat du camp des Sans-Culottes, l'armée des Pyrénées-Occidentales était restée dans un repos que les Espagnols n'avaient point osé troubler. La succession rapide des généraux envoyés pour la commander avait peut-être contribué, plus que toute autre cause, à l'inaction de cette armée. Le général Fregeville avait été remplacé par Dubouquet, qui le fut bientôt lui-même par un autre général, auquel succéda presque aussitôt le général Manco, récemment promu au grade de divisionnaire. L'armée ne s'élevait point, à cette époque, au delà de 12 à 15,000 hommes. Une division occupait, aux environs de Saint-Jean-Pied-de-Port, les postes de Blanc-Pignon, d'Arneguy et d'Iramenaca. Les Espagnols, supérieurs en nombre, après avoir, à différentes reprises, harcelé les Français pour les attirer dans la plaine et les engager à un combat décisif, se déterminèrent à les attaquer dans leurs positions. Le poste d'Arneguy, assailli le premier, n'était défendu que par deux compagnies de chasseurs basques. Trop faibles pour résister à un ennemi nombreux, les Basques se replient sur le rocher d'Arola. Favorisés par l'avantage du terrain, ils soutiennent, dans ce nouveau poste, le choc des Espagnols avec leur valeur accoutumée; cependant la crainte d'être tourné engage le commandant des deux compagnies à se retirer encore sur le poste de Roque-Luche.

Une autre colonne ennemie, forte de 4,000 hommes d'infanterie et de 150 chevaux, avec une pièce de six et un obusier, se présente à la descente de Blanc-Pignon, et se met en bataille sur la crête des hauteurs de Roque-Luche. Après une fusillade assez vive, les Français sortent de leurs retranchements, et marchent sur les Espagnols, au pas de charge et la baïonnette en avant. Les Espagnols, étonnés de ce mouvement offensif, se

défendent en hésitant. Ils sont bientôt repoussés et mis en déroute. Manco, qui se trouvait au poste de Blanc-Pignon, fait poursuivre l'ennemi avec vigueur, et lui tue beaucoup de traîneurs. 1794 — an II. France.

Une troisième colonne espagnole, dans les rangs de laquelle on comptait un grand nombre d'émigrés basques et autres, descendue des Aldudes, vient attaquer le poste d'Iramenaca, où les Français se défendent avec courage; mais bientôt ils sont forcés d'évacuer ce poste pour se replier sur ce même rocher d'Arola, où les Basques venaient de donner des preuves de leur valeur. Cette position eût peut-être encore été forcée par les Espagnols, si l'adjudant général Harispe [1] ne fût accouru à la tête de 400 hommes. Prenant les Espagnols à dos, Harispe les obligea à une retraite précipitée, et à laisser sur le terrain un grand nombre de morts et de blessés. On compta quatre-vingts émigrés tués dans cette dernière affaire; dix-sept furent faits prisonniers, et, d'après les ordres sévères de la Convention, ces malheureux Français portèrent, le lendemain, leur tête sur l'échafaud. Les républicains restèrent ainsi maîtres de leurs positions, après avoir donné, dans ces différentes affaires, de nouvelles preuves de leur intrépidité. Huit tirailleurs basques osèrent affronter, sur une hauteur, une colonne ennemie de 6 à 700 hommes, sans examiner s'ils étaient eux-mêmes soutenus, et l'empêchèrent de déboucher sur le point qu'elle voulait attaquer. Un vieillard basque, qui avait perdu ses armes dans le combat, aperçoit un Espagnol qui allait s'élancer sur lui; il le terrasse d'un coup de pierre, s'empare de son fusil et de son sabre, et le tue. Le même soldat avait fait, dans une action précédente, deux prisonniers de sa main.

Diversion en France, combats de Boussu, de Troisvilles, etc. — Depuis l'ouverture de la campagne, Pichegru avait suivi le plan tracé par le Comité de salut public et n'avait éprouvé que des revers. Jusqu'alors il n'avait opéré qu'au centre, et l'on a pu voir quels résultats avaient eus ses tentatives. Repoussé dans presque toutes ses attaques, il n'avait pu contrarier l'investissement de Landrecies. Après le combat 26 avril. (7 floréal.

[1] Depuis lieutenant général, et l'un des officiers distingués de l'armée.

1794 — an II. France.

du 24, le général français s'était porté du côté de cette place, pour protéger une sortie de la garnison ; mais ses efforts avaient été sans succès, et il avait eu la douleur de voir commencer sous ses yeux le bombardement de cette forteresse. Convaincu désormais de l'inutilité de ses tentatives sur ce point, Pichegru proposa, dit-on, au Comité de salut public de changer son plan d'opérations, et de porter toute l'activité de la guerre sur un autre terrain. Cette proposition ayant été agréée par ce comité dirigeant, Pichegru se mit en devoir d'opérer l'importante diversion dont on veut qu'il soit l'inventeur. Voici, à cet égard, le jugement porté par un de nos écrivains militaires les plus judicieux, le général Jomini :

« Il serait difficile de dire si c'est à Pichegru qu'il faut attribuer l'idée de l'invasion de la Flandre, ou si c'est au Comité de salut public. On ne peut pas même affirmer l'époque à laquelle elle fut résolue. On a assuré que Pichegru, après les premières tentatives infructueuses de son centre, l'avait ordonnée lui-même, comme le seul moyen de réussir..... Il me paraît qu'on ne doit pas trop se disputer cette combinaison. Il s'agissait de faire, avec 50,000 hommes, une diversion de Lille sur Courtray, pour attirer l'attention des alliés sur ce point, et dégager Landrecies. C'était, dans tous les cas, hasarder beaucoup pour un résultat très-mince ; car cette colonne devait filer entre la mer et une armée qui pouvait rassembler 120,000 combattants, qui aurait pu lui faire payer cher une entreprise conçue contre tous les principes des lignes d'opération. On a fait beaucoup trop de bruit de cette diversion, qui réussit par les fautes inouïes de ceux qui avaient tous les moyens de la déjouer..... »

Quoi qu'il en soit, Pichegru, en ordonnant sa diversion, avait en même temps, et pour la protéger, proposé d'attaquer les alliés sur toute la ligne, depuis Dunkerque jusqu'à la Meuse.

Nous avons déjà dit que les attaques par le centre de l'armée du Nord, du 19 au 24 avril, furent repoussées sur tous les points.

L'armée des Ardennes, forte de 30,000 hommes, commandée par le général Charbonnier, et postée sur la gauche de Philippeville, devait opérer sa jonction avec l'armée du Nord, vers Beaumont. Mais il était nécessaire de s'emparer auparavant des

hauteurs de Boussu, occupées par un corps autrichien aux ordres du général prince de Kaunitz. Les hauteurs de Boussu étaient célèbres pour avoir été, cent ans auparavant, le théâtre d'une défaite éprouvée par les Français en voulant forcer cette même position. Charbonnier fit attaquer les hauteurs en même temps qu'il s'avançait lui-même dans la plaine pour combattre une division ennemie venue à sa rencontre. La cavalerie autrichienne obtint d'abord quelques succès; mais bientôt, chargée à la baïonnette par l'infanterie française, composée en grande partie de grenadiers, elle abandonne le champ de bataille, couvert de ses morts et de ses blessés. Charbonnier arrive alors pour soutenir les troupes qui attaquaient les hauteurs. Ces dernières sont emportées après un combat très-meurtrier. Pendant ce temps, le général Desjardins, qui arrivait du camp de Maubeuge, attaquait Beaumont, que les Autrichiens évacuèrent pendant la nuit. Le 27, l'armée des Ardennes fit à Beaumont même sa jonction avec l'armée du Nord.

1794 — an II. France.

Tandis que le général Charbonnier réussissait ainsi dans l'opération qui lui avait été ordonnée, le centre de l'armée du Nord éprouvait encore un nouvel échec, qui devait confirmer le général Pichegru dans la résolution de porter sur un autre point le théâtre de ses opérations. Le général Chapuis, commandant le centre, avait rassemblé environ 30,000 hommes, tirés du camp de César et des environs, et les avait postés auprès de Cambray pour attaquer le duc d'York à Troisvilles. Ce mouvement était combiné avec un autre ordonné contre le prince de Cobourg vers Priches et Fay-la-Ville, et avec la diversion que le général en chef opérait à trente lieues de là sur le corps morcelé du général Clairfait.

Le combat de Troisvilles ou de Catillon, car on lui donna ces deux noms, fut vif et sanglant. Le duc d'York s'était retranché dans une position masquée et protégée par des batteries. Les troupes de Chapuis furent reçues vigoureusement par l'infanterie anglaise, tandis que le prince Schwarzemberg, à la tête des cuirassiers de Zeschwitz, et soutenu par les gardes anglaises et un régiment de chevau-légers, les tournait par derrière. Le corps du général Otto les déborda en même temps sur leur flanc, et acheva de les mettre en déroute. Les Français per-

1794 — an II. France. dirent en cette affaire le général Chapuis, 4,000 hommes, trente-cinq pièces de canon, et furent poursuivis jusqu'à Cambray et Ligny.

L'attaque sur le prince de Cobourg n'eut pas une issue plus heureuse. Le corps autrichien, composé de quatre divisions, repoussa les Français avec une perte considérable, et l'honneur de leur défaite fut dû en partie à l'archiduc Charles, qui dès lors se faisait remarquer par sa valeur et ses talents militaires.

Les généraux alliés trouvèrent sur le général Chapuis des dépêches du général Pichegru, qui leur apprirent tout le projet de diversion en Flandre. Cette circonstance donnait aux coalisés les moyens de faire échouer l'entreprise du général français, en les mettant à même de porter, encore en temps utile, des forces suffisantes sur le point menacé. Mais, craignant sans doute d'affaiblir trop leur armée devant Landrecies, qui était sur le point de capituler, ils se bornèrent à envoyer, le soir même du combat de Troisvilles, le général Erskine, avec sept bataillons et six escadrons, pour courir à marches forcées au secours du général Clairfait. Ce faible renfort n'était pas capable d'empêcher la défaite du général autrichien, et encore le général Erskine arriva-t-il trop tard.

30 avril. (11 floréal.) Belgique. *Combats en avant de Menin, et prise de cette ville.* — Pendant que l'armée des Ardennes et le centre de l'armée du Nord combattaient avec des chances si différentes, le corps d'armée destiné par Pichegru à faire, dans la Flandre autrichienne, l'invasion projetée, avait commencé son mouvement. Ce corps, composé de deux fortes divisions aux ordres des généraux Souham et Moreau, comptait près de 50,000 hommes. Souham s'était avancé, avec 30,000 hommes, de Lille sur Courtray, avait forcé tous les postes placés sur son passage, et après avoir battu les Autrichiens campés aux environs de cette dernière ville, leur avait fait des prisonniers et enlevé des pièces de canon; il était entré dans la place le soir même.

De son côté, le général Moreau, à la tête de 20,000 hommes, avait marché sur les deux rives de la Lys, s'était présenté devant Menin, et en avait formé de suite l'investissement.

Le général Clairfait, qui avait pris le change par des démonstrations faites, dès le 23 avril, sur Denain, et qui s'y

était porté avec une grande partie de son corps, s'aperçut trop tard de son erreur, et se hâta de revenir sur Tournay, où il rassembla en grande hâte toutes ses troupes, pour s'opposer à la marche du corps d'armée d'invasion.

1794 — an II. Belgique.

Il vint camper, le 28 avril, à Moëscroën et aux moulins de Castel. Cette position menaçait les communications de la division Souham avec Lille; mais le général Clairfait ne pouvait pas espérer que ses 18,000 hommes en imposassent aux 50,000 qui se trouvaient réunis contre lui.

Le 29, Souham commença l'attaque par les moulins de Castel. Après avoir replié tous les avant-postes autrichiens, les Français attaquèrent avec beaucoup de vigueur les retranchements de Castel, garnis d'une nombreuse artillerie. Après une résistance qui dura plus de quatre heures, les hauteurs de Moëscroën furent emportées à la baïonnette par les brigades Macdonald, Jardon et Daendels, tandis que la brigade Bertin les tournait par la droite. Clerfait, blessé dans l'action, se retira sur Tournay, laissant entre les mains du vainqueur 1,200 prisonniers, trente-deux canons et cinq drapeaux. Un régiment français avait perdu ses deux pièces de campagne dans une affaire précédente, et Pichegru avait fait mettre à cette occasion, à l'ordre de l'armée, que les corps qui perdraient leurs canons n'en obtiendraient plus à moins qu'ils ne les reprissent sur l'ennemi; le régiment dont nous parlons en prit quatre au combat de Castel.

Moreau, qui avait contribué à cette victoire en contenant les Hanovriens du général Wangenheim, forçait ce dernier, après un combat opiniâtre, à se retirer à Deynse, avec une perte considérable.

Les faux calculs des coalisés avaient ainsi fait tourner contre eux une manœuvre hasardée. Le 29 au soir, Moreau somma Menin, dont il avait déjà fait commencer le bombardement. Le général hanovrien Hammerstein, qui se trouvait renfermé dans la place avec sa division, répondit convenablement à cette sommation. Les soldats français, électrisés par les succès de la journée, demandèrent à grands cris qu'on les conduisît à l'assaut; mais le général Moreau, tout en appréciant l'enthousiasme de ces braves, leur fit observer, par l'organe du général Vandamme, que la profondeur des fossés et la hauteur des rem-

1794 — an II. Belgique. parts, qui n'étaient point encore battus en brèche, ne lui permettaient point de céder à leur ardeur. Quelques compagnies de grenadiers insistèrent : « Laissez-nous commencer l'attaque, disaient-ils à leur général ; nos corps serviront de fascines pour combler les fossés, et nos camarades escaladeront les remparts. » On conçoit que le sage Moreau persista dans son refus ; mais que ne devait-il pas espérer avec de tels soldats!!!

Cependant le général Hammerstein venait de prendre une détermination hardie, digne d'un brave tel que lui, et du courage des soldats qu'il commandait. Désespérant d'être secouru, et ne voulant point exposer au ressentiment des assiégeants un grand nombre de Français émigrés qu'il avait dans sa division, il sort, dans la nuit du 30 avril, avec 3,000 et quelques cents hommes qui faisaient toutes ses forces, culbute le cordon qui l'entourait, tue et prend beaucoup de monde, enlève même quelques pièces de canon, et se retire, presque sans perte, sur Bruges. Menin ouvrit ses portes dans la matinée ; les Français y trouvèrent une artillerie nombreuse, des munitions de guerre et des vivres.

30 avril. (11 floréal.) France. *Prise de Landrecies par les coalisés.* — Le mouvement offensif de la gauche de l'armée du Nord avait pour but, comme nous l'avons déjà dit, d'attirer de ce côté une partie des forces des alliés, et de faire une diversion qui pût mettre le général Pichegru à même de faire lever le siége de Landrecies ; mais on a vu que l'ennemi, se contentant d'envoyer un faible secours au général Clairfait, n'avait point voulu diminuer les moyens qu'il employait pour réduire la place assiégée. Le moment où cette dernière allait succomber était arrivé.

Menacée dès le mois de janvier, investie ensuite partiellement, Landrecies avait été entièrement entourée le 17 avril, après le combat de Noirieu. Une partie des habitants du district d'Avesnes s'étaient levés en masse pour secourir la ville assiégée, et s'y étaient renfermés, se dévouant ainsi à toutes les horreurs d'un siége pour faire preuve de zèle et de dévouement à la patrie. La garnison, forte de 4,000 et quelques cents hommes, essaya de faire une sortie le 25 avril ; mais elle fut repoussée dans la place, malgré toute la valeur du détachement, qui enleva plusieurs postes et tua beaucoup de monde aux assiégeants.

Le bombardement commença le 26 ; plus de cent bouches à feu portèrent à la fois le ravage et l'incendie dans la ville. Au bout de vingt-quatre heures, la plupart des édifices étaient en feu, et le magasin à poudre sauta avec une explosion épouvantable. Une compagnie de canonniers, composée d'habitants de Landrecies, chargée de la défense du bastion du Moulin, périt presque tout entière par cette explosion. Les femmes de la ville montrèrent un grand dévouement. Elles relevaient les blessés, et les transportaient sous les blindages, pour en prendre soin. Plusieurs d'entre elles, victimes de ces actes d'humanité, furent tuées ou blessées en les exerçant. 1794 — an II. France.

La garnison ayant perdu toute espérance d'être secourue, et l'intérieur de Landrecies n'offrant plus, pour ainsi dire, qu'un amas de ruines, capitula le 30 avril, et resta prisonnière de guerre. Soit délire, soit confiance dans la diversion que Pichegru opérait en ce moment dans la Flandre autrichienne, le Comité de salut public, par l'organe de Barrère, annonça avec une sorte d'emphase la prise de Landrecies à la tribune de la Convention. Le fougueux déclamateur s'écria, dans son style démagogique, « que les rois seuls taisaient la vérité ; mais que les républicains avaient intérêt à la divulguer tout entière, et que la nouvelle de la prise de Landrecies allait susciter aux coalisés plus d'ennemis qu'ils n'avaient fait de prisonniers dans cette place ! »

Combat de Challans. — Le bruit que les coalisés devaient opérer un débarquement de troupes sur les côtes vendéennes, pour appuyer la marche de leur armée sur Paris, avait pénétré dans le pays insurgé. Cette nouvelle avait augmenté le zèle et l'ardeur des chefs royalistes, et avait recruté leurs forces. Charette et Stofflet, longtemps désunis par une rivalité mal entendue, avaient enfin senti le besoin de se réunir et d'agir de concert. Le fameux curé de Saint-Laud d'Angers, l'abbé Bernier, fut le principal moteur de cette réunion. Voici le portrait qu'a tracé de ce prêtre un historien qui paraît l'avoir connu et étudié plus particulièrement ; ce témoignage sera d'autant moins suspect, que l'écrivain apologiste de Charette se montre toujours un des plus zélés partisans de la cause royale : 30 avril. (11 floréal.) Vendée.

« Avec un génie ardent, une ambition démesurée, de l'in-

1794 — an II. Vendée.

trigue, et fort du sentiment qu'il était propre à de grandes choses, l'abbé Bernier passa, en 1793, dans la Vendée, et s'attacha de préférence à l'armée d'Anjou, qui lui offrait plus de ressources par le crédit dont il jouissait auprès des principaux chefs. Il y exerça sous certains rapports, et ensuite en tout, l'influence que lui donnaient ses talents. Écrivain, administrateur, magistrat suprême dans l'ordre civil, opinant dans les conseils militaires, agioteur, tantôt royaliste, tantôt républicain, ou plutôt n'étant ni l'un ni l'autre, servant et trompant les deux partis au gré des circonstances, de ses ressentiments, de son ambition et des moyens de fortune qui semblaient s'offrir à lui; ministre de paix dans la chaire de vérité, ministre de sang aux jours de combat; faisant périr les uns, sauvant la vie aux autres..... »

Bernier, après la destruction de l'armée royale d'outre-Loire, était venu offrir ses services à Charette; mais ce dernier, soit scrupule religieux occasionné par la réputation de mauvaises mœurs qui précédait le curé de Saint-Laud, soit jalousie de ses talents et de son ambition, reçut l'aumônier de l'armée catholique avec beaucoup de froideur, et ne fit pas grand effort pour le retenir auprès de lui. « Il faut, disait le général vendéen, qu'un prêtre soit à l'autel, comme un général à la tête de son armée et dans son conseil. » L'abbé Bernier, mécontent de cette réception, eut cependant l'adresse de persuader à Charette qu'il devenait indispensable de réunir les deux corps d'armée agissant pour la cause royale, dans un moment où l'annonce d'un puissant secours étranger allait encore doubler le courage et le dévouement des fidèles royalistes. Le but caché du curé de Saint-Laud était d'amener Charette sous le commandement de Stofflet, sur lequel il exerçait une grande influence, et qui le regardait comme un bon génie envoyé du ciel pour protéger ses armes, et le diriger dans le chemin de la gloire.

L'entrevue, entre les deux généraux vendéens, eut lieu au bourg de Cerisay. Le plan de campagne arrêté pour la défense des pays insurgés fut que l'on commencerait par attaquer les colonnes républicaines qui ravageaient le territoire de l'armée de Stofflet, territoire le plus abondant en subsistances; qu'on tenterait ensuite de chasser toutes les garnisons qui se trouvaient

sur la rive gauche de la Loire, et que la séparation n'aurait lieu qu'après ces opérations. Cette conférence fut terminée par un acte que signèrent les deux généraux et Bernard de Marigny, qui y avait assisté. Cet acte portait que tout ce qui serait décidé dans le conseil des armées réunies ferait loi pour tous les chefs; qu'ils ne serait rien entrepris pour la cause commune sans leur concours, et que tout contrevenant serait puni de mort. 1794 — an II. Vendée.

Dans cette première conférence, qui fut suivie de plusieurs autres, Charette proposa de réunir sous le commandement d'un généralissime, comme ils avaient été sous Cathelineau, d'Elbée et Laroche-Jacquelein, les différents corps vendéens; mais le curé Bernier craignant que le choix, en tombant sur Charette, contre lequel il nourrissait un secret ressentiment, ne lui fît perdre à lui-même toute l'influence qu'il exerçait sur les actions de Stofflet, mit tout en œuvre pour dissuader ce dernier de se prêter à cette disposition. Les raisonnements qu'il employa à cet effet l'emportèrent, dans l'esprit de Stofflet, qu'une ambition rivale mettait sans cesse en opposition avec Charette, sur toute autre considération d'intérêt général; et la proposition, peut-être intéressée du dernier, fut abandonnée.

Après la réunion des deux troupes de Charette et de Stofflet, il n'y eut, jusqu'à la fin d'avril, aucun engagement remarquable avec les républicains. Les versions contradictoires qui existent sur un prétendu combat très-sanglant qui eût lieu aux environs du bourg Chaudron, et le manque de documents qui puissent nous permettre de comparer ces mêmes versions, nous forcent de passer cet événement sous silence pour arriver au combat de Challans, qui se livra, le 30 avril, sous les murs de cette petite ville.

Charette avait fait inviter Stofflet à joindre ses forces aux siennes et à celles de Sapineau, pour attaquer Challans, que défendait le général Dutruy avec une garnison assez considérable. Guérin, qui commandait l'avant-garde de Charette, culbute les avant-postes républicains, et les pousse jusque dans la place. En même temps Stofflet disposait son attaque sur la gauche, et Charette s'avançait par la route de Mache-

1794 — an II. Vendée. coul, pour couper la retraite aux patriotes. Un fort détachement de cavalerie, sorti de Challans, fond sur Guérin, qui s'était trop engagé, et qui résiste d'abord avec beaucoup d'intrépidité; mais bientôt, secondés par une colonne d'infanterie, les cavaliers républicains renouvellent leur charge, mettent le désordre dans les rangs vendéens, et dispersent la troupe de Guérin. Le mouvement rétrograde de ce chef entraîna la colonne que commandait Charette, et obligea ce dernier à opérer sa retraite. Stofflet, ne se sentant plus assez fort pour continuer l'attaque, prit également le parti de se retirer; mais, poursuivi par les républicains, il perdit, avant de gagner le village de la Bésilière, un convoi de vivres, perte bien sensible dans un pays ravagé et dénué de ressources. Charette se vit dans l'obligation de partager le pain de ses soldats avec ceux de Stofflet.

1er mai. (12 floréal.) France. (Pyrénées.) *Combat du camp de Boulou.* — Le général Dugommier, déjà célèbre par ses succès dans les Alpes, et plus encore par la reprise de Toulon sur les Anglais, avait succédé au général Dagobert, mort après la prise d'Urgel. Maîtres de Collioure, de Port-Vendres et du fort Saint-Elme, les Espagnols occupaient, au nombre de plus de 30,000 hommes, toute la partie des Pyrénées qu'arrose le Tech; et s'étendant par une longue chaîne de postes successifs sur la rive gauche de cette rivière, ils couvraient ainsi les places dont ils s'étaient emparés, et garantissaient la frontière maritime de toute invasion. Le marquis de las Amarillas commanda d'abord l'armée espagnole pendant les premières opérations de Dugommier contre cette dernière. Le marquis, que les relations espagnoles peignent comme un officier plus propre à briller à la cour qu'à diriger habilement une armée, au lieu de réunir une masse de troupes pour opposer un point central de résistance aux Français, avait disséminé ses forces dans tous les lieux que Dugommier paraissait vouloir menacer, et manœuvrait comme si, inférieur en nombre à son ennemi, il eût été réduit au simple rôle de partisan. Le général français se disposait à tirer avantage de l'impéritie de son adversaire; et déjà, par quelques légers succès, il avait préludé à de plus grands, lorsque la cour de Madrid, mieux éclairée sur ses propres intérêts, remplaça le marquis de las Amarillas par le comte de la Union.

Ce nouveau général en chef avait déjà fait preuve de talent comme divisionnaire, et jouissait dans l'armée espagnole d'une réputation méritée. Sans être effrayé lui-même de la renommée de son antagoniste, apportée en Espagne par les troupes vaincues par Dugommier sous les murs de Toulon, le comte de la Union commença l'exercice de son commandement par faire une reconnaissance générale sur toute la ligne française. Cette opération suffit pour lui démontrer combien celles de son prédécesseur avaient été vicieuses, et il s'appliqua à réparer le mal déjà fait. Il resserra davantage ses forces, et s'efforça de les concentrer avec autant de soin que las Amarillas en avait mis à les éparpiller. Il réunit le gros de l'armée espagnole dans la plaine de Boulou, et s'enferma dans des lignes fortifiées et garnies d'artillerie. Deux redoutes, celles de Montesquiou et de la Trompette, construites avec le plus grand soin, couvrirent le flanc droit du camp, le plus exposé aux attaques des Français. La gauche des Espagnols s'étendait depuis Céret jusqu'à Oms, et leur droite s'appuyait sur Collioure et Port-Vendres.

1794 — an II. France.

Cependant le Comité de salut public envoyait courriers sur courriers au général Dugommier pour lui faire attaquer les deux places que nous venons de nommer. Le général, qui connaissait tout l'inconvénient du plan tracé par le Comité, se détermina à n'agir que d'après ses propres vues, en attaquant les Espagnols dans leur position de Boulou. Il chercha d'abord à donner le change à ces derniers, en ébranlant sa droite, et en y attirant une partie des forces de son ennemi. Ce mouvement occasionna le combat d'Oms, où la gauche du comte de la Union fut défaite, le 28 avril.

Le 30, l'attaque fut générale sur toute la ligne. La division du général Pérignon, forte de 6,000 hommes d'infanterie et de 1,000 chevaux, passa le Tech à Saint-Jean-de-Pages et Baynyuls-les-Aspres. Le but de ce mouvement était de s'emparer des redoutes de la Trompette et de Montesquiou, afin de couper la droite des Espagnols par le centre de la ligne, et d'empêcher ainsi la retraite des troupes du camp sur Bellegarde. Une colonne se portait en même temps sur Baynyuls, pour menacer les Espagnols, postés sur les deux rives du Tech. La bri-

1794 — an II. France.

gade du général Martin, dépassant le centre de l'armée par une marche brusque et forcée, devait gagner le sommet des Albères, pour s'emparer de cette position. Tous ces mouvements s'exécutèrent avec une grande précision. Le général Pérignon attaqua la redoute de la Trompette avec la plus grande résolution. En vain le commandant espagnol opposa-t-il une vive résistance, la redoute fut emportée, malgré le secours qu'amenait le prince de Monfortes. Une autre partie de la même division Pérignon effectuait en même temps l'attaque de la redoute de Montesquiou, où les Espagnols se défendirent avec encore plus d'opiniâtreté qu'à la Trompette. Après plusieurs heures de combat, les Français n'avaient pu parvenir à forcer les premiers retranchements, lorsque le général Pérignon fit marcher à leur secours une partie des troupes qui venaient de s'emparer de la première redoute. Ce renfort décida la prise de la seconde redoute, qui fut bientôt assaillie et enlevée par les grenadiers français. Le commandant espagnol don Francisco Vénégas fut blessé de deux coups de feu dans cette action.

Il était nuit, et les feux allumés par le général Martin sur la hauteur des Albères annonçaient la réussite de cette troisième attaque. Baynyuls avait été également forcé, et la division de gauche avait pris position près de ce village, attendant le jour avec une grande impatience.

Le 1er mai, à cinq heures du matin, les Français marchent sur les deux rives du Tech, et attaquent simultanément le camp de Boulou. L'alarme était répandue parmi les troupes qui le défendaient. La prise des deux redoutes, l'occupation des Albères, avaient paralysé leur courage. La terreur augmenta lorsqu'on apprit que le chemin de Bellegarde était occupé par une colonne française. Ce chemin était le seul qui pût encore offrir une retraite facile. La nouvelle qu'il était coupé ôtait toute espérance de salut : aussi la déroute qui s'en suivit fut-elle une des plus complètes que l'histoire militaire nous retrace, et quelques écrivains n'ont pas craint de la mettre en parallèle avec celle de Rosbach. Le comte de la Union ne parvint à rallier ses troupes que plusieurs jours après, sous les murs de Figuières. Cependant ce général avait eu la précaution de faire porter au général Navarro l'ordre d'abandonner

Bagnols-de-Marende et Argelès, de se mettre en mesure de conserver Collioure et Port-Vendres, et de lui envoyer de suite 500 chevaux, avant que le col de Bagnols fût occupé par les Français. Si le général Navarro n'eût pas exécuté ce dernier ordre avec ponctualité, la Union se serait trouvé dans la nécessité d'abandonner Figuières. 1794 — an II. France.

C'est ainsi que Dugommier n'avait pas craint d'écarter le plan du Comité de salut public, auquel il était si dangereux de désobéir; mais le succès fit excuser la témérité du général, et la Convention, dans son enthousiasme, décréta que Dugommier et l'armée sous ses ordres avaient bien mérité de la patrie. Les Français venaient en effet de combattre, dans ces deux journées, avec une intrépidité et un dévouement dignes des plus grands éloges. Entre autres traits particuliers, on a cité celui-ci, qui mérite de trouver place dans nos annales :

Au moment où les Espagnols, obligés de fuir, passaient le Tech pour se dérober à la poursuite du vainqueur, Baudrier, fusilier au 28e régiment, s'élance dans la rivière, la passe à la nage, et perd son fusil dans la traversée. Parvenu sur le bord opposé, il s'attache à la poursuite de trois Espagnols qui continuaient à fuir. Il atteint le dernier, s'empare de sa baïonnette, et le poignarde. Il prend ensuite le fusil du mort, tire sur le second Espagnol, le tue; et, sans se donner le temps de recharger son arme, il assomme le troisième à coups de crosse.

La perte des Espagnols fut très-considérable; ils laissèrent sur le champ de bataille et dans les montagnes un grand nombre de morts, et près de 2,000 hommes dans les mains de leurs ennemis.

Dugommier ne perdit point de temps, et sut mettre a profit la victoire de Boulou. Il donna l'ordre au général Augereau de remonter la vallée du Tech vers Prats-de-Mollo, de traverser les montagnes de Saint-Laurent de Cerda, et d'attaquer les Espagnols sur la Mouga.

Augereau arriva le 6 mai devant le bourg de Saint-Laurent, situé sur cette rivière, à la tête de 4,000 hommes. Saint-Laurent de la Mouga est ceint de murs, et renfermait alors une fonderie considérable et plusieurs fabriques de drap. Augereau

1794 — an II. France. s'en empara après quelque résistance de la part d'un détachement qu'y avait jeté le comte de la Union.

La prise de ce bourg fut très-avantageuse aux Français. Le drap servit à habiller les troupes, qui avaient un grand besoin de vêtements, et la fonderie approvisionna l'artillerie d'une grande quantité de projectiles. Cet établissement, qui avait coûté, dit-on, plus de 6,000,000 à l'Espagne, servait à l'approvisionnement de la plupart des places fortes de la Catalogne. On y trouva quatre pièces de canon, deux obusiers, deux pièces françaises, quarante mille boulets de tout calibre, et cinq cents bombes ou obus.

Après cette expédition, le général Dugommier redoubla ses préparatifs pour assiéger Bellegarde, Collioure et les autres places françaises que tenaient encore les Espagnols.

8 mai. (19 floréal.) Comté de Nice. *Combat de la Briga.*—L'armée d'Italie continuait avec succès son mouvement offensif. Après la prise de Saorgio, les Piémontais s'étaient retranchés sur les hauteurs qui dominent l'embranchement des chemins du col de Tende. Cette position pouvait empêcher la communication du centre et de la droite des Français entre eux. Les généraux Masséna et Macquart, qui commandaient ces deux divisions, reçurent l'ordre d'attaquer les Piémontais. Le premier attaqua les retranchements qui défendaient la Briga sur la route principale du col de Tende. Le défaut d'artillerie, dans la colonne française, rendit ces efforts inutiles. Le général Masséna, formant un détachement de grenadiers et chasseurs, essaya de les renouveler ; mais, convaincu bientôt de l'inutilité de cette attaque de front, il fait tourner la redoute, par les montagnes, à l'entrée de la nuit. Sa manœuvre, aperçue des Piémontais, les détermina à la retraite.

Pendant ce temps, le général Macquart attaquait les hauteurs en avant du village de Tende, et parvenait à s'en emparer. Les Piémontais, au nombre de plus de 8,000 combattants, furent ainsi obligés de se retirer jusqu'au col de Tende, et s'y fortifièrent pour couvrir cette entrée du Piémont.

8 mai. (19 floréal.) Piémont. *Combats dans les Alpes, et prise du mont Cénis.* — Après la prise du mont Valaisan et du petit Saint-Bernard, il restait encore à l'armée des Alpes à s'emparer du mont Cénis, pour compléter la libre et entière occupation de la Savoie, en enlevant

aux Piémontais tous les moyens de déboucher dans ce duché à leur volonté, et en les forçant à cantonner dans les plaines du Piémont. Le poste important de la Tuile, au-dessus du mont Valaisan, fut attaqué le 27 avril, et pris sans beaucoup de résistance. Les troupes qui le défendaient se retirèrent dans la ville d'Aoste, sur la Dora-Baltea en Piémont. 1794 — an II. Piémont.

L'intention du Comité de salut public avait été que le général Alexandre Dumas, commandant l'armée des Alpes, fît l'ouverture de la campagne par l'attaque du mont Cénis, le passage le plus fréquenté pour se rendre de France en Italie. Jusqu'alors la saison n'avait pas permis de commencer cette opération avec succès. Plusieurs tentatives trop précipitées avaient échoué, et le général Sarret avait perdu la vie dans une première entreprise pendant le mois de février; son corps s'était perdu dans les neiges. Le retour du printemps permit au général Dumas d'essayer cette expédition, que la fonte d'une grande partie des neiges rendait plus facile. Il fit attaquer et replier tous les postes occupés par les Piémontais pour défendre l'approche du mont Cénis. Les retranchements élevés sur divers points de cette montagne furent assaillis et emportés avec la plus grande impétuosité. Pour faciliter cette expédition, le général Dumas fit réunir à Briançon un corps de 3,000 hommes, qui, après s'être emparé de Pras, du fort Mirabouc, se porta dans les vallées de Bardonèche et de Césane, prit Oulx, occupa Fenestrelle, et s'avança presque sous le canon d'Exiles.

Tandis que le mont Cénis était enlevé au centre, une autre colonne de l'armée des Alpes, passant par le col d'Argentière, en avant de Barcelonnette, s'emparait du poste des Barricades, envahissait la vallée de la Stura, et mettait presque ainsi l'armée des Alpes en communication avec l'armée d'Italie, dont l'extrême gauche était au-dessus du petit village d'Isola, vers Saint-Dalmatio-Salvatico.

Prise de Thuin. — Le général Pichegru, plus que jamais convaincu de l'inutilité, du danger même d'opérer sur le centre de la ligne ennemie, et de l'avantage qu'il retirerait en agissant à la fois sur ses deux ailes, ne laissa que les garnisons nécessaires dans les places de Saint-Quentin, Péronne, Guise et autres villes du centre, fit venir 20,000 hommes des troupes qui 10 mai. (21 floréal.) Belgique

1794 — an II. Belgique. avaient été battues à Cambray, et envoya une division, commandée par le général Desjardins, sur la Sambre, à l'effet d'appuyer les mouvements de l'armée des Ardennes.

Le général Charbonnier, après s'être emparé de Boussu, où il avait fait camper ses troupes, ordonna au général Marceau de marcher sur la petite ville de Thuin, sur la Sambre. Les Autrichiens postés en avant de cette place, qu'ils avaient retranchée et fortifiée pour défendre le passage de la Sambre, n'opposèrent qu'une faible résistance à l'avant-garde, et se hâtèrent de se renfermer dans la ville. Marceau ne tarda pas à faire attaquer cette dernière, et, quoiqu'il n'eût point assez d'artillerie pour faire taire celle de l'ennemi, plein de confiance dans l'intrépidité de ses soldats, il leur ordonne de s'emparer des retranchements. Il est obéi. Tous les ouvrages qui défendaient Thuin sont emportés, et les Autrichiens, après une perte assez considérable en morts et en blessés, évacuent cette ville le 10 mai.

Le lendemain, le général Charbonnier fit passer la Sambre à son armée, et continua son invasion dans le comté de Namur.

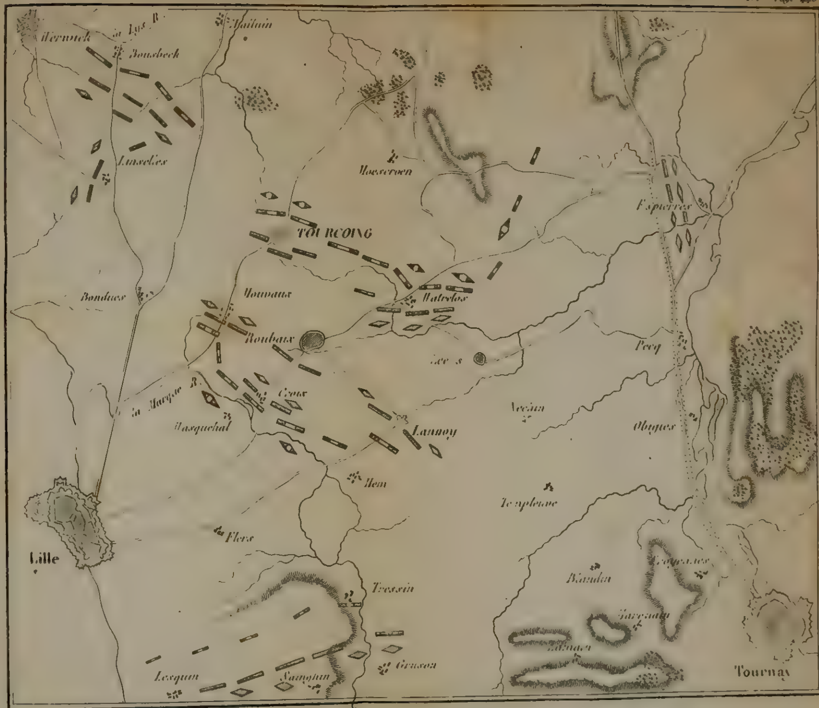
11 mai. (22 floréal.) *Combat de Courtray.* — Les alliés ne tardèrent point à s'apercevoir des intentions du général Pichegru. Maîtres de Landrecies, ils se décidèrent enfin à mettre leur armée en mouvement. Le prince d'Orange, avec les Hollandais, la division autrichienne de la Tour et quelques troupes de la réserve, marcha pour renforcer, sur la Sambre, le corps du prince de Kaunitz. L'archiduc Charles, avec un corps assez nombreux, se porta sur Saint-Amand, tandis que Denain fut occupé par quelques bataillons et escadrons autrichiens; et le corps hessois du général Kinsky se dirigea de ce dernier point sur Tournay, avec 5 à 6,000 hommes.

Pendant ces mouvements, trop décousus pour amener de grands résultats, le général Clairfait, que les combats de Castel et de Moëscroën n'avaient point découragé, faisait de nouveaux efforts pour s'emparer de Courtray, profitant d'un mouvement du général Souham sur Dottingies. Maître du village de Wevelghem, il occupait déjà le faubourg de Courtray, situé à la porte de Bruges.



4 8 Kilomètres.

BATAILLE DE TOURCOING en 1794.



Bouvines

Pont à Marque

1 2 4 8 Kilomètres

Mais Souham revint le 11, appelé par le danger qui menaçait la ville; et le général Pichegru ayant ordonné d'attaquer le général autrichien par un mouvement combiné, le général Macdonald[1] passa la Lys vers Menin, pour prendre les Autrichiens à revers, tandis que la division Souham se disposa à les attaquer de front. 1794 — an II. Belgique.

Le combat commença à trois heures de l'après-midi. Clairfait avait fait les meilleures dispositions possible pour soutenir le choc des Français. Ses deux ailes s'appuyaient aux chaussées de Bruges et de Menin, et, pour arriver à la position qu'il avait prise, il fallait passer sous le feu d'une artillerie formidable. Deux fois les troupes françaises débouchèrent avec intrépidité, et parvinrent à se former; mais elles furent autant de fois repoussées et culbutées. Enfin, vers les six heures du soir, une nouvelle attaque établit les Français contre la gauche des Autrichiens; mais ce mouvement ne décida point le succès. Le combat se prolongea jusqu'à dix heures du soir, avec le plus grand acharnement de part et d'autre. Pendant la nuit, le général Clairfait jugea que la lutte finirait à son désavantage s'il la continuait plus longtemps, et profita de l'obscurité, augmentée par un brouillard épais, pour se replier sur Thielt. Le général Wangenheim avait été tué pendant l'action; si le général Macdonald eût pu achever à temps le mouvement qui lui avait été prescrit, le succès eût été décisif. Au surplus, cette action, qui fit honneur aux deux partis, coûta à peu près 700 hommes aux Français; la perte des Autrichiens fut au moins égale.

Bataille de Turcoing. — Nous venons de voir le général Clairfait échouer devant Courtray, et se retirer à Thielt; pendant ce temps la grande armée des alliés était en mouvement pour se porter sur le terrain où Pichegru avait voulu l'attirer. L'empereur d'Autriche arriva le 15, à Tournay, avec le prince de Cobourg, à la tête d'un corps de 20,000 hommes d'élite de l'armée autrichienne. Les Anglais et les Hanovriens, sous les ordres du duc d'York, étaient déjà campés à Lamain. Ce fut à Tournay que les alliés arrêtèrent ce fameux plan d'attaque qu'ils 18 mai. (29 floréal.) France.

[1] Depuis maréchal, pair de France, duc de Tarente, major général de la garde royale, grand chancelier de la Légion d'honneur, etc., etc.

1794 — an II. France. nommèrent emphatiquement *plan de destruction*, et dont le chef d'état-major Mack arrêta les dispositions. Ce plan ne tendait à rien moins qu'à anéantir tour à tour les diverses parties de l'armée française. Celle-ci formait une colonne allongée de Lille à Courtray, composée de trois masses principales : Bonneau au camp de la Madeleine, Moreau à Menin, et Souham à Courtray. On voulait la rompre par le flanc, en jetant 100,000 hommes entre Lille et Menin, pousser Souham et Moreau jusqu'à la mer, leur faire déposer les armes et se rabattre ensuite sur Bonneau. Il est vrai que, si le prince de Cobourg eût voulu renoncer à son système favori de morcellement et de colonnes multipliées, il plaçait le général Pichegru dans une position très-critique. Les 50,000 hommes de l'armée du Nord étaient disposés de manière à avoir la mer du Nord à dos, et il n'était point difficile de les couper de la place de Lille, base des opérations du général en chef, et des frontières de la France ; mais les généraux alliés, toujours fidèles aux principes de tactique du feld-maréchal autrichien Lascy, leur maître et leur modèle, n'avaient point encore assez d'expérience de la guerre active pour opérer les grands mouvements indispensables pour obtenir ce résultat.

Au lieu donc de réunir une forte masse pour opérer sur Roubaix, Mouvaux et Bondues, à l'effet d'isoler Lille des troupes françaises campées entre Menin et Courtray, le prince de Cobourg forma l'armée alliée en six colonnes, dirigées concentriquement sur Turcoing, supposant, assez maladroitement, que l'armée française ne chercherait point à s'opposer à ce mouvement, et resterait tranquille dans son camp de Moorseele.

La première de ces colonnes, forte de 15 à 16,000 hommes, dont 3,000 de cavalerie, et commandée par le général Clairfait, partit de Thielt, passa la Lys à Werwick, et n'arriva que le 18 au matin à Linselle, au lieu d'arriver le 17, comme on l'avait pensé.

La deuxième colonne, commandée par le général de Buch, forte de dix bataillons et dix escadrons, se porta sur Moëscroën, où les Français étaient retranchés, et arriva devant ce poste le 17.

Le général Otto, à la tête de la troisième colonne, composée

de treize bataillons et de onze escadrons, marcha, le 17, sur Turcoing, qu'il occupa. 1794 — an II France.

Le duc d'York marcha avec la quatrième colonne, forte de quinze bataillons et de 2,400 chevaux, sur Roubaix, Mouvaux, et autres villages environnants.

La cinquième colonne, partie de Tournay, devait, après avoir passé la rivière de Marcq, lier son mouvement avec celui de la sixième colonne.

Enfin l'archiduc Charles, à la tête de vingt bataillons et trente-deux escadrons, composant cette sixième colonne, devait quitter Saint-Amand le 17, se réunir à Pont-à-Marcq avec la cinquième colonne, commandée par le général Kinsky, forcer la division Bonneau, campée à Sanghien, de se replier sur Lille, et continuer sa marche sur Turcoing pour rejoindre l'armée.

Nous allons raconter maintenant l'issue de ces différents mouvements, et nous essayerons de mettre nos lecteurs à même d'apercevoir leur mauvaise combinaison.

Les généraux Souham et Moreau avaient remarqué le mouvement extraordinaire des troupes alliées à Tournay. Informés des renforts considérables arrivés dans cette ville et dans les environs, ils avaient prévu avec raison que l'ennemi allait les inquiéter, et que la sûreté de leurs troupes était compromise dans la position où elles se trouvaient. Malgré l'absence du général en chef, parti depuis quelques jours pour visiter l'aile droite de l'armée vers la Sambre, et pour ordonner des dispositions qu'il avait jugées nécessaires, les deux généraux venaient de prendre une résolution qui fait honneur à leur sagacité, et qui renversa tout le plan de leur ennemi; ils s'étaient mis en marche sur Turcoing pour maintenir leur communication avec Lille.

Nous avons dit que Clairfait perdit vingt-quatre heures dans sa marche sur Linselles. Il rencontra dans le passage de la Lys, à Werwick, plus de résistance qu'il n'attendait sur ce point, défendu courageusement par quelques bataillons. Il lui fallut faire établir, pendant la nuit du 17 au 18, un pont sur lequel sa colonne ne passa que le matin. On verra bientôt la conséquence de ce retard.

1794 — an II. France.

Le général de Busch attaqua, le 17, les troupes retranchées à Moëscroën. Elles se défendirent avec une telle opiniâtreté, qu'elles donnèrent à plusieurs colonnes de la division Souham qui se portaient sur Turcoing, le temps d'arriver à leur secours. Les Hanovriens, dont se composait la colonne ennemie, furent attaqués à leur tour, et forcés de se retirer avec perte au delà de la chaussée de Tournay à Courtray, près du village d'Espierres.

La troisième colonne, dans sa marche sur Turcoing, rencontra, aux villages de Leers et Watrelos, quelques bataillons français qui se retirèrent à son approche. Turcoing fut occupé. Mais bientôt le général Otto vit arriver quelques fuyards de la deuxième colonne, qui l'instruisirent de la retraite que venait d'effectuer le général de Busch. Ce rapport, grossi par l'exagération naturelle en pareil cas, fit craindre au général Otto d'être bientôt attaqué lui-même par des forces considérables; et, au lieu de se masser pour attendre son ennemi, et se retirer au besoin en bon ordre, s'il jugeait ne pouvoir résister avec avantage, il prit des dispositions propres à rendre encore sa position plus critique. Il laissa son avant-garde dans Turcoing, occupa Watrelos avec le gros de sa colonne, et plaça quelques bataillons et escadrons en réserve à Leers, tenant une ligne de près de deux mille cinq cents toises.

Le duc d'York commandait, indépendamment de la quatrième colonne placée sous ses ordres immédiats, les deuxième et troisième dont nous venons de parler. On a vu plus haut que cette quatrième colonne, partant du village de Templeuve, où l'empereur d'Autriche vint établir son quartier général, avait marché sur Lannoy, Roubaix, Mouvaux et Croix; elle occupa ces quatre villages, restant ainsi morcelée, sans que le prince songeât à la réunir en masse, ce qui eût été plus avantageux pour le résultat qu'on attendait, indépendamment même du danger de cette dissémination devant un ennemi que le duc d'York devait supposer en mesure.

Les troupes de la cinquième colonne, aux ordres du général Kinsky, forte de douze bataillons et de seize escadrons, se portèrent sur trois points à la fois, Tressin, Bouvines et Louvil. La division française du général Bonneau, renforcée d'une partie

de la garnison de Lille, était campée à Sanghien, pour couvrir la route de Tournay à Lille, et, dans cette position, le général Bonneau prit des mesures pour repousser l'attaque du général Kinsky. 1794 — an II. France

Le général Wurmb, qui commandait une des brigades autrichiennes, trouva le village de Tressin fortement occupé, et tous ses efforts échouèrent contre ce poste; il y reçut même un coup de feu. Les troupes qui cherchèrent à s'emparer des villages de Bouvines et de Gruson ne furent pas mieux accueillies par les Français qui défendaient ces deux points, et ces échecs simultanés allaient déterminer le général Bonneau à prendre sur l'ennemi une vigoureuse offensive, si un heureux hasard n'eût mis le général Kinsky à même de résister, a son tour, avec quelque avantage.

Le général Erskine, qui commandait seize escadrons anglais de la colonne du duc d'York, au lieu de suivre la marche de ce prince sur Lannoy, s'était mis, par erreur sans doute, à la suite de la colonne de Kinsky. Ce renfort inattendu fut d'un grand secours à ce dernier.

Le corps de l'archiduc Charles, formant la sixième colonne, avait, par l'éloignement de son point de départ, plus de chemin à parcourir que les autres colonnes pour arriver à sa destination; il ne déboucha vers Pont-à-Marcq qu'à deux heures de l'après-midi. Le général Bonneau crut alors prudent de se retirer sur le village de Flers, derrière lequel il prit position. L'archiduc s'arrêta vers le village de Lesquin, sa droite se prolongeant au-dessus de Sanghien.

Nous avons dit que l'armée française avait quitté son camp de Moorseele. Souham, réunissant à sa division une partie de celle de Moreau, vint se placer en arrière de Turcoing. Le général Moreau, avec 8,000 hommes seulement, appuyant sa gauche à la route de Lille à Menin, devait contenir la colonne de Clairfait, arrivant sur Linselles.

Telle était la position respective des deux armées le 17 mai au soir. Si l'on veut se rappeler le retard éprouvé par le général Clairfait, dans la marche de ses troupes, on concevra comment la route de Lille à Courtray n'était point encore interceptée dans la journée du 17, et comment il fut facile au général

1794 — an II. France. Souham d'envoyer à Lille des officiers d'état-major pour prévenir le général Bonneau, et combiner avec lui l'attaque générale qui devait avoir lieu, dans la matinée du 18, sur Turcoing et Roubaix, par le gros de l'armée française aux ordres de Souham. Nous ne sommes entrés dans tous les détails de la marche des colonnes ennemies que pour mieux mettre nos lecteurs dans le cas de juger sainement du résultat, presque déterminé d'avance, de la bataille que nous décrivons.

Le 18, au point du jour, le général Souham se mit en marche avec 45,000 hommes, dirigeant sa droite sur Turcoing, sa gauche sur Watrelos. Six bataillons du général Otto occupaient, comme nous l'avons déjà dit, Turcoing. Cette avant-garde ne put résister longtemps aux efforts des troupes qui l'attaquaient en nombre bien supérieur. Le désordre se mit bientôt dans les rangs; la déroute fut complète; à peine parvint-on à rassembler sept cents hommes des fuyards qui avaient cherché à gagner le village de Leers. Watrelos fut emporté avec la même facilité.

Le général Bonneau, laissant quelques bataillons pour amuser les deux colonnes de l'archiduc et du général Kinsky, s'était avancé, dans la nuit du 17 au 18, entre les villages de Wasquehal et Hem. Au point du jour, et pendant le mouvement des troupes de Souham sur Turcoing et Watrelos, Bonneau, avec 16,000 hommes, attaque le corps du duc d'York, dont on connaît déjà la position, dans les quatre villages de Croix, Mouveaux, Roubaix et Lannoy, et qui se trouvait encore privé des seize escadrons du général Erskine, restés, comme on l'a vu, avec le général Kinsky.

L'attaque du général Bonneau jeta d'abord les Anglais dans un grand étonnement. Ils devaient en effet se croire suffisamment couverts, du côté de Lille, par les cinquième et sixième colonnes, et ne pouvaient s'attendre à voir arriver les Français que par Turcoing, si toutefois on devait supposer la marche de ces derniers de ce côté. Mais cette surprise n'empêcha point une partie de cette quatrième colonne de se défendre avec beaucoup de résolution dans les villages de Mouvaux et de Roubaix. Cependant les colonnes de Souham s'avançant par Turcoing et Watrelos, la même confusion, qui avait amené la dispersion

des troupes du général Otto, opéra celle des Anglais. Tous prirent la fuite en jetant leurs armes, et cherchant à gagner la route de Tournay par le chemin du village de Nechin. Ce désordre fut peut-être fort heureux ; car, si la résistance se fût prolongée, il ne restait plus aucun moyen de retraite à ces troupes, qui se seraient trouvées enveloppées par les colonnes de Souham et de Bonneau, et forcées de se rendre à discrétion. Ainsi la faute commise par le duc d'York, en se disséminant, le sauva d'un échec plus funeste. La déroute de sa colonne fut si complète, que le duc se sauva, avec quelques officiers seulement, sur Watrelos, occupé déjà par les troupes de Souham. Ce prince allait être pris, lorsque, fort heureusement, une compagnie hessoise, qui tiraillait encore en arrière-garde, lui donna le temps d'échapper au grand galop, et en forçant son cheval. Le duc d'York avoua lui-même le danger qu'il courut en cette circonstance. Ce ne fut pas le seul service que rendirent les troupes hessoises dans cette journée. Le régiment des gardes du landgrave, placé dans Lannoy, défendit ce village avec opiniâtreté, et résista assez longtemps aux efforts des colonnes françaises pour donner la facilité de réunir la multitude des fuyards au village de Nechin, d'où les alliés se retirèrent pour se rendre à Tournay et à Marquain.

1794 — an II
France.

Moins malheureux que le duc d'York, le général Otto sauva les troupes qu'il avait à Watrelos. Une grande partie de sa division se rassembla entre Leers et Nechin, y résista jusqu'à la nuit, et parvint à se retirer sur Tournay.

Nous avons laissé les cinquième et sixième divisions des alliés maîtresses du camp de Sainghin. Il est difficile de concevoir pour quels motifs elles restèrent inactives devant le faible rideau que leur avait opposé le général Bonneau, en se portant à l'attaque de la division anglaise. La raison la plus probable est que le prince Charles attendit vraisemblablement des ordres ultérieurs qui ne purent lui parvenir, ou peut-être que le prince de Cobourg ne lui donna point, au milieu de tout le désordre qu'entraînaient les dispositions vicieuses prises par ce dernier. Quoi qu'il en soit, l'archiduc eut au moins l'avantage de conserver ses troupes réunies, et de pouvoir recueillir à Marquain, où il rétrograda, les débris des autres divisions.

1794 — an II France. Quant au général Clairfait, nous savons déjà les motifs du retard de son arrivée sur Linselles en temps utile. Le général Moreau marcha, le 18, sur ce point, et y rencontra les Autrichiens, qui, se trouvant en nombre supérieur, forcèrent le général français de prendre une position en arrière, adossée à la Lys, au village de Bousbeck. Ses troupes s'y défendirent avec l'ardeur la plus courageuse. Pendant ce temps, le grand parc et les équipages de l'armée française, qui se trouvaient à Halluin, ayant quelque crainte, filèrent par la route de Menin sur Lille, et ne furent point inquiétés.

Cependant Clairfait, n'entendant point le canon autour de lui, et sachant que les Français occupaient Turcoing, pensa qu'il était arrivé trop tard. Il dut regarder dès lors sa position vers Linselles comme très-hasardée, et ne balança point à reprendre le chemin qu'il venait de tenir pour regagner sa position de Thielt. Ce ne fut pas sans emmener un faible trophée du stérile avantage qu'il venait d'obtenir : les neuf canons et les 400 prisonniers, tombés en son pouvoir, ne compensaient point la défaite du centre et de la droite de l'armée alliée, qui venait de perdre, dans les différents engagements dont nous venons de rendre compte, plus de 3,000 hommes et soixante pièces de canon.

Le succès obtenu par l'armée française devait avoir des résultats bien plus grands au moral. Le premier fut de donner aux troupes une confiance presque sans bornes. En effet, en récapitulant la force de chacune des divisions de l'armée alliée, on trouvera un effectif de quatre-vingt-dix mille combattants, tandis que l'armée française n'en présentait qu'un de soixante et quelques mille hommes.

Le second prouva aux alliés que l'armée républicaine possédait dans son sein une école de généraux qui pouvaient se mesurer avec avantage contre les élèves des Daun, des Lascy, des Laudon, etc., etc., et que la présence d'un général en chef n'était pas toujours indispensable, chez les Français, pour, dans un moment critique, prendre des mesures efficaces à l'effet de repousser une grande attaque et d'obtenir même de brillants succès.

Ainsi s'évanouit le fameux *plan de destruction*, si ambi-

tieusement imaginé par le conseil des généraux alliés. La présence d'esprit, la sage audace des deux généraux français ; la valeur de leurs troupes opposèrent une digue au torrent dévastateur qui menaçait d'engloutir l'armée française, et de se répandre dans la France par ses frontières du Nord. 1794 — an II. France.

Les généraux Moreau, Souham et Bonneau acquirent une grande gloire dans cette journée, où se distingua le général Macdonald. Les défenseurs de la patrie s'y montrèrent dignes de ce noble titre. Le premier des généraux que nous venons de nommer, auquel, malgré son rôle secondaire dans l'action, on attribue une partie des dispositions prises, Moreau, déjà connu par des actions d'éclat, fonda dès lors cette haute réputation militaire qui va l'appeler bientôt au commandement en chef d'une des armées de la république, et qui le placera par la suite au rang des plus illustres capitaines.

Avant de continuer le récit des opérations ultérieures de l'armée de Flandre, nous allons rendre compte de ce qui se passait à la même époque sur les rives de la Sambre.

Combat sur la Sambre. — On a vu qu'après avoir chassé les Autrichiens de Thuin, l'armée des Ardennes avait passé la Sambre. Elle prit position à Fontaine-l'Évêque. Mais le prince de Kaunitz, ayant été renforcé par le corps du prince d'Orange, contraignit les Français à se retirer sur l'autre rive. 23 mai *. (4 prairial.) Belgique.

Le Comité de salut public, tout en acceptant le plan d'une diversion en Flandre, n'avait point renoncé au projet de prendre Charleroi, opération qui, dans le principe, devait ouvrir la campagne au Nord. Les conventionnels Lebas et Saint-Just s'étaient rendus à l'armée des Ardennes dans ce dessein ; et le dernier de ces proconsuls, jeune homme ardent, qui croyait que le fanatisme républicain devait suppléer à toutes les connaissances militaires, dont il n'avait pas l'idée, était le plus grand instigateur de tous les mouvements qu'opérait l'armée des Ardennes.

Le général Charbonnier, qui commandait cette armée, était loin de posséder les moyens militaires qui distinguaient alors

* Nous avons réuni sous la date du 23 mai, qui est celle du combat le plus important, les différentes actions qui eurent lieu du 20 au 29.

1794 — an II. Belgique.

un grand nombre de nos généraux. Il serait difficile de justifier le choix qu'avait fait de lui le Comité de salut public pour commander en chef. Brave comme un grenadier, mais incapable de diriger une armée, ce général était l'agent aveugle et passif du déclamateur Saint-Just, véritable général en chef.

Contre l'avis des généraux les plus éclairés, le fougueux conventionnel, s'obstinant à l'exécution intempestive du plan du Comité de salut public, ordonna un second passage de la Sambre, et l'armée l'effectua le 20 mai. Les bois de Bonne-Espérance furent emportés après un combat assez vif, qui se renouvela le lendemain sans succès pour l'ennemi.

L'armée française prit ensuite une position vers Merbes-le-Château, et elle se disposait à se porter en avant, lorsqu'elle fut attaquée de nouveau par le prince de Kaunitz, réuni avec le prince d'Orange. Les Français, presque surpris, n'opposèrent qu'une faible résistance. Les efforts de l'ennemi s'étant portés principalement sur la gauche, celle-ci fut culbutée en un instant, et le désordre fut tel, qu'un grand nombre de soldats jetèrent leurs armes et repassèrent la Sambre presque sans tirer un coup de fusil. Le centre et la droite de l'armée française, après un combat plus prolongé, cédèrent également, et leur retraite sur la Sambre serait devenue presque impossible, sans l'arrivée inattendue de la division du général Kléber. En marche avec 12,000 hommes pour faire une pointe sur Mons, à l'effet de faciliter un mouvement de l'armée du Nord sur le camp de Grivelle, Kléber apprend, par des fuyards de l'aile gauche de l'armée des Ardennes, le danger que court cette armée au delà de la Sambre. Il vole aussitôt à son secours, passe la rivière sur le pont de Solre, dont l'ennemi, qui s'en était déjà emparé, est chassé. Le prince de Kaunitz se voit attaqué à son tour, et cette diversion donne aux troupes déjà vaincues le temps de se rallier et de passer sur l'autre rive de la Sambre.

L'armée des Ardennes éprouva dans cette dernière affaire, qui eut lieu le 23 mai, une perte de près de 3,000 hommes.

L'opiniâtre Saint-Just, prodigue du sang des soldats, fit renouveler le passage de la Sambre à cinq reprises différentes, jusqu'au 29 mai, et toujours avec les mêmes résultats. Au dernier effort, Charleroi fut investi en partie et bombardé ; mais

comme cette opération se fit sans avoir préalablement battu l'armée ennemie, celle-ci vint attaquer les assiégeants, qui furent encore obligés de renoncer à leur entreprise avec une perte de 1,200 prisonniers et de vingt-cinq pièces de canon. 1794 — an II. Belgique.

Nous aurions pu nous étendre davantage dans le récit de ces différents événements, mais nous avons voulu épargner à nos lecteurs des détails trop fastidieux et trop pénibles pour exciter leur curiosité. Il nous suffira de dire que, dans presque tous ces combats infructueux, les généraux et les soldats firent leur devoir, et se battirent avec autant de zèle que de courage, notamment le 26, au combat de Montigny-lès-Teigneux, près de Charleroi, où les généraux Hatry et Lorge se distinguèrent. Mais il est douloureux de penser que toutes ces actions ne servirent qu'à augmenter le nombre des victimes de la désastreuse impéritie de Saint-Just.

Combat de Pont-Achin. — Pichegru, de retour le 19, à l'aile gauche de l'armée du Nord, voulut mettre à profit le succès obtenu à Turcoing, le 18, et le désordre qu'il supposait devoir régner dans l'armée alliée, retranchée sur la rive gauche de l'Escaut sous les murs de Tournay. Il ordonna en conséquence aux trois divisions Souham, Moreau et Bonneau de se porter sur Tournay par Templeuve, Blandin et Pont-Achin. 23 mai. (4 prairial).

L'armée des alliés, à laquelle trois jours de répit avaient donné le temps de réparer le désordre de ses colonnes et de reformer sa ligne de bataille, couvrait Tournay, ayant sa droite sur l'Escaut, vers Obigies et Pecq, et sa gauche vers Lamain, sur les collines qui se trouvent entre ce dernier village et celui de Froyennes. Cette position était à peu près la même que celle que les alliés occupaient le 16, avant la marche de deux colonnes sur Turcoing.

Le 23 au matin, les deux armées étaient en présence. Les Français attaquèrent avec une ardeur et une impétuosité extraordinaires; l'ennemi opposa sur tous les points une noble résistance. Le combat, qui dura près de quinze heures avec un acharnement sans exemple, surtout à Templeuve et à Pont-Achin, n'amena d'autre résultat qu'un nombre considérable de morts et de blessés; ce dernier village, pris et repris cinq fois par Macdonald, finit par rester aux Anglais du général Fox; et les

1794 — an II. Belgique. Français, qui d'abord avaient pénétré jusqu'auprès de Tournay, furent repoussés bientôt par une partie de la réserve autrichienne.

Les officiers qui ont été témoins ou acteurs dans cette journée meurtrière, s'accordent à dire que le général Pichegru ne paraissait pas avoir conçu un plan bien déterminé pour cette attaque, où les soldats opérèrent plus que les généraux : circonstance qui eut également lieu dans l'armée ennemie.

Cette opinion justifierait celle qui a été répandue généralement dans le temps, que le général français n'avait voulu faire qu'une grande reconnaissance, et que ses troupes furent emportées plus loin qu'il ne le voulait. Mais alors il était inutile de mettre tant de troupes en mouvement pour une simple reconnaissance. Quoi qu'il en soit, la perte fut très-considérable de part et d'autre. Les alliés estimèrent la leur à 3,000 hommes. Celle des Français fut au moins égale. L'armée française, après cette action que la nuit seule termina, se retira vers Courtray, et celle de l'ennemi se concentra sur Tournay et au Mont de la Trinité. Pichegru, désespérant de forcer les positions de Cobourg, essaya d'attirer celui-ci sur un autre champ de bataille, par une démonstration du général Bonneau sur la ville d'Orchies ; mais le général autrichien demeura inébranlable dans son camp de Marquain et de Tournay, et laissa l'armée française libre de se porter dans la Flandre maritime.

23 mai. (4 prairial.) Allemagne. *Combats de Schifferstadt et de Kaiserslautern.* — Pendant que ces événements militaires se passaient au nord de la France, les armées françaises et alliées sur le Rhin sortaient enfin de l'inaction où elles étaient restées depuis l'ouverture de la campagne.

Voici leurs positions respectives au 21 mai :

L'armée saxo-prussienne était répartie depuis Alzey, vers la rive gauche du Rhin, jusque vers la Sarre, à Mertzig, où elle se liait avec le corps autrichien du général Blankenstein, destiné à couvrir sur la Moselle les villes de Trèves et de Luxembourg. L'armée autrichienne gardait la rive droite du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Bâle. Elle avait des garnisons dans Mayence, Mannheim, Philippsbourg et Kehl. Le corps du prince de Condé était au centre, vers Rastadt.

Ces deux armées réunies formaient un total de plus de 120,000 hommes; mais les Prussiens et la division autrichienne du prince de Hohenlohe-Kirchberg paraissaient seuls destinés à agir activement.

1794 — an II. Allemagne.

L'armée française du Rhin occupait la ligne du Speyerbach depuis Neustadt jusqu'à la Rehutte; la droite sous les ordres du général Desaix, appuyait au Rhin, vers Schifferstadt; la gauche était à Musbach, en avant de Neustadt, vers les Vosges. Un corps posté dans la vallée de Weidenthal était destiné à assurer la communication avec l'armée de la Moselle. Une division occupait Kaiserslautern; une autre s'étendait jusque vers Tholey.

Le maréchal Möllendorf, qui commandait l'armée prussienne, se concerta avec le prince de Hohenlohe-Kirchberg pour un mouvement général sur l'armée française, à l'effet de forcer cette dernière à abandonner le territoire qu'elle occupait dans le Palatinat et le duché de Deux-Ponts.

Le 23 mai, le corps autrichien attaqua le général Desaix dans ses positions près de Schifferstadt, tandis qu'un corps prussien faisait une démonstration sur Musbach et Neustadt, qui se réduisit à un échange de nombreux coups de canon.

L'attaque sur la division Desaix fut vigoureuse. Après trois heures d'un combat opiniâtre, les Français commençaient à plier, et déjà le désordre se mettait dans leurs rangs, lorsque Desaix fit marcher quelques troupes qu'il tenait en réserve, rétablit le combat, et rendit inutile la tentative de l'ennemi sur ce point. On rapporte qu'au moment où Desaix s'avançait pour réparer l'échec que venait d'éprouver une partie de ses troupes, un officier, en lui rendant compte du succès des Autrichiens, demanda au général ce qu'il ordonnait : « La retraite de l'ennemi ! » répond brusquement Desaix en continuant sa marche. Guidés par lui, les Français forcèrent en effet le prince de Hohenlohe à se retirer, et gardèrent toutes les positions qu'ils occupaient avant le combat.

Pendant que ceci se passait à la droite de l'armée française du Rhin, le maréchal Möllendorf se dirigeait, avec une partie de l'armée prussienne, sur Kaiserslautern, tandis que la division du général Rüchel cherchait à tourner les Français par

1794 — an II. Allemagne. leur droite, et que le général Kalkreuth, parti de Cassel, s'avançait vers la route de Landstühl. Le général Ambert, qui commandait à Kaiserslautern, fit replier, à l'approche de l'ennemi, les postes de Hochspeyer et de Fischbach. Bientôt quatre colonnes ennemies, débouchant par Morlautern et sur les chemins de Dürkheim, Neustadt et Ramstein, vinrent attaquer Kaiserslautern. Les Français, quoique très-inférieurs en nombre, soutinrent pendant quatre heures tous les efforts de leurs nombreux ennemis; mais il leur fallut céder à cette attaque disproportionnée, et le général Ambert fit sa retraite en bon ordre par les gorges et les chemins de Trippstadt et de Pirmasens. Une terreur panique s'empara cependant de l'arrière-garde, qui s'était arrêtée au Galgenberg le temps nécessaire pour protéger la retraite. Les troupes se mirent à fuir, infanterie et cavalerie, et abandonnèrent une compagnie d'artillerie à cheval qui se trouvait à cette arrière-garde, et dont les canonniers se firent hacher plutôt que d'abandonner leurs pièces. Un escadron du deuxième régiment de cavalerie, qui n'avait point partagé la terreur générale, contint seul pendant quelques instants la cavalerie ennemie, et lui en imposa assez pour donner au reste de la colonne le temps de se rallier. Ambert croyait pouvoir continuer sa retraite avec quelque sûreté, mais de nouveaux obstacles se rencontrèrent encore. La brigade du général Siscé, qui se trouva coupée dans sa marche par une brigade prussienne commandée par le général Blücher, parvint à se faire jour par Weidenthal. Ce fut après avoir perdu 1,500 hommes que la division Ambert parvint à gagner partie Pirmasens et partie Trippstadt.

L'occupation de Kaiserslautern par les Prussiens ne permettant plus à l'armée du Rhin de tenir les rives du Speyerbach, elle se retira derriere la Queich, sur Germersheim et Landau.

26 mai. (7 prairial.) France. *Reprise des forts Saint-Elme, de Port-Vendres et de Collioure.* — Le résultat des succès obtenus par le général Dugommier à Boulou avait été de chasser les Espagnols de cette partie du Roussillon, et de leur faire laisser à découvert les places dont ils s'étaient emparés dans la dernière campagne. Le moment était venu d'en tenter la reprise.

Le général Chabert eut ordre de s'emparer du col de Ba-

nyuls, afin d'empêcher les Espagnols de chercher à secourir ces mêmes places. Le général en chef passa lui-même le Tech avec une division, entre Elre et Ortaffa, chassa les Espagnols d'Argelès, et vint s'établir sur les hauteurs de Saint-Elme. La position de ce fort, qui commande Port-Vendres et Collioure, exige qu'on s'en empare avant de songer à l'attaque des deux autres places. Le général Dugommier se vit dans l'obligation de faire faire un chemin de plus de deux lieues afin de conduire l'artillerie nécessaire pour en former le siége, et encore fallut-il traîner presque à bras les pièces de gros calibre et les mortiers pour les placer dans des positions convenables. Ces travaux furent achevés en très-peu de temps, avec un zèle et une gaieté extraordinaires, de la part des soldats. Les batteries furent établies, et commencèrent à battre le fort, après que tous les postes que l'ennemi tenait à l'extérieur eurent été enlevés ou forcés de se replier dans l'intérieur. Le général Dugommier plaça de forts détachements sur tous les points par où les Espagnols pouvaient déboucher; et ces postes étaient pour la plupart sur des montagnes très-élevées, où les soldats bivouaquaient par un temps pluvieux et une température glaciale. Le général Dugommier donnait lui-même l'exemple; il avait établi son quartier général dans une misérable cabane que ses soldats lui avaient construite sur l'un de ces pics.

1794 — an II. France.

Les Espagnols avaient à peu près 8,000 hommes, tant à Collioure qu'à Port-Vendres et au fort Saint-Elme. Le 16 mai, une sortie combinée des garnisons des trois places eut lieu pendant la nuit; et cette colonne vint attaquer le Puig-de-las-Daynas, où commandait le général en chef en personne, et pénétra jusque dans la tranchée ouverte devant Saint-Elme. Cette attaque fut si vive et si bien dirigée, que Dugommier faillit en être la victime. Il y fut blessé; et, sans l'intrépidité et le dévouement des grenadiers d'un bataillon du vingt-huitième régiment, qui se firent tuer en grande partie à ses côtés, les Espagnols le faisaient prisonnier. Cependant les troupes parvinrent bientôt à se rallier, et forcerent l'ennemi à rentrer avec quelque perte derrière ses murailles.

Le 23 mai, la brèche étant presque praticable au fort Saint-Elme, le commandant envoya au général Dugommier un par-

1794 — an II. France.

lementaire chargé de demander les conditions d'une capitulation. Mais ces conditions ayant paru trop dures au commandant espagnol, il les refusa, et Dugommier fit continuer le feu avec une telle vivacité, que les Espagnols, ne pouvant plus tenir dans le fort, se hâtèrent de l'évacuer, ainsi que Port-Vendres, et furent se renfermer dans Collioure. Les Français occupèrent les deux postes évacués.

Les batteries du fort Saint-Elme servirent à canonner et à bombarder Collioure, qui s'en trouve dominée, comme nous l'avons déjà dit. D'un autre côté, une flottille, aux ordres du capitaine de vaisseau Castagnier, ayant échappé aux croisières anglaises et espagnoles, était venue bloquer par mer Port-Vendres et Collioure, et avait même déjà canonné ces deux villes. La nouvelle attaque par les batteries du fort Saint-Elme, et l'impossibilité d'être secouru, ou de se retirer par la mer, déterminèrent le général Navarro, commandant les troupes espagnoles, à capituler. Collioure fut rendu aux Français le 29 mai, et la garnison eut la permission de se retirer en Espagne, sous la condition qu'un pareil nombre de prisonniers français seraient rendus en échange. Cette garnison, forte de 7,000 hommes, sortit de la ville avec tous les honneurs de la guerre, déposa ses armes au village de Banyuls-la-Maizo, et prêta le serment de ne plus servir contre la France pendant toute la durée de la guerre.

Une circonstance particulière avait fait choisir le village de Banyuls pour être le théâtre de cette reddition des armes et de cette prestation de serment des troupes espagnoles; elle mérite d'être rapportée.

Lorsque les Espagnols pénétrèrent pour la première fois sur le territoire français, en 1793, les habitants de Banyuls-la-Maizo, attaqués par l'ennemi et livrés à leur propre défense, combattirent avec une résolution digne des Spartiates, pour défendre les défilés qui mènent à leur village. Le maire était à la tête de ces braves. Sommé de mettre bas les armes et de livrer passage aux troupes espagnoles, il répondit : « Les Français savent mourir, mais ne rendent point leurs armes! » Ces paroles, toutes nationales, seront prononcées, encore une fois dans cette longue guerre; elles termineront, comme elles l'avaient

commencée, la mémorable lutte de la France contre les puissances de l'Europe. 1794 — an II France.

La résistance des habitants de Banyuls fut telle qu'on devait l'attendre d'hommes animés d'un pareil patriotisme. Les femmes mêmes y prirent une part glorieuse, en portant, au milieu d'une grêle de balles, des vivres et des munitions à leurs pères, à leurs maris, à leurs freres, à leurs enfants. Mais enfin le plus grand nombre succomba sous les efforts des Espagnols, et ce qui resta de ces généreux citoyens se dispersa dans l'intérieur; ils servirent, depuis, de guides et d'éclaireurs à l'armée française, et rendirent encore d'importants services par la connaissance qu'ils avaient des localités. Les Espagnols se saisirent de tous les vieillards qui étaient restés dans le village, au nombre d'à peu près une centaine, et les envoyèrent, prisonniers, dans les cachots de Figuières et de Barcelone.

Au moment où Dugommier se rendit maître de Collioure, et fit déposer les armes à la garnison sur la place de Banyuls, il exigea des Espagnols qu'on remît sur-le-champ en liberté les malheureux vieillards de cette commune, et leur fit accorder des secours et des indemnités. La Convention, instruite de ces détails, rendit un décret portant que les citoyens de Banyuls avaient bien mérité de la patrie, ainsi que l'armée des Pyrénées-Orientales, et, que, sur la place de ce village il serait élevé un obélisque de granit avec cette inscription : *Ici 7,000 Espagnols déposèrent les armes devant les républicains, et rendirent à la valeur ce qu'ils tenaient de la trahison*[1].

Le général Despinois avait été chargé de conclure les articles de la capitulation de Collioure, conjointement avec le marquis de Castrillo, gouverneur de la place, et muni des pleins pouvoirs du général Navarro. Un des articles de cette capitulation portait, comme on l'a vu, que la garnison espagnole serait échangée contre un pareil nombre de Français, prisonniers de guerre; mais le général en chef comte de la Union, ne voulut jamais consentir à rendre ces prisonniers, sous le prétexte que le

[1] On se rappelle la facilité avec laquelle les Espagnols s'étaient emparés des trois places, qu'ils surent défendre avec un courage égal à celui des assiégeants.

1794 — an II. France. général Navarro n'était pas autorisé à promettre ce qu'il n'était pas en son pouvoir de tenir.

Cet article ne fut donc pas exécuté. Les Espagnols éluderent plus honorablement pour eux une autre condition qu'on voulait leur imposer, et que la générosité de cette nation leur fit un devoir d'éviter.

Un corps d'émigrés français, sous la dénomination de *Légion de la Reine*, faisait partie des troupes de la garnison de Collioure. Les commissaires conventionnels exigeaient que ces émigrés fussent remis entre les mains des républicains.

Cette demande, rejetée avec indignation par le général espagnol, contribua à prolonger de quelques jours la résistance de Collioure; mais il serait devenu presque impossible aux Espagnols de s'y refuser, dans l'extrémité où ils se voyaient réduits, sans la généreuse prévoyance du lieutenant-colonel espagnol Amoros[1]. Cet officier supérieur fit préparer, dans la journée du 24 mai, des bateaux dans le port de Collioure, sur lesquels s'embarqua tout ce qui restait de la légion de la Reine; et les malheureux Français qui la composaient échappèrent ainsi au sort qui leur était réservé.

[1] M. Amoros, depuis réfugié espagnol, naturalisé Français en vertu de lettres patentes de Louis XVIII, a reçu, par cette faveur, le digne prix de sa noble conduite dans la circonstance que nous rapportons.

FIN DU TOME PREMIER.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1792 ET 1793.

Belgique, Hollande.

Moniteur universel. Ce journal officiel, tant copié par les historiens nationaux et étrangers, renferme une source inépuisable de documents qu'on ne peut se dispenser de consulter, bien qu'avec circonspection.

Dictionnaire des siéges et batailles. Compilation d'articles la plupart du temps incomplets et peu dignes de confiance; cependant utile à consulter.

Tableau historique de la guerre de la Révolution (par les généraux Servan et Grimoard). Utile seulement pour les campagnes de 1792.

Histoire de France, depuis la révolution de 1789, par Toulongeon. Ouvrage peu digne de confiance, tant sous le rapport politique qu'au point de vue militaire.

Mémoires de Dumouriez. Documents utiles pour l'histoire des campagnes en Champagne, en Belgique et dans les Pays-Bas. C'est la source où ont puisé tous ceux qui, jusqu'à présent, ont décrit ces campagnes.

Histoire critique et militaire des campagnes de la Révolution, etc., par le général Jomini. 2e édit., 1820. Ouvrage important pour l'étude des campagnes postérieures aux commencements de la guerre de la Révolution; car, pour les premières campagnes, l'auteur copie Dumouriez et même Toulongeon.

Relations des principaux siéges faits ou soutenus en Europe par les armées françaises depuis 1792. Cet ouvrage renferme la plupart des mémoires écrits par les officiers du génie qui ont dirigé l'attaque ou la défense des places.

London Gazette. *Rapports officiels sur la campagne de* 1793 *aux Pays-Bas.* Ces rapports sont très-détaillés et dignes de confiance; seulement les événements militaires défavorables sont souvent passés sous silence. C'est ce que l'on remarque également dans les rapports officiels de la *Gazette de Vienne* (Wiener Zeitung).

Histoire des guerres en Europe depuis 1792 (en allemand). 15 vol. in-8°. Leipzig et Berlin, 1827 à 1833. Cet ouvrage, sans nom d'auteur, attribué à M. le colonel prussien Schulz, se termine à la campagne de Belgique en 1815 (inclusivement). L'auteur, qui cite avec beaucoup d'exactitude les sources allemandes et étrangères où il a puisé, exprime toujours son opinion sur le plus ou le moins de confiance qu'il y attache. Il traite fort mal les *Victoires et Conquêtes :* « Il serait « difficile, dit-il, de trouver une compilation plus mauvaise et aussi remplie de « faussetés. » Cela se conçoit; l'ouvrage qu'il repousse ainsi, et dont il dit n'avoir pas cru devoir se servir, est un monument élevé à la gloire des armées françaises; et quand on écrit avec autant de partialité historique que le fait cet auteur, on est peu disposé à rendre justice à des adversaires couronnés par tant

de triomphes éclatants : on atténue leurs avantages ; on élève bien haut ses propres succès, seraient-ils de la plus minime importance. C'est ce que l'on remarque dans tout le cours de cet ouvrage, où les victoires des Français sont racontées en peu de lignes ; tandis que celles des coalisés, les moindres combats où ils ont triomphé, y tiennent souvent plus de place que le sujet ne le comporte. Du reste les événements militaires des premières périodes de la guerre de la Révolution, les conquêtes de la France font suffisamment justice de ces petites rivalités nationales. Nous devons ajouter que cette *Histoire des guerres en Europe* renferme d'excellents documents que nous avons souvent utilisés, surtout pour ce qui concerne les mouvements et la force des armées alliées. Ces renseignements sont extraits, le plus souvent, des rapports officiels publiés dans les *Gazettes de Vienne et de Berlin* et dans le *Journal militaire autrichien*. Ce dernier recueil contient de fort bons articles sur les campagnes de 1792 et 1793, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Italie. Quant au plan et à la forme, cet ouvrage paraît offrir quelque analogie avec celui des *Victoires et Conquêtes*, et l'on serait presque tenté de croire que ce dernier en a fait concevoir l'idée.

Allemagne.

Moniteur. — Dictionnaire des siéges et batailles. — Tableau historique. — Jomini. — Relations des principaux siéges. — Toulongeon. — Mémoires de Dumouriez. — Histoire des guerres en Europe.

Mémoires de Custine. aperçu détaillé des mesures prises par ce général pendant son commandement de l'armée du Rhin.

Vie de Lazare Hoche, par Rousselin. Le 2e vol. renferme la correspondance de Hoche avec le ministre de la guerre et les autres généraux.

Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle, par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Ouvrage savant et consciencieux d'un des plus illustres généraux de la république et de l'empire, et un des principaux acteurs dans cette guerre jusqu'à la paix de Campo-Formio.

Campagnes du corps sous les ordres de S. A. S. Monseigneur le prince de Condé, par M. le marquis d'Ecquevilly. Renseignements complets sur tout ce qui concerne ce corps.

Description détaillée de la bataille de Pirmasens, par le colonel prussien de Grawert (en allemand). Relation complète de cette bataille.

Description de la place de Mayence et des circonstances qui en ont amené la reddition aux Français en octobre 1792, par le baron de Gymnich, gouverneur militaire de Mayence pour l'électeur palatin (en allemand). Compte rendu de l'état des fortifications et des moyens de défense de Mayence, qui prouve que cette place a été rendue sans nécessité.

Mémoire sur la prise de Mayence par les Français en 1792 (en allemand), par R. Eickemeier, ex-lieutenant-colonel du génie au service de l'électeur palatin. L'auteur décline toute participation à la décision prise par le gouverneur, et donne à cet égard quelques détails remarquables qui n'ont jamais été réfutés.

Relation de la prise de Francfort-sur-le-Mayn, par Van-Helden. Cet écrit prouve que la garnison de Francfort s'est comportée avec beaucoup plus de résolution et de bravoure que son commandant, l'auteur de la relation.

France.

Moniteur. — Dictionnaire des siéges et batailles. — Jomini. — Relations des principaux siéges. — Tableau historique. — Mémoires de Dumouriez. — Mémoires de Custine. — Toulongeon. — Vie de Hoche. — Mémoires du maréchal Gouvion Saint-Cyr.

Campagnes du duc de Brunswick contre les Français en 1792. C'est la traduction des *Lettres d'un témoin oculaire*, etc., par Laukhardt; Altona, 1795. Ouvrage sans valeur historique.

Histoire de la guerre entre la France et l'Espagne pendant les années de la révolution française, 1793, 1794 *et partie de* 1795, par L. de Marcillac. Bien que l'auteur copie souvent les rapports officiels de la *Gazette de Madrid*, son ouvrage mérite peu de confiance.

Mémoires sur la dernière guerre entre la France et l'Espagne, dans les Pyrénées occidentales, par le citoyen B**. Ouvrage très-utile d'un témoin oculaire.

Mémoire pour servir à l'histoire de la ville de Lyon pendant la révolution, par l'abbé A. Guillon de Montléon. Relation détaillée de la révolte et du siége de Lyon.

Révolution royaliste de Toulon, par Gauthier de Brécy. Renseignements utiles.

Histoire du siége de Toulon. — Histoire de la guerre civile en France. — Histoire de France, par Lacretelle. — *Essais historiques et critiques,* par Fonvielle aîné. — *Notes communiquées par* le général Thiébault. — *Cornélius Népos français. — Précis historique du siége de Valenciennes.*

Vendée.

Dictionnaire des siéges et batailles. — Relations des principaux siéges.

Vie de Charles-Melchior-Artus, marquis de Bonchamp, général vendéen par P. M. Chaveau. Quelques renseignements utiles pour l'histoire.

Histoire de la guerre de la Vendée, etc., par A. de Beauchamp. C'est l'ouvrage le plus étendu sur la guerre de la Vendée, et où les événements sont décrits avec les plus grands détails.

Mémoires de madame la marquise de Laroche-Jacquelein. C'est la meilleure histoire de la guerre de la Vendée, écrite avec talent et une noble impartialité.

Précis historique de la guerre civile de la Vendée, etc., par J. V. J. Berthre de Bourniseaux. Peu important; mais utile comme source historique.

Réfutation de calomnies publiées contre le général Charette, etc., par M. Le Bouviers-Desmortiers. Beauchamp, ayant recueilli dans son ouvrage toutes les calomnies des ennemis de Charette et d'autres encore, a donné lieu à cette réfutation.

Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de la Vendée, etc., par L. M. Turreau, général en chef de l'armée de l'Ouest. Exposition superficielle des événements; on y reconnaît toutefois un témoin oculaire bien au courant de ce qui s'est passé.

Campagne du général Westermann *dans la Vendée, écrite par lui-même.* Ce

mémoire du plus dangereux ennemi de la Vendée, bien qu'écrit trop rapidement, renferme d'utiles renseignements historiques.

Notes communiquées par le général Thiébault.

Savoie. Comté de Nice. Piémont. Sardaigne.

Moniteur. — *Tableau historique.* — *Dictionnaire des siéges et batailles.* — *Jomini.* — *Mémoires de Dumouriez.* — *Galerie militaire.* — *Toulongeon.*

Correspondance du général Montesquiou *avec les ministres et les généraux de la republique, pendant la campagne de Savoie et la négociation avec Genève en* 1792; Paris, 1796. Ce recueil, publié par le général lui-même à son retour en France, est utile à consulter.

On trouve une excellente *Relation de la campagne de* 1793 dans le *Journal militaire autrichien*, année 1813.

Espagne.

Moniteur. — *Tableau historique*, *Marcillac*, histoire. — *Memoires du citoyen B***. — *Dictionnaire des siéges et batailles.*

Gazeta de Madrid. Les rapports officiels des généraux espagnols se distinguent par leur exactitude et leur impartialité.

Il faut ajouter à cette liste les *mémoires manuscrits*, les *pièces officielles*, les *articles communiqués*, les *notes diverses*, etc., etc., pour les campagnes de 1792 et 1793.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

Première Coalition.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1792.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1793.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1793.

CHAPITRE IV.

SUITE DE L'ANNÉE 1793.

CHAPITRE V.

ANNÉE 1794.

TABLE DES PLANS

CONTENUS DANS LE TOME PREMIER.


UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
139 9




THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES
UCLA

